

SÉLECTION D'OUVRAGES DE GENE SHARP

Ouvrages

- The Politics of Nonviolent Action*, Boston, Porter Sargent, 1973 (également publié en trois volumes intitulés *Power and Struggle*, *The Methods of Nonviolent Action* et *The Dynamics of Nonviolent Action*, à partir de 1974).
- Gandhi as Political Strategist, with Essays on Ethics and Politics*, Boston, Porter Sargent, 1979 (New Delhi, Gandhi Media Centre, 1999).
- Social Power and Political Freedom*, Boston, Porter Sargent, 1980.
- Making Europe Unconquerable*, Londres, Taylor & Francis, 1985 (Cambridge, Ballinger, 1986).
- La guerre civilisée. La défense par actions civiles [Civilian-Based Defense: A Post-Military Weapons System]* (avec l'assistance de Bruce Jenkins), Grenoble, UG, 1995.
- De la dictature à la démocratie: un cadre conceptuel pour la libération [From Dictatorship to Democracy: Conceptual Framework for Liberation]*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- La force sans la violence [These are Realistic Alternatives]*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- L'Anti-coup d'État [The Anti-Coup]*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- The Role of Power in Nonviolent Struggle*, Cambridge, Albert Einstein Institution, 1990.
- Self-Reliant Defense Without Bankruptcy or War*, Cambridge, Albert Einstein Institution, 1992.
- Self-Liberation, A Guide to Strategic Planning to End a Dictatorship or Other Oppression*, Boston, Albert Einstein Institution, 2010.
- Sharp's Dictionary of Power and Struggle: Language of Civil Resistance in Conflicts*, New York, Oxford University Press, 2011.
- How Nonviolent Struggle Works*, Boston, Albert Einstein Institution, 2013.

Ouvrages coécrits et codirigés

- Resistance, Politics, and the American Struggle for Independence, 1765-1775*, Boulder, Lynne Rienner, 1986.
- Nonviolent Action: A Research Guide*, New York, Garland, 1997.

Articles

- « À la recherche d'une solution au problème de la guerre », *Alternatives non violentes*, n° 39, décembre 1980, p. 3-16 (version révisée d'un article paru dans Joseph D. Ben-Dak (dir.), *The Future of Collective Violence: Societal and International Perspectives*, Lund, Suède, Studentlitteratur, 1974).
- « Nonviolent Struggle and the Media », dans Donald Johnston (dir.), *The Encyclopedia of International Media and Communications*, vol. 3, San Diego, Academic Press, 2003, p. 363-370.
- « Methods Strategies », dans Nigel Young (dir.), *The Oxford International Encyclopedia of Peace*, vol. 3, New York, Oxford University Press, 2010, p. 177-180.
- « Nonviolent Struggle: An Overview », dans Peter Coleman *et al.* *Handbook of Conflict Resolution: Theory to Practice*, 3^e éd., San Francisco, Jossey-Bass, 2014.
- Pour la liste complète des écrits de Gene Sharp (traduits dans plus d'une trentaine de langues), visiter le site internet du Albert Einstein Institution, <www.aeinstein.org>, ou écrivez au PO Box 455 East Boston, MA 02128 USA.

Gene Sharp

avec la collaboration de Joshua Paulson
et l'aide de Christopher A. Miller et Hardy Merriman

LA LUTTE NONVIOLENTE
Pratiques pour le XXI^e siècle

*Traduit de l'anglais (américain)
par Bernard Lazarevitch*



Coordination éditoriale: David Murray
Illustration de la couverture: XXXX XXXXXX
Maquette de la couverture: Catherine D'Amours
Typographie et mise en pages: Yolande Martel

L'édition originale de ce livre a été publiée en 2005 par Porter Sargent (Boston, MA) sous le titre *Waging Nonviolent Struggle: 20th Century Practice and 21st Century Potential*.

© Hardy Merriman, 2005
© Les Éditions Écosociété, 2015, pour l'édition française

ISBN 978-2-89719-216-7

Dépôt légal: 3^e trimestre 2015

Ce livre est disponible en format numérique.

Les Éditions Écosociété tiennent à remercier le Albert Einstein Institution et l'École de la paix de Grenoble pour leur soutien dans la réalisation de ce livre.

**Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
et Bibliothèque et Archives Canada**

Sharp, Gene

[Waging nonviolent struggle. Français]

La lutte nonviolente: pratiques pour le XXI^e siècle

Traduction de: Waging nonviolent struggle.

Comprend des références bibliographiques et un index.

ISBN 978-2-89719-216-7

I. Non-violence. I. Paulson, Joshua, 1974- . II. Miller, Christopher A. III. Merriman, Hardy.
IV. Titre. V. Titre: Waging nonviolent struggle. Français.

HM1281.S5214 2015 303.6'1 C2015-941068-1

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication.

Nous remercions le gouvernement du Québec de son soutien par l'entremise du Programme de crédits d'impôt pour l'édition de livres (gestion SODEC) et la SODEC pour son soutien financier.

Canada **SODEC**
Québec 

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE DE L'AUTEUR	
Tirer les enseignements d'un siècle de luttes nonviolentes	9
Remerciements	14

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉMANCIPATION PAR LA CAPACITÉ DE LUTTER

CHAPITRE PREMIER	
Faire face aux conflits graves	21
CHAPITRE 2	
Exploiter les sources du pouvoir	30
CHAPITRE 3	
Une technique active de lutte	41
CHAPITRE 4	
Les méthodes de l'action nonviolente	49

DEUXIÈME PARTIE

LUTTES NONVIOLENTES IMPROVISÉES AU XX^e SIÈCLE

Présentation des cas	62
CHAPITRE 5	
La révolution russe de 1905	63
CHAPITRE 6	
Défense contre un coup d'État militaire (Allemagne, 1920)	78
CHAPITRE 7	
La campagne d'indépendance indienne (1930-1931)	85

CHAPITRE 8	
Le mouvement pachtoun de la Frontière du nord-ouest de l'Inde (1930-1934)	94
<i>Mohammad Raqib</i>	
CHAPITRE 9	
Les enseignants norvégiens combattent le fascisme (1942)	109
CHAPITRE 10	
Sauver les maris juifs de Berlin (1943)	114
<i>Nathan Stoltzfus</i>	
CHAPITRE 11	
Chasser un dictateur guatémaltèque (1944)	118
CHAPITRE 12	
Mettre fin à la ségrégation dans les bus de Montgomery (1955-1956) ..	123
<i>Joshua Paulson</i>	
CHAPITRE 13	
Défense française contre un coup d'État militaire (1961)	130
CHAPITRE 14	
Grève et boycott du raisin en Californie (1965-1970)	133
<i>Hardy Merriman</i>	
CHAPITRE 15	
Défiance tchèque et slovaque face à l'invasion (1968-1969)	144
CHAPITRE 16	
Grève des travailleurs en Namibie (1971-1972)	156
CHAPITRE 17	
Les mères de la place de Mai (Argentine, 1977-1983)	165
<i>Joshua Paulson</i>	
CHAPITRE 18	
La Pologne se libère elle-même (1980-1989)	169
<i>Joshua Paulson</i>	
CHAPITRE 19	
Boycott des écoles en Afrique du Sud (1984-1987)	174
<i>Joshua Paulson</i>	
CHAPITRE 20	
Le pouvoir du peuple contre le dictateur philippin (1986)	178
<i>Joshua Paulson</i>	

CHAPITRE 21	
Les Birmans défient la dictature militaire (1988-1990)	182
<i>Joshua Paulson</i>	
CHAPITRE 22	
Soulèvement et répression en Chine (1989)	187
<i>Joshua Paulson</i>	
CHAPITRE 23	
La libération de la Tchécoslovaquie (1989)	199
<i>Joshua Paulson</i>	
CHAPITRE 24	
Les Lettons rétablissent leur indépendance (1991)	203
CHAPITRE 25	
Mise en échec du coup d'État des ultraconservateurs soviétiques (1991)	209
<i>Joshua Paulson</i>	
CHAPITRE 26	
Au secours de la démocratie en Thaïlande (1992)	218
<i>Christopher A. Miller</i>	
CHAPITRE 27	
Renverser le dictateur en Serbie (1996-2000)	230
<i>Joshua Paulson</i>	
CHAPITRE 28	
Évaluer ces divers événements	249

TROISIÈME PARTIE

LA DYNAMIQUE DE LA LUTTE NONVIOLENTE

CHAPITRE 29	
Poser les fondements de l'action nonviolente	263
CHAPITRE 30	
Le défi appelle la répression	272
CHAPITRE 31	
Solidarité et discipline pour combattre la répression	282
CHAPITRE 32	
Non-coopération et jiu-jitsu politique	289

CHAPITRE 33	
Quatre chemins vers la victoire	303
CHAPITRE 34	
La redistribution du pouvoir	308

QUATRIÈME PARTIE
PRÉPARER L'AVENIR

Introduction à la planification stratégique	317
CHAPITRE 35	
Rendre la lutte nonviolente plus efficace	319
CHAPITRE 36	
Premières étapes de la planification stratégique	328
CHAPITRE 37	
Quelques directives stratégiques	344
CHAPITRE 38	
Mener la lutte	361
CHAPITRE 39	
Appliquer la lutte nonviolente dans le monde moderne	374

ANNEXES

ANNEXE A	
Préparer une évaluation stratégique pour la lutte nonviolente	389
ANNEXE B	
Lexique	402
ANNEXE C	
Préparer des traductions sur la lutte nonviolente	409
ANNEXE D	
D'autres ouvrages de référence	419
L'auteur	428
Index	430

PRÉFACE DE L'AUTEUR

Tirer les enseignements d'un siècle de luttes nonviolentes

Un autre type de pouvoir

Notre monde est confronté à de graves problèmes d'oppression et de violence, mais ce monde offre aussi bien des aspects positifs et un grand potentiel pour un avenir meilleur. Nous ne pouvons bien sûr changer ce monde du jour au lendemain, mais nous pouvons prendre des mesures conséquentes pour le changer, résoudre ses problèmes, mettre fin à son oppression et atténuer les nombreuses applications de la violence.

La violence façonne nos sociétés de nombreuses manières, par les guerres, les dictatures, l'oppression sociale, le génocide, les assassinats politiques et le terrorisme. Mais la violence sous ses formes organisées et institutionnelles n'est pas employée uniquement pour atteindre des buts communément reconnus comme « mauvais ». On a aussi recours à la violence pour s'opposer à ces buts et pour défendre des causes considérées comme « bonnes ». Même si on reconnaît que ces « bonnes » utilisations de la violence posent problème, on estime en général qu'il n'y a pas d'alternative réaliste.

En ce début du XXI^e siècle, l'idée qu'il existe une réelle alternative commence à se répandre. Cette alternative n'est pas une simple injonction morale contre l'emploi de la violence. Cette alternative est un moyen de lutte pour exercer du pouvoir lors de conflits graves. C'est ce qu'on appelle la lutte nonviolente.

Cette technique a souvent été mal comprise et mal présentée. Pourtant, si l'on considère ses applications improvisées dans le passé, elle a souvent servi d'alternative réaliste au recours à la violence. Elle a pris une importance toute particulière lorsque des questions graves étaient en jeu et qu'il y avait menace ou utilisation de la violence pour des objectifs inacceptables. De nos jours, si elle est bien comprise, appliquée intelligemment, méthodiquement et courageusement, cette lutte d'un type alternatif apporte de grands espoirs pour un meilleur avenir de notre monde.

Plan de ce livre

Ce livre est divisé en quatre parties. La première partie sert d'introduction. Elle explique ce qu'est la lutte nonviolente et présente des concepts majeurs du pouvoir politique. Nous étudierons les sources du pouvoir politique, ainsi que les possibilités de couper ces sources. Ces chapitres préparent l'étude de la non-coopération, la technique de l'action nonviolente et ses nombreuses méthodes.

La deuxième partie présente 23 cas d'application de lutte nonviolente au xx^e siècle. Ces exemples ont souvent été plus réussis qu'on le pense en général, même dans des situations extrêmes. La troisième partie du livre examine les dynamiques de fonctionnement de cette technique. En quatrième partie, nous étudierons les moyens d'élaborer de bonnes stratégies. Nous verrons alors que les conflits nonviolents à venir peuvent devenir plus efficaces que les luttes improvisées du passé, grâce à des préparatifs méticuleux, en particulier par la planification stratégique. Si les groupes engagés dans des conflits graves estiment que les directives de planification stratégique présentées en quatrième partie leur sont utiles, cet ouvrage aura atteint l'un de ses buts.

Les 23 cas d'application de lutte nonviolente décrits en deuxième partie le sont à titre indicatif et purement factuels. La plupart ont fait l'objet de recherches menées par des tiers, cités dans la section « Remerciements ». Nous avons répertorié ces cas selon le type d'action employé, et non d'après des critères de morale ou de doctrine. Le simple fait de rassembler ces comptes rendus descriptifs corrige certaines idées fausses courantes sur ce type de lutte. Nous évoquons ces idées fausses au chapitre vingt-huit, sous le titre « Évaluer ces divers cas ».

Nous verrons dans ledit chapitre que les cas décrits dans la deuxième partie ne sont malheureusement pas représentatifs de tous les exemples de lutte nonviolente, ni même de tous les cas du xx^e siècle. Les applications passées de cette technique alternative n'ayant pas fait l'objet d'études historiques, il n'existe pas une compilation complète d'où nous pourrions extraire des cas représentatifs. Les exemples présentés ici restent néanmoins très significatifs.

Certains d'entre eux sont bien connus et se devaient d'être inclus. Nous verrons la Russie en 1905, l'Allemagne en 1920, l'Inde dans les années 1930-31, la province de la frontière nord-ouest du Pakistan de 1930 à 1934, la Norvège en 1942, la Tchécoslovaquie en 1968, la Pologne de 1980 à 1989, la Birmanie de 1988 à 1990, la Chine en 1989, l'Union Soviétique en 1991, la Thaïlande en 1992 et la Serbie en 2000.

D'autres exemples apparaissent ici parce que je connaissais les chercheurs. C'est le cas pour Berlin en 1943, le Guatemala en 1944, la France en 1961, la Namibie en 1971-1972 et enfin la Lettonie en 1991. J'ai inclus d'autres exemples soit parce que j'ai appris quelque chose en étant sur place peu après les événements (comme en Norvège en 1942 et en Serbie en 2000), soit pendant leur

déroulement (Chine en 1989 et Lettonie en 1991). Dans un autre cas, c'est un collègue qui estimait qu'il s'agissait d'un exemple important, et il connaissait les sources d'information (les grèves et boycotts des vendangeurs étatsuniens de 1965 à 1970). Nous débattons davantage de la représentativité de ces différents cas au chapitre 28.

L'objectif de ce livre

Cet ouvrage a pour but de faire avancer la connaissance et la compréhension de la technique et du potentiel de la lutte nonviolente, en présentant des données et de nouveaux concepts et en interprétant leur signification. La lutte nonviolente opère de façons complexes et variables. Chaque cas d'utilisation de cette technique est différent.

Nous espérons que ce livre sera utile aux divers groupes et individus qui cherchent à mieux connaître et comprendre cette alternative à la passivité comme à la violence. En rédigeant ces textes, mon intention était d'apporter une contribution bien documentée à l'amélioration délibérée et au développement de la lutte nonviolente. Ceci est particulièrement vrai pour l'efficacité accrue apportée par la planification stratégique. J'espère aussi que ce livre stimulera des recherches sérieuses sur le potentiel de la lutte nonviolente appliquée dans des conflits où l'on avait estimé que la violence était la seule option réaliste.

Une meilleure compréhension

Ce livre a été longuement mûri. J'ai commencé à étudier ce phénomène en 1949. J'ai commencé à explorer ce domaine avec ma thèse de sociologie en 1951 à l'Université d'État de l'Ohio. Mais je suis arrivé aux conclusions présentées dans ce volume lentement et progressivement, au bout de plus de cinquante ans de recherches, d'observation et de réflexion sur la pratique de la lutte nonviolente, en examinant son applicabilité et son potentiel dans un monde où une violence majeure est employée à des fins politiques. Au fil des ans, certaines de mes premières perceptions de l'action nonviolente ont été modifiées, enrichies, rejetées ou même inversées.

L'étude approfondie de la pensée de M.K. Gandhi sur le pouvoir, la stratégie et la lutte nonviolente m'a particulièrement marqué et continue d'influencer mon approche de ce type de conflit. Mais j'ai aussi beaucoup appris, sinon plus, en étudiant la pratique de la lutte nonviolente pragmatique dans d'autres parties du monde, surtout en Europe.

J'ai beaucoup bénéficié de mes études de théorie politique au Ste. Catherine's College d'Oxford, en particulier sur le pouvoir politique, l'autorité et l'engagement politique. De même pour l'étude des totalitarismes, dont le système nazi.

Mon livre de 1973, *The Politics of Nonviolent Action*, dont on pourra tirer des enseignements en parallèle avec le présent ouvrage, rassemblait déjà une

bonne partie des résultats de mes recherches sur le pouvoir et la lutte nonviolente. Cet ouvrage ne vient pas remplacer le précédent, mais il s'appuie sur lui pour aller plus avant. C'est particulièrement le cas au sujet de la planification stratégique, qui avait été seulement évoquée dans le premier livre.

Robert Helvey, ancien colonel de l'armée américaine, a contribué à l'étude de la planification stratégique et a apporté ses conseils sur le potentiel de la lutte nonviolente à des groupes qui s'étaient engagés auparavant dans la résistance violente. J'ai eu d'autres contacts fructueux avec des officiers et institutions militaires de plusieurs pays.

Les livres de stratégie militaire comme ceux de Carl von Clausewitz et Sir Basil Liddel Hart ont été utiles également, ainsi que mes conversations avec Sir Basil chez lui au début des années 1960.

La réalité contre la violence extrême

Nous avons également beaucoup appris en étudiant les moyens d'appliquer la lutte nonviolente de façon concrète face à des situations extrêmes ; entre autres son rôle possible contre les agressions étrangères et les coups d'État au début des années 1960, en planifiant une défense par actions civiles. Par la suite, nous avons étudié le potentiel et les problèmes liés à l'incorporation d'un élément de résistance nonviolente dans une politique de défense principalement militaire, comme en Suède, en Norvège et en Lituanie dans les années 1980 et 1990.

J'ai mieux compris les conditions requises pour des luttes anti-dictatures efficaces, d'abord en étudiant les mouvements de résistance contre les nazis, puis en rencontrant des groupes d'opposants birmanes à la frontière Thaïlande-Birmanie et en Thaïlande dans les années 1990. En 1987, j'ai rencontré des démocrates panaméens en lutte contre Noriega. En mai et juin 1989, j'ai rencontré des étudiants et leaders d'opposition à Pékin, et j'étais sur la place Tiananmen lorsque les troupes y sont venues la première fois. J'ai aussi rencontré des ministres des gouvernements indépendantistes de Lettonie, d'Estonie et de Lituanie lorsqu'ils luttaient pour se séparer de l'Union Soviétique en 1991. La réalité politique brutale nous rappelle les difficultés d'appliquer la lutte nonviolente contre des dictatures extrêmes.

Il ressort clairement de ces expériences que la lutte nonviolente a fonctionné dans des situations très violentes, souvent dans des sociétés où une partie au moins des résistants nonviolents ont choisi et utilisé efficacement la lutte nonviolente, alors même qu'ils étaient convaincus du pouvoir et de la nécessité de la violence.

Il est clair aussi que la lutte nonviolente constitue une dimension importante de la réalité politique. Elle a souvent été dépréciée ou ignorée par les personnes, mouvements ou gouvernements qui « savent » que le « vrai » pouvoir provient de la violence. La lutte nonviolente est pourtant une autre forme de force, très puissante.

Bien sûr, ce livre n'est qu'une contribution parmi les nombreux travaux nécessaires pour développer cette alternative à la passivité comme à la violence. Il y a encore beaucoup à faire dans l'étude du potentiel de la lutte nonviolente appliquée contre l'oppression politique, pour saper des oppressions économiques et sociales extrêmes, et pour bloquer des tentatives de génocide.

J'espère que cet ouvrage apportera quelques données utiles, une meilleure compréhension et des idées qui aideront à prendre en considération cette alternative réaliste. Nous devons poursuivre notre exploration.

Remerciements

Cet ouvrage répond à des demandes émanant de pays aux prises avec des conflits graves, dont j'ai pu en visiter certains. J'espère qu'il aidera les personnes impliquées dans ces conflits à prendre les bonnes décisions et à agir efficacement au nom d'objectifs humanitaires.

Ce livre représente un travail mené sur plusieurs années. Je suis redevable aux personnes et groupes qui m'ont motivé à trouver les moyens de partager avec eux mes connaissances de la lutte nonviolente.

Le but de cet ouvrage est de contribuer à satisfaire, dans divers pays, la soif d'apprendre et de comprendre les moyens d'action permettant de triompher d'énormes problèmes qui semblent souvent insurmontables.

La conscience de ces situations m'a poussé à poursuivre ce travail. C'est un livre un peu hybride, qui est en partie le produit d'une recherche pluridisciplinaire sur la nature de la lutte nonviolente. Elle inclut les travaux à l'origine de *The Politics of Nonviolent Action* (1973) et des recherches menées par moi-même et d'autres. Parmi les autres contributions importantes à ce livre, nous avons puisé dans les recherches en théorie politique, en particulier celles sur la perception du pouvoir politique. Les outils d'analyse sociologique, politique et stratégique ont également joué un rôle non négligeable.

L'aide de plusieurs autres chercheurs a été nécessaire pour produire ce texte, surtout pour les 23 résumés historiques sur la pratique de cette technique. Nous approfondissons ces cas dans la préface et les analysons au chapitre vingt-huit.

J'ai effectué et rédigé moi-même les recherches sur certaines de ces descriptions, dont la révolution russe de 1905, la campagne d'indépendance de l'Inde en 1930-1931 et la résistance des enseignants norvégiens en 1942.

Mais d'autres chercheurs se sont chargés de la majorité de ces descriptions, comme cela est indiqué pour chaque chapitre. Joshua Paulson en a rédigé le plus grand nombre, travaillant à temps partiel plusieurs mois à l'étranger puis huit mois au siège de l'Institut Albert Einstein. Il a effectué les recherches et a rédigé les chapitres sur le boycott des bus à Montgomery, en Alabama, en 1955-1956, sur la résistance tchécoslovaque de 1968, les mères de la place de mai en Argentine (1977-1983), la lutte du syndicat Solidarité en Pologne (1980-

1989), les boycotts scolaires en Afrique du Sud (1984-1987), le renversement de Marcos par le pouvoir du peuple philippin en 1986, la défiance¹ opposée par les Birmans aux dictateurs militaires de 1988 à 1990, le soulèvement de 1989 en Chine, le blocage du putsch néoconservateur de 1991 en Union Soviétique et sur la lutte serbe de 2000 qui renversa Milosevic.

Joshua Paulson m'a aussi aidé dans d'autres domaines importants, entre autres comme consultant et pour prendre des décisions sur la réalisation de l'ensemble du livre, puis en évaluant et rectifiant d'autres chapitres que j'avais rédigés. Il a été pendant de longs mois un collaborateur précieux pour la préparation et l'élaboration de cet ouvrage.

Mohammed Raqib, spécialiste Pachtout, a procédé aux recherches et à la rédaction du chapitre sur le mouvement musulman dans la province nord-ouest des Indes britanniques. Cet exemple me paraît particulièrement important. Nathan Stoltzfus mérite toute ma gratitude pour ses travaux remarquables sur la lutte réussie des femmes berlinoises pour sauver de l'holocauste leurs maris juifs². Hardy Merriman s'est consacré à l'important chapitre sur les grèves des vendangeurs en Californie et les boycotts en leur faveur. Le chapitre sur la Namibie s'appuie sur des recherches bien antérieures effectuées par Suzanne Wedel et Curt Goering sur la résistance indigène pendant le régime d'apartheid sud-africain. Le chapitre sur la Tchécoslovaquie en 1968-1969 s'appuie sur les travaux de Carl Horne et Christopher A. Miller. Ce dernier s'est également occupé du chapitre sur la Thaïlande en 1992. Je remercie pour son aide et ses conseils le professeur Kasian Tejapira, du département des sciences politiques de l'Université Thammasat à Bangkok. Le chapitre sur le Guatemala s'appuie sur des travaux originaux de Chris Clamp. La description de la résistance lettonne à l'Union Soviétique s'inspire beaucoup des écrits et conseils d'Olgerts Eglitis³. Le chapitre sur la résistance française au coup d'État de 1961 en Algérie française s'appuie sur des travaux antérieurs du professeur Sir Adam Roberts. Sans leur aide précieuse, ces chapitres auraient exigé des années de préparation supplémentaire.

Robert Helvey a toujours été là pour partager sa perception et son avis sur de nombreux sujets lors de la préparation de ce manuscrit. J'inclus avec plaisir une annexe reprenant ses travaux pour préparer, avant de planifier une lutte

-
1. [NdÉ] Contrairement à l'anglais, la traduction française du terme *defiance* par *défiance* ne renvoie pas à l'idée de *défier* ou à un *acte de défi*, mais est plutôt synonyme de *méfiance*. Cela étant, comme le lexique français international et la plupart des ouvrages traduits en français sur les questions de nonviolence ont adopté le terme *défiance* pour traduire *defiance*, nous avons choisi de conserver ce choix afin de respecter la terminologie telle qu'elle fut arrêtée, en collaboration avec le Albert Einstein Institution, autour du concept de nonviolence.
 2. Ce chapitre s'appuie sur son livre : Nathan Stoltzfus, *Resistance of the Heart: Intermarriage and the Rosenstrasse Protest in Nazi Germany*, New York/Londres, W.W. Norton, 1996.
 3. Olgerts Eglitis, *Nonviolent Action in the Liberation of Latvia*, Cambridge (MA), Albert Einstein Institution, 1993.

nonviolente, une évaluation stratégique des caractéristiques, forces et faiblesses des adversaires s'affrontant lors d'un conflit.

Ces modestes remerciements rappellent que ce manuscrit n'aurait pu être préparé sans l'aide et la contribution de ces personnes, et ce, pendant plusieurs années.

Ce livre est un développement majeur de mon ouvrage précédent, *The Power and Practice of Nonviolent Struggle*, traduit en tibétain par Pema Tsewang Shastri et publié en 1999 à New Delhi par le centre tibétain de recherche parlementaire et politique (TPPRC), avec une préface du dalaï-lama.

Les chapitres de la troisième partie, sur la dynamique de l'action nonviolente, sont une révision et un développement majeurs d'un résumé de *The Politics of Nonviolent Action*, préparé en espagnol par Jaime Gonzales Bernal dans les années 1980. Ce résumé fut publié à compte d'auteur à Mexico sous le titre *La Lucha Política Noviolenta*, imprimé à plusieurs reprises par des groupes se préparant à résister à des fraudes électorales, et une édition fut publiée au Chili durant la lutte contre Pinochet. Le texte du présent ouvrage, néanmoins, tout en suivant le format de *La Lucha Política Noviolenta*, est assez différent et a été rédigé en anglais.

Lors de la préparation de ce livre, j'ai bénéficié de l'assistance de plusieurs personnes de talent qui ont évalué le contenu et l'écriture de mes brouillons et les ont révisés pour les rendre plus lisibles. En plus de Joshua Paulson, je remercie Christopher A. Miller et dernièrement Hardy Merriman. Leurs apports ont eu une grande importance. Hardy Merriman, en particulier, a été d'une aide précieuse pour la dernière relecture et révision du texte et pour préparer l'index.

Pendant plusieurs années, mes travaux ont bénéficié du soutien de l'Institut Albert Einstein à Boston, au Massachusetts, des membres de son équipe et surtout de ses donateurs. Je leur suis très reconnaissant.

Au fil des ans, l'Institut Albert Einstein a compté parmi ses membres Bruce Jenkins et Christopher A. Miller. À présent, en plus de Hardy Merriman, Jamila Raqib a été très utile, entre autres pour son aide sur les travaux concernant le mouvement important de lutte nonviolente musulmane dans la province du nord-ouest des Indes britanniques. Latif Raqib s'est occupé des documents de recherche.

Mes remerciements aussi à l'équipe des Éditions Porter Sargent, qui a permis de publier à temps cet ouvrage, en particulier John Yonce, leur président, et Dan McKeever pour son travail d'édition. Cornelia Sargent a également aidé à évaluer le manuscrit et m'a soutenu pendant la période de production.

Ce livre vise à apporter au lecteur des informations solides et une bonne compréhension de la lutte nonviolente, mais aussi un aperçu des étapes nécessaires pour planifier des stratégies d'application future de cette technique.

La pratique historique de la lutte nonviolente est très importante. Elle indique que cette technique a été maintes fois utilisée. Elle montre aussi

comment la lutte nonviolente a fonctionné, quels sont certains des problèmes qui peuvent l'accompagner, tout en montrant qu'elle a souvent réussi. Toutefois, le passé ne doit pas limiter l'avenir de cette technique. Il est à présent possible d'aller au-delà des expériences passées pour rendre la lutte nonviolente plus efficace, offrant une alternative à la violence comme à la soumission. Cette technique peut être adoptée et adaptée pour opérer à la place de la violence lors de nombreux conflits critiques à l'avenir, avec une efficacité accrue. Cela mérite une étude approfondie.

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉMANCIPATION PAR LA CAPACITÉ
DE LUTTER

Faire face aux conflits graves

Tous les conflits ne sont pas égaux

Nous vivons dans un monde marqué par de nombreux conflits, et nous avons la responsabilité de faire face à beaucoup d'entre eux.

Tous les conflits ne sont pas égaux. Ils n'ont pas tous la même importance, et dans certains conflits les problèmes en jeu sont plus difficiles à résoudre de manière acceptable que dans d'autres.

Lorsque les enjeux sont relativement limités, il est souvent facile de trouver une solution. On peut toujours envisager d'arriver à un compromis à mi-chemin entre les demandes des deux parties, se mettre d'accord sur une troisième option ou remettre la décision à une date ultérieure. Pourtant, même dans ces conflits moins graves, le groupe qui a des doléances a besoin de moyens efficaces pour étayer ses revendications. Dans le cas contraire, son adversaire aura peu de raisons d'attacher beaucoup d'importance à ses demandes.

Il existe cependant bien d'autres conflits où des questions fondamentales sont en jeu, au moins dans l'esprit de certains. Ces conflits semblent insolubles par toute méthode impliquant un compromis; on parle alors de « conflits graves ».

S'engager dans des conflits graves

Dans les conflits graves, l'une des parties au moins considère qu'à cause des enjeux, il est bon et nécessaire d'entrer en conflit avec un adversaire hostile. Les raisons d'entrer en conflit peuvent être d'améliorer ou de protéger la liberté, la justice, une religion, une civilisation ou un peuple. Les propositions de régler ces questions fondamentales par de simples compromis sont rarement acceptables. De même, se soumettre à l'adversaire ou être vaincu par lui est considéré comme un désastre. On croit pourtant souvent que la résolution des conflits graves passe par le compromis ou la soumission. Ces options n'étant pas acceptables pour les parties impliquées, certains en concluent qu'il est nécessaire d'entrer en conflit en appliquant les moyens les plus forts dont on dispose. Ces moyens impliquent souvent une forme de violence.

Des alternatives existent

La violence n'est pourtant pas la seule option. La guerre et les autres formes de violence n'ont pas été universelles pour mener des conflits graves. Dans une grande diversité de situations, par-delà les siècles et les obstacles culturels, une autre technique de lutte a parfois été employée. Cette autre technique s'est appuyée sur la capacité d'être obstiné et de refuser de coopérer, de désobéir et de résister avec force à des adversaires puissants.

Tout au long de l'histoire, dans une multitude de conflits, certains ont pris le parti de combattre par des méthodes psychologiques, sociales, économiques ou politiques, ou une combinaison de ces moyens. Cette technique alternative de lutte a été souvent employée autour d'enjeux fondamentaux, et contre des adversaires sans scrupules qui étaient prêts à appliquer une répression extrême et en avaient les moyens. Cette répression pouvait prendre la forme d'actes de brutalité, d'arrestations, d'emprisonnements, d'exécutions et de meurtres de masse. Malgré cette répression, les résistants ont souvent triomphé lorsqu'ils ont persisté à combattre en se limitant aux « armes nonviolentes » qu'ils avaient choisies.

Cette technique alternative est connue sous le nom d'action nonviolente ou de lutte nonviolente. C'est « l'autre sanction ultime ». Elle a servi d'alternative à la lutte violente dans certains conflits graves.

Nombreux sont ceux qui associent la lutte nonviolente aux noms de Mohandas K. Gandhi et du Dr. Martin Luther King, Jr. Le travail et les actions de ces deux hommes, les mouvements qu'ils ont fondés ou dont ils furent des acteurs cruciaux sont certes très importants. Ces mouvements ne sont pourtant pas nécessairement représentatifs de toute action nonviolente. En fait, le travail de ces hommes est plutôt atypique de la pratique générale de lutte nonviolente des dernières décennies et certainement des siècles passés. Historiquement, les luttes nonviolentes ne sont pas nouvelles. Elles ont eu lieu à toutes les époques, mais les comptes rendus historiques leur accordent souvent peu de crédit.

Fréquence de la lutte nonviolente

La lutte nonviolente s'est produite dans toutes sortes de cultures, de périodes historiques et de situations politiques. Des actions nonviolentes ont eu lieu dans des pays industrialisés et non industrialisés. Elle a été pratiquée dans des démocraties constitutionnelles et contre des empires, des occupations étrangères et des régimes dictatoriaux. La lutte nonviolente a servi une multitude de causes et de groupes, et même pour atteindre des objectifs que beaucoup réprouvent. Elle a aussi permis d'empêcher des changements, comme d'en promouvoir. Son utilisation a parfois été empreinte d'une touche de violence limitée, mais elle a souvent été menée avec le minimum de violence, voire aucune.

Les enjeux de ces conflits ont été divers. On y trouve des questions sociales, économiques, ethniques, religieuses, nationales, humanitaires et politiques, allant des plus banales au plus fondamentales. Les historiens ont en général négligé ce type de lutte, qui est pourtant un phénomène très ancien. L'essentiel de l'histoire de cette technique a sans doute disparu, et ce qui en reste a en général été largement ignoré.

De nombreux cas d'utilisation de l'action nonviolente avaient peu ou rien à voir avec des gouvernements. Parmi les cas récents, on trouve des conflits entre travailleurs et direction d'entreprises, des efforts pour imposer des pressions de conformisme social, ou au contraire pour résister à ces pressions. L'action nonviolente a également servi lors de conflits religieux ou ethniques et dans bon nombre d'autres situations, comme des désaccords entre des étudiants et l'administration de leur université. Dans bien des situations de conflits entre des populations civiles et des gouvernements, l'un des protagonistes a eu recours à l'action nonviolente. Les exemples qui suivent sont souvent de ce type.

Exemples de lutte nonviolente

De la fin du XVIII^e au XX^e siècle, la technique d'action nonviolente a été largement utilisée dans des rébellions coloniales, des conflits politiques et économiques internationaux, des conflits religieux et des résistances à l'esclavage¹. Cette technique a permis à des travailleurs d'obtenir le droit de s'organiser, le suffrage universel, des droits pour les femmes dont celui de voter. Ce type de lutte a servi à gagner des indépendances nationales, à obtenir des avancées économiques, à résister à des génocides, à saper des dictatures, à mettre fin à des ségrégations, de même qu'à résister à des occupations étrangères et à des coups d'État.

Au XX^e siècle, l'action nonviolente a pris une importance politique sans précédent sur toute la planète. Ceux qui ont utilisé cette technique ont remporté de grandes victoires, et subi bien sûr quelques revers. Certaines de ces luttes ont permis l'obtention de meilleurs salaires et conditions de travail. Des traditions et pratiques oppressives ont été abolies. Dans plusieurs pays, des hommes et des femmes ont obtenu le droit de vote en partie aussi grâce à cette technique. Elle a permis de modifier des politiques gouvernementales, d'abroger des lois, de mettre en place de nouvelles réglementations, d'appliquer des réformes. Des envahisseurs ont été bloqués, des armées vaincues. Elle a paralysé un empire, contrecarré des coups d'État, désintégré des dictatures. La lutte nonviolente a servi contre des dictatures extrêmes, dont les systèmes nazi et communiste.

1. Pour des références bibliographiques à des livres en anglais sur bon nombre de ces cas, voir Ronald McCarthy et Gene Sharp, assistés de Brad Bennett, *Nonviolent Action: A Research Guide*, New York/Londres, Garland Publishing, 1997.

Parmi les exemples d'utilisation de cette technique au début du xx^e siècle, il y eut des éléments majeurs de la révolution russe de 1905. Dans plusieurs pays, les syndicats en plein essor ont largement fait appel aux grèves et aux boycotts économiques. Les Chinois ont boycotté les produits japonais en 1908, 1915 et 1919. Les Allemands ont employé la résistance nonviolente contre le putsch de Kapp en 1920 puis contre l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923. Dans les années 1920 et 1930, les nationalistes indiens, menés par Mohandas K. Gandhi, ont eu recours à l'action nonviolente dans leurs luttes contre le régime britannique. Les Pachtouns musulmans, menés par Khan Abdul Ghaffar Khan, ont utilisé la lutte nonviolente contre les Britanniques dans la province du nord-ouest des Indes britanniques (le Pakistan actuel).

De 1940 à 1945, dans plusieurs pays d'Europe, en particulier en Norvège, au Danemark et aux Pays-Bas, des gens ont eu recours à la lutte nonviolente pour résister à l'occupation et au régime nazi. L'action nonviolente a permis de sauver des juifs de l'holocauste à Berlin, en Bulgarie et au Danemark entre autres. Au printemps 1944, les dictateurs militaires du Salvador et du Guatemala furent renversés par de courtes luttes nonviolentes. Aux États-Unis, les luttes nonviolentes du mouvement des droits civiques contre la ségrégation raciale, surtout dans les années 1950 et 1960, ont changé des lois et politiques implantées de longue date dans le sud du pays. En avril 1961, la non-coopération des appelés français d'Algérie, associée aux manifestations populaires en France et à la défiance du gouvernement Debré-de Gaulle, mit fin au coup d'État d'Alger avant qu'une autre tentative de putsch puisse être lancée à Paris.

En 1968 et 1969, après l'invasion du pacte de Varsovie, les Tchèques et Slovaques parvinrent à tenir en échec pendant huit mois la mainmise totale des Soviétiques, par une lutte nonviolente improvisée et le refus de collaborer. De 1953 à 1991, les dissidents des pays communistes d'Europe de l'Est, particulièrement ceux d'Allemagne de l'Est, de Pologne, de Hongrie, de Lettonie et de Lituanie, eurent souvent recours à la lutte nonviolente pour gagner plus de liberté. En Pologne, la lutte de Solidarité débuta en 1980 par des grèves pour obtenir un syndicat légalement libre, et prit fin en 1989 avec la fin du régime communiste. Le recours à des protestations nonviolentes et une résistance massive fut aussi très important en Afrique du Sud pour saper les politiques d'apartheid et la domination européenne, surtout entre 1950 et 1990. Aux Philippines, la dictature de Marcos fut renversée par le soulèvement nonviolent de 1986.

En juillet et août 1988, les démocrates birmans protestèrent contre la dictature militaire par des manifestations et des actes de défiance, renversant trois gouvernements, mais cette lutte finit par succomber à un nouveau coup d'État militaire et un massacre. En 1989, des Chinois, étudiants entre autres, menèrent des manifestations symboliques dans plus de 300 villes (dont Pékin, sur la place Tiananmen), contre la corruption et l'oppression du gouvernement, mais les protestations finirent par être écrasées dans un bain de sang par les militaires.

La lutte nonviolente sonna le glas des dictatures communistes en Pologne et en Tchécoslovaquie en 1989, puis en Allemagne de l'Est, en Estonie, en Lettonie et en Lituanie en 1991. En 1991 toujours, lors de la tentative de coup d'État des « ultra-conservateurs » du KGB, du Parti communiste et de l'armée soviétique, ce fut la non-coopération et la défiance qui les empêchèrent de prendre le contrôle de l'État.

Au Kosovo, les Albanais ont mené de 1990 à 1999 une vaste campagne de non-coopération contre le régime répressif serbe. Devant l'absence de stratégie nonviolente du gouvernement kosovar pour obtenir une indépendance légale, une Armée de Libération du Kosovo lança une campagne violente de guérilla. Il s'ensuivit une répression serbe impitoyable et des massacres dits de « nettoyage ethnique », qui entraînèrent des bombardements et une intervention de l'OTAN.

Dès 1996, les Serbes organisèrent quotidiennement à Belgrade et dans d'autres villes des défilés et manifestations contre le gouvernement autocratique du président Milosevic ; ils obtinrent aussi la rectification de la fraude électorale de mi-janvier 1997. Mais les démocrates serbes n'avaient pas à l'époque de stratégie pour mieux développer leur lutte et ils ne parvinrent pas à lancer une campagne pour renverser la dictature de Milosevic. Début octobre 2000, le mouvement Otpor (Résistance) et d'autres démocrates se levèrent à nouveau contre Milosevic dans une lutte nonviolente soigneusement planifiée, et la dictature s'effondra.

Début 2001, les Philippins démissionnèrent de ses fonctions le président Estrada, accusé de corruption, par une campagne dite « Pouvoir du Peuple, le retour ».

Le siècle qui vient de s'achever a connu bien d'autres exemples importants, et la pratique de la lutte nonviolente continue.

Les multiples méthodes de lutte nonviolente

Il existe une multitude de méthodes spécifiques d'action nonviolente ou d'armes nonviolentes. On en a identifié près de 200 à ce jour ; il en existe sans doute des dizaines d'autres, et on continuera d'en inventer dans les conflits à venir. Nous verrons ces méthodes en détails au chapitre quatre.

Les méthodes de l'action nonviolente comprennent les manifestations, le déploiement de drapeaux interdits, des rassemblements de masse, des veilles, des tracts, des piquets de grève, des boycotts sociaux et économiques, des grèves du travail, le refus de la légitimité, la désobéissance civile, le boycott d'élections truquées, les grèves de fonctionnaires, la non-coopération de la police, la non-obéissance sans surveillance directe, la mutinerie, les sit-in, les grèves de la faim, les sit-down, la mise en place d'institutions alternatives, l'occupation de bureaux et la création de gouvernements parallèles.

Ces méthodes servent à protester symboliquement, à mettre fin à la coopération ou à perturber le fonctionnement du système en place. On les regroupe sous trois grandes catégories de méthodes nonviolentes : la *protestation nonviolente* et la *persuasion*, la *non-coopération* et l'*intervention nonviolente*.

Les protestations symboliques, bien que très modérées dans la plupart des situations, servent à montrer qu'une partie de la population s'oppose au régime en place et remet en question sa légitimité. La non-coopération sociale, économique et politique, lorsqu'elle est pratiquée avec force et assez longtemps, peut affaiblir le contrôle de l'adversaire, ses revenus, sa domination et son pouvoir ; elle peut aussi paralyser le pays. Les méthodes de l'intervention nonviolente perturbent l'ordre établi par des moyens psychologiques, sociaux, économiques, physiques ou politiques, menaçant radicalement le contrôle de l'adversaire.

Chacun peut avoir une opinion différente sur l'utilité générale et l'acceptabilité éthique des méthodes de la lutte nonviolente. Mais tous gagneront à mieux connaître et comprendre leur utilisation, et à étudier attentivement leur potentiel d'impact et d'efficacité.

Un choix pragmatique

On identifie la lutte nonviolente par ce que les gens font, et non par ce qu'ils croient. Bien souvent, ceux qui ont usé des méthodes nonviolentes étaient convaincus que la violence était tout à fait justifiée en termes religieux ou moraux. Ils choisirent pourtant, pour des raisons pragmatiques et dans le cadre du conflit spécifique auquel ils étaient confrontés, d'utiliser des méthodes qui ne font pas appel à la violence.

Ce n'est que dans de rares exemples historiques qu'un groupe ou un leader étaient mus par une conviction personnelle rejetant la violence par principe. Néanmoins, même dans ces cas-là, ils estimaient souvent qu'une lutte nonviolente fondée sur des principes pragmatiques était moralement supérieure.

Il ne suffit pourtant pas de croire que la violence enfreint un principe moral ou religieux pour que cela constitue une action nonviolente². La simple absence de violence physique ne signifie pas non plus que nous avons affaire à une action nonviolente. C'est le type d'activité, et non le principe motivant l'activité, qui identifie la technique de l'action nonviolente.

Parmi les exemples historiques, il existe une grande disparité entre les cas où l'on choisit consciemment la lutte nonviolente plutôt que la violence. Souvent, l'action nonviolente semble avoir commencé plus ou moins spontanément, sans grande délibération. Dans d'autres cas, le choix d'une méthode nonviolente – telle une grève des travailleurs – était lié à une situation particulière, sans évaluation comparative des mérites de l'action nonviolente par rapport à l'action violente. Les applications de l'action nonviolente furent souvent des imitations d'actions menées en d'autres lieux.

2. Notons à ce propos que certains « nonviolents par principe » sont allés jusqu'à *rejeter* la lutte nonviolente parce qu'elle est un moyen de combattre dans un conflit (ce à quoi ils sont opposés).

On note aussi dans ces conflits une grande disparité entre les niveaux de connaissance que les participants avaient d'une technique d'action généralement nonviolente, et leur connaissance préalable de son fonctionnement.

Dans la plupart de ces cas, le choix de recourir à des moyens nonviolents a semblé dépendre de l'efficacité qu'on espérait en tirer. Dans certains cas, les motivations semblaient mitigées, les raisons pratiques prédominant mais avec une préférence morale relative pour les moyens nonviolents.

Quels mots utiliser ?

On a donné au type d'action évoqué dans ces exemples divers noms, certains utiles, d'autres inappropriés. On y trouve la « résistance nonviolente », la « résistance civile », la « résistance passive », la « non violence », le « pouvoir du peuple », la « défiance politique » et « l'action positive ». L'emploi du terme « non violence » est particulièrement délicat, car il peut amener à confondre ces formes d'action de masse avec les croyances en la non-violence religieuse ou éthique (« non-violence de principe »). Ces convictions, qui ont leurs mérites, sont des phénomènes différents qui ne sont en général pas liés aux luttes de masse menées par des gens qui ne partagent pas ces croyances. Pour identifier cette technique, nous employons ici et recommandons les termes d'*action nonviolente* ou de *lutte nonviolente*.

À cause de ces imprécisions et confusions sur les termes à employer, il s'est avéré nécessaire ces dernières décennies d'affiner la terminologie pour décrire ce type d'action et en débattre, et même d'élaborer de nouveaux mots, de nouvelles phrases. Nous avons donc inclus à la fin du livre un bref lexique de référence.

Clarifier les interprétations erronées

En plus des mauvaises interprétations provenant d'une terminologie inappropriée, d'autres aspects ou concepts prêtent à confusion dans le domaine de la lutte nonviolente. Les erreurs et interprétations fausses sont encore courantes, malgré les recherches des dernières décennies. Rectifions ici certaines d'entre elles :

- 1) L'action nonviolente n'a rien à voir avec la passivité, la soumission ou la lâcheté. Comme pour l'action violente, il faut d'emblée les refuser et les surmonter avant d'entamer la lutte nonviolente.
- 2) L'action nonviolente est un moyen potentiellement très puissant de mener des conflits, mais c'est un phénomène extrêmement différent de la violence sous toutes ses formes.
- 3) L'action nonviolente ne doit pas être assimilée à la persuasion verbale ou à des influences purement psychologiques, bien que cette technique fasse parfois appel à des manœuvres de pression psychologique pour forcer des changements d'attitudes. L'action nonviolente est une technique de lutte ayant recours au pouvoir psychologique, social, économique et politique dans la confrontation des forces en présence.

- 4) L'action nonviolente ne repose pas sur le postulat voulant que les gens soient naturellement « bons ». On connaît le potentiel des gens à être « bons » ou « mauvais », y compris les extrêmes de cruauté et d'inhumanité.
- 5) Pour utiliser efficacement l'action nonviolente, les gens *n'ont pas* besoin d'être des pacifistes ou des saints. L'action nonviolente a été pratiquée avec succès principalement par des gens « ordinaires ».
- 6) Le succès de l'action nonviolente ne dépend pas de normes et principes partagés (même si c'est utile), ou d'un grand nombre d'intérêts communs ou de sentiments de proximité psychologique entre les deux camps. Si l'adversaire n'est pas ému par la résistance nonviolente à une répression violente, et qu'il n'est donc pas enclin à accepter les objectifs du groupe de lutte nonviolente, les résistants peuvent appliquer des mesures coercitives nonviolentes. Nul besoin du consentement de l'adversaire pour ressentir des problèmes légaux, des pertes économiques ou une paralysie politique.
- 7) L'action nonviolente est au moins autant un phénomène occidental qu'oriental. En fait, elle est sans doute plus occidentale, si l'on tient compte de l'utilisation généralisée des grèves et boycotts économiques par les mouvements de travailleurs, des luttes de non-coopération des nations européennes asservies et des luttes contre les dictatures.
- 8) Dans l'action nonviolente, on ne présume pas que l'adversaire hésitera à employer la violence contre des résistants nonviolents. En fait, cette technique est capable de fonctionner contre la violence.
- 9) Rien n'empêche l'action nonviolente d'être utilisée aussi bien pour des causes « bonnes » que « mauvaises ». Cependant, les conséquences sociales de son utilisation pour une « mauvaise » cause diffèrent beaucoup des conséquences si l'on recourt à la violence pour cette même « mauvaise » cause.
- 10) L'action nonviolente ne se limite pas aux conflits internes dans un système démocratique. Pour avoir une chance de réussir, il *n'est pas* nécessaire que la lutte affronte des adversaires relativement pacifiques et modérés. La lutte nonviolente a été largement utilisée contre des gouvernements puissants, des occupants étrangers, des régimes despotiques, des gouvernements tyranniques, des empires, des dictateurs impitoyables et des systèmes totalitaires. Ces luttes nonviolentes difficiles contre des adversaires violents ont parfois été couronnées de succès.
- 11) L'un des mythes très répandus sur les conflits est que la violence opère rapidement, tandis que la lutte nonviolente prend longtemps avant d'obtenir des résultats. Cela *n'est pas* vrai. Certaines guerres et autres luttes violentes ont duré des années, voire des décennies. À l'inverse, certaines luttes nonviolentes ont obtenu des victoires très rapidement, parfois en quelques jours ou semaines. Le temps pris pour arriver à la victoire avec cette technique dépend de divers facteurs – dont la force des résistants nonviolents et l'habileté de leurs actions.

Et la nature humaine ?

Bien que ce type de conflit soit répandu, beaucoup croient encore que la lutte nonviolente est contraire à la « nature humaine ». On croit souvent qu'il faudrait, pour l'appliquer à grande échelle, soit changer fondamentalement l'être humain, soit accepter un nouveau système religieux ou idéologique fort. Ces

idées ne tiennent pas face à la réalité des conflits qui furent menés grâce à l'utilisation de cette technique.

En fait, la pratique de ce type de lutte ne s'appuie pas sur la conviction qu'il faut « tendre l'autre joue » ou aimer ses ennemis. La pratique répandue de cette technique est plus souvent fondée sur l'indéniable capacité des humains à être obstinés, à agir comme ils l'entendent ou à refuser de faire ce qu'on leur impose, quelles que soient leurs convictions sur l'utilisation ou la non-utilisation de la violence. L'obstination massive peut avoir des conséquences politiques puissantes.

En tout cas, l'idée que la lutte nonviolente est impossible excepté dans de rares conditions est contredite par les faits. Ce qui est arrivé dans le passé peut également survenir dans l'avenir.

La pratique extrêmement répandue de la lutte nonviolente est possible parce que le fonctionnement de cette technique est compatible avec la nature du pouvoir politique et les vulnérabilités de tous les systèmes hiérarchiques. Ces systèmes, et tous les gouvernements, dépendent des populations, groupes et institutions dociles qui leur fournissent les sources nécessaires à leur pouvoir. Il est donc nécessaire, avant de poursuivre l'étude de la technique de lutte nonviolente, d'explorer plus avant la nature du pouvoir des institutions dominantes et de tous les gouvernements. Cette analyse montre comment la lutte nonviolente peut être efficace contre des régimes répressifs et sans pitié. Ils sont vulnérables.

CHAPITRE 2

Exploiter les sources du pouvoir¹

Les problèmes humains et la répartition du pouvoir

Le xx^e siècle a vu de grandes avancées visant à satisfaire les besoins de l'homme et promouvoir la liberté et la justice dans le monde entier. Il subsiste pourtant de graves problèmes, et leurs solutions ne sont pas faciles. Des conflits anciens, des injustices, des oppressions et des violences ont toujours cours, prenant même parfois des formes inédites.

Bon nombre de ces problèmes sont créés ou entretenus par les actions des personnes ou groupes qui contrôlent l'appareil d'État de leur société, utilisant ses vastes ressources, sa bureaucratie, sa police et ses forces armées pour faire appliquer et imposer leur volonté. Dans beaucoup d'États, le groupe au pouvoir semble si puissant qu'il peut ignorer le bien de ceux qu'il domine afin d'arriver à ses fins. Dans d'autres cas, certaines élites ont créé leurs propres moyens de contrôle et de répression, et imposé leur volonté par la violence en dehors de l'appareil d'État.

La concentration de pouvoir et de contrôle d'un État peut, dans certaines circonstances être appliquée avec une grande cruauté contre une population apparemment impuissante. Un tel État peut imposer une tyrannie, faire la guerre, mettre en place et perpétuer une oppression, endoctriner la population, commettre un génocide. C'est la machinerie des contrôles centralisés et de la violence institutionnalisée qui rend possible la tyrannie des temps modernes².

Confrontés à un adversaire doté de puissants moyens de contrôle et de répression, les gens qui se voient comme des victimes d'oppression, d'injustice et d'une dictature se sentent souvent faibles et impuissants, incapables d'affronter les forces qui les dominent. Ces groupes dominés peuvent être des exploités économiques, des minorités religieuses persécutées, les populations de pays

1. Pour une analyse plus poussée du pouvoir et des origines des réflexions de ce chapitre, voir Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, Boston, Porter Sargent, 1973, p. 7-62; et Gene Sharp, *Social Power and Political Freedom*, Boston, Porter Sargent, 1980, p. 21-67 et 309-378.
2. Pour de plus amples développements sur cette analyse, voir Gene Sharp, *Social Power and Political Freedom*, *op. cit.*, p. 285-308.

attaqués ou occupés, victimes d'une tentative de génocide, d'une dictature, des nations sous domination étrangère, ou encore des groupes ethniques ou raciaux méprisés. Dans tous ces cas de figure, le problème existe parce qu'un groupe a le pouvoir d'imposer sa volonté à un autre groupe plus faible.

Face à un État aussi fort, le pouvoir semble provenir du petit groupe qui commande le système administratif et les institutions capables d'infliger la violence dans un but politique. On estime donc que la population est entièrement vulnérable devant des dirigeants dont l'objectif peut être de balayer les institutions démocratiques et les droits humains et de devenir des tyrans. Les gens n'imaginent pas qu'ils puissent disposer d'un pouvoir suffisant pour améliorer leur vie et changer ces rapports.

Le pouvoir politique considéré comme provenant de la violence

Si la majorité de la population estime que le pouvoir réel en politique provient de la violence, qu'il « sort du canon des fusils », cette population sera d'autant plus facile à contrôler par celui qui dispose du plus grand nombre de fusils et des plus gros canons.

La plupart des populations de ce type se soumettent alors passivement. Il arrive pourtant que des gens qui rejettent le régime oppressif en place et qui voient la puissance de la violence déployée contre eux, en concluent qu'ils doivent utiliser toute la violence qu'ils peuvent rassembler contre leurs oppresseurs. Elle peut prendre la forme de rébellions violentes, d'assassinats, de terrorisme ou de guerre de guérilla. Pour la population opprimée, les résultats de ces actions sont souvent loin d'être positifs. Des rebelles violents ont peu de chance de réussir face à un grand déséquilibre des forces, et la population subira probablement de lourdes pertes.

Au cas peu probable où des rebelles violents parviennent à vaincre des dirigeants tyranniques, ces rebelles n'auront probablement rien fait d'autre que se poser en nouvelle élite dirigeante aux commandes de l'appareil d'État. La violence renverse parfois les dirigeants ou l'élite dominante pour les remplacer par d'autres personnes ou groupes. Cependant, la relation réelle entre l'élite dominante et la population dominée ne sera guère modifiée sur le fond par l'emploi de la violence. En fait, la violence risque de favoriser une plus grande concentration du pouvoir et une utilisation accrue de la violence à des fins politiques.

Une libération réelle et durable implique des changements significatifs des rapports de pouvoir à l'intérieur de la société, et pas simplement un changement de personnes. La libération devrait signifier que les membres de la population qui étaient dominés et affaiblis gagnent un plus grand contrôle sur leur vie et une meilleure capacité d'influencer les événements.

Si nous voulons créer une société dans laquelle les gens peuvent réellement construire leur vie et leur avenir, libres de toute oppression, nous devons explorer les alternatives pour répondre aux besoins essentiels de la société sur

la façon d'exercer le pouvoir. Nous devons aussi explorer les origines du pouvoir politique à un niveau bien plus fondamental.

Le pouvoir politique comme variable

On suppose à tort que le pouvoir provient d'abord de la capacité d'utiliser la violence, et que le pouvoir des dirigeants est monolithique et relativement permanent. Les rapports de pouvoir ne sont pas fixes et immuables. En fait, les capacités de pouvoir de l'État et des autres institutions de la société sont variables et dépendent de l'interaction entre :

- les différents niveaux de pouvoir exercés par les divers groupes de la société ;
- le niveau auquel ces divers groupes ont mobilisé leur potentiel de pouvoir en pouvoir effectif ;
- le niveau auquel les institutions sociales, économiques et politiques de l'État et des autres institutions puissantes sont flexibles et réagissent à la volonté des divers secteurs de population.

La répartition du pouvoir dans une société est bien réelle, mais elle n'est pas permanente et ne persiste pas dans toutes les conditions. Cette répartition peut changer, parfois de façon brusque et spectaculaire.

Il se produit un grand changement dans la répartition du pouvoir lorsque les sources de pouvoir dont disposent les dirigeants sont affaiblies ou retirées, réduisant de manière radicale leur pouvoir réel. Les relations de pouvoir changent aussi lorsque des groupes auparavant faibles mobilisent leur potentiel de pouvoir inutilisé en pouvoir effectif.

Les groupes subordonnés et opprimés resteront inévitablement dans les mêmes positions de pouvoir, si les sources de pouvoir des groupes dominants ne sont pas limitées ou coupées, et/ou si les sources de pouvoir des groupes faibles ne sont pas mobilisées et renforcées. Cela reste vrai même si d'autres changements spécifiques interviennent dans la société ou se produisent ou non parmi les dirigeants.

Nous comprendrons mieux comment il est possible de changer fondamentalement les relations de pouvoir, si nous comprenons bien la nature du pouvoir politique. Contrairement à l'idée monolithique que le pouvoir politique est immuable et durable, et ne peut être affaibli que par une grande violence destructrice, la perception qui suit est plus exacte. Elle permet aussi de comprendre comment on peut exercer un contrôle effectif sur des dirigeants qui sont, ou pourraient devenir, des oppresseurs.

L'interprétation sociale du pouvoir

L'interprétation sociale du pouvoir considère que, malgré les apparences, les dirigeants ou les systèmes de commandement dépendent de la bonne volonté, des décisions et du soutien de la population. Le pouvoir en tant que tel provient en permanence de nombreux secteurs de la société. Le pouvoir politique est

donc fragile. La force et l'existence du pouvoir dépendent de l'approvisionnement de ses sources par la coopération de nombreuses institutions et personnes – coopération à laquelle on peut toujours mettre fin.

Pour contrôler le pouvoir des dirigeants, il faut tout d'abord identifier les sources de pouvoir que leur fournissent les groupes et institutions de la société. La population sera alors capable, au besoin, de restreindre ou de couper l'alimentation de ces sources.

Les sources du pouvoir politique

Les personnes qui se retrouvent au pouvoir ne possèdent pas personnellement le pouvoir de contrôler, d'administrer et de réprimer qu'elles exercent. La somme de pouvoir qu'elles possèdent dépend de la somme de pouvoir que la société leur accorde. On distingue six de ces sources du pouvoir politique :

- 1) *L'autorité* : On peut aussi l'appeler la légitimité. Caractéristique qui fait que les jugements, décisions, conseils et ordres de certains individus et institutions sont acceptés comme justes et sont donc exécutés par les autres, qui obéissent ou coopèrent. L'autorité est acceptée volontairement par la population, elle est donc présente sans qu'on impose des sanctions (ou punitions). Les détenteurs de l'autorité n'ont pas besoin d'être réellement supérieurs. Il suffit que l'individu ou son groupe soit perçu et accepté comme supérieur. L'autorité est à l'évidence une des sources principales du pouvoir politique, mais elle n'est pas le pouvoir.
- 2) *Les ressources humaines* : Le pouvoir des dirigeants est affecté par le nombre de personnes et de groupes qui leur obéissent, coopèrent avec eux ou les aident à accomplir leurs volontés. On y inclut la proportion de ces personnes ou groupes dans la population générale, et l'étendue, les formes, et l'indépendance de leurs organisations.
- 3) *Les compétences et connaissances* : Le pouvoir des dirigeants est affecté par les compétences, les connaissances et les capacités fournies par des personnes et groupes de la société, ainsi que par le lien entre ces compétences, connaissances et capacités et le besoin qu'en ont les dirigeants.
- 4) *Les facteurs intangibles* : Les facteurs psychologiques et idéologiques contribuent au pouvoir des dirigeants, comme les habitudes et attitudes d'obéissance et de soumission, la présence ou l'absence d'une religion ou d'une idéologie commune, ou d'un sens du devoir.
- 5) *Les ressources matérielles* : Les biens, ressources naturelles, ressources financières, le système économique, les moyens de communication et de transports. Le degré de contrôle que le dirigeant exerce, ou n'exerce pas, sur ces ressources aide à déterminer l'étendue ou les limites de son pouvoir.
- 6) *Les sanctions* : On les a décrites comme une « contrainte à l'obéissance ». Le type et la portée des sanctions ou punitions dont disposent les dirigeants, contre leurs propres sujets ou lors de conflits avec d'autres dirigeants, sont une source majeure de pouvoir. Les dirigeants recourent aux sanctions pour renforcer l'acceptation volontaire de leur autorité et l'obéissance à leurs ordres. Les sanctions peuvent être violentes ou nonviolentes. Elles peuvent viser à punir ou à dissuader de désobéir à l'avenir. Les sanctions intérieures violentes,

comme les emprisonnements ou exécutions, servent en général à punir ou à prévenir les actes de désobéissance, et non à réaliser l'objectif d'un ordre préalable. Les sanctions militaires peuvent servir à se défendre contre des ennemis étrangers ou les dissuader ou pour combattre une forte opposition interne.

La présence de l'une ou l'autre de ces six sources de pouvoir à la disposition des dirigeants est toujours une question de niveau. Il est rare que les dirigeants les contrôlent toutes, ou n'en contrôlent aucune.

On retrouve également des relations de pouvoir similaires à celles des sociétés politiques avec des structures étatiques dans d'autres institutions hiérarchiques, lesquelles tirent aussi leur pouvoir de la coopération de nombreux individus et groupes. En conséquence, diverses formes de dissension, de non-coopération et de désobéissance peuvent jouer un rôle important lorsque des membres de ces institutions expriment des revendications contre ceux qui les dirigent ou qui contrôlent ces institutions.

Les sources de pouvoir dépendent de l'obéissance et de la coopération

Ces six sources du pouvoir politique sont nécessaires pour mettre en place ou conserver le pouvoir et son contrôle. Leur disponibilité est pourtant sujette à de constantes variations et n'est pas nécessairement assurée. Plus les dirigeants exercent un contrôle approfondi et étendu sur la population et la société, plus ils auront besoin de cette aide de la part de personnes, de groupes, d'organisations et de services gouvernementaux. Si ces « assistants » nécessaires rejettent l'autorité des dirigeants, ils risquent d'exécuter inefficacement leurs demandes et ordres, voire de refuser tout simplement de continuer à les aider. Lorsque cela se produit, l'ensemble du pouvoir effectif des dirigeants est diminué.

Étant donné que les dirigeants dépendent de tiers pour faire fonctionner le système, ils dépendent en permanence des influences et restrictions de leurs assistants directs et de la population. Plus les dirigeants sont dépendants de ces groupes, plus ces groupes auront les moyens potentiels de contrôler les dirigeants.

Examinons par exemple l'*autorité* et les *sanctions* sous cet angle. Les quatre autres sources du pouvoir sont très dépendantes de ces deux-là.

L'autorité est nécessaire à l'existence et au fonctionnement de tout régime. Tout dirigeant a besoin que son autorité soit reconnue : son droit de diriger, de commander et d'être obéi. *La clé de l'obéissance habituelle est d'atteindre l'esprit. L'obéissance n'est guère habituelle si elle est forcée, et non loyale.* Par essence, l'autorité doit être acceptée volontairement.

L'affaiblissement ou l'effondrement de l'autorité va inévitablement atténuer la prédisposition des sujets à l'obéissance. La décision d'obéir ou non se prendra alors en toute conscience. L'obéissance peut même être refusée. *La*

perte de l'autorité préfigure la désintégration du pouvoir des dirigeants. Leur pouvoir est réduit au point que leur autorité est rejetée.

Les sanctions peuvent servir à imposer l'obéissance et la coopération. Il faut aux dirigeants une obéissance autre que contrainte et superficielle. Les sanctions ne suffiront pas si l'autorité des dirigeants n'est pas vraiment acceptée. Malgré les punitions, la population peut ne pas obéir ou ne pas coopérer autant qu'il le faudrait.

Il existe une relation spéciale entre les sanctions et la soumission. Tout d'abord, la capacité d'imposer des sanctions provient de l'obéissance et de la coopération d'au moins quelques sujets. Ensuite, l'efficacité ou non de ces sanctions dépend de la réaction des sujets contre qui elles sont brandies ou appliquées. *La question est de savoir dans quelle mesure les gens obéissent sans menaces et dans quelle mesure ils continuent à désobéir malgré les châtements.*

La capacité même des dirigeants à détecter et punir la désobéissance dépend du schéma d'obéissance et de coopération en vigueur. Plus les sujets obéissent à leurs dirigeants, plus grandes seront les chances de détecter et punir la désobéissance et la non-coopération. Moins les sujets obéissent à leurs dirigeants, moins la détection et la punition de la désobéissance et de la non-coopération sera efficace.

Le pouvoir des dirigeants dépend de la disponibilité constante de toutes les formes d'assistance nécessaires. Cette assistance provient non seulement des individus, officiels, employés et assimilés, mais aussi des organisations et institutions secondaires qui composent le système dans son ensemble. On y retrouve les services, bureaux, filiales, comités, etc. Tout comme les individus et groupes indépendants peuvent refuser de coopérer, ces éléments d'organisations peuvent refuser de fournir aux dirigeants l'aide qui leur est nécessaire pour maintenir efficacement leur position et pour appliquer leur politique. Aucune organisation ou institution complexe, y compris un État, ne peut exécuter les ordres si les individus et les éléments d'organisations qui composent cette institution ne lui donnent pas les moyens de le faire.

On peut mesurer la stabilité interne des dirigeants par le rapport entre la puissance des forces sociales qu'ils contrôlent et la puissance des forces sociales qui s'opposent à eux.

L'obéissance est au cœur du pouvoir politique

La relation entre les ordres et l'obéissance est toujours fondée sur une influence mutuelle et un certain degré d'interaction. Les ordres et l'obéissance s'influencent l'un l'autre. Malgré la menace ou l'imposition de sanctions, la relation de pouvoir n'est pas complète sans l'obéissance escomptée des subordonnés (soit par approbation passive, soit par consentement actif).

Les raisons pour lesquelles les gens obéissent aux dirigeants sont multiples, complexes, variables et liées. Les raisons principales sont :

- L'habitude
- La peur des sanctions
- L'obligation morale
- L'intérêt personnel
- L'identification psychologique avec le dirigeant
- L'indifférence
- L'absence de confiance en soi permettant de désobéir

Tout dirigeant utilise l'obéissance et la coopération qu'il reçoit d'une partie de la société afin d'en diriger l'ensemble. La portion de population qui administre et applique la politique des dirigeants obéit et coopère dans ces tâches par sentiment d'obligation morale et d'intérêt personnel, motivée en particulier par des avantages économiques, le prestige ou l'ambition.

La plupart des gens constituant une population obéissent par habitude. Pourtant, le niveau d'obéissance au sein de la population, même parmi les administrateurs et forces de l'ordre, n'est jamais immuable ni automatique, ni uniforme, ni universel. Les raisons de l'obéissance étant variables, le degré d'obéissance est lui aussi variable, selon les individus concernés et la situation sociale et politique. Chaque société a ses limites que doivent respecter les dirigeants s'ils veulent qu'on leur obéisse et que la population coopère.

La population ne se lance pas à la légère dans la désobéissance et la non-coopération. Le refus d'obéir est en général suivi de punitions. Pourtant, dans certaines conditions, des membres du public sont prêts à subir les conséquences de leur non-coopération et de leur désobéissance, à endurer difficultés, souffrances et perturbation de leur vie, plutôt que de continuer à se soumettre passivement ou à obéir à des dirigeants dont ils ne tolèrent plus les méthodes et les actes.

Lorsque les raisons d'obéir sont faibles, les dirigeants peuvent tenter d'imposer l'obéissance en renforçant les sanctions ou en multipliant les avantages pour ceux qui obéissent. Mais même dans ce cas de figure les résultats escomptés par les dirigeants ne sont pas garantis. Un changement de volonté de la population peut la pousser à cesser de servir, de coopérer, de se soumettre et d'obéir aux dirigeants.

Ce refus de coopérer et d'obéir peut aussi se produire, dans certaines circonstances, parmi les administrateurs et agents de répression des dirigeants. Leurs attitudes et actions sont particulièrement importantes. Sans leur soutien, le système oppresseur se désintègre.

Les dirigeants, habitués à une obéissance et à une coopération largement partagées, n'anticipent pas toujours une défiance généralisée et ont ainsi souvent du mal à gérer une désobéissance et une non-coopération fortes.

Consentement et retrait du consentement

Chaque raison d'obéir, que ce soit par consentement libre ou par crainte des sanctions (consentement par intimidation), doit passer par la volonté ou

l'accord de la personne pour produire l'obéissance. Les raisons d'obéir doivent apparaître à la population comme suffisantes pour obéir. Pourtant, la volonté ou l'accord de chaque personne peut changer avec de nouvelles influences ou forces, de nouveaux événements. La volonté d'un individu peut jouer un rôle actif à divers niveaux pour produire de l'obéissance ou de la désobéissance. Ce processus se retrouve chez un grand nombre de personnes.

Le choix personnel entre obéir et désobéir sera influencé par l'évaluation des conséquences immédiates et à long terme de l'obéissance ou de la désobéissance, ou d'une combinaison des deux, selon l'individu. Si les sujets perçoivent que les conséquences de l'obéissance seront pires que celles de la désobéissance, ils seront plus enclins à désobéir.

L'obéissance n'existe que lorsqu'on obéit à l'ordre. Si vous êtes condamné à la détention et que vous marchez jusqu'à la prison de votre plein gré, vous avez obéi. Si on doit vous y traîner, vous n'avez pas obéi³.

La contrainte physique peut produire certains résultats, mais n'affectant que le corps, elle ne génère pas nécessairement l'obéissance. La contrainte physique directe sur des sujets rétifs ne peut satisfaire que certains types d'objectifs – les déplacer physiquement, les empêcher de bouger, saisir leur argent ou leurs biens, les tuer. Mais ces actes n'entraîneront pas nécessairement l'obéissance. La grande majorité des ordres et objectifs des dirigeants ne peuvent être concrétisés que si le sujet accepte, pour une raison ou une autre, de s'y plier. (La tranchée ne sera toujours pas creusée, même si on fusille les gens qui refusent de la creuser.) *Ce ne sont pas les sanctions elles-mêmes qui engendrent l'obéissance, mais la crainte des sanctions.*

Les gens cherchent en général à éviter d'être sanctionnés pour avoir désobéi ou refusé de coopérer, sauf dans certains cas où les sentiments sont très intenses. On peut alors assister à des actes de désobéissance et de non-coopération en dépit de la répression.

Pour résumer, le pouvoir des dirigeants dépend de la disponibilité des six sources citées plus haut. Cette disponibilité est déterminée par le niveau d'obéissance et de coopération fournies par les sujets. Obéissance et coopération ne sont donc pas inévitables, en dépit des motivations, des pressions et même des sanctions. L'obéissance reste essentiellement volontaire. Tout gouvernement s'appuie donc sur le consentement.

Cela ne signifie pas que les sujets de tous les dirigeants préfèrent l'ordre établi. Le consentement est parfois accordé à cause de l'approbation du public. Mais il est parfois accordé parce que les gens ne sont pas toujours prêts à subir les conséquences du refus de consentir. Il s'agit alors d'un consentement par intimidation. Pour refuser de consentir, il faut avoir confiance en soi, être

3. David Austin, *Lectures on Jurisprudence or the Philosophy of Positive Law* (5^e édition, revue et éditée par Robert Campbell, 2 volumes, Londres, John Murray, 1911), vol. 1, p. 295-297.

motivé pour résister, connaître les manières de refuser, et comprendre qu'on s'expose souvent à des difficultés et souffrances.

La base structurelle de la résistance

Pour répondre au problème du pouvoir politique non contrôlé, donc à l'oppression, il faudrait apprendre comment refuser d'obéir et de coopérer malgré la répression, et comment prolonger ce refus. La tâche n'est pas aisée.

Il est en général plus facile de pratiquer la non-coopération et la désobéissance lorsque les membres du public parviennent à agir en tant que membres de groupes ou d'institutions. C'est aussi nécessaire pour limiter ou couper efficacement les sources du pouvoir politique évoquées plus haut. Protester ou démissionner à titre individuel peut passer inaperçu, tandis que si tous les membres d'un service gouvernemental refusent d'appliquer une politique, leur action peut susciter une crise grave.

Pour que la désobéissance et la non-coopération aient un impact politique majeur, elles devront souvent prendre la forme d'une action de masse. Les actes individuels n'ont parfois pas de grandes répercussions, tandis qu'une défiance par des organisations et institutions – syndicats, organisations professionnelles ou religieuses, fonctionnaires, voisinage, villages, villes, régions, etc. – peut être décisive. Au travers de ces instances, les gens peuvent désobéir et refuser de coopérer collectivement. On appelle « piliers de soutien⁴ » ces organisations et institutions qui fournissent à l'adversaire les sources nécessaires à son pouvoir.

La situation de ces organisations et institutions aura une grande influence sur la capacité de la population à exercer un pouvoir efficace et à contrôler le pouvoir de ses dirigeants. C'est dans ces « lieux » (ou *loci*) que le pouvoir peut être mobilisé et qu'il opère. Ces « lieux » fournissent la base structurelle permettant de contrôler les dirigeants, qu'ils veillent ou non être contrôlés. Lorsque ces instances indépendantes sont faibles, le contrôle sur les dirigeants sera faible. Lorsque ces instances sont fortes, la capacité de contrôler les dirigeants sera forte⁵.

Les facteurs de contrôle du pouvoir politique

Il existe trois facteurs principaux qui détermineront dans quelle mesure on peut contrôler ou non le pouvoir des dirigeants :

- le désir qu'éprouve la population de contrôler le pouvoir des dirigeants ;
- la force relative des organisations et institutions sociales indépendantes ;
- la capacité relative de la population à refuser de consentir et de coopérer, par des actions concrètes.

4. Le terme a été inventé par Robert Helvey.

5. Pour une étude plus poussée de cette analyse, voir Gene Sharp, « Social Power and Political Freedom », dans *Social Power and Political Freedom*, op. cit., p. 21-67.

La liberté n'est pas quelque-chose que les dirigeants « donnent » à la population. Le niveau de liberté au sein d'une société provient de l'interaction entre la société et le gouvernement.

Selon cette perception sociale de la nature du pouvoir politique, les gens ont un immense potentiel de pouvoir. C'est en fin de compte leur attitude, leur coopération et leur obéissance qui fournissent les sources du pouvoir de tout dirigeant et système politique, même les despotes et tyrans.

Le degré de liberté ou de tyrannie d'un gouvernement est donc en grande partie tributaire de la détermination relative de la population à être libre, de sa volonté et de sa capacité à résister aux efforts pour l'asservir. « Car le tyran a le pouvoir d'infliger seulement ce que nous n'avons pas la force de lui refuser », pour reprendre les termes du sociologue indien Krishnalal Shridharani⁶.

L'auto-libération et la mobilisation du potentiel de pouvoir

Sans participation directe de la population aux efforts de changement, aucun changement majeur ne pourra se produire dans les positions de pouvoir relatives entre la population et ceux qui occupent la position dirigeante. Au mieux, un nouveau groupe remplacera l'ancien à la tête du pays. Les nouveaux dirigeants pourront ou non, selon leur bon vouloir, se comporter avec retenue et en respectant le bien-être et les libertés du peuple.

Pour que la libération des peuples opprimés soit réalisable et durable, ce doit donc être une auto-libération. Cette libération doit être obtenue par des moyens qui garantiront la capacité des gens à se gouverner eux-mêmes, à construire leur propre société et à se mobiliser pour garantir leurs libertés et leurs droits. Dans le cas contraire, la population risque de se trouver à la merci de nouveaux dirigeants, peut-être encore plus contraignants, qui brandiront un autre drapeau ou épouseront une autre doctrine.

Le grand socialiste indien Rammanohar Lohia, disciple de Gandhi, a écrit qu'il était las d'entendre qu'il fallait seulement changer les sentiments des oppresseurs. C'était bien, mais il était bien plus important de changer les sentiments des opprimés. Ces derniers devaient apprendre à ne plus accepter leur oppression, à être déterminés à construire une société meilleure. C'est le manque de détermination des gens, et surtout leur incapacité à passer aux actes, qui rendent possible leur oppression et leur soumission. Des gens qui renforcent leur détermination et leur capacité d'agir ne se laisseront plus jamais opprimer. Cette auto-libération passe obligatoirement par un renforcement du pouvoir des sujets, fruit de leurs propres efforts.

6. Krishnalal Shridharani, *War Without Violence: A Study of Gandhi's Method and its Accomplishments*, New York, Harcourt, Brace and Co., 1939 (réédition : New York/Londres, Garland Publishing, 1972), p. 305.

Mohandas K. Gandhi, leader de l'indépendance indienne, affirmait qu'il est essentiel de changer d'état d'esprit et d'attitude pour changer les schémas d'obéissance et de coopération. Il fallait selon lui :

- effectuer un changement psychologique, passant de la soumission au respect de soi et au courage ;
- que les sujets reconnaissent que leur assistance aide le régime à se maintenir au pouvoir ;
- fonder et renforcer la détermination à refuser la coopération et l'obéissance⁷.

Gandhi était persuadé qu'on pouvait volontairement influencer sur ces changements.

Une fois que la population dominée désire le changement, elle doit pouvoir mobiliser et exercer un pouvoir effectif. Une fois que la population veut désobéir et refuser de coopérer, il lui faut les moyens d'une *action* forte. Elle aura alors besoin d'une technique qui lui permette de préserver et de renforcer ses institutions indépendantes, d'en créer de nouvelles et de les défendre, de résister, d'affronter et de saper le pouvoir des dirigeants oppresseurs.

La population doit être capable de restreindre et de couper les sources du pouvoir de ses oppresseurs. Le pouvoir des dirigeants sera affaibli d'autant que la population saura :

- rejeter le droit moral des dirigeants en place à diriger le pays ;
- désobéir, refuser de coopérer avec les dirigeants et de les assister ;
- refuser d'offrir les connaissances et compétences requises par les dirigeants ;
- refuser aux dirigeants le contrôle de l'administration, des biens, des ressources naturelles, des ressources financières, du système économique, des communications et des transports.

Si en plus, les dirigeants ne peuvent punir la population en défiance parce que les forces armées sont démotivées ou si la défiance continue, voire s'amplifie malgré des sanctions sévères, alors le pouvoir des dirigeants va se rétrécir et même se dissoudre.

La technique d'action capable d'obtenir ce contrôle du pouvoir des dirigeants tout en mobilisant le potentiel de pouvoir de la population devra donner au peuple une capacité durable de contrôler tout dirigeant et de défendre la capacité de la population à se gérer elle-même. La technique de « l'action nonviolente » ou de la « lutte nonviolente » est le type d'action qui a le potentiel de favoriser l'obtention de ces moyens de contrôle. Nous allons donc examiner plus en détail la nature de ce type de lutte.

7. Voir Gene Sharp, *Gandhi as a Political Strategist, with Essays on Ethics and Politics*, Boston, Porter Sargent, 1979, p. 43-59.

Une technique active de lutte¹

Un concept simple

L'action nonviolente, ou la lutte nonviolente, est une technique d'action qui permet à la population de restreindre et de couper les sources du pouvoir de ses dirigeants ou d'autres oppresseurs, tout en mobilisant son propre potentiel de pouvoir effectif. Cette technique est fondée sur la compréhension du pouvoir politique exposé au chapitre précédent.

Cette perception montre que le pouvoir des dirigeants et des systèmes hiérarchiques, même dictatoriaux, dépend directement de l'obéissance et de la coopération de la population. Obéissance et coopération dépendent quant à elles du bon vouloir de la population et d'une multitude d'assistants qui consentent, par leur action ou non-action, à soutenir les dirigeants. Les gens obéissent et coopèrent parce qu'ils approuvent véritablement les dirigeants et leurs ordres, ou parce qu'ils sont poussés à obéir et coopérer par crainte de sanctions.

Pourtant, en dépit des châtements, de nombreuses sociétés sont témoins d'actes de protestation, de désobéissance et de non-coopération. Certains de ces actes ont revêtu une importance majeure, comme nous l'avons vu au premier chapitre.

La lutte nonviolente n'implique pas qu'il faille accepter une nouvelle doctrine politique ou une nouvelle croyance morale ou religieuse. En termes politiques, l'action nonviolente s'appuie sur un concept tout simple: les gens ne font pas toujours ce qu'on leur dit de faire, ils font même parfois ce qu'on leur a interdit. Les sujets peuvent désobéir aux lois qu'ils rejettent. Les ouvriers peuvent cesser d'effectuer leur travail, paralysant ainsi l'économie. Les bureaucrates peuvent refuser d'exécuter les ordres. Policiers et soldats peuvent tempérer leurs actes répressifs, voire se mutiner. Lorsque tous ces événements se

1. Pour une analyse plus poussée de la lutte nonviolente et des origines des réflexions de ce chapitre, voir Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, Boston, Porter Sargent, 1973.

produisent de manière simultanée, le pouvoir des dirigeants s'amenuise et peut se dissoudre.

La technique de la lutte nonviolente a servi contre une grande diversité d'adversaires. L'adversaire peut être un groupe, une institution, un régime, un envahisseur, ou plus rarement un individu, contre qui on mène une lutte nonviolente. En général, les conflits les plus difficiles concernent les dirigeants de l'État en place ou des groupes soutenus par l'État. Mais cette technique s'applique aussi dans des conflits contre des adversaires moins redoutables. Les enjeux de ces conflits varient d'un cas à l'autre. Ils peuvent concerner des questions politiques, mais aussi sociales, économiques, religieuses et culturelles.

Lorsque des gens rejettent l'autorité de leur adversaire, refusent de coopérer ou de l'aider, persistent à lui désobéir et à le défier, ils lui retirent l'assistance et la coopération nécessaires à tout gouvernement ou système hiérarchique. Si l'adversaire est très dépendant de cette assistance, si les résistants sont assez nombreux à refuser de coopérer et à désobéir pendant assez longtemps, s'ils persistent malgré la répression, les personnes qui avaient été les « dirigeants » ou l'élite dominante deviennent alors un simple groupe de gens ordinaires. C'est le postulat politique fondamental de ce type de lutte.

Une façon de mener un conflit

L'action nonviolente est un terme générique regroupant des dizaines de méthodes spécifiques de *protestation*, de *non-coopération* et d'*intervention*. Elles ont en commun que les résistants mènent le conflit en exécutant certains actes – ou en s'en abstenant – par des moyens autres que la violence physique.

L'action nonviolente peut comporter des actes d'*omission* – les gens refusent de faire des choses qu'ils font en temps normal, soit par habitude, soit par obligation légale ou réglementaire. Ou bien les gens peuvent *commettre* des actes – ils font des choses qu'ils ne feraient pas en temps normal, que la coutume ou la loi leur interdit. Ou encore, ce type de lutte peut faire appel à une *combinaison* d'actes d'omission et de commission. La technique d'action nonviolente n'est absolument pas passive. C'est de l'action, mais qui est nonviolente.

Les moyens nonviolents de mener des conflits ont été très utilisés dans le passé, mais sans être bien compris, ou bien on les a confondus avec d'autres phénomènes. Confusion et incompréhension ont donc souvent limité l'efficacité des tentatives d'utilisation de cette technique, ce qui a bénéficié aux adversaires dont le régime ou la politique était visé par la lutte. Si l'on assimile à tort ce type de lutte à de la faiblesse ou de la passivité, si on la confond avec le pacifisme, amalgamé à des émeutes et de la guerre de guérilla, ou si l'on estime que ce type d'action n'a pas besoin d'être préparé avec minutie, alors il vaut mieux ne pas envisager la lutte nonviolente; sinon, si on l'entreprend dans cet état d'esprit, l'effort risque d'être vain.

Catégories de méthodes d'action

On a défini au moins 198 méthodes spécifiques de lutte nonviolente. Elles regroupent trois grands types d'activités. La première grande catégorie est appelée *protestation nonviolente et persuasion*. Il s'agit de formes d'action où les acteurs expriment leurs opinions par des actes symboliques, pour montrer leur soutien ou leur désaveu envers une action, une politique, un groupe ou un gouvernement. Cette catégorie regroupe de nombreuses méthodes spécifiques d'action : déclarations écrites, pétitions, tracts, piquets de grève, affichage de symboles, bruits symboliques, veilles, chants, défilés, fausses funérailles, réunions de protestation, silence, tourner le dos, et tant d'autres. Nombreuses sont les situations politiques où ces méthodes sont bien modérées ; par contre, elles peuvent représenter un défi sérieux nécessitant un grand courage si le régime est très répressif.

La seconde catégorie de méthode, extrêmement vaste, est la *non-coopération*, qui peut prendre des formes sociales, économiques et politiques. Par ces méthodes, les gens refusent de poursuivre leur coopération habituelle ou d'entamer une nouvelle coopération. Par sa nature, l'effet de cette non-coopération perturbe davantage les relations établies et le système de fonctionnement que ne le feraient les méthodes de protestation nonviolente et de persuasion. L'ampleur de cette perturbation dépend du système où se produit l'action, de l'importance de l'activité où les gens refusent de s'engager, du mode de non-coopération utilisé, de quels groupes refusent leur coopération, du nombre de personnes impliquées, et de combien de temps peut durer la non-coopération.

Les méthodes de non-coopération sociale englobent entre autres le boycott social, l'excommunication, la grève étudiante, le rester-chez-soi et la disparition collective.

Les formes de non-coopération économique sont groupées en (1) boycotts économiques et (2) grèves des travailleurs. Les méthodes de boycott économique comportent entre autres les boycotts de consommateurs, les grèves des loyers, le refus de louer ou de vendre des biens, les lock-outs, le retrait des dépôts bancaires, la grève des impôts et les embargos internationaux des affaires. Les grèves de travailleurs comportent, parmi bien d'autres, les grèves de protestation, les grèves de prisonniers, les grèves de ralentissement, les grèves générales et les fermetures économiques.

La non-coopération politique est une sous-catégorie encore plus vaste. On y trouve la retenue ou le retrait d'allégeance, les boycotts d'élections, les boycotts d'emplois ou de postes gouvernementaux, le refus de dissoudre les institutions existantes, le consentement à contrecœur et au ralenti, la désobéissance déguisée, la désobéissance civile, la non-coopération judiciaire, l'inefficacité délibérée, la non-coopération sélective par les agents des forces de l'ordre, la non-coopération par des instances gouvernementales et la rupture des relations diplomatiques.

Finalement, la troisième catégorie de méthode regroupe toutes celles dites d'*intervention nonviolente*, qui perturbent activement le fonctionnement normal de la politique ou du système par une interférence délibérée, que ce soit au niveau psychologique, physique, social, économique ou politique. Un grand nombre de méthodes relèvent de cette catégorie; jeûne, sit-ins, raids nonviolents, obstruction nonviolente, occupation nonviolente, surcharge des installations, institutions sociales alternatives, systèmes de communication alternatifs, grèves inversées, grèves en restant chez soi, prises de possession nonviolentes de terrains, défi des blocus, saisie des capitaux, clientèle sélective, institutions économiques alternatives, surcharge des systèmes administratifs, demande d'emprisonnement, double souveraineté et gouvernement parallèle.

Les conditions du succès

La lutte nonviolente n'opère pas par magie. La résistance nonviolente a souvent été couronnée de succès, mais pas à tous les coups, et certainement pas sans mal. Le simple choix de mener un conflit par l'action nonviolente n'est pas une garantie de succès.

De nombreuses luttes du passé furent des réussites partielles seulement. Les victoires furent parfois de courte durée parce que les gens ne les ont pas exploitées pour consolider leurs acquis, et n'ont pas résisté efficacement aux nouvelles menaces pesant sur leur liberté. Dans d'autres cas, une victoire en une seule campagne a permis d'obtenir des concessions, mais de nouvelles luttes restaient à faire pour atteindre la totalité des objectifs. Certains cas cependant ont constitué des victoires majeures, qu'on aurait d'abord cru impossibles par une résistance nonviolente.

D'autres cas de luttes nonviolentes ont pourtant échoué à réaliser leurs objectifs. Ces échecs eurent des causes diverses. Des résistants faibles, qui choisissent des méthodes inadaptées, ou qui se laissent intimider et se soumettent, auront peu de chances de gagner. Leurs chances de succès seront bien faibles s'ils n'ont pas de stratégie pour mener la lutte avec une efficacité maximum. Dans la lutte nonviolente, il n'y a pas de substitut à la force véritable et à l'action judicieuse.

La participation à une lutte nonviolente ne met pas les individus à l'abri d'être emprisonnés, blessés, de souffrir ou d'être tués. Comme dans les conflits violents, les participants ont souvent à subir des sanctions dures pour leur défiance et leur non-coopération. Mais des luttes nonviolentes ont également réussi en faisant peu de victimes, voire aucune, et en général le nombre de victimes est sensiblement moindre lors des luttes nonviolentes qu'en cas de lutte violente visant des objectifs similaires.

Une étude plus approfondie de cette technique nous aidera à évaluer sa pertinence et son efficacité potentielles. Examinons donc le fonctionnement de la lutte nonviolente.

Utilisations et effets de la lutte nonviolente

La lutte nonviolente peut être employée comme substitut à la violence contre d'autres groupes de notre société, contre des groupes d'une autre société, contre notre gouvernement ou contre un autre gouvernement.

Les méthodes de protestation nonviolente et de persuasion sont souvent les seules qui pourront influencer les opinions de l'adversaire et des tiers. Ces actions peuvent affecter l'autorité morale ou la légitimité de l'adversaire. Ces méthodes sont pourtant les moins puissantes.

De nombreuses méthodes de non-coopération sont bien plus fortes parce qu'elles peuvent réduire ou couper l'apport des sources du pouvoir de l'adversaire. Ces méthodes requièrent un nombre important de participants et souvent la participation de groupes et d'institutions prêts à refuser de coopérer.

Les méthodes d'intervention nonviolente peuvent être appliquées par des groupes de tailles diverses. Certaines de ces méthodes – comme un sit-in dans un bureau – peuvent, avec un nombre réduit de participants, avoir un impact plus important que les méthodes de non-coopération. À court terme du moins, le statu quo est en général davantage perturbé par ces méthodes que par les méthodes de non-coopération. Toutefois, certaines de ces méthodes peuvent susciter une répression extrême. Pour avoir un impact fort, les résistants doivent être préparés à l'endurer, tout en persistant dans leur défiance nonviolente. S'il n'y a pas un très grand nombre de participants – comme pour des sit-downs de masse dans des rues principales – il ne sera peut-être pas possible de poursuivre longtemps ce type d'action. Les pertes humaines peuvent être considérables.

Ceux qui envisagent de se lancer dans la lutte nonviolente doivent impérativement choisir avec le plus grand soin les méthodes qu'ils utiliseront. Les méthodes choisies devront frapper les points faibles de l'adversaire, utiliser les forces des résistants, et être associées à d'autres méthodes de façon à ce qu'elles se renforcent mutuellement. Pour un maximum d'efficacité, il faudra aussi choisir et appliquer ces méthodes en accord avec une stratégie générale pour l'ensemble de la lutte. La stratégie générale doit être élaborée avant de sélectionner les méthodes spécifiques. Nous étudierons en quatrième partie de l'ouvrage la conception des stratégies générales et des stratégies pour des campagnes limitées.

L'utilisation des diverses méthodes d'action nonviolente aura des effets très variés. Ces effets dépendent de la nature du système où elles sont appliquées, du type de régime de l'adversaire, de l'ampleur de leur application, du rôle que jouent en temps normal dans le système les personnes et groupes qui les appliquent, de l'habileté des groupes recourant à l'action nonviolente, de la présence ou de l'absence de stratégies judicieuses dans le conflit, et enfin de la capacité qu'auront les résistants nonviolents à endurer la répression de l'adversaire, et à persister dans leur non-coopération et leur défiance sans sombrer dans la violence.

La répression et les mécanismes du changement

Comme ces méthodes d'action nonviolente, surtout celles de la non-coopération, perturbent ou interrompent souvent directement l'apport des sources de pouvoir nécessaires et les opérations « normales », l'adversaire sera tenté de réagir fortement, en général par la répression. Cette répression peut prendre la forme d'actes de brutalité, d'arrestations, d'emprisonnement, d'exécutions et de massacres. Malgré la répression, des résistants ont parfois persisté à lutter avec seulement les armes nonviolentes qu'ils avaient choisies.

Les luttes du passé ont rarement été bien planifiées et préparées et souffraient souvent de l'absence d'un plan stratégique. La résistance était souvent mal organisée, les résistants ne sachant pas ce qu'il fallait faire ou ne pas faire. Rien d'étonnant donc si des luttes nonviolentes confrontées à une répression sévère ont eu parfois des résultats positifs limités, ou se sont terminées en défaites et désastres. On peut donc être d'autant plus surpris par les victoires éclatantes de nombreuses luttes nonviolentes improvisées. L'efficacité de cette technique bénéficiera grandement d'une meilleure compréhension des conditions de son fonctionnement et du développement de la planification stratégique.

Lorsque des luttes nonviolentes réussissent à atteindre leurs objectifs déclarés, le résultat provient de l'opération de l'un de ces quatre mécanismes – le retournement, le compromis, la coercition nonviolente et la désintégration – ou l'association de deux ou trois d'entre eux.

Il est rare que l'adversaire change d'avis, c'est-à-dire qu'un retournement se produise. L'adversaire accepte les revendications du groupe nonviolent, convaincu par la persistance nonviolente et par l'obstination des gens à continuer malgré les souffrances, les conditions difficiles et les brutalités qu'on leur inflige. Les pacifistes religieux insistent souvent sur cette éventualité, mais elle est plutôt rare.

Le compromis est un mécanisme bien plus fréquent. Dans ce cas de figure, les deux parties parviennent à un compromis sur les enjeux, recevant et concédant une partie de leurs objectifs respectifs. Le compromis fonctionne seulement sur des questions pour lesquelles chaque camp peut faire des concessions sans estimer qu'il enfreint ses convictions fondamentales ou ses principes politiques. Des compromis se produisent dans presque tous les accords de grèves de travailleurs. Les acquis sur les conditions de travail et salaires se situent en général à mi-chemin des objectifs initiaux déclarés par chaque camp. N'oublions pas que ces accords dépendent pour beaucoup de la puissance dont dispose chaque camp au cours du conflit.

Dans d'autres conflits, le nombre de résistants s'est tellement accru, et les secteurs de l'ordre social et politique qu'ils influencent ou contrôlent sont si essentiels, que la non-coopération et la défiance ont pris le contrôle de la situation conflictuelle. L'adversaire maintient sa position, mais le contrôle du

système lui échappe tant que les résistants lui refusent leur coopération et leur soumission. La répression elle-même ne suffit pas, soit parce que la non-coopération est trop massive, soit parce que les troupes et la police de l'adversaire n'obéissent plus aveuglément aux ordres. Le changement se produit contre la volonté de l'adversaire, parce que son accès aux sources de pouvoir dont il a besoin est sérieusement restreint, voire coupé. L'adversaire ne peut plus exercer son pouvoir contre la volonté du groupe de lutte nonviolente. C'est ce qu'on appelle la coercition nonviolente.

C'est ce qui s'est passé, par exemple, pendant la révolution russe de 1905. À la suite de la grande grève d'octobre, le tsar Nicolas II signa le manifeste constitutionnel du 17 octobre 1905, qui accordait une douma ou assemblée législative; il abandonnait de fait son rôle d'autocrate absolu.

Dans des situations plus extrêmes, non-coopération et défiance sont si répandues et puissantes que le régime en place s'effondre. Il ne reste plus personne avec assez de pouvoir, ne serait-ce que pour se rendre.

En février 1917 en Russie, les grévistes étaient innombrables; toutes les classes sociales se dressaient contre le régime tsariste; les gigantesques manifestations pacifiques sapaient la loyauté des troupes; et les soldats appelés en renfort se joignirent à la foule des manifestants. Devant cette situation, le tsar Nicolas II abdiqua discrètement et le gouvernement tsariste «se désintégra et disparut». C'est le phénomène de la désintégration.

En Serbie en octobre 2000, la campagne de défiance et de non-coopération lancée par Otpor avait toutes les caractéristiques d'une campagne de désintégration, à une exception près. Milosevic avait clairement perdu sa capacité de pouvoir et il était confronté à une coercition violente. Il lui restait pourtant assez de pouvoir pour capituler en direct à la télévision. Milosevic admit soudain que c'était bien Vojislav Kostunica qui avait remporté l'élection et non lui-même, contrairement aux affirmations antérieures. Il lui restait juste assez de pouvoir pour disposer du temps d'antenne nécessaire à sa reddition. C'était presque une désintégration. Il est cependant rare qu'une lutte nonviolente se termine par ce mécanisme.

Éléments supplémentaires de la lutte nonviolente

Les grandes forces de la lutte nonviolente sont la non-coopération pour saper l'obéissance et pour affaiblir et couper les sources du pouvoir de l'adversaire, mais il arrive qu'un autre processus entre en jeu, le «jiu-jitsu politique». Dans ce cas de figure, la répression brutale infligée à des résistants nonviolents disciplinés ne renforce pas l'adversaire et n'affaiblit pas les résistants, c'est le contraire qui se produit.

Révoltés par les brutalités de l'adversaire, beaucoup de gens viennent grossir les rangs de la résistance, lui transférant plus de pouvoir. Des tiers peuvent changer d'opinion et d'activité pour favoriser la résistance et agir contre l'adversaire. Même des partisans habituels de l'adversaire, comme les

administrateurs, militaires et policiers, peuvent devenir instables, voire se mutiner. La violence coercitive employée par l'adversaire s'est alors retournée contre lui, sapant sa capacité de pouvoir. Le jiu-jitsu politique ne fonctionne pourtant pas dans toutes les situations, il faut donc s'appuyer plutôt sur l'impact d'une non-coopération à grande échelle, mise au point avec soin.

L'importance de la stratégie

La lutte nonviolente efficace n'est pas le produit de la simple application des méthodes de cette technique. Une lutte menée par des moyens nonviolents sera en général plus efficace si les participants comprennent dès le début quels facteurs contribuent à la réussite ou à l'échec, puis agissent en conséquence.

Il existe une autre variable importante des luttes nonviolentes, à savoir si elles sont ou non conduites sur la base d'une stratégie générale soigneusement préparée et de stratégies de campagnes spécifiques. La présence ou l'absence de calculs et de planification stratégiques, et leur pertinence, auront un impact majeur sur le déroulement de la lutte et sur son issue finale. Au point actuel de la pratique historique de la lutte nonviolente, nous pouvons prévoir que son application accrue sur la base d'une planification stratégique constituera un facteur très important pour sa pratique et son efficacité future.

La planification stratégique compétente nécessite une bonne compréhension de la situation conflictuelle, mais aussi une compréhension approfondie des raisons qui confèrent un tel pouvoir à cette technique, des caractéristiques principales de la lutte nonviolente, des nombreuses méthodes disponibles, et enfin de la dynamique et des mécanismes à l'œuvre dans des luttes réelles, lorsque cette technique est appliquée contre des régimes répressifs.

Nous développerons ces sujets et thèmes plus précisément et plus en détail dans les chapitres suivants. Le prochain chapitre présente quant à lui la multitude de méthodes spécifiques qui relèvent de cette technique.

Les méthodes de l'action nonviolente

Les armes de la lutte nonviolente

La technique de l'action nonviolente consiste en de nombreuses « méthodes » ou formes d'action spécifiques. Ces méthodes servent d'armes à la lutte nonviolente. On les utilise pour mener le conflit par des pressions psychologiques, sociales, économiques ou politiques, ou par une combinaison de plusieurs d'entre elles.

Nous avons abordé aux chapitres un et trois les méthodes d'action nonviolente et nous en avons cité quelques exemples. Citons les manifestations, le déploiement de drapeaux interdits, les rassemblements de masse, les veilles, boycotts sociaux, boycotts économiques, grèves du travail, la désobéissance civile, le boycott d'élections truquées, les grèves de fonctionnaires, les sit-ins, les grèves de la faim, l'occupation de bureaux et la création d'un gouvernement parallèle. Ces méthodes peuvent servir à protester de façon symbolique, à mettre un terme à la coopération ou à perturber le fonctionnement du système en place.

Ces méthodes et d'autres constituent collectivement la technique d'ensemble de l'action nonviolente. Il est crucial d'être familiarisé avec leur diversité et leurs caractéristiques si l'on veut comprendre la lutte nonviolente dans son ensemble et ses variations dans l'action.

Comprendre les méthodes d'action nonviolente

On classe en trois groupes les nombreuses méthodes spécifiques, ou armes, de l'action nonviolente :

1. Protestation et persuasion
2. Non-coopération
3. Intervention nonviolente

Nous dressons ci-après une liste de 198 méthodes, destinée seulement à montrer la gamme d'options dont disposent les groupes qui utilisent ou envisagent d'utiliser la lutte nonviolente. Cette liste est loin d'être exhaustive.

On trouvera les définitions complètes de chaque méthode et les exemples historiques de son utilisation dans *The Politics of Nonviolent Action*¹. Il existe certainement de nombreuses autres méthodes, et on pourra sans doute en inventer de nouvelles ou en apprendre auprès d'autres groupes. Les chercheurs qui approfondissent cette technique, de même que les résistants qui envisagent la manière la plus efficace de mener une lutte en gestation, auront tout intérêt à étudier la deuxième partie de l'ouvrage mentionné ci-dessus, qui est publiée séparément sous le titre *The Methods of Nonviolent Action*.

Ce chapitre n'est pas un guide pour choisir et appliquer les méthodes, il passe simplement en revue les divers types de méthodes disponibles. Nous débattons au chapitre trente-sept des facteurs à prendre en compte pour choisir les méthodes les mieux adaptées selon chaque conflit.

Pour choisir adéquatement les méthodes spécifiques à utiliser, il faudra bien connaître toute la gamme de méthodes d'action, mais aussi la stratégie qui a été élaborée pour gérer le conflit.

Nous le verrons en quatrième partie, il est crucial d'avoir une planification stratégique avant de choisir les méthodes spécifiques qu'on emploiera dans un conflit. L'évaluation et la planification stratégique sont nécessaires pour identifier les types de pression que les résistants devront appliquer contre leurs adversaires, et donc les méthodes spécifiques que les résistants devront employer.

I. LES ACTIONS TRANSMETTANT UN MESSAGE PROTESTATION NONVIOLENTE ET PERSUASION

La protestation nonviolente et la persuasion regroupe de nombreuses méthodes composée d'actes surtout symboliques qui expriment pacifiquement une opposition ou tentent de persuader. Ces actes vont au-delà des expressions verbales d'opinion, mais sans aller jusqu'à la non-coopération ou à l'intervention nonviolente. L'emploi de ces méthodes indique que les résistants sont pour ou contre quelque chose, montre si l'opposition est importante ou populaire, et parfois le nombre de participants.

Ces méthodes auront un impact à des niveaux divers sur les attitudes des observateurs. Une méthode courante aura peut-être moins d'influence dans un cas isolé que si on l'applique dans un lieu où elle est rare ou nouvelle. Les conditions politiques dans lesquelles cette méthode intervient auront aussi une influence sur son impact. Sous une dictature, un acte de protestation nonviolente risque d'être plus rare et dangereux. En conséquence cet acte, s'il se produit, sera plus spectaculaire et recevra plus d'attention que s'il était courant ou n'exposait pas ses auteurs à des sanctions.

1. Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, deuxième partie, *The Methods of Nonviolent Action*, Boston, Porter Sargent Publisher, 1973.

Le message peut servir à influencer l'adversaire, le public, le groupe de revendication² ou une combinaison des trois. Pour tenter d'influencer l'adversaire, on s'applique en général à le convaincre de mettre fin à certains actes, ou de faire ce que souhaite le groupe de revendication. On peut aussi choisir des méthodes de protestation nonviolente et de persuasion pour faciliter une autre méthode ou l'application ultérieure d'autres méthodes, en particulier les formes de non-coopération. Nous dressons ci-après une liste de 54 méthodes de protestation nonviolente et de persuasion, regroupées en dix sous-catégories.

Déclarations formelles

1. Discours publics
2. Lettres d'opposition ou de soutien
3. Déclarations par des organisations et institutions
4. Déclarations publiques signées
5. Déclarations d'accusation et d'intention
6. Pétitions de groupe ou de masse

Communications avec un public plus large

7. Slogans, caricatures et symboles (écrits, peints, dessinés, imprimés, répétés, mimés, gestes)
8. Banderoles, affiches, inscriptions
9. Prospectus, brochures et livres
10. Journaux et revues
11. Disques, radio et télévision
12. Messages écrits dans les airs ou au sol

Représentations de groupe

13. Délégations
14. Fausses remises de prix
15. Groupes de pression
16. Piquets
17. Fausses élections

Actes publics symboliques

18. Déploiement de drapeaux et de couleurs symboliques
19. Port de symboles (pins, badges militants)
20. Prière et culte
21. Remise d'objets symboliques
22. Déshabillage de protestation
23. Destruction de ses propres biens (maisons, documents, papiers d'identité, etc.)
24. Lumières symboliques (flambeaux, lanternes, bougies)
25. Exposition de portraits
26. Peinture contestataire
27. Nouveaux panneaux et/ou noms symboliques

2. Le groupe de revendication est le groupe de la population générale dont les griefs constituent des enjeux du conflit et sont défendus par les résistants nonviolents.

- 28. Bruits symboliques (« airs symboliques » à l'aide de sifflets, cloches, sirènes, etc.)
- 29. Réappropriations symboliques (saisie de terres ou de bâtiments)
- 30. Gestes grossiers

Pressions sur les individus

- 31. « Hanter » des officiels (en les suivant partout, en leur rappelant quelque chose ou en restant silencieux et respectueux)
- 32. Railler les officiels (se moquer d'eux ou les insulter)
- 33. Fraternaliser (soumettre les personnes à une influence directe intense pour les convaincre que le régime qu'elles servent est injuste)
- 34. Organiser des veilles

Spectacles et musique

- 35. Sketchs satiriques et farces
- 36. Spectacles de théâtre et concerts
- 37. Chants

Processions

- 38. Défilés
- 39. Parades
- 40. Processions religieuses
- 41. Pèlerinages
- 42. Défilés de véhicules

Hommages aux morts

- 43. Deuil politique
- 44. Fausses funérailles
- 45. Funérailles de protestation
- 46. Hommages sur des lieux de sépulture

Assemblées publiques

- 47. Assemblées de protestation ou de soutien
- 48. Rassemblements de protestation
- 49. Rassemblements camouflés de protestation
- 50. Cours publics avec plusieurs intervenants spécialisés

Retrait et renonciation

- 51. Abandon de poste
- 52. Silence
- 53. Refus de récompense
- 54. Tourner le dos

Toutes ces actions sont symboliques. Les méthodes de non-coopération et d'intervention nonviolente exercent un pouvoir plus important.

II. LES ACTIONS DESTINÉES À SUSPENDRE LA COOPÉRATION ET L'AIDE LES MÉTHODES DE NON-COOPÉRATION

Les méthodes de lutte nonviolente impliquent essentiellement une non-coopération avec l'adversaire. La « non-coopération » signifie que les résistants du conflit retirent délibérément une partie ou une forme de la coopération qu'ils accordaient à l'adversaire ou refusent certaines formes d'une nouvelle coopération. La non-coopération implique l'arrêt, le refus délibéré ou la défiance de certaines relations établies – sociales, économiques ou politiques. Cette action peut être spontanée ou planifiée, légale ou illégale.

L'impact des diverses formes de non-coopération dépend fortement du nombre de personnes utilisant ces méthodes et du niveau de dépendance de l'adversaire à l'égard des personnes ou groupes qui refusent de coopérer. Les catégories de non-coopération sont la non-coopération sociale, économique et politique.

A. Actions destinées à suspendre les relations sociales

Les méthodes de non-coopération sociale

La non-coopération sociale est le refus de poursuivre des relations sociales normales, à titre individuel ou général, avec des personnes ou groupes qu'on accuse d'avoir commis des torts ou injustices, ou bien le refus de se conformer à certains types de comportements ou à certaines pratiques. Voici 15 méthodes de non-coopération classées en trois sous-catégories :

Ostracisme envers des personnes

- 55. Boycott social
- 56. Boycott social sélectif
- 57. Non-action lysistratique (boycott sexuel)
- 58. Excommunication (boycott religieux)
- 59. Interdit (suspension des services religieux)

Non-coopération avec des événements sociaux, des coutumes ou des institutions

- 60. Suspension d'activités sociales ou sportives
- 61. Boycott de réunions sociales
- 62. Grève des étudiants
- 63. Désobéissance civile (à des coutumes ou règlements sociaux)
- 64. Retrait de certaines institutions civiles

Retrait du système social

- 65. Refus de sortir de chez soi
- 66. Non-coopération personnelle totale
- 67. « Fuite » de travailleurs (s'enfuient ailleurs)
- 68. Sanctuaire (se rendre dans un lieu où l'on ne pourra être touché sans enfreindre des interdits religieux, moraux, sociaux ou légaux)

- 69. Disparition collective (les habitants d'un secteur abandonnent leurs maisons et villages)
- 70. Émigration de protestation (*hijrat*: émigration permanente délibérée)

B. Actions destinées à suspendre les relations économiques

Les méthodes de non-coopération économique

Ces méthodes impliquent la suspension ou le refus d'entrer dans certains types de relations économiques. Cette non-coopération revêt de nombreuses formes, regroupées en deux sous-catégories, les boycotts économiques et les grèves du travail.

(1) Les boycotts économiques

Le boycott économique est le refus d'acheter, de vendre, de transporter ou de distribuer des marchandises ou services spécifiques, et implique souvent de tenter de convaincre autrui de refuser cette coopération. La liste suivante comporte 25 méthodes classées en six sous-catégories de boycotts économiques.

Actions des consommateurs

- 71. Boycott par les consommateurs de certaines marchandises ou entreprises
- 72. Refus de consommer des produits boycottés (ceux que l'on possède déjà)
- 73. Politique d'austérité (réduire sa consommation au strict minimum)
- 74. Grève des loyers
- 75. Refus de louer
- 76. Boycott national des consommateurs (refus d'acheter les produits ou d'utiliser les services d'un pays)
- 77. Boycott international des consommateurs (agir dans plusieurs pays contre les produits du pays visé)

Actions des travailleurs ou producteurs

- 78. Boycott par les travailleurs (refus de travailler avec des produits ou outils fournis par l'adversaire)
- 79. Boycott par les producteurs (les producteurs refusent de vendre ou de livrer leurs produits)

Actions des intermédiaires

- 80. Boycott des fournisseurs et manutentionnaires (les travailleurs ou intermédiaires refusent de toucher à certaines marchandises ou de les fournir)

Actions des propriétaires et directeurs

- 81. Boycott par les commerçants (les détaillants refusent d'acheter ou de vendre certains produits)
- 82. Refus de louer ou de vendre des biens
- 83. Lock-out (l'employeur provoque l'arrêt du travail en fermant temporairement l'entreprise)
- 84. Refus d'assistance industrielle
- 85. « Grève générale » des négociants

Actions par les détenteurs de richesses

- 86. Retrait des dépôts bancaires
- 87. Refus de payer des honoraires, des droits et devis
- 88. Refus de payer des dettes ou intérêts
- 89. Cessation des financements ou crédits
- 90. Grève des impôts (refus de payer volontairement ses impôts au gouvernement)
- 91. Refus d'accepter l'argent du gouvernement (exiger des modes de paiement alternatifs)

Actions par les gouvernements

- 92. Embargo interne
- 93. Mise sur liste noire des négociants
- 94. Embargo international de vendeurs
- 95. Embargo international d'acheteurs
- 96. Embargo international du commerce

(2) Les grèves de travailleurs

Les méthodes de la grève impliquent de refuser de poursuivre la coopération économique par le travail. Les grèves sont des arrêts du travail collectifs, délibérés et normalement temporaires, pour faire pression sur des tiers. La grève concerne en général une unité de production industrielle, mais elle peut aussi être politique, sociale, agricole ou culturelle, selon la nature des revendications. Voici une liste de 23 types de grèves classées en sept sous-catégories.

Grèves symboliques

- 97. Grève de protestation (pour une courte période, avec préavis)
- 98. Grève éclair (*walkout* surprise : grève de protestation courte, spontanée)

Grèves dans l'agriculture

- 99. Grève des paysans
- 100. Grève des ouvriers agricoles

Grèves de groupes particuliers

- 101. Refus du travail forcé
- 102. Grève des prisonniers
- 103. Grève des artisans
- 104. Grève des professions libérales

Grèves industrielles ordinaires

- 105. Grève d'établissement (dans une ou plusieurs usines sous la même direction)
- 106. Grève industrielle (arrêt du travail dans tous les établissements d'une industrie)
- 107. Grève de sympathisants (grève de solidarité pour soutenir les revendications d'autres travailleurs)

Grèves restreintes

- 108. Grève au détail (travailleur par travailleur, ou secteur par secteur ; arrêts peu à peu)

- 109. Grève tampon (le syndicat fait grève dans une seule branche d'industrie à la fois)
- 110. Travail au ralenti (grève perlée)
- 111. Grève du zèle (on applique les règlements à la lettre pour retarder la production)
- 112. *Sick-in* (on se déclare en « arrêt-maladie »)
- 113. Grève par démission (un nombre significatif de travailleurs démissionnent à titre individuel)
- 114. Grève limitée (refus d'effectuer des travaux annexes ou de travailler certains jours)
- 115. Grève sélective (refus d'effectuer certains types de travaux)

Grèves de plusieurs industries

- 116. Grève généralisée (plusieurs industries entrent en grève simultanément)
- 117. Grève générale (toutes les industries entrent en grève simultanément)

Combinaison de grèves et de fermetures économiques

- 118. Hartal (hindi, de l'anglais « *halt all* » = « *stopper tout* » [NdT]) (l'activité économique est suspendue volontairement)
- 119. Fermeture économique (les travailleurs entrent en grève tandis que les employeurs stoppent leurs activités économiques)

C. Actions destinées à suspendre la soumission et l'assistance politique

Les méthodes de non-coopération politique

Cette catégorie regroupe les méthodes pour refuser ou retirer la coopération sur les questions politiques. Le but est d'atteindre un objectif limité spécifique ou de changer la nature ou la composition d'un gouvernement, voire de provoquer sa désintégration. La liste suivante comporte 37 méthodes classées en six sous-catégories.

Rejet de l'autorité

- 120. Retenue ou retrait de l'allégeance
- 121. Refus du soutien public (pour le régime en place et sa politique)
- 122. Textes et discours appelant à la résistance

Non-coopération des citoyens avec le gouvernement

- 123. Boycott du corps législatif
- 124. Boycott des élections
- 125. Boycott des emplois et postes gouvernementaux
- 126. Boycott des services, agences et autres représentations du gouvernement
- 127. Boycott des institutions éducatives du gouvernement
- 128. Boycott des organisations soutenues par le gouvernement
- 129. Refus d'assistance aux agents du gouvernement
- 130. Retrait des panneaux et noms de lieux du voisinage
- 131. Refus de reconnaître les nouveaux officiels
- 132. Refus de dissoudre les institutions existantes

Alternatives citoyennes à l'obéissance

- 133. Consentement lent et à contrecœur
- 134. Non-exécution des ordres sans supervision directe
- 135. Non-obéissance populaire (non publique, discrète)
- 136. Désobéissance déguisée (prétendre obéir)
- 137. Refus de se disperser lors d'une réunion ou d'un rassemblement
- 138. Grève sur le tas
- 139. Non-coopération avec la conscription et la déportation
- 140. Disparition, évasion, fausses identités
- 141. Désobéissance civile aux lois « illégitimes »

Actions du personnel gouvernemental

- 142. Refus d'aide sélectif par des agents gouvernementaux d'assistance (refus d'exécuter certaines instructions; informer ses supérieurs de son refus)
- 143. Blocage des chaînes de commandement et des lignes de communications
- 144. Ralentissement volontaire et obstruction
- 145. Non-coopération administrative générale
- 146. Non-coopération judiciaire (par les juges)
- 147. Inefficacité délibérée et non-coopération sélective par des agents de la force publique
- 148. Mutinerie

Action gouvernementale au niveau national

- 149. Évasions quasi légales et retards
- 150. Non-coopération par des unités du gouvernement constitutionnel

Action gouvernementale au niveau international

- 151. Changements de représentations diplomatiques et autres
- 152. Retards et annulations d'événements diplomatiques
- 153. Refus de reconnaissance diplomatique
- 154. Rupture des relations diplomatiques
- 155. Retrait des organisations internationales
- 156. Refus d'adhérer à des instances internationales
- 157. Expulsion des organisations internationales

III. LES MÉTHODES DE PERTURBATION LES MÉTHODES D'INTERVENTION NONVIOLENTE

Ces méthodes, à la différence des méthodes de protestation nonviolente et de persuasion et de la non-coopération, interviennent directement pour changer la situation. Les interventions négatives peuvent déranger, voire détruire, des schémas comportementaux habituels, des politiques, relations ou institutions en place. Les interventions positives peuvent mettre en place de nouveaux schémas comportementaux, de nouvelles politiques, relations ou institutions.

Certaines méthodes d'intervention nonviolente, en posant à l'adversaire un problème plus direct et immédiat que les méthodes de protestation et de non-coopération, peuvent produire des changements plus rapides. Ces méthodes comportent les sit-ins, invasions nonviolentes, interjections nonviolentes,

obstructions nonviolentes, occupations nonviolentes, saisies nonviolentes de terres, la demande à être emprisonné, et enfin la double souveraineté et le gouvernement parallèle.

Les méthodes d'intervention nonviolente sont en général plus dures à maintenir pour les résistants et plus dures à supporter pour l'adversaire. L'emploi de ces méthodes risque d'entraîner une répression plus rapide et sévère que les méthodes de protestation nonviolente et de persuasion ou les formes de non-coopération.

Les méthodes d'intervention peuvent être utilisées de manière défensive : pour préserver des habitudes de comportement, des institutions, des initiatives indépendantes, etc. ; elles peuvent aussi être utilisées de manière offensive, pour porter dans le camp adverse la lutte pour les objectifs des résistants, même en l'absence d'une provocation immédiate.

La liste suivante comporte 40 méthodes classées en cinq sous-catégories, selon le moyen d'expression principal de l'intervention.

Intervention psychologique

- 158. Exposition personnelle aux intempéries
- 159. Jeûne
- 160. Procès inversé (les accusés se transforment en « procureurs » non officiels)
- 161. Harcèlement nonviolent

Intervention Physique

- 162. Sit-in
- 163. Stand-in (refus de s'asseoir)
- 164. Ride-in (manif à vélo)
- 165. Wade-in (se tenir debout dans l'eau)
- 166. Ronde (réunion dans un lieu symbolique et marche en cercle)
- 167. Prières continues
- 168. Raids nonviolents (se rendre vers des lieux désignés et en revendiquer la possession)
- 169. Raids aériens nonviolents (par exemple en apportant des brochures ou des aliments)
- 170. Invasion nonviolente
- 171. Interjection nonviolente (s'interposer physiquement entre une personne et l'objectif de son travail ou activité)
- 172. Obstruction nonviolente (en général temporaire)
- 173. Occupation nonviolente

Intervention sociale

- 174. Mise en place de nouveaux modèles sociaux
- 175. Surcharge des installations
- 176. Occupation d'emplacements (théâtre, marché)
- 177. Prises de parole
- 178. Théâtre de guérilla (interruptions théâtrales improvisées)
- 179. Institutions sociales alternatives
- 180. Système de communications alternatif

Intervention économique

- 181. Grève inversée (travailler à l'excès)
- 182. Grève avec occupation des locaux (occupation du lieu de travail)
- 183. Occupation nonviolente de terrains
- 184. Défiance de blocus
- 185. Contrefaçons à motif politiques
- 186. Achats exclusifs
- 187. Saisie de biens
- 188. Vente à perte (*dumping* = aussi décharge de déchets ou produits agricoles [NdT])
- 189. Clientèle sélective
- 190. Marchés alternatifs
- 191. Systèmes de transports alternatifs
- 192. Institutions économiques alternatives

Intervention politique

- 193. Surcharge des systèmes administratifs
- 194. Révélation de l'identité d'agents secrets
- 195. Demande d'incarcération
- 196. Désobéissance civile aux lois « neutres »
- 197. Poursuite du travail sans collaboration
- 198. Double souveraineté et gouvernement parallèle

L'impact de chacune de ces méthodes dépend de la pertinence et de la compétence de son application, et d'autres facteurs importants du conflit.

Tirer les leçons de la pratique historique de ces méthodes

Tout au long de l'histoire, des luttes nonviolentes ont recouru à ces méthodes. Le xx^e siècle a connu de grandes violences et des dictatures extrêmes, des génocides, des armes nucléaires, des massacres, du terrorisme et des guerres mondiales, mais il a aussi connu une multitude de luttes nonviolentes.

Les chapitres qui suivent donnent un aperçu de certaines de ces luttes importantes, même si elles sont loin d'être parfaites. Elles illustrent la portée historique de cette technique telle qu'elle a été pratiquée au xx^e siècle, la diversité des adversaires contre qui elle a été appliquée et les issues variables de ces conflits. On y trouvera aussi des exemples d'application de bon nombre de ces méthodes spécifiques.

Il y a beaucoup à apprendre de ces cas de lutte nonviolente, tant sur un plan positif que négatif. Ces exemples nous donnent également un bon aperçu du potentiel de cette technique et des problèmes liés à l'utilisation de la lutte nonviolente.

DEUXIÈME PARTIE

LUTTES NONVIOLENTES
IMPROVISÉES AU XX^e SIÈCLE

PRÉSENTATION DES CAS

Les cas de lutte nonviolente décrits dans les chapitres de cette deuxième partie sont présentés principalement pour montrer que la lutte nonviolente a été une réalité dans un monde de violence et d'oppression. Ces cas nous montrent aussi comment a fonctionné la lutte nonviolente, les diverses applications de cette technique, ainsi que les conditions variées de son utilisation.

La révolution russe de 1905¹

Prélude à la révolution

Vers 1900, l'Empire russe s'étendait de l'Europe occidentale au Caucase vers le sud, et à l'est de la Sibérie jusqu'au détroit de Béring. De longue date, les tsars régnaient sur l'empire, convaincus de leur droit divin à régner de façon autocratique, comme le faisait Nicolas II, le tsar de l'époque.

Une bonne partie de la société de l'empire était en pleine mutation. Les trois quarts de la population vivaient de l'agriculture, mais beaucoup de paysans s'installaient en ville et l'industrie était en expansion. Cette croissance s'accompagna de revendications ouvrières et de grèves importantes; le mécontentement gagnait les paysans, les étudiants et l'intelligentsia, à cause des conditions sociales et économiques. Des journaux illégaux virent le jour pour exprimer les dissensions politiques. Le droit de vote était extrêmement limité, bien qu'il existât des assemblées élues de gouvernement local, les *zemstvos*, au niveau des districts et des provinces, ainsi que les doumas au niveau des municipalités.

Les prémices de 1904

En janvier 1904, les libéraux fondèrent une Union de Libération. Ils demandaient une assemblée constituante élue au suffrage universel direct, égal et secret, l'incorporation dans les principes de gouvernement des droits de l'Homme et du citoyen, l'égalité de tous devant la loi, sans distinction de sexe, de religion ou de nationalité. L'été suivant, le gouvernement autorisa à un certain degré l'expression des opinions dissidentes.

Parmi les nombreux partis d'opposition illégaux, on trouvait le Parti des Révolutionnaires Socialistes, qui soutenait les paysans et assassina des fonctionnaires en vue. Le Parti Social Démocratique des Travailleurs (les sociaux-démocrates), quant à lui, comprenait les mencheviks, marxistes relativement

1. Pour la liste des sources sur ce cas (comme pour les autres études de cas), voir la section «références des études de cas» en fin d'ouvrage.

modérés, et les bolcheviks de Vladimir Lénine, qui avaient des vues bien arrêtées sur le rôle d'élite du parti, sa mission et son devoir de renverser l'État par la violence et de l'utiliser ensuite pour restructurer la société. Le régime tsariste s'efforçait de contenir ces partis.

L'année débuta par une guerre. Les conflits d'intérêts impériaux opposaient la Russie au Japon en Asie du nord-est. En janvier 1904, la marine japonaise attaqua la marine russe à Port-Arthur, sur la mer Jaune. Le gros de l'armée russe resta pourtant cantonné en Russie européenne, où celle-ci servait à réprimer les grèves et manifestations.

En février 1904, une organisation ouvrière fut autorisée dans la capitale, Saint-Petersbourg. Le gouvernement espérait qu'en lui interdisant de devenir un syndicat et de se mêler de questions politiques, cette nouvelle organisation empêcherait l'émergence d'organisations plus radicales. Cette nouvelle Assemblée des Ouvriers de Saint-Petersbourg atteignit bientôt 100 000 membres.

La guerre contre le Japon était sanglante, mal gérée par les Russes, et son soutien s'émoissait dans le pays. La population s'agitait. Des réservistes firent des émeutes. Malgré la guerre, le régime ne pouvait ignorer les graves problèmes intérieurs. Le gouvernement tenta de contrôler les *zemstvos* et de les empêcher d'étendre leur pouvoir. Les nationalités non russes, dominées, résistaient aux efforts d'assimilation visant à faire d'elles des pseudo-Russes par la langue et la culture, et revendiquaient plus de libertés. Les libéraux dissidents organisaient des meetings déguisés en banquets, pour exiger une constitution démocratique. Les juifs étaient persécutés.

Les classes moyennes et supérieures, hormis le clergé et les marchands, firent des déclarations antigouvernementales sans précédent. Les étudiants aussi, qui organisèrent des manifestations. Les Libérationnistes mirent en place des syndicats et devinrent un groupe politique plus important que les Socialistes. Les barrières se relâchaient entre les gens instruits et le peuple, entre l'intelligentsia antigouvernementale et les masses monarchistes. Les ouvriers, qui demandaient de meilleurs salaires et conditions de travail, écoutaient les libéraux et les socialistes. Dans certaines régions de l'empire, la situation était proche de la rébellion ouverte.

Les divers groupes socialistes se consacraient à organiser les travailleurs, à faire du prosélytisme, à contrôler les grèves éventuelles et à infiltrer les forces armées. Ils n'avaient cependant pas le projet de renverser le gouvernement monarchiste à court terme. À Bakou, au loin, sur la mer Caspienne, les grévistes obtinrent la journée de travail réduite à neuf heures et des augmentations de salaire, mais pas d'assemblée constituante ou de droits civiques. La guerre continuait, au désavantage des Russes, qui finirent par abandonner Port-Arthur le 20 décembre 1904.

Grèves, pétition et défilé

Une semaine plus tard, à Saint-Petersbourg, 350 ouvriers sidérurgistes de l'usine Poutilov exigèrent la réintégration de quatre ouvriers licenciés. N'ayant pas obtenu satisfaction, les quelques 13 000 ouvriers abandonnèrent leur poste. La nouvelle se répandit vite. Les grévistes de Poutilov furent rejoints par d'autres, donnant naissance à une nouvelle méthode : la grève générale. Les ouvriers n'étaient pas enclins à la violence. En milieu de semaine, 25 000 ouvriers étaient en grève.

Lors d'une assemblée de grévistes le 6 janvier 1905, le pope Georgii Gapone, qui présidait la société des ouvriers russes, annonça qu'il était temps de demander au tsar des changements politiques et économiques. Il fit circuler une pétition s'appuyant sur l'idée que le changement politique était le précurseur du changement économique. La pétition n'était pas antimonarchiste. Elle demandait au tsar la journée de huit heures, de meilleurs salaires, le respect des droits de l'Homme, le suffrage universel à bulletin secret, une représentation populaire, une assemblée constituante élue et d'autres revendications. Au 7 janvier 1905, 85 % des 175 000 ouvriers de la capitale étaient en grève.

Le Dimanche Rouge

Un défilé était prévu le 9 janvier pour remettre la pétition au tsar. Les ouvriers et leurs familles devaient se regrouper dans les diverses salles d'assemblée de la ville. De là, ils marcheraient en bon ordre jusqu'à des points de ralliement, pour se regrouper sur la place du palais, devant le palais d'hiver du tsar. Là, le pope Gapone présenterait au tsar Nicolas II en personne la pétition portant des milliers de signatures.

Le pope Gapone informa le gouvernement de ce défilé pacifique. Le ministre de l'intérieur, Svyatopolk-Mirsky, ordonna au préfet de Saint-Petersbourg d'arrêter Gapone et ses assistants, mais l'ordre ne fut pas exécuté. Le célèbre Maxime Gorki et une dizaine d'autres écrivains tentèrent en vain de persuader le gouvernement d'autoriser le défilé. Vingt mille soldats, encadrés par huit généraux de brigade et la police, se préparèrent à stopper le défilé.

Malgré le froid, la foule défilait calmement et en bon ordre. À la tête de la procession, des popes, des icônes, des étendards religieux, le drapeau national russe et des portraits du tsar et de la tsarine. Après deux kilomètres, devant des édifices publics importants au niveau de l'arc de triomphe de Narva, la police et l'armée bloquèrent le passage. La foule ignore l'ordre de se disperser, et les gardes à cheval chargèrent. La foule se reforma, et les soldats tirèrent huit salves sur elle. C'est en gros ce qui se produisit pour les autres processions. Plus tard, des milliers de personnes se retrouvèrent sur la place du palais. Après quelques tirs de semonce, les soldats ouvrirent le feu directement sur la foule, sur cette place et sur la place Nevsky à proximité. Sur l'île Vasilievsky, un quartier où des étudiants avaient auparavant tenté en vain d'inciter la foule à

user de violence, ces mêmes étudiants se joignirent au défilé, érigèrent des barricades et provoquèrent la police.

Le bilan officiel fut de 95 morts et 333 blessés, dont 34 décédèrent ensuite. Le pape Gapone s'adressa le lendemain aux libéraux et transmit aux ouvriers le message de poursuivre la lutte.

Les divers types de révolutionnaires russes du XIX^e siècle s'étaient trouvés face à un problème majeur non résolu : comment mettre fin à la foi naïve que les paysans vouaient au tsar. Le Dimanche Rouge détruisit cette alliance des pauvres et du tsar, et toutes les classes confondues se retournèrent contre le système tsariste.

Les grèves et la lutte

Il s'ensuivit une révolte spontanée, essentiellement nonviolente. Il n'y avait ni plan ni stratégie. Les moyens de lutte utilisés se résumaient à des grèves, à des actes de non-coopération et à des protestations symboliques comme les défilés. Il y eut aussi des actes secondaires violents, isolés mais significatifs. Les grèves regroupaient en général bon nombre de participants sur plusieurs semaines, tandis que la violence impliquait quelques acteurs sur une courte période de temps.

Les libéraux comme les socio-démocrates furent pris de court par cette révolte populaire massive. Le 11 janvier 1905, le ministre des Finances annonça que les événements du Dimanche Rouge avaient affaibli le prestige de la Russie à l'étranger. Le 12 janvier, la loi martiale fut instaurée à Saint-Petersbourg, mais les restrictions militaires furent levées après quelques jours et les grèves prirent fin. À Riga, dans l'actuelle Lettonie, des affrontements violents firent 70 morts lors d'une manifestation rassemblant 15 000 personnes.

Après le Dimanche Rouge, les grévistes originels chez Poutilov déclarèrent qu'ils poursuivraient la grève; ils furent rejoints par d'autres, dont des employés du gaz et de l'électricité. Les étudiants, enseignants et avocats se mirent eux aussi en grève. Plusieurs organisations professionnelles condamnaient le gouvernement et demandaient une assemblée constituante. Dans tout le pays, zemstvos et doumas exprimaient leur désapprobation. Les revendications nationalistes et économiques furent portées à la connaissance des nationalités aux frontières de la Russie et partout où les révolutionnaires socialistes étaient actifs. Lorsque l'argent et la nourriture vinrent à manquer, les ouvriers reprirent le travail pour gagner de quoi survivre, tout en restant mobilisés pour reprendre la grève. Les paysans restaient calmes dans l'ensemble, hormis quelques incidents violents.

Le 18 janvier, des grèves, principalement de cheminots, commencèrent en Transcaucasie. Les grèves en cours en motivaient de nouvelles. Mus par l'exemple, les paysans entrèrent eux aussi en résistance. L'idée d'un changement devenait possible.

Ce mois-là, presque tous les établissements d'enseignement supérieur furent fermés jusqu'à la fin de l'année, par des grèves ou sur ordre du gouvernement, afin de disperser les étudiants contestataires. Les étudiants purent ainsi se consacrer à la lutte à plein temps.

Les minorités nationales fondèrent leurs propres organisations, diffusant des publications dans leurs langues.

Les socialistes de toutes obédiences, pris de court par ces événements, ne furent pas à même d'en prendre la tête. Beaucoup d'entre eux ne faisaient pas confiance aux ouvriers, tout en essayant d'en organiser certains et d'endoctriner les soldats. Ces derniers étaient hostiles aux étudiants. Les libéraux contestataires étaient mieux organisés. L'historien Sidney Hardcave rapporte que les libéraux approuvaient les méthodes qui ne « portaient atteinte ni aux personnes ni à la propriété ». Fin janvier, même les monarchistes réclamaient une assemblée élue.

Le 18 février, le tsar réprimanda les participants aux manifestations et réaffirma l'autocratie. Mais il accorda aussi le droit de pétition et autorisa, quoique de façon vague, la création d'une sorte de groupe élu. L'agitation se poursuivit. Des meetings anti-gouvernement se tenaient dans les écoles ou chez de riches particuliers. Dans tout le pays éclataient des grèves spontanées, mais puissantes. Les minorités sous domination russe, dont les juifs, les musulmans et les Mongols, exprimaient leurs revendications. Les paysans, en général de façon indépendante mais parfois avec la participation des révolutionnaires socialistes, exigeaient des réformes et parlaient parfois de redistribution des terres par la force. Quelques propriétés furent incendiées.

Pendant ce temps, la guerre avec le Japon devenait extrêmement sanglante. Les sociaux-démocrates commencèrent à distribuer des tracts et à organiser les soldats restés au pays. Le mécontentement des soldats montait au sujet de la guerre et de leur situation.

Renforcement organisationnel

Les libéraux utilisaient des moyens de supervision allégés pour servir leurs propositions de réforme, et des organisations nouvelles ou revitalisées voyaient le jour parmi les masses populaires. Le printemps et l'été virent naître de nombreuses organisations basées sur les professions, les activités ou les opinions politiques. En mars, l'Union de Libération demanda une assemblée constituante élue au suffrage universel, la séparation de l'Église et de l'État, plus de droits pour les minorités nationales, le droit de grève, la journée de huit heures et une assurance gouvernementale (couvrant la santé, la retraite et sur la vie).

En avril, au moins 80 000 ouvriers se mirent en grève, ils étaient plus de 220 000 en mai. L'une des grèves les plus longues, impliquant 70 000 ouvriers du textile, se déroula à Ivano-Voznesensk, au nord-est de Moscou. Les conditions là-bas étaient particulièrement dures, et des revendications politiques

vinrent se greffer plus tard sur les revendications économiques du départ. C'est là également que se forma le premier soviet, une organisation de base illégale qui s'en prit souvent au pouvoir politique. (Ce soviet était très différent des institutions ultérieures contrôlées par le Parti communiste de l'Union Soviétique.)

Les syndicats – qui étaient parfaitement illégaux – commencèrent à s'organiser en janvier et poursuivirent leurs contacts au printemps, dans l'espoir à long terme de fonder une union des syndicats. Professionnels et ouvriers formaient des syndicats et constataient qu'ils pouvaient fonctionner plus ou moins au grand jour. L'Union des Syndicats devint une réalité.

Des groupes divers qu'on nommait collectivement les Cent-Noirs organisèrent des contre-mesures à ces événements. Ces groupes réunissaient des partisans de la monarchie et de la domination des minorités nationales par les Grands Russes², mais aussi des gens qui avaient eu à souffrir économiquement des grèves et de simples voyous.

En mai, une cinquantaine de personnes réunies à Moscou décidèrent d'organiser le premier syndicat de paysans. Il se renforça en août et septembre. Les appels à l'action violente des Révolutionnaires Socialistes séduisaient les paysans, qui redoutaient une famine due aux mauvaises récoltes.

Le 14 mai, après la victoire des Japonais sur la marine russe, le tsar sollicita l'aide des États-Unis pour négocier un traité de paix, qui fut conclu le 23 août 1905 à Portsmouth, dans le New Hampshire. À cause de leur éloignement géographique, les soldats russes d'Extrême-Orient furent touchés par la propagande socialiste après le reste de la population. Près d'un million d'hommes prenaient le chemin du retour. Le gouvernement ne pouvait leur faire confiance.

Printemps et été: grèves et violence

Le printemps et l'été furent marqués par de nombreuses grèves des cheminots, souvent accompagnées de revendications politiques et parfois de violence. Des affrontements opposèrent les ouvriers à l'armée dans la province de Pologne orientale. Des incidents violents éclatèrent aussi à Kharkov, et à Bakou entre Arméniens et musulmans.

Sur la mer Noire, l'équipage du cuirassé Potemkine se mutina, emprisonna ses officiers ou les tua et les jeta par-dessus bord. Un seul autre navire tenta de se mutiner, mais l'ensemble de la flotte de la mer Noire fut désactivée.

Il y eut des violences paysannes importantes dans les provinces baltes et en Géorgie. En Pologne, les grèves rurales étaient plus courantes. En Russie européenne, il y eut de nombreuses coupes illégales de forêts privées, des fauchages sauvages de foin et de grain, mais assez peu d'incendies de propriétés.

2. [NdÉ] Appellation historique des citoyens de la Russie centrale européenne, excluant les Biélorusses («Blancs-Russiens») et les Ukrainiens («Petits-Russiens»). Le tsar était souverain de toutes les Russies : la Grande, la Petite et la Blanche.

Le 6 août 1905, le tsar établit par décret une douma d'État. Mais il subsistait des problèmes significatifs. Il n'y avait pas de date d'élections. La Douma ne débattait que les propositions du tsar, et le droit de vote y était très limité; les élections, par une procédure compliquée, seraient très indirectes, et la Douma serait dominée par les Russes et les populations rurales. C'était bien peu par rapport aux revendications. Les opposants se répartirent en trois groupes: ceux qui acceptaient d'y participer sans réserves; ceux qui la boycottaient tout en poursuivant l'action nonviolente; et ceux qui choisissaient uniquement le soulèvement par les armes. Rien n'était prêt pour un soulèvement armé ni pour l'autre solution évidente, la grève générale. La répression s'intensifia contre les forces anti-gouvernementales.

L'essor des syndicats et l'autonomie des universités

Bien qu'illégaux, les syndicats fonctionnaient au grand jour, regroupant d'une part des boulangers, bijoutiers, vendeurs, imprimeurs et pharmaciens, et d'autre part la très importante Union des Travailleurs du Rail. C'était là une organisation en partie politique et en partie syndicale, comprenant des mencheviks et des bolcheviks. Conscient de ce contre-pouvoir, le gouvernement menaça d'incorporer les cheminots dans l'armée et tenta de les apaiser en réduisant leur temps de travail et en créant un congrès des cheminots sous tutelle gouvernementale. Malgré un boycott des élections à ce congrès, des radicaux y furent élus, bien décidés à utiliser cette nouvelle association contre le gouvernement. En septembre, plusieurs avocats de gauche et représentants syndicaux formèrent à Moscou un comité de grève appelant à une grève générale pour perturber les élections de la nouvelle « Douma Boulygine »³.

Le 19 septembre, une grève des imprimeurs réclamant de meilleurs salaires commença à Moscou, sans planification ni préparatifs. Le nouveau syndicat des imprimeurs de Moscou appela ensuite tous les imprimeurs à la grève, et dix jours plus tard bon nombre d'ouvriers d'autres industries et secteurs d'activité étaient en grève. Les assemblées de grève se tenaient souvent à l'université ou à l'Institut de cartographie. Les étudiants y participaient, réunis sous l'égide de l'organisation centrale universitaire. Ces assemblées étaient possibles grâce à l'autonomie rétablie des universités, qui protégeait les instituts d'enseignement supérieur contre toute intervention policière.

L'agitation ouvrière se poursuivait, mais la plupart des grévistes en subissaient les retombées économiques et reprenaient peu à peu le travail. Pendant la grève à Moscou de violents affrontements provoquèrent la mort de 110 ouvriers et de 50 agents du gouvernement.

Le prince Sergeï Trubetskoï, recteur libéral respecté de l'Université de Moscou, mourut soudain en octobre. Sans être un radical, il avait plusieurs

3. [NdÉ] Du nom du ministre de l'Intérieur qui promit en 1905 un régime constitutionnel, vite qualifié de « comédie constitutionnelle du tsarisme ».

fois appuyé l'idée d'un gouvernement représentatif pour la Russie. Des groupes plus radicaux utilisèrent sa mort et ses obsèques pour promouvoir leurs objectifs plus extrêmes, et les funérailles rassemblèrent des milliers d'ouvriers, d'étudiants et de membres de l'intelligentsia.

Une grève politique ou un soulèvement violent ?

Les imprimeurs de Saint-Petersbourg lancèrent une nouvelle grève de trois jours par solidarité avec ceux de Moscou et furent rejoints par les ouvriers des chantiers navals et d'autres industries. Toutes leurs revendications étaient politiques. Ils devinrent violents, dénonçant la Douma Bulygine et érigeant des barricades dans les rues. Douze mille contestataires, ouvriers en grève, intellectuels et étudiants, occupèrent les bâtiments universitaires de la capitale. Malgré l'enthousiasme, les bolcheviks s'opposaient à une grande grève, déclarant qu'elle aurait pour effet d'éclipser l'idée d'un soulèvement violent. Les ouvriers du chantier naval du ministère de la Marine quittèrent le travail, exigeant le suffrage universel, égal, secret et direct.

Les cheminots, déjà en grève, furent renforcés le 4 octobre par un appel à la grève de tous les ouvriers du rail. Le 8 octobre, toutes les lignes ferroviaires étaient paralysées, sauf celle de Saint-Petersbourg.

La grande grève non planifiée d'octobre

Le 4 octobre 1905, l'action des cheminots de Moscou déclencha la grande grève d'octobre. Cette grève, qui n'était ni planifiée ni coordonnée et ne suivait pas une stratégie préconçue, devint pourtant la première grève générale de l'histoire de la Russie. Cette fois, on s'efforça consciemment de prolonger la grève et de l'étendre, dans l'idée d'établir un rapport de force pour négocier les revendications politiques et économiques avec le gouvernement. Les grèves se multipliaient, les meetings duraient toute la nuit dans les universités. En une semaine, Moscou fut pratiquement isolé et toute activité publique cessa. La situation de grève s'étendit à d'autres villes. Elle s'accompagna de violence à Kharkov, où il y avait des milices ouvrières. Le mouvement de grève reprit à Saint-Petersbourg. Le 11 octobre, environ 10 000 grévistes et étudiants se rassemblèrent à l'université. Les Révolutionnaires Socialistes prônaient des méthodes violentes.

À Saint-Petersbourg, les grèves s'étendirent aux usines, grands magasins, bureaux, écoles et, en deux jours, jusqu'au gouvernement lui-même. Le 13 octobre, 50 000 grévistes et partisans occupèrent les halls de l'université et des Beaux-Arts de la capitale. Les groupes politiques rivalisaient pour occuper le devant de la scène. La grève s'étendit à tout le pays, souvent le long des lignes de chemin de fer, de la Pologne Orientale à l'ouest, au sud en direction du Caucase, à l'est jusqu'en Sibérie, puis à l'ouest encore en Finlande. Partout sauf à Kiev, les journaux cessèrent de paraître. Il y eut des affrontements entre les grévistes et les Cent-Noirs. Les revendications étaient une assemblée consti-

tuante, l'amnistie politique, la journée de huit heures et la fin des discriminations légales envers les minorités, mais les grévistes n'étaient pas tous unis. Il y eut des destructions de biens et la foule força parfois les gens à participer à la grève. Quelques propriétés furent pillées dans les campagnes.

Au plus fort de la grève, celle-ci rassembla environ un million d'ouvriers, 700 000 cheminots, 50 000 fonctionnaires et des milliers de professionnels, d'étudiants et d'employés. Une minorité de travailleurs étaient opposés à la grève et parmi les grévistes, certains étaient en faveur de méthodes violentes, qu'ils mirent en pratique. En général, les doumas municipales soutenaient la grève ou restaient neutres.

Il n'y avait pas d'organisations ou de personnes à la tête de la grève générale. Les seuls leaders étaient au niveau local et se trouvaient souvent isolés. Certains comités de grève s'occupèrent d'assurer l'ordre et la logistique, en ouvrant des boulangeries et des magasins. Ailleurs, des milices d'étudiants et d'ouvriers furent établies pour maîtriser l'agitation. Parfois ce furent les nouveaux soviets qui s'arrogeaient des fonctions qui ne leur revenaient pas légalement.

Le pouvoir et les concessions

Toutes les tentatives gouvernementales pour empêcher la propagation de la grève échouèrent. À mesure que les ouvriers prenaient conscience du pouvoir que la grève leur conférait, ils comprenaient que leur action pouvait réellement changer la situation politique. L'administration centrale du gouvernement était pratiquement impuissante. Le tsar ordonna au général Trepov d'autoriser au besoin les tirs à balles réelles pour mater la résistance à Saint-Petersbourg, mais l'ordre ne fut jamais exécuté.

Le 17 octobre, après consultations, le tsar signa un décret impérial : le manifeste d'octobre. Celui-ci promettait des libertés civiques et personnelles et autorisait immédiatement certains groupes, auparavant dénués de tout droit, à participer à la Douma nationale, tout en remettant à la prochaine législature la décision sur le principe du suffrage égal. Le manifeste affirmait aussi qu'aucune loi ne serait effective avant d'être entérinée par la Douma, et autorisait les représentants du peuple à superviser l'action des officiels. Le tsar avait pourtant juré qu'il n'irait jamais aussi loin.

Par ailleurs, la nouvelle Douma ne rendrait de comptes qu'au tsar. C'est à lui qu'il reviendrait d'approuver toute décision du Conseil et toute nomination de membre de l'exécutif. Le manifeste d'octobre ne mentionnait pas d'assemblée constituante, ce qui était pourtant l'une des revendications principales des Libérationnistes.

Cette annonce donna lieu à des festivités et processions populaires dans de nombreuses villes, mais non sans méfiance. La majorité des gens estimait que le manifeste était insuffisant et qu'il fallait continuer la lutte. Un prisonnier politique qui venait d'être relâché à Moscou fut abattu par un membre des Cent-Noirs, et les cosaques du gouvernement attaquèrent les étudiants qui

suivaient son cortège funèbre. Les étudiants investirent et occupèrent alors un bâtiment universitaire de Moscou. Pourtant, pendant trois jours, de nombreuses manifestations eurent lieu sans répression gouvernementale, sauf à Minsk. Les soldats revendiquaient le droit de s'organiser et d'assister aux assemblées, des soldats et marins en uniforme se regroupèrent pour exiger la libération des mutinés du *Potemkine*. Les minorités affirmaient leurs droits, sans hostilité envers les Russes. Dans tout l'empire, tout poussait à croire que la lutte pouvait continuer.

Pendant trois jours, les forces gouvernementales ne firent rien et semblaient paralysées. Mais certains groupes monarchistes non gouvernementaux engagèrent des actions violentes visant les manifestants révolutionnaires. Cinq cents personnes furent massacrées lors d'un pogrom de trois jours contre les juifs.

Les jours de liberté

Les individus et organisations qui avaient participé à la grève générale n'attendirent pas la permission du gouvernement pour faire ce qu'ils estimaient juste. Ils le faisaient tout simplement. Les semaines qui suivirent le manifeste impérial du 17 Octobre prirent le nom de «jours de liberté». À cause des contraintes économiques, la grève fut levée temporairement. Le soviet de Saint-Petersbourg continuait de fonctionner. Il décréta la fin de la censure et ordonna aux imprimeurs de refuser de produire des journaux qui seraient soumis aux censeurs.

Dès l'automne, l'empire comptait 50 soviets d'ouvriers, plusieurs soviets de paysans et il y eut même pendant un temps quelques soviets de militaires. Le soviet de Moscou comptait 80 000 membres. Les soviets se mirent en rapport les uns avec les autres et, pendant les deux mois suivant le 17 octobre, ils exercèrent de fait des pouvoirs non gouvernementaux sans mandat. Des organisations illégales tenaient des assemblées publiques, tandis que les syndicats envisageaient de former un congrès national. Les organisations du parti libéral fonctionnaient au grand jour ; mais les socialistes des trois partis étaient toujours pourchassés et continuaient donc à opérer secrètement ou en exil. Le 22 octobre, le tsar restaura les droits de la Finlande, après des années de résistance nonviolente.

Dans 26 provinces, les groupes et organisations de paysans se renforçaient, atteignant bientôt 200 000 membres. Début novembre à Moscou, suite à des affrontements violents dans les campagnes, la plupart des délégués du deuxième congrès de l'union paysanne se prononcèrent contre la violence individuelle et pour une redistribution des terres par des pressions pacifiques. Aucune résolution n'appelait à un soulèvement violent.

Démoralisation de l'armée et résistance populaire

Au cours de ces semaines, tous les corps d'armée étaient soit désorganisés soit en rébellion, entre autres les bases navales de Kronstadt à l'ouest, de Vladi-

vostock en Sibérie orientale et une partie de la flotte de la mer Noire. Rien qu'en novembre, l'armée fut confrontée à 26 mutineries ou débuts de mutinerie, même si elle était moins touchée que la marine. De nombreux soldats rentrés du front fraternisaient avec les civils radicaux.

Le 24 novembre, de nouvelles directives pour la presse mirent fin à la censure préalable, mais les censeurs pouvaient encore fermer des publications et emprisonner les rédacteurs s'ils n'aimaient pas le contenu de certains journaux. Des publications jusqu'alors diffusées sous le manteau firent leur apparition au grand jour. Les journaux supprimés reparaissaient sous de nouveaux noms.

En novembre les mouvements de masse s'intensifièrent, forçant une résistance plus radicale. Le soviet de Saint-Petersbourg conseilla aux ouvriers de rentrer chez eux au bout de huit heures de travail, sans attendre d'obtenir officiellement la journée de huit heures. Les employeurs répliquèrent en fermant les usines.

Fin novembre à Chita, au nord de la Mongolie, soldats et cosaques exigèrent la journée de huit heures et le droit d'association pour tous les militaires. À Kharkov, toute la ville se mit en grève pour soutenir l'insubordination de sa garnison.

De toute évidence, le manifeste d'octobre n'avait pas suffi à apaiser le pays. C'était presque une situation de révolution. Il n'existait pourtant pas d'organisation ou de direction révolutionnaire centrale, hormis le soviet de Saint-Petersbourg. Il n'y avait pas de plan ou de programme unitaire, hormis la volonté d'obtenir une assemblée constituante par n'importe quel moyen. La majorité des insurgés n'étaient pas des socialistes appartenant à un parti, mais ils soutenaient les socialistes et leur étaient favorables, à cause de leurs tactiques énergiques, mais aussi faute d'alternatives.

Arrestations et exécutions

Le 18 novembre, trois jours après le début d'une grève des postes et télégraphes, le ministre de l'Intérieur, Piotr Durnovo, ordonna l'arrestation des meneurs de la grève et licencia les grévistes. Cette répression entraîna des grèves de cheminots et une agitation nationaliste, en particulier dans les provinces baltes. Ce jour-là, l'union des cheminots vota la grève en réaction à la cour martiale qui avait ordonné l'exécution de plusieurs cheminots du réseau ferré d'Asie centrale. Le 25 novembre, Durnovo ordonna l'arrestation des membres du bureau central du congrès de l'Union des cheminots. Le lendemain, alors que le soviet de Saint-Petersbourg discutait de la réponse à y apporter, Georges Khrustalev-Nosar, le président du soviet, fut arrêté sur ordre de Durnovo. Il n'y eut pas de réaction immédiate, mais l'idée d'une grève générale et d'un soulèvement violent gagnait en popularité.

Guerre économique et instabilité de l'armée

Finally, le 2 décembre, le soviet de Saint-Petersbourg publia un « manifeste financier » soutenu par l'union paysanne, les sociaux-démocrates, les révolutionnaires socialistes et le Parti socialiste polonais. Il s'agissait d'un plan pour mener une guerre économique contre le gouvernement tsariste. L'objectif était de priver le gouvernement de « ses dernières forces » en refusant l'impôt, en exigeant de se faire payer en or pour toute transaction sauf les moins importantes, et en exigeant de l'or pour tous les retraits bancaires. Aucun prêt ne devait être consenti au gouvernement tant que ce dernier serait « en guerre contre son propre peuple ».

Le ministre Durnovo ordonna la fermeture des huit quotidiens qui avaient imprimé le manifeste financier. Leurs rédacteurs furent inculpés, la salle de réunion du soviet fut encerclée par l'armée, qui arrêta 250 membres du comité exécutif du soviet. Les membres de ce comité restés libres appelèrent à une grève générale à partir du 8 décembre.

Le soviet de Moscou soutint la grève, mais sans parvenir à décider s'il soutiendrait la proposition bolchevique de lancer un soulèvement violent simultané. Le soviet adopta la proposition menchevique pour une grève qui débiterait le 7 décembre, suivie d'une insurrection violente.

Après quelques mutineries dans l'armée et la marine, la loyauté des troupes était hésitante. Le prolongement ou l'effondrement du régime dépendrait en partie de leur obéissance ou d'une mutinerie à grande échelle. À ce stade, presque deux tiers des troupes gouvernementales semblaient peu fiables.

Les options du gouvernement et des bolcheviks

L'appel des bolcheviks de Moscou à l'insurrection violente n'était pas l'acte irréfléchi et isolé d'un groupe local. Le 27 novembre, à Saint-Petersbourg, l'assemblée du comité central du Parti des Travailleurs sociaux-démocrates (les sociaux-démocrates), à laquelle participait Lénine, avait débattu des préparatifs d'une insurrection violente.

La loyauté des troupes gouvernementales était un élément crucial, avec de fortes probabilités de mutinerie, alors qu'une victoire militaire dans les rues de Moscou était très improbable. Michael Prawdin écrit que « le véritable but des bolcheviks était d'amener les travailleurs à comprendre qu'ils ne pouvaient se passer d'une organisation militaire et d'armes⁴ ». Bien entendu, cela ne pouvait se produire si la grève générale restait pacifique et remportait une victoire. De plus, une révolution réussie par des moyens pacifiques priverait sans doute les bolcheviks de leur chance de « prendre le pouvoir », ce qui selon Lénine était nécessaire pour appliquer leur programme. Vu sous cet angle, la violence des révolutionnaires, et leur défaite, probable parce que trop mal

4. Michael Prawdin, *The Unmentionable Nechaev, A Key to Bolchevism*, Londres, George Allen and Unwin, 1961, p. 148.

préparée, était donc nécessaire. Cette interprétation correspond aux commentaires de Lénine sur la nécessité de la violence, qu'il avait évoquée par écrit avant l'insurrection de Moscou, et aux commentaires qu'il écrivit après coup sur l'insurrection. En fait, les bolcheviks considéraient que l'échec de l'insurrection de Moscou était « à leur avantage⁵ ».

Henry W. Nevinson, correspondant spécial à Moscou pour le *Daily Chronicle* de Londres, écrit le 6 décembre, à la veille de la grève générale, que « [...] le gouvernement espérait qu'il y aurait des troubles, afin d'avoir l'excuse de commettre des assassinats militaires ». Deux jours plus tard, il nota que les révolutionnaires « [...] n'avaient encore que 80 fusils, un bon nombre de revolvers sans doute, mais pas assez d'armes ». « Mais le gouvernement avait décidé de ne leur laisser ni le temps ni le choix ». Le gouvernement avait besoin d'argent, et un succès militaire semblait le meilleur moyen d'en obtenir. « Leur seul espoir était d'inciter à une rébellion mal préparée pour mieux l'écraser, pour ensuite parader devant les nations européennes et obtenir de nouveaux prêts au nom de l'ordre et de la loi » pour rembourser les intérêts d'anciens emprunts et maintenir la valeur du rouble. « Pour atteindre cet objectif, il était essentiel qu'un grand nombre de gens soient abattus. [...] La seule alternative étant une faillite nationale. [...] Il fallait à tout prix inciter les gens à la violence, sous peine de voir échouer la stratégie du gouvernement⁶. »

La grève débuta à Moscou le 7 décembre et à Saint-Petersbourg le lendemain. Moscou se retrouva pratiquement paralysé en 24 heures. Presque tous les trains étaient à l'arrêt, les services municipaux suspendus, les écoles fermées. Le soviet de Saint-Petersbourg ne pouvait que soutenir la grève et non la diriger à grande échelle, puisque ses chefs expérimentés étaient en prison et qu'il opérait dans la clandestinité. Pourtant, en une semaine, la plupart des villes de l'empire étaient en grève. Ce fait stimula l'esprit de rébellion.

Au début, le soviet de Moscou semblait contrôler la ville, et la grève était de toute évidence soutenue par la population, qui était souvent dans la rue. Les meneurs de la grève espéraient que la garnison de Moscou se joindrait aux grévistes, et c'est exactement ce que redoutait le gouverneur général. Les soldats s'étaient déjà montrés séditeux, et quelques jours plus tôt le II^e régiment de

-
5. Sur ce sujet, voir J.L. Keep, *The Rise of Social Democracy in Russia*, Oxford, Clarendon Press, 1963, p. 245-246; Louis Fischer, *The Life of Lenin*, New York/Londres, Harper & Row/Collier-Macmillan, 1963, p. 236; Henry W. Nevinson, *The Dawn in Russia or Scenes of the Russian Revolution*, Londres/New York, Harper & Bros., 1906, p. 198-199; Adam Ulam, *The Bolsheviks*, New York/Londres, Macmillan/Collier-Macmillan, 1965, p. 236; Lénine, *Œuvres choisies*, vol. III, *The Revolution of 1905-1907*, Moscou/Leningrad, Cooperative Publishing Society of Foreign Workers in the U.S.S.R., 1934[?], p. 313 et 315; Lénine, « Le boycott de la douma Bulygine et l'insurrection », dans Lénine, *Œuvres choisies*, vol. III, *op. cit.*, p. 327; Lénine, « Conférence sur la révolution de 1905 », dans Lénine, *Œuvres choisies*, vol. I, New York/Moscou, International Publishers/Progress Publishers, 1967, p. 795; et Lénine, « Les leçons de l'insurrection de Moscou », dans Lénine, *Œuvres choisies*, vol. I, *op. cit.*, p. 579-582.
6. Henry W. Nevinson, *The Dawn in Russia*, *op. cit.*, p. 123 et 136-138.

grenadiers de Rostov s'était mutiné. En fait, l'insurrection violente eut pour conséquence que la garnison de Moscou ne se joignit pas au soulèvement.

Les semaines précédant la grève de Moscou virent de nombreux cas d'agitation sporadique dans les forces armées, marquant un glissement vers l'instabilité, la désobéissance et la mutinerie, même au cœur de l'empire. Il y avait eu plusieurs mutineries dans la marine et l'armée. Le gouvernement était bien sûr inquiet, puisqu'en cas de crise il devrait pouvoir compter sur ses forces armées pour garder le contrôle de la situation.

« Provoquer la classe ouvrière »

Le gouvernement avait tout intérêt à ce que la révolution devienne violente, pour pouvoir l'écraser. Le menchevique P.A. Garvi nota cette démarche: « [...] Le gouvernement tsariste provoquait délibérément la classe ouvrière [...] ». Un réseau complexe d'organisations fut mis en place par le soviét de Moscou afin d'assurer aux bolcheviks le contrôle de l'insurrection. Il n'y avait pourtant pas lieu de penser qu'un soulèvement violent pouvait réussir à Moscou. La milice du parti social-démocrate de Moscou ne comptait qu'un millier d'hommes mal organisés et n'ayant pour armes qu'une vingtaine de bombes et de grenades artisanales. Le chef de la milice du parti social-démocrate lui-même était opposé à une insurrection violente, et les autres avaient l'impression que les soldats ne soutiendraient pas ce type d'insurrection.

L'historien J.L. Keep note que les ouvriers, les révolutionnaires du parti et même les bolcheviks étaient tous inquiets par rapport à ce plan. Ils manquaient d'enthousiasme et pensaient même que la défaite était inévitable. Keep note aussi qu'une insurrection violente, si elle pouvait nuire au prestige du gouvernement, « n'avait aucune chance de le renverser [...] »⁸. V. M. Zenzinov, le dirigeant du parti socialiste révolutionnaire, écrivit plus tard: « au fond du cœur nous étions tous convaincus que la défaite était inéluctable⁹. »

À partir du 10 décembre, l'insurrection violente prit de l'ampleur pendant une semaine. Il y eut des opérations de guérilla, des barricades dans les rues et des tirs embusqués sur les patrouilles de l'armée. Au contraire des incidents d'agitation, de désobéissance et de mutineries précédents, les troupes obéissaient à présent aux ordres. L'historien Hugh Seton-Watson note que « la loyauté de l'armée était à présent assurée¹⁰. »

Les autres villes ne répondirent pas à l'appel de Moscou de se joindre à l'insurrection violente. Le gouvernement perdit pourtant son autorité dans quatre villes importantes, parfois sans opposition, parfois à cause du recours à la violence.

7. J.L. Keep, *The Rise of Social Democracy in Russia*, op. cit., p. 250.

8. *Ibid.*, p. 243.

9. *Ibid.*, p. 250.

10. Hugh Seton-Watson, *The Decline of Imperial Russia, 1855-1914*, Londres, Methuen & Co., 1952, New York, Frederick A. Praeger, 1952, p. 224-225.

Une fois qu'il devint clair que les divers centres de grève et de soulèvements violents n'unifiaient pas la résistance, le gouvernement lança une contre-offensive, destinée en particulier à frapper l'insurrection violente de Moscou. Le 15 décembre, des troupes sûres furent envoyées à Moscou. Les rebelles continuèrent à se battre, alors même qu'il était évident qu'ils ne pouvaient pas gagner. Les hommes qui se rendaient ou étaient capturés les armes à la main étaient fusillés sur place. Le soviét de Moscou reconnut sa défaite et annonça la fin de la grève pour le 19 décembre.

Environ 1 000 civils avaient trouvé la mort, plusieurs milliers furent arrêtés, beaucoup déportés en Sibérie. Malgré la défaite à Moscou, la lutte continua courageusement dans quelques villes, mais pas bien longtemps. Les grèves prirent fin officiellement ou s'érodèrent avec un retour progressif au travail. Les arrestations se généralisèrent, les journaux radicaux furent fermés. Les « jours de liberté » étaient terminés.

Mort de la révolution

La défaite de l'insurrection violente de Moscou eut des conséquences prévisibles. Nevinson écrit que « [l']échec de Moscou tomba comme une catastrophe sur toute la Russie, mettant fin à tout espoir¹¹ ». Même Lénine, pourtant partisan de l'action violente, dut reconnaître le résultat : « En octobre 1905, la Russie était à l'apogée de l'expansion révolutionnaire [...] la période de déclin débuta[nt] avec la défaite de décembre 1905 [...]. La défaite de l'insurrection de décembre marqua le tournant décisif de la lutte. Peu à peu, la contre-révolution passa à l'offensive à mesure que la lutte de masse faiblissait¹². »

La révolution s'éteignit graduellement. Au mieux, l'esprit de lutte subsistait, mais pas la résistance. Certaines formes de lutte nonviolente continuèrent jusqu'en 1906. La chute de l'autocratie tsariste fut cependant reportée jusqu'à la révolution de février 1917, principalement nonviolente – laquelle, comme en 1905, prit par surprise les partis politiques partisans d'une révolution.

11. Henry W. Nevinson, *The Dawn in Russia*, op. cit., p. 198

12. Lénine, « Révolution et contre-révolution », dans Lénine, *Collected Works*, vol. 13, *Juin 1907-avril 1908*, Moscou, Maison d'édition en langues étrangères, 1962. p. 114 et 116.

CHAPITRE 6

Défense contre un coup d'État militaire (Allemagne, 1920)

Conflits d'après-guerre en Allemagne

À la fin de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne eut à souffrir une intense agitation interne. Les ouvriers de gauche se mirent en grève dans les usines de munitions. Les équipages des navires de guerre, conscients que la guerre était perdue, se mutinaient et refusaient de prendre la mer. En novembre 1918, le prince héritier et le kaiser reçurent un ultimatum : abdiquer, ou se trouver confrontés à une grève générale. Le kaiser Guillaume II s'enfuit en Hollande, évitant ainsi la grève, et la république de Weimar fut proclamée. Deux jours plus tard, le 11 novembre, l'armistice était signé et la guerre prenait fin.

Les tensions internes continuaient cependant, menant le pays à un état de guerre civile. En janvier 1919, des mouvements révolutionnaires éclatèrent un peu partout dans le pays. Les ouvriers, mécontents des faibles augmentations promises par le gouvernement provisoire, lancèrent une grève générale à Berlin. Dans d'autres villes, ils formèrent des conseils d'ouvriers et de soldats (les *Räte*), et à Munich ils proclamèrent l'instauration d'une république bavaroise des ouvriers.

La révolution fut réprimée brutalement par des régiments privés, les *freikorps* (corps francs), créés par des officiers de l'ancienne armée allemande et activés par le gouvernement contre les ouvriers. À Berlin, la grève fut écrasée en 10 jours. Deux mois plus tard, Berlin fut à nouveau paralysé par une grève générale pour forcer le gouvernement à accélérer les réformes sociales promises. Cette fois encore, la campagne des ouvriers fut réprimée violemment par les *freikorps*. Les représailles ne tardèrent pas, et environ 1 500 ouvriers furent arrêtés et exécutés dans les semaines qui suivirent.

L'été 1919, la situation intérieure de la république de Weimar était stabilisée et le traité de Versailles mit officiellement fin à la guerre. Ce traité ne tarda cependant pas à susciter de nouveaux problèmes internes, le gouvernement se trouvant cette fois menacé par l'extrême droite. Le projet d'extrader les

Allemands accusés de crimes de guerre suscita une levée de boucliers nationaliste dans tout le pays. La colère de l'armée était exacerbée par la menace de démobilisation d'environ 300 000 soldats et l'incorporation du reste dans une nouvelle Reichswehr beaucoup plus petite.

La situation se compliqua encore en décembre, lorsque les alliés ordonnèrent à des unités de freikorps de se retirer de la Lettonie, où elles étaient postées pour contrer l'avance des Soviétiques dans les pays baltes. Après avoir tenu à distance l'armée rouge à Riga, ils projetaient de rester et d'installer une nouvelle aristocratie de propriétaires terriens allemands qui régnerait sur les Lettons. Contraints de retourner en Allemagne et voyant s'évanouir leurs rêves de conquête et de pillage, ils ressentaient une hostilité extrême envers le gouvernement de la république.

Projets de coup d'État

Des éléments de droite et monarchistes préparaient un coup d'État depuis juillet 1919, avec le soutien des corps francs. Plusieurs généraux de premier plan faisaient partie du complot, dont le général de la vieille garde Walther von Lüttwitz, qui avait joué un rôle important dans la répression des grèves et rébellions révolutionnaires. On y trouvait aussi d'autres personnages-clés, comme le capitaine Waldemar Pabst et le colonel Max Bauer, et un seul civil important, l'ultranationaliste Dr Kapp. Kapp était un bureaucrate provincial assez obscur, l'un des fondateurs de l'ancien Parti de la mère-patrie. Il était pressenti pour le poste de chancelier après le succès du putsch.

La révolte était programmée pour avril 1920. Mais fin février, la Commission de contrôle des Alliés ordonna la démobilisation immédiate de deux unités de corps francs, dont l'une dépendait du capitaine Ehrhardt, un fidèle du général von Lüttwitz. Lüttwitz savait que si la brigade d'Ehrhardt était dissoute, il perdrait l'un des groupes essentiels pour la réussite du putsch. Lorsque les corps francs furent envoyés à Döberitz, tout près de Berlin, avant d'être dissous, Lüttwitz les y rejoignit et leur déclara qu'il ne permettrait pas qu'ils soient démobilisés.

Peu après, Lüttwitz contacta des représentants du parti nationaliste d'extrême droite et du Parti du peuple afin de voir s'ils soutiendraient un coup d'État. Bien que favorables aux objectifs des officiers rebelles, les deux partis affirmèrent que cette action était vouée à l'échec et qu'elle nuirait à leurs propres efforts pour forcer la dissolution de l'Assemblée nationale constituante, appeler à de nouvelles élections puis élire un nouveau Reichstag et un président – ce qui, selon leurs estimations, garantirait la victoire des nationalistes. Le 9 mars, les deux partis présentèrent une motion en ce sens à l'Assemblée, mais elle fut rejetée par une écrasante majorité. Lüttwitz rencontra à nouveau les leaders des partis, pour tenter une dernière fois de les convaincre de soutenir le putsch. Cette fois encore, ils répliquèrent que le moment était mal choisi, et refusèrent d'apporter leur soutien aux conspirateurs.

Cependant, le ministre de la Défense, Gustav Noske, commençait à suspecter qu'un putsch se préparait. Noske, social-démocrate de droite, était considéré comme un allié solide par la plupart des officiers impliqués. L'année précédente, il avait été personnellement responsable du recrutement des corps francs dans les services gouvernementaux, pour combattre les ouvriers en grève et les rebellions de gauche. Les putschistes avaient même envisagé de lui proposer d'être leur futur chancelier. Mais Noske ne croyait pas au putsch, et le 9 mars il ordonna à la brigade d'Ehrhardt de se soustraire au commandement général de Lüttwitz.

Le 10 mars, le général von Lüttwitz rencontra Noske et le président Friedrich Ebert. Lüttwitz leur présenta un ultimatum regroupant toutes les revendications des nationalistes et du Parti du peuple, qui avaient été rejetées par l'Assemblée. Il posa aussi des exigences militaires, y compris l'arrêt des démobilisations et la réintégration de la brigade d'Ehrhardt sous le commandement de Lüttwitz.

Noske et Ebert, considérant ces exigences comme une menace, informèrent le général qu'il devait obéir ou démissionner. Lüttwitz ne fit ni l'un ni l'autre et fut relevé de son commandement dès le lendemain par Noske. Des mandats d'arrêt furent émis contre les autres conspirateurs, dont le D^r Kapp, le colonel Bauer et le capitaine Pabst, mais ils furent tous prévenus par la police et purent s'enfuir.

Pas de défense militaire

Dans la nuit du 12 mars, la brigade d'Ehrhardt se mit en route pour Berlin. Les préparatifs étaient ineptes. Le D^r Kapp ne fut même pas informé que le putsch avait commencé. Ehrhardt envoya à Noske et Ebert un messenger porteur d'un nouvel ultimatum, reprenant les exigences formulées auparavant par Lüttwitz. Noske rejeta immédiatement ce nouvel ultimatum.

Noske convoqua ensuite une réunion d'urgence du cabinet et des chefs militaires restés fidèles. Il les informa qu'Ehrhardt atteindrait Berlin dans la matinée et suggéra que les généraux préparent de suite la défense militaire de la ville. Cette suggestion mit les généraux mal à l'aise. Seuls deux d'entre eux acceptaient l'idée d'employer la troupe pour défendre le gouvernement. Les autres furent d'accord avec le général Hans von Seeckt, qui déclara calmement : « L'armée du Reich ne peut tirer sur l'armée du Reich. »

Les généraux estimaient que rien n'était plus important que l'unité de l'armée. En vertu de quoi la majorité refusa de défendre le gouvernement, tout en refusant de se joindre aux putschistes. Ils se déclarèrent simplement neutres et se mirent en vacances courtes. Les forces de police avaient pour leur part rejoint en masse les kappistes. Berlin se retrouvait donc sans option militaire pour assurer sa défense.

À l'aube du 13 mars, le cabinet Ebert abandonna Berlin sans combattre, pour fuir d'abord à Dresde puis à Stuttgart. Les troupes d'Ehrhardt arrivèrent par la porte de Brandebourg moins d'une heure après leur départ. Wolfgang

Kapp se proclama chancelier du Reich et le général von Luttwitz prit le commandement du ministère de la Défense. Une proclamation annonça la formation d'un « nouveau gouvernement pour l'ordre, la liberté et l'action ». Tout au long de la journée, les troupes d'Ehrhardt furent renforcées par l'arrivée de milliers d'autres mercenaires des corps francs et par des centaines de soldats qui allaient être démobilisés.

Les débuts de la non-coopération

À la chancellerie, on s'aperçut vite que les putschistes n'avaient aucune idée de la manière de gouverner et qu'ils n'avaient absolument rien prévu. Leur nouvelle constitution n'était qu'à moitié prête. Ils ne trouvaient même pas de machine à écrire pour émettre leurs nouvelles proclamations et décrets, parce que les dactylos les avaient mises sous clé. Et surtout, aucun d'eux n'avait réalisé qu'un gouvernement a besoin d'argent pour fonctionner (et, en cas de putsch, pour payer ses soldats). Lorsque Kapp finit par rédiger une demande à la banque nationale pour retirer 10 millions de marks, sa demande fut rejetée. Les fonctionnaires de la banque maintinrent qu'ils ne pouvaient honorer que des demandes signées par « un officiel mandaté », et tous les sous-secrétaires encore en poste refusèrent de signer. Puis le capitaine Ehrhardt rejeta la suggestion de Kapp qui lui demandait d'attaquer la banque nationale avec ses soldats, et les putschistes se retrouvèrent sans finances.

Le 13 mars, dans l'après-midi, dès le premier jour du putsch, de nombreux travailleurs se mirent en grève contre le nouveau régime; leur action reçut le soutien immédiat du Parti social-démocrate, qui publia une proclamation se terminant ainsi :

Travailleurs, camarades ! [...] employez tous les moyens pour empêcher ce retour à une réaction sanglante. Mettez-vous en grève, cessez le travail, étranglez cette dictature militaire, combattez avec n'importe quelle arme pour défendre la république, oubliez toutes vos querelles ! Il n'y a qu'un seul moyen d'éviter le retour de Guillaume II : paralyser la vie économique du pays ! Pas une seule main, pas un seul travailleur ne doit se mettre au service de la dictature militaire. Entrons en grève générale, partout ! Travailleurs, unissez-vous !

Dès le dimanche 14 mars, la grève générale battait son plein. Pour la première fois, elle réunissait les partis centristes et les socialistes indépendants de gauche. Les officiels se mirent en grève ou refusèrent de diriger des ministères dépendant de Kapp, qui ne parvint pas à obtenir la coopération des fonctionnaires. Le parti nationaliste de droite et le Parti du peuple, de leur côté, ne firent rien pour aider les putschistes.

1. S. William Halperin, *Germany Tried Democracy: A Political History of the Reich from 1918 to 1933*, New York, Thomas Y. Crowell Co., 1946 p. 178; et Wilfred Harris Crook, *The General Strike: A Study of Labor's Tragic Weapon in Theory and Practice*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1931, p. 513.

Une résistance intraitable

La grève s'étendit à tout le pays. Berlin était paralysé. Hôtels et restaurants fermèrent, les usines aussi. L'électricité fut coupée, les centrales électriques désertées. Trams et bus stoppèrent. Aucun journal ne parut. Le 15 mars, Kapp, en désespoir de cause, émit un décret stipulant que tout piquet de grève serait abattu sur place. Cependant, lorsqu'un peu plus tard ce jour-là le général von der Goltz en donna l'ordre exprès aux troupes, le général von Lüttwitz émit un contre-ordre, à la consternation de nombreux corps francs, qui pensaient pouvoir résoudre la situation de manière violente, comme pour les grèves précédentes.

Kapp tenta alors d'entamer des négociations avec le gouvernement légal à Stuttgart, lequel, conscient de la vulnérabilité de Kapp, rejeta toute offre de compromis. Certains généraux de premier plan de l'armée allemande déclarèrent qu'ils restaient ou redevenaient loyaux envers le gouvernement Ebert. Les dirigeants du parti nationaliste et du Parti du peuple, inquiets de la tournure des événements, commencèrent à presser Kapp d'abandonner la partie. Dans les quartiers de Berlin sans présence militaire importante, les ouvriers en grève mirent en place des conseils révolutionnaires (les *Räte*). Dans la nuit du 15 mars, on apprit à Berlin qu'il y avait eu des affrontements violents à Francfort et que la région industrielle de la Ruhr était complètement paralysée. Même au sein de l'armée, les conservateurs devenaient hostiles au putsch, non pas pour défendre l'ancien gouvernement, mais pour éviter une révolution.

Le 16 mars, Schiffer, vice-chancelier du gouvernement constitutionnel, rencontra à Berlin les dirigeants des principaux partis politiques représentés dans le gouvernement de coalition. Ils s'empressèrent de promettre d'accéder aux exigences de l'extrême droite que l'Assemblée avait rejetée, à savoir : fixer une date pour de nouvelles élections, garantir que le président serait élu par un vote populaire, et réorganiser le cabinet. Ce soir-là, à Berlin, une unité de génie des gardes se mutina, arrêta ses officiers et déclara qu'elle soutenait le gouvernement constitutionnel. Le lendemain, la police de sécurité, neutre auparavant, exigea la démission de Kapp.

Le putsch s'effondre

Le 17 mars 1920, une centaine d'heures après le début du putsch, Kapp répondit à l'action de Schiffer en annonçant que, puisque le gouvernement Ebert avait « décidé d'accepter les revendications politiques fondamentales dont le rejet avait entraîné le 13 mars la mise en place du gouvernement Kapp, [il] estime que sa mission est accomplie et démissionne² ». Kapp remit le pouvoir exécutif entre les mains de Lüttwitz, qui n'était toujours pas prêt à abandonner la partie. Mais le gouvernement légitime, qui s'était réfugié à Stuttgart, refusa

2. S. William Halperin, *Germany Tried Democracy*, op. cit., p. 181.

tout contact avec Lüttwitz. Dans l'après-midi, les principaux commandants militaires se réunirent pour discuter de la situation, convinrent que le putsch avait échoué et qu'il devait prendre fin sur-le-champ. Ils demandèrent à Lüttwitz de présenter sa démission, et à 18 heures celui-ci prit le chemin de l'exil dans le sillage de Kapp. Le gouvernement constitutionnel se déclara vainqueur, et dès la fin de la semaine les derniers soldats des corps francs avaient quitté Berlin, non sans avoir d'abord pointé leurs mitraillettes sur les civils qui huaient les troupes quittant la ville.

La grève générale se poursuivit pourtant pendant plusieurs jours, même après le retour du gouvernement Ebert, dans l'espoir d'obtenir de nouvelles concessions pour les syndicats de travailleurs et la classe ouvrière. Ces concessions furent promises mais jamais accordées. La grève prit officiellement fin le 22 mars 1920, jour où le président Ebert reçut la démission du ministre de la Défense Noske, remplacé par Otto Gessler, lequel tomba sans tarder sous l'influence des militaires, qui étaient devenus le pouvoir prédominant au cœur de l'État.

Bien que les syndicats et les socialistes indépendants aient mit fin à la grève, les communistes insistaient pour continuer la grève générale. Les ouvriers reprirent le travail à Berlin le 23 mars malgré la forte opposition des communistes.

Dans la Ruhr industrielle, certains groupes de gauche visant une révolution sociale formèrent une armée rouge qui prit le contrôle de quelques villes et mena plusieurs combats sanglants contre l'armée allemande avant d'être écrasée brutalement début avril.

De nombreux facteurs permirent à la grève de mettre en échec le putsch de Kapp. L'appel à la grève fut entendu non seulement par les ouvriers, mais aussi par les fonctionnaires gouvernementaux et la classe moyenne. Des centaines de personnes trouvèrent la mort lors du putsch.

L'historien allemand Erich Eyck écrit : « Le putsch fut vaincu par deux formes principales de résistance : la grève générale des travailleurs et le refus des hauts-fonctionnaires de collaborer avec leurs maîtres rebelles³. »

La grève avait de plus le soutien de presque tous les partis et tendances politiques, de l'extrême gauche à l'extrême droite. Un autre facteur crucial fut le refus de certains éléments influents de l'armée de collaborer avec Kapp, même s'ils ne firent rien de concret contre lui.

Le lieutenant-colonel D.J. Goodspeed, qui fait autorité sur les coups d'État, note que pour qu'un putsch réussisse les conspirateurs doivent prendre le contrôle des rouages du gouvernement, mais aussi « obtenir le minimum de consentement nécessaire pour leur propre administration⁴ ». Dans le cas du

3. Erik Eyck, *A History of the Weimar Republic*, vol. 1, Cambridge, Harvard University Press, 1962, p. 151.

4. Donald James Goodspeed, *The Conspirators: A Study of the Coup d'État*, New York, The Viking Press, 1961, p. 211-213.

putsch de 1920, la grève générale sans faille de la population – renforcée par la non-coopération des fonctionnaires et le refus d'éléments importants de l'armée de prendre part au putsch – ne permit pas aux kappistes d'obtenir ce consentement. Le coup d'État s'effondra en seulement quatre jours et la république fut sauvée.

La campagne d'indépendance indienne (1930-1931)

L'Inde lutte pour son indépendance

En décembre 1928, le Congrès national indien, le plus grand parti politique nationaliste, se réunit à Calcutta. Certains des jeunes leaders indépendantistes, dont Subas Chandra Bose et Jawaharlal Nehru, voulaient que le Congrès déclare l'indépendance des Indes britanniques, suivie d'une guerre violente de libération. Mohandas Gandhi préférait donner deux ans de préavis aux Britanniques avant de déclarer l'indépendance, qu'il voulait obtenir par une campagne nonviolente. Gandhi estimait que l'Inde n'était pas encore prête à mener une campagne efficace. Cédant à la pression, il accepta de donner un préavis d'un an qui prendrait fin le 31 décembre 1929. Il déclara que « l'Angleterre ne fera aucune réelle démarche pour répondre aux aspirations de l'Inde tant qu'elle n'y est pas forcée¹ ».

L'année 1929 vit une montée en puissance du harcèlement des indépendantistes indiens par les Britanniques, qui fouillaient bureaux et domiciles, supprimaient des publications, arrêtaient et condamnaient des gens à de longues peines, interdisaient des livres. Gandhi encouragea un travail social et d'autonomie économique, un « programme constructif » pour renforcer la société indienne. Le Congrès se réorganisa, et ses membres demandèrent à passer aux actes, réclamant Gandhi à leur tête. Fin octobre 1929, Lord Irwin, le vice-roi, évoqua la possibilité d'une conférence de la table ronde et d'un statut de protectorat pour l'Inde, qui serait autonome dans l'empire. Une réponse conciliatrice de dirigeants indiens, de certains membres du Congrès et de quelques libéraux entraîna une protestation d'autres Indiens, dont le jeune Jawaharlal Nehru, alors président du Congrès national indien.

1. Gene Sharp, *Gandhi Wields the Weapon of Moral Power*, Ahmedabad, Navajivan, 1957, p. 41.

Le 23 décembre 1929 au matin, un attentat visa le train de Lord Irwin près de la gare de New Delhi. Le Congrès condamna l'attaque².

Générer assez de puissance pour mettre fin à l'Empire

Cet après-midi-là, le vice-roi reçut cinq dirigeants du Congrès national indien, dont Gandhi, mais refusa de leur garantir qu'une conférence de la table ronde déboucherait sur une constitution accordant le statut de protectorat autonome à l'Inde. Lors de la conférence du Congrès national indien à Lahore, le 31 décembre, Gandhi présenta une motion déclarant que le Congrès avait pour but l'indépendance complète de l'Inde. Malgré les désaccords, des résolutions prônant l'indépendance et une campagne de désobéissance civile furent passées le 31 décembre 1929, avec le soutien de Gandhi. La résolution approuvant la lutte nonviolente appelait à une campagne de boycott des élections, à la démission des membres du Congrès de leurs postes de députés et de membres des comités gouvernementaux, à l'élaboration d'un projet constructif et à un programme de désobéissance civile, dont le refus de payer l'impôt. Le Comité du Congrès pour toute l'Inde fut investi de l'autorité de planifier cette campagne, ce qui signifiait que Gandhi serait de fait responsable de cette planification.

Fin janvier 1930, Gandhi écrivait : « Les citoyens britanniques doivent comprendre que l'empire arrive à son terme. Ils ne le comprendront pas tant que nous, en Inde, n'aurons pas généré assez de puissance interne pour imposer notre volonté³. » Gandhi estimait que le seul moyen de persuader les indépendantistes d'abandonner la voie de la violence était d'appliquer un programme de lutte nonviolente.

Le 26 janvier, de grandes réunions publiques eurent lieu dans toute l'Inde, votant une résolution pour l'indépendance complète rédigée par Gandhi et entérinée par le comité de travail du Congrès national indien. La résolution condamnait le régime britannique mais rejetait la violence comme moyen d'accéder à l'indépendance. Le Congrès choisit de recourir à la non-coopération et à la désobéissance civile pour gagner la liberté. Les Britanniques poursuivaient leurs arrestations et emprisonnements.

Gandhi cherchait à identifier des symboles spécifiques de l'oppression britannique, contre lesquels les Indiens pourraient concentrer leur action de non-coopération et de désobéissance civile. Gandhi constata que le monopole britannique et la taxe sur le sel offraient un bon exemple de l'oppression impériale, une taxe que même le premier ministre britannique Ramsey MacDonald avait critiquée.

Le Comité du Congrès pour toute l'Inde, à la demande de Gandhi, convint que la désobéissance civile devrait être organisée et contrôlée par ceux qui

2. Sarvepalli Gopal, *The Viceroyalty of Lord Irwin 1926-1931*, Londres, Oxford University Press, 1957, p. 52-53.

3. Gene Sharp, *Gandhi Wields the Weapon of Moral Power*, op. cit., p. 52.

croyaient en la non-violence de principe. Ils élaborèrent un programme de résistance par divers groupes de population, préconisant la non-coopération et la désobéissance. Des remplaçants étaient prévus en cas d'arrestation des résistants.

Gandhi cherchait à rendre l'indépendance concrète en identifiant 11 revendications précises, dont l'abolition de l'impôt sur le sel et la libération des prisonniers politiques.

Montrer à l'Inde sa puissance

Le 2 mars 1930, Gandhi écrivit au vice-roi, Lord Irwin, l'engageant à faire des concessions qui éviteraient le recours à la désobéissance civile. La lettre énumérait les griefs des Indiens et déclarait que « l'Inde doit en conséquence développer assez de force pour se libérer de cette étreinte mortifère ». Gandhi affirmait qu'il mènerait donc une campagne de désobéissance civile. Lorsque le secrétaire du vice-roi répondit par une missive négligente, Gandhi écrivit que « la nation anglaise ne réagit qu'à la force⁴ ».

On diffusa des directives de désobéissance civile, tout en cherchant des appuis. Les directives concernaient le comportement des individus, prisonniers et groupes, et donnaient des instructions pour les conflits collectifs. L'objectif de la lutte nonviolente était de montrer à l'Inde le pouvoir latent de la nation.

Le 12 mars, Gandhi entama une marche de 26 jours depuis son ashram – centre résidentiel de pratique spirituelle et de service social – près d'Ahmedabad. La destination était la plage de Dandi, où il avait l'intention de récolter du sel de mer, contrevenant ainsi à la loi britannique sur le sel. Gandhi déclara : « Notre bataille est nonviolente. » Des milliers de personnes assistaient à la marche et un grand nombre s'y joignirent. Les Britanniques interdirent tout discours nationaliste pour un mois à partir du 7 mai. On recommanda aux fonctionnaires indiens travaillant pour le gouvernement britannique de démissionner. Gandhi se moqua des Britanniques, suggérant qu'ils n'osaient pas l'arrêter.

Pendant cette marche de plus de 300 km, de nombreux gestes de préparation, de protestation et de défiance se produisirent dans toute l'Inde. Même les collégiens manifestaient. On hissait le drapeau national. Le maire de Calcutta fut arrêté pour avoir tenu un discours séditieux à Rangoon. Les leaders nonviolents tinrent un conseil de guerre à Poona. Des comités provinciaux furent créés pour diriger la désobéissance civile. Jawaharlal Nehru, qui peu avant prônait la violence, fit une brève déclaration s'engageant à une discipline nonviolente.

Les législateurs nationalistes indiens démissionnaient de leurs postes. On planifia une désobéissance civile massive à la loi sur le sel pour le 6 avril, lorsque Gandhi lancerait l'action de défiance.

4. *Ibid.*, p. 67.

Le 5 avril, Gandhi atteignit la plage isolée de Dandi, dans le golfe de Cambay. Au matin du 6 avril, il quitta le bungalow pour rencontrer 4 000 de ses partisans qui arrivaient ; il passa une heure à prier en silence et à chanter des chants nationalistes. Après un petit bain de mer, il ramassa à la main du sel et de l'eau de mer, tandis que 82 volontaires équipés de pelles récoltaient du sel dans les dépôts alentour et l'emportaient dans des sacs. La loi sur le sel était bafouée.

Défiance généralisée

La lutte nonviolente gagna toute l'Inde. Sur toutes les côtes, les villageois récoltaient du sel en toute illégalité. Il y eut des rassemblements de masse et de gigantesques défilés. Les étudiants quittaient les écoles publiques. Les boutiques d'alcool étaient bloquées. Le sel « illégal » était vendu ouvertement dans la rue. Des boycotts sociaux visèrent les Indiens travaillant pour les Britanniques. La réaction ne se fit pas attendre : les Indiens produisant du sel illégalement étaient roués de coups, des dirigeants du Congrès national indien furent incarcérés. Malgré les arrestations en masse, de nouveaux leaders venaient remplacer ceux qu'on arrêtait. Dans certaines régions, la défiance était si répandue que la loi sur le sel semblait ne plus exister.

La police semblait parfois provoquer la violence par sa brutalité, mais la discipline nonviolente fut en général respectée. Il y eut des manifestations de masse dans de nombreuses villes. Beaucoup d'hommes d'affaires soutenaient la lutte. Dans certaines régions, les gens refusèrent de payer l'impôt foncier.

À Peshawar, ville de la province de la frontière nord-ouest, une région habituellement violente, des leaders musulmans de la lutte nonviolente furent arrêtés. Des soldats anglais ouvrirent le feu sur des foules de manifestants. Khan Abdul Ghaffar Khan, le « Gandhi musulman de la frontière », fut arrêté avec ses camarades de travail. La loi martiale fut proclamée. Deux pelotons des fusiliers royaux du Garwhal ayant refusé d'entrer à Peshawar pour participer au maintien de l'ordre britannique, le gouverneur anglais ordonna dans la nuit du 24 avril 1930 le retrait de toutes les troupes. Les Anglais n'exerçaient donc plus qu'un contrôle symbolique sur la ville jusqu'à ce que des troupes disposant d'un soutien aérien pénètrent en ville à l'aube du 4 mai⁵. La censure fut renforcée dans toute l'Inde.

Gandhi écrivit une seconde lettre au vice-roi pour l'informer de son intention de marcher jusqu'à un dépôt de sel gouvernemental à Dharasana, afin d'en revendiquer la propriété. La lutte entraînait dans sa cinquième semaine. Dans la nuit du 4 au 5 mai, Gandhi fut arrêté par une trentaine de policiers indiens sous commandement britannique. Cette nouvelle suscita des manifestations spontanées de sympathie, des rassemblements de masse, de courtes grèves (*hartals*), des protestations internationales et d'immenses défilés.

5. Gopal, *The Viceroyalty of Lord Irwin 1926-1931*, p. 69.

La police répliqua en abattant 27 personnes et en interdisant tout rassemblement de plus de cinq participants dans certains lieux. Ceux qui s'exprimaient en public étaient arrêtés pour sédition, une censure stricte fut imposée, les journaux supprimés, et les organisations du Congrès déclarées illégales.

Le raid sur le dépôt de sel de Dharasana fut mené par de nouveaux leaders et volontaires. Près de 2 500 résistants disciplinés, menés par la célèbre poétesse Sarojini Naidu, vinrent réclamer le sel; ils furent brutalement repoussés, jour après jour, à coups de *lathi* (bâtons de bambou cerclés d'acier) sur la tête. Les volontaires marchaient parfois par groupe de 25, s'asseyant pour attendre d'être frappés. Beaucoup étaient soignés dans un hôpital de campagne improvisé. Certains policiers indiens hésitaient à frapper leurs concitoyens.

Il y eut des incidents violents dans huit villes. Le cas le plus grave se produisit à Solapur, où la foule réagit aux provocations par des jets de pierre, tuant un soldat.

Les boycotts et la désobéissance civile s'intensifient

Le mouvement de boycott continuait. Certains villages mirent en place des tribunaux locaux, distincts des tribunaux britanniques. Des résistants arrêtés refusaient de payer leurs amendes. Au dépôt de Sankiatta, à Karantak, de 10 à 15 000 personnes firent des raids et s'emparèrent de milliers de blocs de sel. Au Maharastra, le dépôt de sel de Shiroda fut investi par deux groupes de 75 volontaires, dont 90 furent arrêtés. D'autres raids eurent lieu près de Bombay et ailleurs, saisissant des tonnes de sel, et furent suivis de centaines d'arrestations.

Le 3 juin 1930, à Bombay, une procession de musulmans s'étirant sur plus d'un kilomètre défila en solidarité avec le mouvement de désobéissance civile. Après le défilé, la foule passa une résolution pour soutenir la campagne et boycotter les tissus anglais. Des écrits interdits étaient lus en public, défiant les nouvelles restrictions. Des femmes hindoues et sikhes, vêtues de la robe orange du sacrifice face à la police montée de Bombay, furent parmi les plus courageux des volontaires nonviolents de ce conflit. La police montée frappa beaucoup d'hommes à terre.

Le 27 juin, le Comité de travail de toute l'Inde appela la population à étendre la campagne de résistance, ajoutant de nouveaux produits anglais au boycott des tissus étrangers. Le Comité lança aussi un boycott social contre les responsables d'atrocités, appela les étudiants à quitter leurs écoles, recommanda de convertir le papier-monnaie en or et demanda à toutes les organisations du Congrès de poursuivre leurs activités. Il saluait aussi l'importance du rôle que prenaient les femmes dans la campagne.

À Bombay, un jeune homme fut écrasé par un camion devant lequel il s'était couché pour stopper l'arrivée de tissu étranger. Quelques jours plus tard une procession de 30 000 hommes, femmes et enfants s'assit dans la rue après avoir été stoppée par la police. On leur apporta de la nourriture, de l'eau et des couvertures, ainsi qu'à certains policiers. Les participants restèrent assis des

heures sous la pluie, jusqu'à ce que la police abandonne, et la procession prit fin à minuit par une marche triomphale.

L'action de masse : « dangereusement subversive »

Le 9 juillet 1930, le vice-roi, Lord Irwin, fit un discours important à New Delhi devant les deux Chambres de l'Assemblée législative. Il condamna la rébellion nonviolente en ces termes :

Selon moi et selon mon gouvernement, il s'agit d'une tentative délibérée de contraindre l'autorité établie par une action de masse ; pour cette raison, et aussi à cause de ses développements naturels inévitables, nous devons la considérer comme anticonstitutionnelle et dangereusement subversive. L'action de masse, même si ses partisans la veulent nonviolente, n'est rien d'autre que l'application de la force sous une autre forme, et lorsque son but avoué est de paralyser un gouvernement, ce gouvernement doit résister ou abdiquer [...]. Tant que le mouvement de désobéissance civile persistera, nous devons le combattre de toutes nos forces⁶.

Juin et juillet virent de timides avancées vers une négociation. Gandhi déclara qu'aucun plan constitutionnel n'était acceptable s'il ne comportait pas une clause sur le droit de faire sécession d'avec l'empire, et une autre donnant à l'Inde le droit et le pouvoir d'agir sur les 11 points de discorde qu'il avait présentés au début de la campagne.

Rajendra Prasad, l'un des leaders du Congrès, et futur président de l'Inde, déclara que face à la répression chaque maison devait se transformer en bureau du Congrès, et chaque personne en une organisation du Congrès.

Le Comité de travail du Congrès se réunit à Bombay du 30 juillet au premier août, sous la direction de son président en exercice Vallabhabhai Patel. Le Congrès félicita le peuple pour ses avancées et son calme, tout en rappelant l'importance de respecter une discipline nonviolente rigoureuse. Le comité de travail donna à toutes les organisations du Congrès des directives pour appliquer les 14 points d'un programme de boycott, désobéissance, création d'institutions alternatives, résistance économique et soutien aux produits indiens.

Des journées spéciales furent observées, parfois chaque mois, dans le but d'honorer Gandhi et les prisonniers politiques, et pour arborer le drapeau national. Les prisons débordaient, de nouveaux camps de détention furent mis en place. Les gens saluaient le drapeau national indien, qui commençait à être déployé sur des bâtiments publics. Des prisonniers défiaient les règlements, d'autres désobéissaient à leurs assignations à résidence surveillée. Il y eut des tentatives pour occuper les locaux du Congrès qui avaient été fermés. Les conditions en prison étaient souvent terribles, avec châtiments corporels et tortures. Les Britanniques saisirent des biens – terres, maisons, biens mobiliers

6. Sarvepalli Gopal, *The Viceroyalty of Lord Irwin 1926-1931*, op. cit., p. 168.

– pour des sommes totalement hors de proportion avec le montant des impôts que les gens avaient refusé de payer.

Rassemblements nationalistes, mutineries et répression

Le 14 août 1930, les membres du Comité de travail emprisonnés furent amenés à une rencontre avec Gandhi, toujours emprisonné. Le gouvernement espérait parvenir à un accord. Mais, malgré un échange de courriers avec le vice-roi, il devint évident dès la fin août que les négociations avaient échoué.

Les membres de deux comités d'enquête sur les abus policiers au Gujarat furent arrêtés. De nombreuses photos des dirigeants nationalistes étaient vendues et affichées. En octobre, Jawaharlal Nehru fut libéré de prison et arrêté à nouveau une semaine plus tard, puis condamné à deux ans de prison supplémentaires. De nouveaux décrets répressifs interdirent à la population, sous peine de six mois d'emprisonnement, de protester en fermant les commerces, en entonnant des chants nationalistes, en déployant le drapeau national ou en incitant au boycott des tissus et alcools étrangers.

Le secrétaire d'État pour l'Inde déclara à la Chambre des communes à Londres que le boycott indien était directement responsable du déclin de 18 % de l'économie britannique en commerce mondial.

Les Indiens organisèrent un boycott du recensement prévu par les Anglais. La vente du sel illégal continuait. Plusieurs personnes, en général des prisonniers politiques, entamèrent des grèves de la faim prolongées. Les mouvements anti-impôts se généralisèrent.

Les soldats garhwali qui avaient refusé d'entrer dans Peshawar furent traduits en cour martiale et condamnés à des peines de 10 à 14 ans de prison.

Les maisons des personnes qui quittaient une région à cause de la répression étaient cambriolées et pillées par ceux qui s'opposaient à la lutte de résistance. Certaines furent incendiées.

Devant la répression extrême au Gujarat, 80 000 personnes passèrent la frontière pour aller se réfugier dans l'État indien de Baroda, que les Anglais ne contrôlaient pas. Dans le reste du pays, la répression violente et les arrestations continuaient, des groupes étaient déclarés illégaux.

En Angleterre, le journal influent *Manchester Guardian* affirma le 12 janvier 1931 que les violences et les exécutions avaient contribué à discréditer le gouvernement britannique à un moment crucial.

Libération de prisonniers

Les membres du Comité de travail du Congrès national indien qui n'étaient pas encore en prison se réunirent. Le 25 janvier 1931, Lord Irwin déclara que le Comité de travail devenait légal et le lendemain, jour de l'indépendance, libéra sans conditions Gandhi ainsi que tous les prisonniers politiques et leurs épouses. Le 31 janvier, le Comité de travail décida que la désobéissance civile continuerait jusqu'à nouvel ordre, que les piquets de grève et les boycotts se

poursuivraient indéfiniment, ainsi que la récolte et la vente illégales de sel. Le 6 février, des instructions confidentielles stipulèrent que le mouvement devait continuer, mais sans organiser de nouvelles campagnes ou créer de nouvelles situations.

Plusieurs provinces subirent de grosses pertes de revenus. Manifestations et répression continuaient. D'autres organisations du Congrès furent déclarées illégales.

L'accord négocié

Gandhi écrivit au vice-roi et obtint une audience, le 17 février 1931. Winston Churchill se dit révolté par « le spectacle écœurant et humiliant » de Gandhi négociant « sur un pied d'égalité avec le représentant du roi-empereur⁷ ». Le mouvement indien avait prouvé que si l'Inde refusait de coopérer, le Royaume-Uni ne pouvait continuer à l'administrer comme auparavant. Les discussions durèrent trois jours.

Les négociations reprirent le 27 février. Après consultations et débats au sein du Comité de travail et quelques modifications à la proposition du gouvernement, le pacte Gandhi-Irwin, connu également sous le nom d'accord de Delhi, fut enfin signé. Le texte fut publié le 5 mars dans le journal officiel, la *Gazette of India Extraordinary*. Cela fut considéré comme une trêve temporaire. L'indépendance politique restait à venir.

Entre le 12 mars 1930 et le 5 mars 1931, 100 000 Indiens avaient été mis en prison, en camps de détention, et dans des maisons d'arrêt improvisées. Au moins 17 000 de ces détenus étaient des femmes.

Les nationalistes avaient obtenu des concessions, mais les termes réels favorisaient plus le gouvernement que les nationalistes. Le Congrès participerait à de futurs débats sur le statut de l'Inde. La désobéissance civile prendrait fin ainsi que le boycott des produits britanniques; les piquets de grève pouvaient continuer à condition de ne pas faire obstruction. On n'insisterait pas pour enquêter sur les abus policiers, et certaines mesures restrictives seraient levées. Le gouvernement ne stopperait pas ses poursuites contre les policiers ou soldats qui avaient désobéi aux ordres, et ceux qui étaient déjà condamnés ne seraient pas amnistiés. Quelques amendes et biens saisis seraient restitués. Certains fonctionnaires qui avaient démissionné seraient réintégrés. Il n'y avait pas de modification significative de la loi sur le sel, mais il devenait légal d'en récolter et d'en vendre au niveau local. Si le Congrès ne respectait pas l'accord, le gouvernement prendrait les dispositions qu'il estimerait nécessaires.

Ces termes étaient loin de représenter une victoire pour le Congrès national indien, et certains historiens estiment que Gandhi aurait dû exiger des concessions en rapport avec le pouvoir déployé par les Indiens. Gandhi considérait quant à lui que le plus important était que cette lutte avait généré

7. *Ibid.*, p. 206.

une telle force chez les Indiens qu'on ne pourrait leur refuser longtemps l'indépendance. Il estimait aussi qu'en étant obligé de participer à des négociations directes avec les rebelles nonviolents, le gouvernement britannique avait reconnu l'Inde comme un égal dont les représentants étaient des interlocuteurs à part entière.

Jawaharlal Nehru, futur premier ministre de l'Inde indépendante, n'adhérait pas à l'éthique de la non-violence, ni à la philosophie de Gandhi ou à ses habituelles justifications religieuses. Il devint pourtant, comme beaucoup d'autres Indiens, un partisan de la « stratégie générale » nonviolente de Gandhi pour obtenir que les Britanniques se retirent de l'Inde. Il passa des années en prison au cours de cette lutte. Nehru écrit dans son autobiographie :

Nous avons accepté cette méthode ; le Congrès, convaincu de son efficacité, l'avait adoptée. Gandhiji⁸ l'avait présentée au pays non seulement comme la bonne méthode, mais comme la plus efficace pour notre objectif. En dépit de son intitulé négatif, c'était une méthode dynamique, tout à l'opposé de l'humble soumission à la volonté d'un tyran. Ce n'était pas le refuge d'un lâche face à l'action, mais la défiance d'un homme courageux face au mal et à la sujétion de la nation⁹.

La lutte pour l'indépendance de l'Inde ne prit pas fin en 1931. Il devint pourtant clair pour tous, dans les années difficiles qui suivirent, que l'avenir du pays serait déterminé en fin de compte par la volonté des Indiens. L'Inde et le Pakistan finirent par obtenir leur indépendance le 5 août 1947.

8. Le suffixe *-ji* marque le respect affectueux [NdT].

9. Jawaharlal Nehru, *Toward Freedom*, Boston, Beacon Press, 1961, p. 80.

CHAPITRE 8

Le mouvement pachtoun de la Frontière du nord-ouest de l'Inde (1930-1934)

*Mohammad Raqib*¹

Le territoire des Pachtouns

Après une histoire violente et tumultueuse, les Pachtouns² de la province de la Frontière du nord-ouest des Indes britanniques adoptèrent la lutte nonviolente pour résister à l'oppression et obtenir la libération de leur patrie, au cours de la lutte pour l'indépendance de l'Inde. Les Pachtouns, musulmans établis principalement en Afghanistan et dans la zone frontalière nord-ouest du sous-continent indo-pakistanaï, ont souvent été décrits comme un peuple brutal, arriéré et tribal.

Lorsque les Anglais annexèrent cette région en 1848³, ils la divisèrent en deux parties : les districts sédentarisés, sous contrôle strict du gouvernement, et la zone tribale gérée par le conseil tribal (la *Jirga*), où les gens vivaient selon leur mode de vie traditionnel avec moins d'interférence extérieure. Par la suite, menacés par le rapprochement entre l'Inde et la Russie et par les troubles internes dans cette région frontalière, les Britanniques tracèrent en 1893 la ligne Durand⁴ pour soustraire leur empire à l'influence russe. Les districts sédentarisés furent placés sous l'autorité administrative du gouverneur du Pendjab, tandis que les zones tribales restaient semi-indépendantes.

Administration et répression britannique

En 1902, le vice-roi britannique, Lord Curzon, regroupa les districts sédentarisés et les zones tribales en une seule entité administrative, la province de la Frontière du nord-ouest, pour tenter de contrer les pressions internes et

1. Jamila Raqib a contribué à ce chapitre.

2. Appelés aussi *Pashtuns* ou *Pathans*.

3. Les Pashtouns appellent cette région le *Pashtounistan*, ou *pays des Pashtouns*.

4. La frontière entre l'Afghanistan et l'Inde britannique.

externes sur la frontière. Il appliqua une série de mesures destinées à supprimer et contrer les actions antigouvernementales qui s'y produisaient. Le décret des crimes de la Frontière fut promulgué, un ensemble de lois considérées comme répressives et iniques pour contrer les activités antigouvernementales dans les districts sédentarisés. La police fut autorisée à détruire les bâtiments utilisés par les éléments antibritanniques. On lui donna aussi le droit d'infliger des sanctions collectives pour punir des familles, des villages, voire l'ensemble d'une communauté en châtement pour les actes d'une seule personne. On adopta aussi le « décret de tranquillité », afin de contrôler strictement le droit de la population à se rassembler. Les Britanniques construisirent à grands frais des routes et des voies ferrées pour assurer la mobilité de leur armée puissante et ainsi contrôler la Frontière.

Le gouvernement prit des mesures drastiques pour contrer l'introduction d'idées politiques malvenues, tout en accordant des faveurs aux leaders religieux et autres qui aidaient à propager une image positive des Britanniques au sein de la population. Le déploiement d'un important contingent militaire et policier dans la province frontalière constituait un fardeau insupportable pour les districts sédentarisés, car les zones tribales ne payaient pas d'impôts. L'essentiel du budget de la province étant consacré au financement des énormes projets militaires, policiers et autres, les secteurs du social, de l'éducation et de la santé étaient négligés. En 1911, seulement 25 hommes sur 1 000 savaient lire, et bien moins de femmes.

Cet état de choses servait les intérêts des autorités coloniales, qui paralysaient intentionnellement l'essor politique de la province. Les réformes politiques, sociales et économiques que les Britanniques appliquaient dans les autres provinces de l'Inde ne s'appliquaient pas dans la province de la Frontière.

Les débuts de l'action de Ghaffar Khan

Khan Abdul Ghaffar Khan, fils d'un propriétaire terrien respecté dans un village proche de Peshawar, entama en 1912 une mission de réformateur. Il créa des écoles dans les districts de Mardan et de Peshawar, cherchant à instruire les villageois et à les préparer à comprendre les réformes qu'il envisageait. Le mouvement éducatif qu'il avait lancé ne tarda pas à s'étendre à toute la province. Les autorités britanniques prirent ombrage de ces activités et enjoignirent à plusieurs reprises à Ghaffar Khan de cesser ce travail, poussant même sa famille à tenter de le stopper. Il poursuivit cependant et fut arrêté en 1919, avec son père de 95 ans – relâché trois mois plus tard – et d'autres membres de sa famille. Après six mois de prison, Ghaffar Khan fut libéré et reçut un accueil chaleureux de la population.

Dès sa libération, Ghaffar Khan rejoignit le mouvement Khalifat, qui avait lancé une vague de protestation musulmane contre le comportement des Britanniques en Turquie après la Première Guerre mondiale avant de devenir

un instrument populaire de résistance aux Britanniques, avec une participation hindoue⁵.

Ghaffar Khan retourna bientôt à la Frontière du nord-ouest pour reprendre son travail. À son arrivée, il fonda l'organisation Anjuman-Islah-e-Afaghina (Société afghane pour la réforme) afin d'améliorer l'éducation et d'accélérer les réformes dans la province. L'organisation grandit rapidement, se ramifiant dans toute la province. Ghaffar Khan se rendait souvent à pied dans les villages pour instruire la population rurale. Ses réformes concernaient les problèmes sociaux de la province. Il incitait son peuple à s'impliquer dans d'autres activités en plus de l'agriculture. Pour donner l'exemple, Ghaffar Khan ouvrit une boutique avec intérêt aux bénéfiques dans son village d'origine. L'idée était de convaincre les Pachtouns de vivre de manière pacifique et productive, sans dépendre de l'occupant britannique.

Emprisonnement et persistance

Le gouvernement n'appréciait guère le travail de Ghaffar Khan, et Sir John Maffy, l'administrateur de la province de la Frontière du nord-ouest (la NWFP), lui enjoignit de cesser ses activités sous peine d'en subir les conséquences. Ghaffar Khan ignore cet avertissement et se remit à la tâche avec encore plus de vigueur. En 1921, avant d'être arrêté à nouveau et condamné à trois ans de détention dans l'une des prisons indiennes les plus notoires, il avait fait le tour de tous les villages de la province et atteint son objectif de propager ses idées dans les villages des environs de Peshawar.

La libération de Ghaffar Khan en 1924 donna lieu à un immense rassemblement dans son village natal. L'assemblée, réunissant des volontaires connus et des milliers de personnes venant de tous les districts de la province, décida de lancer un mouvement populaire fort. Les participants à cette assemblée lui décernèrent le titre de *Fakhr-i-Afghan* («fierté des Afghans»), en reconnaissance de ses sacrifices.

Une nouvelle stratégie de lutte

De retour de la grande conférence de La Mecque en 1926⁶, Ghaffar Khan adopta une nouvelle stratégie. Il fonda, avec le soutien de ses amis, le Pashtun Jirga

5. Mukulika Banerjee, *The Pathan Unarmed*, Oxford/Karachi, Oxford University Press, 2000, p. 49. En 1920, Abdul Ghaffar Khan prit part à la *fuite du khalifat* vers l'Afghanistan, où il rencontra le roi afghan Amanullah Khan.

6. La conférence fut organisée par le roi d'Arabie saoudite, sultan Ibn Saud, pendant le hadj pour débattre des problèmes des nations musulmanes. Il discuta avec les délégations de nombreux pays, dont les avis affinèrent sa compréhension du dilemme des nations colonisées.

Après le hadj, Ghaffar Khan visita d'autres régions du Proche et du Moyen-Orient, dont l'Irak, le Liban, l'Égypte, la Syrie et la Palestine. Ses discussions avec les sujets de ces pays lui permirent de comprendre que c'était les vastes ressources de l'Inde qui permettaient aux Britanniques de contrôler ces nations. Il en conclut que l'indépendance de l'Inde libèrerait d'autres nations du joug de cette puissance coloniale. Les soldats indiens avaient combattu pour les Anglais non seulement pendant la Première et la Deuxième Guerre mondiale, mais

(Conseil pachtout). Le programme de cette organisation concernait l'éducation et les affaires sociales et politiques. La plupart de ses membres venaient d'écoles fondées par Ghaffar Khan ou lui étaient associés de longue date. Le Pashtun Jirga publia aussi un journal, le *Pashtun*. Cette nouvelle organisation prit rapidement de l'ampleur et reçut en 1929 un nouveau contingent de volontaires. Ce groupe, appelé *Khudai Khidmatgar* (les serviteurs de Dieu), était organisé pour être la force la plus efficace et disciplinée des Pachtouns. Il se développa ensuite en une armée nonviolente ordonnée, luttant pour l'indépendance de l'Inde britannique.

Un serment de service

Avant d'être acceptés dans les *Khudai Khidmatgar*, les nouvelles recrues devaient prêter serment en ces termes :

En présence de Dieu j'affirme solennellement que :

1. Je m'engage honnêtement et sincèrement comme *Khudai Khidmatgar*.
2. Je serai toujours prêt à sacrifier mon confort personnel, mes possessions et même ma vie pour servir la nation et gagner la liberté de mon pays.
3. Je ne participerai pas à des factions, n'entrerai en querelle avec personne et ne haïrai personne. Je protégerai toujours les opprimés contre la tyrannie de l'oppressur.
4. Je ne deviendrai pas membre d'une autre organisation et ne me porterai pas caution ni ne m'excuserai au cours de la lutte non-violente.
5. J'obéirai toujours aux ordres légitimes de mon officier supérieur ;
6. Je suivrai toujours les principes de la non-violence.
7. Je servirai l'humanité équitablement. Le but principal de ma vie sera d'obtenir l'indépendance complète de mon pays et de ma religion.
8. Je respecterai toujours la vérité et la pureté dans toute action.
9. Je ne chercherai pas à être rémunéré pour mes services.
10. Tous mes services seront dédiés à Dieu ; ils n'auront pas pour but d'obtenir une promotion ou de me mettre en avant⁷.

Mouvement résolument populaire, le *Khudai Khidmatgar* avait pour objectifs principaux d'obtenir l'indépendance complète de l'Inde et de réformer en profondeur la vie sociale, politique et économique des Pachtouns, tout en préservant l'unité entre hindous et musulmans, le tout par des moyens strictement nonviolents. Bien qu'il fût un mouvement de résistance local centré sur la Frontière du nord-ouest, le *Khudai Khidmatgar* faisait partie de la lutte

aussi lors de nombreuses guerres au Moyen-Orient, en Extrême-Orient, en Afrique et en Chine. Il déclara : « En conséquence, tout en étant nous-mêmes esclaves, nous sommes aussi le moyen par lequel d'autres sont maintenus en esclavage ; nous devons donc élaborer une stratégie de non-coopération avec notre dirigeant étranger, pour nous libérer de son oppression, et par là-même aider d'autres nations opprimées à se libérer. » (Mohammad Yunus, *Frontier Speaks*, Mumbai, Hind Kitabs [livres sur l'Inde] Ltd., 1947, p. 11.)

7. Pyarelal [Nair], *A Pilgrimage for Peace: Gandhi and Frontier, Gandhi among N.W.F.P. Pathans*, Ahmedabad, Navijina, 1950, p. 50. [Voir également <http://en.wikipedia.org/wiki/Khudai_Khidmatgar#The_Oath_of_the_Khudai_Khidmatgar> (NDT)]

indienne de désobéissance civile et du Congrès national indien (le principal parti nationaliste). Le *Khudai Khidmatgar* s'engagea à coopérer de manière informelle avec la lutte plus générale.

Le Congrès national indien

En décembre 1929, lors du fameux rassemblement du Congrès national indien à Lahore, Jawaharlal Nehru (qui avait auparavant prôné une guerre violente de libération, et deviendrait plus tard premier ministre de l'Inde) déclara que le Congrès s'engageait à obtenir l'indépendance totale de l'Inde. Une campagne massive de désobéissance civile fut proclamée pour atteindre cet objectif. Ghaffar Khan assistait à la conférence, ainsi que le vice-président du comité du Congrès provincial et d'autres leaders politiques de la province de la Frontière du nord-ouest. Ghaffar Khan approuva le plan du Congrès, et, début 1930, le comité du Congrès de Peshawar annonça que Ghaffar Khan et les *Khudai Khidmatgar* seraient ses partenaires dans la lutte de désobéissance civile. Ghaffar Khan se rendit dans les points-clés de la province pour inciter la population à prendre part à la campagne de désobéissance civile du Congrès, aux côtés des *Khudai Khidmatgar*. En août 1931, cette association devint une alliance formelle qui se poursuivit jusqu'à l'indépendance de l'Inde, le 15 août 1947.

Formation et travail volontaire

Après avoir été acceptés par les *Khudai Khidmatgar* et avoir prêté serment, les volontaires devaient participer à des camps d'entraînement où ils recevaient des enseignements sur les buts et programmes du mouvement. Les programmes de réforme du mouvement des *Khudai Khidmatgar* impliquaient un changement important du modèle culturel de la société pachtoune. Un programme détaillé de formation et d'instruction fut donc mis au point pour être utilisé dans les camps d'entraînement. Lors de leur implantation au début des années 1930, ces camps n'étaient pas bien organisés, mais ils évoluèrent en un système efficace de formation pour les résistants potentiels. Les participants étaient des membres des *Khudai Khidmatgar* et des habitants des environs venus profiter des cours d'instruction générale dispensés dans les camps.

Ghaffar Khan en personne expliquait aux nouveaux arrivants les principes de base du projet de réforme. On expliquait aux gens l'intérêt de l'hygiène et l'avantage de fabriquer ses propres étoffes. Des membres importants du mouvement, dont Ghaffar Khan, participaient au nettoyage de maisons de non-membres, afin de rendre service et de gagner la loyauté des gens. Travailler ensemble, et les uns pour les autres, améliorait l'unité et la coopération tout en posant les bases de l'action nonviolente à venir. On estimait que les activités physiques effectuées dans les camps, comme creuser, filer le coton et nettoyer, augmentait la conscience politique et formait à la discipline et aux travaux contraignants. Ces activités préparaient aussi les volontaires à la guerre

nonviolente contre les Britanniques. Ce concept de travail volontaire fut une partie intégrante du mouvement tout au long de la lutte et le demeura même à l'apogée de la campagne de désobéissance civile.

Écoles et exercices

L'une des tâches principales des *Khudai Khidmatgar* était d'ouvrir des écoles où seraient enseignés la lecture et l'écriture, la conscience politique, la propreté et l'hygiène. Les écoles expliquaient aussi au public que l'un des buts du mouvement était de rendre le pays autonome, donc économiquement indépendant du pouvoir colonial. Pour aider les utilisateurs de métiers à tisser manuels à contrer le tissu importé d'Angleterre, les *Khudai Khidmatgar* leur distribuèrent des rouets (*charkhas*) dont ils leur enseignèrent le fonctionnement. Dans le même état d'esprit, on estimait qu'il était important que les participants aux camps pressent du grain pour faire de l'huile de cuisson et fabriquent de la farine pour nourrir les volontaires.

Les participants se réunissaient en fin d'après-midi, souvent avec les villageois des environs. Ces réunions permettaient de diffuser les idées et enjeux anti-colonisation. Les débats abordaient la planification des actions, l'importance de rester unis, la prison et les moyens d'y survivre, et surtout l'importance de suivre les principes de discipline nonviolente de l'organisation. Après un incident violent, Ghaffar Khan jeûna trois jours pour admonester les responsables⁸. L'anthropologue Mukulika Banerjee écrit aussi que ceux qui recouraient à la violence étaient exclus du mouvement – même Ghani, le fils de Ghaffar. En général, ces personnes demandaient pardon mais n'étaient réadmis dans le mouvement qu'après une période probatoire de trois ans sans incidents⁹.

Des poèmes et des sketches servaient à expliquer divers concepts aux gens. Il y avait aussi des intermèdes de musique et de détente¹⁰.

Les réunions servaient en outre à mettre en avant l'unité de tous les Pachtouns, et l'une des conditions d'admission pour les nouveaux membres était qu'ils résolvent toutes leurs querelles personnelles avant d'être acceptés au sein du mouvement. « Nous sommes en guerre d'indépendance contre les Britanniques, mais nous n'avons pas d'armes, notre seule arme est la patience. Si vous pouvez combattre dans cette guerre, mettez un uniforme rouge et joignez-vous à nous », déclara Ghaffar Khan¹¹.

Une grande tente servait pour les cours d'instruction générale (distincts des programmes de formation des *Khudai Khidmatgar*), les réunions et les ateliers de rouet. Les quartiers des *Khudai Khidmatgar* étaient séparés de ceux des autres participants, selon une politique de régime militaire strict. Ils y

8. Mukulika Banerjee, *The Pathan Unarmed*, op. cit., p. 121.

9. *Ibid.*, p. 121-122.

10. *Ibid.*, p. 75-76.

11. *Ibid.*, p. 80.

effectuaient des exercices quotidiens. Une autre grande tente servait de clinique, de mosquée et d'entrepôt. Le quotidien des *Khudai Khidmatgar* était fait d'entraînement, d'exercices physiques et de courses pour les préparer aux longs défilés et aux manifestations qui duraient toute la journée. Il y avait aussi des formations à l'hygiène et aux précautions sanitaires du camp. D'autres cours abordaient les questions politiques comme les mouvements nationalistes (en particulier l'histoire et les devoirs du mouvement des *Khudai Khidmatgar*), montraient comment filer le coton écri sur le *charkha* et comment moudre le grain pour cuire le pain du camp.

Discipline nonviolente et style militaire

Il n'était pas évident de présenter aux Pachtouns la discipline nonviolente du mouvement et d'expliquer son importance. Les leaders des *Khudai Khidmatgar* y réussirent en aidant leurs concitoyens et en pratiquant les travaux d'équipe, en prêchant les principes moraux et religieux, et en prônant avec fermeté l'élimination des rivalités internes. La gestion des *Khudai Khidmatgar* sur un modèle militaire renforçait l'adhésion à la discipline nonviolente du mouvement. Officiers, unités et sous-unités portaient des appellations militaires (capitaine, lieutenant, colonel, général; compagnie, brigade, etc.)¹². Les membres des *Khudai Khidmatgar* étaient astreints à une discipline militaire rigoureuse et à des corvées quotidiennes.

Cette stratégie consistant à organiser les *Khudai Khidmatgar* selon un modèle militaire était souhaitable pour mener à bien les opérations; elle prouva aussi que, contrairement aux idées reçues des Britanniques, les Pachtouns étaient capables, comme tous les peuples, de s'organiser et de se diriger eux-mêmes. Les exercices et longs défilés sur un mode militaire servaient uniquement à inculquer aux participants l'importance de la discipline, et non à les préparer à des violences ultérieures, comme certains l'ont suggéré.

La futilité de la lutte armée

Ghaffar Khan souligna que les Pachtouns « ne pouvaient vaincre les Britanniques sur le champ de bataille [et qu'à la place] nous faisons de la politique et que nous devons les vaincre politiquement¹³ ». Ghaffar Khan avait compris qu'un soulèvement violent des Pachtouns ne serait pas viable, à cause des capacités militaires supérieures des Britanniques et du manque de ressources et de munitions des Pachtouns de la Frontière. La violence ne servirait qu'à provoquer de nouvelles atrocités de la part des Britanniques et une répression accrue. Il conclut sur ce point: « Avant, la violence me semblait être le meilleur moyen de faire la révolution [...] mais l'expérience m'a montré qu'il est futile

12. L'organisation avait une structure démocratique. Les candidats étaient proposés pour les postes, avant d'être élus.

13. *Ibid.*, p. 81, cité par Mukarram Khan.

de creuser un puits une fois que la maison est en flammes¹⁴. » Il avait compris que les Britanniques avaient réussi à s'implanter fermement dans la province de la Frontière du nord-ouest, militairement et administrativement, et qu'une résistance violente, militaire, serait inutile¹⁵. Avant d'aller manifester ou d'organiser des piquets de grève, on rappelait l'importance de la discipline nonviolente, et il était clairement stipulé que ceux qui avaient l'intention de recourir à la violence devaient se retirer sur-le-champ.

Les chemises rouges contre l'empire britannique

Les *Khudai Khidmatgar* portant des uniformes rouges, on les surnomma « les chemises rouges ». Les Britanniques avaient lancé ce nom et le propageaient pour le substituer au nom de *Khudai Khidmatgar*, qui avait une connotation de piété religieuse et de sainteté. Après avoir lancé ce surnom de chemises rouges, le gouvernement désigna les *Khudai Khidmatgar* comme un groupe communiste ou « quasi fasciste » parce qu'en plus des uniformes rouges c'était la seule organisation qui prônait de servir sans être payée¹⁶. Les *Khudai Khidmatgar* rejetèrent l'accusation de communisme, déclarant que les Britanniques tentaient de toute évidence de discréditer le mouvement et d'inquiéter les forces anticommunistes en Inde comme à Londres. De plus, ajoutèrent-ils, comment pourrions-nous clamer *Allah-O-Akbar* (« Dieu est grand ») dans nos manifestations et nous appeler *Khudai Khidmatgar* (« les serviteurs de Dieu ») si nous étions en même temps des adeptes du communisme, considéré comme une idéologie athée. Les *Khudai Khidmatgar* expliquèrent pourquoi ils avaient choisi la couleur rouge sombre pour leurs uniformes : le tissu de cette couleur était très bon marché et facile à trouver dans la région¹⁷. Les autorités n'étaient pas convaincues et la police confisqua beaucoup d'uniformes de *Khudai Khidmatgar* pour les brûler. Elle en brûla plus de 1 200 en 1931¹⁸.

« La technique de la confrontation nonviolente était l'exact opposé des campagnes de guérilla, écrit Banerjee, et, alors que les Pachtouns utilisaient traditionnellement la clandestinité et le camouflage, les *Khudai Khidmatgar* étaient une présence volontairement extravertie et parfaitement visible¹⁹. »

Inquiets de la coopération entre les *Khudai Khidmatgar* musulmans et le Congrès national indien d'obédience hindoue, les Britanniques s'efforcèrent constamment de saboter cette relation. Ils accusaient en permanence les *Khudai Khidmatgar* d'être un « groupe paramilitaire » et d'être fondamentalement opposés à la politique de lutte nonviolente du Congrès. Les Britanniques prirent prétexte des différences entre hindous et musulmans pour rappeler aux

14. *Ibid.*, p. 49.

15. *Ibid.*, p. 105.

16. *Ibid.*, p. 105.

17. *Ibid.*, p. 103-107.

18. *Ibid.*, p. 88.

19. *Ibid.*, p. 87.

mollahs (leaders religieux musulmans) de la province de la Frontière que Ghaffar Khan et les *Khudai Khidmatgar* étaient les amis des hindous. Les Britanniques recouraient à cette campagne de désinformation pour retourner l'opinion pachtoune contre les *Khudai Khidmatgar* et les faire passer pour des *kafir* (incroyants). L'unité entre religions inquiétait tant les autorités coloniales qu'à partir de 1935 elles consacrèrent beaucoup d'énergie à fonder la Ligue musulmane et à saper l'alliance entre les chemises rouges et le Congrès²⁰.

Les méthodes de lutte nonviolente

Lors des campagnes de désobéissance civile de 1930 à 1934, les *Khudai Khidmatgar* appliquèrent les méthodes suivantes :

1. Refus de payer impôts ou loyers au gouvernement.
2. Piquets de grève devant les agences gouvernementales.
3. Boycott des produits étrangers (tissus, etc.) et boycott total des commerces d'alcool de Peshawar.
4. Non-coopération avec l'administration et les services contractuels comme la distribution du courrier.
5. Refus de recourir aux tribunaux gouvernementaux pour résoudre les affaires criminelles et civiles, préférence pour les conseils de village.
6. Commémoration des anniversaires d'événements importants, par exemple le massacre du bazar de Kissa Khani à Peshawar, le 23 avril 1930, où 200 manifestants furent abattus par des troupes sous commandement britannique.
7. Incitation à la démission des agents gouvernementaux locaux employés comme collecteurs d'impôt ou à d'autres fonctions. En cas de refus d'obtempérer, ces gens se trouvaient ostracisés socialement²¹.

Expansion et inclusion

En 1930, les volontaires des *Khudai Khidmatgar* étaient environ un millier. Fin 1931, leur nombre s'élevait à 25 000, pour dépasser les 100 000 en 1938²². Lors de la campagne de désobéissance civile de 1930, des milliers de Pachtoune de la province de la Frontière du nord-ouest participaient aux campagnes de piquetage nonviolent. Les *Khudai Khidmatgar* comptaient dans leurs rangs des hindous, des sikhs et des femmes, et prêchaient que tous étaient bienvenus. Dans la ville de Bannu, à 140 km au sud-ouest de Peshawar, des femmes participaient aux piquets de grève et au boycott des institutions du régime britannique, dont les tribunaux, la police, l'armée, les perceptions et les écoles²³.

Les *Khudai Khidmatgar* professaient qu'il n'y avait parmi eux aucune différence entre riches et pauvres dans la lutte pour expulser les Britanniques de leurs terres. Le pays appartenait aux riches comme aux pauvres, et les gens

20. *Ibid.*, p. 111.

21. *Ibid.*, p. 73-102.

22. *Ibid.*, p. 60.

23. *Ibid.*, p. 93.

rejoignaient le mouvement pour différents motifs. Certains voyaient dans l'organisation l'occasion de faire des affaires, d'autres en espéraient une amélioration économique, d'autres encore étaient attirés par les principes d'unité et le rejet de l'occupation britannique qui était à la base de cette situation injuste. Tous, malgré la diversité de leurs origines et motivations, adhéraient strictement aux principes du mouvement dès qu'ils rejoignaient les *Khudai Khidmatgar*. Les *Khudai Khidmatgar* étaient extrêmement populaires auprès de la population et d'un grand nombre de gens qui, bien que n'appartenant pas à l'organisation des *Khudai Khidmatgar*, participaient activement et soutenaient la lutte²⁴.

Opposition à la lutte nonviolente

Au sein de la société pachtoune, certains des khans (leaders tribaux) riches propriétaires terriens, et de ceux qui bénéficiaient des largesses britanniques, étaient opposés aux *Khudai Khidmatgar*. Les groupes religieux de la province de la Frontière étaient partagés. Un groupe de mollahs prestigieux soutenait les *Khudai Khidmatgar* et rejoignit leur mouvement. D'autres groupes d'opposants à l'administration britannique, partisans du djihad²⁵ traditionnel et d'une action violente, critiquaient la technique nonviolente adoptée par les *Khudai Khidmatgar*. Bien que Ghaffar Khan ait développé le concept de lutte nonviolente indépendamment de Mohandas Gandhi, la « non-violence » était considérée comme un concept hindou. Un autre groupe de mollahs des régions rurales, stipendié par le gouvernement, prêchait l'obéissance au régime britannique et décourageait les gens de s'y opposer. Exploitant la peur inspirée par la puissance militaire britannique, ils disaient aux gens qu'il ne servait à rien de se taper la tête contre les montagnes²⁶.

Enquête sur les méthodes britanniques

Le 23 avril 1930, un mois après la fameuse marche du sel de Gandhi, en défiance à la loi britannique sur le sel, une délégation d'officiels du Congrès national indien de Delhi était attendue à Peshawar pour enquêter sur les plaintes de la province de la Frontière contre les méthodes gouvernementales considérées comme cruelles et iniques. Les revendications portaient en particulier sur le décret des crimes de la Frontière, un ensemble de lois visant les Pachtouens.

Un grand rassemblement de plusieurs centaines de *Khudai Khidmatgar* attendait la délégation à la gare de Peshawar. Mais on leur apprit que le comité du Congrès national indien avait été retenu au Pendjab et qu'on lui avait refusé l'accès à la Frontière du nord-ouest. Scandalisés par cette annonce, les leaders du Congrès provincial organisèrent une manifestation générale et avertirent

24. Pyarelal [Nair], *A Pilgrimage for Peace*, op. cit., p. 37.

25. Lutte musulmane, interprétée en général comme une guerre sainte.

26. Mukulila Banerjee, *The Pathan Unarmed*, op. cit., p. 109.

les autorités britanniques qu'ils commenceraient dès le lendemain à établir des piquets devant les commerces d'alcool et les magasins vendant des produits étrangers.

Fusillades et arrestations

Pendant la manifestation, deux véhicules de police entrèrent en collision et prirent feu. Les soldats se mirent à tirer sur les résistants, pendant trois heures sans interruption, tuant au moins 200 personnes²⁷. Selon d'autres sources, il y aurait eu des « centaines » de morts²⁸ et de très nombreux blessés. Le gouvernement était déterminé à arrêter Ghaffar Khan et certains de ses partisans, sous l'accusation de sédition et d'assemblée illégale. Ghaffar Khan fut arrêté le jour même, et son journal, le *Pashtun*, fut interdit.

L'horreur du massacre de Kissa bazaar choqua toute l'Inde. Le gouvernement britannique nomma une commission chargée d'enquêter sur l'incident, tout en rendant très difficile la diffusion des informations dans les autres provinces indiennes. Les autorités s'inquiétèrent d'autant plus que deux pelotons des Royal Garwhal Rifles refusèrent de tirer sur ces civils pacifiques et désarmés, ce qui sema le doute sur la loyauté des troupes. En conséquence, les soldats qui avaient désobéi écopèrent de lourdes sentences, de 10 à 14 ans de prison²⁹.

Enquête et retraite

Les nouvelles du massacre finirent par être connues dans les autres régions et provinces de l'Inde. Le Congrès national indien mit en place une nouvelle commission d'enquête de plus haut niveau pour faire des investigations sur le massacre, mais elle fut elle aussi stoppée à l'entrée de la province de la Frontière du nord-ouest. La commission entama donc ses recherches à Rawalpindi, au Pendjab, loin du théâtre des événements. Le rapport du Congrès révéla que lors de l'incident de Kissa Khani Bazaar, « les habitants de Peshawar [avaient] fait preuve d'un haut niveau d'héroïsme, d'amour pour leur pays, en restant fidèles à l'esprit de non-violence³⁰ ».

L'incident força les Britanniques à se retirer de Peshawar, devant l'impossibilité, avec leurs effectifs réduits dans la province, de contrôler la ville en

27. *Ibid.*, p. 57.

28. Mohammad Yunus, *Frontier Speaks*, *op. cit.*, p. 117.

29. Ils restèrent en prison jusqu'au terme de leur peine, car leur libération ne faisait pas partie de l'accord négocié lors du pacte Gandhi-Irwin en 1931. Voir *ibid.*, p. 118; et Gene Sharp, *Gandhi Wields the Weapon of Moral Power*, Ahmedabad, Navjivan, 1960, p. 196.

30. Jawaharlal Nehru compara les atrocités britanniques de cette époque à la Frontière avec la première guerre d'indépendance de l'Inde en 1857, lorsque les Britanniques abattirent des milliers d'Indiens, et avec le massacre de Jallianwalla Bagh à Amritsar, Pendjab, en 1919, lorsque les troupes du général Dyer ouvrirent le feu sur un rassemblement pacifique, abattant 379 personnes non armées et en blessant 1137, selon les chiffres officiels.

colère après le massacre de gens pacifiques et sans armes³¹. Le Congrès provincial prit de fait contrôle de la ville pendant 9 jours. En même temps, les activités des *Khudai Khidmatgar*, ajoutées aux problèmes de circulation et de communication, paralysèrent pendant plus de deux mois le fonctionnement du gouvernement dans la majeure partie des zones rurales voisines³².

De fausses nouvelles ne tardèrent pas à circuler dans la province de la Frontière et les régions voisines, affirmant que les Britanniques abandonnaient toute la province et s'apprêtaient même à quitter l'Inde.

Répression et résistance violente

Le 3 mai 1930, les Britanniques déclarèrent que le Congrès provincial et les *Khudai Khidmatgar* étaient illégaux. Le lendemain matin, des troupes de renfort encerclaient Peshawar, et le gouvernement reprit le contrôle de la ville. Des militants du Congrès furent arrêtés, et un couvre-feu de 24 heures imposé.

Les dirigeants des *Khudai Khidmatgar* insistaient sur la discipline nonviolente, que ses membres respectaient scrupuleusement, mais la lutte ne fut pas totalement sans violence. Le massacre des *Khudai Khidmatgar* nonviolents à Peshawar avait monté la population et les tribus contre les Britanniques, ce qui donna lieu à quelques réactions violentes. Ces violences dans des zones tribales et des régions rurales étaient le fait d'individus n'appartenant pas à l'organisation des *Khudai Khidmatgar*. Elles engendrèrent une réponse brutale du gouvernement.

Les Britanniques justifiaient leur répression dans la province de la Frontière par une campagne de propagande dépeignant les Pachtoums comme un groupe rebelle prônant la violence, mais la population de la province démontra qu'il n'en était rien, lors du massacre de Kissa Khani Bazaar le 23 avril 1930, quand la plupart des gens restèrent nonviolents face aux actes d'une brutalité inouïe perpétrés à leur égard³³.

Le 30 mai, à Takar, village du district de Mardan, les villageois tentèrent de s'opposer à l'arrestation des leaders des *Khudai Khidmatgar* de leur secteur en les accompagnant lorsqu'on les emmena au centre du district³⁴. Un groupe de policiers tenta de s'interposer. Un policier anglais fut abattu pendant la confrontation. Trois jours plus tard, la police attaqua le village en représailles, abattant plusieurs personnes. En arrêtant des officiels des *Khudai Khidmatgar*, l'objectif initial des autorités britanniques était de provoquer une réaction violente chez les villageois, afin de justifier la répression et les atrocités du gouvernement.

31. Stephen Alan Rittenberg, *Ethnicity, Nationalism, and the Pashtuns*, Durham, Carolina Academic Press, 1988, p. 84.

32. *Ibid.*, p. 66.

33. Mukulila Banerjee, *The Pathan Unarmed*, *op. cit.*, p. 58.

34. La tradition pachtoune d'offrir l'asile à toute personne en difficulté sur leur territoire.

Violence croissante de l'opposition

Bannu était la deuxième poche de résistance après Peshawar. Le soulèvement antigouvernemental était entretenu par des religieux, des chefs de tribus et des politiciens des villes.

Le 24 août 1930, un grand rassemblement eut lieu à Spin Tangi, dans le district de Bannu, bien que le gouvernement eût empêché beaucoup de gens de s'y rendre. Durant ce rassemblement, un soldat britannique tira sur un leader local connu, Qazi Fazil Qadr. Malgré l'esprit résolument nonviolent des participants, quelques-uns avaient des armes, et une échauffourée éclata. Quand la bataille prit fin, le gouvernement avait arrêté 300 personnes, en avait abattu 80 et blessé beaucoup d'autres. Un capitaine britannique fut abattu à coups d'épées et de haches.

Qazi Fazil Qadr fut emmené au commissariat de police, où le commissaire-adjoint le tourna en dérision en l'engageant à répéter son slogan antibritannique. Épuisé, il s'évanouit. Les Britanniques le condamnèrent à 14 ans de prison à Bannu, où il mourut; ils l'enterrèrent dans la prison et refusèrent de rendre la dépouille à sa famille pour la cérémonie d'enterrement religieux³⁵.

En 1931, les tribus de la vallée de Peshawar et du Waziristan vinrent aggraver encore le problème du gouvernement. Par exemple, les Afridis – redoutables guerriers de la principale tribu pachtoune – envahirent brutalement Peshawar à deux reprises, paralysant le gouvernement pendant 12 jours à partir du 7 août. Ce soulèvement violent força le vice-roi à déclarer la loi martiale dans le district de Peshawar, le 16 août. La révolte de cette tribu était une réaction spontanée aux atrocités commises par le gouvernement contre la foule nonviolente de Peshawar. Les Afridis poursuivirent leurs raids jusqu'au mois d'octobre.

Réactions des Britanniques

En décembre 1931, pendant que Gandhi négociait à Londres avec le gouvernement britannique à de la conférence de la table ronde, les autorités accentuèrent leur pression sur la province de la Frontière du nord-ouest. Le Congrès provincial et les *Khudai Khidmatgar* furent interdits. Ghaffar Khan et d'autres leaders furent arrêtés, et on imposa un contrôle strict sur les *Khudai Khidmatgar* et leurs activités antigouvernementales. La police et l'armée reçurent carte blanche pour écraser les *Khudai Khidmatgar*, et elles tirèrent souvent sur les manifestants, faisant de nombreuses victimes³⁶.

Le 28 décembre 1931, Gandhi revint de Londres, débarquant à Bombay. À peine arrivé, il fit une déclaration publique :

L'an dernier, nous avons affronté les *lathis* [bâtons de bambou ferrés], mais cette fois nous devons nous préparer à affronter des balles. Je ne voudrais pas que seuls

35. *Ibid.*, p. 195.

36. Dans la vallée de Kohat, 50 manifestants furent abattus.

les Pachtouns de la Frontière courtisent les balles. S'il faut faire face à des balles, Bombay et le Gujarat doivent en prendre leur part³⁷.

Gandhi tenta de parler au vice-roi au sujet de l'emprisonnement de Ghaffar Khan et de la répression des *Khudai Khidmatgar*, mais il ne reçut aucune réponse.

Le massacre de Kissa Khani Bazaar et ses suites choquèrent les Britanniques. On reprocha à l'administrateur adjoint de n'avoir pas lu correctement la situation à la Frontière avant l'incident, et au gouvernement local de n'avoir pas su réagir à la menace croissante des *Khudai Khidmatgar*. Pour tenter de compenser les dommages liés au massacre et d'apaiser la population, le gouvernement colonial augmenta les dépenses dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et des soins vétérinaires. Plus tard, en 1932, le gouvernement remplaça le titre d'administrateur principal par celui de gouverneur, mettant la province de la Frontière au même niveau administratif que les autres provinces d'Inde. On commença à tenir des élections en ville et dans les campagnes.

Bien que le mouvement des *Khudai Khidmatgar* eût remporté quelques victoires à court terme, le gouvernement avait des visées plus brutales pour la Frontière, sous forme de propagande, de torture et de répression. Après la tragédie de Kissa Khani Bazaar, le gouvernement intensifia sa guerre de propagande contre les *Khudai Khidmatgar* en les accusant d'être un groupe paramilitaire, à cause de leurs uniformes, de leurs exercices et de leur organisation modelée sur l'armée, ce que les *Khudai Khidmatgar* récusèrent.

Montée de la répression

Soucieux d'éviter de nouveaux incidents comme celui de Kissa Khani Bazaar, les Britanniques étaient déterminés à recourir à la plus extrême violence afin que les gens soient trop terrorisés pour se rebeller contre leur autorité. La répression prit plusieurs formes sévères : maisons incendiées, stocks de grains détruits, etc. Selon un touriste américain, « abattre des chemises rouges était un sport et un passe-temps populaire dans la province³⁸ ». Des membres des *Khudai Khidmatgar* furent déshabillés et forcés à courir entre deux rangs de soldats britanniques qui les rouaient de coups de pieds et de crosse et les piquaient de leurs baïonnettes. D'autres furent jetés du haut des toits dans des mares stagnantes, par un temps glacial. La torture était courante, souvent au point de provoquer des blessures physiques et psychologiques graves³⁹. Banerjee mentionne aussi qu'on bafouait parfois verbalement et physiquement les

37. S.W.A. Shah, *Ethnicity, Islam and Nationalism: Muslim Politics in the North West Frontier Province 1937-47*, Oxford/Karachi, Oxford University Press, 1999, p. 36 et 49n79.

38. Mohammad Yunus, *Frontier Speaks*, op. cit., p. 118.

39. Pyarelal [Nair], *A Pilgrimage for Peace*, op. cit., p. 50.

*pardahs*⁴⁰ des femmes, tandis que les prisonniers hommes étaient parfois exposés à des températures extrêmes la nuit, et même déshabillés devant les femmes ; certains furent castrés et abusés sexuellement⁴¹.

Entre avril 1930 et décembre 1932, les Britanniques arrêtaient 12 000 *Khudai Khidmatgar* qui avaient prétendument pris part à des manifestations et piquets de grève. Dans la seule prison de Haripur, 7 000 *Khudai Khidmatgar* furent internés dans des conditions très dures, dormant à même le sol par temps très froid, avec deux vieilles couvertures. Des membres des *Khudai Khidmatgar* furent obligés de défiler dans les rues de Peshawar pieds nus et en pyjama⁴².

Le travail forcé était une autre forme de punition, surtout lorsque les prisons débordaient. Les prisonniers étaient conduits sur les lieux de travail où ils étaient contraints à des travaux pénibles. Mal nourris, ils dormaient sur place, et en fin de chantier on les renvoyait chez eux sans les payer. Selon Banerjee, on racontait que les autorités payaient des agents pour empoisonner la nourriture dans les camps d'entraînement des *Khudai Khidmatgar*⁴³. Les villageois des districts sédentarisés qui aidaient les *Khudai Khidmatgar* étaient eux aussi visés, et 92 villages se virent imposer en 1932 des amendes dont le total atteignit 20 000 roupies.

Suspension de la désobéissance civile

Finalement, en avril 1934, Gandhi suspendit la campagne de désobéissance civile dans toute l'Inde, et le gouvernement libéra tous les militants du Congrès emprisonnés un peu partout en Inde. Mais le mouvement de désobéissance civile avait déjà perdu son efficacité. Les *Khudai Khidmatgar* et les leaders provinciaux du Congrès n'étaient pas inclus dans l'amnistie. Les activités de ces organisations restaient interdites.

Lorsque Ghaffar Khan et son frère furent libérés en 1935, ils ne furent pas autorisés à rentrer dans leur province. Les autorités condamnèrent presque de suite Ghaffar Khan à deux ans de travaux forcés pour avoir tenu des « discours anti-gouvernement et séditions » au Pendjab.

Finalement, après environ six ans d'emprisonnement, le leader des *Khudai Khidmatgar* rentra chez lui, en novembre 1937. Le contexte politique s'était détendu et le gouvernement tolérait quelques réformes politiques.

La lutte de désobéissance civile des années écoulées céda la place à la politique électorale de partis⁴⁴ tandis que les relations entre l'Inde et l'Empire britannique entraient dans une phase nouvelle, préfigurant la partition et l'indépendance.

40. La *Purdah* est la pratique musulmane et hindoue d'isolement et du port du voile pour les femmes.

41. Mukulila Banerjee, *The Pathan Unarmed*, op. cit., p. 118-119.

42. *Ibid.*, p. 111.

43. *Ibid.*, p. 114.

44. *Ibid.*, p. 71.

Les enseignants norvégiens combattent le fascisme (1942)

L'invasion nazie et la résistance

La résistance des enseignants norvégiens en 1942 est un exemple parmi d'autres des campagnes de résistance antinazie lors de l'occupation de la Norvège par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale. Le 9 avril 1940, les Allemands avaient envahi ce pays vaste et peu peuplé du nord de l'Europe. La résistance militaire ne dura réellement que deux mois.

Après des mois de confusion, la résistance commença à se développer en réaction aux brutalités du régime. De plus en plus de Norvégiens se demandaient comment agir pour exprimer leur rejet de l'occupation. Sur quels points devrait-on résister, et de quelle manière? « Comment allons-nous organiser nos vies si l'occupation se prolonge pendant 30 ou 40 ans? Comment pouvons-nous préserver notre mode de vie au lieu d'adopter celui des occupants? » « L'idée d'une résistance nonviolente ne vint pas du tout de ces discussions », affirme Hakon Holmboe, l'un des professeurs résistants. « Plus qu'une idée, ça s'est développé comme un mode de travail – une manière de faire quelque chose¹. »

Beaucoup refusèrent de signer le serment de loyauté au régime collaborationniste de Quisling. D'autres refusèrent d'obtempérer quand on leur ordonna de remettre leurs récepteurs radio. De petits journaux résistants parurent malgré leur interdiction. M. Holmboe ajoute: « Ce qui nous a vraiment aidés à organiser la résistance fut la pression des nazis². »

Les petits actes symboliques de défiance prenaient de l'importance. Les uns arboraient des trombones au revers de leur veste ou en colliers et bracelets, pour signifier qu'il fallait « rester unis ». D'autres portaient même de petites patates fichées sur une allumette à leur revers, chaque jour un peu plus grosse,

1. Gene Sharp, *Tyranny Could Not Quell Them!*, Londres, Peace News, 1958, p. 7.

2. *Ibid.*, p. 6.

pour indiquer que la résistance grossissait. Elles furent remplacées par des fleurs le jour de l'anniversaire du roi, exilé en Angleterre. Il y eut d'autres protestations symboliques, parfois très risquées.

Renforcement de la dictature fasciste

En février 1942, le « ministre-président » norvégien fasciste, Vidkun Quisling, entreprit de mettre en place son État corporatiste sur le modèle de l'Italie de Mussolini, choisissant les enseignants comme première « corporation » de la nouvelle dictature. Ce système était destiné à placer l'ensemble de la société et de la population sous la coupe fasciste, par le contrôle de nouvelles institutions à structure dictatoriale.

Ce mois-là vit se manifester une certaine résistance. Le 3 février, Quisling annonça la fondation d'un nouveau Front de la jeunesse fasciste, obligatoire pour tous les jeunes Norvégiens âgés de 10 à 18 ans. En signe de protestation contre cette action, les évêques de l'église d'État démissionnèrent, tout en conservant leurs responsabilités pastorales. Cent cinquante professeurs d'université protestèrent également contre le Front de la jeunesse.

Les fascistes avaient aboli au préalable, en juin 1941, le syndicat des enseignants. Le 5 février 1942, Quisling créa par décret un nouveau Syndicat des enseignants norvégiens, avec adhésion obligatoire, et nomma à sa tête le chef de la milice nazie norvégienne. Les fascistes voulaient à l'évidence contrôler les enseignants, les écoles et la jeunesse.

Les enseignants résistent

Un petit groupe dirigeant en secret la résistance à Oslo, la capitale, avait déjà décidé des points sur lesquels il demanderait aux enseignants de résister. En février, ce groupe appela les enseignants à passer aux actes. Une déclaration fut rédigée, courte, simple et facile à mémoriser. On demandait à chaque enseignant de l'écrire, de la signer et de l'envoyer aux officiels fascistes. Les enseignants transmirent les instructions à leurs collègues dans tout le pays.

De 8 à 10 000 des 12 000 enseignants envoyèrent ces lettres au ministère du Culte et de l'Éducation de Quisling. Chaque enseignant déclarait qu'il refuserait de promouvoir une éducation fasciste et de s'inscrire au nouveau syndicat des enseignants. Tous signèrent avec leur nom et leur adresse, selon les termes prescrits pour la lettre par l'organisation clandestine.

Les enseignants savaient que cette action était risquée. M. Holmboe déclara plus tard : « "Ils" ont leurs moyens pour nous stopper, mais c'est le seul moyen que nous avons d'exprimer notre opposition et nous devons le faire³. » « Cela nous donnait le sentiment de ne pas être seuls, d'être forts. [...] C'était une question de conscience⁴. »

3. *Ibid.*, p. 8.

4. *Ibid.*, p. 9.

Le gouvernement fasciste menaça de renvoyer les enseignants et, paniqué, ferma toutes les écoles pour un mois. Les enseignants donnèrent leurs cours dans des maisons privées. Les nouvelles de la résistance des enseignants se répandirent malgré la censure. Début mai, les parents envoyèrent des dizaines de milliers de lettres de protestation au ministère. Les nouvelles de la résistance des parents se répandirent dans tout le pays.

Arrestations et camps de concentration

Après le défi des enseignants, à partir du 20 mars 1942, un millier d'enseignants masculins furent arrêtés et envoyés en prison ou en camp de concentration. Pendant toute la durée de leur incarcération, leurs familles reçurent de «quelque-part» l'équivalent de leurs anciens salaires.

Les conditions dans les camps de concentration du sud de la Norvège étaient sinistres. La Gestapo imposait une atmosphère de terreur pour forcer la soumission. Affamés, maintenus dans l'incertitude, les enseignants étaient forcés à faire de la «gymnastique de torture» dans la neige profonde. Le «traitement» continuait tant que la majorité n'avait pas cédé.

Pendant ce temps, les écoles rouvraient, et les enseignants encore libres étaient contraints à obéir et à accepter le syndicat fasciste. Mais beaucoup expliquaient à leurs élèves qu'ils refusaient cette nouvelle organisation, et parlaient de leur devoir de conscience. On répandit la rumeur que si ces enseignants ne se conformaient pas, certains de ceux qui étaient emprisonnés seraient abattus, voire tous. Malgré ce dilemme tragique, presque tous ceux qui n'avaient pas été arrêtés tinrent bon, même les enseignantes dont les maris étaient incarcérés.

D'autres rumeurs circulèrent, comme quoi 10 enseignants seraient fusillés, ou un sur 10, ou qu'ils seraient envoyés dans le Grand Nord pour nettoyer, à pied, les champs de mines entre les lignes allemandes et russes. En réponse à des actes de sabotage, quelques Norvégiens des camps de concentration avaient déjà été fusillés, et d'autres le furent par la suite.

Envoyés dans l'Arctique

Puis 499 enseignants prisonniers furent envoyés en wagons à bestiaux vers le nord, traversant les hautes montagnes gelées pour parvenir à Trondheim, l'ancienne capitale. Des enfants se rassemblèrent dans les gares pour chanter à leur passage. D'autres enseignants restèrent dans un camp de concentration du sud avant d'être envoyés au nord. La nouvelle se répandit malgré la censure, et ce lent voyage par la montagne eut un impact majeur sur l'ensemble de la population norvégienne. Lors des arrêts, des fermiers tentaient en vain d'offrir du lait aux enseignants.

De Trondheim, les prisonniers furent embarqués dans des conditions terribles sur des vapeurs surpeuplés, pour une traversée périlleuse de 13 jours les menant bien au-delà du cercle polaire, dans un camp voisin de Kirkenes,

près du front soviétique. Les enseignants n'avaient aucune idée de ce qui allait leur arriver. Ils organisèrent pourtant des conférences et chorales durant la traversée. Ils arrivèrent le 28 avril, par temps froid et perturbé. Trois jours plus tard ils passaient du contrôle de la Gestapo à celui de l'armée allemande régulière.

On annonça aux enseignants prisonniers qu'une déclaration du ministère du Culte et de l'Éducation de Quisling affirmait que tout était réglé et que le nouveau syndicat fasciste des enseignants allait stopper ses activités. Apprenant cette nouvelle, les enseignants envoyèrent le 13 mai un télégramme au ministère de l'Éducation, indiquant qu'ils souhaitaient reprendre le travail. Ils n'eurent pas de réponse.

Au final, il s'avéra que le nouveau syndicat fasciste n'avait jamais vu le jour, et que ses frais d'inscription n'avaient jamais été déduits des salaires des enseignants.

Le triomphe des enseignants

À Kirkenes, les enseignants vivaient dans des conditions misérables, contraints à un travail dangereux de déchargement des navires. Il y eut un mort et trois blessés graves. Il n'y avait ni lits ni literie, ni matelas ni meubles. Un soldat allemand compatissant défia les ordres en indiquant aux enseignants une meule de foin dont ils purent faire des paillasses sans se faire remarquer. Il y avait très peu de membres de la Gestapo parmi les soldats.

Les enseignants ne se sentaient pas particulièrement héroïques et se consacraient surtout à leur survie. Certains auraient pu cesser leur protestation, mais on ne leur en donna pas l'occasion. M. Holmboe raconte : « En un certain sens, notre victoire fut organisée par l'ennemi⁵. »

Cependant, leur épreuve renforçait le moral de la population et posait des problèmes au gouvernement de Quisling. S'ils prenaient des mesures plus dures envers les enseignants, les fascistes risquaient d'exposer leur régime à un antagonisme permanent.

Le 22 mai, Quisling laissa exploser sa frustration dans une école près d'Oslo : « Vous, les enseignants, vous avez tout détruit pour moi ! »

L'un des enseignants déclara plus tard : « Cette phrase était notre triomphe, elle devint un slogan que tous répétaient partout⁶. » Elle signifiait, selon lui, que les enseignants avaient bloqué le plan de Quisling pour mettre en place un nouvel État corporatiste.

Retour triomphal

Le printemps fit place à l'été, puis vint l'automne. Le long hiver et sa nuit polaire n'allaient pas tarder. Le port de Kirkenes serait bientôt pris par les glaces,

5. *Ibid.*, p. 16.

6. *Ibid.*

empêchant les navires de ramener les prisonniers vers le sud. Mais les enseignants étaient toujours à Kirkenes, travaillant au ralenti et tentant de se réchauffer.

Finalement, Quisling, redoutant de s'aliéner encore plus le peuple norvégien, ordonna la libération des enseignants. Un premier groupe de 150 d'entre eux, malades, fut envoyé vers le sud le 29 août 1942, après avoir signé une déclaration d'obéissance qui ne fut jamais utilisée. Puis les autres enseignants furent relâchés, sans avoir rien signé. Le 4 novembre, soit huit mois après les arrestations, les 300 derniers enseignants quittaient Kirkenes pour rentrer chez eux, où ils reçurent un accueil triomphal.

Le nouveau syndicat enseignant fasciste de Quisling ne vit jamais le jour, et les écoles ne servirent jamais d'instruments de propagande fasciste. Quisling se trouvant confronté à de nouvelles difficultés pour mettre en place son État corporatiste, Hitler lui ordonna d'abandonner le projet.

CHAPITRE 10

Sauver les maris juifs de Berlin (1943)

Nathan Stoltzfus

La rafle finale des juifs

Avant l'aube, de longues colonnes de SS en camions militaires entrèrent dans Berlin à vive allure. C'était la division SS *Leibstandarte Hitler*, uniformes noirs et casques d'acier, décorés de médailles de bravoure, hérissés de fusils à baïonnettes et de mitraillettes. Cette troupe d'élite de premier plan, célèbre pour son esprit combatif, rentrait tout juste de la terrible bataille de Stalingrad.

En ce samedi 27 février 1943, leur fureur d'avoir été vaincus à Stalingrad fut tournée contre les juifs par une nouvelle mission : rendre Berlin *Judenrein* (libre de juifs) par des arrestations en masse que la Gestapo appela « la rafle finale des juifs de Berlin ». Envahissant les usines, ils commencèrent par chasser tous les juifs de leur lieu de travail. Les juifs furent parqués dans cinq centres de regroupement improvisés, qui furent le théâtre de scènes déchirantes de brutalité et de peur. C'était le début de la fin pour des milliers de juifs de Berlin.

Les épouses réclament leurs maris

L'après-midi de ces arrestations de masse, lorsque les épouses allemandes de couples mixtes ne virent pas rentrer comme d'habitude leurs maris juifs, elles passèrent des coups de téléphone affolés à la police et aux usines. Elles ne tardèrent pas à apprendre que leurs conjoints étaient internés dans un immeuble communautaire juif situé au centre de Berlin, dans Rosenstrasse. Elles s'y rendirent immédiatement pour prendre des nouvelles de leurs époux et leur apporter du pain et du fromage, ou des rasoirs et des affaires de toilette. Les femmes qui arrivaient s'assemblaient dans la rue, tenues à distance de l'immeuble où étaient retenus leurs conjoints par cinq gardes SS. Arrivant l'une après l'autre ou deux par deux, elles formèrent bientôt une petite foule qui grandissait.

La protestation prend de l'ampleur

Quelques femmes s'avancèrent jusqu'aux gardes SS et commencèrent à se plaindre. Leurs paroles prenaient même un tour menaçant. Qu'est-ce qu'ils se croyaient, ces SS, à les empêcher de voir leur famille ? Qu'avaient-elles fait pour mériter qu'on arrête leurs époux ? Après tout, en tant que citoyennes allemandes « aryennes », elles avaient des droits. « Si vous ne nous laissez pas entrer, nous reviendrons à la charge, nous viendrons avec un bélier pour défoncer la porte », menaça l'une d'elles¹. Avant de se retirer pour la nuit, plusieurs femmes convinrent de se retrouver au même endroit dès l'aube du lendemain et de manifester pour qu'on leur rende leurs maris.

Le lendemain matin, 28 février, une femme qui venait pour la première fois entendit crier le groupe alors qu'elle approchait Rosenstrasse : « Rendez-nous nos maris ! Laissez partir nos maris² ! » De petits groupes restaient ensemble ou marchaient devant l'immeuble, tentant d'apercevoir leur époux ou leur fils par la fenêtre. Elles criaient sans relâche, en chœur : « Rendez-nous nos maris ! »

Des gens allaient et venaient, grossissant la foule des participants. Radio Londres parla d'une procession continue de protestation. Les médias étrangers avançaient le chiffre de 600 manifestantes, mais les témoins sur place estimaient qu'elles pouvaient être un millier. Le siège du Bureau des affaires juives de la Gestapo était au coin de la rue, sur Burgstrasse, d'où les hommes de la Gestapo auraient pu voir et entendre les foules alors qu'ils se rendaient au travail, comme tous les gens du quartier. Une loi du 7 décembre 1934 interdisait tout rassemblement public autre que des « processions anciennes, traditionnelles », et la police secrète signalait tout incident pouvant ressembler même de loin à une manifestation de solidarité allemande non nazie. La Gestapo chercha en vain qui avait organisé cette protestation.

Le lundi 1^{er} mars fut la deuxième journée complète de manifestation sur Rosenstrasse. Toute la circulation était déviée, et la gare de métro aérien était fermée pour tenter d'empêcher la foule de Rosenstrasse de monter en puissance. Mais marcher un kilomètre ne dissuadait pas ceux qui étaient prêts à défier les ordres et menaces de mort de la Gestapo ou à enfreindre la loi nazie interdisant les rassemblements publics non autorisés.

D'autres juifs sont envoyés à Auschwitz

Dans l'après-midi du lundi, un flot ininterrompu de camions approcha des centres de rétention, dont celui de Rosenstrasse, où étaient enfermés les juifs de mariages mixtes.

Les premiers juifs déportés lors de cette rafle finale – ils étaient 1 736 – furent poussés à coups de crosse dans les camions qui les emmenèrent à une

1. Nathan Stoltzfus, *Resistance of the Heart : Intermarriage and the Rosenstrasse Protest in Nazi Germany*, New York/Londres, W.W. Norton, 1996, p. xix.

2. *Ibid.*, p. xx.

gare de marchandises de Berlin, puis vers le camp d'extermination d'Auschwitz. Il n'y avait personne pour protester, et aucun de ces juifs ne fut sauvé.

À 22 heures, l'aviation britannique lança une attaque de bombardiers que les Berlinoises évoqueraient plus tard comme « la première grosse attaque anglaise ». Le déluge de bombes dura une heure sans interruption.

Les journaux du lendemain, 2 mars, fulminèrent contre « l'attaque terroriste de la nuit ». Ce bombardement s'ajoutait au poids de la débâcle allemande à Stalingrad, portant un rude coup à l'assurance des Berlinoises. Le moral n'avait jamais été aussi bas. Goebbels répondit par la Guerre Totale, toute la population et tous les matériaux devant être consacrés à la guerre, et il tenta d'imposer le travail forcé aux femmes de 17 à 45 ans. Il écrivit dans son journal : « Nous poussons définitivement les juifs hors de Berlin³. » Il semble qu'il n'était pas encore au courant de la manifestation de Rosenstrasse.

Le 3 mars 1943 vit la déportation vers Auschwitz de 1 732 juifs qui n'étaient pas mariés à des Allemandes, tandis que les protestations se poursuivaient. La Gestapo de Berlin continuait d'arrêter chez eux et dans la rue les juifs portant l'étoile de David, ceux dont l'épouse était allemande, et les « demi-juifs ».

Un espoir de victoire

La manifestation continuait sur Rosenstrasse. Les femmes qui s'y étaient rendues au départ pour se renseigner partageaient un sentiment de solidarité qui s'exprimait par leur protestation publique. Leurs clameurs rebelles s'élevaient toujours, malgré les menaces de la Gestapo. Certaines de ces femmes entrevirent l'espoir que leur protestation serait efficace pour obtenir la libération des membres de leur famille. L'une d'entre elles déclara plus tard que quiconque aurait évalué les chances de succès d'une manifestation de rue dans l'Allemagne nazie serait resté chez lui. « Selon moi, dit-elle, la décision de mettre sa vie en jeu pour une autre vie ne peut venir que du cœur ; on est prêt ou non. On le fait, ou non⁴. »

Le 4 mars, la Gestapo évacua de force quelques participantes. Ce même jour, elle déporta 13 juifs mariés à des Allemandes vers les camps de travail d'Auschwitz. Au bureau central de la sécurité du Reich, où œuvrait Adolf Eichmann, des dissensions apparurent sur la manière de traiter ce problème. Une faction préconisait la force brute, l'autre s'y opposait.

Le 6 mars, la manifestation de Rosenstrasse entraînait dans son septième jour. Ce jour-là, le contraste était au maximum entre les actions de plus en plus agressives de la Gestapo de Berlin et les plus hauts dignitaires du régime nazi, inquiets de préserver le moral du public. La Gestapo de Berlin déporta 25 hommes de mariages mixtes, tous sans enfants. Ils furent envoyés à Auschwitz, avec 665 autres juifs.

3. *Ibid.*, p. 226.

4. Archives de Nathan Stoltzfus.

Libération des juifs

Ce même jour, 6 mars 1943, Goebbels mit fin aux protestations en libérant tous les juifs de mariages mixtes et leurs enfants à moitié juifs. Hitler donna son accord. Pour le ministre de la propagande, le succès, basé sur le conformisme de masse, consistait à faire croire qu'il n'existait pas de désaccords, surtout à Berlin. Libérer les juifs de mariages mixtes était selon Goebbels le meilleur moyen de couper court à la protestation bien visible, non seulement par les Allemands, mais aussi par les diplomates et journalistes étrangers, et par les espions présents dans la capitale allemande. Voir cette foule de femmes réclamant des membres juifs de leurs familles était pour lui « une scène très contrariante ». Après la guerre, son assistant Leopold Gutterer expliqua que « Goebbels avait relâché les juifs pour éliminer la protestation⁵ ». « La police aurait pu les arrêter et les envoyer en camp de concentration, mais ce ne fut pas la solution choisie, parce que les gens avaient montré en public qu'ils n'étaient pas d'accord avec ce qui arrivait⁶. »

La Gestapo libéra de 1 700 à 2 000 juifs emprisonnés sur Rosenstrasse. La grande majorité survécut à la guerre sans se cacher, vivant sur des cartes de rationnement officielles. À Auschwitz, les juifs de mariages mixtes qui avaient été déportés lors de la rafle finale furent libérés sur ordre d'une « haute autorité du Reich ». Par la suite, il n'y eut plus de tentatives pour déporter collectivement des juifs allemands mariés à des non-juives. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les juifs de mariages mixtes représentaient 98 % des juifs survivants qui n'avaient pas été obligés de se cacher.

5. Stoltzfus, *Resistance of the Heart*, op. cit., p. 244.

6. Archives de Nathan Stoltzfus.

CHAPITRE 11

Chasser un dictateur guatémaltèque (1944)¹

Dictature et mécontentement

En 1944, le général Jorge Ubico y Castañeda régnait sur le Guatemala depuis 13 ans. Dernier venu d'une longue lignée de dictateurs du Parti libéral, le général Ubico était réputé « méthodique, efficace, intelligent et cruel ». En 1934, lorsqu'il y eut des bruits de rébellion, Ubico répliqua par une campagne meurtrière destinée à éliminer toute opposition. « Je suis comme Hitler, disait-il, j'exécute d'abord, ensuite j'accorde un procès². »

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Guatemala se joignit aux Alliés. La guerre aggrava l'instabilité économique de cette nation d'Amérique centrale, entraînant l'envoi de troupes américaines dans le pays et une couverture médiatique de la guerre par les quotidiens. Tous ces éléments introduisirent des idées nouvelles, en porte-à-faux avec le *statu quo* guatémaltèque. Les idées de démocratie politique et le concept des « quatre libertés » du président Franklin D. Roosevelt³ commençaient à faire leur chemin au sein de la petite élite instruite du Guatemala. Le mécontentement montait, mais lentement.

Contagion nonviolente

En avril et mai 1944, les troubles au Salvador voisin attirèrent l'attention de nombreux Guatémaltèques. Le général Maximiliano Hernández Martínez, dictateur du Salvador, avait écrasé une tentative de coup d'État militaire avec

1. Joshua Paulson a rédigé ce compte rendu d'après les recherches de Christina Clamp [laquelle a revu et corrigé ce texte] présentées dans « The Overthrow of Jorge Ubico: A case of Nonviolent Action in Guatemala », manuscrit non publié, Friends World College, 1976.
2. Mario Rosenthal, *Guatemala: The Story of an Emergent Latin American Democracy*, New York, Twayne Publishers, Inc., 1962, p. 201.
3. Les quatre libertés dont il est question sont celles que le président Roosevelt a présentées comme fondamentales dans son discours sur l'état de l'Union prononcé le 6 janvier 1941. Libertés dont tous les êtres humains devraient pouvoir jouir, ce sont : la liberté d'expression ; la liberté de religion ; la liberté de vivre à l'abri du besoin ; et la liberté de vivre à l'abri de la peur [NdÉ].

une brutalité extrême, mais la lutte nonviolente généralisée qui s'ensuivit paralysa le pays. Le 9 mai, le dictateur fut déposé et forcé à l'exil.

L'expérience salvadorienne eut de profondes répercussions sur le sentiment populaire à l'égard de la dictature au Guatemala. Bon nombre d'étudiants, d'enseignants et de professionnels voyaient dans les événements récents au Salvador un modèle pour mettre fin à leur propre régime tyrannique. Fin mai 1944 apparurent les premiers signes d'opposition publique. Quarante-cinq avocats de premier plan demandèrent la révocation d'un juge partial et corrompu qui incarcérait fréquemment des opposants politiques au régime. Le général Ubico leur demanda de préciser leurs accusations. Ils le firent, en publiant une série d'articles dans un grand journal de la capitale. C'était la première fois qu'on osait demander publiquement à Ubico le renvoi d'un officiel.

Agitation à l'université

Quelques semaines plus tard, 200 enseignants signèrent une pétition demandant au gouvernement une augmentation de salaire. Deux des auteurs de la pétition furent arrêtés, puis cinq étudiants pour avoir « imprimé de la propagande ». Le 19 juin, l'association des étudiants en droit se réunit à l'université nationale, appela à la démission du recteur et à la réintégration d'un professeur renvoyé par Ubico pour raisons politiques. Ils furent rejoints le lendemain par un millier d'étudiants de diverses facultés, et ajoutèrent à leurs revendications le soutien à la pétition des enseignants.

Les étudiants se réunirent à nouveau le 21 juin. Ils montèrent cette fois les enchères en présentant un ultimatum à Ubico. Ils exigeaient l'autonomie de l'université nationale, la réintégration des deux professeurs renvoyés, la libération de plusieurs étudiants emprisonnés, l'ouverture de nouvelles facultés et de nouveaux domaines d'études. Ils demandaient aussi que les professeurs soient nommés pour leurs compétences et non pas simplement pour leur affiliation politique au régime. La pétition fut remise au palais national dès le lendemain. Les étudiants menaçaient de se mettre en grève si leurs revendications n'étaient pas acceptées dans les 24 heures.

Pétition contre la loi martiale

Ubico réagit en instaurant l'état d'urgence, accusant les étudiants d'avoir des « tendances fascistes-nazies ». Lorsque les étudiants et enseignants se mirent en grève, ils furent rejoints par un groupe important de professionnels (surtout des avocats et quelques médecins). Encouragés par le succès de l'insurrection nonviolente du Salvador quelques mois auparavant, des avocats nourrissaient l'espoir de lancer un mouvement similaire au Guatemala. Ils auraient préféré avoir plus de temps pour s'organiser, mais les étudiants avaient pris l'initiative, ce qui les poussa à passer à l'acte. Ils recueillirent en moins de deux jours les signatures de 336 « citoyens de premier plan » pour une pétition expliquant les

actions justifiées des étudiants et des enseignants, récusant les accusations que le gouvernement portait à leur encontre, et appelant à lever la loi martiale et à restaurer les garanties constitutionnelles. Comme 25 des signatures étaient illisibles, le document devint connu sous le nom de *Memorial de los 311* (l'appel des 311).

Le 24 juin 1944, l'appel des 311 fut remis au palais national. Un groupe d'étudiants se rassembla pour défiler pacifiquement devant le palais national et l'ambassade des États-Unis. Tous vêtus de noir, ils marchaient en silence, dans ce qu'ils appelaient une « démonstration de souffrance ». Cette petite manifestation était la première depuis le début de la grève à l'université. C'était un rejet déclaré de l'état d'urgence.

La soirée vit une autre manifestation bien plus importante. Les rues s'emplirent d'enseignants, d'étudiants, de professionnels et de quelques ouvriers. Les manifestants chantaient *La Marseillaise* et l'hymne national guatémaltèque, un avocat lut le texte de la Charte de l'Atlantique⁴. En passant devant le palais national, des manifestants crièrent les premiers appels publics à la démission d'Ubico. Ces deux manifestations furent pacifiques. Pourtant, plus tard dans la nuit, la police envoya un groupe de nervis ivres perturber une fête religieuse de quartier en scandant des slogans contre Ubico, pour tenter de discréditer le mouvement. Puis la police entra en action, ignorant les provocateurs pour frapper et arrêter des centaines d'autres citoyens.

État de siège

Le dimanche 25 juin au matin, Guatemala City était littéralement en état de siège. Les militaires étaient partout, l'artillerie occupait chaque point stratégique. Les manifestations du matin furent dispersées par l'armée et la cavalerie. Pendant ce temps, les deux avocats qui avaient rédigé l'appel des 311, Federico Carbonell et Jorge Serrano, étaient convoqués au palais national où, avec d'autres personnes, ils parlèrent avec des ministres du cabinet d'Ubico, qui les appelaient des « représentants du peuple » (titre qu'ils ne revendiquaient pas). Les avocats s'efforcèrent de présenter leurs arguments, mais le gouvernement resta inflexible et leur demanda simplement de « calmer les gens ».

Dans l'après-midi, Carbonell et Serrano rencontrèrent des membres du corps diplomatique, avant de parler directement avec le général Ubico. Pendant cette entrevue, des coups de feu retentirent au loin. La police avait attaqué une procession funèbre de femmes. Puis la cavalerie chargea la foule et ouvrit le feu, blessant plusieurs personnes et tuant une institutrice, Maria Chincilla Recinos. Le mouvement tenait son premier martyr.

4. La Charte de l'Atlantique reprend et complète le discours des quatre libertés de Roosevelt. Elle fit l'objet d'une déclaration solennelle, le 14 août 1941, entre le président étatsunien et le premier ministre britannique, Winston Churchill [NdÉ].

La mort de Chincilla mit fin aux pourparlers, et les négociations ultérieures furent stériles. Ubico déclara sans remords : « Tant que je serai président, je n'autoriserai jamais une presse libre, ni la liberté d'association, parce que le peuple du Guatemala n'est pas prêt pour la démocratie et a besoin d'une main ferme⁵. » Carbonell et Serrano répondirent dans la soirée par un nouveau message à Ubico, indiquant que le seul moyen de rétablir l'ordre était la démission du général.

La paralysie contre la dictature

Un arrêt de l'activité économique prit effet le 26 juin. Depuis près d'une semaine, on préparait un arrêt massif du travail, mais le meurtre de Maria Chincilla scandalisa tellement l'opinion publique que la participation fut presque totale.

Les rues étaient désertes. Les étudiants, enseignants et avocats en grève furent rejoints par des ouvriers, hommes d'affaires, négociants, commerçants et chauffeurs de bus. Le chef de la police informa les leaders de l'opposition que toute nouvelle manifestation serait réprimée par les armes, même si elle n'impliquait que des femmes et des enfants. Plutôt que de risquer d'autres vies, tous les efforts se concentrèrent sur le blocage de l'économie.

La capitale, Guatemala ville, fut paralysée pendant 5 jours. Les étudiants distribuèrent des tracts appelant la population à rester nonviolente et à poursuivre la résistance. Le gouvernement militarisa le secteur des transports tout en menaçant de représailles les entreprises en grève, sans grand effet. Le palais national était inondé de centaines de lettres et pétitions demandant la démission d'Ubico.

L'armée et la police ne savaient pas quoi faire. Chacun restant chez soi, elles n'avaient pas de cible ou de groupe organisé à attaquer. Le pouvoir du dictateur s'effritait, les gens n'avaient plus peur. Mario Rosenthal écrit :

Énergique et cruel, Ubico aurait pu réprimer une attaque armée. Il aurait pu éviter la balle d'un assassin et abattre celui-ci de ses mains. Il aurait pu imposer sa volonté à n'importe quel groupe de mécontents, civils ou militaires, et les faire fusiller. Mais il était sans recours devant des actes civils de répudiation, auxquels il répondit par la violence, jusqu'à ce que ceux-ci le poussent lentement jusqu'à la voie sans issue où finissent par arriver tous les dictateurs : tuez tous ceux qui ne sont pas avec vous, ou filez⁶.

Retrait des soutiens et démission

Jorge Ubico démissionna le 1^{er} juillet 1944, abandonnant le pouvoir à un triumvirat de généraux.

5. Mario Rosenthal, *Guatemala, op. cit.*, p. 211.

6. *Ibid.*, p. 200.

La lutte nonviolente de juin n'avait duré qu'un mois, mais elle marqua une victoire pour le peuple et sa méthode de lutte. Les exilés ne tardèrent pas à rentrer, des partis politiques virent le jour et les garanties constitutionnelles furent rétablies. Néanmoins l'un des membres de la junte, le général Federico Ponce, se voyait bien prendre le rôle de chef suprême et s'assura la victoire de manière frauduleuse lors des élections improvisées du 13 octobre. Les partis d'opposition et les étudiants réagirent en lançant des grèves limitées. Le 20 octobre, avec le soutien des étudiants et des ouvriers, un groupe d'officiers subalternes réformateurs, dirigés par Jacobo Arbenz et Javier Arana, fomenta un rapide coup d'État et arracha le pouvoir au général Ponce. Des élections équitables s'ensuivirent, et le Guatemala entama les 10 années de son « printemps démocratique ».

Mettre fin à la ségrégation dans les bus de Montgomery (1955-1956)

Joshua Paulson

Ségrégation raciale

Après l'abolition de l'esclavage, à la fin de la guerre de Sécession, les citoyens blancs du sud des États-Unis approuvèrent une législation locale et d'État appelant à une séparation obligatoire entre les races. La cour suprême des États-Unis entérina cette doctrine de ségrégation en 1896. La ségrégation devint, à Montgomery (Alabama) comme dans la plupart des villes de l'ancienne confédération, une réalité sociale, politique et économique caractérisée par l'oppression et l'injustice.

À Montgomery, la ségrégation s'étendait au réseau de transports publics de la ville, chaque bus comportant un certain nombre de sièges à l'avant réservés exclusivement aux passagers blancs. Il était interdit aux Afro-Américains de s'asseoir à côté d'un Blanc n'importe où dans le bus, et si celui-ci était plein, ils devaient rester debout afin de laisser des places assises supplémentaires pour les Blancs qui montaient. Pourtant, plus de 15 000 Afro-Américains de Montgomery prenaient le bus chaque jour, représentant plus de 70 % des passagers des bus de la ville.

Pendant des années, les Afro-Américains exprimèrent leurs doléances et leur frustration d'être traités injustement dans les transports publics. Il n'était pas rare que les chauffeurs de bus fassent des remarques grossières ou insultantes aux passagers. Ils enjoignaient souvent aux Afro-Américains de monter à l'avant pour payer leur ticket, puis de redescendre et d'embarquer par l'arrière afin d'éviter de passer près des Blancs. Un vieil homme qui avait refusé d'agir ainsi fut même abattu par des policiers. Les chauffeurs de bus exigeaient régulièrement l'arrestation de passagers qui avaient refusé de libérer leur siège pour faire place à des passagers blancs.

Le Conseil politique des femmes

Ces incidents récurrents et les conditions générales d'oppression endurées par la population afro-américaine en butte à la ségrégation suscitèrent la création à Montgomery d'une organisation des femmes afro-américaines, le Conseil politique des femmes (WPC). Le groupe rencontrait régulièrement le maire de la ville pour tenter de résoudre à l'amiable les petits problèmes affectant leur communauté.

Au début des années 1950, le Conseil politique des femmes reçut de plus en plus de plaintes au sujet du traitement réservé aux Afro-Américains dans les bus. En 1954, lorsque les administrateurs de la ville envisagèrent d'augmenter les tarifs des transports, le WPC s'y opposa, à moins que les revendications suivantes soient acceptées :

1. un règlement stipulant que les Noirs peuvent s'asseoir de l'arrière vers l'avant, et les Blancs de l'avant vers l'arrière, jusqu'à ce que tous les sièges soient occupés;
2. que les Noirs ne soient pas obligés de payer leur ticket à l'avant puis de monter à l'arrière du bus;
3. que les bus stoppent à chaque grand carrefour des quartiers résidentiels occupés par des Noirs comme ils le font pour les communautés où résident des Blancs¹.

Toutes les pratiques dénoncées étaient courantes à l'époque dans beaucoup d'autres villes du Sud. La véritable déségrégation des bus semblait une revendication trop radicale et ne fut pas incluse dans la pétition.

Le maire répondit en demandant simplement aux chauffeurs de bus d'être plus courtois envers tous les passagers et de s'arrêter plus souvent dans les quartiers afro-américains. Cela sembla marcher un moment, mais trois mois plus tard les plaintes revinrent en nombre. Ceci incita le Conseil politique des femmes à signaler au maire que « 25 organisations locales au moins envisagent de préparer un boycott des bus dans toute la ville² ».

Le refus et la défiance de Rosa Parks

L'occasion de lancer ce boycott survint le 1^{er} décembre 1955, lorsque quatre Afro-Américains furent contraints à quitter leurs sièges pour de nouveaux passagers blancs et à rester debout. Trois passagers se levèrent, mais Rosa Parks refusa tranquillement d'obtempérer. Elle fut arrêtée. M^{me} Parks n'avait pas prévu d'être la cause d'un boycott des bus. Mais lorsque le Conseil politique des femmes apprit son arrestation, le groupe décida que l'heure était venue.

1. Jo Ann Gibson Robinson, lettre au maire W.A. Gayle, 21 mai 1954. Facsimilé réimprimé dans Jo Ann Gibson Robinson, *The Montgomery Bus Boycott and the Women Who Started It*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1989, p. viii.

2. David J. Garow (dir.), *The Walking City: The Montgomery Bus Boycott, 1955-1956*, Brooklyn, Carlson Publishing, 1989, p. 611-612.

Ses membres diffusèrent l'information et imprimèrent des tracts demandant aux Afro-Américains de ne pas prendre le bus pour un boycott d'une journée, le lundi 5 décembre, afin de protester contre la détention de M^{me} Parks.

Lorsque le jour du boycott arriva, même les participants furent stupéfaits par son efficacité presque totale. Les bus roulèrent à vide toute la journée dans les quartiers afro-américains. En fin d'après-midi, un groupe de leaders influents des milieux religieux, commerciaux, syndicaux, académiques et civiques de la communauté afro-américaine se réunirent pour fonder une nouvelle organisation destinée à unifier la communauté dans une protestation contre le traitement injuste et inéquitable à bord des bus de la ville. Ce groupe où dominait le clergé prit le nom d'Association pour l'amélioration de Montgomery (MIA), élisant pour président le jeune pasteur baptiste, le D^r Martin Luther King, J^r.

Un grand rassemblement eut lieu ce soir-là dans une église locale, sous la présidence de représentants de la nouvelle association. Encouragés par la participation presque totale au boycott, les participants votèrent à l'unanimité la poursuite de la protestation jusqu'à l'obtention d'une série de revendications.

Ces dernières restaient essentiellement modérées, semblables aux demandes présentées 18 mois plus tôt par le Conseil politique des femmes; elles ne remettaient pas en question la ségrégation dans les bus. Les militants résolurent de ne pas reprendre le bus tant que leurs demandes ne seraient pas satisfaites, à savoir: 1) la garantie que les opérateurs des bus les traitent avec courtoisie; 2) que les passagers soient placés sur la base du premier arrivé, premier assis – les Noirs prenant place de l'arrière du bus vers l'avant, les Blancs de l'avant vers l'arrière; et 3) que des employés de bus noirs travaillent sur les trajets fréquentés surtout par les Noirs³.

Le boycott des bus prend de l'ampleur

L'idée étant de prolonger le boycott indéfiniment tant que les revendications de la MIA ne seraient pas satisfaites, il fallut créer des moyens de transports alternatifs pour les 15 000 Afro-Américains qui prenaient le bus chaque jour en temps normal pour se rendre au travail. Au premier jour du boycott, 18 entreprises de taxis afro-américaines s'engagèrent à transporter leurs passagers au même tarif que les bus, mais la mairie mit fin à ce projet en déclarant illégaux les tarifs réduits de ces taxis.

Dès la fin de la deuxième semaine du boycott, la MIA avait mis en place son propre parc de véhicules partagés, avec points d'embarquement et de débarquement répartis sur tout Montgomery. Des collectes furent organisées, des dons affluaient de tout le pays, permettant l'achat de nouveaux véhicules à partager. La mise en place de ce système de voitures collectives permit au boycott des bus

3. Martin Luther King, Jr., *Stride Toward Freedom: The Montgomery Story*, New York, Harper and Row, 1958, p. 63-64.

de continuer avec une remarquable efficacité. Beaucoup choisirent cependant de circuler à pied, afin de bien montrer leur détermination.

Principe et technique

Dès le tout début du boycott, la MIA maintint l'unité et la discipline dans la communauté afro-américaine en faisant appel à l'amour chrétien. La religion jouait un rôle important dans la vie des Afro-Américains de Montgomery, et cela transparaissait dans la nature des grands rassemblements que la MIA tint deux fois par semaine pendant toute la durée du boycott. Ces meetings étaient en général dirigés par des pasteurs locaux et incluaient des prières et lectures de la bible mettant en avant l'amour et le pardon. Ces réunions furent aussi déterminantes pour imprégner le groupe d'une doctrine de non-violence d'inspiration religieuse. Selon le président de la MIA, Martin Luther King, «soirée après soirée, le groupe était exhorté à aimer plutôt que haïr, et à se préparer à endurer la souffrance si nécessaire, mais à ne jamais l'infliger. On incitait chaque orateur populaire à prendre la non-violence pour thème central de son intervention⁴».

Le Dr. King écrivit plus tard, en référence aux milliers de participants au boycott: «Il est probable que la plupart d'entre eux ne croyaient pas en la non-violence comme philosophie de vie, mais comme ils avaient confiance dans leurs leaders qui leur présentaient la non-violence comme une simple expression du christianisme en action, ils étaient volontaires pour l'utiliser comme technique⁵.»

Échec des négociations

Les organisateurs du boycott pensaient que leur protestation ne durerait pas longtemps. Ils estimaient que leurs revendications seraient satisfaites sans trop de difficultés, même sous le régime ségrégationniste, et qu'une fois atteint le stade des négociations la Ville ferait facilement des concessions. Mais ils durent déchanter le 8 décembre, après les premiers pourparlers entre la MIA, la mairie et la compagnie des bus: il était clair que la Ville n'avait pas l'intention de céder. Un deuxième cycle de négociations eut lieu plus tard ce mois-là, au cours duquel la MIA abandonna même sa revendication que la compagnie des bus embauche des conducteurs afro-américains pour les lignes desservant les quartiers noirs. Mais la mairie ne voulut rien entendre. La MIA rencontra une dernière fois les élus, là encore sans le moindre progrès. Le boycott se poursuivit. Le parc de voitures partagées continua de grandir, dépassant bientôt les 300 véhicules.

La mairie, ayant échoué à faire taire la MIA lors des négociations, essaya de nouvelles tactiques pour venir à bout du boycott. Le 24 juin 1956, le maire

4. *Ibid.*, p. 87.

5. *Ibid.*, p. 89.

Gayle annonça que lui-même et tous ses adjoints s'étaient inscrits au Conseil des citoyens blancs, aux idées extrémistes. Peu après, les officiels de la mairie se lancèrent dans une politique dure contre la MIA et le boycott. Les conducteurs afro-américains étaient harcelés et arrêtés par la police pour des infractions routières mineures ou fausses. Ceux qui se rendaient au travail à pied se virent menacés d'être « arrêtés pour vagabondage ». La municipalité tentait de désolidariser la communauté des Afro-Américains et de lui faire perdre sa discipline par la peur.

Attentats à la bombe

Les menaces de violence se précisaient contre les leaders du boycott. Le premier test de la discipline nonviolente du mouvement survint la nuit du 30 janvier 1956, quand la maison de Martin Luther King fut endommagée par une bombe incendiaire. Dès qu'il l'apprit, King se précipita chez lui, y trouvant une foule de ses partisans en colère, beaucoup armés et prêts à se venger violemment de la communauté blanche. King calma la foule et appela de nouveau à faire face à ces attaques avec discipline, non-violence et amour chrétien. Finalement, chacun rentra chez soi. Quelques jours plus tard, lorsqu'une autre bombe explosa au domicile de E.D. Nixon, un vétéran du syndicalisme et leader du MIA, la communauté réagit de manière disciplinée. On ne parla plus de violence.

Le 1^{er} février, la MIA changea de cap et radicalisa sa position. L'organisation avait essayé la modération, demandant une réorganisation de la répartition des places de bus dans le cadre des lois sur la ségrégation; en vain. Donc, comme les élus municipaux blancs avaient refusé toute concession au cours des négociations, puis lancé une campagne d'intimidation et de violence contre la communauté afro-américaine, la MIA porta plainte devant la cour fédérale pour contester la légalité constitutionnelle de la ségrégation elle-même. Il leur faudrait malheureusement attendre des mois pour être entendus, et plus encore pour obtenir le verdict. Et le jour-même où la plainte fut enregistrée, une autre bombe explosait à Montgomery.

Les attentats ne venant pas à bout de la détermination de la communauté afro-américaine, la mairie de Montgomery reprit les arrestations de masse. Cette fois, au lieu de petites amendes pour des infractions routières, la municipalité réunit le grand jury du comté de Montgomery pour enquêter sur la MIA, accusée de « conspirer à détruire une entreprise légitime ». Le 21 février, le grand jury inculpa plus d'une centaine des personnes sous cette accusation de conspiration.

Fin de la peur

Mais à ce stade, les gens n'avaient plus peur. Personne n'essayait de se soustraire aux arrestations. En fait, ils venaient par dizaines au commissariat pour se faire arrêter. Les gens exprimaient leur fierté de voir leur nom sur la liste des arrestations. Ceux qui n'y voyaient pas leur nom exprimaient leur déception.

Martin Luther King fut le premier à comparaître pour répondre à une accusation de conspiration, et moins de quatre jours plus tard un juge l'avait condamné à une amende. Les autres affaires furent ajournées en attendant l'appel du verdict de King. Ce jugement, loin de démobiliser le mouvement, renforça l'impulsion et la détermination de la lutte. Le boycott des bus avait maintenant attiré l'attention nationale et internationale, et le verdict contre King galvanisa de nouveaux soutiens au boycott.

Trois mois plus tard, le tribunal fédéral du district se prononça enfin sur le procès anti-ségrégation intenté par la MIA et déclara que la ségrégation dans les bus était en fait contraire à la Constitution. La ville de Montgomery interjeta appel de cette décision auprès de la Cour suprême des États-Unis.

Le boycott continuait cependant, non sans difficultés. On répandit de fausses rumeurs de corruption et de détournements de fonds au sein de la MIA. En septembre, la MIA fut informée que l'assurance responsabilité civile des véhicules utilisés en partage serait annulée sans préavis. Mais le boycott avait à ce stade gagné des soutiens à l'étranger, et une société de Londres annonça qu'elle reprendrait cette assurance. Puis, fin octobre, la Ville de Montgomery déposa une motion devant le tribunal du comté pour déclarer illégal le partage des voitures, affirmant qu'il s'agissait là d'une « entreprise privée opérant sans autorisation ».

La victoire

Au sein de l'Association pour l'amélioration de Montgomery, les leaders du boycott s'inquiétaient de ce nouveau procès, car une interdiction des véhicules communautaires mettrait en danger la viabilité du boycott. Mais le 14 novembre 1956, quelques heures seulement avant que le tribunal local autorise la Ville à interdire l'opération des véhicules partagés, la Cour suprême des États-Unis prononça son propre jugement, longtemps attendu. C'était la victoire qu'espérait la communauté des Afro-Américains : la Cour suprême affirmait que les lois d'État et locales de l'Alabama imposant la ségrégation dans les transports publics étaient bien contraires à la Constitution.

Au soir de ce 14 novembre, la MIA décida de mettre fin officiellement au boycott. Néanmoins, des milliers de gens présents aux meetings ce soir-là décidèrent de ne pas reprendre le bus avant que l'ordre de déségrégation n'arrive matériellement de la Cour suprême. Plus tard dans la nuit, le Ku Klux Klan organisa une « parade » automobile dans les quartiers noirs de Montgomery. Les habitants refusèrent d'afficher leur peur et de se laisser intimider. La plupart poursuivaient leurs activités comme si de rien n'était, ou restaient sous leurs porches, regardant passer la quarantaine de véhicules transportant les membres encagoulés du Klan. Certains allèrent jusqu'à les saluer de la main. Les membres du Klan, déconcertés, ne savaient comment réagir et finirent par disparaître.

Intégration et discipline

En attendant l'arrivée du décret de la Cour suprême, la MIA s'attacha à préparer la communauté aux bus intégrés. Il y eut des ateliers sur l'action nonviolente, formant les gens à la manière de réagir s'ils étaient insultés ou attaqués lorsqu'ils reprendraient le bus. Le 20 décembre, des agents fédéraux remirent le décret de déségrégation à la municipalité de Montgomery. Le lendemain, plus d'un an après le début du boycott, Afro-Américains et Blancs voyagèrent ensemble pour la première fois dans des transports publics intégrés.

Les premiers jours ne virent pas se produire d'incidents majeurs dans les bus. Puis, fin décembre, les bus essuyèrent des coups de feu dans toute la ville. Les réactionnaires tentaient d'instaurer un règne de terreur, et ils parvinrent à forcer la compagnie de bus à stopper ses opérations le soir et la nuit.

La violence réactionnaire atteignit son comble le 9 janvier 1957, lorsque six bombes explosèrent à Montgomery. Deux d'entre elles détruisirent les maisons des pasteurs Ralph Abernathy et Bob Graetz, tous deux dirigeants de la MIA. Les autres endommagèrent sérieusement quatre églises afro-américaines. Plusieurs bombes explosèrent 15 jours plus tard, et des individus tentèrent en vain de faire sauter la maison du Dr. King à la dynamite.

Cette fois encore, la communauté des Afro-Américains semblait sur le point de répondre par la violence. Mais comme auparavant, ils restèrent unis et disciplinés et n'allèrent pas se venger. Peu après, la violence prit fin soudainement. La déségrégation se poursuivit sans heurts, et les bus intégrés reprirent leurs opérations normales.

Bien qu'il ait eu lieu dans un contexte local, particulier le boycott des bus de Montgomery propulsa le mouvement pour les droits civiques au niveau national. C'est à Montgomery que les tactiques d'action nonviolente furent employées pour la première fois à grande échelle par ce tout nouveau mouvement, c'est là aussi que la non-violence inspirée par les convictions religieuses vit le jour, elle qui allait servir de doctrine sociale de référence aux Afro-Américains du sud pour la dizaine d'années à venir.

CHAPITRE 13

Défense française contre un coup d'État militaire (1961)¹

Coup d'État de l'armée française d'Algérie

Début avril 1961, le président Charles de Gaulle annonça qu'il abandonnait les efforts pour conserver à la France sa colonie d'Algérie. Dans la nuit du 21 au 22 avril, le premier régiment étranger de parachutistes de la Légion étrangère amorça un coup d'État dans la colonie en prenant le contrôle d'Alger, tandis que d'autres unités militaires s'emparaient des points clés des environs. Il n'y eut pas d'opposition sérieuse. Les putschistes arrêtaient en Algérie au moins trois généraux loyalistes, dont le commandant en chef. C'était le point culminant de conflits antérieurs entre l'armée française en Algérie et le gouvernement civil à Paris.

Le 22 avril, le « commandement militaire » rebelle instaura l'état de siège à Alger, annonçant qu'il prenait tous les pouvoirs du gouvernement civil et qu'il briserait toute résistance. Quatre colonels avaient ourdi la conspiration, mais cette déclaration portait le nom de quatre généraux récemment mis à la retraite : Challe, Jouhaud, Zeller et Salan. Le lendemain, le putsch reçut le soutien du général Nicot (chef de l'armée de l'air française), du général Bigot (commandant des forces aériennes d'Alger) et de trois autres généraux. Les usurpateurs prirent le contrôle des journaux et de la radio, ce qui leur donnait, pensaient-ils, le monopole des communications en Algérie française.

Le gouvernement français de Paris était en danger. Il y avait 500 000 soldats français en Algérie, ce qui laissait en France métropolitaine très peu d'unités opérationnelles. Les deux divisions françaises postées en Allemagne n'étaient pas très sûres. La loyauté de la gendarmerie nationale (paramilitaire) et des compagnies républicaines de sécurité était elle aussi douteuse. Pour réussir, le putsch d'Alger devait remplacer le gouvernement légitime à Paris. On craignait

1. Toutes les citations de ce chapitre sont tirées de Adam Roberts, « Civil Resistance to Military Coups », *Journal of Peace Research* (Oslo), vol. XII, n° 1, 1975, p. 19-36.

donc une tentative parallèle de coup d'État contre le gouvernement à Paris, ou l'acheminement par l'aviation militaire de troupes rebelles en France pour renverser de Gaulle.

Défiance des Français

Le dimanche 23 avril 1961, les partis politiques et les syndicats organisèrent en France des manifestations de masse, appelant à une grève générale symbolique d'une heure le lendemain pour montrer qu'ils s'opposeraient au coup d'État en Algérie. Le soir même, de Gaulle s'adressa par la radio à la nation française et lui enjoignit de défier les rebelles et de leur résister : « Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens – je dis tous les moyens – soient employés pour barrer la route à ces hommes-là, en attendant de les réduire. J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter un seul de leurs ordres. »

Plus tard dans la nuit, le premier ministre Régis Debré prononça lui aussi un discours à la radio. Il avertit la population qu'elle risquait de subir une attaque aérienne, et il ferma les aéroports de Paris. Tout en mettant lui aussi l'accent sur « tous les moyens » – y compris bien sûr l'action militaire, Debré fit confiance à l'action populaire pour persuader les soldats qui risquaient d'atterrir de se rallier au gouvernement légitime : « Dès que les sirènes retentiront, allez-y [aux aéroports] à pied ou en voiture, pour convaincre ces soldats trompés de leur lourde erreur. »

Non-coopération généralisée

Le discours tenu par de Gaulle en France fut entendu en Algérie sur les transistors de la population et des membres des forces armées, dont beaucoup étaient des appelés du contingent. Des copies du discours furent ensuite reproduites et distribuées un peu partout. Dans son discours, de Gaulle avait frappé juste en appelant à la non-coopération et à la désobéissance générales : « À partir de là, la révolte se heurta sur place à une résistance passive qui se renforça d'heure en heure. »

Le 24 avril à 17 heures, 10 millions de travailleurs prirent part à la grève générale symbolique. De Gaulle invoqua les pouvoirs d'urgence conférés au président par la Constitution. On arrêta de nombreux militants d'extrême-droite. Aux aéroports, des gens se préparaient à obstruer les pistes avec leurs véhicules pour empêcher les atterrissages. On plaça des sentinelles devant les bâtiments publics. L'Algérie fut soumise à un blocus financier et maritime. Cette nuit-là, le général Crépin annonça que les troupes françaises d'Allemagne restaient fidèles au gouvernement, et elles reçurent le lendemain matin l'ordre de rallier Paris.

La plupart des soldats français d'Algérie agirent en soutien au gouvernement de Gaulle et pour saper le pouvoir des insurgés. Le mardi, les deux-tiers des avions de transport disponibles et de nombreux avions de chasse avaient décollé d'Algérie, réduisant d'autant les capacités d'invasion de la France.

D'autres pilotes prétendirent avoir des ennuis mécaniques ou bloquèrent les pistes. Les fantassins restaient dans leurs casernes. Il y eut de nombreux cas d'inefficacité délibérée : les ordres des officiers insurgés n'étaient pas transmis, des dossiers disparaissaient, communications et transports étaient retardés. Dans l'ensemble, les appelés du contingent comprirent le pouvoir de leur non-coopération pour soutenir le gouvernement.

Érosion du coup d'État

Les meneurs du putsch durent employer une grosse partie des forces dont ils disposaient pour tenter de rester aux commandes et de maintenir l'ordre parmi les troupes d'Algérie. De nombreux officiers évitèrent temporairement de prendre parti, attendant de voir de quel côté pencherait la balance pour se rallier au vainqueur.

Les civils français d'Algérie, y compris la police d'Alger, avaient d'abord soutenu le putsch. Mais les fonctionnaires et les élus de la ville d'Alger furent nombreux à résister, cachant des documents et quittant leurs postes, pour ne pas être suspectés de soutenir le putsch. Le samedi 25 avril, la police d'Alger se rallia au gouvernement de Gaulle. Des désaccords internes survinrent entre les chefs de la rébellion, dont certains prônaient des mesures violentes. Cette même nuit, dans un autre discours à la radio, de Gaulle ordonna aux troupes fidèles de tirer sur les rebelles. Cela ne fut pas nécessaire. Le putsch était déjà anéanti.

Les meneurs se résignèrent à abandonner leur tentative de coup d'État. Dans la nuit du 25 au 26 avril, le premier régiment étranger de parachutistes se retira d'Alger et les rebelles évacuèrent les bâtiments officiels qu'ils occupaient. Le général Challe se rendit, tandis que les trois autres anciens généraux à la tête de la révolte entraient en clandestinité.

Il y eut peu de victimes (sans doute trois morts), et quelques blessés en Algérie et à Paris. L'insurrection avait été vaincue de manière décisive par des attitudes de défiance et de subversion. De Gaulle garda la présidence et l'Algérie obtint son indépendance en 1962.

Grève et boycott du raisin en Californie (1965-1970)

Hardy Merriman

Un passé d'exploitation

Pendant une bonne partie du xx^e siècle, les ouvriers agricoles de Californie ont souffert de conditions de pauvreté abjectes, toujours en déplacement, sans domicile fixe, exploités économiquement. Ces ouvriers agricoles étaient collectivement au plus bas de l'échelle des classes laborieuses de l'ouest des États-Unis, et la majorité d'entre eux travaillaient sans représentation syndicale.

Au début des années 1960, les possibilités d'organiser les travailleurs agricoles en Californie semblaient encore faibles. Les autres industries américaines étaient déjà syndiquées, mais les efforts d'organisation des ouvriers agricoles étaient constamment anéantis par des violences physiques et la manipulation des *braceros* (travailleurs saisonniers mexicains sous-payés) pour briser les grèves¹.

La première grève

L'été 1965, les Philippins et les Mexicains naturalisés qui récoltaient le raisin à Delano, en Californie, étaient prêts à passer à l'action. La dernière humiliation qu'ils avaient subie était d'être payés 20 à 30 cents de moins que les *braceros* qui travaillaient à leurs côtés. Bon nombre de ces travailleurs sous-payés étaient affiliés à une organisation d'ouvriers agricoles, le Comité d'organisation des travailleurs agricoles (AWOC), et lorsque les propriétaires refusèrent de les payer au même tarif que les *braceros*, l'AWOC aida des centaines d'ouvriers agricoles de neuf exploitations différentes à organiser une grève.

1. Les *braceros* étaient des Mexicains venant travailler aux États-Unis pour un salaire fixe et une seule récolte. Ils fournissaient une main-d'œuvre bon marché et facile, et servaient souvent à briser les grèves.

Les propriétaires laissèrent passer quatre jours, pensant que la faim et la pauvreté forceraient les ouvriers à reprendre le travail. Mais au cinquième jour les patrons coupèrent l'électricité dans les camps d'ouvriers, bloquèrent leurs familles dans leurs cabanes et commencèrent à recruter des briseurs de grève mexicains. En réaction, le meneur philippin Larry Itliong, qui avait organisé la grève pour l'AWOC, demanda l'aide d'un jeune leader «chicano» (hispano-américain), César Chávez, et de son Association nationale des ouvriers agricoles (NFWA), basée au Mexique.

Une alliance prend forme

Chávez décida de proposer aux membres de son organisation de se joindre à la grève. Le 16 septembre, environ 1 500 membres de la NFWA et de l'AWOC se réunirent dans l'église Notre-Dame de Guadalupe à Delano. Chávez demanda à ses membres de soutenir la grève de l'AWOC, déclarant que les ouvriers agricoles avaient entamé une « lutte pour la liberté et la dignité dont la pauvreté nous prive », mais il ajouta : « Ce doit être une lutte nonviolente, même si nous subissons de la violence². » Après ce discours, la NFWA vota à l'unanimité pour se joindre à la grève. Chávez conclut la réunion en appelant tous les travailleurs à s'engager à rester pacifiques.

Le vote décidant de se joindre à la grève de l'AWOC signifiait que 48 exploitations, couvrant plus de 600 km², entraient en grève. Les ouvriers agricoles ne pouvaient occuper toute la région d'un seul coup, mais ils organisèrent des piquets de grève chaque matin à l'entrée de plusieurs fermes concernées. Ils accueillèrent les ouvriers qui venaient travailler et les exhortaient à repartir. L'après-midi, les piquets de grève formaient des équipes mobiles qui se rendaient en véhicules dans les vignes pour hurler des reproches aux briseurs de grève.

Ces actions se poursuivirent pendant deux mois, mais la participation à la grève ne dépassa jamais la moitié des 2 000 ouvriers des exploitations concernées. Il y avait diverses raisons à cela. Beaucoup pensaient qu'ils ne pourraient survivre sans leurs salaires. D'autres trouvèrent du travail dans les fermes voisines qui n'étaient pas touchées. D'autres encore évitèrent de se joindre à la grève par peur de la violence que les contremaîtres risquaient de leur infliger.

Répression et violence pour provoquer les grévistes

Les contremaîtres des fermes étaient furieux et s'attaquèrent physiquement aux grévistes des piquets, tandis que la police regardait sans intervenir. Les contremaîtres fonçaient en camion sur les piquets de grève ou utilisaient des tracteurs équipés de charrues à disques, créant des nuages de poussière pour asphyxier les grévistes. Des vigiles furent engagés pour cette campagne d'inti-

2. John Gregory Dunne, *Delano*, édition révisée, New York, Farrar, Strauss & Giroux, 1971, p. 80.

midation, tirant des coups de fusil au-dessus des grévistes et les incitant à quitter leurs piquets de grève pour qu'ils puissent les arrêter. Des grévistes furent expulsés de leur camps, aspergés d'engrais et de pesticides nocifs.

Vu les circonstances, de nombreux grévistes furent tentés de recourir à la violence contre leurs agresseurs. Les grévistes, pauvres et affamés, n'avaient pas nécessairement une conviction religieuse qui les incitait à rester nonviolents. Quelques ouvriers agricoles commirent des actes isolés de violence et de destruction de biens. Des stocks de raisin furent incendiés de nuit dans un atelier d'emballage. Des briseurs de grève furent attaqués dans les vignes à coups de lance-pierres. D'autres furent menacés et eurent leurs vitres brisées. Chávez réagit à ces incidents en incitant constamment les gens à rester nonviolents.

Attirer des soutiens extérieurs

Malgré l'insistance de Chávez sur la solidarité et la discipline parmi les travailleurs, la grève semblait sur le point de s'épuiser dès la quatrième semaine. Les petits actes violents menaçaient de saper le mouvement, tandis que de nouveaux briseurs de grève étaient engagés chaque jour. Il fallait un plan pour avoir davantage de volontaires, de publicité et d'argent afin que la grève continue.

Chávez chercha comment il pourrait lier la cause des grévistes aux gens extérieurs à Delano. L'occasion vint le 16 octobre 1965, lorsque le shérif du comté de Kern, Roy Galyen, déclara que les grévistes seraient arrêtés pour «troubles à l'ordre public» s'ils persistaient à former des piquets de plus de cinq grévistes ou à harceler les ouvriers dans les vignes. En réponse, Chávez décida de défier publiquement le décret de Galyen, sachant que si les grévistes étaient arrêtés, les ouvriers agricoles recevraient l'attention généralisée des médias et des soutiens de l'extérieur.

Le lendemain, les ouvriers se rassemblèrent dans la banlieue de Delano. David Havens, un pasteur local, lut à la foule la définition d'un briseur de grève par Jack London : «Animal à deux pattes avec l'âme d'un tire-bouchon, une cervelle pleine d'eau et une colonne vertébrale faite d'un mélange de gelée et de colle³.» Havens fut arrêté sur-le-champ, sous l'œil des caméras, fournissant soudain aux grévistes un enjeu de revendication qui allait résonner dans toute la Californie.

Ajoutant involontairement à cette revendication, le shérif Galyen publia un nouveau décret deux jours plus tard, déclarant qu'il était illégal d'utiliser le mot *huelga* («grève»). Le 29 octobre, le décret fut défié par 31 volontaires et 13 ouvriers qui se rendirent dans les vignes en scandant le mot interdit. Les manifestants furent arrêtés et emmenés au tribunal sous l'œil des médias.

Le jour de la manifestation, Chávez avait prévu de s'adresser à un groupe d'étudiants militants à Berkeley, Californie. Son discours fut bien accueilli,

3. Susan Ferris et Ricardo Sandoval, *The Fight for the Fields: Cesar Chavez and the Farmworkers Movement*, New York, Harcourt Brace and Co., 1997, p. 106.

«coïncidant» avec l'information que le matin même tous les manifestants avaient été arrêtés. Chávez reçut une collecte de 2 000 \$ puis visita trois autres universités californiennes, recueillant en tout 6 700 \$, attirant l'attention des médias et ralliant de nouveaux volontaires à la cause. Il déclara plus tard, à propos des arrestations du shérif: «Nous avons pris chaque cas de violence et montré ce qu'ils nous faisaient. [...] par une sorte de réaction chimique, chaque fois que l'adversaire commet un acte injuste contre nos espoirs et aspirations, nous en retirons 10 fois plus de bénéfices⁴.»

Établir une nouvelle base de soutien

Chávez rentra de sa tournée de conférences accompagné de dizaines de nouveaux volontaires – étudiants, représentants de l'église, militants pour les droits civiques et syndicalistes des centres urbains. Lorsque ces nouvelles recrues commencèrent à se montrer dans les piquets de grève de Delano, les exploitants comprirent le pouvoir potentiel de la grève des ouvriers agricoles. Ils ne combattaient plus simplement un groupe isolé de travailleurs agricoles; ils se trouvaient confrontés à un mouvement.

Les exploitants réagirent en formant leurs propres groupes, comme «les mères contre Chávez» et «les citoyens pour les faits», qui mirent en place des contre-piquets et présentèrent les propriétaires-fermiers comme des opprimés subissant la pression du mouvement des ouvriers agricoles⁵. Leurs arguments n'eurent que peu d'impact sur l'opinion publique. Les exploitants revinrent à leurs méthodes habituelles pour combattre les grévistes: recruter toujours plus de briseurs de grève pour travailler dans la vigne.

Au début, il n'était pas certain que le simple recours aux briseurs de grève fonctionnerait contre la grève de 1965. Puis vinrent les vendanges de novembre et les exploitants engrangèrent une récolte record, malgré les actions des grévistes et de leurs soutiens extérieurs. Ce revers inattendu révéla aux travailleurs agricoles un facteur fondamental: tant que les exploitants pouvaient importer de la main d'œuvre, une simple grève ne suffirait pas à les forcer à négocier. Cette prise de conscience incita les ouvriers agricoles à réévaluer leurs plans pour l'avenir de façon à obtenir des résultats.

La grève prend une nouvelle direction

Après la récolte de novembre, les grévistes hésitaient quant à la suite à donner au mouvement. Beaucoup voulaient poursuivre l'action, mais ils n'avaient plus de lieu où mettre en place des piquets de grève. Chávez expérimenta en ouvrant de nouveaux fronts contre les exploitants. Il fit suivre le dernier chargement de raisins par deux ouvriers et un étudiant jusqu'au port d'Oakland, dans la

4. Jacques Levy, *Cesar Chávez, Autobiography of La Causa*, New York, W.W. Norton, 1975, p. 194.

5. Susan Ferris et Ricardo Sandoval, *The Fight for the Fields*, *op. cit.*, p. 97.

baie de San Francisco, pour demander aux dockers de refuser de le charger à bord. Les dockers donnèrent leur accord, et avant que les autorités aient eu le temps d'intervenir, ils avaient laissé pourrir sur les quais 1 000 caisses contenant 10 tonnes de raisins⁶.

Cette action inhabituelle lança le mouvement dans une direction toute neuve : un boycott. L'action des dockers fut si efficace que Chávez confia à une équipe d'ouvriers et d'étudiants la tâche d'élaborer un plan de boycott. Deux cibles furent choisies : Schenley Industries et DiGiorgio Corporation. Ces deux compagnies étaient importantes, étaient des marques connues, proposaient diverses lignes de produits, avaient des contrats syndicaux dans leurs autres industries, et les opérations de vignes et raisins ne représentaient qu'une petite part de leurs profits. On supposait que ces deux compagnies capituleraient sans difficulté parce qu'un boycott du raisin 1) leur ferait une publicité négative qui nuirait à la vente de leurs produits dans leurs entreprises plus profitables, et 2) créerait des difficultés dans leurs autres filiales, déjà syndiquées⁷.

Le boycott commença par une approche à deux niveaux. Tout d'abord, un groupe de volontaires à plein temps reçut une formation avant d'être envoyé dans 13 villes du pays pour mettre en place des centres de boycott. Ces centres organisaient les syndicats locaux, les associations et les groupes religieux afin qu'ils agissent contre les produits boycottés. Les volontaires recrutèrent aussi 10 000 personnes pour distribuer des tracts aux consommateurs, écrire des lettres, former des piquets de grève devant les vitrines et harceler les propriétaires de magasins jusqu'à ce qu'ils retirent des rayons les produits boycottés.

Le deuxième niveau du boycott impliquait des activités de syndicats alliés, en particulier des actions de « cargaisons à risques », au cours desquelles les autres syndicats refuseraient de toucher aux chargements de raisins cueillis par des briseurs de grève. Pendant un moment, les syndicats de camionneurs, de dockers à l'international et de magasiniers refusèrent de charger le raisin. Près de Delano, les cheminots de la gare de triage détournèrent des chargements de raisins un jour ou deux pour les laisser pourrir au soleil. Les ouvriers agricoles mirent aussi en place un réseau d'informateurs appelés *submarinos* (« sous-marins ») qui les tenait au courant des cargaisons préparées par les compagnies et de leurs plans, pour qu'ils puissent organiser des piquets de grève dès qu'il y avait des opérations de chargement ou de déchargement.

Parallèlement à ces efforts, le Conseil national des Églises, le syndicat des ouvriers de l'automobile et l'AFL-CIO (Fédération américaine des travailleurs et Congrès des organisations de l'industrie) incitèrent leurs alliés au sous-comité sénatorial sur le travail migrant à tenir trois jours d'auditions publiques, à partir du 14 mars 1966. Ces auditions attirèrent l'attention au niveau national

6. J. Craig Jenkins, *The Politics of Insurgency: The Farm Worker Movement in the 1960s*, New York, Columbia University Press, 1985, p. 152.

7. *Ibid.*

sur les arrestations et les tactiques antisyndicales, tout en apportant une certaine légitimité à la cause des ouvriers agricoles.

La marche sur Sacramento

Après les auditions au sénat, les ouvriers agricoles se lancèrent dans une nouvelle offensive. Le 17 mars, César Chávez et 70 compagnons quittèrent Delano pour une marche de plus de 500 km en 25 jours jusqu'au siège du gouvernement de la Californie, à Sacramento. Cette marche bénéficia d'un soutien général et de l'attention des médias. Les marcheurs tenaient une assemblée chaque soir et formèrent un théâtre, El Teatro campesino (« le théâtre paysan »), qui jouait des sketches mettant en scène la lutte des ouvriers agricoles.

Le groupe de marcheurs grossissait chaque jour, ils étaient 5 000 à Stockton, à trois jours de Sacramento, et la presse les suivait en permanence. Les ouvriers agricoles brandissaient des pancartes appelant au boycott des produits Schenley, et l'attention des médias porta un rude coup à l'image de cette compagnie, qui réagit en invitant Chávez à négocier.

Chávez rencontra les avocats de Schenley et les négociations progressèrent rapidement. La NFWA obtint un contrat syndical qui accordait aux ouvriers de Schenley une augmentation de 35 cents de l'heure et un nouveau centre d'embauche syndicale, prenant effet sur-le-champ. Chávez annonça publiquement cet accord le 7 avril 1966, quelques jours avant d'arriver à Sacramento. Les ouvriers agricoles accueillirent cette nouvelle avec joie. Ils avaient remporté leur première victoire.

Capitulation de DiGiorgio

Après leur victoire sur Schenley, les ouvriers agricoles intensifièrent le boycott de DiGiorgio. Dans tout le pays, des volontaires redoublèrent d'efforts pour distribuer des tracts et inciter les commerçants à retirer des rayons les produits DiGiorgio. Pour étendre l'action, 60 syndicalistes et étudiants choisirent à Chicago une nouvelle cible de protestation – les centres de distribution alimentaire – et bloquèrent les chargements de raisins dans tout le Midwest⁸.

Pour renforcer le boycott, les piquets de grève maintenaient la pression, mais ils essuyèrent un revers important le 20 mai 1966, quand DiGiorgio obtint une injonction du tribunal limitant le nombre de grévistes qui pouvaient être présents sur son exploitation de Delano. Pour faire face à cette contrainte, trois ouvrières agricoles proposèrent de remplacer les piquets par des assemblées de prière devant l'entrée de la ferme. L'idée plut à Chávez, et pendant les trois mois suivants, des centaines de grévistes venaient chaque jour prier devant un autel en bois à l'arrière d'une camionnette. Quelques briseurs de grèves quittaient même les champs le matin pour prier devant cet autel.

8. Susan Ferris et Ricardo Sandoval, *The Fight for the Fields*, op. cit., p. 128.

Les ouvriers agricoles incitèrent aussi les briseurs de grève et les ouvriers à ralentir le travail, dans des opérations de *planes de tortuga* (« plans tortue »). Chávez encouragea ces ouvriers à « travailler moins, plus lentement, faire du travail de moins bonne qualité, tout ce qui, en restant légal et moral, coûterait néanmoins de l'argent à l'exploitant⁹ ».

Sous la pression générée par ces actions, DiGiorgio capitula et annonça que le service de médiation et de conciliation de l'État organiserait des élections sur les propriétés viticoles de DiGiorgio. Mais peu après, DiGiorgio changea les règles et fit soudain une déclaration publique : les élections auraient lieu quatre jours plus tard, et la société comptable de DiGiorgio superviserait les opérations. DiGiorgio ajouta que le scrutin serait ouvert à un syndicat concurrent, celui des camionneurs (les Teamsters), en plus de la NFWA et de l'AWOC¹⁰.

La NFWA et l'AWOC, scandalisés par cette annonce surprise de DiGiorgio, affirmèrent que l'élection était truquée pour assurer la victoire des Teamsters. Ils appelèrent au boycott des élections et obtinrent le 23 juin 1966 une injonction pour faire retirer leurs noms du scrutin.

Les élections eurent lieu deux jours plus tard, donnant la victoire aux Teamsters. Chávez réussit pourtant à contrer cette victoire lors de la convention de l'association politique Mexique-Amérique, en pressant Pat Brown, le gouverneur de la Californie, d'imposer à DiGiorgio une enquête sur l'élection. Le gouverneur Brown, qui avait besoin du vote des Américains-Mexicains pour l'élection qui approchait, accepta, et une commission d'enquête fut mise en place par le comité américain d'arbitrage.

Le comité annula l'élection précédente et annonça qu'un nouveau scrutin tripartite serait organisé avec la NFWA, l'AWOC et les Teamsters. Pour essayer d'augmenter leurs chances de l'emporter, les dirigeants de la NFWA et de l'AWOC décidèrent d'unir officiellement leurs forces et de fusionner leurs organisations sous le nom de Comité d'organisation des ouvriers agricoles (l'UFWOC).

Le 30 août 1966, après des semaines à rassembler grévistes et volontaires, l'UFWOC gagna les élections auprès des ouvriers agricoles, 530 à 331, tandis que les Teamsters remportaient une petite élection à part chez les employés des entrepôts. L'UFWOC poursuivit les négociations avec DiGiorgio pendant les sept mois suivants et obtint un accord qui offrait aux ouvriers agricoles des avantages sans précédent.

Cette victoire donna un nouvel élan à la cause des travailleurs de l'agriculture, et de nombreuses exploitations viticoles de Delano se syndiquèrent

9. Jacques Levy, *Cesar Chávez, op. cit.*, p. 222.

10. Le syndicat des Teamsters était intéressé par cette élection car 20 % de ses membres travaillaient dans des industries liées à l'agriculture (transports, conserveries, etc.) et un syndicat indépendant des ouvriers agricoles présentait une menace pour son pouvoir. Les Teamsters avaient proposé en secret à DiGiorgio un accord favorable si cette compagnie incitait ses employés à voter pour eux.

l'année suivante. À l'automne 1967, l'UFWOC représentait environ 5 000 travailleurs, soit 2 % de la totalité des employés agricoles de la Californie. Il lui restait à syndiquer les 98 % restants¹¹.

Le grand boycott du raisin

Après sa victoire dans nombre de vignobles de Delano, l'UFWOC changea de cap et se tourna vers un adversaire plus redoutable : l'industrie du raisin de table. La première cible fut la société Giumarra. Cette entreprise, la plus importante de Delano pour le raisin de table, contrôlait 12 000 acres (48 km²) et employait 2 000 travailleurs en pleine saison. Elle avait aussi un long passé de revendications de ses employés¹².

Le 3 août 1967, 1 200 employés quittèrent les champs de Giumarra. La compagnie contre-attaqua en faisant venir de nombreux camions de briseurs de grève, depuis Los Angeles entre autres. Quatre jours plus tard, Giumarra obtint une injonction interdisant de fait tout piquet de grève près de ses ranchs.

Cette injonction paralysa les efforts des ouvriers agricoles et, comme pour DiGiorgio, il devint vite clair que dans ces conditions une simple grève ne suffirait pas pour atteindre leurs objectifs. L'UFWOC décida de changer de mode d'action et de lancer un boycott à l'échelle nationale.

Des étudiants volontaires et 50 grévistes reçurent une formation avant d'être envoyés dans quelques villes du pays pour appeler à un boycott de six produits Giumarra. Giumarra réagit en s'arrangeant avec six exploitants californiens pour envoyer ses produits sous une centaine d'étiquettes différentes, utilisées par d'autres exploitations, non boycottées. Cette campagne d'étiquetage trompeur sema la confusion chez les consommateurs et les volontaires, qui ne savaient plus quels produits acheter ou boycotter.

Après en avoir longuement débattu, l'UFWOC décida de résoudre le problème en étendant son boycott à tout le raisin de table californien. Cette décision, en élargissant les opérations des ouvriers agricoles, demandait de nouveaux financements et volontaires, et une organisation plus structurée de la campagne.

Pas découragé par cette épreuve, Chávez continua d'envoyer des grévistes et leurs familles pour prendre la direction des centres de boycott disséminés aux États-Unis. Ces travailleurs formaient avec de nombreux étudiants dévoués un noyau dur se consacrant à plein temps au boycott, passant de longues heures à organiser les opérations et à distribuer des tracts, tout en étant nourris, logés et payés 5 \$ par semaine. De nombreux volontaires à temps partiel – professionnels, femmes au foyer, militants des droits civiques – participaient en établissant des piquets de grève devant les magasins et en assistant aux réunions. Les alliés institutionnels – leaders religieux, politiques et syndicaux –

11. J. Craig Jenkins, *The Politics of Insurgency*, op. cit., p. 162.

12. *Ibid.*, p. 163.

ralliaient la cause et s'impliquaient de plus en plus, organisant des réunions, fournissant des contacts, offrant des fonds et de la place dans leurs bureaux.

Début 1968, le boycott avait déjà progressé sur plusieurs fronts. Une trentaine de maires et de conseils municipaux, dans tout le pays, soutenaient la grève, et de nombreuses municipalités cessèrent d'acheter du raisin de table. Divers syndicats se rallièrent et organisèrent des actions sur leur lieu de travail pour soutenir le boycott. Certaines chaînes de supermarchés cessèrent aussi d'acheter du raisin, par crainte de subir des boycotts secondaires¹³.

La tentation de la violence et le jeûne de Chávez

Ces avancées étaient importantes, mais elles ne représentaient qu'une petite partie de ce qu'il fallait pour que le boycott soit complètement efficace. Malgré les victoires des ouvriers agricoles, les progrès étaient lents et beaucoup d'ouvriers n'avaient pas prévu qu'un boycott national demanderait une telle somme de travail. Quelques grévistes, exaspérés par cette lenteur, commencèrent à se laisser tenter par la violence. Certains firent sauter des pompes d'irrigation, semèrent des clous sur les routes pour crever les pneus des véhicules des fermes, d'autres commencèrent même à venir aux piquets de grève avec des armes à feu.

Ces destructions et projets violents incitèrent Chávez à entamer une grève de la faim personnelle à Delano, le 15 février 1968. Lorsqu'il rendit publique cette décision quatre jours plus tard, ce fut en admonestant ses partisans, déclarant : « Aucun mouvement syndical ne vaut la mort d'un ouvrier agricole ou de son enfant, ni d'un fermier ou de son enfant¹⁴. » Chávez déclara que son jeûne était une pénitence parce que le syndicat envisageait la violence, et qu'il ne recommencerait à manger qu'une fois que tous les grévistes auraient renouvelé leur engagement à être nonviolents.

Les représentants syndicaux, émus par ces propos, tentèrent en vain de le convaincre d'abandonner son jeûne. Mais les ouvriers agricoles commencèrent à se rallier à lui et la violence prit fin. Des gens restaient avec lui 24 heures sur 24, et le mouvement retrouva son unité. Un observateur écrivit que le jeûne de Chávez « devint le meilleur instrument d'organisation dans l'histoire du mouvement ouvrier¹⁵ ».

Le 10 mars, après 25 jours de jeûne durant lesquels il perdit 15 kilos, Chávez prit son premier repas lors d'une messe catholique devant son bungalow. Il était entouré de 6 000 partisans et des médias nationaux. Même le sénateur Robert Kennedy fit une apparition. Le mouvement des ouvriers agricoles était uni dans son engagement en faveur des méthodes nonviolentes, et il avait été propulsé sous les projecteurs au niveau national.

13. Patrick H. Mooney et Theo J. Majka, *Farmers' and Farm Workers' Movement: Social Protests in American Agriculture*, New York, Twain Publishers, 1995, p. 161.

14. Susan Ferris et Ricardo Sandoval, *The Fight for the Fields*, op. cit., p. 144.

15. *Ibid.*, p. 143.

Réorganiser le boycott

Après la fin de son jeûne, Chávez recommença à organiser activement la lutte des ouvriers agricoles. Il se consacra personnellement à former des centaines d'ouvriers agricoles et les envoya dans les centres de boycott disséminés dans 20 grandes villes des États-Unis et du Canada.

Tout au long de l'année 1968, ces ouvriers agricoles organisèrent des boycotts secondaires contre les grandes chaînes de distribution alimentaire. Des piquets de grève de trois à 40 participants accueillait les clients à l'entrée des magasins. Les magasins réagirent en obtenant des injonctions contre les piquets de masse devant leurs établissements. La police arrêta des participants aux piquets, tandis qu'un mouvement d'extrême droite, la John Birch Society, organisait des contre-manifestations.

Mais les boycotteurs prenaient progressivement le dessus, forçant de nombreux supermarchés à cesser de vendre du raisin de table. Un organisateur de ce boycott écrit : « Nous avons complètement perturbé tous ces magasins et ils en souffraient. [...] On leur a rendu la vie impossible, et ils ont fini par comprendre que la valeur des raisins ne valait pas les problèmes qu'on leur causait¹⁶. »

Le calcul était simple. Début 1969, les ventes au détail de raisin de table avaient baissé de 12 % aux États-Unis, et de 3 à 4 millions de dollars de raisins pourrissaient sur pied. Les livraisons de raisin aux 41 villes les plus consommatrices du pays avaient baissé de 22 % et le prix du raisin continuait à baisser à cause du surplus de l'offre. Dans certaines villes, le boycott eut une efficacité extraordinaire. Par exemple, comparées aux ventes de 1966 (pour une récolte comparable), les ventes de raisin en 1969 avaient chuté de 34 % à New York, de 41 % à Chicago, de 42 % à Boston et de 53 % à Baltimore¹⁷.

De leur côté, les chaînes de supermarchés prirent des mesures pour contrer les actions de l'UFWOC. Safeway, la plus grosse chaîne d'épicerie de la côte ouest, fonda des comités pour la « liberté du travail », défendant le droit de ne pas être syndiqué et accusant Chávez d'être un marxiste et un escroc. Safeway et le Bureau des fermes de la Californie lancèrent aussi une campagne nationale de 2 millions de dollars organisée par une société conservatrice de relations publiques pour promouvoir la consommation de raisin en se fondant sur le concept de « droit des consommateurs ». Éditoriaux et publicités vantaient les bienfaits du raisin, et des autocollants proclamaient « Mangez du raisin californien, le fruit défendu¹⁸ ! ».

Des alliés politiques se mobilisèrent aussi derrière les supermarchés. Ronald Reagan, le gouverneur de la Californie, ordonna au Bureau d'agriculture de lancer une campagne de relations publiques pour discréditer le boycott, et aux

16. *Ibid.*, p. 153.

17. Patrick H. Mooney et Theo J. Majka, *Farmers' and Farm Workers' Movement*, *op. cit.*, p. 163.

18. Susan Ferris et Ricardo Sandoval, *The Fight for the Fields*, *op. cit.*, p. 148.

agences gouvernementales de fournir des chômeurs et des détenus aux exploitants pour remplacer les grévistes – jusqu'à ce qu'un tribunal annule cette ordonnance. Richard Nixon déclara pendant sa campagne présidentielle que le boycott était « illégal » et qu'il devait être brisé « avec la même fermeté [avec laquelle] nous condamnons les grèves illégales, les fermeures économiques illégales ou toute autre forme d'illégalité¹⁹ ». Une fois élu président, Nixon renchérit en quadruplant la quantité de raisin envoyée aux troupes américaines au Vietnam, de 250 tonnes en 1968 à près d'un million de tonnes en 1969²⁰.

En dépit de ces actions, il devint clair dès l'été 1969 que les exploitants perdaient la bataille du boycott. Le marché était saturé de raisins, qui trouvaient peu d'acheteurs. Dix pour cent de la récolte de l'année précédente était stocké en chambre froide, et les négociants en fruits commençaient à ne prendre les raisins qu'en dépôt-vente. Les chargements vers l'Amérique du Nord chutèrent d'un tiers²¹.

En février 1970, 40 exploitants de Coachella, au sud de la Californie, cédèrent à la pression et entrèrent en pourparlers avec l'UFWOC. Un accord fut conclu après deux mois : les planteurs reprenaient les grévistes de l'UFWOC en leur accordant une augmentation et des avantages significatifs. Après signature de cet accord, les exploitants de Coachella virent la valeur de leur raisin grimper de 25 cents à un dollar par cagette, et les consommateurs recommençaient à acheter.

Cette nouvelle concurrence de la vallée de Coachella accrut la pression sur les planteurs de Delano. Le 25 juillet 1970, 26 exploitants de cette ville, représentant 8 000 emplois et la moitié des récoltes de l'État, demandèrent eux aussi à négocier. Quatre jours plus tard, tous les exploitants de Delano signèrent des accords reconnaissant les syndicats. Des milliers d'ouvriers agricoles se rassemblèrent devant la salle où les accords étaient signés ; ils chantaient « *Nosotros venceremos, nosotros venceremos* » (« nous allons gagner »). Chávez sortit de la salle en prononçant un seul mot : « Victoire. »

Le boycott de l'UFWOC avait réussi à obtenir des droits pour les ouvriers agricoles de Californie. De 1965 à 1970, la lutte nonviolente des ouvriers agricoles avait transformé une petite action locale en un syndicat national regroupant 20 000 ouvriers agricoles, qui signa un contrat sur le raisin avec 150 sociétés fournissant 85 % du marché californien du raisin de table. Selon les mots de César Chávez, les victoires de l'UFWOC étaient la preuve que « par l'action nonviolente dans ce pays et dans le monde [...] on peut parvenir à une justice sociale²² ».

19. Patrick H. Mooney et Theo J. Majka, *Farmers' and Farm Workers' Movement*, op. cit., p. 163.

20. *Ibid.*

21. J. Craig Jenkins, *The Politics of Insurgency*, op. cit., p. 171.

22. Jaques Levy, *Cesar Chávez*, op. cit., p. 325.

CHAPITRE 15

Défiance tchèque et slovaque face à l'invasion (1968-1969)

Une invasion pour empêcher les réformes

La Tchécoslovaquie fut longtemps considérée comme ayant le régime communiste le plus strict parmi les satellites soviétiques. Pourtant, le Parti communiste et le gouvernement tchécoslovaques entamèrent, de janvier à août 1968, un processus de démocratisation limitée mais significative. Ils renonçaient au concept fondamental du léninisme, qui conférait un rôle dictatorial au Parti, et leurs déclarations valorisaient la liberté d'expression et d'association.

Les dirigeants de l'Union soviétique et des autres régimes communistes d'Europe de l'Est voyaient là une menace majeure. Les dirigeants soviétiques étaient déterminés à mettre fin à cette tentative de création d'un « socialisme à visage humain ». Leurs mises en garde ne suffisant pas à enrayer le processus, ils décidèrent d'envahir la Tchécoslovaquie. Plus de 300 000 soldats soviétiques en furent chargés, épaulés par des unités armées de Pologne, d'Allemagne de l'Est, de Hongrie et de Bulgarie.

Il ne semble pas que le gouvernement ou que le Parti communiste tchécoslovaque aient préparé une défense pour faire face à cette éventualité. Certains écrivains tchécoslovaques avaient pourtant déclaré au début de l'été : « Si les Russes nous envahissent, ne leur tirez pas dessus. Pratiquez la résistance passive. »

Les dirigeants soviétiques estimaient que l'invasion de la Tchécoslovaquie par plus de 500 000 soldats du Pacte de Varsovie submergerait en quelques jours les 175 000 hommes de l'armée tchécoslovaque, plongeant le pays dans la confusion et précipitant sa défaite. L'invasion permettrait de faire un coup d'État pour remplacer le régime réformiste d'Alexander Dubček par une clique prosoviétique qui restaurerait la discipline communiste.

Le 20 août 1968, à 23 heures, la Tchécoslovaquie fut envahie par voie terrestre depuis l'est, le nord et le sud. L'invasion dura toute la nuit. Les aéroports du pays furent pris et utilisés massivement pour y acheminer des troupes et

des blindés légers. Les troupes soviétiques avaient ordre de se préparer à combattre, mais aussi de ne tirer qu'au cas où on leur tirerait dessus.

L'invasion est condamnée

D'un point de vue militaire, l'invasion fut un succès. En deux jours, pratiquement toutes les villes importantes de Tchécoslovaquie étaient occupées. Les Soviétiques s'attendaient semble-t-il à une résistance armée, qu'ils étaient certains d'écraser en moins de quatre jours, avant d'installer un régime soumis et de se retirer rapidement.

La résistance commença dès les premières heures de l'invasion. Presque immédiatement, avant même l'annonce officielle de l'invasion, les habitants de Bratislava, dans la région slovaque du pays, entrèrent en résistance nonviolente. L'ensemble du pays suivit l'exemple.

Dans la nuit du 20 au 21 août, les forces armées tchécoslovaques reçurent l'ordre de rester dans leurs casernes et de ne pas opposer de résistance armée. Cet ordre semble avoir été compris et suivi.

Peu après 1 h 50 le 21 août, le présidium du Parti communiste tchécoslovaque fit lire une déclaration sur Radio Prague, affirmant que des troupes en provenance de cinq États communistes avaient envahi le pays à l'insu du gouvernement ou des dirigeants du Parti. On appelait tous les citoyens à rester calmes et à « ne pas opposer de résistance aux troupes en marche » ; les forces armées n'avaient pas reçu l'ordre de défendre le pays. L'invasion était dénoncée comme contraire aux relations entre États socialistes et au droit international. Tous les fonctionnaires importants du Parti et du gouvernement restèrent à leur poste. L'Assemblée nationale et une séance plénière du comité central du Parti communiste furent convoquées pour débattre de la situation. La déclaration fut diffusée à plusieurs reprises.

Résistance à l'occupant

Tandis que les troupes tchécoslovaques respectaient l'ordre de ne pas combattre les envahisseurs, une résistance d'un autre type commença presque de suite. Un présentateur de Radio Prague annonça à 4h30 : « Soyons courageux et dignes, mais calmes¹... » Une heure plus tard, un autre présentateur déclara :

Si vous rencontrez des membres des forces d'occupation, évitez les affrontements qu'on pourrait prendre pour de la provocation. Chaque fois que vous êtes en contact avec des soldats étrangers, expliquez-leur que, jusqu'à leur arrivée, tout était absolument calme dans ce pays, sans menace d'une contre-révolution²...

1. Philip Windsor et Adam Roberts, *Czechoslovakia 1968*, New York, Columbia University Press, 1969, p. 115.

2. *Ibid.*

Même à ses débuts, la résistance prit la forme de protestations nonviolentes, de non-coopération et de défiance. Des jeunes gens commirent cependant au départ quelques actes de résistance violente, dispersés et désorganisés.

La radio tchécoslovaque appela à 6 h 35 la population à rester calme et à opposer à l'occupant une « résistance passive³ ». Dans l'après-midi, l'Assemblée nationale fit une déclaration envisageant une grève nationale⁴.

Vers 8 heures, l'agence de presse du gouvernement, CTK, reçut une déclaration d'un groupe d'officiels du gouvernement et du Parti communiste tchécoslovaques qui avaient soi-disant demandé aux troupes du Pacte de Varsovie d'entrer dans le pays. Cette déclaration aurait dû être diffusée avant l'invasion des troupes étrangères. L'agence de presse refusa de diffuser cette proclamation⁵.

Le 21 août à l'aube, les rues de Prague s'emplirent de jeunes gens. Beaucoup se rendirent au siège de la radio. Les journalistes de la radio les incitèrent à tenter d'engager la conversation, leur « seule arme », avec les troupes d'invasion. Les blindés soviétiques qui approchèrent furent accueillis par des huées et des poings levés. Les jeunes gens formèrent une barricade humaine et les blindés stoppèrent. Puis ils renforcèrent le barrage, renversant des bus et autres véhicules. Tandis qu'une émission radio décrivait la scène, le présentateur s'adressait aux jeunes gens par les hauts-parleurs de la rue :

Restez calmes. Votre seule arme doit être la résistance passive. Ne vous laissez pas provoquer à un bain de sang. C'est ce qu'ils attendent. Ne vous laissez pas provoquer⁶.

Entre 6 h 30 et 15 heures, des villageois habitant le long de la rivière Upa, en Bohême orientale, formèrent une chaîne humaine sur un pont, bloquant le passage aux blindés et autres véhicules soviétiques. Ne pouvant traverser le pont, la colonne soviétique fit demi-tour et quitta les lieux⁷.

Ce matin-là, à Prague, près de la station radio, des jeunes gens tentèrent de discuter avec les équipages des chars russes, les exhortant en russe à rentrer chez eux. Les chars ouvrirent le feu, d'abord au-dessus des manifestants puis dans la foule, blessant ou tuant quelques jeunes gens. Certains manifestants réagirent en lançant des cocktails Molotov (bombes à essence) sur les chars, dont certains prirent feu, tuant leurs équipages. Il y eut des incidents similaires dans d'autres quartiers⁸.

Pendant ce temps, Radio Prague et Radio Tchécoslovaquie persistaient dans leurs directives : « La meilleure solution est la résistance passive : ignorez-

3. Robert Littel (dir.), *The Czech Black Book*, New York, Frederick A. Praeger, 1969, p. 27.

4. *Ibid.*, p. 49.

5. Harry Schwartz, *Prague's 200 Days*, New York, Frederick A. Praeger, 1969, p. 24.

6. *Ibid.*, p. 212.

7. Philip Windsor et Adam Roberts, *Czechoslovakia 1968*, op. cit., p. 121n31.

8. Harry Schwartz, *Prague's 200 Days*, op. cit., p. 212-213.

les, ne faites rien, refusez de faire quoi que ce soit⁹.» Jusqu'à 20h30, Radio Prague dissuadait les gens de manifester. Radio Tchécoslovaquie, quant à elle, appelait à garder son sang-froid, à rester calme et digne, à ne pas ériger de barricades ni se laisser provoquer à employer la violence¹⁰.

Restez calmes mais résistez !

Malgré le manque de préparatifs, une remarquable lutte de non-coopération et de défiance se développa les jours suivants.

Des milliers de journaux et tracts antisoviétiques furent distribués¹¹. Le 21 août parurent dans plusieurs journaux des déclarations appelant à suivre les directives du premier secrétaire du Parti Alexander Dubček, du président Ludvík Svoboda et du gouvernement du premier ministre Oldřich Černík. Certains de ces journaux furent distribués par des voitures de la police tchécoslovaque, actionnant gyrophares et sirènes pour passer les barrages soviétiques.

Le 21 août, de bon matin, le présidium de l'académie tchécoslovaque des sciences envoya des lettres à l'Unesco à Paris, à l'ambassade d'Union soviétique de Prague et aux scientifiques du monde entier, demandant leur soutien contre cette invasion. Plusieurs autres organisations appelèrent aussi à soutenir le régime constitutionnel et alertèrent la communauté internationale.

Radio Prague signalait ce matin-là : « Sur la place Venceslas, les gens tentent de stopper les véhicules des troupes d'occupation avec leur corps¹². »

À 7 h 15, juste après que la radio ait signalé des coups de feu, Alexander Dubček, le premier secrétaire du Parti communiste, lança un appel sur les ondes : « Je vous demande de rester calmes et de supporter avec dignité la situation actuelle. Je vous appelle au calme¹³. » Ce fut l'un des nombreux appels d'officiels du gouvernement et de présentateurs radio repris par la radio tchécoslovaque.

Dès 8 heures on pouvait voir de nombreuses méthodes de résistance se déployer sur la place du vieux Prague. Des centaines de citoyens entouraient la statue de Jan Hus, le grand réformateur religieux et martyr de la Bohême ; un drapeau tchécoslovaque fut hissé sur la statue. Un artiste engagea un dialogue soutenu avec un capitaine russe sur les raisons de l'occupation soviétique. D'autres citoyens discutaient avec des soldats soviétiques du dernier numéro du journal *Rude Bravo*. Partout sur la place retentissaient des clameurs scandant « Dubček ! ». Dans un coin, des citoyens chantaient l'hymne national.

Plus tard dans la matinée, de grands groupes de jeunes gens arrivèrent à la place Venceslas. Apprenant qu'il y avait eu une fusillade devant l'immeuble

9. Philip Windsor et Adam Roberts, *Czechoslovakia 1968*, op. cit., p. 117.

10. Robert Littel (dir.), *The Czech Black Book*, op. cit., p. 30-33.

11. Harry Schwartz, *Prague's 200 Days*, op. cit., p. 213.

12. Robert Littel (dir.), *The Czech Black Book*, op. cit., p. 31.

13. *Ibid.*

du comité central, ils marchèrent jusque-là et se rendirent à l'hôpital de Frantisek en brandissant des drapeaux tchécoslovaques maculés de sang.

La statue de saint Venceslas (duc de Bohême, x^e siècle) fut drapée d'étendards tchécoslovaques et de pancartes portant en russe l'inscription « Soldats, rentrez chez vous ! Vite ! » Des tracts circulaient, exigeant le retrait rapide des armées d'occupation. Des milliers de journaux furent distribués dans tout le pays, donnant des nouvelles sur l'occupation qu'ils dénonçaient.

Enlèvements, arrestations et refus

Le 21 août, quelques heures après la diffusion de la déclaration du présidium du comité central du Parti communiste, le KGB soviétique (la police d'État) kidnappa le chef du Parti Alexander Dubček, le premier ministre Oldřich Černík, le président de l'Assemblée nationale Josef Smrkovský et le président du Front national František Kriegel. Les dirigeants enlevés auraient pu être exécutés après la réussite du coup d'État, ce qui était arrivé au dirigeant hongrois Imre Nagy en 1957.

Les dirigeants kidnappés ne furent pas remplacés par un régime fantoche.

Les Soviétiques assignèrent à résidence le président de la république, Ludvík Svoboda, ancien soldat et homme d'État populaire en Tchécoslovaquie et en Union soviétique. Mais lorsqu'une clique conservatrice proche de Moscou lui présenta un document qui aurait légitimé un nouveau régime dur, le président Svoboda refusa courageusement de le signer.

La mobilisation de la résistance nonviolente et le refus de collaborer parvinrent au début à faire barrage aux objectifs politiques des Soviétiques. Ceci entraîna de sérieux problèmes de logistique et de moral parmi les troupes d'occupation.

Défiance de la radio et du congrès du Parti

L'invasion n'allait pas sans heurts. Harry Schwartz nota dans le *New York Times*: « Vingt-quatre heures après le début de l'invasion, le Kremlin savait qu'il avait commis une erreur. Le gouvernement et le peuple de la Tchécoslovaquie refusaient de se soumettre¹⁴. »

Les émetteurs radios secrets que l'armée tchécoslovaque avait prévus en cas d'invasion par l'Allemagne de l'Ouest avaient été mis à la disposition des groupes de résistance civile. Dans les rues de Prague, les gens écoutaient les messages de la résistance sur leurs transistors. Les présentateurs recevaient des appels téléphoniques qui leur permettaient de donner des instructions très précises aux manifestants dans certains lieux, pour maintenir la discipline et éviter les provocations violentes. Le réseau clandestin de radios permit aussi de réunir plusieurs instances officielles qui s'opposaient à l'invasion.

14. Harry Schwartz, *Prague's 200 Days*, op. cit., p. 222.

Le quatorzième congrès extraordinaire du Parti, l'Assemblée et les ministres encore en place diffusèrent des déclarations similaires à celle du présidium du Parti, qui avait affirmé que l'invasion avait commencé à l'insu des dirigeants du Parti et du gouvernement. Il n'y avait pas eu de « demande » d'intervention. Certains de ces corps constitués choisirent des dirigeants par intérim pour assurer certaines fonctions d'urgence.

Au matin du 22 août, le quatorzième congrès extraordinaire du Parti communiste tint une assemblée secrète d'une journée dans une usine de Prague-Vysočany; 1 192 des 1 543 délégués élus auparavant étaient présents. Le congrès avait prévu de se réunir le 9 septembre. Les troupes soviétiques empêchèrent la plupart des délégués de Slovaquie d'atteindre Prague, mais les délégués parvinrent à garder le secret au point que les Soviétiques n'avaient aucune idée du lieu où se tenait le congrès.

La déclaration du congrès condamnait cette invasion injustifiée, niant qu'elle avait eu lieu suite à une demande d'officiels du Parti ou du gouvernement, et répétait qu'il n'y avait pas eu de contre-révolution. Le congrès exigeait que « les conditions normales de fonctionnement de toute autorité constitutionnelle et politique soient créées sur-le-champ et que tous les fonctionnaires détenus soient libérés de suite afin de reprendre le travail. [...] la Tchécoslovaquie socialiste n'acceptera jamais d'être administrée par une occupation militaire ou un régime intérieur de collaboration dépendant des forces d'occupation¹⁵ ».

Le congrès exigeait le départ des troupes étrangères et appelait à une grève d'une heure pour le 23 août à midi si des négociations ou un retrait n'avaient pas débuté dans les 24 heures et si le chef du Parti, Dubček, ne s'était pas prononcé d'ici là sur cette question. La déclaration ajoutait que le Parti prendrait d'autres mesures. Le congrès envoya aussi un message chaleureux de soutien à Dubček, qui avait déjà été enlevé. Le Parti communiste tchécoslovaque s'était transformé en organisation de résistance contre l'Union soviétique.

L'Assemblée nationale se réunit et exigea « la libération de nos représentants constitutionnels [...] afin qu'ils puissent assumer les fonctions constitutionnelles que le peuple souverain du pays leur a confié¹⁶ ».

Le 22 août au matin, deux séries de tracts condamnant les traîtres furent distribuées. Il y eut aussi une campagne de pétitions appelant à la libération d'Alexander Dubček.

Grèves et autres gestes de résistance nonviolente

Le 22 août, Radio Tchécoslovaquie diffusa des messages d'ouvriers appelant à une grève d'une heure ou illimitée si les dirigeants constitutionnels et du Parti n'étaient pas libérés avant 18 heures. Toutes sortes de graffitis apparurent sur les murs de Prague. On peignit des svastikas sur les chars soviétiques. Des

15. Robert Littel (dir.), *The Czech Black Book*, op. cit., p. 81.

16. Robin Alison Remington (dir.), *Winter in Prague*, Cambridge, MIT Press, 1969, p. 382.

slogans couvraient les murs, comme « Oui au socialisme, non à l'occupation », « Ivan, rentre chez toi, Natacha est au lit avec Igor », « À la niche, les chiens ! ». Le moral des troupes d'occupation était en chute libre¹⁷.

Durant la première semaine, le réseau clandestin de radios fut à l'origine de nombreuses formes de résistance et en organisa d'autres. Il avait non seulement réuni le quatorzième congrès extraordinaire du Parti, mais aussi appelé à des grèves générales d'une heure, demandé aux cheminots de retarder de plusieurs jours le transport du matériel russe de repérage et de brouillage radio, exhorté la police d'État à refuser de collaborer. On n'a pas relevé de cas de collaboration parmi les policiers en uniforme. En fait, bon nombre d'entre eux travaillèrent activement avec la résistance.

Les présentateurs radio expliquaient qu'il était futile de recourir à la violence et plus judicieux de résister de façon nonviolente. La radio disait aux étudiants dans les rues de se dégager en cas de situation potentiellement explosive et de ne pas ajouter foi aux rumeurs. La radio fut l'instrument principal d'une résistance politiquement mature et efficace.

Rôle de la radio de résistance

La radio permit à plusieurs niveaux de résistance de rester en communication régulière dans diverses régions. Elle remplit aussi certaines fonctions d'urgence que les agences officielles ne pouvaient remplir à cause de l'occupation de leurs bureaux par les Soviétiques (comme réunir de la main d'œuvre pour récolter patates et houblon) et fournit des informations cruciales, par exemple en rassurant les mères sur la sécurité de leurs enfants en colonies de vacances ou en donnant les rares nouvelles des négociations à Moscou.

Pendant tout ce temps, les citoyens ignoraient les troupes soviétiques. Le 23 août à midi, les sirènes retentirent dans toute la ville pour annoncer « officiellement » le début de la grève générale lancée par le congrès du Parti, tandis que les jeunes gens exhortaient tout le monde à évacuer les rues.

Négociations à Moscou

Malgré son succès militaire total, l'Union soviétique devait à présent faire face à une forte lutte politique. Les dirigeants soviétiques, confrontés à une résistance civile unie, à un gouvernement refusant de collaborer et à une démoralisation croissante de leurs troupes, finirent par accepter, le vendredi 25 août, que l'intraitable président Svoboda vienne à Moscou pour des négociations. Il fut autorisé à s'adresser à la nation par radio avant son départ. Une fois arrivé à Moscou, Svoboda refusa de négocier tant que Dubček, Černík et Smrkovský ne pourraient se joindre aux discussions.

17. Harry Schwartz, *Prague's 200 Days*, *op. cit.*, p. 213.

Ces négociations de Moscou présentaient un dilemme aux dirigeants tchécoslovaques: soit ils offraient trop peu, au risque de s'attirer les foudres des Soviétiques et de perdre tout espoir d'obtenir des termes acceptables, soit ils offraient trop, au risque de passer pour des traîtres auprès des leurs. Les dirigeants ignoraient combien de temps la lutte nonviolente pourrait continuer et si elle resterait efficace. Ils semblaient douter de la capacité du peuple à maintenir une résistance disciplinée face à une répression sévère. Il n'y avait eu ni préparatifs ni planification stratégique en vue d'une telle situation.

Après les négociations de Moscou, Smrkovský déclara en rentrant à Prague qu'ils avaient eu « très peu ou presque pas d'informations » sur ce qui se passait au pays¹⁸. Ils ne savaient donc pas si la résistance était encore forte, si elle restait disciplinée. Ils ignoraient le poids qu'ils pouvaient avoir dans les négociations. Ils savaient par contre qu'une flambée de violence ou un effondrement de la résistance serait un désastre.

La résistance continue

Le 23 août au soir, Radio Tchécoslovaquie signala qu'il y aurait probablement des arrestations dans la nuit et appela les citoyens à peindre ou à ôter les plaques de rues, les numéros de maisons, les noms de lieux et les panneaux routiers. La ville de Prague réagit au quart de tour et devint pratiquement anonyme. On disait que le seul panneau encore lisible indiquait « Moscou: 1 500 km ».

Il ne faudrait pas en conclure que la résistance était complète. Il y eut quelques collaborateurs de haut niveau, prêts à obéir aux envahisseurs. D'autres profitèrent de la situation parfois chaotique pour se livrer au pillage et aux émeutes.

Pendant la journée du 24 août, les troupes soviétiques intensifièrent leurs efforts pour contrôler la population de Prague. Les soldats fouillaient les véhicules, survolaient la ville en hélicoptère pour chercher les émetteurs radio clandestins et déverser des tracts justifiant la présence des forces d'occupation. Un couvre-feu fut imposé de 22 heures à 5 heures du matin. Les troupes d'occupation arrachaient les affiches, qui étaient souvent remplacées quelques heures plus tard par des graffitis ou des inscriptions comme « Avenue Dubček ».

Dénonciations et loyauté des troupes

Cette invasion fut un grand revers international pour l'Union soviétique. Elle suscita de nombreuses réactions: débat du Conseil de sécurité des Nations unies, condamnation de l'Union soviétique par beaucoup de ses partisans habituels, dénonciation dans le monde entier par les partis communistes et les organisations procommunistes, dont la fédération syndicale mondiale. Le 27 août fut marqué par des protestations internationales: manifestations en

18. *Ibid.*, p. 232.

Italie, grève générale en Autriche, arrêt du travail en France et deux minutes de silence national aux Pays-Bas.

Le 25 août, le gouvernement tchécoslovaque rappela à l'ambassade soviétique que les troupes d'occupation n'avaient pas tenu leurs promesses : plusieurs des officiels arrêtés n'avaient pas été libérés, le désarmement des unités de l'armée tchécoslovaque continuait et les troupes d'occupation n'avaient pas quitté les villes, villages et immeubles, ni les secteurs où étaient postées des troupes tchécoslovaques.

Radio Tchécoslovaque signala que de nombreux membres des forces d'occupation semblaient vraiment regretter leur action. Un équipage de char « refusa d'obéir aux ordres d'un officier de disperser un attroupement¹⁹ ». Un autre compte rendu indiquait : « Certaines unités hongroises ont été envoyées en opérations sans munitions, à cause de leur manque de fiabilité²⁰. » Il y eut de nombreux autres témoignages de graves problèmes de moral au sein des troupes d'invasion²¹. On signala même plusieurs suicides de soldats ou d'officiers soviétiques dans les rues de Prague²².

Des sources sûres notent qu'une grande partie des troupes ayant participé à l'invasion initiale – voire toutes – durent être évacuées de Tchécoslovaquie dans les quatre jours et remplacées par des troupes fraîches.

Les dix commandements

Selon un article du journal *Lidova Demokracie* paru le 26 avril :

Cette expression spontanée de résistance du peuple tchécoslovaque désarmé a perturbé moralement les forces d'occupation. Aucun état-major au monde n'aurait pu élaborer un tel plan. Il est né dans l'esprit de 14 millions de Tchèques et de Slovaques qui rejettent leurs visiteurs non invités et montrent, par leur résistance psychologique, qu'il est possible de confronter même la plus puissante armée avec calme et réalisme. C'est quelque chose que les généraux du Kremlin n'avaient pas envisagé²³.

Dans les campagnes, les ouvriers agricoles firent des heures supplémentaires en soutien à la lutte. Le 26 août, les ouvriers des fonderies apprirent que la coopérative agricole de Hôrka Poříčany allait donner plus de cinq tonnes de patates aux citoyens de Prague et que l'argent de la vente serait versé au Fonds pour la République.

Le 26 août toujours, le journal *Vecerni Praha* publia « les dix commandements » de la résistance :

19. Robert Littel (dir.), *The Czech Black Book*, op. cit., p. 152.

20. Philip Windsor et Adam Roberts, *Czechoslovakia 1968*, op. cit., p. 127.

21. Dans Robert Littel (dir.), *The Czech Black Book*, op. cit., p. 212-213, et p. 112, 114, 134, 164 et 190.

22. Voir par exemple dans *ibid.*, p. 86.

23. *Ibid.*, p. 213.

1. On ne sait pas
2. On ne s'intéresse pas
3. On ne dit pas
4. On n'a pas
5. On ne sait pas comment faire
6. On ne donne pas
7. On ne peut pas
8. On ne vend pas
9. On ne montre pas
10. On ne fait rien²⁴

Un compromis et des contrôles politiques accrus

Après quatre jours de négociations à Moscou, un accord de compromis fut conclu. La plupart des dirigeants tchécoslovaques restaient à leur poste, mais le Parti exercerait davantage son « rôle directif » et les troupes soviétiques resteraient dans le pays. Ce compromis semble aussi avoir sacrifié certains des dirigeants réformateurs et leurs réformes. Le compromis, appelé « protocole de Moscou », suscita des réactions mitigées dans la population. Les observateurs étrangers y voyaient un succès inattendu pour la nation et ses dirigeants. Un pays occupé n'a pas en général le pouvoir de négocier. Mais la plupart des Tchèques et des Slovaques voyaient là une défaite, qu'ils refusèrent de reconnaître pendant une semaine.

Les négociations comme l'accord montraient que les dirigeants soviétiques reconnaissaient qu'ils n'avaient pu atteindre leurs objectifs par des moyens militaires. Ils s'étaient donc tournés vers des moyens politiques, étayés par la puissance militaire, et avaient obtenu un certain succès.

Les mois suivants, les dirigeants soviétiques poursuivirent leurs efforts pour atteindre leurs objectifs par des voies plus politiques. Aidés par certains communistes tchèques et slovaques, ils contestèrent la légitimité du 14^e congrès extraordinaire du Parti, arguant qu'il avait été réuni anticonstitutionnellement et que ses décisions étaient donc nulles. Pendant ce temps, de nouveaux partisans de Dubček vinrent renforcer le comité central du Parti.

Le Parti communiste tchécoslovaque et les instances gouvernementales prirent des décisions concrètes pour se plier aux demandes des Soviétiques. Le 13 septembre, l'Assemblée nationale légalisa la censure « temporaire » de la presse et interdit les groupes politiques externes au Front national, dominé par les communistes. En octobre, le premier ministre soviétique Kosyguine vint à Prague signer un traité légalisant l'occupation « temporaire » du pays par les troupes soviétiques, sans préciser de limite de durée ou de nombre. Sur pression soviétique, deux revues furent interdites. Les directeurs de Radio Tchécoslovaquie et de Télé-Tchécoslovaquie furent démis de leurs fonctions, ainsi que certains officiels qui avaient pourtant soutenu l'invasion.

24. *Ibid.*, p. 218.

Au cours de ces mois, Dubček, Černík et Husák tinrent des discours prêchant le « réalisme » et l'amitié avec l'Union soviétique. Des milliers de Tchèques et de Slovaques quittèrent le pays définitivement.

À la mi-novembre, le comité central du Parti communiste, toujours plus sous influence soviétique, vota une résolution qui évaluait ce qui s'était passé depuis janvier. Elle affirmait que des « activités négatives » des médias et une « confusion de points de vue entre le Parti et la société » avaient suscité des accusations injustes contre le Parti et le gouvernement. « Cela a détruit l'activité d'organes importants du pouvoir politique. » Cette déclaration poursuivait en affirmant que « la presse, la radio et la télévision sont les premières de toutes les institutions pour mettre en pratique la politique du Parti et de l'État²⁵ ». Dubček conservait son poste de premier secrétaire du Parti mais voyait son autorité réduite.

Résistance populaire et contrôle soviétique

Malgré tous ces efforts, la population continuait de résister aux troupes d'occupation, parfois par de grandes manifestations. La presse, la radio et la télévision trouvèrent des moyens pour exprimer les sentiments véritables de la population. Ce pouvaient être des critiques directes des justifications invoquées par les Soviétiques pour l'invasion, ou des moyens plus indirects et symboliques. La nouvelle censure était en fait une autocensure, mais elle opérait grâce à la menace d'interdiction de publier.

Le 7 novembre, des manifestations de masse eurent lieu à Prague, à Bratislava, à Brno et dans d'autres villes. Plus tard ce mois-là, des dizaines de milliers d'étudiants organisèrent des *sit-in* de quatre jours dans les lycées et les universités pour protester contre l'occupation. Les ouvriers leur envoyèrent de la nourriture.

Cette pression populaire stimula Dubček et ses amis. Malgré plusieurs reculades devant la pression soviétique, la situation ne revint pas au niveau précédent de terreur policière. Harry Schwartz écrit dans le *New York Times* : « Plus de cent jours après l'invasion, il existait en Tchécoslovaquie une espèce de match nul. [...] Mais la Tchécoslovaquie était encore, début décembre 1968, le plus libre des États satellites de l'Union soviétique, le seul où les sentiments antisoviétiques et le désir de liberté étaient aussi éloquents. » Schwartz ajoute que le résultat de l'invasion fut décevant pour l'Union soviétique comme pour la Tchécoslovaquie²⁶.

Sur une population de plus de 14 millions d'habitants, il y eut 70 morts et 1 000 blessés lors des fusillades résultant de la résistance populaire à l'invasion et à l'occupation.

25. *Ibid.*, p. 244-245.

26. *Ibid.*, p. 251-252.

Malgré l'absence de préparation ou de formation spécifique à la résistance civile, le régime de Dubček réussit à se maintenir au pouvoir jusqu'en avril 1969, date à laquelle le gouvernement et la direction du Parti capitulèrent et furent remplacés par le régime de Husák. Les dirigeants en place avant l'invasion restèrent à leur poste environ huit mois de plus qu'ils auraient pu le faire en ayant choisi la résistance armée. Les Soviétiques finirent par réaliser des objectifs importants, comme installer un régime conservateur subordonné. Mais la lutte à long terme n'était pas terminée. En 1989 débuta une nouvelle lutte nonviolente, la «révolution de velours», et le régime communiste s'effondra.

CHAPITRE 16

Grève des travailleurs en Namibie (1971-1972)

Les travailleurs africains paralysent les mines

En décembre 1971, les travailleurs africains organisèrent une grève réussie contre le système oppressif de contrôle de la main d'œuvre en Namibie, appelée alors « Sud-Ouest africain » et administrée par l'Afrique du Sud, avec son système rigide d'apartheid. La grève s'étendit rapidement à l'ensemble du pays, touchant bientôt toutes les grandes mines et regroupant de 13 000 à 25 000 travailleurs africains. Elle paralysa l'industrie minière dont dépendait en grande partie l'économie du pays. Le gouvernement sud-africain se vit donc forcé à négocier de nouveaux accords de travail qui abolissaient officiellement le système oppressif du travail sous contrat mais n'apportaient pas d'amélioration majeure aux conditions de travail et de vie.

L'Afrique du Sud contrôle les mines et le marché du travail

L'Afrique du Sud a gardé sa main-mise sur le Sud-Ouest africain jusqu'en 1990, au mépris des résolutions de l'assemblée générale des Nations unies et de la Cour internationale de justice.

L'industrie minière représentait la moitié de l'économie du pays, et la plupart des mines et des secteurs développés étaient situés dans la « zone de police », les deux tiers sud du territoire. Les sociétés minières produisaient du cuivre, du plomb, du lithium, de l'étain, du vanadium et des diamants.

En 1971, la Namibie comptait 750 000 habitants. Les Ovambos formaient le groupe ethnique le plus important, regroupant 344 000 personnes de plusieurs tribus apparentées, soit 45 % de la population. Les Européens étaient au nombre de 90 000. Le reste était constitué d'autres tribus indigènes.

Les divers groupes ethniques africains étaient surtout établis dans des zones tribales imposées, les bantoustans ou « *homelands* », conformément à la politique sud-africaine d'apartheid. La plupart de ces bantoustans se trouvaient dans le tiers nord de la Namibie, dont la moitié environ est désertique. Le

premier bantoustan créé par le régime sud-africain fut l'Ovamboland, situé entre la frontière de l'Angola et la « zone de police » ou « secteur blanc ». Beaucoup d'Ovambos vivaient aussi dans le sud de l'Angola, qui était encore une colonie portugaise. Toute la région où résidaient les Ovambos, y compris le sud de l'Angola, était appelée l'Ovamboland.

Le bantoustan de l'Ovambo était une région sous-développée dont l'économie dépendait de l'agriculture de subsistance. Les emplois salariés étaient rares. Pourtant, les Ovambos devaient gagner de quoi payer leurs impôts. Ils étaient donc obligés d'aller chercher du travail à l'extérieur de leur *homeland*.

Les Ovambos, comme tous les autres autochtones de Namibie, avaient le droit de travailler dans le « secteur blanc » uniquement selon le système du travail contractuel, et ils ne pouvaient y accéder qu'avec un permis délivré par l'employeur ou un officiel. Ils n'avaient pas le droit de s'y établir, ni d'y circuler en-dehors des heures de travail. Les Ovambos étaient surtout employés dans les mines ou comme domestiques. Ils représentaient à l'époque 90 % de la main d'œuvre des mines et 70 % dans les industries contrôlées par les Européens.

Le système de travail sous contrat

À l'époque de la grève, l'Association du travail indigène du Sud-Ouest africain régissait le système de travail sous contrat, ce qui en faisait l'unique porte d'accès à un emploi. Les travailleurs étaient « classés » selon leur forme physique et leur âge, et attribués aux employeurs pour des périodes de 12 à 18 mois. Ils étaient payés selon leur « classe », à des salaires mensuels minimum variant de 3,75 rands (4,95 \$) à 10 rands (13,20 \$)¹. De nombreux travailleurs percevaient un peu plus que le salaire minimum. L'employeur fournissait aussi le logement, la nourriture, quelques vêtements et les frais de déplacement jusqu'au lieu de travail. Dans la zone de police, l'employé ne pouvait choisir son travail ni discuter des salaires ou des conditions de vie. Il voyageait seul jusqu'à son lieu de travail et vivait dans un quartier africain imposé, ou dans un baraquement où la norme était de huit hommes par chambre. Les familles se trouvaient ainsi séparées les deux tiers du temps, souvent toute leur vie.

Malgré cette situation, un employé n'avait pas le droit de faire la grève ou de rompre son contrat, tandis que l'employeur pouvait y mettre fin. De 40 000 à 50 000 Ovambos travaillaient dans ces conditions, sous contrat.

Les premiers signes d'agitation chez les Ovambos apparurent à la suite d'un jugement de la Cour internationale de justice en juin 1971, condamnant le contrôle du territoire par les Sud-Africains. Plusieurs enseignants et fonctionnaires furent renvoyés pour avoir critiqué un chef tribal qui soutenait l'occupant sud-africain. Pour étouffer ce début de protestation, la police armée arrêta en juin environ 800 Africains dans les baraquements de Windhoek, sous prétexte qu'ils l'occupaient « illégalement ». En réaction, des grèves spontanées

1. R = le Rand, la monnaie sud-africaine.

éclatèrent parmi les travailleurs de Windhoek et dans la ville portuaire de Walvis Bay. Ces premiers efforts étaient cependant dépourvus de planification, de stratégie et même d'une quelconque organisation.

Le 30 juin, les représentants de deux Églises luthériennes d'Afrique écrivirent des lettres soutenant la décision de la Cour internationale de justice, lettres qui furent lues dans toutes les églises. Ils envoyèrent des copies au premier ministre sud-africain, John Vorster. D'autres exprimèrent leur accord, chefs tribaux, hommes d'église et de nombreux Africains. Les Églises, y compris l'Église réformée de Hollande, condamnaient depuis longtemps le système de travail sous contrat, qu'elles assimilaient à une « forme d'esclavage ». Elles affirmaient que ce système brisait la vie de famille et encourageait la prostitution et l'alcoolisme.

Entre août et décembre, les chefs religieux rencontrèrent à plusieurs reprises le premier ministre Vorster et Jan de Wet, l'administrateur général des territoires indigènes du nord. Lors d'une de ces rencontres, de Wet nia que le système de travail sous contrat était une « forme d'esclavage ». Il affirma que si les Ovambos n'étaient pas contents de ce système, ils n'accepteraient pas d'être placés sous contrat.

Grève et arrestations

Le 10 décembre 1971, un journal signala que les travailleurs sous contrat de Walvis Bay planifiaient une grève pour le 14 décembre. Ces travailleurs écrivirent à leurs amis dans toute la Namibie pour les inciter à se joindre à la grève, lançant ainsi un effort uni et coordonné contre le système de travail sous contrat.

Le 12 décembre, les travailleurs des baraquements de Windhoek, où logeaient environ 6 000 Ovambos, se réunirent et décidèrent d'entrer en grève le lendemain. Ils commencèrent par un « boycott de la nourriture » pour protester contre les rations qu'on leur allouait dans le cadre de leur contrat. Ils se plaignaient aussi de la surpopulation et des mauvaises conditions d'hébergement. La police fut dépêchée à Walvis Bay pour assurer les services essentiels et pour tenter de contenir la grève. Mais les Ovambos étaient prêts à entrer en grève en d'autres lieux.

Le lundi 13 décembre au matin, 5 200 résidents des baraquements de Windhoek – éboueurs, gardiens, porteurs, employés d'hôtel et de l'aéroport – refusèrent de se rendre au travail. Les services municipaux, les chantiers et commerces s'arrêtèrent aussi. Le boycott de la nourriture se poursuivait, les travailleurs ne se contentaient pas de refuser la nourriture des cuisines du camp, ils la détruisaient et achetaient des provisions dans les boutiques du voisinage. La police boer encercla les baraquements en ferma le portail, refusant de laisser quiconque entrer ou sortir. On parla de brutalités policières et de vandalisme.

Les habitants de Windhoek furent immédiatement affectés par la grève. Les ordures n'étaient plus ramassées. Les étudiants et enfants européens

aidèrent à assurer le fonctionnement des services, aidés par des travailleurs de couleur (métis) et noirs d'Afrique du Sud.

Le 13 décembre, des renforts de police furent envoyés dans les autres régions en grève, dont Walvis Bay, où 14 meneurs furent arrêtés. Les policiers qui sympathisaient ou collaboraient avec les Ovambos furent démis de leurs fonctions. G. White, l'administrateur en chef des bantoustans pour le Sud-Ouest africain, organisa une rencontre à Walvis Bay avec les grévistes et des prêtres. Les grévistes invoquèrent la déclaration de De Wet selon laquelle ils acceptaient volontairement le système du travail sous contrat comme une bonne raison pour eux d'entrer en grève. On restait dans l'impasse.

Le lendemain, White s'adressa aux ouvriers des baraquements de Windhoek, les exhortant à reprendre le travail. Ils refusèrent, déclarant qu'ils ne reprendraient qu'après l'abolition du système des contrats. White annonça alors que les chefs ovambos rencontreraient des représentants de l'Association du travail indigène du Sud-Ouest africain, rencontre placée sous la présidence de De Wet. Ce dernier indiqua que la rencontre aurait lieu les 9 et 10 février 1972 à Grootfontein, pour discuter des revendications des ouvriers. En attendant, les travailleurs décidèrent de retourner dans l'Ovamboland. Pendant ce temps, 13 chefs grévistes étaient arrêtés.

La grève s'étend

Les services de Windhoek étaient paralysés, et le 15 décembre la grève s'étendit à la mine de cuivre de Klein Aub, où 640 mineurs quittèrent le travail, stoppant la production. Le 16, un « exode de masse » débuta à Windhoek lorsqu'un premier groupe de 1 000 grévistes prit volontairement le train de l'Ovamboland pour se « rapatrier ». Plus tard ce jour-là, les ouvriers sous contrat de la grande mine de Tsumeb se mirent en grève. Sur un total de 4 090 travailleurs africains, 3 700 demandèrent à être rapatriés, et la production stoppa.

Le 17 décembre, après avoir touché leur paye, d'autres ouvriers de Walvis Bay vinrent grossir les rangs des 10 000 grévistes. Les employés d'hôtel de Windhoek cessèrent le travail. Une autre mine de Tsumeb, Kombat, perdit aussi 800 ouvriers ovambos ce soir-là, stoppant le travail de nuit et diminuant le nombre de résidents. La grève ne se cantonnait plus aux seuls centres industriels, mais touchait aussi les fermes des régions rurales. Le 19 décembre, tandis que les grévistes de la mine de Tsumeb étaient rapatriés, la plupart des ouvriers de la mine de plomb et de vanadium de Berg Aukas cessèrent le travail, stoppant la production. Le nombre de grévistes atteignait à présent les 12 000.

Les efforts du gouvernement pour remplacer les grévistes furent un échec presque total. Des prisonniers, des lycéens européens et des travailleurs du Kavango remplacèrent quelques grévistes. De Wet demanda aussi l'aide des Damaras, un groupe ethnique dont les chefs avaient refusé la grève. Les autorités sud-africaines déclaraient pour leur part que des « agitateurs » étaient à l'origine de la grève.

Le 20 décembre, 500 travailleurs se mirent en grève dans les services municipaux et hospitaliers de Grootfontein. Les entreprises tentaient de dissuader leurs employés d'entrer en grève. Une équipe de chantier ovambo refusa de travailler à la mine d'étain de Uis, tandis qu'un autre groupe de 300 mineurs cessait le travail dans la mine, stoppant la production. Les journaux écrivaient : « L'Afrique du Sud court à un désastre ouvrier » ; la grève avait pris « des proportions graves » et « une dimension nationale ». Cela n'empêcha pas une centaine de policiers sud-africains de prendre l'avion pour passer les vacances de Noël chez eux. Les Européens de la mine de Tsumeb, pour leur part, n'eurent pas droit à leurs congés.

Le 29 décembre, une grève commença à la mine de Rosh Pinah, un gros fournisseur de l'Iron and Steel Corporation d'Afrique du Sud. Le jour-même, une réunion d'urgence eut lieu à Pretoria entre M.C. Botha, le ministre sud-africain de l'Administration et du Développement bantou, et des directeurs de mines, des industriels et des administrateurs sud-africains. À l'issue de cette réunion, Botha annonça que le gouvernement s'efforcerait de réviser le système du travail sous contrat dans le territoire.

Après le Nouvel An, la grève continua de s'étendre sur tout le territoire, avec l'entrée en grève le 3 janvier 1972 des mines de diamants d'Oranjemund, les dernières grandes mines. Là, les mineurs eurent tôt fait d'obtenir une augmentation de salaire de 10 %. Il y eut aussi des arrêts de travail dans les mines de lithium de Karibib, les mines de Huseb et une entreprise de construction de Windhoek. Six cents autres travailleurs ovambos quittèrent leur emploi dans l'Ovamboland. Début janvier, le nombre de grévistes rapatriés atteignait 13 000, et il y avait au total de 20 à 25 000 grévistes.

Organisation, répression et négociation

Les grévistes rapatriés élurent un comité pour les représenter. Ce comité rédigea une liste de revendications qu'il distribua par tracts et chercha à entamer des négociations avec le gouvernement. Les revendications principales étaient les suivantes :

1. liberté de vendre son travail au plus offrant et de choisir son emploi ;
2. liberté de changer d'emploi à tout moment ;
3. liberté de faire venir sa famille pour habiter sur le lieu de travail ou à proximité ;
4. salaires correspondant au type de travail, et non selon la couleur de la peau. Augmentation des salaires afin que les travailleurs puissent payer leur transport vers leur lieu de travail, plutôt que ce soit à la charge de l'employeur.

Les grévistes demandaient aussi un nouveau système de permis, comprenant l'identité tribale et la reconnaissance comme citoyens d'Afrique du Sud. Le document concluait en indiquant que la liberté du travail ne signifiait pas le désordre ou l'agitation.

Le 12 janvier 1972, des renforts de police arrivèrent par avion d'Afrique du Sud, par « mesure de précaution ». D'autres renforts arrivèrent par la route. De Wet déclara que des « agitateurs » essayaient de fomenter un soulèvement et qu'il envoyait la police pour l'empêcher. Le gouvernement ajouta que les renforts venaient à la demande du gouvernement de l'Ovamboland.

Le 17 janvier, une décision du Conseil législatif de l'Ovamboland interdit aux grévistes rapatriés de se réunir. Tout rassemblement public était interdit, et la police reçut l'ordre d'appliquer cette nouvelle réglementation. Quelques jours plus tôt, le 14 janvier, le Conseil à l'unanimité avait condamné le système du travail sous contrat, le déclarant « mauvais et insultant pour la dignité des Ovambos », et il avait entièrement approuvé les revendications des grévistes.

Abolition du système de travail sous contrat

Le 19 janvier, le Conseil des Nations unies pour la Namibie se réunit pour discuter de la grève des travailleurs. Après avoir entendu trois pétitionnaires de grandes organisations africaines, le Conseil déclara que le système de travail sous contrat constituait une violation de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Le Conseil à l'unanimité condamna le système des contrats et exigea son abolition immédiate.

Le 20 janvier, dans l'après-midi, après deux jours de négociations à Grootfontein, le système de travail sous contrat fut aboli et remplacé par une nouvelle politique de l'emploi. L'Ovamboland ouvrirait des agences pour l'emploi où les travailleurs pourraient demander de l'embauche. L'Association de recrutement du travail indigène du Sud-Ouest africain était supprimée. Les nouveaux contrats stipuleraient les salaires, les conditions, la durée et les horaires de travail, de même que les avantages en nature. Les deux parties seraient libres de mettre fin au contrat. L'employeur devrait dorénavant prouver qu'il pouvait subvenir correctement aux besoins des employés en nourriture et logement, et le classement des travailleurs d'après leur condition physique et leur âge serait supprimé. Toutefois, les grévistes se virent refuser l'une de leurs revendications majeures, l'autorisation que la famille d'un employé puisse le rejoindre sur son lieu de travail.

M.C. Botha, le ministre sud-africain de l'Administration et du Développement bantou, entérina le nouvel accord, déclarant que les travailleurs pouvaient être à nouveau embauchés selon les termes du nouveau contrat. Après l'annonce de Botha, M. Nangutuula, membre de l'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain et président du comité de grève, appela par la radio les grévistes à reprendre le travail.

Impact sur l'Angola

La grève namibienne eut aussi des répercussions dans l'Angola portugais. Près de 53 % des travailleurs ovambos venaient du sud de l'Angola, et 13 000 d'entre eux étaient rentrés au pays. Plusieurs sections de la clôture marquant la frontière

entre l'Angola et l'Ovamboland et divisant en deux la tribu ukanawanya furent détruites sur plus de 150 km. Trois cents soldats portugais furent mobilisés.

En janvier, les Ovambos attaquèrent des miliciens angolais et des chefs pro-gouvernement, exigèrent que les Européens quittent l'Ovamboland, qu'il n'y ait plus d'inspection du bétail, et ils brûlèrent des parcs à bestiaux. Les troupes sud-africaines intervinrent. Le 18 janvier, un Ovambo fut tué et trois policiers blessés. Le 26 janvier, un autre Ovambo fut abattu alors qu'il coupait la clôture frontalière. Cependant, en dépit du nouvel accord, des leaders religieux déclarèrent que les revendications fondamentales liées à l'ancien système de contrat restaient les mêmes. La plupart des travailleurs semblaient avoir rejeté le nouvel accord.

Montée de la répression et de la violence

Le 26 janvier, le gouvernement sud-africain annonça l'envoi d'unités de défense en Ovamboland, avec l'ordre d'agir avec « fermeté » et d'aider la police à rétablir l'ordre et à le maintenir. Officiellement, le Conseil législatif de l'Ovamboland avait aussi demandé cette assistance policière. Le lendemain, 27 janvier, le gouvernement sud-africain imposa un black-out des informations dans l'Ovamboland. Nul ne pouvait pénétrer dans la zone tribale sans autorisation. Les officiels n'avaient pas le droit de parler à la presse. Botha nia pourtant que l'état d'urgence fût en vigueur dans l'Ovamboland, déclarant que les troubles étaient l'œuvre d'« agitateurs ».

Les grévistes continuèrent à se réunir pour discuter des nouveaux accords, malgré l'interdiction des rassemblements. Il y eut quelques incidents violents lorsque la police tenta de disperser ces réunions.

Plus d'une dizaine de personnes furent tuées en Ovamboland entre le 28 janvier et le 1^{er} février, lors d'affrontements avec la police. Deux autres furent abattues par leur propre tribu. Le 1^{er} février, le révérend Colin Winter, évêque anglican du Damaraland, se vit retirer son permis d'entrer en Ovamboland. Au 28 février, une vingtaine de prêtres avaient été expulsés du Sud-Ouest africain.

Le 4 février, le gouvernement d'Afrique du Sud publia une proclamation portant sur les « règles d'administration du district d'Ovamboland » – en fait des directives d'urgence pour la région. Tout rassemblement de plus de cinq personnes était dorénavant illégal, à l'exception des funérailles, assemblées religieuses et familiales. Botha continuait pourtant d'affirmer qu'il ne s'agissait pas d'un état d'urgence.

Le 14 février débuta à Windhoek le procès des 12 hommes arrêtés au début de la grève. Ils étaient accusés d'avoir incité ou contraint par intimidation d'autres employés à cesser le travail, ou d'avoir rompu leur contrat en se mettant en grève. Tous plaidèrent non coupable à tous les chefs d'accusation. Tout au long du procès, ils étaient identifiés par un numéro. Alors qu'ils parlaient diverses langues tribales, la procédure se déroula en afrikaans. Les preuves

contre eux étaient pour l'essentiel des lettres et d'autres écrits qu'on leur avait confisqué après l'arrestation, et des interprétations policières d'actions *a priori* innocentes. L'accusation de rupture de contrat fut abandonnée.

Le secrétaire général des Nations unies, le D^r Kurt Waldheim, visita la Namibie du 7 au 9 mars. Il rencontra des leaders ovambo en Ovamboland et visita les baraquements proches de Windhoek. Il déclara que les conditions n'y étaient « pas satisfaisantes ». Le Conseil des Nations unies pour la Namibie entendit aussi divers témoignages.

Poursuite des grèves et des violences policières

Les grèves continuèrent tout au long du mois de mars. En avril, les employeurs européens manquaient encore de main d'œuvre. Apparemment, la plupart des grévistes refusaient toujours d'accepter le nouvel accord. D'autres grévistes qui étaient retournés dans le sud à la recherche d'un emploi constataient que les conditions de travail et de vie n'avaient pas changé.

En mai et juin, des rapports furent publiés sur l'agitation du début de l'année en Ovamboland. Le gouvernement ne reconnaissait que 10 victimes ovambos des violences policières. Mais selon des rapports confirmés de la SWAPO (South-West Africa People's Organisation) à Londres, le bilan dépassait 50 morts. D'autres personnes étaient portées disparues. Il était fait état également de torture policière en Ovamboland.

Le 5 juin, le tribunal prononça enfin le verdict mettant un terme au procès des 12 grévistes arrêtés en décembre. Huit d'entre eux, déclarés coupables d'avoir intimidé des travailleurs, furent condamnés à 25 jours de prison ou à une amende de 25 rands (33 \$). Les autres accusations furent abandonnées, et les autres accusés acquittés de toutes les charges pesant contre eux. Le procès avait permis d'entendre des témoignages et des détails choquants sur le traitement des travailleurs sous contrat par les employeurs.

Une enquête fut ouverte en août sur la mort de huit travailleurs ovambos tués par balles lors des troubles de janvier. Le tribunal déclara qu'ils avaient été abattus par des policiers « dans l'exercice de leurs fonctions », malgré les témoignages à l'audience de brutalités policières et de tirs non justifiés.

Poursuite de l'agitation et un aperçu du pouvoir

En septembre 1972, le nord de la Namibie était toujours en proie à de « grands désordres ». L'économie souffrait d'une « pénurie de main d'œuvre chronique », et le risque de grèves à répétition inquiétait la région. La mine Matchless était à l'arrêt. Des mesures d'urgence furent prises à Windhoek pour alléger la charge financière résultant de la grève. Au complexe de Katutura, les déficits d'entretien dépassaient de 51 181 rands (65 000 \$) les prévisions pour 1971-1972, et on prévoyait qu'ils atteindraient 81 890 rands (104 000 \$) en 1972-1973.

La grève des travailleurs ovambos est un événement marquant de la longue histoire de l'exploitation de la Namibie par les Européens. Les ouvriers sous

contrat firent preuve d'un esprit de solidarité et d'unité remarquable dans leurs courageux efforts pour obtenir le respect des droits de l'Homme. Le retrait de la main d'œuvre ovambo entraîna l'arrêt presque complet de l'ensemble de l'industrie minière, vitale pour le pays. De nombreuses opérations commerciales furent paralysées et des services essentiels bloqués dans la capitale ou ailleurs sur le territoire. Le gouvernement raciste d'Afrique du Sud fut contraint à négocier de nouveaux accords avec les travailleurs africains, sous peine de voir une partie de son économie s'effondrer.

Ce nouvel accord avait des avantages et des défauts. Le système tant haï du travail sous contrat était aboli. Mais le système de main d'œuvre migrante continuait, en dépit des nouveaux modes d'administration.

Néanmoins, en exigeant des réformes et en ne fournissant plus leur travail essentiel, les Ovambos avaient forcé les autorités d'Afrique du Sud à s'asseoir à la table des négociations. En entrant en grève, les travailleurs africains dévoilèrent une partie du pouvoir qu'ils possédaient. Cet aperçu de leur pouvoir promettait de conduire à des changements fondamentaux.

Dix-huit ans plus tard, le Sud-Ouest africain était enfin libre, devenant la nation indépendante de Namibie.

Les mères de la place de Mai (Argentine, 1977-1983)

Joshua Paulson

« Éliminer tous ceux qu'il faudra »

De 1976 à 1983, des dizaines de milliers de personnes « disparurent » en Argentine. Après leur coup d'État de 1976, les militaires mirent en place un « processus de réorganisation nationale » destiné à purger tous les secteurs d'une « subversion » possible de la société.

Le général Videla, auteur du putsch et président de la première junte militaire, avait bien résumé cette stratégie : « Afin de garantir la sécurité de l'État, nous éliminerons tous ceux qu'il faudra¹. » Vient ensuite sa définition du *subversif* : « Quiconque s'oppose au mode de vie argentin² ». Au lieu d'arrêter les militants de gauche ou de les assassiner publiquement (au risque d'en faire des martyrs), le plan était de les kidnapper, de les torturer puis de les exécuter de manière non officielle, tout en niant savoir où ils étaient passés. Les victimes « disparaîtraient » tout simplement.

Au début, la résistance au régime militaire était presque inexistante. En fait, plusieurs segments de la population avaient activement fait campagne pour un coup d'État militaire, à cause de la corruption et de la stagnation évidente du gouvernement civil.

Défiance des mères

En 1977, la « sale guerre » contre les activités de gauche était à son apogée. Des milliers de personnes avaient disparu, et un petit groupe de mères était désespéré. Leurs enfants étaient introuvables, et tout portait à croire que des escadrons de la mort militaires ou paramilitaires les avaient kidnappés. Pendant

1. Général Jorge Videla, 23 octobre 1975, dans John Simpson et Jana Bennett, *The Disappeared and the Mothers of the Plaza*, New York, St. Martin's Press, 1985, p. 75.
2. Le général Videla s'adressant à un journaliste étranger, cité dans *ibid.*, p. 76.

des mois, ces femmes avaient démarché des agences du gouvernement, le siège de l'armée et les commissariats. La réponse était toujours la même : nul ne savait ce qu'étaient devenus leurs enfants. Certaines de ces mères décidèrent alors de mener campagne sur la célèbre place de Mai, face au palais présidentiel, au centre de Buenos Aires.

Leur première « réunion » eut lieu sur cette place le 30 avril 1977. Quatorze femmes dont les fils ou filles avaient « disparu » y participaient. Elles ne pouvaient rester simplement en groupe, sous peine d'être accusées d'organiser une manifestation illégale. Elles commencèrent donc à tourner lentement autour du centre de la place, dans le sens contraire des aiguilles d'une montre. Elles passèrent d'abord presque inaperçues, car il y avait trop peu de gens dans le secteur pour les remarquer. Mais cette première action leur donna du courage. Elles décidèrent de contacter d'autres mères et de revenir tourner sur la place tous les jeudis après-midi, jour de grande affluence.

N'arborant en général ni pancartes ni écriteaux, elles avaient brodé le nom de leurs enfants disparus sur des foulards blancs. Ces fichus blancs devinrent bientôt le symbole visible et l'emblème des mères.

Les militaires furent pris au dépourvu par ce mouvement d'opposition provenant d'un segment de population inattendu. La junte basait son autorité morale sur la défense de la famille argentine et des valeurs chrétiennes. Voilà qu'après avoir éliminé physiquement les groupes de subversion politique et des milliers de « subversifs » potentiels, le régime militaire était défié en public par un groupe petit mais grandissant de femmes au foyer et de mères argentines.

Ces mères provenaient de milieux religieux et politiques divers, et beaucoup n'avaient rien d'autre en commun que le fait que leurs enfants avaient été kidnappés et sans doute assassinés par le régime militaire. La plupart n'avaient jamais eu le moindre engagement politique, mais elles étaient déterminées à ne pas laisser le gouvernement prendre leurs enfants en toute impunité.

Protester contre les arrestations et « disparitions »

Fin 1977, les militaires finirent par sévir. Après une rencontre entre des mères et leurs supporters, neuf femmes furent arrêtées par un escadron paramilitaire. Trois autres furent arrêtées deux jours plus tard, et on n'entendit plus jamais parler de ces neuf mères. La protestation se poursuivit quand même, bien qu'en nombre plus restreint. Lors de la réunion du jeudi suivant, elles n'étaient plus que 40, bien peu comparé aux centaines des semaines précédentes³. Ces mères risquaient à présent leur vie, mais elles n'abandonnèrent pas pour autant. L'année suivante, malgré leur petit nombre, elles parvinrent à maintenir une présence hebdomadaire sur la place.

Fin 1978, les mères de la place de Mai, comme on les appelait alors, vécurent leurs moments les plus durs. La place fut entièrement isolée par des barrières

3. *Ibid.*, p. 163.

de métal et des escadrons de police militaire. Ne pouvant plus défilé sur la place, elles eurent recours à des « actions-éclair », se regroupant d'un côté de la place et courant de l'autre côté avant d'être arrêtées par la police. Ces actions continuèrent tout au long de l'année 1979, malgré la baisse du nombre de participantes à cause de la répression constante.

La défiance prend de l'ampleur

Fin 1979, les mères décidèrent de reprendre l'offensive. Elles résolurent de retourner sur la place de Mai le premier jeudi de 1980, puis chaque jeudi, jusqu'à ce qu'elles soient tuées ou qu'on leur révèle la vérité sur tous les « disparus » et que sur ceux qui les avaient torturés et assassinés soient punis⁴.

Les mères avaient repris possession de la place, même si beaucoup furent frappées ou arrêtées et si certaines « disparurent » à leur tour. Avec la montée de l'attention internationale, elles continuèrent à défilé chaque jeudi et ne se laissèrent plus refuser l'accès par les militaires.

Des milliers de gens se joignent au défilé de résistance

Le régime commençait à vaciller. Pendant les années les plus dures de la dictature, ces mères furent le seul mouvement public et déclaré de résistance au régime militaire. Mais le pays était plongé dans une crise économique sans précédent et venait d'être écrasé par les Britanniques dans la guerre des Malouines. Les travailleurs et des gens de la classe moyenne descendirent donc à leur tour dans la rue. Le 10 décembre 1982, les mères de la place de Mai organisèrent un « défilé de résistance » de 24 heures sur l'une des avenues menant à la place. Pour la première fois, des milliers de gens se joignirent aux mères, encouragés par leur exemple et par l'affaiblissement continu du régime.

Confrontée à un mécontentement général, la junte décida finalement de rétablir un régime civil. Des élections pour un gouvernement civil furent donc prévues pour fin 1983. Les militaires avaient publié un décret interdisant de mentionner dans les médias les violations des droits de l'homme, mais ils ne purent empêcher que la question des « disparus » soit évoquée dans la campagne présidentielle, en grande partie grâce à l'obstination des mères⁵.

Victoire sur la terreur

Après le retour à un régime civil, les mères poursuivirent leur campagne pour les « disparus ». Elles se consacrèrent d'abord à rejeter la déclaration d'auto-amnistie des militaires, puis à défier le pardon accordé par le président Menem aux officiers qui avaient été condamnés pour violations des droits de l'homme au temps du régime militaire.

4. *Ibid.*, p. 168; Jo Fisher *Mothers of the Disappeared*, Boston, South End Press, 1989, p. 108.

5. Jo Fisher, *Mothers of the Disappeared*, *op. cit.*, p. 120.

Ces actions relativement limitées d'un petit groupe de mères ne mirent certes pas fin directement à la dictature, mais, selon deux journalistes auteurs d'une étude sur le sujet, « ce fut la volonté d'agir des mères qui entretint la flamme de l'opposition sous les yeux du public pendant les pires années. [...] Elles réussirent à contrer le calcul des militaires voulant que si la terreur était assez absolue, personne n'oserait se plaindre⁶ ».

6. John Simpson et Jana Bennett, *The Disappeared and the Mothers of the Plaza*, op. cit., p. 169.

La Pologne se libère elle-même (1980-1989)

*Joshua Paulson*¹

Prologue à la lutte

Le peuple polonais a vécu une histoire difficile. Pendant 120 ans le pays fut rayé de la carte de l'Europe, partagé entre ses voisins. Il y eut plusieurs rébellions violentes, courageuses mais futiles pendant la domination de l'Empire russe. La Pologne retrouva son indépendance après la Première Guerre mondiale. Durant l'entre-deux-guerres, le gouvernement polonais lui-même ne fut pas toujours un modèle de démocratie. Au début de la Seconde Guerre mondiale, Hitler et Staline se partagèrent le pays. Lorsque les armées nazies l'envahirent en 1939, les courageux soldats polonais chargèrent à cheval contre les tanks. Pendant l'occupation nazie, près de 10 % de la population du pays fut tuée, y compris la plupart des juifs.

Après la victoire des Alliés, l'armée soviétique imposa au pays un régime communiste sévère.

Sous le régime communiste, il y eut des protestations et des grèves. L'agitation des ouvriers se généralisa en 1956, les étudiants manifestèrent en 1968, puis de nouvelles grèves éclatèrent en 1970, parfois violentes. Les années suivantes, les deux mouvements de dissidence (travailleurs et intellectuels) se rapprochèrent. Des intellectuels comme Adam Michnik formèrent le Comité de défense des travailleurs (KOR) pour aider à défendre les ouvriers; Tout au long des années 1970, ce groupe devint la force principale derrière la presse et les publications clandestines.

En juin 1979, Jean-Paul II, le « pape polonais », visita son pays natal et fut entendu par des millions de personnes. Sa visite était un défi à la légitimité du régime et révéla qu'en dépit de l'idéologie communiste des millions de Polonais restaient profondément religieux.

1. Remerciements à Anna Husarska pour sa relecture du manuscrit et ses précieuses suggestions.

Des grèves éclatèrent en mai et juin 1980 et furent résolues lorsque le régime accorda des concessions économiques.

Grève pour des syndicats indépendants

En août 1980, dans la ville portuaire de Gdańsk, sur la mer Baltique, les ouvriers polonais surprirent les autres pays du bloc de l'Est et le monde en se soulevant de manière pacifique contre « l'État ouvrier ». Le déclencheur de cette grève fut le licenciement d'Anna Walentynowicz, une employée populaire des chantiers navals Lénine à Gdańsk. Contrairement à ce qui était le cas dans les grèves précédentes, les ouvriers des chantiers Lénine avaient des objectifs de grande envergure.

Les ouvriers d'autres industries de la région ne tardèrent pas à entrer en « grève de solidarité », formant un Comité de grève inter-usines (MKS). Le MKS déclara qu'aucune usine ne reprendrait le travail tant que toutes n'auraient pas atteint les mêmes objectifs. Conscients de leur situation géopolitique, ils s'appliquèrent à rédiger une liste de 21 revendications formulées de façon à ne pas risquer une invasion par les Soviétiques ou les forces du Pacte de Varsovie. La principale revendication de la liste était pourtant toute nouvelle pour les pays du bloc socialiste : il s'agissait du droit des ouvriers à former des syndicats indépendants et autonomes, distincts des structures gouvernementales et du parti communiste.

Pendant trois semaines, la zone regroupant les trois villes de Gdańsk, Sopot et Gdynia fut à l'arrêt. Les grévistes menaient leur affaire dans le calme, afin d'éviter toute provocation pouvant justifier des actes violents. Les grèves se limitaient aux lieux de travail (« grèves d'occupation »), pour éviter une répétition des incidents de rue qui avaient eu lieu lors des grèves précédentes en 1970. Pendant une courte période, les grévistes prirent le contrôle presque total de la région de Gdańsk, allant jusqu'à délivrer des permis autorisant les magasins d'alimentation à rester ouverts et certaines lignes de trains et bus à continuer de fonctionner².

Succès des négociations

Le gouvernement communiste se vit obligé de négocier, et le 23 août il envoya le vice-premier ministre Jagielski ouvrir des discussions avec le MKS, qui représentait déjà plus de 500 entreprises. Les autorités avaient envisagé une action militaire contre les grévistes, mais les forces armées elles-mêmes rejetèrent cette option³. Jagielski fut donc mandaté pour mettre fin aux grèves dès que possible par une solution négociée, même si cela devait ressembler à une capitulation. Le 31 août, un accord fut signé entre le comité de grève inter-

2. Oliver MacDonald (dir.), *The Polish August: Documents from the Beginnings of the Polish Workers' Rebellion*, Seattle, Left Bank Books, 1981, p. 10.

3. Timothy Garton Ash, *The Polish Revolution: Solidarity 1980-1982*, Londres, Jonathan Cape, 1983, p. 62.

usines, des représentants du gouvernement et le Parti ouvrier unifié polonais (le nom officiel du parti communiste); il mettait fin aux grèves et accordait aux ouvriers le droit d'organiser leurs propres syndicats indépendants.

Un mois plus tard, 500 représentants de 36 nouveaux syndicats indépendants convergèrent sur Gdańsk pour former une fédération nationale des syndicats, baptisée *Solidarność* («Solidarité»). Les ouvriers désertèrent en masse les syndicats officiels du Parti pour s'inscrire à *Solidarność*. L'été 1981, le nouveau syndicat comptait déjà 10 millions de membres (pour un pays de 30 millions d'habitants), et 3 millions de paysans avaient rejoint son organisation jumelle pour le monde rural⁴.

La probabilité d'une intervention militaire soviétique était réduite du fait de problèmes avec les réservistes. D'août à décembre 1980, la mobilisation de réservistes de l'armée soviétique dans la région militaire des Carpathes – en vue d'une invasion éventuelle de la Pologne – avait engendré de très sérieux problèmes de discipline. La mobilisation se heurta à la confusion, au désordre et à des désertions en masse, dans des proportions telles qu'il était impossible de punir les déserteurs⁵.

Loi martiale et arrestations

En 1981, les conditions économiques de la Pologne continuèrent à se dégrader, et les grèves nationales de *Solidarność* étaient courantes. Le syndicat exerçait à présent un pouvoir indépendant, et Varsovie comme Moscou s'estimaient menacées. Après un échec des négociations entre le gouvernement et *Solidarność* en novembre 1981, le gouvernement du général Wojciech Jaruzelski déclara l'«état de guerre» et imposa la loi martiale le 13 décembre. Les garanties constitutionnelles étaient suspendues, des milliers de membres de *Solidarność* furent arrêtés ou internés. Le parti communiste lui-même étant devenu instable et menaçant d'imploser, le général Jaruzelski fomenta un coup d'État pour empêcher la perte du contrôle communiste.

Solidarność fut complètement pris au dépourvu par le putsch. La résistance initiale à la prise de pouvoir de l'armée fut vaillante mais inefficace. Les militants de la première nuit de loi martiale tentèrent des actions défensives non coordonnées dans tout le pays. La plupart de ces tentatives consistaient en des grèves avec occupation de locaux, mais toutes furent brisées par la force armée. Pendant ce temps, la police anti-émeutes chargea des manifestants à Gdańsk, Varsovie, Lublin et Cracovie le 16 décembre, blessant plusieurs centaines de personnes et en tuant plus d'une dizaine⁶. L'été 1982, plus de 10 000 personnes

4. Ivan T. Berend, *Central and Eastern Europe, 1944-1993*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 258.

5. Gene Sharp, *Making Europe Unconquerable*, Cambridge, Ballinger Publishing Co., 1985, p. 75-76 et sources mentionnées.

6. Timothy Garton Ash, *The Polish Revolution*, *op. cit.*, p. 266.

étaient détenues dans le cadre d'une « détention préventive », et plus de 3 000 autres pour « crimes politiques⁷ ».

Construction d'une société indépendante

La loi martiale fut officiellement levée en juillet 1983, mais les prisonniers politiques ne furent pas libérés avant la fin de 1986, et Solidarność demeurait illégal. Le grand syndicat ressortait affaibli et divisé du régime militaire, mais il ne disparut pas. De petites cellules de militants plus ou moins coordonnées se développèrent pour poursuivre clandestinement la lutte. Quelques dirigeants et factions de Solidarność prônaient l'action violente de guérilla⁸, mais la plupart rejetaient fermement le recours à la violence. « La lutte, disaient-ils, consistait à créer une "société parallèle" et non à renverser le gouvernement⁹. »

Le but principal du mouvement clandestin de Solidarność était donc de construire une société indépendante, « ce qui consistait à soustraire au contrôle du gouvernement un domaine public aussi vaste que possible¹⁰ ». Viktor Kulerski, l'un des dirigeants clandestins de l'organisation, préconisait ce type de lutte, soutenant qu'elle entraînerait une situation où « les autorités contrôleraient des magasins vides mais pas le marché, l'emploi des travailleurs mais pas leur vie, les médias de masse du gouvernement mais pas la circulation de l'information, les imprimeurs mais pas les éditeurs, la poste et le téléphone mais pas la communication, les écoles mais pas l'éducation ». Kulerski prévoyait qu'il en résulterait une situation où, l'État n'ayant plus à sa disposition que la police et quelques collaborateurs convaincus, le gouvernement tomberait ou devrait faire la paix avec la société indépendante¹¹.

Des centaines de publications clandestines virent le jour, leurs numéros diffusés par milliers. Des dizaines de livres paraissaient malgré la nouvelle censure. Des émissions illégales de radio et de télévision occupaient sporadiquement les ondes. Les tentatives gouvernementales pour former un syndicat se substituant à Solidarność furent boycottées. Dans toute la Pologne, des actions symboliques vinrent remplacer les grèves et les manifestations de rue, remontant le moral de la population. En février 1982, par exemple, les habitants de la ville de Svidník montrèrent leur opposition aux médias en sortant de leurs maisons pour se promener dans la rue principale pendant les bulletins

7. George C. Malcher, *Poland's Politicized Army, Communists in Uniform*, New York, Praeger Publishers, 1984, p. 218-219.

8. *Ibid.*, p. 219-221.

9. Ost, *Solidarity and the Politics of Antipolitics*, Philadelphie, Temple University Press, 1990, p. 152.

10. Bartłomiej Kaminski, *The Collapse of State Socialism, The Case of Poland*, Princeton, Princeton University Press, 1991, p. 215.

11. Cité par Peter Ackerman et Christopher Kruegler, *Strategic Nonviolent Conflict*, Westport/Londres, Praeger, 1994, p. 307.

d'informations du soir. La rue devint bientôt si fréquentée que les « promeneurs protestants » devinrent eux-mêmes le sujet des infos¹².

Tandis que se développaient ces institutions autonomes échappant au contrôle du gouvernement et du Parti, on disait de la situation politique que c'était comme si le gouvernement et le Parti étaient ballottés sur les vagues de la société, ils pouvaient peut-être attraper un poisson en frappant l'eau, mais ne pouvaient pas contrôler la société et la population.

Nouvelles grèves et élections libres

En 1986, une amnistie générale fut accordée à tous les prisonniers politiques, et Solidarność refit surface, bien qu'encore théoriquement illégal. Deux ans plus tard, en mai 1988, une flambée de grèves sauvages balaya le pays en réaction à une nouvelle hausse des prix. Une deuxième vague de grandes grèves éclata en août, avec cette fois une seule revendication centrale : la légalisation de Solidarność. Le nouveau régime à Moscou était favorable aux réformes, et le parti communiste polonais aspirait à une libéralisation de l'économie ; ces grèves plaçaient donc le régime de Jaruzelski dans une situation intenable.

Ne souhaitant pas revenir à la loi martiale, le gouvernement invita soudain les dirigeants de Solidarność à une « table ronde » de discussions. Les protagonistes signèrent en avril 1989 un accord appelant à des réformes immédiates en économie et en politique, y compris des élections libres pour un tiers des sièges de la Diète et pour tous les sièges du Sénat (au pouvoir symbolique), récemment rétabli. Solidarność remporta une victoire écrasante lors des élections qui eurent lieu en juin, obtenant tous les sièges « vacants » de la Diète et 99 des 100 sièges du Sénat.

En août 1989, le changement était devenu trop rapide pour que le parti communiste puisse exercer le moindre contrôle, et son pouvoir monolithique s'évanouit. Le 21 août, le général Jaruzelski accepta d'autoriser la formation d'un gouvernement par une coalition de petits partis dirigée par Solidarność et il nomma un premier ministre issu des rangs de celui-ci. Le premier gouvernement non communiste d'Europe de l'Est depuis Staline voyait le jour. Solidarność avait gagné – neuf ans jour pour jour après le début de la lutte.

12. Bartłomiej Kaminski, *The Collapse of State Socialism*, op. cit., p. 215-216.

CHAPITRE 19

Boycott des écoles en Afrique du Sud (1984-1987)

Joshua Paulson

De nouveaux boycotts des écoles

Pendant les longues années d'oppression européenne et de ségrégation raciale en Afrique du Sud, les Africains et les autres non-Européens eurent recours à de nombreuses méthodes de protestation et de résistance pour obtenir des changements. L'une de ces méthodes consistait pour les élèves à refuser d'assister aux cours, pour appuyer des revendications contre le système général ou contre des politiques scolaires spécifiques.

Ces boycotts scolaires ne mirent pas fin à eux seuls à l'oppression, mais ils mobilisèrent les gens et les organisèrent pour résister et construire les forces qui amèneraient finalement des changements fondamentaux.

Depuis les années 1940, les boycotts scolaires étaient devenus un outil classique de protestation que les étudiants africains et non européens utilisaient en Afrique du Sud contre l'instruction séparée et inégale et contre le système raciste de l'apartheid en général.

Au début de l'année 1982, le Congrès des étudiants sud-africains (COSAS) – une organisation de lycéens liée de loin au Congrès national africain (ANC) illégal et au Front démocratique uni – enrichit son expérience dans la conduite de ces campagnes de boycott. Il incita des milliers d'élèves à quitter les classes en 1980 et 1983. Bien que ses dirigeants soient « interdits » d'activités publiques, les élèves du Congrès des étudiants sud-africains réussirent bientôt à fonder plus de 40 délégations dans le pays.

En janvier 1984, une nouvelle vague de boycotts scolaires éclata dans les écoles secondaires, soutenue au niveau national par le COSAS. Les revendications de départ des élèves portaient sur des questions scolaires, dont la manipulation des résultats d'examen, l'abus de châtiments corporels et une limite

d'âge excluant les élèves plus âgés¹. Ces demandes prirent de l'ampleur à mesure que les boycotts s'étendaient, englobant des revendications politiques plus vastes, contre les réformes scolaires prévues et contre l'ancrage de l'apartheid dans le système éducatif. Le COSAS demandait aussi la mise en place de « conseils représentatifs des étudiants » destinés à traiter les questions et revendications scolaires et à les transmettre aux officiels des établissements et du gouvernement, et pour renforcer l'organisation et le pouvoir des étudiants².

Répression et nouvelles revendications

Les boycotts de 1984 s'étendirent lentement. Pendant les trois premiers mois, il n'y eut jamais plus de 25 établissements impliqués en même temps. Dans les établissements désignés, la présence était inégale ainsi que la participation aux boycotts. La première réaction du gouvernement fut de menacer de fermer pour de bon les écoles touchées et d'envoyer la police contre les lycéens militants. En février, dans la région d'Atteridge/Saulsville, au nord du pays, un lycée fut abattu et 18 autres blessés par la police. En mars, à Cradock, au sud, le ministère de l'Éducation ferma sept écoles, et les assemblées publiques furent prohibées pour trois mois³.

Pendant des mois, la campagne de boycott scolaire resta dans le domaine régional, sans grande ampleur. Mais plus tard dans cette année 1984, des questions politiques plus vastes focalisèrent l'attention des protestations étudiantes. En septembre, le gouvernement annonça une hausse des loyers dans les régions urbaines de l'East Rand et du Vaal Triangle. Cela incita d'autres élèves à quitter les cours, et plus de 150 établissements furent bientôt boycottés activement par environ 160 000 élèves⁴. Les élèves élargirent leurs revendications, exigeant que la police et l'armée se retirent des townships⁵, que les élèves arrêtés ou détenus pendant les boycotts soient libérés et que la hausse des loyers dans les townships soit annulée.

Fin septembre, plus de 250 000 élèves étaient en grève, beaucoup en réaction à une charge de la police sur des élèves du Vaal Triangle, qui avait fait au moins 77 morts⁶. Devant l'ampleur que prenaient les boycotts, le ministre de l'Éducation et de la Formation, le D^r Gerrit Viljoen, annonça quelques concessions superficielles et de nouvelles réformes du système scolaire. Parmi

1. Jonathan Hyslop, « School Student Movements and State Education Policy », dans William Cobbett et Robin Cohen (dir.), *Popular Struggles in South Africa*, Londres, Africa World Press, 1988, p. 192.
2. Monica Bot, *School Boycotts 1984: The Crisis in African Education*, Durban, Indicator Project South Africa, 1985, p. 10.
3. *Ibid.*, p. 37-39.
4. *Ibid.*, p. 46.
5. Dans l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid, les *townships* réfèrent aux zones urbaines ou quartiers souvent pauvres et sous-équipés réservés aux non-blancs, surtout noirs et métis, et aux travailleurs indiens, déplacés souvent de force au nom des lois sur l'apartheid [NdÉ].
6. Jonathan Hyslop, « School Student Movements and State Education Policy », *op. cit.*, p. 193-194.

les concessions, il y avait la création d'organismes représentant les élèves, la réouverture des écoles, la suppression de la limite d'âge pour les élèves et le report des examens de fin d'année. Mais les propositions du gouvernement ne faisaient aucune mention des centaines de lycéens détenus ni de la présence de la police et de l'armée dans les townships. Le concept de représentation des élèves de Viljoen était bien loin de leur demande de conseils représentatifs des étudiants⁷.

Les élèves rejetèrent ces concessions et poursuivirent les boycotts. En octobre 1984, l'organisation étudiante demanda le soutien des syndicats africains. En réponse, les ouvriers de l'East Rand menèrent avec succès une grève de solidarité d'une journée. En novembre, plus de 400 000 élèves et autant d'ouvriers prirent part à une grève générale de deux jours, fermant temporairement les établissements d'enseignement et les usines dans toute la région du Transvaal⁸.

Les boycotts se prolongèrent en 1985, touchant les écoles africaines du primaire aussi bien que celles du secondaire. Le gouvernement sévit à partir de l'hiver. Il déclara l'état d'urgence en juillet et interdit le COSAS en août. Les affrontements violents entre élèves et policiers devinrent chose courante. Fin 1985, il n'y avait pratiquement plus d'enseignement dispensé aux Africains dans les villes, et les revendications des élèves étaient passées de l'éducation à la politique, sur le mode « la libération maintenant, l'éducation plus tard⁹ ».

Une « éducation du peuple » alternative

Lorsqu'il devint clair que les boycotts n'amenaient guère de changements politiques, un grand nombre d'élèves, de parents et d'enseignants se regroupèrent pour former le Comité de crise de l'éducation nationale (NECC). Ce comité prônait « de lutter contre la nature et la direction du système éducatif, plutôt que de s'en retirer », avec un nouveau slogan : « L'éducation du peuple pour le pouvoir du peuple¹⁰ ». Sous cette bannière, le NECC prit la direction du mouvement et appela à la reprise des cours, tout en concentrant la lutte sur l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud. Le NECC devint à bien des égards une autorité alternative dans le système éducatif, bien distincte du ministère de l'Éducation. Fin 1986, le NECC prépara même du matériel didactique pour une « éducation du peuple », à joindre au programme scolaire dans les établissements où les élèves avaient repris les cours mais où l'autorité du ministère était minime¹¹.

7. Monica Bot, *School Boycotts 1984*, *op. cit.*, p. 13.

8. Jonathan Hyslop, « School Student Movements and State Education Policy », *op. cit.*, p. 194 ; et Monica Bot, *School Boycotts 1984*, *op. cit.*, p. 1-2.

9. Jonathan Hyslop, « School Student Movements and State Education Policy », *op. cit.*, p. 197.

10. *Ibid.*, p. 200.

11. *Ibid.*, p. 204.

Les boycotts scolaires continuèrent de manière sporadique en 1986, mais les élèves acceptaient progressivement les idées d'« éducation alternative » professées par le NECC, et les boycotts finirent par cesser en janvier 1987.

La campagne de boycott n'avait pas mis fin au système d'apartheid en Afrique du Sud, comme beaucoup d'élèves l'avaient espéré. Mais le gouvernement n'avait pu obtenir le soutien des élèves et de la population pour son projet d'introduire des réformes même mineures dans les écoles africaines sans changer le système général d'éducation séparée et inégale. Ces luttes contribuèrent au changement progressif des relations de pouvoir qui finirent par rendre possible la fin de l'apartheid et de la domination européenne en Afrique du Sud.

CHAPITRE 20

Le pouvoir du peuple contre le dictateur philippin (1986)

Joshua Paulson

Fraude électorale

En 1983, l'assassinat du leader d'opposition Benigno Aquino J^e donne lieu à des protestations généralisées et de plus en plus agressives contre le régime dictatorial du président Ferdinand Marcos. Devant sa baisse de popularité et les allusions du gouvernement américain à sa perte de légitimité, Marcos appelle à des élections présidentielles anticipées pour le 7 février 1986. Il est sûr de voir son mandat renouvelé, soit en gagnant les élections, soit en les truquant.

Projets de protestations pour un pouvoir populaire

Les principaux partis d'opposition se rallient à Corazon Aquino, la veuve de Benigno Aquino, dans un défi sans précédent à la présidence. Après une courte campagne marquée par des achats d'électeurs et le meurtre de plus de 70 travailleurs d'opposition, des milliers d'observateurs des élections constatent le bourrage des urnes et la falsification des résultats le jour de l'élection. Certains scrutateurs, dégoûtés, refusent d'entériner ce truquage et quittent les bureaux de vote devant les caméras de télévision qui diffusent leur défiance.

Marcos proclame sa victoire, qu'Aquino refuse de concéder. Le 13 février, celle-ci rencontre 350 leaders d'opposition pour discuter des suites à donner à l'élection. Elle rejette avec fermeté toute suggestion d'un recours à la violence, proposant plutôt de lancer une campagne prolongée employant des méthodes strictement nonviolentes et ce qu'elle appelle « le pouvoir du peuple ».

Aquino prévoit d'organiser, au jour de l'investiture de Marcos, un service funèbre pour les victimes des violences électorales, une grève générale pour le jour ouvrable suivant, un boycott de toutes les entreprises associées à Marcos ou à sa clique, la suspension du paiement des factures d'électricité et de services publics, et l'élaboration d'un plan d'organisation « au niveau des quartiers et

des communautés pour des actions concertées de protestation de nature nonviolente¹».

Mais avant que la campagne de résistance de Cory Aquino ne commence vraiment, un groupe d'officiers réformateurs de l'armée, sous la direction du ministre de la Défense Juan Ponce Enrile, prépare un coup d'État contre Marcos. Leur plan découvert, les officiers rebelles se réfugient le 22 février dans deux camps militaires voisins, Aguinaldo et Crame. Ils sont bientôt rejoints par le vice-chef d'état-major, Fidel Ramos, et environ 300 soldats.

La foule protège les soldats mutins

Le 22 février au soir, les rebelles tiennent une conférence de presse télévisée. Sans faire mention du putsch avorté, Enrile et Ramos annoncent qu'ils démissionnent du gouvernement, qu'ils retirent leur soutien au président Marcos et qu'ils reconnaissent Corazon Aquino comme vainqueur légitime de l'élection. Ils appellent la population et l'armée à les soutenir.

Peu après, le cardinal Jaime Sin, prélat de l'Église catholique de Manille, appelle sur Radio Veritas la population à se rendre aux camps d'Aguinaldo et de Crame afin de protéger les rebelles et d'éviter un bain de sang. Son appel est entendu dans tout le pays, et à minuit plus de 50 000 personnes sont rassemblées devant les camps. En deux jours ce nombre dépassera le million.

Conscients de leur faible puissance de feu et du nombre imposant de gens prêts à les défendre sur place, les leaders rebelles élaborent un plan de défense coordonné utilisant au mieux le « pouvoir du peuple ». Ce plan ne comportait au départ que trois éléments principaux : préparer une défense militaire localisée au camp de Crane en cas d'assaut ; utiliser le « pouvoir du peuple » pour créer une barricade humaine efficace autour des camps rebelles, assez étendue pour empêcher une attaque rapprochée d'artillerie ; et s'efforcer sans relâche de convaincre d'autres officiers de changer de camp². Les partisans de l'extérieur seraient chargés de bloquer les routes, d'ériger des barricades et de faire diversion.

La foule bloque les tanks

Le 23 février, peu après 14 heures, Marcos envoie une première vague de tanks et de véhicules blindés contre les rebelles. L'avance loyaliste est bloquée à bonne distance des camps par une foule de plus d'un million de personnes. Des religieuses s'agenouillent en prière devant les tanks, des prêtres grimpent sur les véhicules militaires pour réciter le rosaire avec la foule – et les soldats.

Les manifestants essayent de lier conversation avec les soldats, parfois avec succès, et leur offrent bonbons et cigarettes. Incapables d'atteindre leur

1. Miguela G. Yap, *The Making of Cory*, Quezon City, New Day Publishers, 1987, p. 127.

2. Dans Alexander P. Aguirre, *A People's Revolution of Our Time : February 22-25, 1986*, Quezon City, Pan-Service Master Consultants, 1986, p. 19-25.

objectif sans tuer ou blesser des milliers de civils, les troupes loyalistes font demi-tour.

Un système de combat plus puissant

Dans la soirée, Cory Aquino lance un appel à la radio, demandant à tous ses partisans de continuer à protéger les rebelles. Marcos, de son côté, tente de négocier avec Enrile et Ramos pour les convaincre de se rendre. Mais Ramos répond :

Nous n'avons pas l'intention de nous rendre dans la mesure où nous sommes sous la protection du peuple. Nous disposons là certainement d'un système de combat plus puissant. Ces gens sont désarmés. Pourtant, le pouvoir qu'ils déploient pour nous soutenir est bien plus puissant que le matériel dont dispose Marcos³.

Le 24 février au matin, la foule assemblée devant les deux camps est retombée à quelques milliers. Les forces rebelles se retranchent alors dans le camp de Crame, abandonnant celui d'Aguinaldo. Marcos ordonne à ses troupes de tenter un nouvel assaut à l'aube, et elles parviennent cette fois à disperser une partie de la foule avec l'aide de la police anti-émeutes. Elles reprennent le camp d'Aguinaldo où elles accumulent des mortiers, obusiers, mitrailleuses, lance-roquettes et 1 000 fusils, tous pointés sur le camp de Crame.

Les fusiliers marins refusent de tirer

En milieu de matinée, le colonel Braulio Balbas, commandant les troupes loyalistes du camp d'Aguinaldo, reçoit l'ordre d'ouvrir le feu sur les rebelles du camp de Crame. Il temporise pendant des heures, avant de confier :

[...] il est futile de tirer sur Crame. Il y a des milliers de civils entre les deux camps et à l'intérieur de Crame. Il y aura des tas de victimes dans les deux camps, pas seulement à Crame mais aussi dans nos rangs⁴.

Balbas ordonne alors à ses troupes de rentrer à leur base, et les fusiliers marins déclarent plus tard dans la journée qu'ils « ne participeront plus à des opérations militaires qui impliqueraient de blesser ou tuer sans nécessité des civils innocents désarmés⁵ ».

Les militaires se rendent aux civils

Le 24 février à midi, Enrile et Ramos annoncent que 90 % des forces armées des Philippines sont passés de leur côté. Les rebelles avaient envoyé des hélicoptères mitrailler au sol les avions des troupes loyalistes avant qu'ils puissent décoller pour bombarder Crame ; ils avaient aussi tiré six roquettes de semonce

3. Général Fidel Ramos, cité par Miguella G. Yap dans *The Making of Cory*, *op. cit.*, p. 174.

4. Colonel Braulio Balbas, cité dans *ibid.*, p. 180.

5. Général de brigade Tadiar (commandant de marine), cité par Alexander P. Aguirre, *A People's Revolution of Our Time*, *op. cit.*, p. 37.

dans les jardins entourant le palais national. Une frégate de la marine changea aussi de camp, pointant ses canons sur le palais national.

Les troupes rebelles lancent un assaut sur la station de télévision du gouvernement ; après 15 minutes de combat où un officier loyaliste est blessé, des milliers de civils sans armes convergent sur la station et l'investissent, recevant la reddition des partisans de Marcos. La télévision commence alors à diffuser les messages des rebelles.

Marcos ordonne à ses troupes encore fidèles d'attaquer le camp de Crame et de reprendre la station de télévision, mais ses officiers refusent d'obéir.

Investiture de Cory Aquino

Le 24 février en fin d'après-midi, Marcos aux abois ordonne un « assaut suicide final » contre les rebelles⁶. Mais à ce stade, même le gouvernement des États-Unis avait décidé qu'il était temps que Marcos s'en aille. L'ambassade américaine le contacte et le persuade d'annuler cette attaque.

Marcos fait ses valises et quitte le pays le lendemain. Il part peu après l'investiture de Cory Aquino comme présidente des Philippines. Le « pouvoir du peuple » avait gagné.

6. Miguela G. Yap, *The Making of Cory*, op. cit., p. 181.

CHAPITRE 21

Les Birmans défient la dictature militaire (1988-1990)

*Joshua Paulson*¹

Manifestations spontanées des étudiants

En 1962, la démocratie birmane qui était née avec son indépendance (1948) est anéantie par un coup d'État militaire dont elle ne s'est jamais remise. En 1988, ce qui avait commencé par des manifestations étudiantes contre des violences policières s'est transformé en une campagne nationale pour abattre la dictature militaire en place depuis 26 ans et pour restaurer la démocratie dans le pays.

En mars 1988, à Rangoun, la mort d'un étudiant aux mains de la police anti-émeutes suscite des manifestations indignées, auxquelles la police et l'armée répondent en ouvrant le feu. Des centaines d'étudiants sont abattus, des milliers arrêtés. Les universités sont fermées et les leaders étudiants renvoyés.

En juin, les étudiants descendent à nouveau dans les rues. Ils exigent la réintégration de leurs camarades expulsés en mars et des sanctions contre les responsables du massacre des étudiants. Pour la première fois, de nombreux étudiants commencent à s'exprimer ouvertement contre la politique économique du régime et contre la dictature militaire. Le 21 juin, une manifestation étudiante est brutalement réprimée par la police anti-émeutes. Cette fois, ces attaques suscitent de violentes réactions dans le camp des étudiants. Les affrontements se poursuivent dans la soirée, faisant au moins 80 morts du côté des civils et 20 chez les policiers. Le gouvernement réagit en interdisant les rassemblements publics et en imposant un couvre-feu.

En juillet, l'agitation ayant touché d'autres villes dans toute la Birmanie, le gouvernement militaire semble faire des concessions aux étudiants.

1. Merci à Robert Helvey pour son aide.

Le chef de la police de Rangoun démissionne, le couvre-feu est levé, et les étudiants renvoyés sont autorisés à se réinscrire. Le parti au pouvoir, le Parti du programme socialiste birman (le BSPP), tient un congrès extraordinaire au cours duquel le général Ne Win, qui dirigeait le pays depuis près de 30 ans, annonce sa démission en tant que président du parti et appelle à un référendum national sur le remplacement du régime à parti unique par une démocratie multipartite. Le congrès du parti refuse cependant la proposition de référendum de Ne Win et nomme à sa tête Sein Lwin, celui-là même qui était tenu pour responsable du massacre des étudiants de Rangoun.

Grève générale et tueries

Une grève générale commence le 8 août 1988. Des centaines de milliers de personnes manifestent dans tout le pays, exigeant la démission immédiate du gouvernement militaire et la mise en place d'un gouvernement provisoire afin de préparer des élections multipartites. Peu avant minuit, des unités militaires font leur apparition alors que des manifestants pacifiques approchaient de la mairie de Rangoun. Les troupes ouvrent le feu sans discernement, tuant des centaines de personnes. Les jours suivants, des unités de l'armée et de la police attaquent les manifestants dans plus d'une quarantaine de villes. Dans la capitale, les manifestants répliquent avec tout ce qui peut servir d'arme. Entre le 8 et le 11 août, plus de 1 000 manifestants ont trouvé la mort dans le pays².

Le régime de Ne Win s'était toujours efforcé de contrôler les moines bouddhistes (le *Sangha*); ceux-ci ont pourtant joué un rôle majeur dans la lutte lors du soulèvement. Ils se sont joints à la population lors des manifestations contre la dictature. En certains lieux, les moines étaient si puissants qu'en août 1988, par exemple, ils prirent le contrôle de l'administration de Mandalay (la deuxième ville du pays) et de villages alentour.

Malgré leur statut spécial dans la société birmane, les moines bouddhistes deviennent des cibles de la répression militaire, et certains sont abattus³. La loi martiale n'empêche pas l'agitation de devenir si générale qu'après la chute du gouvernement Ne Win deux autres gouvernements proposés par les militaires échouent à se maintenir, même en y intégrant des civils. Le 12 août, Sein Lwin présente subitement sa démission; il est remplacé au poste de président par un civil, le Dr Maung Maung. Après une semaine de calme relatif, les manifestations reprennent. Une nouvelle grève générale est organisée le 22 août. Deux jours plus tard, alors que plus de 500 000 personnes participaient à des manifestations quotidiennes à Rangoun, la loi martiale est soudain levée. Certains prisonniers politiques sont libérés, et il semble à nouveau que les

2. Bertil Lintner, *Outrage: Burma's Struggle for Democracy*, 2^e éd., Londres, White Lotus, 1990, p. 196.

3. Après la défaite de la lutte démocratique, le régime militaire du SLORC (Conseil d'État pour la Restauration de la loi et de l'Ordre), institua d'importants moyens de contrôle sur le *Sangha* afin de s'assurer que les moines ne présenteraient plus de problème politique.

revendications des manifestants seront satisfaites. Au 31 août, des milliers de personnes avaient démissionné du Parti du programme socialiste birman, et les manifestations prenaient de l'ampleur, sans autres interventions des unités de la police ou de l'armée.

Le contrôle du gouvernement s'effrite

La résistance se poursuit. Début septembre le mouvement pour la démocratie devient plus organisé, alors que l'autorité du gouvernement s'effrite. Dans plus de 50 villes et municipalités passées sous le contrôle des étudiants, de moines bouddhistes ou d'autres civils, des conseils de citoyens sont créés pour gérer les affaires courantes. Le 9 septembre, plusieurs centaines de soldats de l'armée de l'air rompent les rangs pour se joindre à une manifestation contre le régime dans les rues de Rangoun. Les 10 et 11 septembre, le parti au pouvoir et le Parlement appellent à des élections générales selon un système démocratique multipartite.

Nouveau coup d'État

Alors même que la victoire semble acquise pour les étudiants et le mouvement pour la démocratie, les leaders de l'opposition se querellent pour choisir qui devrait diriger le nouveau gouvernement démocratique.

C'est dans ce contexte que l'armée effectue un nouveau coup d'État. Le 18 septembre 1988, les forces armées mettent en place un Conseil d'État pour la restauration de la loi et de l'ordre (le SLORC), qui procède à la dissolution du Parlement, du Conseil d'État et d'autres instances gouvernementales, et proclame la loi martiale. Les rassemblements de plus de cinq personnes sont interdits. Un couvre-feu est imposé dans tout le pays entre 20 heures et 4 heures du matin. La répression est de retour, avec une efficacité froide et méthodique. En quelques jours, des centaines de dissidents sont abattus dans les rues, pour la plupart des étudiants sans armes. Des milliers d'autres sont arrêtés ou « disparaissent ».

La résistance s'effrite puis s'organise

Dans ce climat de terreur, la plupart des manifestations cessent, la grève générale s'effondre.

Après les massacres de 1988, des milliers d'étudiants partent se réfugier dans les zones frontalières sous contrôle des rebelles de minorités ethniques, d'où ils tentent d'organiser une lutte armée contre la dictature.

Le 24 septembre, trois personnalités de l'opposition forment la Ligue nationale pour la démocratie (la NLD) et l'enregistrent officiellement comme parti politique, se réclamant de la promesse du SLORC de tenir des élections multipartites dans les deux ans. Aung San Suu Kyi – la fille du héros de l'indépendance nationale Aung San – est nommée secrétaire générale de la NLD. Elle sillonne le pays, prêchant la discipline et incitant les gens à rester nonvio-

lents. Elle attire des dizaines de milliers de personnes prêtes à soutenir le mouvement pour la démocratie et à défier l'interdiction de se réunir.

Au milieu de l'année 1989, le SLORC étend sa campagne de harcèlement et d'intimidation envers la NLD et Aung San Suu Kyi. L'opposition persiste malgré tout, mais d'une façon différente des manifestations de masse de 1988. Un observateur note :

[Un] nouveau mouvement prenait forme. [...] les foules importantes qui se rassemblaient autour d'Aung San Suu Kyi ne scandaient pas des slogans ni n'agitaient de drapeaux; ils écoutaient attentivement ses discours, puis posaient des questions sensées, pertinentes. Et surtout, les soldats qu'on envoyait disperser la foule commencèrent à descendre de leurs camions militaires pour écouter son message⁴.

Victoire électorale et poursuite de la répression

Les élections multipartites ont lieu en mai 1990, et malgré la répression permanente la NLD obtient plus de 80 % des voix. Les dictateurs militaires refusent cependant de reconnaître les résultats. Ils gardent toujours le contrôle de l'État. En juillet 1990, le gouvernement assigne Aung San Suu Kyi à résidence, et de nombreux jeunes militants de la NLD sont abattus ou emprisonnés.

Les étudiants qui avaient fui dans les zones frontalières pour mener une lutte armée n'ont remporté aucune victoire réelle. Depuis lors, même les secteurs tenus depuis longtemps par des guérillas ethniques sont réduits à des poches de résistance.

En dépit de la poursuite des arrestations et de la répression, les militants de la NLD et les partisans d'Aung San Suu Kyi ont réussi au fil des ans à attirer l'attention internationale sur leur lutte et ils ont, par des actions limitées, défié à maintes reprises les dictateurs à l'intérieur du pays.

Fin 2004, le combat birman pour la démocratie n'avait toujours pas triomphé. La dictature militaire est toujours en place, même si elle s'appelle à présent le Conseil pour la paix et le développement de l'État (SPDC). La leader démocratique Aung San Suu Kyi est de nouveau assignée à résidence, voit ses activités entravées, tandis que de nombreux membres et dirigeants de la NLD sont en prison ou en exil. Quelques prisonniers sont parfois libérés, mais d'autres les remplacent. Ces libérations coïncident en général avec la visite de dignitaires étrangers ou des activités en rapport avec les Nations unies – elles visent toutes à alléger les sanctions économiques.

Malgré les nombreuses arrestations, tortures et assassinats, les démocrates birmans et les minorités ethniques maintiennent leur esprit d'opposition à la dictature. Au milieu des années 1990, admettant peu à peu les réalités militaires, certains militants étudiants qui s'étaient consacrés à la lutte armée depuis 1988 ont commencé à promouvoir la lutte nonviolente, appelée « défiance politique » en Birmanie, comme étant la forme principale de lutte capable

4. *Ibid.*, p. 172-173.

d'apporter la démocratie. Cependant, certaines de ces tendances se sont inversées depuis. Les tentatives pour diffuser la compréhension du pouvoir de la lutte nonviolente ont attiré les foudres de la dictature militaire, surtout en 1995 et 1996, mais on n'assiste pas encore au développement d'un mouvement conséquent.

De très graves problèmes continuent d'entraver le développement et l'application d'une stratégie de lutte nonviolente pour libérer la Birmanie. Les démocrates birmans n'ont pas réussi jusqu'à présent à surmonter leurs dissensions politiques, ni à élaborer une stratégie générale pour abattre la dictature ou à créer un mouvement suffisamment fort pour restaurer leur démocratie perdue depuis longtemps.

Soulèvement et répression en Chine (1989)

Joshua Paulson

Lutte de pouvoir au sujet des réformes

Après 1977, avec l'émergence de Deng Xiaoping comme « leader suprême », le Parti communiste chinois se lance dans une campagne de modernisation économique destinée à rendre le pays plus concurrentiel dans l'économie mondiale. Les intellectuels, les « technocrates » et les étudiants bénéficient d'une plus grande liberté d'expression en échange de leur aide pour mettre en place ce programme.

À l'orée des années 1980, la modernisation économique s'accompagne d'une lutte pour le pouvoir au plus haut niveau de l'État. La jeune élite du parti estime qu'il faut accélérer les réformes politiques, parallèlement aux réformes économiques. À l'opposé, la « bande des Anciens » – huit vétérans du parti associés à la première génération de révolutionnaires, dont plusieurs n'ont plus de position officielle – sont plus préoccupés par la stabilité politique et la protection de leur statut prédominant, fût-ce aux dépens des réformes.

Cette lutte de pouvoir devient évidente en décembre 1986, lorsque les étudiants de Pékin manifestent pour soutenir ce qu'ils prennent pour un courant réformiste au sein du Parti communiste. Ils pensaient que leurs actions étaient patriotiques et loyales au Parti, mais beaucoup sont arrêtés, et il s'ensuit des représailles contre la « libéralisation bourgeoise ». Hu Yaobang, le secrétaire général du Parti communiste, est l'une des victimes de cette campagne ; il est démis de ses fonctions en janvier 1987. Hu était un réformateur, jouissant d'une bonne réputation auprès des étudiants et des intellectuels non alignés. Après son éviction, la lutte de pouvoir continue entre les réformateurs modérés et les octogénaires inflexibles, ces derniers prenant progressivement l'avantage.

Deuil et revendications

Hu Yaobang succombe à une crise cardiaque le 15 avril 1989, et les leaders étudiants en profitent pour lancer une nouvelle campagne en faveur de réformes économiques et politiques accélérées. Hu n'était pas tombé complètement en

disgrâce lorsqu'on l'avait écarté, et à sa mort il était encore membre du politburo, principal organe du pouvoir. Les étudiants estiment donc que l'expression publique de leur deuil, bien que non autorisée, ne sera pas réprimée.

Le 16 avril, des affiches apparaissent sur des dizaines de campus de Pékin, faisant l'éloge de Hu et critiquant ses adversaires politiques au gouvernement. Le lendemain ont lieu les premières grandes manifestations de milliers d'étudiants se rendant à la place Tienanmen pour honorer la mort de Hu.

Aux premières heures du 18 avril, des centaines d'étudiants entament un *sit-in* au palais de l'Assemblée du peuple, exigeant d'être reçus par un responsable du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire. Ils ont une longue liste de revendications : réévaluation officielle des actions de Hu ayant amené son renvoi en 1987, libération des prisonniers politiques, liberté d'expression et de la presse, augmentation des crédits à l'éducation, fin de la corruption, et enfin élections démocratiques à l'Assemblée nationale populaire. Il est à noter qu'à ce stade du mouvement les étudiants ne demandaient pas l'abolition du Parti communiste, ni même un changement de régime. La plupart ne voyaient pas de contradiction entre socialisme et démocratie. Ils voulaient simplement que le système soit nettoyé et démocratisé de l'intérieur, afin qu'il soit plus à l'écoute du peuple.

Les manifestations étudiantes prennent de l'ampleur

Dans les jours précédant la cérémonie officielle à la mémoire de Hu Yaobang, fixée au 22 avril, des milliers d'étudiants occupent quotidiennement la place Tienanmen. À ce stade, les autorités toléraient encore les manifestations non officielles en faveur de Hu, mais, après que 2 000 étudiants eurent bloqué la porte Xinhua, l'une des entrées principales du complexe Zhongnanhai, où vivent et travaillent la plupart des dirigeants chinois, le gouvernement de Pékin instaure la loi martiale partielle le 19 avril. Les étudiants avaient exigé de rencontrer le premier ministre Li Peng face-à-face, et certains entonnent des slogans contre le gouvernement et le Parti communiste. Pour reprendre les termes de l'économiste Chu-Yuan Cheng, les manifestations devant Zhongnanhai « représentaient l'expression de dissidence la plus téméraire depuis l'apogée de la révolution culturelle de la fin des années 1960¹ ».

Les nouvelles des événements de Pékin se répandent bientôt dans tout le pays. On signale de grandes manifestations non officielles dans les villes de Shanghai, Tianjin, Nanjing, Changchun, Changsha, Wuhan, et Xi'an, ainsi que dans les provinces du Hunnan et de Anhui. À Xi'an, 10 000 étudiants et de nombreux ouvriers forcent l'entrée du bâtiment du gouvernement provincial, exigeant en vain de dialoguer avec le gouverneur de la province de Shaanxi. Leurs demandes dépassaient l'héritage de Hu Yaobang, englobant

1. Chu-yuan Cheng, *Behind the Tienanmen Massacre: Social, Political and Economic Ferment in China*, Boulder, Westview Press, 1990, p. 125.

des questions telles que la hausse de l'inflation, la stagnation des salaires et les problèmes de logement.

Un éditorial officiel condamne l'action des étudiants

À la fin de la période de deuil officiel de Hu Yaobang, le mouvement étudiant ne relâche pas sa pression sur le gouvernement. Le 23 avril voit la mise en place d'une Fédération autonome des étudiants avec des représentants pour chacune des grandes universités de Pékin. Elle ratifie les revendications que les étudiants avaient remises à l'Assemblée nationale populaire le 18 avril et appelle à un boycott universitaire d'une durée indéterminée à partir du 24 avril. La fédération envoie aussi plus de 200 délégués étudiants dans au moins 18 villes pour établir un « réseau » avec les étudiants en province et obtenir le soutien des ouvriers et des fonctionnaires envers le mouvement étudiant. Jusqu'à la mi-mai, la Fédération coordonne de manière informelle les actions étudiantes, rédige des documents et des revendications et obtient de représenter les étudiants lorsqu'il y a un dialogue avec les autorités.

Le boycott des universités commence le 24 avril. Les étudiants refusent d'assister aux cours à Pékin, Shanghai, Nanjing, Tianjin et Wuhan. Deux jours plus tard, la Fédération autonome des étudiants tient sa première conférence de presse, et les leaders étudiants déclarent que leur objectif immédiat est d'entamer le dialogue avec les représentants du gouvernement sur des réformes politiques. Ils affirment aussi que leurs tactiques seront nonviolentes.

Le gouvernement chinois donne sa première réponse publique aux étudiants – en l'absence du secrétaire général du Parti communiste, le réformateur Zhao Ziyang, en visite officielle en Corée du Nord. Dans le journal d'État *Le Quotidien du peuple*, un éditorial intitulé « Il faut afficher une position claire face au tumulte » condamne et insulte les étudiants. Il prétend que le mouvement étudiant est « un complot bien organisé [...] visant à déstabiliser le peuple et à plonger le pays dans le chaos. [...] Son but réel est de rejeter le Parti communiste chinois et le système socialiste au niveau le plus fondamental² [...] ».

Défilés et manifestations de masse des étudiants

Les étudiants ne se laissent pas intimider. La plupart sont scandalisés par la réaction gouvernementale à leur mouvement, qu'ils estimaient patriotique. Le 27 avril, plus de 50 000 étudiants défilent durant 14 heures autour de Pékin, pour protester contre l'éditorial du *Quotidien du peuple*. Ils chantent des hymnes du Parti communiste et clament qu'ils n'ont rien fait de mal. Pour la première fois, des milliers de travailleurs et de spectateurs qui s'étaient contentés les semaines précédentes de regarder passivement se joignent au défilé ou l'encouragent depuis le trottoir. Des forces de police non armées sont

2. Zhang Liang (Comp.) *The Tiananmen Papers: The Chinese Leadership's Decision to Use Force Against Their Own People – In Their Own Words*, New York, Public Affairs, 2001, p. 76.

déployées pour tenter de contrôler les manifestants, mais il n'y a pas d'incidents et les étudiants restent disciplinés. Les autorités sont semble-t-il dépassées par l'ampleur de la manifestation et du soutien populaire qu'elle reçoit. Dans la semaine qui suit, le pouvoir hésite entre des menaces de représailles et des concessions partielles sur certains points.

À l'extérieur de Pékin, avant l'éditorial du *Quotidien du peuple*, certains comptes rendus faisaient état d'une lassitude des étudiants et d'un essoufflement du mouvement. Ce processus s'inverse dès que les étudiants prennent connaissance de l'éditorial. De grandes manifestations étudiantes éclatent à Changchun, Tianjin, Shanghai, Hefei, Xi'an, Nanjing, Hangzhou, Wuhan, Chengdu, Chongqing et Changsha. Les jours suivants, les manifestations s'étendent à des villes jusque-là tranquilles comme Shenyang, Dalian, Shijiazhuang, Nanning, Jinan, Shenzhen, Kunming, Yinchuan et Guilin.

Le 29 avril, le premier ministre Li Peng nomme deux représentants du gouvernement, Yuan Mu et He Dongchang, pour entamer un « dialogue » avec les étudiants. La première rencontre, réunissant Yuan, He et 45 étudiants appartenant aux organisations étudiantes fidèles au Parti, reste essentiellement un monologue. Yuan et He confirment l'éditorial du *Quotidien du peuple* du 26 avril, affirment qu'il n'y a pas de vrais problèmes de corruption au gouvernement et dans le Parti communiste, disent aux étudiants qu'ils sont manipulés par des forces occultes mal intentionnées et les engagent à reprendre les cours. La cassette du « dialogue », diffusée à la télévision nationale, provoque des manifestations étudiantes dans 23 villes chinoises.

Les manifestations se poursuivent jusqu'en mai, date d'un anniversaire symbolique. Le 4 mai 1989 marquait le 70^e anniversaire du premier grand mouvement étudiant de l'histoire de la Chine moderne. La Fédération autonome des étudiants choisit donc cette date pour sa prochaine manifestation de masse. Le 3 mai, le gouvernement tente de boucler la place Tiananmen en prévision de la manifestation. Mais le lendemain, des dizaines de milliers d'étudiants en provenance de plus de 50 campus universitaires débordent les barrages de la police non armée et investissent la place. À leur passage, les habitants expriment en général leur soutien aux manifestants, tout comme de nombreux journalistes outrés par la décision du leader du Parti à Shanghai de fermer le *World Economic Herald* sous prétexte que ce journal a enfreint la discipline du Parti.

Lors du rassemblement, le leader étudiant Wuerkaixi lit un « Nouveau manifeste du 4 mai », déclarant :

Ce mouvement étudiant a pour seul but de faciliter le processus de modernisation en brandissant les bannières de la démocratie et de la science, en libérant le peuple des contraintes d'une idéologie féodale, et en promouvant la liberté, les droits de l'homme et l'État de droit³.

3. Han Minzhu (dir.), *Cries for Democracy: Writings and Speeches from the 1989 Chinese Democracy Movement*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 136.

Près de 100 000 étudiants des provinces organisent des manifestations simultanées dans 51 villes chinoises.

Les étudiants divisés

Après les manifestations du 4 mai, le boycott universitaire prend fin officiellement, mais de nombreux étudiants de Pékin insistent pour prolonger la grève, et le mouvement étudiant entre dans une nouvelle phase caractérisée par des divisions internes.

Le premier point de mésentente concerne la question de savoir s'il convient ou non de poursuivre les manifestations pendant la visite officielle du leader soviétique Mikhaïl Gorbatchev, attendue pour le 15 mai. Certains étudiants soutiennent que le sommet sino-soviétique attirera une telle couverture médiatique que le gouvernement sera forcé de respecter leur mouvement s'il est visible à cette occasion. D'autres estiment que poursuivre les manifestations durant la visite de Gorbatchev, surtout sous le feu des projecteurs étrangers, ne servirait qu'à irriter et embarrasser le régime et le pousserait à la répression. Les partisans de la poursuite de l'action emportent le débat.

Le 8 mai, le comité d'organisation des étudiants de Pékin annonce que le boycott des cours continuera, sauf si cinq conditions sont satisfaites : la rétractation des déclarations gouvernementales du 26 avril dans l'éditorial du *Quotidien du peuple*, la légalisation de la Fédération autonome des étudiants, la réintégration du rédacteur du *World Economic Herald*, des mesures concrètes pour mettre fin à la corruption du gouvernement et du Parti, et une réévaluation des lois limitant les manifestations populaires.

Une grève de la faim massive

Il s'ensuit de nouvelles discussions parmi les étudiants sur les actions supplémentaires à envisager durant la visite de Gorbatchev. Un groupe propose de lancer une grève de la faim massive. La Fédération autonome des étudiants s'y oppose au début, trouvant l'idée « trop radicale ». Mais la Fédération perdait sa capacité à coordonner le mouvement qui s'amplifiait. Le 13 mai, environ 2 000 étudiants entament une grève de la faim et un *sit-in* permanent sur la place Tiananmen.

Malgré un soutien tardif de la Fédération aux grévistes de la faim, « l'autorité morale » de ceux qui mettaient ainsi leur vie en péril au service de la lutte les propulse à la tête du mouvement. Le nombre de grévistes de la faim dépasse bientôt 3 000, tandis que 25 000 étudiants, travailleurs et citoyens campent sur la place pour les soutenir et les protéger.

Les grévistes de la faim créent leur propre organisation, le groupe de la grève de la faim, qui supplante la Fédération étudiante pour coordonner le mouvement de la place. Ces grévistes n'ont que deux exigences :

Premièrement, nous demandons au gouvernement d'ouvrir avec la Délégation au dialogue des étudiants de Pékin un dialogue substantiel et concret fondé sur le principe de l'égalité des parties. Deuxièmement, nous exigeons que le gouvernement rétablisse la réputation du mouvement étudiant et qu'il lui accorde une évaluation correcte et juste, affirmant qu'il s'agit d'un mouvement pour la démocratie mené par des étudiants patriotes⁴.

Les premiers pourparlers entamés par le gouvernement avec les grévistes de la faim sont un échec, en partie à cause de l'inflexibilité des représentants de l'État, en partie parce que le mouvement étudiant est si divisé que ses « représentants » ne peuvent garantir qu'ils représentent l'ensemble du mouvement.

Pendant ce temps, lors de réunions gouvernementales de haut niveau, le secrétaire général du Parti communiste, le réformateur Zhao Ziyang, exprime sa sympathie pour les étudiants, suggère de contrôler leur mouvement en engageant le dialogue et en reconnaissant publiquement que les étudiants sont motivés par un sens patriotique, ce qui atténuerait le ton de l'éditorial du 26 avril. Il propose aussi d'accéder aux revendications principales des étudiants dans les domaines où celles-ci coïncident avec la ligne officielle du Parti, entre autres en prenant des résolutions fermes contre la corruption gouvernementale. Mais ce que les étudiants ignoraient, c'est qu'au moment où Zhao faisait ces propositions, lui-même et ses alliés avaient déjà perdu la lutte de pouvoir au sein du gouvernement. Dans les semaines qui suivirent, les octogénaires de la bande des Anciens allaient prendre de plus en plus le parti des membres intransigeants du politburo.

L'occupation de la place Tienanmen

Du 15 au 18 mai, pendant la visite en Chine de Gorbatchev et des hordes de médias étrangers, des centaines de milliers de manifestants occupent la place Tienanmen en soutien aux grévistes de la faim. La visite de Gorbatchev est reléguée à l'arrière-plan des journaux, et la presse internationale se concentre sur les étudiants et leur mouvement en pleine expansion. La grève de la faim attire aussi un fort soutien de la population, scandalisée par ce gouvernement qui semble insensible au sort de ces milliers d'étudiants pourtant tenus en haute estime en Chine et qui sont prêts à mourir pour défendre des revendications somme toute raisonnables. Au soir du 16 mai, plus de 600 grévistes de la faim avaient perdu connaissance.

Avec la participation ouverte des travailleurs et des citoyens, et les manifestations qui s'étendent à plus de 80 villes, la direction du mouvement échappe aux leaders étudiants. Toujours centré sur Pékin, le mouvement prend une ampleur nationale. Rien qu'à Pékin, plus d'un million de manifestants défilent les 17 et 18 mai – la plus grande manifestation « non autorisée » de l'histoire de

4. *Ibid.*, p. 202.

la Chine. Des centaines de milliers de manifestants défilent simultanément dans 28 provinces en soutien aux grévistes de la faim.

Les revendications des nouveaux participants s'éloignent des premiers objectifs des étudiants. Ils sont des milliers à exiger la mise à la retraite de Deng Xiaoping et la démission du premier ministre Li Peng et du président Yang Shangkun. Avec l'augmentation du nombre de manifestants et des revendications plus radicales, il devient plus difficile de faire régner la discipline. Les étudiants mettent en place un service d'ordre pour réguler les défilés et les manifestations et éviter de sombrer dans la violence ou la provocation. Ils forment même des boucliers humains pour empêcher la foule de lyncher des soldats et des policiers.

La chute de Zhao Ziyang et le dialogue de Li Peng

Le 18 mai, avant l'aube, Zhao Ziyang, le secrétaire général du Parti communiste, à la tête d'un groupe de membres du politburo, se rend auprès de grévistes de la faim dans un hôpital de Pékin. Zhao déclare aux étudiants que leurs objectifs sont identiques à ceux du gouvernement, qu'ils sont patriotiques et que leurs demandes seront satisfaites s'ils cessent leur grève de la faim. Son ton est pressant, car il sait que son pouvoir touche à sa fin et qu'avec son départ les étudiants vont perdre la seule voix influente du politburo favorisant une politique non répressive.

Plus tard dans la matinée, le premier ministre Li Peng entame un dialogue télévisé avec les grévistes de la faim et les leaders étudiants. Li refuse toute discussion sur les problèmes abordés par les étudiants ou de négocier des solutions à leurs revendications. Il se contente d'exiger « l'arrêt immédiat » de la grève de la faim et l'évacuation de la place Tiananmen. « Vous êtes allés trop loin », leur dit-il⁵. La rencontre, brève, laisse les étudiants scandalisés. Ce qu'ils ignorent, c'est que Li Peng, en accord avec la ligne dure du politburo et la bande des Anciens, a déjà décidé de réprimer le mouvement étudiant et d'instaurer la loi martiale à Pékin. À la fin de la journée, Zhao Ziyang est en pratique relevé de ses fonctions, et toutes les décisions importantes se prennent sans lui.

Pendant ce temps, les manifestations s'amplifient dans les provinces. Le 19 mai, des manifestations de masse ont lieu dans plus d'une centaine de villes. Soixante-dix mille personnes défilent à Shanghai, où plus de 200 étudiants étaient hospitalisés suite à une grève de la faim solidaire. À Changsha, des ouvriers se joignent aux défilés des étudiants, scandant parfois des slogans hostiles à la direction du Parti communiste. Trois cents étudiants y entament une grève de la faim. Des incidents violents éclatent à Shaoyang, où la foule incendie des véhicules et envahit les bureaux municipaux du Parti communiste.

5. Stefan R. Landsberger, « Chronology of the 1989 Student Demonstration », dans Tony Saich (dir.), *The Chinese People Movement: Perspectives on Spring 1989*, Armonk (NY), M.E. Sharpe, Inc., 1990, p. 172.

Il y a aussi des émeutes à Taiyuan, tandis qu'à Fuzhou 3 000 étudiants bloquent le trafic ferroviaire pendant six heures.

La loi martiale

Au soir du 19 mai, le premier ministre Li Peng s'adresse à une assemblée de représentants du Parti, du gouvernement et de l'armée pour annoncer l'application imminente de la loi martiale à Pékin, afin de « mettre fin au tumulte » engendré par les manifestations étudiantes dont le but, déclare-t-il, est de « subvertir la direction du Parti communiste chinois, de renverser le gouvernement populaire élu légalement par l'Assemblée nationale populaire, et sur le fond de rejeter la dictature démocratique du prolétariat⁶ ». L'armée détache sur-le-champ quatre bataillons des régions militaires de Pékin, Shenyang, et Jinan, qui prennent position dans Pékin.

Le 20 mai, les autorités enjoignent aux manifestants de Tienanmen d'évacuer la place sous peine de « subir les conséquences ». La grève de la faim avait été levée la veille au soir, mais certains étudiants décident de la poursuivre quand même. D'autres décident de continuer l'occupation de la place sous forme de *sit-in*. Ils diffusent un nouveau document rejetant la loi martiale et appelant à une grève générale, tout en demandant à leurs partisans « d'éviter les affrontements avec l'armée » et de se retenir de « tout geste qui pourrait entraîner un bain de sang⁷ ».

Défi de la loi martiale

Plus tard, ce matin-là, des foules imposantes de Pékinois arrivent pour barrer l'accès du centre-ville et de la place Tienanmen aux 250 000 hommes de l'Armée populaire de libération. Plus d'un million de personnes sont dans la rue, défiant ouvertement la loi martiale. La plupart des soldats ne peuvent atteindre leur destination. Cinq cent mille manifestants à Shanghai et 300 000 à Xi'an paralysent aussi ces villes pendant des heures pour protester contre l'occupation militaire de Pékin et pour exiger la démission de Li Peng. Des manifestations similaires contre la loi martiale éclatent dans 130 autres villes.

Ces actions se poursuivent pendant plus d'une semaine dans toute la Chine. Le plus remarquable est cependant l'effort de la population de Pékin pour annuler la loi martiale. Chaque jour, des centaines de milliers de Pékinois forment des barricades humaines pour empêcher l'armée d'accéder à la place Tienanmen. Des manifestants, en nombre supérieur aux soldats, encerclent et bloquent des sections militaires des heures durant. Ils les empêchent d'aller jusqu'à la place Tienanmen, tout en leur offrant de l'eau et de la nourriture et

6. Zhang Liang (comp.), *The Tienanmen Papers*, *op. cit.*, p. 225.

7. Scott Simmie et Bob Nixon, *Tienanmen Square*, Vancouver, Douglas and McIntyre, 1989, p. 136.

en engageant la conversation. Un peu partout en ville, des gens dégonflent les pneus de véhicules militaires et sectionnent leurs durites de carburant.

De nombreux manifestants pensaient que l'« armée du peuple » ne se retournerait pas contre le peuple. Cette conviction se renforce lorsque certains tanks, transports de troupes et véhicules blindés font demi-tour devant les barrages de manifestants nonviolents. D'autres soldats ôtent leur uniforme et se joignent à la foule. Peu après l'instauration de la loi martiale, le commandant du 38^e bataillon, aux environs de Pékin, est même relevé de ses fonctions et passera plus tard en cour martiale pour avoir refusé d'obéir à l'ordre direct d'entrer en ville avec ses troupes.

Ces nouvelles renforcent l'assurance des manifestants. Comme rien ne bouge entre la population et les militaires, les étudiants croient un moment qu'ils tiennent la victoire et qu'ils pourront renverser les faucons du gouvernement. Mais il devient clair dès le 26 mai que Li Peng s'accroche fermement au pouvoir, que les militaires, s'ils ne font pas mouvement contre les étudiants, ne réintègrent pas non plus leurs casernes, et que l'Assemblée nationale populaire ne s'opposera pas à la loi martiale.

De plus, la plupart des officiers et soldats obéissent aux ordres. Durant la première semaine de loi martiale, les soldats avaient l'ordre d'engager le dialogue avec la population et d'éviter à tout prix l'affrontement. S'ils n'ont pas investi la place Tiananmen ou chargé les manifestants défiants, c'est uniquement parce qu'ils n'en avaient pas encore reçu l'ordre direct.

Les étudiants : rester ou évacuer ?

Il s'ensuit un débat parmi les étudiants et les manifestants sur la place Tiananmen, pour décider s'ils vont lever le *sit-in* et se retirer ou continuer à résister. Le 21 mai, les leaders étudiants envisagent de se retirer en bon ordre tout en poursuivant le boycott des cours. Mais à la suite d'un nouveau meeting, ils décident de rester sur la place.

Un compromis est conclu une semaine plus tard. Les leaders étudiants annoncent qu'ils resteront sur la place jusqu'au 30 mai, tiendront une dernière manifestation contre la loi martiale et pour des réformes démocratiques, avant de se retirer. Ils pensent que tous accepteront cette proposition. Le lendemain, ils la soumettent au vote démocratique des étudiants qui sont restés sur la place.

À la surprise des leaders, leur proposition est rejetée par une écrasante majorité. Ils n'avaient pas pris en compte le fait que la plupart des étudiants des universités de Pékin avaient déjà quitté la place pour rentrer chez eux. La grande majorité des étudiants encore sur le terrain étaient arrivés récemment d'autres provinces. Ils ne se reconnaissaient pas dans les leaders étudiants de Pékin. De plus, ils ne voulaient pas évacuer la place avant d'avoir le sentiment d'atteindre un objectif. Le 29 mai, les étudiants encore sur place annoncent qu'ils resteront trois semaines de plus, jusqu'à la prochaine séance de l'Assemblée nationale populaire.

Les manifestations continuent dans tout le pays

Durant la dernière semaine du mois de mai, les manifestations se poursuivent dans tout le pays. Des centaines de milliers de manifestants défilent dans plus de 100 villes, protestant contre la loi martiale et exigeant la démission de Li Peng. La plupart des manifestants sont des étudiants et des professionnels, bientôt rejoints par des ouvriers à Xi'an, Jinan, Taiyuan, Chengdu et Chongqing. À Nanjing, les ouvriers du caoutchouc se mettent en grève.

Dans tout le pays, beaucoup d'autres étudiants continuent de quitter leurs villes et convergent en train sur Pékin. Près de la capitale, d'autres étudiants bloquent les trains militaires dans l'espoir de nuire à la capacité de l'armée d'appliquer les directives de la loi martiale.

La décision d'utiliser les troupes

À la fin du mois de mai, cependant, il devient clair que le mouvement est en perte de vitesse, tant au niveau national qu'à Pékin. Il n'y a pas de manifestation à Pékin le 29 ni le 30. Le nombre d'étudiants sur la place Tienanmen tombe à moins de 10 000, la plupart venus des provinces. Des dizaines de milliers d'autres ont déjà quitté Pékin, épuisés par les manifestations permanentes ou mécontents des luttes internes du mouvement étudiant. De nombreuses villes connaissent encore des manifestations, mais moins importantes. Beaucoup d'étudiants reprennent les cours.

Le 1^{er} juin, Li Peng présente au politburo un rapport assimilant les étudiants restants à des «terroristes» coupables d'une «émeute contre-révolutionnaire» dont l'objectif est de prendre par les armes le contrôle de l'État. Le rapport appelle la Commission militaire centrale à «prendre immédiatement des mesures promptes et décisives pour supprimer le tumulte contre-révolutionnaire à Pékin⁸». Le lendemain, le politburo et les Anciens se réunissent et décident de dégager la place Tienanmen. Les troupes reçoivent l'ordre d'avancer sur le centre-ville.

Pendant ce temps, la foule qui protégeait les étudiants et occupait la place devient plus agitée. Les 2 et 3 juin, des affrontements sans réelle violence opposent des habitants à des soldats dans de nombreux quartiers de Pékin. Les militaires qui font mouvement, la plupart toujours sans armes, ne reçoivent plus un accueil cordial de la population. Beaucoup sont humiliés, insultés ou raillés par la foule. Dans certains cas, des étudiants s'interposent pour protéger les soldats et contenir les foules lors d'éruptions de violence.

Les soldats ouvrent le feu

Dans l'après-midi et la soirée du 3 juin, la radio et la télévision enjoignent aux habitants de Pékin de rester chez eux. Il est clair qu'une action militaire est

8. Zhang Liang (comp.), *The Tienanmen Papers*, op. cit., p. 338.

imminente. Pourtant, beaucoup d'étudiants et d'habitants n'imaginent pas que leurs vies peuvent être menacées. D'une part, les événements des semaines précédentes les ont poussé à croire qu'ils n'étaient pas confrontés à une répression extrême, d'autre part, ils croient que les soldats refuseront de tirer sur le peuple.

Le 3 juin à 21 heures, l'ordre de prendre d'assaut militairement la place Tiananmen est ratifié et transmis à l'Armée populaire de libération et à la police militaire. La place doit être dégagée avant l'aube du 4 juin, par « tous les moyens nécessaires », pour supprimer l'« émeute contre-révolutionnaire ».

La première fois que les soldats ouvrent le feu, sur le boulevard Fuxingmenwai qui mène à Tiananmen, les manifestants n'imaginent pas qu'ils tirent des balles réelles. S'attendant à des balles en caoutchouc, les étudiants en première ligne se protègent à l'aide de vestes rembourrées ou d'oreillers. Ce n'est qu'en voyant que ceux qui tombent ne se relèvent pas que les manifestants réalisent que l'armée a vraiment reçu l'autorisation d'employer une violence mortelle contre sa propre population.

La plupart des victimes sont abattues aux premières heures du 4 juin, lors de l'avancée des troupes sur la place Tiananmen. Au début de l'assaut, alors que la plupart des étudiants demeuraient nonviolents, de nombreux manifestants se défendent violemment, certains avec des barres de fer, des bâtons, des bouts de bois ou des cannes de bambou. Plusieurs véhicules militaires sont incendiés, parfois avec leurs occupants. Mais à l'aube, la place était dégagée.

Le lendemain – ou les trois jours suivants, selon certains comptes rendus – des étudiants et des habitants affrontent les troupes dans plusieurs secteurs de Pékin. Certains forment des barricades humaines aux intersections pour tenter de bloquer le passage des militaires et policiers, qui répliquent souvent par des coups de feu. D'autres véhicules militaires sont incendiés. Des affrontements similaires éclatent dans plusieurs villes de Chine entre la police et des foules en colère protestant contre les événements violents de Pékin.

On ne saura jamais le nombre exact de victimes de l'action militaire des 3 et 4 juin. Selon des sources bien informées, on l'estime à environ 2 600 morts et plus de 7 000 blessés, civils et militaires confondus.

Quelques soldats ont refusé de tirer, la plupart ont ouvert le feu

Pendant ces sept semaines de manifestations essentiellement nonviolentes, les étudiants et leurs partisans dans toute la Chine ont lancé un défi extraordinaire au régime chinois. Ils ont mené l'une des plus importantes grèves de la faim de l'histoire, paralysé des secteurs de grandes villes comme Pékin, Shanghai et Xi'an, et réussi à résister près de trois semaines à la loi martiale.

Près de 1 000 soldats lâchèrent leurs armes et quittèrent les lieux plutôt que d'obéir à l'ordre de tirer sur des civils. Quelques officiers furent traduits en cour martiale et ont peut-être été exécutés pour avoir refusé d'ordonner à leurs troupes d'ouvrir le feu. Mais ces actes de bravoure et d'héroïsme n'ont pas suffi

à empêcher le massacre. Dans la plupart des cas, et malgré les premières rumeurs affirmant le contraire, l'armée a exécuté l'ordre de tuer les étudiants et leurs partisans.

Au 10 juin, les protestations contre le massacre s'étaient tues dans le pays, même si de nombreux étudiants restaient chez eux plutôt que d'aller en cours. L'action militaire s'atténa, et le gouvernement s'attela à restaurer sa réputation internationale de pays ouvert aux échanges commerciaux.

Pendant ce temps, les forces de sécurité faisaient la chasse aux éléments impliqués dans des activités « contre-révolutionnaires ». Un mois après le massacre, plus de 2 500 personnes avaient été arrêtées dans les rafles, et plus d'une trentaine de « contre-révolutionnaires » furent exécutés en place publique à Pékin, Shanghai, Jinan, Dalian et Changsha. Le « printemps démocratique » de la Chine était terminé.

La libération de la Tchécoslovaquie (1989)

Joshua Paulson

Attaque sur des étudiants nonviolents

L'année 1989 est l'année du changement en Europe de l'Est. La victoire estivale du syndicat *Solidarność* en Pologne est suivie par l'effondrement en douceur du socialisme d'État en Hongrie, puis par l'ouverture du mur de Berlin en Allemagne le 9 novembre. C'est ensuite au tour de la Tchécoslovaquie. Les événements dramatiques débutent le 17 novembre lors d'une manifestation étudiante à Prague en mémoire de Jan Opletal, un étudiant tchèque abattu par les nazis 50 ans plus tôt. Quinze mille étudiants y participent au début, avec une forte présence du mouvement de jeunesse du Parti communiste, qui avait approuvé la commémoration.

Les discours prennent un ton de plus en plus antigouvernemental, puis la manifestation se met en marche. Tandis qu'ils avancent vers la place Venceslas au centre de Prague, leurs rangs grossissent jusqu'à dépasser les 30 000 participants. En arrivant sur la place, ils sont accueillis par des brigades spéciales antiterroristes et par la police anti-émeutes.

Les étudiants allument des bougies au sol, lèvent les mains pour montrer qu'ils ne sont pas armés ; ils entonnent des chants ; certains offrent des fleurs aux policiers. Pourtant, ces derniers attaquent brutalement. Des centaines d'étudiants sont blessés ou arrêtés, et au moins un est tué¹.

Les étudiants se mettent en grève sur-le-champ. Ils publient des proclamations photocopiées ou imprimées sur ordinateur, diffusent des tracts et de la propagande antigouvernementale. Le 18 novembre, les étudiants qui occupaient les universités sont rejoints par ceux des écoles de cinéma et de théâtre. Des acteurs annulent leurs représentations, transformant les théâtres en salles de

1. Voir Timothy Garton Ash, *The Magic Lantern*, New York, Random House, 1990, p. 30 ; et Ivan T. Berend, *Central and Eastern Europe, 1944-1993: Detour From the Periphery to the Periphery*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 283.

réunion et en centres de débat politique. Les acteurs appellent à une grève générale de deux heures pour le 27 novembre.

Naissance du Forum civique

Au soir du 19 novembre, certains membres des groupes d'opposition préexistants organisent une réunion de crise dans un théâtre de Prague. Ils répondaient à l'appel de Václav Havel, l'auteur dramatique le plus célèbre de Tchécoslovaquie, dissident et fondateur d'une organisation pour les droits de l'homme, la Charte 77. Le groupe décide immédiatement de se transformer en Forum civique, qui sera «le porte-parole de la partie de la population tchécoslovaque critique envers le gouvernement, et récemment très choquée par le massacre brutal d'étudiants qui manifestaient de façon pacifique²».

Le Forum civique formule quatre revendications, en plus de son soutien à la grève générale: libération de tous les prisonniers politiques, démission de certains officiels du gouvernement et du Parti communiste tenus pour responsables de l'invasion des armées du Pacte de Varsovie en 1968, démission des responsables de l'attaque récente contre les manifestants étudiants et création d'une commission spéciale pour enquêter sur cette attaque.

Manifestations de masse et bruits de clés

Le lendemain, 200 000 personnes se rassemblent place Venceslas et exigent la démission d'officiels du Parti et du gouvernement. Le gouvernement hésite; cette fois il ne recourt pas à la violence contre les manifestants. Les manifestations reprennent chaque jour après le travail, et le Parti socialiste fantoche autorise le Forum civique à s'adresser à la foule depuis son balcon donnant sur la place.

Des manifestations de plus de 300 000 personnes deviennent la routine quotidienne à Prague; les revendications populaires s'étendent, incluant désormais des élections libres et la démocratie politique.

Le 22 novembre ont lieu les premières discussions préliminaires entre le premier ministre Adamec, une délégation du Forum civique et la Société contre la violence (VPN), qui coordonne les manifestations en Slovaquie.

Deux jours plus tard, le 24 novembre, Václav Havel est rejoint à Prague par Alexander Dubček, le célèbre dirigeant réformateur de 1968. Havel et Dubček s'adressent ensemble au rassemblement de l'après-midi. Juste avant la fin de la manifestation quotidienne, 300 000 personnes sortent leurs clés et les agitent. Ce bruit de clés symbolique devint la marque des manifestations ultérieures. Agiter des clés symbolisait la fin du passé, comme la cloche à la fin de la classe. Dans ce cas précis, ce bruit de clés signifiait que le peuple sonnait la fin de la dictature communiste.

2. Cité dans l'ouvrage de Timothy Garton Ash, *The Magic Lantern*, *op. cit.*, p. 82.

Démissions et négociations

Plus tard ce soir-là, les médias annoncent la démission de l'ensemble du politburo et du comité central du Parti communiste.

Il n'y avait cependant pas encore de véritable changement, et les manifestations continuent. La grève générale de deux heures, le 27 novembre, est une réussite totale. Même les équipes de télévision tchèques – qui couvraient jusqu'alors les manifestations de l'opposition – annoncent qu'elles se joignent à la grève; elles ne montrent pendant deux heures que des scènes où les places sont pleines de manifestants dans tout le pays³.

Les négociations directes se poursuivent le 28 novembre entre le Forum civique/VPN et le premier ministre Adamec. Celui-ci promet de nommer un nouveau gouvernement avant le 3 décembre et de libérer tous les prisonniers politiques avant le 10 décembre. Il s'engage aussi à supprimer de la constitution l'article qui établit le « rôle dirigeant » du Parti communiste.

Profitant des concessions rapides du gouvernement, le Forum civique et le VPN rédigent une nouvelle liste de revendications, exigeant entre autres la démission du président Husák avant le 10 décembre. Ils fixent également à Adamec la date limite du 31 décembre pour dissoudre la milice populaire, autoriser les libertés d'expression fondamentales et établir un calendrier en vue d'élections libres⁴.

L'effondrement du communisme

Le 3 décembre, Adamec nomme son nouveau cabinet, qui comporte une forte majorité de membres du Parti communiste. Le Forum civique et le VPN s'y opposent, appelant à une nouvelle vague de manifestations pour le 4 décembre et brandissant la menace d'une nouvelle grève générale pour le 11 décembre.

Le gouvernement tchécoslovaque, déjà ébranlé par de nouvelles manifestations de masse à Prague et Bratislava, se trouva soudain en butte à une pression internationale extrême. Le gouvernement de l'Allemagne de l'Est s'était effondré, les dirigeants de son Parti communiste étaient assignés à résidence, et le Pacte de Varsovie avait officiellement condamné l'invasion de 1968 en Tchécoslovaquie (qui avait propulsé le président Husák au pouvoir). Le 7 décembre, après des négociations infructueuses avec le Forum civique/VPN, le premier ministre Adamec démissionne.

Le président Husák invite alors le Forum civique/VPN à une « table ronde » pour débattre avec le Parti communiste et ses partis satellites de la composition d'un nouveau gouvernement. Les discussions ne durent que deux jours. Le 10 décembre, le président Husák annonce la formation d'un nouveau gouvernement composé surtout de membres du Forum civique et de la Société contre

3. Ash, *The Magic Lantern*, p. 106.

4. *Ibid.*, p. 110.

la violence, et d'autres qui n'étaient pas membres du Parti. Il présente ensuite sa démission.

À la fin du mois, Alexander Dubček reprend le pouvoir comme président de l'Assemblée fédérale, et l'écrivain Václav Havel est nommé président. En tout juste 24 jours, cette population dont les espoirs avaient été anéantis 20 ans plus tôt par une invasion militaire, s'était soulevée sans violence et avait vaincu le gouvernement communiste, dans ce qu'on appela ensuite la « révolution de velours ».

Les Lettons rétablissent leur indépendance (1991)¹

Occupation soviétique et débuts de résistance

Lors de l'effondrement de l'Union soviétique, les républiques baltes de Lettonie, Estonie et Lituanie sont balayées par des mouvements d'indépendance, essentiellement nonviolents. Ces mouvements s'appuyaient sur des manifestations nonviolentes et sur des actes de non-coopération et de défiance destinés à empêcher une nouvelle intervention militaire des Soviétiques et le maintien de leur domination politique. La lutte d'indépendance de la Lettonie est exemplaire.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'occupation soviétique de la Lettonie s'efforça d'éliminer la société civile indépendante et de promouvoir la « russification » et la « soviétisation » de la société lettone². L'expression de la culture et de la langue lettones était au mieux découragée, au pire interdite. Pendant les premières années d'occupation, de nombreux Lettons combattirent l'armée d'occupation soviétique à l'aide de tactiques de guérilla. Cependant, vers 1952, il devint évident que la résistance par la guérilla avait échoué. Les 30 années suivantes virent s'installer une résistance nonviolente limitée, exprimée surtout par de jeunes étudiants qui refusaient de s'inscrire aux organisations de jeunes communistes et par des citoyens refusant de voter dans les scrutins soviétiques ou de parler russe dans la rue. Les communistes lettons résistaient aussi à la russification en défendant la culture et les intérêts lettons à l'intérieur des institutions soviétiques officielles.

1. Ce chapitre a été ébauché par Joshua Paulson d'après Olgerts Eglitis, *Nonviolent Action in the Liberation of Latvia*, Cambridge, Albert Einstein Institution, Monograph Series, 1993.
2. La « russification » signifiant les efforts pour transformer la population de ce pays en Russes de culture et de langue.

Organisation et manifestations

En 1986, la première résistance publique au régime soviétique de Lettonie commence avec la création d'Helsinki-86, un groupe indépendant de défense des droits de l'Homme formé pour « surveiller la façon dont les droits économiques, culturels et individuels de notre peuple sont respectés³ ». Ses membres envoient des lettres signées aux autorités soviétiques et à la communauté internationale pour protester contre la russification, l'oppression politique et la discrimination linguistique et culturelle infligée aux Lettons dans leur propre pays.

Tout au long de l'année 1987, Helsinki-86 défie ouvertement le gouvernement en organisant les premières manifestations de masse non officielles en Lettonie depuis la Deuxième Guerre mondiale, pour commémorer les dates-clés de l'histoire lettone. Les membres de l'organisation sont harcelés ou arrêtés au cours des manifestations, vilipendés par les médias, calomniés en public. Ils refusent cependant d'être réduits au silence.

Les activités d'Helsinki-86 sont contagieuses. Le 19 avril 1988, des milliers de personnes participent à un cortège funèbre pour Gunars Astra, célèbre dissident et prisonnier politique letton. Pour la première fois depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'hymne national letton est joué en public, et le drapeau historique de la Lettonie est déployé au-dessus du défilé.

Deux mois plus tard, de nombreux intellectuels et artistes lettons s'expriment pour la première fois en public contre les méthodes soviétiques. Le Parti communiste letton condamne leurs actions, mais certains journaux rejettent ouvertement « les tentatives de quelques officiels du Parti et de l'appareil soviétique pour dissimuler leurs erreurs économiques et idéologiques en attaquant la politique de démocratisation⁴ ». Les déclarations du Parti, destinées à faire peur, avaient simplement inspiré de la défiance.

Deux millions de manifestants

Le mouvement national s'étend rapidement. On voit apparaître des organisations pour l'indépendance de la Lettonie, et les manifestations de plus de 500 000 personnes deviennent habituelles. Le 23 août 1989, moins d'un an après sa fondation, le Front populaire de Lettonie s'unit aux mouvements d'indépendance estonien et lituanien pour former une chaîne humaine reliant les capitales des trois républiques baltes. Plus de 2 millions de participants s'y joignent, pour tenter de rappeler au monde le pacte entre Hitler et Staline⁵ et ses conséquences pour les pays baltes.

3. Olgerts Eglitis, *Nonviolent Action in the Liberation of Latvia*, op. cit., p. 9.

4. *Ibid.*, p. 15.

5. Ce pacte Hitler/Staline divisait l'Europe de l'Est en zones contrôlées par l'Allemagne nazie et l'Union Soviétique.

Moscou est excédé, en partie parce que les réformateurs communistes avaient cru que le Front populaire serait apte à effectuer des changements *de l'intérieur* du système soviétique, pour ensuite amener les mouvements lettons de base à accepter les réformes limitées prévues par les partisans de la *glasnost* (ouverture) et de la *perestroïka* (restructuration). Le Front populaire se révéla au final bien plus qu'un « mouvement de loyale opposition ».

Élection d'un gouvernement indépendantiste

Les premières élections démocratiques au Conseil (soviet) suprême de Lettonie se tiennent le 18 mars 1990 et font élire une écrasante majorité de candidats indépendantistes du Front populaire et du Mouvement national pour l'indépendance de la Lettonie. Deux mois plus tard, ce Conseil suprême de Lettonie déclare son intention de rétablir l'indépendance et de rebaptiser la République socialiste soviétique de Lettonie simplement « République de Lettonie ». Dès lors, la plupart des Lettons considèrent que le Conseil suprême est le gouvernement légitime du pays. Il prend la tête du mouvement pour l'indépendance.

Pourtant, près de la moitié de la population de la Lettonie n'était pas ethniquement lettone, en raison des déportations soviétiques de nombreux Lettons et à l'implantation de Russes depuis 50 ans. De nombreux Russes de Lettonie étaient en faveur de l'indépendance, mais les partisans de la ligne dure refusaient de reconnaître la légitimité du Conseil suprême, et ils reçurent l'appui des milliers de soldats soviétiques postés dans les États baltes. Le 14 mai 1990, le président soviétique Gorbatchev déclare nulle et non avenue la proclamation d'indépendance de la Lettonie.

Tactiques de terreur et résistance nonviolente organisée

À Riga, la capitale lettone, les « bérets noirs », nervis du ministère de l'Intérieur soviétique, redoublent leurs provocations terroristes à l'approche de l'automne. Ils agressent des officiels civils et municipaux et lancent une série d'attaques à la bombe. Les prosoviétiques convaincus réclament une intervention directe de Moscou pour « rétablir l'ordre », et les Soviétiques semblent sur le point d'imposer un régime loyal.

Dans ce contexte, les organisations populaires indépendantistes commencent à envisager des méthodes nonviolentes pour protéger la république en cas d'attaque soviétique. La résistance nonviolente improvisée serait remplacée par une résistance nonviolente organisée en défense⁶.

6. Cette option s'appuya sur la réception par le gouvernement indépendantiste de la copie d'imprimeur du livre que Gene Sharp venait de publier, *Civilian-Based Defense: A Post-Military Weapons System*, Princeton, Princeton University Press, 1990, préparé en collaboration avec Bruce Jenkins (version française: *La guerre civilisée*, Grenoble, PUG, 1995). Ces épreuves furent obtenues d'abord en novembre 1989 lors d'une conférence organisée à Moscou par le philosophe lituanien Grazina Miniotaite, qui les transmit à Audrius Butkevicius, le directeur général de la défense nationale de Lituanie. Butkevicius envoya 50 photocopies de ces épreuves à divers destinataires en Union Soviétique, dont les États baltes de

Le 11 décembre 1990, le Front populaire de Lettonie publie un « Avis à tous les partisans de l'indépendance de la Lettonie⁷ ». Olgerts Eglitis, très impliqué dans cette lutte, écrit :

Cet avis devint rapidement « l'appel pour l'heure H », puisqu'il concernait un plan d'action dans l'éventualité d'un coup d'État ou de l'imposition d'un régime présidentiel. Le Front populaire engageait la population à recourir à des moyens nonviolents si cette situation survenait. Cet appel constituait de fait le premier plan de défense nationale par des moyens civils nonviolents. Il recommandait par exemple à la population de n'obéir qu'aux lois du Conseil suprême, d'ignorer les ordres des militaires et de tout gouverneur imposé, de ne prendre part à aucun scrutin ou référendum, de prendre note de tout crime perpétré par les occupants, etc.⁸.

Instructions de lutte nonviolente

L'appel connaît son premier test le 2 janvier 1991. Ce jour-là, les bérêts noirs investissent violemment l'immeuble de la presse de Riga, tandis que le gouvernement soviétique annonce qu'il enverra des troupes aéroportées supplémentaires dans les États baltes, sous prétexte d'assurer que ceux-ci se plieront à la conscription militaire. Le 9 janvier, le Mouvement national pour l'indépendance de la Lettonie enjoint à ses partisans de « résister de façon nonviolente aux actions des autorités militaires de l'URSS et de leurs collaborateurs⁹ ». Le mouvement recommande aux Lettons de résister à la conscription, de prétendre ne pas parler russe en cas d'affrontement et de désorienter les soldats en ôtant ou en remplaçant les noms de rue, les écriteaux, les numéros des maisons et les panneaux indicateurs.

Le 11 janvier en Lituanie voisine, les parachutistes soviétiques ouvrent le feu sur des civils pacifiques, et deux jours plus tard des unités d'infanterie et de blindés tuent 14 personnes et en blessent 200 parmi ceux qui protégeaient le siège de la télévision de Vilnius, la capitale lituanienne.

Lettonie et d'Estonie. Le gouvernement letton demanda à Olgerts Eglitis d'en effectuer une traduction manuscrite en letton, qui servit à planifier la défense immédiate de la Lettonie. Les Estoniens utilisèrent le texte anglais, tandis que les Lituaniens utilisaient une traduction manuscrite pour leurs plans de défense. Du 14 novembre au 7 décembre 1991, Gene Sharp et Bruce Jenkins visitèrent Riga, puis Vilnius en Lituanie et Tallin en Estonie, pour des consultations avec le ministre de la Défense letton Talavs Jundzis, d'autres membres de la commission défense et intérieur du Conseil Suprême, et des représentants des organisations indépendantistes, qui affirmèrent que la Lettonie avait l'intention d'utiliser une résistance civile organisée en cas d'attaque à grande échelle des Soviétiques. L'ouvrage *Civilian-Based Defense* fut par la suite publié en letton, avec une introduction de Valdis V.Pavlovskis, le ministre de la Défense de l'époque, et Talavs Jundzis, le ministre précédent.

7. Pour le texte intégral, voir Olgerts Eglitis, *Nonviolent Action in the Liberation of Latvia*, *op. cit.*, p. 45-47.
8. *Ibid.*, p. 29.
9. *Ibid.*, p. 48. Le texte intégral se trouve en pages 48-49.

Barricades et appels aux soldats

Les dirigeants lettons s'attendent à être les prochaines cibles. Au matin du 13 janvier, le vice-président du Conseil suprême appelle par radio les citoyens lettons à protéger le parlement, les centres de communications et autres points stratégiques de Riga. Dans toute la ville on se prépare à faire des barricades humaines et matérielles. Dès l'après-midi du 13 janvier, 500 000 personnes se rassemblent dans le vieux Riga pour protester contre la répression en Lituanie et montrer leur détermination à défendre la Lettonie en cas d'attaque. Ils bloquent les accès à la capitale avec des tracteurs, des bus et des machines agricoles.

Mais l'attaque prévue n'a pas lieu. Le 13 janvier, Boris Eltsine, président du Soviet suprême de Russie, se joint aux dirigeants de Lituanie, d'Estonie et de Lettonie pour protester contre le recours à la violence et l'ingérence dans les affaires des États baltes. Eltsine lance aussi un « appel aux soldats russes », les engageant à refuser d'agir « contre les corps constitués légitimes » des trois républiques, dont les Conseils Suprêmes. Certains officiers et soldats russes montrent des signes de rébellion, refusant d'être postés dans la Baltique, ou déclarant qu'ils n'obéiront pas aux ordres éventuels d'user de violence contre des civils.

Les tensions perdurent pourtant encore huit mois. Les bérets noirs poursuivent leurs actes de terreur pour provoquer la population lettone. Le 16 janvier, un Letton meurt, blessé par balle à la tête. Le 20 janvier, les bérets noirs attaquent le ministère de l'Intérieur letton, tuant cinq personnes et en blessant neuf. Mais les citoyens se retiennent de répondre par la violence, conscients que s'ils attaquent à leur tour les bérets noirs, Moscou y verra une excuse pour une intervention militaire directe.

Le centre de défense nonviolente

Le 20 juin, sur un fond de rumeurs de coup d'État imminent à Moscou et d'une attaque contre les États baltes, le Conseil Suprême letton approuve la création d'un Centre de défense nonviolente. Les « principes de base pour la défense nonviolente de la République de Lettonie » de ce Conseil stipulent qu'en cas de coup d'État ou d'attaque militaire les défenseurs lettons emploieront les méthodes suivantes :

Désobéissance civile ouverte aux ordres, décrets et lois de l'adversaire ; sabotage de ces ordres et décrets ; désobéissance cachée ; entrave aux actions de l'adversaire ou obstruction par des moyens ne menaçant la vie de personne (barricades, chaînes humaines, etc.) ; divers types de protestations nonviolentes, manifestations, grèves, boycotts ; diffusion d'informations (tout en détruisant ou en perturbant les informations importantes pour l'adversaire) ; efforts pour persuader l'adversaire ; protestations individuelles ; lettres et télégrammes de protestation, transgression ouverte de lois et décrets, abandon public de son poste, etc.¹⁰.

10. *Ibid.*, p. 62.

Ce document donnait aussi à la population des directives sur la conduite à tenir en cas de tentative de coup d'État, après un coup d'État, et en cas d'usurpation ou d'occupation prolongée par l'ennemi.

Résister partout

Le 19 août, on apprend qu'un coup d'État militaire est en cours à Moscou. Anticipant une résistance à grande échelle dans les pays baltes, l'armée soviétique investit Riga au petit matin, coupant tout accès à la ville dont elle bloque les artères principales. Le Centre de défense nonviolente envoie secrètement 2 000 copies de ses directives dans les villes et villages lettons. Riga étant déjà occupée militairement, au lieu de demander aux gens de venir en aide à la capitale comme en janvier, on leur demande de « transformer chaque village, chaque ville et chaque maison en foyer de résistance¹¹ ». Le Conseil suprême recommande aux autorités locales de refuser de collaborer et déclare à la communauté internationale que les citoyens lettons s'appêtent à mener une défense nonviolente de leur patrie.

La résistance commence pour de bon. La mise en pratique intégrale des plans de défense ne fut cependant pas nécessaire. Le putsch fut anéanti en deux jours par la résistance nonviolente généralisée, non seulement dans les pays baltes, mais aussi à Moscou.

Deux semaines plus tard, la Lettonie accédait à l'indépendance complète¹².

11. *Ibid.* Le texte intégral des directives se trouve en pages 52-65.

12. En novembre 1992, le parlement de la Lettonie indépendante adopta la « loi sur la défense nationale » qui stipulait, entre autres, que l'une des tâches du programme de défense letton consistait à enseigner au peuple de la république de Lettonie « comment mener une défense nationale nonviolente » et, au cas où l'ordre constitutionnel national subirait des actions violentes, « comment organiser la désobéissance civile contre un pouvoir illégal ». En janvier 1993, Gene Sharp et Bruce Jenkins se rendirent à nouveau en Lettonie pour discuter de l'élaboration de cette composante avec des officiels du ministère de la Défense. En avril 1994, Bruce Jenkins retourna en Lettonie, puis en Estonie et en Lituanie pour développer cette politique. C'est un des rares cas où une recherche supplémentaire fut menée sur l'applicabilité de la lutte nonviolente.

Mise en échec du coup d'État des ultraconservateurs soviétiques (1991)

Joshua Paulson

Gorbatchev et les ultraconservateurs

Tout au long de l'année 1991, le président soviétique Mikhail Gorbatchev reçut de nombreuses mises en garde quant à la possibilité que les ultraconservateurs complotaient un coup d'État contre lui pour annuler sa politique réformiste d'ouverture (*glasnost*) et de restructuration (*perestroïka*). Gorbatchev avait tendance à faire fi de ces rumeurs, mais la menace était bien réelle. Les ultras occupaient des postes-clés dans l'armée, au Parti communiste, au KGB, et jusque dans le cabinet de Gorbatchev, ce qui les mettait en bonne position pour effectuer un tel coup d'État.

L'été 1991, le président Gorbatchev et les dirigeants de plusieurs grandes républiques soviétiques parachèvent un nouveau traité d'union fédérale. Ce traité visait à préserver l'intégrité de l'Union soviétique tout en confiant aux républiques concernées plusieurs pouvoirs décisionnels vitaux. Gorbatchev estimait qu'il s'agissait là d'un élément important du processus de démocratisation.

Mais les conservateurs du cabinet de Gorbatchev et du Parti communiste réalisent qu'après la signature de ce traité d'union il sera trop tard pour revenir en arrière. Depuis fin 1990, un groupe d'ultras fomentaient discrètement un coup d'État, et ils savent que c'est leur dernière chance. Le traité allait de fait décentraliser le pouvoir politique vers les républiques soviétiques. L'idée même était anathème pour les conspirateurs, qui voyaient s'envoler leurs anciens rêves impériaux. Ils savaient aussi que tenter un coup d'État après cette décentralisation du pouvoir se heurterait à une résistance bien plus forte dans les républiques fédérées, qui n'auraient aucune envie de retomber sous la coupe d'un pouvoir soviétique centralisé. Selon eux, leur seul espoir était de proclamer l'état d'urgence avant la signature du traité, de concentrer le pouvoir dans

les mains d'une petite junte dirigeante et d'annuler les réformes et toutes les menaces planant sur l'Union – avec ou sans Gorbatchev.

L'action contre Gorbatchev

La signature du traité d'union était prévue pour le 20 août. Les conspirateurs entrent donc en action dès le 18 août. Gorbatchev et sa famille étaient en vacances dans la résidence familiale en Crimée, dans la ville de Foros, au bord de la mer Noire. Il devait rentrer à Moscou le lendemain pour mettre la dernière main aux préparatifs pour la signature du traité. En fin d'après-midi, Gorbatchev s'aperçoit que tous ses téléphones et moyens de communication avec l'extérieur sont coupés. Il reçoit alors la visite d'un groupe d'officiels, dont le commandant-en-chef de l'armée de terre soviétique, un officier du KGB chargé de sa sécurité personnelle et son chef d'état-major.

Les visiteurs annoncent au président qu'ils représentent un nouveau « comité d'État pour l'état d'urgence ». Ils annoncent à Gorbatchev qu'il a deux options : se rallier au comité et autoriser l'état d'urgence, ou démissionner. Il refuse catégoriquement les deux. Devant le refus de coopérer de Gorbatchev, les putschistes l'enferment dans sa maison de vacances, coupé du monde, et rentrent à Moscou.

Le public soviétique apprend le coup d'État dans la matinée du 19 août. Les conspirateurs s'attendaient à peu de résistance, à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement et de ses institutions. Ils avaient de bonnes raisons d'être sûrs d'eux. Gorbatchev avait perdu en popularité tout au long de l'année, lorsqu'il tentait des manœuvres politiques entre les réformateurs radicaux et les conservateurs du Parti communiste, perdant en fait le soutien des deux. De larges portions de la population ressentaient douloureusement les effets négatifs de ses réformes – chômage, nouveaux pauvres, pénurie. Les ultras espéraient que les difficultés économiques et la mauvaise cote de popularité de Gorbatchev leur gagneraient l'appui de ces mécontents.

De plus, le comité d'État pour l'état d'urgence comprenait presque tous les hauts responsables de l'URSS, hormis Gorbatchev lui-même. On y trouvait le vice-président, Gennadii Yanaev ; le premier ministre, Valentin Pavlov ; le chef du KGB, Vladimir Kryuchkov ; le ministre de la Défense, Dimitri Yazov ; et le ministre de l'Intérieur, Boris Pugo. Ils reçurent également l'appui déclaré du président du Soviet suprême, Anatolii Lukyanov, et de Valerii Boldin, le chef de cabinet de Gorbatchev.

Premières réactions au coup d'État

Le putsch suscite au début bien peu de réactions. Les dirigeants des républiques soviétiques extérieures à la Russie, mis à part les États baltes indépendantistes, ne se prononcent ni en faveur du putsch, ni contre. Dans l'ensemble de la fédération de Russie les autorités sont en faveur du putsch ou adoptent une attitude passive. Au matin du 19 août, la vie suit son cours normal pour la

grande majorité de la population. Il n'y a ni grèves ni manifestations. Les putschistes pensent avoir réussi un coup d'État sans effusion de sang.

Mais les événements se retournent bientôt contre les ultras. Le 19 août à 7h20, le chef du KGB, Vladimir Kryuchkov, dresse une « liste d'arrestations » contenant les noms de 70 personnes considérées comme une menace pour le nouveau régime. La liste comprend des réformateurs connus qui avaient été des alliés de Gorbatchev, des membres importants de l'opposition modérée, Boris Eltsine (le président de la république de Russie récemment élu) ses hauts conseillers, ainsi que des parlementaires importants. Mais les subordonnés de Kryuchkov ne donnent pas suite aux mandats d'arrêt. Seules cinq personnes seront arrêtées.

Défiance des ordres

Ce matin du 19 août, Boris Eltsine discute plusieurs heures chez lui avec de hauts responsables de la république de Russie pour décider de la conduite à suivre en réaction au putsch. Une unité d'élite du KGB encerclait la maison pendant cette réunion, avec ordre d'arrêter Eltsine et ses collaborateurs à 5 heures. Mais les officiers de terrain du KGB ne sont pas d'accord et, après discussion, ils refusent d'exécuter cet ordre. Le temps qu'une autre unité blindée arrive pour prendre d'assaut la maison et procéder aux arrestations, Eltsine et les leaders russes avaient déjà quitté les lieux.

À leur sortie de la datcha (maison de campagne) de Eltsine, les officiels russes se rendent sans tarder à la Maison Blanche, le grand bâtiment près de la rivière Moskova qui abrite le Parlement russe (le Soviet suprême). Selon un observateur de l'époque, leur plan est « d'utiliser le siège du Parlement comme une barricade, une oasis et un symbole de la résistance démocratique, et de communiquer avec le monde extérieur par tous les moyens possibles [...] »¹. Eltsine et le président du Parlement russe arrivent à la Maison Blanche à 10 heures du matin. La plupart des membres du *præsidium* du Soviet suprême sont déjà sur place. Les putschistes avaient envoyé des troupes d'infanterie sur Moscou et positionné des tanks devant la Maison Blanche. Ils ne tentent cependant pas de prendre le bâtiment d'assaut avant l'arrivée de Eltsine, ni d'en couper les communications avec l'extérieur.

Une fois à l'intérieur, la première action du gouvernement russe est de ratifier un « appel aux citoyens de Russie », rédigé une heure plus tôt chez Eltsine, et de le diffuser sur un émetteur radio de fortune situé dans l'édifice. L'appel condamne la déclaration de l'état d'urgence comme « un coup d'État de droite, réactionnaire et anticonstitutionnel² ». Le *præsidium* du Soviet suprême russe rédige ensuite et diffuse un nouveau document qui affirme que

1. David Remnick, *Lenin's Tomb: The Last Days of the Soviet Empire*, New York, Random House, 1993, p. 462.
2. *Ibid.*, p. 466.

le comité d'État pour l'état d'urgence est absolument illégal et que le fait d'« obéir aux décisions du soi-disant comité d'urgence sera considéré comme une complicité dans ce crime contre l'État, avec toutes les conséquences qui en découlent³ ».

Appels à la non-coopération

Par leurs actions de cette matinée du 19 août, le président, le vice-président et les députés de la fédération de Russie s'évertuent à promouvoir l'existence d'une autorité constitutionnelle élue comme alternative à l'autorité proclamée par le comité d'urgence. Une centaine de députés du Soviet suprême russe passent la journée au téléphone avec des officiers de l'armée pour les exhorter à défendre l'ordre constitutionnel et leur rappeler que toute action entreprise sous les ordres du comité d'État pour l'état d'urgence sera considérée comme une trahison. D'autres députés sortent du bâtiment pour « semer l'agitation parmi les soldats » et les « désendoctriner ».

À midi, le président Eltsine en personne sort de la Maison Blanche avec un de ses alliés fidèles, le général Kobets, ministre de la Défense russe. Eltsine et Kobets grimpent sur un des tanks envoyés par les putschistes et s'adressent à la petite foule de citoyens qui a commencé à s'assembler pour défendre la Maison Blanche. Eltsine proclame que tous les décrets et décisions du comité sont illégaux et exhorte tous les citoyens russes à « donner aux putschistes la réponse qu'ils méritent et [à] exiger que le pays revienne à son développement constitutionnel normal⁴ ».

Dans la soirée du 19 août, s'efforçant toujours de diviser les forces armées et d'inciter à la non-coopération avec les organisateurs du coup d'État, Eltsine émet un nouveau décret à l'intention de tous les fonctionnaires du gouvernement, des membres des forces de sécurité et des instances militaires de l'URSS et de la fédération russe. Il affirme que le gouvernement russe apportera son soutien légal et moral à tous ceux qui refuseront d'obéir aux ordres non constitutionnels de leurs supérieurs. Cette proclamation suscite une réaction du chef de l'armée de l'air, Yevgeni Shaposhnikov, qui remercie le gouvernement russe, annonce qu'il refuse de coopérer avec les putschistes et met l'armée de l'air soviétique à la disposition du président Eltsine. On apprendra par la suite que pendant ces trois jours de tension, Shaposhnikov avait maintenu des avions en état d'alerte maximum. Ils avaient ordre de bombarder le Kremlin si les troupes putschistes parvenaient à prendre d'assaut la Maison Blanche.

3. Ruslan Khasbulatov, *The Struggle for Russia: Power and Change in the Democratic Revolution*, New York, Routledge, 1993, p. 144.

4. David Remnick, *Lenin's Tomb, op. cit.*, p. 466.

Les tanks font demi-tour

Plus tard dans la journée, la « défection » de Shaposhnikov au profit de l'ordre constitutionnel motive celle d'une compagnie de tanks qui encerclaient la Maison Blanche. Plusieurs des équipages de ces tanks n'avaient, semble-t-il, pas reçu de briefing sur leur mission. Réalisant tardivement qu'ils participent à un coup d'État, certains se posent des questions en entendant le discours de Eltsine à midi. Ils parlent avec les citoyens qui les harangent en permanence et leur ont remis les proclamations du gouvernement de la fédération russe. À 10 h 40, ils font pivoter leurs tourelles sous les applaudissements de la foule. Leur action n'avait qu'une valeur symbolique : les tanks n'avaient pas de munitions.

Une défection plus significative se produit peu après. À 11 heures, un important bataillon de parachutistes, sous le commandement direct du général Alexandre Lebed, arrive à la Maison Blanche, annonçant sur-le-champ qu'il restera « neutre ». Lebed ne s'oppose pas directement au comité d'État pour l'état d'urgence, mais il n'attaquera pas non plus la Maison Blanche. Devant son manque de « fiabilité », les leaders du putsch retirent son unité le lendemain matin.

Les journalistes résistent

Les journalistes prennent aussi part à la résistance dès le premier jour du putsch. L'un des premiers gestes des putschistes avait été de suspendre la liberté de la presse. Seule une station de télévision de Moscou avait été autorisée à émettre, tandis qu'on enjoignait à la presse écrite de propager uniquement les déclarations du comité d'État pour l'état d'urgence. Pourtant, les *Izvestia*, l'un des journaux les plus diffusés de l'Union soviétique, publie en page deux d'une édition du soir l'« Appel aux citoyens de Russie » de Eltsine. L'appel paraît malgré l'interdiction expresse du rédacteur-en-chef, les employés du journal ayant menacé de brûler les presses s'il n'était pas publié.

D'autres citoyens russes apprennent la défiance d'Eltsine par les informations du soir de la télévision « officielle ». Un programme, intitulé « Aujourd'hui à Moscou », était censé montrer que la capitale était calme à la suite du changement de régime, que dans l'ensemble le calme régnait sur la ville et que tout semblait fonctionner. Mais le reportage montre aussi des photos de la Maison Blanche et des extraits du discours de Eltsine perché sur un tank. La réaction des putschistes du ministère de l'intérieur ne se fait pas attendre. Ils appellent les réalisateurs du programme : « Le reportage sur Moscou était une trahison ! » « Vous avez dit aux gens où ils devaient aller et ce qu'ils devaient faire⁵ ! »

5. *Ibid.*, p. 474.

La Maison Blanche est encerclée

Les images de Eltsine à la télévision et la publication de son appel dans le journal donnent espoir à ceux qui s'opposent au coup d'État et redoutent qu'il ait réussi. Le 19 août, à la tombée de la nuit, 10 000 civils sans armes s'assemblent devant la Maison Blanche pour défendre leur gouvernement. Ils sont bientôt rejoints par une force de défense d'un millier de soldats et de miliciens armés, sous les ordres d'officiers de la fédération russe, qui viennent renforcer les petites unités de parachutistes et de tanks qui avaient déjà changé de camp. Une douzaine de barricades sont improvisées dans les rues voisines du bâtiment, et quatre autres à l'intérieur même de la Maison Blanche. Le bruit courait que des unités militaires fidèles aux putschistes s'apprêtaient à attaquer la Maison Blanche.

Les putschistes avaient bien prévu une attaque cette nuit-là, mais elle n'aura pas lieu. Les cadres de l'armée s'inquiétaient de la « neutralité » des parachutistes armés du général Lebed positionnés autour de la Maison Blanche et redoutaient qu'ils défendent le bâtiment en cas d'attaque. De nombreux officiers, s'ils voulaient bien soutenir un coup d'État sans effusion de sang, ne souhaitaient pas une guerre civile. D'autres essayaient de gagner du temps, prétendant que leurs unités « n'étaient pas tout-à-fait prêtes » ou « pas préparées » à combattre ; à l'aube du 20 août, la Maison Blanche encore intacte est toujours entourée par des milliers de citoyens dévoués.

Grèves limitées et opposition

Dans les autres régions de Russie, la résistance au putsch fut sporadique. Les appels à la grève générale ne furent suivis que dans les zones minières de Novokuznetsk et Vorkuta. Il y eut aussi des grèves dans ce secteur à Nijni Novgorod, Vladivostok et Mourmansk. Dans l'Oural, cependant, le commandant militaire stalinien annonça qu'il soutenait le comité d'urgence et ordonna à ses hommes d'« arrêter tout suspect ». Cela n'empêcha pas un rassemblement de plus de 100 000 personnes, qui manifestèrent ouvertement sur la place principale de Sverdlovsk. Il n'y eut aucune arrestation.

À Leningrad, dès le matin du 19 août, le maire libéral Anatoly Sobchak avait réussi à convaincre le chef militaire de la ville d'annuler sa participation au coup d'État et de confiner la garnison dans ses casernes. Dans les autres républiques soviétiques, la seule opposition modérée ou forte au putsch eut lieu dans la Baltique, en Moldavie, en Ukraine et au Kirghizstan.

Dans l'ensemble l'URSS resta calme. Des millions de citoyens soviétiques, y compris des Russes, pensèrent que le putsch allait peut-être remplir les rayons des magasins d'alimentation et faire baisser les prix. Des millions d'entre eux ne se sentaient tout simplement pas concernés. Il ne furent pas nombreux à plaindre Gorbatchev. Au plus fort de la résistance, il n'y eut guère plus de 50 000 personnes à Moscou pour manifester contre le putsch. Un spécialiste

a noté que « ce fut une minorité extraordinairement motivée – et non “les masses russes” – qui vint à l'aide de leur gouvernement menacé⁶ ».

Eltsine lance un appel aux forces armées

L'après-midi du 20 août, la situation est toujours bloquée devant la Maison Blanche. Les troupes amies qui encerclaient l'édifice du Parlement sont remplacées par des unités d'Asie centrale parlant mal le russe, avec ordre d'éviter tout contact avec la population. Boris Eltsine, bien décidé à semer la confusion au sein des troupes, lance un nouvel appel aux forces armées. Il déclare qu'étant donné que le commandant-en-chef a été déposé par la force, le vice-président et le ministre de la Défense mènent une action contraire à la constitution et ne peuvent donc « assumer la fonction de diriger les forces armées de l'URSS ou de défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté des républiques de l'URSS dans leur ensemble⁷ ». Le président Eltsine décrète qu'il prend le commandement des forces armées soviétiques stationnées sur le territoire de la république de Russie jusqu'à ce que le président soviétique Gorbatchev reprenne ses fonctions. Assumant ce nouveau rôle, Eltsine annule tous les ordres et commandements émis par le ministre de la Défense Yasov et du chef du KGB Kryuchkov depuis le 18 août, et il décrète que toutes les unités armées et troupes du KGB en Russie doivent réintégrer leurs casernes.

Le décret de Eltsine suscite de nouvelles dissensions au sein des forces armées, en forçant les officiers supérieurs à choisir clairement entre l'autorité de fait des putschistes et l'autorité légale du président Eltsine. À ce stade, cependant, la plupart de ceux qui proclament ouvertement leur soutien à Eltsine sont dans des régions reculées, bien loin des événements de Moscou. Le gros des troupes présentes dans la capitale reste dans le camp des putschistes. Et le 20 août, à la nuit tombante, Eltsine apprend l'imminence d'un assaut par l'armée ou par le KGB.

Attaque et défiance

Peu après minuit, l'attaque redoutée commence contre la Maison Blanche. Des unités du KGB, des tanks et des transports de troupes blindés approchent du bâtiment. À minuit trente, une colonne de blindés force une barricade extérieure fragile, gardée par des civils. Elle se heurte ensuite à un barrage de trolley-bus et tente de forcer le passage; trois civils sont tués. Horrifiés par la mort de leurs camarades, les civils de la barricade lancent des cocktails molotov sur les blindés. Quelques blindés brûlent, les autres se retirent. Plus tard dans la nuit, de nombreux soldats de cette unité changent de camp et rejoignent les défenseurs de la Maison Blanche.

6. John B. Dunlop, *The Rise and the Fall of the Soviet Empire*, Princeton, Princeton University Press, 1993, p. 229.

7. Ruslan Khasbulatov, *The Struggle for Russia*, op. cit., p. 156.

Après l'échec de ce premier assaut, les putschistes ordonnent plusieurs autres attaques jusqu'à l'aube du 21 août. Aucune ne sera exécutée. Les généraux Grachev et Lebed, qui commandaient le gros des bataillons de parachutistes d'Union soviétique, refusent d'ordonner à leurs troupes d'ouvrir le feu sur la Maison Blanche. Grachev – qui avait déjà changé de camp – avait même préparé en secret trois avions de transport de troupes pour défendre au besoin la Maison Blanche.

Deux unités d'élite du KGB, alpha et bêta, échouent aussi dans leur mission de prendre d'assaut la Maison Blanche. Lors d'une réunion de planification du groupe alpha, l'un des officiers dit à ses collègues que les putschistes « veulent qu'on se couvre de sang. Chacun de vous est libre d'agir selon sa conscience. Quant à moi, je n'attaquerai pas la Maison Blanche⁸ ». Un assaut massif du KGB au sol et par air était quand même prévu pour 2 heures du matin le 21 août. Mais les officiers chargés de l'attaque terrestre annoncent à leurs supérieurs qu'ils n'entreront pas avant qu'une force d'attaque hélicoptérée n'ait déposé des troupes sur le toit de la Maison Blanche. Enfin, peu avant le début de l'assaut prévu, il se met à pleuvoir, et les pilotes d'hélicoptères refusent de décoller « dans des conditions de tempête ».

L'attaque des tanks est bloquée

Dans un ultime effort pour prendre la Maison Blanche, les putschistes ordonnent aux divisions de parachutistes qui leur sont restées fidèles de se diriger sur Moscou peu avant l'aube avec des tanks et des transports de troupes blindés. Tous ces mouvements seront bloqués sur le terrain soit par des barricades érigées par les défenseurs russes, soit par de grands groupes de civils qui s'interposent physiquement sur le passage des véhicules. Les soldats n'ont pas voulu provoquer le type d'événement qui avait entraîné un bain de sang plus tôt dans la soirée. L'attaque est avortée.

Le 21 août, au lever du soleil, le coup d'État s'était pratiquement effondré. Ces deux nuits d'affilée sans parvenir à prendre la Maison Blanche et ses occupants montrèrent à presque tous les putschistes qu'ils ne pourraient réussir qu'à un coût inacceptable – un massacre, suivi peut-être d'une guerre civile.

Les militaires continuaient à rejoindre les rangs du gouvernement. À 8 heures, le ministre soviétique de la Défense organise une réunion d'urgence et décide de retirer toutes les forces armées de Moscou dans l'après-midi.

Le coup d'État s'effondre, le pays est changé

Le gouvernement de la fédération russe envoie une délégation à la maison de vacances de Gorbatchev en Crimée, sans obstruction des putschistes.

8. David Remnick, *Lenin's Tomb*, *op. cit.*, p. 483.

L'isolement du dirigeant soviétique prend fin dans le calme, et les principaux conspirateurs sont arrêtés sans tarder. Le putsch est terminé.

Certains ont noté que lorsque le président Gorbatchev rentra à Moscou au petit matin du 22 août, il entra dans un pays différent. Les six années de *glasnost* (ouverture) avaient produit des changements importants dans le peuple et l'appareil d'État. Beaucoup de ces changements n'étaient devenus visibles que lorsque le putsch avait forcé les gens à prendre parti. Confrontés à ce choix, des membres influents des médias ne se voyaient pas revenir à l'époque où ils ne pouvaient publier que des informations officielles, insipides et censurées. Les cadres et subalternes du KGB ne voulaient plus consacrer à nouveau leur vie à la répression intérieure. Les forces armées ne voulaient pas répandre le sang de leurs concitoyens pour servir les ambitions politiques des putschistes.

C'est pourquoi, lorsqu'on leur ordonna d'appliquer les directives du comité d'État pour l'état d'urgence, de nombreux membres de l'appareil de sécurité (armée, aviation, KGB) à tous les échelons hésitèrent, firent traîner, ou refusèrent carrément d'exécuter les ordres. Leur insubordination fut grandement confortée par les efforts du gouvernement de la fédération de Russie pour créer une autorité alternative à laquelle pouvaient se référer fonctionnaires, soldats, officiers et policiers. Même si le gros de la population resta indifférent, les milliers de civils qui bloquaient les rues avaient forcé les officiers à choisir entre un bain de sang et le refus de collaborer avec les putschistes. Au final, les conspirateurs perdirent le soutien d'éléments-clés des forces armées, du KGB et de la presse. Ces événements furent déterminants pour décider du sort du coup d'État du mois d'août 1991.

CHAPITRE 26

Au secours de la démocratie en Thaïlande (1992)

*Christopher A. Miller*¹

Encore un coup d'État militaire

Entre 1932, date de la fin de la monarchie absolue, et 1991, la Thaïlande avait déjà connu 16 coups d'État militaires. Le 23 février 1991, une faction militaire s'intitulant le National Peace Keeping Council (NPKC, Conseil national pour préserver la paix) fomenta un nouveau coup d'État et renversa le gouvernement parlementaire dirigé par Chatichai Choonhavan. Le NPKC regroupait des diplômés de l'académie militaire de Chulalongkorn, les plus notoires étant le général Suchinda Krapayoon, commandant-en-chef de l'armée de terre, et le maréchal Kaset Rojananil, commandant-en-chef de l'armée de l'air.

Le NPKC déclara que le putsch était justifié par la nécessité de mettre un terme à la corruption flagrante de certains politiciens et à ce qu'ils ressentaient comme une «dictature parlementaire». Ils affirmèrent avoir déjà reçu des milliers de lettres leur demandant de chasser Chatichai. Ce coup d'État semblait initialement une copie conforme de ceux qui l'avaient précédé en Thaïlande, avec le projet d'une nouvelle constitution et d'élections générales, annoncées pour mars 1992.

Mise en place du contrôle politique

Les objectifs du nouveau régime militaire devinrent évidents peu après le putsch. Le NPKC chercha d'abord à asseoir son contrôle sur le Parlement pour la mi-juin 1991 en formant un nouveau parti politique, le Samakkhi Tham (parti de l'unité et de la justice). Ce dernier remporta la plupart des sièges au Parlement en recrutant des membres de partis bien établis qui y siégeaient déjà. Il conclut des alliances politiques avec des leaders d'autres partis pour le cas où une coalition s'avérerait nécessaire par la suite.

1. Nous remercions le professeur Kasian Tejapira, du département de science politique à l'Université Thammasat, pour avoir relu ce compte rendu et proposé des améliorations.

Le régime militaire atteignit son deuxième objectif quand Sawasdi Chote-panich fut nommé président de la Cour suprême à la suite de pressions exercées par le NPKC.

Le troisième objectif était de réviser la constitution. Le NPKC nomma un comité chargé de la modifier afin qu'elle pérennise le pouvoir politique des militaires. Tout au long de cette année 1991, les chefs du NPKC promirent qu'ils ne prendraient pas le poste de premier ministre, le seul élément du gouvernement que la junte ne s'était pas approprié. Mais la faction militaire fit preuve d'une très grande efficacité pour prendre fermement le contrôle du Parlement et de nombreux députés, des tribunaux et de la constitution.

Expansion des organisations non gouvernementales

Depuis les années 1970, les organisations non gouvernementales (ONG) avaient émergé dans le paysage politique thaï. Elles concentraient au début leurs efforts sur des projets de développement rural pour pallier les carences qu'elles constataient dans les programmes de développement soutenus par le gouvernement. Beaucoup d'ONG, devant leurs succès limités dans leur volonté d'influencer les projets de développement, réalisèrent qu'elles pourraient augmenter leur efficacité en élargissant leur base de soutien et en coordonnant mieux leurs efforts.

À mesure que de nouvelles ONG voyaient le jour en Thaïlande, elles diversifiaient leurs efforts, formulant des recommandations pour la politique de développement au niveau local, régional, voire national. Cette expansion de leur programme politique transforma de nombreuses ONG en une redoutable source d'opposition au gouvernement militaire.

Beaucoup d'organisations, de groupes et de syndicats avaient critiqué le putsch de février 1991, mais la réaction la plus virulente vint de la Campagne pour la démocratie populaire et de la Fédération des étudiants de Thaïlande. La réflexion d'un leader étudiant exprimait clairement le fondement de l'opposition étudiante: «Aucun coup d'État n'a jamais été organisé en faveur des travailleurs ou de la majorité des gens².»

L'opposition s'organise

Le 19 avril 1991, la Fédération des étudiants de Thaïlande vint rejoindre la Campagne pour la démocratie populaire. La Campagne, organisation vieille d'une dizaine d'années, rassemblait des intellectuels et des professionnels démocrates, des représentants de 19 autres organisations dont des groupes de syndicalistes, d'universitaires, de femmes et d'enseignants, luttant contre la pauvreté et en faveur des droits de l'homme. La Campagne décida de lancer des activités pour informer le public sur la constitution thaïlandaise, encourager

2. William A. Callahan, *Imagining Democracy: Reading "The Events of May" in Thailand*, Singapour/Londres, ISEAS, 1998, p. 113.

les pratiques démocratiques et aider les autres ONG à coordonner leurs activités dans ces domaines.

Projets concurrents de constitution

La Campagne pour la démocratie populaire devint bientôt un vecteur de l'opposition au gouvernement sous domination militaire. Par des lettres de protestation et des communiqués de presse, elle contestait le comité que la nouvelle junta militaire avait chargé de modifier la constitution. De nombreux dirigeants d'ONG trouvaient difficile de faire correspondre le contenu abstrait de la constitution avec les préoccupations quotidiennes de la population moins instruite. La Campagne décida alors que les gens devraient rédiger leur propre constitution. Elle mit en place plusieurs conseils dans les provinces, chargés de rédiger les articles qui les concerneraient dans une « constitution du peuple ». Ces articles furent ensuite remis à la Campagne, qui procéda à leur révision et publication. Une fois complète, la Constitution du congrès du peuple fut présentée à l'Assemblée nationale le 24 juin 1991.

Quelques semaines plus tard, le comité de rédaction constitutionnel de la junta publiait son propre projet de constitution, qui ignorait la Constitution du peuple. Trois clauses de la constitution du comité de la junta suscitèrent une forte controverse. Le premier ministre ne serait plus un membre élu du Parlement. Le Sénat, dont les membres seraient nommés principalement par le Conseil national pour préserver la paix, verrait ses pouvoirs étendus. Enfin, il deviendrait extrêmement difficile d'amender la nouvelle constitution.

Montée de l'opposition

Avec la montée de l'opposition contre le projet de constitution du gouvernement militaire, la Campagne et la fédération des étudiants de Thaïlande organisèrent une conférence réunissant 50 ONG et quatre partis politiques pour lancer une campagne destinée à amender le projet de constitution du NPKC. Il fut décidé que la Campagne tiendrait une manifestation le 19 novembre, si les révisions proposées n'étaient pas incluses.

Le 18 novembre, le général Suchinda réitéra sa promesse de ne pas accepter le poste de premier ministre et annonça des concessions limitées aux demandes de révision du projet de constitution. Ces concessions ne calmèrent pas l'opposition.

La Campagne maintint sa décision de manifester le lendemain. Le 19 novembre, de 50 à 70 000 personnes participèrent au rassemblement à Sanam Luang, une grande esplanade herbeuse au centre de Bangkok. Les orateurs appelaient la foule à rejeter catégoriquement le projet de constitution du gouvernement militaire.

Le Parlement, peut-être sur l'injonction du palais royal, adopta néanmoins la nouvelle constitution le 7 décembre. La date de l'élection générale fut ensuite fixée au 22 mars 1992.

Succès des militaires

Début janvier, la Campagne pour la démocratie populaire prit un rôle prépondérant au sein de l'opposition en organisant deux actions cruciales : d'une part, un programme de surveillance du scrutin visant à dissuader les achats de voix (pratique courante à l'époque) et d'autres tactiques électorales frauduleuses, à l'aide d'environ 25 000 bénévoles ; d'autre part, le Forum pour la démocratie, un programme télévisé où les citoyens parlaient directement avec des politiciens. Ces deux actions renforcèrent la prise de conscience politique de nombreux Thaïlandais dans tout le pays.

L'élection générale du 22 mars 1992 fut une grosse déception pour les partis d'opposition, qui virent le parti des militaires, le Samakkhi Tham, remporter la majorité au Parlement. Le 7 avril, le Samakkhi Tham annonça que le général Suchinda, en dépit de ses promesses antérieures, serait le nouveau premier ministre, alors même qu'il n'était pas membre du Parlement. Le roi entérina sa nomination le jour-même.

Défi aux autorités par une grève de la faim

Au matin du 8 avril, devant le parlement de Bangkok, le capitaine Chalard Vorachat, un politicien peu connu, entama une grève de la faim qu'il s'engagea à mener jusqu'à la mort si le général Suchinda ne démissionnait pas. Le gouvernement promilitaire qualifia Chalard de « gréviste de la faim professionnel » et lui envoya un cercueil pour ridiculiser son entreprise. Les sarcasmes du gouvernement ne firent que renforcer la sympathie et le soutien envers Chalard. Les forces démocratiques prenaient de l'ampleur et de nouveaux groupes anti-Suchinda se formaient chaque jour.

La santé de Chalard déclinait, et la fédération des étudiants tentait de conserver l'élan que l'opposition avait acquis contre la junte. Le 20 avril, sans véritables préparatifs, les étudiants organisèrent à Royal Plaza une manifestation rassemblant entre 50 et 100 000 participants. L'ambiance devint festive avec les vendeurs de boissons et de nourriture, les discours au mégaphone et la distribution de milliers de tracts expliquant la résistance nonviolente ; une trentaine de personnes se joignirent à la grève de la faim de Chalard.

Lutte nonviolente contre les coups d'État

Un quotidien de renom, le *Poochakarn*, avait repris d'une revue thaïlandaise de science politique un long article de Gene Sharp qui servit de base à la propagande sur la résistance nonviolente aux coups d'État. La Campagne déclara avoir pour principe « de lutter de façon nonviolente contre la nomination du général Suchinda, en utilisant des actions symboliques et directes³ ».

3. *Ibid.*, p. 120.

Le général Suchinda rétorqua que les manifestants n'étaient qu'une petite minorité d'individus aigris par le mauvais résultat de l'opposition aux élections de mars. Le 20 avril, le maréchal de l'air Kaset prévint que l'ordre serait maintenu par tous les moyens nécessaires. Cet avertissement ne dissuada pas la fédération étudiante d'annoncer qu'une nouvelle manifestation aurait lieu le 4 mai à Bangkok sur la place Sanam Luang.

Le 4 mai, tandis que la foule convergeait vers Sanam Luang, le major-général Chamlong Srimuang, leader d'un des partis d'opposition, annonça qu'il entamait lui aussi une grève de la faim, en plus de celle de Chalard, et qu'elle ne prendrait fin qu'avec la démission du général Suchinda. Cette nouvelle divisa l'opposition. Certains partis d'opposition estimaient que l'action de Chamlong visait surtout à promouvoir son propre parti.

Manifestations massives

Malgré ces dissensions, 60 000 personnes se rassemblèrent ce jour-là devant le parlement. Dans la soirée, Chamlong demanda à ses partisans de revenir deux jours plus tard, le 6 mai, lorsque le général Suchinda annoncerait la politique du nouveau gouvernement.

Le 6 mai, plus de 100 000 personnes répondirent à l'appel de Chamlong et s'assemblèrent devant le parlement. À l'intérieur, tandis que le général Suchinda présentait sa déclaration de politique du gouvernement, les membres des partis d'opposition quittèrent la salle en signe de protestation. Ils ne revinrent que pour contester avec véhémence la légitimité de Suchinda comme premier ministre et les concessions constitutionnelles limitées qu'il avait accordées quelques jours plus tôt.

La foule s'amassait devant le parlement et grossit encore le lendemain. Elle avoisinait les 150 000 personnes le 7 mai. Après discussion avec certains conseillers, Chamlong décida de déplacer cette foule immense à Sanam Luang. Beaucoup y passèrent la nuit, inquiets pour la sécurité de Chamlong. La nuit suivante, ce dernier prit sur lui d'assumer le commandement et mena à nouveau la foule le long de l'avenue Ratchadamnoen. À 21 heures, Chamlong tenta de la conduire à Royal Plaza, mais la police et l'armée lui barrèrent le passage sur le pont de Phan Fa. La tension était extrême, mais les manifestants suivirent les appels de Chamlong à ne pas provoquer les hommes armés du barrage.

La contestation continue

Au matin du 9 mai, Chamlong, visiblement trop faible pour continuer, stoppa sa grève de la faim. Dans l'après-midi, le président de l'Assemblée, Arthit Urairat, annonça que le gouvernement et les partis d'opposition étaient parvenus à un accord sur quatre amendements à la constitution, dont certaines limites au pouvoir du Sénat et la garantie que le premier ministre serait un élu.

Après discussion, Chamlong et les leaders de l'opposition décidèrent de suspendre les manifestations pour une semaine, afin de laisser au gouvernement le temps d'amender la constitution.

La réaction officielle du gouvernement aux manifestations des quatre jours précédents fut mesurée, mais le général Suchinda suggéra que des gauchistes recréaient un climat de guérilla. Le maréchal de l'air Kaset n'écartait pas l'éventualité de proclamer la loi martiale, ce qui entretint la rumeur que les militaires préparaient un autre coup d'État pour rester au pouvoir.

Rivalités dans les communications avec le public

Pendant les six premiers mois de l'année 1992, le gouvernement militaire contrôlait fermement les stations de télévision et de radio thaïlandaises. L'intérêt des gens pour la situation politique s'intensifia à cause du contraste flagrant entre la manière dont les médias officiels évoquaient les manifestations et la place qui leur était consacrée dans les journaux indépendants. Pour pallier le fort taux d'analphabétisme dans les campagnes thaïlandaises, des groupes de lecture informels furent animés par des lecteurs à voix haute, qui discutaient des enjeux politiques. Les fax, téléphones portables et courriers électroniques jouèrent aussi un rôle important pour diffuser des informations échappant au contrôle de l'État.

Le 13 mai, des officiels du gouvernement déclarèrent que le président Arthit s'était trompé dans sa déclaration du 9 mai et qu'en fait il n'y avait pas eu d'accord sur des amendements à la nouvelle constitution. Quelques heures plus tard, anticipant de nouvelles manifestations, le général Suchinda dressa des barrages sur les grands axes routiers menant à Bangkok, tandis que le nouveau ministre de l'Intérieur enjoignait aux gouverneurs des provinces d'interdire toute manifestation contre Suchinda.

Meilleure coordination de l'opposition et conflits internes

De nombreux leaders d'opposition reconnaissaient que les manifestations avaient manqué de coordination. Afin d'y remédier, 26 organisations se réunirent le 14 mai à Royal Plaza pour élire les représentants d'une Confédération pour la démocratie. Cette nouvelle organisation était dirigée par sept délégués qui déclarèrent de suite qu'ils exigeaient des amendements à la nouvelle constitution et la démission de Suchinda. Leur première responsabilité concrète fut d'organiser des manifestations prévues pour le 17 mai.

Les membres de la Confédération pour la démocratie estimaient que la démission du général Suchinda serait un facteur crucial pour garantir l'établissement de pratiques démocratiques. La Campagne pour la démocratie populaire pensait au contraire que l'éviction de Suchinda ne résoudrait pas les problèmes du pays, et qu'il en faudrait bien plus pour garantir plus de démocratie en Thaïlande. La Campagne ne participa donc pas à cette Confédération

pour la démocratie. Plusieurs partis d'opposition se retirèrent également et boudèrent la manifestation.

Rassemblements en compétition

Le gouvernement militaire tenta de regagner un peu de soutien populaire en organisant à ses frais le 15 mai des rassemblements en sa faveur dans chaque province. Ces manifestations pro-Suchinda furent un échec total, au point que certaines eurent l'effet inverse. Dans deux provinces, les gens qu'on avait regroupés étaient mal renseignés sur leur but réel et se retournèrent contre le gouvernement. Le général annonça plus tard ce jour-là qu'il ne pouvait garantir qu'il n'y aurait pas d'incidents violents lors de la reprise des manifestations prévue le lendemain.

La Confédération pour la démocratie et les manifestants savaient qu'ils risquaient d'être attaqués lorsqu'ils retourneraient à l'esplanade de Sanam Luang le 17 mai. Le gouvernement promilitaire avait déployé des troupes tout autour et des policiers dans les quartiers voisins. Mais le nombre de manifestants à Sanam Luang augmenta tout au long de la journée, en défi ouvert au pouvoir.

Les manifestations prirent un jour plus festif que celles d'avril. Hommes, femmes et enfants de toutes classes s'y retrouvaient. Beaucoup arboraient des drapeaux thaïlandais et lançaient des appels pour la démocratie. Des zones furent désignées pour la distribution de bouteilles d'eau et de nourriture que des gens avaient données.

Focalisation sur la résistance nonviolente

Des brochures furent distribuées sur les «198 méthodes d'action nonviolente», rebaptisées en thaï «198 moyens de lutter contre les démons». On distribua aussi des milliers de tracts divers sur la résistance nonviolente et les façons de résister aux coups d'État. Des orateurs reprenaient ces idées dans leurs discours, dont certains furent retranscrits dans des journaux indépendants. Un homme tenta d'engager la conversation avec un soldat :

Tu vas vraiment nous tirer dessus? On est tous les deux thaïs tu sais. Nous venons en paix. On n'est pas des voyous. On n'a pas d'armes. Pourquoi tu voudrais nous faire du mal? S'il-te-plaît, rentre dans ta caserne⁴.

Le soldat ne répondit pas.

Des foules énormes

La Campagne pour la démocratie populaire joua un rôle important de son côté, en assurant la sécurité lors de la manifestation de Sanam Luang. Un

4. Paisal Sridaradhanya (dir.), *Catalyst for Change: Uprising in May*, Bangkok, Post Publishing, 1992, p. 7.

service d'ordre de 400 personnes non armées réglait les petits incidents et surveillait les barrages et mouvements de troupes dans le secteur. La Campagne forma aussi une unité de renseignement de 20 hommes. Leur équipement était simple: motos, téléphones portables, radios et journaux. Tous les renseignements étaient transmis à un poste de commandement central qui se déplaça constamment dans Bangkok pendant les jours suivants.

La foule de Sanam Luang rassemblait de 200 à 500 000 personnes, selon les sources. Il était prévu que si le rassemblement devenait trop important, plusieurs leaders de la Confédération pour la démocratie mèneraient de grands groupes vers le siège du gouvernement. À 21 heures, les manifestants se scindèrent en deux groupes, Chamlong menant le premier vers le palais du gouvernement. Ils furent stoppés au pont Phan Fa par la police et par l'armée qui avait érigé des barbelés derrière une rangée de véhicules de pompiers. Chamlong n'était plus en tête du cortège et ses appels au calme, comme ceux des autres leaders de la Confédération pour la démocratie, ne furent pas entendus ou écoutés.

Barricade et violence

Lorsque les manifestants atteignirent la barricade vers 22 heures, ils tentèrent de forcer le passage malgré les barbelés, et la police utilisa des canons à eau pour les stopper; ils répondirent en leur lançant ce qu'ils trouvaient et en essayant de passer derrière les camions de pompiers. La police réagit sans hésiter, frappant ceux qui grimpaient sur ces véhicules. Révoltés à la vue des policiers attaquant des gens désarmés, certains les invectivèrent en ces termes :

Vous êtes des esclaves ! Qui vous a ordonné de tuer ces gens ? C'est nos impôts qui payent vos salaires et vous voulez nous tuer ? Mettez-vous à réfléchir au lieu d'obéir à des ordres qui trahissent le peuple⁵.

À minuit, la violence continuait. Des gens incendièrent des véhicules de police en lançant des cocktails molotov. D'autres mirent le feu au commissariat de Nangleng, sans que la police intervienne. On s'interrogea sur cet événement, car les premiers actes de vandalisme rapportés étaient le fait de policiers qui endommagèrent des véhicules. Un officier des renseignements généraux et un policier déclarèrent par la suite que ceux qui avaient incendié le commissariat étaient sans doute des agents provocateurs payés pour fournir au gouvernement un prétexte pour recourir à la violence.

La répression, source de désaffection

Les efforts du gouvernement reposaient principalement sur des moyens militaires, même s'il tenta des tactiques de diversion, comme de prolonger un festival bouddhiste ou d'organiser des concerts gratuits loin de Sanam Luang.

5. *Ibid.*, p. 12.

Les méthodes dures de « défense » n'emportaient pas l'assentiment de tous les officiels du gouvernement, de l'armée et de la police. On put le constater lorsque des soldats de la marine laissèrent des citoyens traverser le pont de Pin Klao. Un groupe clandestin appelé Ai Laem brouilla en permanence les communications radio de la police pendant tout le mois de mai 1992, ce qui, de l'avis général, ne pouvait être réalisé que par des policiers expérimentés.

Nouvelles manifestations et état d'urgence

La plupart des manifestations se tenaient à Bangkok, mais il y en eut aussi d'importantes à Chiang Maï et Nakhon Si Thammarat, et de moins importantes dans sept autres villes. Le gouvernement n'interdit pas les manifestations en province mais les surveilla de près. La Campagne pour la démocratie populaire relia Bangkok aux provinces en retransmettant par téléphone dans des haut-parleurs à Chiang Maï, au nord du pays, les discours tenus à Bangkok.

Le 18 mai à minuit, tandis que l'affrontement continuait au pont de Phan Fa, le général Suchinda déclara l'état d'urgence, interdisant tout attroupement de plus de 10 personnes. Il décréta trois jours de vacances et incita les citoyens à rester chez eux car il devenait nécessaire d'employer la force pour contrôler la situation. On apprit plus tard que cette offensive, l'opération Paireepinart/33 (« destruction de l'ennemi ») avait reçu le feu vert dès le 6 mai. Le Commandement de la sécurité de la capitale déploya 4 800 policiers et 13 000 soldats. La bataille fit rage sporadiquement, les soldats semblant tirer à volonté dans la foule.

L'armée tire sur les manifestants

Beaucoup passèrent la nuit dans les rues voisines du pont de Phan Fa. À l'aube du 18 mai, Chamlong tenta d'établir un minimum de contrôle et d'attention dans la foule en colère. Il leur demanda de rester assis ou de se plaquer au sol si l'armée ouvrait le feu. Les gens entonnèrent l'hymne national de plus en plus fort en claquant des mains pour montrer qu'ils étaient sans armes. Les soldats encerclèrent les citoyens immobiles, dont beaucoup, sentant leur vie menacée, rentrèrent chez eux.

À 15 heures, les soldats fendirent la foule et arrêtaient Chamlong et beaucoup d'autres, toujours assis. Les militaires se mirent à tirer des rafales en l'air pour disperser les manifestants encore présents. Beaucoup plongèrent à plat ventre, les autres s'égaillèrent pour se regrouper plus loin. Environ 10 000 personnes se déplacèrent dans l'avenue Ratchadamnoen et se regroupèrent devant le bâtiment des relations publiques. À 18 heures, la foule en ce lieu avoisinait les 50 000 personnes qui huaient les soldats, les défiant de tirer.

La tension montait, des gens commencèrent à démolir des voitures garées alentour, d'autres, près du pont Phan Fa, poussaient des bus contre les barbelés. Vers 23 heures, le bâtiment des relations publiques fut incendié (par des

agents provocateurs, selon certaines sources). C'est alors que les troupes ouvrirent le feu sur les manifestants dans ces deux secteurs.

Une trentaine de médecins et infirmiers convertirent le foyer du Royal Hotel tout proche en hôpital de campagne improvisé. Rien que le 18 mai, ils y soignèrent en urgence plus de 150 personnes.

Cette nuit-là et jusqu'à l'aube du 19 mai, des bandes à moto écumèrent les rues de Bangkok, donnant lieu à des scènes de vandalisme et de pillage et à des coups de feu. Le gouvernement mit en place une police secrète, les « chasseurs de têtes », pour éliminer ces vandales par tous les moyens qu'ils jugeraient nécessaires.

Plus de violence, plus de défiance

À 5 heures du matin, les soldats firent irruption dans le Royal Hotel, ordonnant aux gens qui s'y étaient réfugiés pour échapper aux incidents de la nuit d'ôter leur chemise et de ramper au dehors en attendant d'être transférés dans une prison en banlieue. Les soldats piétinaient les gens à terre, insultant et harcelant les médecins, infirmiers et journalistes qu'ils accusaient d'avoir soutenu l'insurrection.

Comme le conflit se poursuivait, très peu de magasins de Bangkok ouvrirent leurs portes. Le gouvernement militaire ordonna aux grandes entreprises et aux banques de rester fermées. Les gangs à moto continuèrent à sévir toute la journée. Plus tard une foule de manifestants nonviolents s'assembla à l'université de Ramkhanheang. Près de 50 000 personnes défiant ouvertement l'interdiction de se rassembler s'y barricadèrent et veillèrent toute la nuit du 19 mai.

Le 20 mai, des poches de résistance apparurent un peu partout dans Bangkok. Les soldats dispersaient rapidement tous les attroupements qui se formaient, surtout vers l'avenue Ratchadamnoen, dont le secteur fut bouclé à 17 heures. À 19 h 30, le ministère de l'Intérieur décréta un couvre-feu effectif de 21 heures à 4 heures du matin. Les manifestants de l'université de Ramkhanheang continuèrent à défier les ordres du gouvernement, et le campus devint bientôt une petite zone autonome échappant au contrôle de la junte.

Poursuite de la résistance contre les militaires

La communauté internationale réagit vivement aux événements. Des groupes humanitaires demandèrent à leurs gouvernements respectifs de suspendre leurs programmes d'aide à la Thaïlande. Au Japon, en Europe et aux États-Unis, les voyageurs boycottaient la compagnie Thaï Airways, présidée par le maréchal de l'air Kaset. Les difficultés de la compagnie s'aggravèrent lorsque les employés exigèrent que le maréchal Kaset et d'autres dirigeants militaires démissionnent du conseil d'administration.

Le 21 mai à minuit, le roi Bhumibol convoqua Chamlong et le général Suchinda. L'entretien fut télévisé dans une émission spéciale. Le roi leur demanda de résoudre leur différend par conciliation, puis les congédia afin

qu'ils s'en occupent. De cette façon, la Thaïlande pourrait retourner à son « ancien statut ».

Suchinda ne démissionnant pas, les manifestants de l'université de Ramkhanheang restèrent en place et déclarèrent :

Si nous continuons à nous rassembler dans le calme alors que certains mettent encore le feu, nous pétitionnerons Sa Majesté le roi pour lui signaler que ce sont les militaires qui détruisent le bien public⁶.

Malgré l'appel du roi, les manifestations contre les militaires continuaient un peu partout. Des gens retiraient leur argent de la Thai Military Bank. Des chauffeurs de taxis refusaient de prendre les soldats. Les concerts parrainés par les militaires étaient boycottés.

Amnistie, démission, et révision de la constitution

Le 23 mai, le gouvernement de Suchinda publia un décret royal accordant une amnistie générale à tous ceux qui avaient été impliqués dans la répression, les auteurs comme les victimes. Bien que ce décret fût par la suite annulé par la Chambre des députés, le tribunal constitutionnel formé l'année précédente par le Conseil national pour la paix (NPKC) reconnut sa légalité. Suchinda admit aussi que le premier ministre devait être un membre élu du Parlement. Il démissionna le lendemain.

Le 25 mai, des délégués de la Confédération pour la démocratie, des étudiants, des travailleurs et des hommes d'affaires se rendirent au parlement pour continuer à presser celui-ci de réviser la constitution. L'aide internationale étant suspendue, la communauté des affaires prit un rôle plus actif pour exiger la dissolution de l'Assemblée.

Ce même jour, les nouveaux amendements à la constitution furent adoptés sans difficultés dès la deuxième lecture, et promulgués le 10 juin, alors que le Parlement était encore dominé par le Conseil national pour préserver la paix promilitaire. Ces amendements prévoyaient entre autres que le premier ministre devait être un élu de la Chambre des députés et que le Sénat ne pouvait censurer le gouvernement. Le 10 juin, le président de l'Assemblée nationale, Arthit Urairat, nomma Anand Panyarachun premier ministre par intérim. L'Assemblée fut dissoute le 30 juin 1992, et une nouvelle élection annoncée pour septembre de la même année.

Bilan humain

Les événements de mai firent l'objet de six enquêtes ultérieures. Leurs rapports ne concordent pas sur le nombre de civils tués, qu'on estima à 52 au moins, principalement par balles. Les statistiques sur les civils blessés varient aussi, mais on dénombra au moins 300 cas, la majorité victimes de blessures par

6. *Ibid.*, p. 28.

balles dans la nuque, le cou ou les poumons. Il n'y eut officiellement aucune victime dans les rangs de l'armée ou de la police.

Dans les mois qui suivirent, huit centres furent mis en place pour rechercher les disparus, qu'on estimait à environ 250 en 1992.

Actions préventives

Avant le début du mois d'août, le premier ministre par intérim Anand Panyarachun avait ratifié plusieurs décrets pour éviter la réapparition d'événements similaires à ceux du mois de mai. Le Conseil national pour préserver la paix fut dissous, ainsi que le Commandement de la sécurité de la capitale. Les trois chefs d'état-major, le général Suchinda, le maréchal Kaset et le général Issarapong furent mutés à des postes bien moins importants.

Il n'y avait plus de risque qu'une nouvelle coalition militaire se présente à l'élection de septembre, laquelle appartenait désormais aux partis politiques. Le comité de surveillance du scrutin, comptant cette fois 60 000 bénévoles, fut réactivé pour l'élection de septembre, qui confirma Anand Panyarachun au poste de premier ministre.

Malgré les flambées de violence dans la foule principalement nonviolente, malgré les dissensions flagrantes au sein de l'opposition, la Thaïlande n'a pas subi à ce jour (février 2004) d'autres tentatives de coup d'État militaire depuis les manifestations de 1992⁷. La constitution adoptée en 1997 contient une clause qui reconnaît aux citoyens le droit d'employer la résistance nonviolente en cas de coup d'État.

7. Malheureusement, en mai 2014 la Thaïlande fut le théâtre d'un nouveau coup d'État sous la direction de l'Armée royale thaïlandaise [NdÉ].

CHAPITRE 27

Renverser le dictateur en Serbie (1996-2000)

*Joshua Paulson*¹

Premières dissidences

En 2000, cela faisait 13 ans que le président Slobodan Milošević dirigeait ce qui restait de la fédération yougoslave – la Serbie et sa république jumelle, le Monténégro. Son règne avait été marqué par la dissolution de la Yougoslavie, la participation de la Serbie à quatre guerres faisant plus de 210 000 morts, près de 3 millions de réfugiés et sa mise au ban de la communauté internationale. Milošević fut accusé de crimes de guerre par la Cour internationale de justice de La Haye pour avoir fomenté un « nettoyage ethnique » dans les anciens États yougoslaves de Croatie et de Bosnie-Herzégovine et dans la province du Kosovo.

Les années 1990 virent se produire de nombreuses manifestations, souvent réprimées, contre le régime autoritaire de Milošević. Des leaders d'opposition étaient arrêtés, les tanks patrouillaient parfois les rues et il arrivait que la police ou l'armée tire sur les manifestants. En 1991, Milošević et son Parti socialiste de Serbie réussirent à se maintenir au pouvoir, en s'appuyant surtout sur des politiques nationalistes populaires et le rêve expansionniste d'une « Grande Serbie », malgré les grandes manifestations antigouvernementales qui ébranlaient la capitale, Belgrade.

Vers la fin de la décennie, une bonne partie de la population était mécontente pour de multiples raisons : l'isolement international, l'humiliation des guerres perdues, une économie en ruines, des salaires moyens inférieurs à 70 dollars par mois, une inflation galopante et un fort taux de chômage. Beaucoup en rejetaient la faute sur Milošević, mais l'opposition démocratique « traditionnelle » n'arrivait pas à s'entendre sur un projet anti- Milošević. Cette opposition divisée permettait au président de conserver sa mainmise

1. Nos remerciements pour ses corrections et commentaires à Velimir Curgus Kazimir, du Fund for an Open Society Yugoslavia (Fonds pour une société ouverte en Yougoslavie).

sur le pouvoir national et local, alors que lui-même et son parti perdaient en popularité.

Élections municipales et manifestations étudiantes

Le 17 novembre 1996, des élections municipales décisives eurent lieu dans toute la Serbie. Une coalition d'opposition regroupant cinq petits partis, la Zajedno (« ensemble »), l'emporta pour la première fois dans 40 villes, dont Belgrade, Niš et Čačak. Mais Milošević avait placé des membres de son parti dans les comités électoraux, lesquels refusèrent de ratifier les victoires de l'opposition dans les 40 villes.

La coalition Zajedno appela à des manifestations et défilés pour exiger la reconnaissance de ses victoires électorales. En 15 jours les manifestations quotidiennes à Belgrade passèrent de 2 000 à plus de 100 000 participants. Les ouvriers en étaient absents, contrairement aux manifestations qui avaient ébranlé le reste de l'Europe centrale et de l'Est sept ans plus tôt.

Pendant ce temps, les étudiants serbes appelaient à leurs propres manifestations. Ils exigeaient que les victoires de la Zajedno soient reconnues et réclamaient la démission de hauts responsables de l'Université de Belgrade. À ce stade, les étudiants ne demandaient pas encore le départ de Slobodan Milošević.

Milošević commença par ignorer les protestations. Voyant que ça ne suffisait pas, le gouvernement s'en prit aux médias indépendants et à la presse d'opposition : le 3 décembre, il fit fermer la radio B-92 et brouiller les émissions de Radio Index. Il y eut quelques arrestations. Cela n'empêcha pas les manifestations quotidiennes de se poursuivre en 1997.

Au 55^e jour des manifestations, après une nuit agitée entre manifestants étudiants et policiers dans les rues gelées de Belgrade, une délégation d'étudiants rencontra des émissaires du gouvernement. Le gouvernement fit savoir qu'il acceptait de « respecter la volonté des citoyens » et d'avaliser les victoires de l'opposition. La Zajedno mit fin à ses manifestations et les politiciens de l'opposition prirent leurs fonctions à Belgrade et dans 39 autres communes. Les manifestations étudiantes continuèrent pendant 51 jours, jusqu'à ce que le recteur et le doyen de l'université finissent par présenter leur démission.

Otpor

En 1997, le mandat de Milošević comme président de la Serbie touchait à sa fin et la constitution ne lui permettait pas de se représenter. Pour rester au pouvoir, il se fit élire président de la Yougoslavie puis révisa la constitution de manière à pouvoir être rééligible deux fois à ce nouveau poste. Cependant, quelques étudiants étaient décidés à l'empêcher de se représenter.

Le 10 octobre 1998, des vétérans des mouvements étudiants de 1996-1997 se réunirent à Belgrade pour fonder une nouvelle organisation, Otpor (« résistance »). Après avoir surtout contesté un nouveau décret universitaire, ils

réalisèrent qu'ils « n'arriveraient à rien en ne visant qu'une partie du système Milošević² ». Leur objectif principal devint donc de se débarrasser du président yougoslave. Pour y parvenir, ils formulèrent trois revendications-clés : des élections libres et équitables, la gratuité de l'université, et la garantie de l'indépendance des médias.

Comme une bonne partie de la population, Otpor n'avait guère confiance dans l'opposition politique traditionnelle dont les partis, dirigés par des leaders assoiffés de pouvoir personnel, se dispersaient en vaines querelles. De nombreux politiciens de l'opposition restaient liés soit au régime en place soit à l'ancien appareil communiste, et peu d'entre eux avaient une réputation d'honnêteté ou de fiabilité. Les étudiants décidèrent donc de construire Otpor comme une organisation politique sur un nouveau modèle. Elle adopta une structure dirigeante horizontale complètement décentralisée, ce qui privait le régime de « têtes » à couper ou à récupérer. Chaque bureau de région était autonome, tout en bénéficiant de l'aide de tous les autres. Comme le résuma un des membres du groupe, « l'idée était que, si vous coupiez une tête d'Otpor, 15 autres têtes surgiraient instantanément³ ». Otpor voulait propager la résistance dans les campagnes, où Milošević avait toujours bénéficié d'un fort soutien.

Ces étudiants ne croyaient pas à l'action violente, car ils savaient que les tactiques de guérilla feraient le jeu de Milošević⁴. Les fondateurs d'Otpor s'étaient fermement engagés à n'employer que des moyens de résistance nonviolents. Otpor voulait atteindre ses objectifs par des méthodes d'action nonviolente créatives mais courageuses. Le groupe choisit pour symbole un poing levé stylisé en noir et blanc, inspiré volontairement de l'imagerie de l'époque communiste des années 1930.

Le 18 décembre 1998, Otpor mena sa première action nationale, une marche de Belgrade à Novi Sad, à une centaine de kilomètres au nord. Conscients qu'avant d'envisager de renverser Milošević il faudrait faire basculer les provinces dans l'opposition, les étudiants empruntèrent les routes secondaires, pour toucher le maximum de petites communautés rurales. Belgrade, où était situé le siège d'Otpor, étant déjà un bastion de l'opposition, l'organisation se concentra sur les autres villes universitaires et sur les villages.

Les campagnes d'Otpor, en général symboliques, employaient des méthodes nonviolentes de protestation et de persuasion, visant surtout à supprimer le climat de peur dans la population, car « si la peur disparaît, le régime perd un pilier central de son pouvoir⁵ ». L'une des premières cibles d'Otpor fut la nouvelle loi sur l'information, qui entravait la liberté d'expression. Ils impri-

2. Steve York, notes lors d'un entretien avec Vukasi Petrovic.

3. Roger Cohen, « The Hidden Revolution : Who Really Brought Down Milosevic ? », dans le *New York Times Magazine*, 26 novembre 2000, p. 45.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*, p. 44.

mèrent et distribuèrent des tracts, organisèrent manifestations et des sit-ins, couvrirent les murs de slogans anti-Milošević, jouèrent du théâtre de rue satirique, le tout visant à ridiculiser le régime par des actes créatifs de défi. Dans une certaine mesure, disaient certains activistes, Otpor était plus « un état d'esprit » qu'un groupe organisé. Srđja Popović, l'un des fondateurs d'Otpor, résuma : « Notre ambition est de changer la conscience politique du peuple serbe⁶. »

Les organisateurs d'Otpor développèrent les tactiques du mouvement à partir d'une analyse continue des sources de pouvoir du régime. Ils voulaient changer le rapport de forces entre le gouvernement, l'opposition démocratique, le « troisième secteur » des organisations non gouvernementales et les éléments « non engagés » de la société civile. Otpor vit que la légitimité de Milošević était sa première source de pouvoir, et aussi la plus vulnérable. Les actions d'Otpor visaient donc à augmenter la légitimité morale des étudiants auprès de la population tout en érodant celle du régime. Cet effet s'accrut quelques mois après le congrès fondateur du groupe, avec le début des arrestations de masse et de la répression.

Otpor fut relativement inactif la première moitié de 1999, à cause des 78 jours de bombardements de l'OTAN contre la Yougoslavie. Cette période de bombardements stoppa presque toutes les activités anti-Milošević⁷. L'été venu, la guerre terminée, Otpor se réorganisa avec plus d'intensité, décidé à renforcer sa présence dans la Serbie rurale, le fief de Milošević. En décembre, Otpor avait fondé 50 sections régionales dans de petites villes sur tout le territoire. Elles étaient 80 lors du congrès fondateur du groupe le 17 février 2000. Un millier de délégués participaient, représentant 70 villes serbes. Les résolutions adoptées au congrès appelaient les membres d'Otpor à « coopérer avec les autres forces démocratiques et tous les gens, médias indépendants, syndicats et ONG conscients de la situation » en Serbie. Le groupe exigea aussi que « les autorités cessent immédiatement le discours de haine, la répression et les menaces, la violence et le terrorisme d'État », car « aucun gouvernement ne vaut la moindre goutte de sang serbe ». Enfin, Otpor appelait « tous les citoyens de Serbie, fils, filles et leurs parents, à lutter contre la pauvreté, la peur, l'oppression et le désespoir, et à participer ainsi au vaste front d'Otpor pour soutenir l'idée d'une Serbie libre⁸ ».

Otpor prit vite de l'ampleur après son congrès fondateur. Le groupe élaborait un vaste plan d'action en trois phases, persuadé que le meilleur moyen de se débarrasser de Milošević serait de le pousser à organiser des élections anticipées, puis de gagner ces élections et de défendre la volonté du peuple. La première phase consistait à « mettre en place un fort mouvement nonviolent

6. <www.otpor.net>.

7. Gene Sharp, lors de discussions à Belgrade en mai 2001.

8. <www.otpor.net>.

pour mener campagne contre Milošević». L'idée était de mener surtout de petites actions souvent symboliques pouvant produire des effets positifs. La campagne serait considérée comme réussie si Milošević acceptait des élections anticipées. La seconde phase consistait à gagner ces élections en créant « une grosse machine de campagne, dans le seul but d'avoir une participation massive ». Selon Srđja Popović, cette deuxième phase devait faire en sorte « qu'un maximum de gens s'impliquent dans la vie politique. Nous considérons que c'était la voie d'un avenir meilleur, *par-delà* le renversement de Milosevic ». La troisième phase, la plus ambitieuse, consisterait à profiter du nouveau climat politique pour « changer le système », enseigner de nouvelles valeurs à la jeune génération politique, et transformer la Serbie, considérée alors comme « le paria des Balkans », en une nation européenne normale⁹.

Aide extérieure

Otpor, comme d'autres organisations d'opposants, reçut à cette époque une aide technique et financière de sources extérieures. Depuis un certain temps déjà, les activités pro-démocratie en Yougoslavie bénéficiaient du soutien du National Democratic Institute et de l'International Republican Institute (IRI), tous deux basés aux États-Unis. Le National Democratic Institute s'était consacré surtout à soutenir la montée en puissance des partis politiques d'opposition et à améliorer leurs contacts avec les médias.

En septembre 1999, le Center for Civic Initiatives, une organisation non gouvernementale serbe, traduisit et publia l'ouvrage de Sharp *De la dictature à la démocratie*. Le centre en distribua au total environ 5 500 exemplaires, entre autres aux membres d'Otpor et du Parti démocrate, l'un des principaux partis d'opposition. Du 31 mars au 2 avril 2000, l'International Republican Institute organisa à Budapest un séminaire sur la technique de lutte nonviolente, pour 30 militants d'Otpor.

Ce séminaire se concentrait surtout sur « la théorie du pouvoir et de ses sources, comment ces sources s'expriment par les organisations et les institutions (les piliers de soutien), comment les analyser et identifier leurs points forts et faibles, puis comment réfléchir de manière stratégique pour parvenir à les neutraliser ou à les détruire¹⁰ ». Les coordonnateurs d'Otpor estimèrent que ce séminaire animé par Robert Helvey, ancien colonel de l'armée de terre des États-Unis et consultant de l'Albert Einstein Institution, leur avait apporté « une formation pratique inestimable » pour les aider à améliorer leur utilisation de méthodes nonviolentes, dans lesquelles ils s'étaient déjà engagés¹¹. Srđja Popović estime que l'analyse du pouvoir dans le livre de Gene Sharp, *The*

9. Steve York, notes lors d'un entretien avec Vukasin Petrovic.

10. Robert Helvey, correspondance du 22 février 2001.

11. Srđja Popović, « Théorie et pratique de la nonviolence stratégique : étude critique de l'application de la théorie de Sharp sur l'action nonviolente dans la Serbie de Milosevic ». Texte non publié, cité avec l'accord de l'auteur.

Politics of Nonviolent Action, utilisé par Helvey lors du séminaire de Budapest a exercé une influence majeure sur la planification stratégique d'Otpor pour la lutte nonviolente¹².

Manuels de formation

Otpor fit rédiger pour les membres du groupe un manuel intitulé « Résistance dans votre voisinage : comment résoudre pacifiquement la crise serbe ». Ce manuel comportait des éléments résumés et adaptés de *The Politics of Nonviolent Action*¹³, et soulignait l'importance d'analyser les six sources de pouvoir du régime. Il attirait ensuite l'attention sur les groupes et institutions qui alimentent ces sources, constituant ses « piliers de soutien ». Une fois identifiés, il faudrait saper systématiquement ces piliers de soutien du régime, puis les retirer par des méthodes nonviolentes.

Le manuel faisait une analyse comparative des forces et des faiblesses du régime et d'Otpor. Il présentait ensuite les caractéristiques de la lutte nonviolente et ses méthodes de changement. Puis il identifiait les critères pour choisir et appliquer une technique gagnante, rappelait que la répression était inévitable et qu'il fallait proposer à la population des méthodes de résistance peu risquées. Il suggérait des actes de résistance précis. Il soulignait l'importance de la planification et présentait les principes de l'organisation. Sur ces bases, une campagne de masse d'Otpor pouvait se développer.

Selon Srđja Popović,

pendant les deux années de notre lutte nonviolente, l'équipe de ressources humaines d'Otpor élabora six programmes distincts de formation basés sur la technique de lutte nonviolente. Plus de 400 activistes d'Otpor furent formés aux méthodes nonviolentes par le « guide de l'utilisateur » d'Otpor pour travailler avec les militants, d'après divers documents sur les moyens de « travailler avec des bénévoles », tout particulièrement le livre de Gene Sharp *Politics of Nonviolent Action*. Plus d'un millier de militants dans 42 villes de Serbie reçurent une formation de base sur les méthodes d'action nonviolente¹⁴.

Ces militants utilisèrent le manuel d'Otpor pour former à leur tour des milliers d'autres militants dans toute la Serbie au cours de l'année 2000.

Otpor encourageait les nouveaux militants à des actes de résistance individuelle, comme discuter au travail ou lors de sorties, apposer des autocollants d'Otpor bien en vue, appeler les institutions répressives, comme la police, pour contester une arrestation ou une mesure autoritaire, distribuer avec enthousiasme des tracts d'Otpor à ses voisins, et ignorer les représentants du gouvernement dans le voisinage.

12. Srđja Popović, conversations avec Christopher A. Miller et Gene Sharp, à Belgrade en mai 2001.

13. Gene Sharp, *The politics of Nonviolent Action*, Boston, Porter Sargent, 1973 et éditions ultérieures.

14. Courriel de Srđja Popović, envoyé à Rosalyn Abraham dans le bureau de Peter Ackerman.

Lorsqu'une action individuelle avait suscité l'adhésion de quelques militants dans un quartier, les actions de groupe pouvaient commencer. Tout en restant, là encore, de nature surtout symbolique, ces actions étaient créatives et amusantes, parfois insolentes, à la limite de provoquer le régime à faire un geste répressif contre les participants. Ces actions prenaient des formes multiples, comme de jouer des musiques interdites, publier et diffuser des écrits anti-Milošević, donner des représentations de rue ridiculisant le gouvernement, organiser des défilés et des concerts contre le régime et pour défendre l'indépendance des médias.

Répression et réaction

Lorsque le mouvement commença vraiment à être réprimé, peu après le congrès fondateur d'Otpor, le groupe estima que c'était positif, voyant une corrélation directe entre les arrestations de ses membres et une montée en flèche des adhésions à Otpor. L'un des militants déclara qu'à la suite d'une arrestation « [ils avaient] accueilli 500 nouveaux membres en une seule journée ». Un autre ajouta : « Nous nous nourrissions de la répression du régime, dans chaque village ou ville où l'un de nos membres était arrêté, le mouvement s'étendait plus vite. Des gens venaient nous voir aussitôt, parfois même des retraités, prêts à poursuivre la résistance¹⁵. »

La répression, en général sous forme de censure, d'arrestations ou de brutalités, montrait la nature du régime qui devenait chaque jour plus « dictatorial », fermant les médias indépendants et arrêtant des militants d'Otpor. Avec la montée des enchères, chaque action visible d'Otpor aidait aussi la population à oublier sa peur du régime. Quand des membres d'Otpor étaient incarcérés, des foules de manifestants se rassemblaient chaque jour devant les commissariats pour exiger leur libération. Un militant évoque cette période : « Nous leur avons montré que s'ils nous arrêtaient, nous pouvions revenir combattre encore et encore¹⁶. »

En mai 2000, Otpor était présent dans plus d'une centaine de villes serbes et comptait près de 20 000 membres, dont seulement 60 % d'étudiants. À cette date, environ 300 militants d'Otpor avaient été détenus, la plupart pour quelques jours seulement. Mais en moins de deux mois, plus de 1 000 autres membres d'Otpor furent arrêtés ; le gouvernement venait d'intensifier sa campagne de répression contre le mouvement de résistance.

Le 16 mai, le gouvernement accusa Otpor d'avoir posé des bombes dans les bureaux du Parti socialiste serbe de Milošević et de la Gauche yougoslave, le parti politique dirigé par la femme de Milošević. Otpor fut aussi accusé d'avoir tenté de tuer un allié notoire de Milošević et d'avoir assassiné Boško Perošević, le gouverneur socialiste de la province de Vojvodine. Le 17 mai, le gouverne-

15. Extrait d'un article de *Vreme*, republié sur le site de Otpor, <www.otpor.net>.

16. Steve York, notes lors d'un entretien avec Vukasin Petrovic.

ment prit le contrôle de la station indépendante de radio-télévision Studio B et ferma les radios indépendantes Radio B-92 et Radio Index. Les deux jours suivants, la police de Belgrade dispersa violemment les manifestations d'Otpor et des étudiants, en frappant et en arrêtant des dizaines.

Des affiches firent leur apparition sur les murs de Belgrade, accusant les militants d'Otpor d'être des « Jeunes Madeleine » (en référence à la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright, à l'origine des bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie). Ces affiches étaient conçues pour ressembler aux affiches des Jeunes hitlériennes du temps de l'occupation nazie. Certaines affiches figuraient le poing d'Otpor débordant de dollars américains. À la fin du mois, les autorités fermèrent l'Université de Belgrade et interdirent les rassemblements étudiants sur le campus. Les autorités gouvernementales déclarèrent qu'Otpor était une organisation terroriste illégale et violente.

Pendant ce temps, la discipline se renforçait parmi les militants de l'opposition. Les leaders d'Otpor admettent qu'ils furent « presque forcés à la clandestinité ». Les organisateurs communiquaient uniquement par messages codés. Les séances de formation d'Otpor se concentrèrent alors sur les moyens de désarmer la machine répressive en enseignant aux militants à contrôler leur peur et à se préparer à une arrestation. Le groupe s'appliqua aussi à mener des actions symboliques encore plus « ludiques et inoffensives » afin de rendre « d'autant plus absurdes les arrestations inévitables de militants¹⁷ ».

La fin du printemps et le début de l'été virent l'expansion d'Otpor, accompagnée d'une fréquence accrue des arrestations et des brutalités. Le groupe fit campagne pour unifier les partis politiques d'opposition autour d'un programme commun afin de remporter les élections locales et législatives prévues plus tard dans l'année. La coalition Zajedno de 1996 s'était depuis longtemps effondrée, mais en janvier plusieurs grands partis d'opposition s'étaient efforcés de signer un accord d'union pour des élections libres. Au printemps, pourtant, ils ergotaient encore sur des divergences personnelles et politiques et ne semblaient guère enclins à aborder les élections comme un bloc unifié. Otpor, à ce stade plus importante et populaire qu'aucun autre parti politique, insistait dans chaque déclaration publique sur l'unification de l'opposition.

Milošević annonce des élections anticipées

Le 27 juillet 2000, Slobodan Milošević, de plus en plus inquiet devant l'unification potentielle de l'opposition, annonça une élection présidentielle anticipée pour le 24 septembre, en même temps que les élections locales et législatives. Son mandat de président yougoslave courait jusqu'en juillet 2001, mais il venait de changer la constitution pour pouvoir être réélu à deux autres mandats de quatre ans, et comptait sur le manque de cohésion entre les partis d'opposition d'ici au mois de septembre. En cela il avait tort.

17. Srdja Popović, « Théorie et pratique de la nonviolence stratégique », *op. cit.*

Otpor réussit à motiver 18 partis d'opposition pour qu'ils se regroupent en une coalition, l'Opposition démocratique de Serbie (DOS), en leur assurant qu'ils obtiendraient au moins 500 000 voix si la coalition présentait un candidat commun au poste de président fédéral. Le candidat choisi, Vojislav Koštunica, était un constitutionnaliste surnommé «le nationaliste nonviolent». Cofondateur du Parti démocratique en 1992, il avait fait scission pour former le Parti démocratique de Serbie. Malgré un certain manque de charisme, il avait une réputation d'honnêteté et partageait le désir profond d'Otpor de transformer la Yougoslavie en une nation européenne «normale».

Otpor avait une longueur d'avance dans la campagne électorale. Quinze jours auparavant, il avait appris par ses contacts au gouvernement que Milošević allait déclencher des élections anticipées. En conséquence, lorsque le président fit son annonce, Otpor avait déjà imprimé 60 tonnes de propagande électorale anti-Milošević, prête à être distribuée. Otpor avait déjà acquis une bonne expérience des techniques de commercialisation de masse et avait commencé à se concentrer sur deux campagnes pour assurer la victoire électorale à la coalition et à Koštunica. La première, «*Gotov Je!*» («Il est fini!»), visait à démolir l'idée reçue en Serbie que Milošević était invincible. Elle cherchait aussi à changer l'habitude électorale de voter pour ceux qui étaient déjà au pouvoir. Des centaines de milliers d'affiches furent placardées dans tout le pays, avec la photo de Milošević et le slogan «Il est fini!», déclarant de fait que le dictateur avait déjà perdu. Le même message apparaissait sur des t-shirts et dans des spots télévisés.

La deuxième campagne, «*Vreme Je!*» («Il est temps!»), était plus objective, appelant simplement les gens à se servir de leur bulletin de vote. Otpor estimait que le meilleur moyen de vaincre Milošević était de favoriser une forte participation au scrutin, et que Milošević perdrait si au moins 4 millions d'électeurs votaient, même si le président tentait de truquer les élections (ce qu'Otpor supposait qu'il ferait).

Otpor poursuivait cependant ses spectacles satiriques dans la rue pour irriter le régime. Quatre militants d'Otpor et les mères de deux d'entre eux furent arrêtés à Belgrade pour avoir distribué aux passants des badges portant l'inscription «Je suis un héros national», une référence satirique au fait que Milošević avait tenté de se faire désigner officiellement héros national. Les 3 et 4 septembre, la police effectua des descentes dans les bureaux d'Otpor à Belgrade, Novi Sad et Mladenovac. Elle saisit plus de 10 tonnes de matériel, ordinateurs, brochures de campagne, affiches, t-shirts, etc., dans ce qui semblait être une ultime tentative d'intimidation contre Otpor avant les élections. Durant la semaine, plus de 250 militants d'Otpor furent arrêtés dans tout le pays.

Otpor eut cependant le dernier mot: après la mise à sac de ses bureaux, le groupe annonça publiquement où et quand il recevrait du matériel de remplacement. Le jour venu, de grands camions arrivèrent devant le siège d'Otpor.

Lorsque les policiers surgirent pour confisquer le matériel « subversif », ils furent filmés en train de saisir ce qui n'était en fait que des cartons vides.

Les élections

Les élections générales se tinrent le 24 septembre 2000 ; le taux de participation fut le plus élevé jamais enregistrée, aux alentours de 80 %, grâce en partie à la campagne d'Otpor. Ce fut la clé de la victoire électorale. Les premiers comptages communiqués par l'opposition dans la nuit du 24 septembre indiquaient que Vojislav Koštunica, le candidat présidentiel de la coalition de la DOS, avait obtenu 55 % des voix contre seulement 34 % pour Milošević¹⁸. L'opposition remporta aussi les élections locales à Belgrade et dans d'autres grandes villes.

Le lendemain soir, plus de 20 000 personnes se rassemblèrent à Belgrade pour fêter la victoire de l'opposition par un concert de soutien à Koštunica. Encore fallait-il que Milošević admette qu'il avait perdu. Le 26 septembre, la commission fédérale des élections, contrôlée par le gouvernement, admit que Milošević était arrivé second, mais prétendit que Koštunica n'avait pas assez de voix pour l'emporter dès le premier tour. La commission déclara que Koštunica n'avait obtenu que 48,22 % des votes, contre 40,23 % pour Milošević, et elle appela à un deuxième tour entre eux pour le 8 octobre.

La commission fédérale des élections comptait dans ses rangs des membres de l'opposition, lesquels déclarèrent qu'il y avait eu fraude et qu'ils avaient été exclus des délibérations officielles de certification. Au vu des résultats dans 98 % des circonscriptions, les leaders de la coalition d'opposition continuèrent d'affirmer que Koštunica avait gagné avec plus de 50 % des voix dès le premier tour, et qu'il n'était pas question de tenir un second scrutin.

« C'est une offre que nous devons rejeter », déclara Koštunica. La victoire est évidente, et nous la défendrons par tous les moyens nonviolents¹⁹. » À Čačak et Novi Sad, des milliers de gens contestèrent les résultats officiels, et les leaders de l'ODS appelèrent à de grandes manifestations à Belgrade et dans d'autres grandes villes pour le 27 septembre. Le patriarche Pavle, chef de l'église orthodoxe serbe, alla voir Milošević pour l'inciter à reconnaître sa défaite. Il alla même jusqu'à appeler « tous les citoyens, y compris l'armée et la police, à défendre les intérêts du peuple et de l'État, plutôt que ceux de personnalités individuelles²⁰ ».

Le mercredi 27 septembre, plus de 200 000 partisans de Koštunica se rassemblèrent sur la place de la République à Belgrade. C'était la plus grande manifestation d'opposition jamais organisée en Serbie. Pendant ce temps,

18. Plus tard dans la semaine, l'opposition ramena ces chiffres à 51,34 % pour Koštunica, et 36,22 % pour Milošević, ce qui restait dans les limites d'une victoire au premier tour. Les résultats finaux officiels publiés après la révolution, le 7 octobre, donnèrent 50,24 % des voix à Koštunica, contre 37,15 % à Milošević.

19. *The New York Times*, 27 septembre 2000.

20. Déclaration de l'église orthodoxe Serbe, citée dans le *New York Times* du 27 septembre 2000.

35 000 personnes manifestaient à Novi Sad, 25 000 à Niš et 15 000 à Kragujevac. Lors du rassemblement de Belgrade, Koštunica lança un appel à l'armée et à la police : « Notre message à l'armée et à la police est que nous formons un tout. L'armée et la police appartiennent au peuple ; elles existent pour protéger la population, pas juste un homme et sa famille²¹. » Des milliers de personnes reprirent le slogan d'Otpor, « *Gotov Je!* » (« Il est fini ! »), en agitant des hochets, en référence semble-t-il à une expression suggérant que Milošević était « brisé comme le vieux hochet d'un bébé ».

Les leaders de l'opposition redoutaient qu'un boycott du second tour permette à Milošević de se proclamer vainqueur par défaut s'il n'avait pas d'adversaire. Il leur fallait donc agir avant le 8 octobre pour forcer Milošević à accepter sa défaite et à se retirer. Les leaders des 18 partis d'opposition de la coalition se réunirent deux fois le 28 septembre, décidant d'une campagne en trois phases programmée sur 10 jours. Ils commenceraient par récuser devant les tribunaux les résultats officiels du premier scrutin. Ils emploieraient ensuite la pression populaire contre le régime, par des manifestations, des grèves sélectives et de la désobéissance civile. Pour finir, ils inciteraient les alliés politiques et militaires de Milošević à l'abandonner pour rejoindre l'opposition.

Focalisation sur les provinces

Une partie de l'opposition, dont Otpor, s'était efforcée de parer au mieux à l'éventualité d'une fraude électorale. Ils étaient persuadés que Milošević perdrait l'élection mais qu'il tenterait de s'attribuer la victoire. L'Opposition démocratique de Serbie appela donc à un rassemblement massif à Belgrade pour le vendredi 29 septembre. Les leaders de l'opposition avaient prévu de demander aux Serbes de « recourir à tout acte de désobéissance civile à leur disposition » ou d'occuper simplement la place jusqu'à ce que Milošević reconnaisse sa défaite. Il y eut cependant si peu de monde que la manifestation fut reportée à la soirée. L'un des manifestants, un étudiant de 17 ans, déclara : « Nous resterons pour protester, mais je ne pense pas qu'il s'en ira si facilement. Ce qu'il nous faut aujourd'hui, ce n'est pas ce genre de truc ridicule, c'est une désobéissance civile totale. Tout le monde doit descendre dans la rue et bloquer le système²². »

C'est exactement ce qui se produisit dans les provinces, où Otpor s'était efforcé au mieux de promouvoir une résistance créative. Tandis que les politiciens de Belgrade s'inquiétaient du faible nombre de participants aux manifestations dans la capitale, les routes principales du pays étaient bloquées. Il y eut des manifestations bien plus importantes à Čačak, Niš, Novi Sad, Valjevo et Kraljevo. Le système médiatique de l'État, jusque-là monolithique, commença à se lézarder : à Kragujevac des employés de la télévision d'État

21. *The New York Times*, 28 septembre 2000.

22. *The New York Times*, 30 septembre 2000.

stoppèrent temporairement les programmes pour protester contre le « parti-pris » des informations officielles.

À la station de télévision de Novi Sad, 150 employés signèrent une pétition exigeant la démission du rédacteur-en-chef. Six autres rédacteurs de la chaîne furent licenciés pour avoir refusé de diffuser le programme d'informations de l'État et promis une couverture équitable des activités de l'opposition.

Quelques grèves éclatèrent dans des bastions de l'opposition comme Čačak. Des étudiants quittèrent les cours, artistes et acteurs se mirent en grève, quelques bureaux publics et privés fermèrent. À Kolubara, des mines de charbon à une soixantaine de kilomètres au sud de Belgrade, 7 500 ouvriers quittèrent tranquillement le travail, affirmant qu'ils ne reprendraient qu'une fois reconnue la victoire électorale de Koštunica. Les mines de Kolubara fournissaient le charbon de la centrale électrique d'Obrenovac, qui produisait près de la moitié de l'électricité de la Serbie. Une grève prolongée dans les mines mettrait sérieusement en péril le fonctionnement normal du pays.

Pendant ce temps, les leaders de l'opposition s'entendirent sur la date du lundi 2 octobre, qui serait le « jour J » pour accentuer la pression sur Milošević en utilisant des grèves tournantes, des manifestations, des barrages routiers et des boycotts scolaires. Dans de nombreuses régions, les barrages limités et les grèves débutèrent un jour à l'avance. À la mine de charbon de Kostolac, dans l'est de la Serbie, un millier d'ouvriers imitèrent leurs camarades de Kolubara et cessèrent le travail.

À Belgrade, le maire d'opposition récemment élu, Milan Protić, appela à une grève générale dans toute la ville. Il affirma qu'il faudrait systématiquement augmenter la pression pendant la semaine à venir, en multipliant les actions d'opposition et les grèves « jusqu'à ce que Milošević comprenne qu'il n'est plus président²³ ». L'appel de Protić fut repris par Velimir Ilić, le maire charismatique et leader d'opposition populaire de Čačak, qui appela à un blocus total de sa propre ville. « Notre victoire est aussi limpide qu'un diamant. Koštunica est le président élu, et nous devons persister dans notre résistance », déclara-t-il devant une foule de 10 000 personnes rassemblée à Čačak pour la septième nuit consécutive de protestation²⁴.

Dans les mines de Kolubara, le directeur général Slobodan Janković démissionna en solidarité avec les grévistes. Plus tard ce jour-là, des centaines de policiers des forces spéciales investirent la mine pour tenter de la maintenir en marche. Ils échouèrent, en grande partie parce que les ouvriers avaient ôté des pièces maîtresses des équipements et des machines, justement en prévision d'une éventuelle action policière. L'un des mineurs déclara : « Ça nous prendrait trois jours pour tout remettre en route; eux, il leur en faudrait 15²⁵. »

23. *The Boston Globe*, 2 octobre 2000.

24. *Ibid.*

25. *The New York Times*, 4 octobre 2000.

Cependant, les médias d'État se fissuraient toujours plus. Plus de 60 journalistes du *Večernje Novosti*, un tabloïde populaire passé sous contrôle de l'État en début d'année, signèrent une pétition pour exiger que le journal assure dans les 24 heures une couverture équitable de l'actualité et reconnaisse la victoire électorale de Koštunica. À Belgrade, huit radios locales annoncèrent qu'elles cessaient de diffuser les informations émanant de l'État. À Studio B, station de télévision contrôlée par l'opposition avant de passer sous contrôle de l'État en mai, les employés menacèrent d'entrer en grève si la couverture des infos n'était pas équilibrée.

La grève générale

La grève générale débuta le lundi 2 octobre 2000. C'était la première tentative en Serbie de déclencher une grève générale à l'échelle nationale depuis la Seconde Guerre mondiale. L'objectif était de fermer toutes les routes du pays, de renforcer les grèves de Kolubara et d'autres industries cruciales, et de fermer écoles et commerces. En somme, « essayer de montrer à monsieur Milošević qu'il ne peut plus diriger le pays²⁶ ».

Au premier jour de la grève, Belgrade ne fut pas trop affectée, malgré l'accumulation des ordures ménagères et la présence des étudiants dans les rues. Cette fois encore, la résistance fut la plus forte dans les provinces, qui avaient auparavant constitué la base de soutien principale de Milošević. Les villes de Novi Sad, Čačak, Pančevo, Užice et Niš furent complètement paralysées. Dans tout le pays, les routes et voies ferrées étaient bloquées par des voitures, des camions et la foule. La plupart des écoles et des boutiques fermèrent leurs portes.

Les stations de télévision d'État furent prises d'assaut par des manifestants à Prokuplje et Novi Sad. Des fonctionnaires de cette dernière ville se joignirent aux grévistes, tandis que des centaines de manifestants bloquaient l'artère principale de la ville. La Société serbe des compositeurs et l'Alliance des organisations de compositeurs appelèrent leurs membres à cesser de composer de la musique tant que Milošević n'aurait pas concédé la victoire. Le bureau météorologique du gouvernement déclara qu'il n'y aurait plus de bulletin météo tant que Milošević resterait en fonction.

Les grévistes des mines de Kolubara reçurent la visite de Vojislav Koštunica, qui leur dit « merci pour ce que vous avez commencé, tenez bon et nous finirons cette lutte ensemble²⁷ ». Les dirigeants de l'opposition annoncèrent que les grèves continueraient toute la semaine, avec pour point d'orgue un rassemblement de masse le 5 octobre à Belgrade, où viendraient des centaines de milliers de participants de tout le pays.

26. *The New York Times*, 4 octobre 2000.

27. *The New York Times*, 3 octobre 2000.

Milošević répliqua en dénonçant à la télévision d'État les actions de ceux qu'il appelait « les traîtres de l'opposition ». Il accusait les dirigeants de l'opposition de travailler pour des gouvernements étrangers et pour l'OTAN. Il ajouta : « Les dirigeants de l'opposition démocratique, avec l'argent reçu de l'étranger, achètent, menacent et intimident les citoyens [...] et orchestrent grèves et violences pour stopper la production, le travail et toute activité – et paralyser la vie en Serbie²⁸. »

Le lendemain, 3 octobre, le gouvernement Milošević menaçait de lancer une répression sévère contre l'opposition, promettant que des « mesures spéciales » seraient prises contre les meneurs et organisateurs des grèves. Les grèves et les barrages routiers furent déclarés hors-la-loi, les médias de l'opposition interdits. Au petit matin, la police arrêta Dragoljub Stošić, le chef du syndicat des transports publics de Belgrade, et évacua par la force le barrage humain du dépôt de bus. Des mandats d'arrêt furent décernés contre 11 leaders de la grève de Kolubara et contre deux politiciens de l'opposition qui les avaient aidés, accusés d'« actes de sabotage ». Le régime dressa au cours de ces journées une liste de 40 opposants à abattre. Srđja Popović, d'Otpor, était le numéro huit sur la liste²⁹. Le gouvernement provoqua aussi des coupures de courant systématiques dans les quartiers contrôlés par l'opposition, accusant les grévistes de Kolubara et l'opposition d'être à l'origine de la pénurie de charbon nécessaire aux centrales électriques.

Malgré cette répression, l'opposition continuait à s'étendre. À Belgrade, 50 000 étudiants scandant « La police est avec nous ! » défilèrent depuis le centre-ville jusqu'au quartier de Dedinje, banlieue où résidait Milošević. Trente mille personnes manifestèrent à Novi Sad, 10 000 à Niš et 40 000 à Kragujevac, que Koštunica avait visité pour gonfler le moral de ses partisans. La ville de Čačak restait en grève, pratiquement barricadée de l'intérieur. À Majdanpek, les ouvriers de la mine de cuivre bloquèrent avec leurs camions, bennes et pelleteuses tous les accès à la mine par des amas de roches et de terre, avant de se déclarer en grève.

Pour la première fois depuis les élections, on commença à voir des dissensions au sein des forces de sécurité. Des communiqués de presse parlaient d'unités entières de la police spéciale qui s'étaient contentées de regarder tandis que les manifestants établissaient des barrages routiers. On rapporta qu'un bataillon de la police spéciale avait rendu son équipement anti-émeute à Belgrade, et dans un cas au moins la police locale refusa tout net d'exécuter l'ordre de dégager des barricades érigées par l'opposition.

La grève des mineurs de Kolubara était devenue le point névralgique de la résistance au régime. Les mineurs avaient compris l'importance stratégique

28. *Ibid.*

29. Srđja Popović, conversations avec Christopher A. Miller et Gene Sharp, à Belgrade le 27 mai 2001.

des mines, alors que la plupart des leaders de l'opposition mirent du temps à s'en apercevoir. Comme le dit un des mineurs de Kolubara: «C'est la seule industrie qui marche vraiment dans le pays. C'est le cœur de la Serbie, il ne faut pas le lâcher³⁰.»

L'une des principales différences entre les manifestations de 1996 et celles d'octobre 2000 était que les premières n'impliquaient pratiquement aucun ouvrier. Le fait que des mineurs soient entrés en grève contre le régime socialiste du président Milošević eut une portée symbolique similaire à celle produite en 1980 par le mouvement Solidarność en Pologne lorsqu'il se mit en grève contre un «État des ouvriers».

Le gouvernement comprit peut-être plus vite que l'opposition la menace posée par la grève de Kolubara: il dépêcha aux mines le général Nebojša Paković, commandant suprême de l'armée yougoslave et chef de cabinet de Milošević, afin qu'il tente de forcer les mineurs à mettre fin à leur grève.

Il en ressortit les mains vides quelques heures plus tard. Par la suite, un des ouvriers de Kolubara résuma la situation des grévistes en termes simples et nets: «On peut rester ici encore quatre jours ou quatre ans. Le choix est vraiment tout simple³¹.»

Victoire à Kolubara

Le mercredi 4 octobre au matin, des centaines de policiers des forces spéciales débarquèrent en tenue anti-émeute aux mines de Kolubara pour occuper les installations, arrêter les meneurs de la grève et repousser les manifestants par la force. Les ouvriers refusèrent de partir et appelèrent du renfort sur leurs téléphones portables. Dans la ville voisine de Lazarevac, la radio indépendante annonça l'opération policière. En quelques heures, plus de 20 000 personnes des villes voisines ou venant d'aussi loin que Čačaket Belgrade, arrivèrent pour affronter la police.

En début d'après-midi, plus de 1 000 manifestants civils se trouvèrent acculés sur un pont près de l'entrée de la mine, coincés par un barrage de police. Les policiers n'étaient pas fiers de leur mission et ne se bousculaient pas pour disperser les manifestants. Survint alors un bulldozer conduit lentement par trois hommes âgés, qui s'approcha du barrage policier et s'y fraya un passage «presque en douceur». Les policiers n'osèrent pas intervenir tandis que les gens pénétraient par milliers dans le complexe minier, certains scandant «Otpor!». Un commandant de police aurait commenté en ces termes: «J'en ai assez de tout ça. Après ça, je jette mon képi et je rentre chez moi. La police de Serbie est plus démocrate que vous le pensez³².»

30. *The New York Times*, 4 octobre 2000.

31. *Ibid.*

32. *The New York Times*, 5 octobre 2000.

Dans la soirée, le président désigné Koštunica rendit visite aux mineurs victorieux et à leurs partisans. Le lendemain matin, il n'y avait plus trace de la police que Milošević avait envoyée pour briser la grève.

Les provinces montent sur Belgrade

Dans la nuit du 4 octobre, l'opposition apprit une autre nouvelle scandaleuse. La cour constitutionnelle dominée par Milošević, ayant entendu l'appel de la coalition d'opposition sur la certification des élections, avait rendu un avis théoriquement en sa faveur. Mais au lieu de déclarer que Koštunica avait gagné l'élection présidentielle, la cour déclara simplement qu'il y avait eu fraude le 24 septembre et qu'il faudrait refaire toute l'élection présidentielle à une date ultérieure qui serait décidée par le Parlement fédéral, lui-même sous contrôle des partisans de Milošević. L'opposition considérait cette décision comme pire que l'idée d'organiser un deuxième tour le 8 octobre, parce qu'elle impliquait que Milošević pourrait rester au pouvoir jusqu'à l'expiration de son mandat légal en juillet. Si la coalition de l'opposition avait besoin d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres et donner un coup d'accélérateur à la résistance, à la veille du rassemblement de masse prévu à Belgrade, on ne pouvait trouver mieux.

Le jeudi 5 octobre était le jour choisi par l'opposition pour faire monter les provinces sur Belgrade pour un rassemblement de masse contre Milošević. L'Opposition démocratique de Serbie avait donné au président jusqu'à 15 heures pour qu'il reconnaisse sa défaite, annule les mandats d'arrêt émis le 3 octobre et renvoie les directeurs généraux de la radio-télévision serbe. Selon Zoran Đinđić, l'un des leaders de la coalition d'opposition, « notre idée était d'assembler une foule massive qui s'assiérait devant le parlement fédéral et y resterait jusqu'à ce que la commission électorale annonce les résultats réels³³ ». Plusieurs convois de voitures, couvrant parfois les quatre voies des autoroutes, pénétrèrent dans Belgrade. Ils parvenaient en général à convaincre ceux qui bloquaient le passage de les laisser passer, et poussaient sur le côté les camions placés sur leur route. À midi, près de 500 000 manifestant venus des campagnes avaient envahi les rues de Belgrade. À la surprise de Đinđić, peu d'entre eux partageaient son idée de s'asseoir et d'attendre.

Parmi ceux qui investirent Belgrade le 5 octobre, une bonne partie venait de Čačak, un bastion de l'opposition. Son maire, Velimir Ilić, avait son idée sur la manière dont devaient se dérouler les événements du jour. Au matin du 5 octobre, il avait pris la tête d'un convoi de voitures et de camions de plus 10 000 personnes, s'étirant sur près de 20 kilomètres. Ils emmenaient des bulldozers – surnommés « les tanks du peuple » – qui leur servirent à forcer une demi-douzaine de barrages policiers à l'entrée de la ville.

33. Johanna McGeary, « The End of Milosevic », *Time*, 16 octobre 2000.

Avant l'expédition, Ilić avait coordonné ses plans avec deux officiers des forces spéciales de Čačak et deux autres de Belgrade, lesquels incitèrent d'autres éléments-clés de la police de la capitale à changer de camp. Leur plan consistait à remplir Belgrade de manifestants et à s'emparer de deux piliers du régime de Milošević : le parlement fédéral et les studios de la radio-télévision serbe. « Nous voulions nous débarrasser de Milošević une bonne fois pour toutes, déclara Ilić, et nous savions qu'on ne pourrait y arriver qu'en libérant le parlement et la télévision³⁴. »

Ilić n'était pas le seul leader d'opposition à négocier des défections parmi les forces de sécurité. Bien avant les élections de septembre, Otpor et d'autres représentants de l'opposition avaient renforcé leurs contacts avec des éléments de la police, des unités antiterroristes et de l'armée. Début octobre, Otpor avait envoyé des lettres courtoises aux commandants militaires et au quartier général de la police, les informant par avance que « la Serbie montait à Belgrade ». Le groupe envoya aussi aux soldats et aux policiers des « colis de bonnes intentions », contenant de la nourriture et des journaux.

Un autre allié important d'Otpor, Zoran Živković, maire de la ville méridionale de Niš, déclara par la suite : « Nous avons eu des rencontres secrètes avec la police et l'armée, nous savions quelles unités seraient appelées à intervenir. L'entente fut qu'ils ne désobéiraient pas, mais qu'ils n'exécuteraient pas non plus les ordres. S'ils avaient désobéi, on nous aurait envoyé d'autres unités. Alors ils ont dit oui lorsque Milošević les a lancés dans l'action – et ils n'ont rien fait³⁵. »

En début d'après-midi, la délégation de Čačak avait rejoint les centaines de milliers de manifestants devant le parlement fédéral, qui était protégé par les policiers des forces spéciales. Mais beaucoup de ces policiers travaillaient déjà en secret pour l'opposition. Tandis que la foule se pressait contre les barricades, le bulldozer de Čačak vint se garer sur les marches du parlement. Lorsque le cordon de police céda, de nombreux policiers refusèrent d'obéir à l'ordre d'attaquer les manifestants, et certains allèrent même jusqu'à attaquer ou retenir les policiers qui n'avaient pas encore changé de camp. Il y eut cependant des centaines de tirs de lacrymogènes sur les manifestants, provoquant l'indignation de la foule échauffée. Des milliers de gens, certains armés de bâtons et de barres de fer, déferlèrent sur le parlement. Après une courte échauffourée, les policiers encore sur place se rendirent et quelques salles du bâtiment furent incendiées.

Quelques rues plus loin, un autre groupe de manifestants attaquait le siège de la radio-télévision serbe. L'immeuble était mieux gardé que le parlement fédéral, et la police tira à balles réelles sur la foule, blessant quatre personnes. Dans une rue voisine, une femme fut écrasée accidentellement par un buldo-

34. *Ibid.*

35. Roger Cohen, « The Hidden Revolution: Who Really Brought Down Milosevic? », *op. cit.*

zer de l'opposition. La bataille rangée devant le siège de la télévision dura près d'une heure. À la fin, les policiers battirent en retraite et les manifestants mirent le feu à l'immeuble. Un commissariat de Belgrade fut également incendié. Le commissariat du centre-ville fut pris d'assaut et pillé, mais pas brûlé. Les programmes de la radio-télévision serbe furent interrompus et remplacés dans la soirée par une bande-annonce portant l'inscription « Vous êtes sur la nouvelle radio-télévision serbe ».

En fin d'après-midi, le commissariat central de Belgrade, encerclé par des milliers de manifestants prêts à l'envahir, se rendit aux opposants. L'agence d'informations officielles Tajung fit soudain défection elle aussi, et diffusa un bulletin désignant Vojislav Koštunica comme le « président désigné de la Yougoslavie ». Les manifestants investirent également les stations indépendantes Radio B-92 et studio B-Télévision, qui reprirent aussitôt l'antenne. Avec le basculement des médias d'État et d'un bon nombre des forces de sécurité dans le camp de l'opposition, et l'armée restant dans les casernes, Milošević voyait s'effondrer deux de ses principaux piliers de soutien. Dans la soirée, devant le parlement fédéral encore fumant et la mairie de Belgrade, plus de 100 000 personnes se rassemblèrent, scandant le slogan de campagne d'Otpor : « *Gotov Je! Gotov Je!* » (« Il est fini ! »).

Le dictateur tombe

Le lendemain matin, 6 octobre 2000, le ministre russe des Affaires étrangères, Igor S. Ivanov, rencontra Milošević et Koštunica. La Russie avait été la seule nation importante à soutenir les efforts de Milošević pour rester au pouvoir, en ne reconnaissant pas la victoire de Koštunica au premier tour de l'élection. Mais après le soulèvement de la veille, même la Russie avait changé de camp. Ivanov dit à Milošević que, « s'il quittait le pouvoir maintenant, la communauté internationale n'exigerait pas son extradition pour qu'il compare à La Haye pour crimes de guerre³⁶ ». Après cet entretien, les événements s'accéléchèrent.

La cour constitutionnelle revint soudain sur son précédent jugement, sans explications, déclarant qu'elle avait approuvé l'appel de Koštunica quant aux résultats de l'élection du 24 septembre. Au lieu d'invalider l'élection, elle déclara que Koštunica avait gagné au premier tour en remportant un peu plus de 50 % des voix. Dans la soirée, Koštunica annonça qu'il avait rencontré ce même jour Milošević et le chef des armées Pavković, et que tous deux l'avaient félicité pour sa victoire à l'élection présidentielle.

Le 6 octobre, peu avant minuit, Slobodan Milošević, dans une allocution télévisée, annonça à la nation qu'il démissionnait immédiatement de ses fonctions de président de la Yougoslavie. S'efforçant de conserver un air de légalité à ses actions de la semaine écoulée, il déclara : « Je viens de recevoir

36. *The New York Times*, 7 octobre 2000. Milosevic fut pourtant extradé six mois plus tard sur La Haye.

l'information officielle que Vojislav Koštunica a gagné les élections. La décision a été prise par l'autorité qui en avait le droit selon la constitution, et j'estime qu'elle doit être respectée³⁷. »

Nous vous gardons à l'œil...

Le samedi 7 octobre, Vojislav Koštunica prêta serment comme président de la Yougoslavie devant le Parlement yougoslave récemment élu. Comme l'édifice du parlement avait été endommagé par le feu, la cérémonie eut lieu dans un centre de congrès de Belgrade.

Au début de la semaine suivante, des alliés cruciaux de Milošević au gouvernement, dont le premier ministre et le ministre de l'Intérieur, remirent leur démission. L'Union européenne leva les principales sanctions économiques imposées à la Yougoslavie et promit 2 milliards de dollars pour l'effort de reconstruction nationale. En décembre eurent lieu des élections anticipées pour le puissant Parlement serbe, qui donnèrent la majorité des deux-tiers à la coalition de l'Opposition démocratique de Serbie.

Cependant Otpor, l'organisation étudiante dont la créativité et le courage avaient préparé la défaite électorale de Milošević et son effondrement, érigea au moins 80 grands panneaux d'affiches bien en vue dans tout le pays, à l'intention du nouveau gouvernement. Sous un gros bulldozer dans le graphisme noir et blanc caractéristique d'Otpor était inscrit le message : « Attention : nous vous gardons à l'œil ».

Otpor avait atteint son objectif à court terme de déposer Milošević. À présent que l'opposition était au pouvoir, on passait à objectif suivant, plus épineux : de changer le système et transformer la Serbie en une nation européenne « normale ».

37. *Ibid.*

Évaluer ces divers événements

Sélection des études de cas

Les 23 événements que nous venons d'exposer sont des applications significatives de la lutte nonviolente au xx^e siècle. Il y eut cependant bien d'autres cas où la lutte nonviolente fut le moyen principal de livrer une bataille, et bien d'autres exemples d'utilisation des méthodes de cette technique. Nombre d'entre eux ont eu lieu en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient et dans des pays musulmans. L'utilisation à grande échelle des grèves du travail et des boycotts économiques n'est pas non plus assez représentée dans cette sélection. Les grèves générales et autres grandes grèves ne sont incluses ici qu'à titre de composantes d'une lutte plus générale¹.

Les cas décrits présentent une grande diversité géographique et culturelle. Certains se sont déroulés en Eurasie (Empire russe 1905), 10 en Europe (Allemagne 1920, Norvège 1942, Berlin 1943, France 1961, Tchécoslovaquie 1968, Pologne 1980-1989, Tchécoslovaquie 1989, Lettonie 1991, Union Soviétique 1991, et Serbie 2000), 6 concernent l'Asie (Inde 1930-1934, province de la Frontière du nord-ouest des Indes britanniques 1930-34, Philippines 1986, Birmanie 1988-1990, Chine 1989, et Thaïlande 1992), 2 l'Amérique du Nord (Montgomery, 1955-1956, grèves et boycotts du raisin 1965-1970), 2 l'Amérique latine (Guatemala 1944 et Argentine 1977-83) et 2 l'Afrique (Namibie 1971-1972, Afrique du Sud 1984-1987). La diversité de ces cas démonte les idées préconçues voulant que l'action nonviolente prenne ses sources à l'Est ou en Asie ou qu'il s'agisse d'un apport occidental ou européen-américain.

La diversité de ces cas montre aussi que cette technique de lutte nonviolente est tout-à-fait applicable à de multiples situations de conflit et apte à remplacer la violence ou la passivité. La nonviolence pourra donc s'appliquer à des micro-conflits locaux, comme le boycott d'un magasin aux prix trop élevés et au

1. On pourra lire l'étude importante de Wilfred H. Crook, *The General Strike: A Study of Labor's Tragic Weapon in Theory and Practice*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1931.

service dégradé, aussi bien qu'à de grands conflits où la population tente de renverser une dictature.

Les cas présentés ici ne permettent pas de tirer des conclusions solides en termes statistiques, car nous ne connaissons pas suffisamment tous les exemples où les méthodes de lutte nonviolente ont été appliquées au xx^e siècle. Nous avons cependant tenté de dresser un portrait représentatif du point de vue géographique et historique et du point de vue des enjeux, du nombre de résistants impliqués, de l'échelle de l'action (d'une seule ville à un empire) et des types d'adversaires de leurs niveaux de barbarie et de violence. Nous avons donc de quoi rectifier de nombreuses idées fausses sur la lutte nonviolente, malgré les limites de ces cas.

Applications et enjeux

Ces applications de lutte nonviolente ont permis d'obtenir des avancées significatives, même si elles n'ont pas toutes été couronnées de succès. Un empire puissant a été paralysé (Empire russe 1905), un autre sérieusement ébranlé (Inde 1930-1934, province de la Frontière du nord-ouest des Indes britanniques 1930-1934), mais ces deux luttes n'ont pas réussi à vaincre ces empires. Trois tentatives de coup d'État ont été mises en échec (Allemagne 1920, France 1961, Union soviétique 1991). Huit dictatures furent défiées par la résistance, mais pas toutes avec succès (Guatemala 1944, Argentine 1977-1985, Pologne 1980-1989, Philippines 1986, Tchécoslovaquie 1989, Birmanie 1988, Chine 1989, Serbie 2000). Certaines applications de la nonviolence furent des réussites significatives (Guatemala 1944, Philippines 1986, Tchécoslovaquie 1989 et Serbie 2000), tandis que deux autres se soldèrent par des massacres (Birmanie 1988, Chine 1989). On compte deux cas de résistance victorieuse à une occupation étrangère (Norvège 1942, Lettonie 1991); une résistance forte, mais non victorieuse, à une nouvelle invasion suivie d'une occupation (Tchécoslovaquie 1968); trois cas de forte remise en question d'une grave oppression sociale interne (Montgomery [Alabama] 1955-1956, Namibie 1971, Afrique du Sud 1984-1987); l'offensive victorieuse contre un système d'exploitation économique des ouvriers agricoles (Californie 1965-1970). Un effort limité de résistance à un génocide fut réussi (Berlin 1943). Une nouvelle menace sur un régime constitutionnel a été mise en échec (Thaïlande 1992).

Ces cas, qui illustrent les applications générales de la lutte nonviolente dans des circonstances variées, montrent aussi la diversité des enjeux que peut viser l'action nonviolente. Certaines luttes visent à renverser une dictature, à résister à une invasion ou à défendre une démocratie, d'autres à obtenir des droits pour une population opprimée (Alabama 1955-1956, Afrique du Sud 1984-1987), à mettre fin à des injustices et exploitations économiques (Namibie 1971-1972, Californie 1965-1970), à retrouver des proches arrêtés ou « disparus » (Berlin 1943, Argentine 1977-83), à promouvoir des réformes

politiques (Tchécoslovaquie 1989, Chine 1989) ou à organiser des travailleurs soumis à un contrôle totalitaire (Pologne 1980-1989).

Complexité et violence

Tous ces cas sont complexes. Chacun impliquait une myriade de facteurs, et même s'ils sont tous différents, ce sont tous des exemples d'applications de la technique de lutte nonviolente. Cela indique clairement que les futures applications de la lutte nonviolente pourront être aussi diverses en fait d'objectifs, de dynamiques, de situations et d'autres éléments importants.

Certaines de ces luttes ont impliqué une violence significative parallèlement aux méthodes nonviolentes (Russie 1905, Inde 1930-1931, province de la Frontière du nord-ouest 1930-1934, Birmanie 1988, Chine 1989 et Thaïlande 1992). Cette violence n'a pourtant jamais éclipsé le caractère essentiellement nonviolent de ces résistances. Et la violence n'y fut visiblement pas utile. En Russie, par exemple, bien que l'esprit général de la lutte ait été nonviolent, les violences à Moscou ont condamné la révolution de 1905 à la défaite.

Nombre de participants

Le nombre de personnes prenant part à ces luttes est très variable. En Argentine, l'action sur la place de Mai fut initiée par une poignée de mères de « disparus ». Leur nombre a fluctué au cours du conflit, atteignant parfois plusieurs milliers. D'autres cas furent aussi le fait d'un petit nombre de gens, du moins au début.

Les femmes de Berlin ont commencé par venir aux nouvelles seules ou deux par deux, puis le mouvement s'est amplifié, réunissant des centaines de participants, puis jusqu'à environ 6000. Les autres cas impliquèrent au minimum des centaines ou des milliers de gens, et les exemples les plus importants en réunirent des centaines de milliers, voire des millions, comme dans le cas de l'Empire russe en 1905 et de la Chine en 1989.

Toutes ces luttes furent menées principalement par des gens qui n'avaient pas d'interdits moraux ou religieux à l'égard du recours à la violence, même s'il est arrivé que des partisans de la non-violence éthique ou religieuse prennent une part active aux conflits. La majorité des participants à la lutte soit avait approuvé la violence auparavant (ou y avait participé), soit elle l'aurait choisie dans une situation de conflit différente. Dans les années 1920 et 1930, Gandhi croyait certes à la non-violence par principe, mais il fit aussi un choix très politique en faveur de la lutte nonviolente et quant à la manière de la mener². Il est certain que d'autres nationalistes indiens de premier plan, comme le futur premier ministre Jawaharlal Nehru, s'étaient déclarés en faveur d'une révolution violente avant de participer aux luttes nonviolentes.

Les questions et la terminologie religieuses sont totalement absentes de certains conflits. Dans quelques cas, comme le mouvement américain pour les

2. Gene Sharp, *Gandhi as a Political Strategist*, Boston, Porter Sargent, 1979.

droits civiques, des gens qui ne se seraient jamais considérés comme « pacifistes » soutinrent les appels à la discipline nonviolente fondée sur des principes religieux. Dans un cas, le mouvement de résistance pachtoun contre les Britanniques dans la province de la Frontière du nord-ouest, la résistance politique à prédominance musulmane invoqua des termes et des arguments religieux.

Groupes résistants de la population et leaders

Des groupes de population bien divers ont participé à ces luttes nonviolentes. Les groupes d'étudiants et d'autres jeunes gens furent souvent extrêmement importants au début, comme au Guatemala en 1944, en Chine en 1989, en Tchécoslovaquie en 1968, en Afrique du Sud en 1984-1987, en Birmanie en 1988-1990, en Thaïlande en 1992 et Serbie en 2000. Mais les luttes menées principalement par des étudiants sont parfois trop faibles pour obtenir la victoire si elles ne gagnent pas le soutien d'autres segments importants de la population. Ce soutien est nécessaire pour appliquer des méthodes de non-coopération à grande échelle capables d'exercer une action coercitive. Un mouvement gagnera en puissance s'il parvient à mobiliser les travailleurs, la classe moyenne, les agriculteurs, les techniciens des communications et des transports, les classes aisées et les fonctionnaires.

Une vaste participation n'est pourtant pas une garantie de réussite. Si le soutien des autres secteurs sociaux est relativement faible, la lutte restera faible. Si des groupes importants de la population participent avec force à une non-coopération politique et économique, ils peuvent affaiblir sérieusement voire paralyser l'adversaire. La capacité de mobiliser des participants en grand nombre ne dispense pourtant pas d'élaborer une planification stratégique méticuleuse, qui concentrera la lutte nonviolente sur les points vulnérables et cruciaux de l'adversaire, pour obtenir la meilleure efficacité.

Dans certains cas, des leaders bien identifiables ont joué un rôle de premier plan, comme en Inde en 1930-1931, à Montgomery (Alabama) en 1955-1956 et en Californie en 1965-1970. On devine cependant que certains personnages ont été crédités rétrospectivement d'un rôle plus important que celui qu'ils ont joué au moment des faits. Dans d'autres cas, il est difficile voire impossible d'identifier des leaders, sauf peut-être temporairement ou dans de très petites parties d'un vaste mouvement de lutte. C'est le cas pour l'Empire russe en 1905, la Birmanie en 1988 et la Chine en 1989.

Objectifs et provocations

Des luttes nonviolentes furent parfois déclenchées principalement en réponse à une provocation abrupte ou à une attaque soudaine. Dans le passé, ces cas avaient tendance à être plus spontanés que d'autres. Ce fut le cas pour l'Allemagne en 1920, la France en 1961 et l'Union soviétique en 1991, où les luttes furent toutes des réactions à une tentative de coup d'État. Une nouvelle

invasion de la Tchécoslovaquie provoqua la lutte de 1968-1969. Des initiatives politiques et gouvernementales provoquèrent une résistance en Norvège en 1942, à Berlin en 1943 et en Thaïlande en 1992.

Certaines luttes nonviolentes ont débuté par des protestations et une résistance nonviolentes qui visaient des conditions politiques établies de longue date, sans qu'il y ait eu nécessairement de provocation majeure. C'est le cas pour la Russie en 1905, l'Inde en 1930-1931, le Guatemala en 1944, la Birmanie en 1988, la Chine en 1989, la Tchécoslovaquie en 1989 et la Lettonie en 1991. Des conditions et une oppression socioéconomiques bien établies jouèrent un rôle important aussi dans les luttes de Montgomery en 1955-56, de la Californie en 1965-70, de la Namibie en 1971-1972, de l'Afrique du Sud en 1984-1985 et de la Pologne en 1980-1989.

Le mouvement musulman pachtoun de résistance nonviolente dans la province de la Frontière nord-ouest des Indes britanniques en 1930-1934 est un cas unique parmi ces luttes non provoquées, car la lutte nonviolente fut un élément d'un mouvement préexistant en faveur de réformes fondamentales dans les domaines scolaire, social, économique et politique.

Dans de nombreux cas, certains groupes ou individus parmi les participants – et même certains leaders – étaient persuadés que la violence était nécessaire pour réussir, ou pensaient simplement qu'ils devaient y recourir par principe, quelles qu'en soient les conséquences. Par exemple, de nombreux Indiens étaient convaincus qu'il fallait une guerre de libération violente pour chasser les Britanniques.

Parfois, dans un conflit particulier, des groupes différents cherchaient à atteindre des objectifs divers, en agissant à peu près en même temps au même endroit. C'est ce qui se produisit en Allemagne en 1920. Pendant qu'une tentative de coup d'État de droite se heurtait à une vaste campagne de non-coopération, couronnée de succès, d'autres groupes politiques visaient quant à eux une révolution sociale. Ils lancèrent des grèves mais aussi une lutte violente qui se poursuivit après la défaite du coup d'État.

Diversité des méthodes

Les cas étudiés ont été l'occasion d'appliquer bon nombre des méthodes d'action spécifiques décrites au chapitre 4. L'effet de chaque méthode fut très variable d'un cas à l'autre. L'habileté avec laquelle les méthodes ont été employées et le nombre des participants semblent avoir influencé cet effet, lequel dépendait aussi des actions de l'adversaire et des facteurs de la situation globale du conflit.

Certains cas, comme la Norvège et le Guatemala, paraissent relativement simples, bien que cela cache parfois une réalité plus complexe. D'autres cas, comme ceux de la Russie en 1905 et de la Thaïlande en 1992, étaient extrêmement compliqués.

Dans certains cas (Norvège 1942, Berlin 1943, Montgomery 1955-1956, Namibie 1971-1972 et Argentine 1977-1983), un petit nombre de méthodes

distinctes furent employées, dont la désobéissance civile aux ordres du gouvernement, l'envoi de lettres de protestation concertées, les rassemblements persistants et le refus de se disperser, les boycotts des transports, grèves de travailleurs, démissions de postes gouvernementaux et dessaisissements de compétence juridique.

Dans les cas majeurs, comme ceux de l'Empire russe en 1905-1906, de l'Inde en 1930-1931, de la Pologne en 1980-1989 et de la Chine en 1989, on appliqua de nombreuses méthodes particulières, comme des activités symboliques, des grèves de travailleurs, la création de nouvelles institutions et l'occupation en masse de rues et lieux symboliques. Même dans le cas relativement modeste et bref du Guatemala en 1944, il y eut des pétitions groupées, des grèves étudiantes et professionnelles, des manifestations et des interruptions d'activités économiques.

Cependant, les méthodes particulières d'action nonviolente employées dans ces cas furent rarement choisies après qu'on eut évalué avec soin qu'elles contribueraient à une stratégie élaborée pour atteindre les objectifs du groupe. Dans le conflit des ouvriers agricoles et des vendangeurs de Californie, le syndicat privilégia tour à tour des grèves des ouvriers agricoles, le refus des dockers, des cheminots et des routiers d'acheminer le raisin, et le boycott par les consommateurs. Ces changements intervinrent lorsqu'on s'aperçut qu'il fallait plus de force de levier et que cette force était disponible.

Souvent, certaines des méthodes employées, comme les grèves, la désobéissance et les boycotts, furent apparemment choisies parce qu'elles exprimaient un rejet de la politique ou des objectifs de l'adversaire, même sans qu'on ait vérifié auparavant si ces méthodes aideraient les résistants à atteindre leurs objectifs.

Le début du conflit déclaré

Certains opprimés se soumettent passivement, d'autres recourent à la violence, d'autres encore appliquent la lutte nonviolente; cela dépend de nombreux facteurs.

Il est difficile de déterminer si ceux qui se lancent dans une lutte nonviolente préparent leur action en s'inspirant d'un cas antérieur connu. C'est à l'évidence ce qui s'est passé lors de la lutte au Guatemala en 1944, où les participants avaient suivi le conflit qui s'était déroulé au Salvador voisin quelques semaines plus tôt. Avant 1905, les Russes avaient acquis une bonne expérience des grèves lors de conflits avec leurs employeurs. En 1989, certains résistants chinois avaient une notion générale, peu précise, du mouvement américain pour les droits civiques, du renversement de Ferdinand Marcos aux Philippines en 1986 et des mouvements indiens de résistance de Gandhi. En 1991, les responsables gouvernementaux d'Estonie, Lettonie et Lituanie avaient une bonne connaissance des analyses de l'emploi de la lutte nonviolente contre les invasions étrangères et les coups d'État.

Dans plusieurs de ces cas, les résistants avaient bien compris que leur non-coopération aurait un impact sur la situation. En Russie, par exemple, les cheminots savaient que leurs grèves paralyseraient les transports de l'Empire. Les professeurs norvégiens voyaient bien que l'organisation fasciste des enseignants qu'on leur imposait ne pouvait réellement fonctionner sans leur coopération.

Certains cas débutèrent d'une façon planifiée, entre autres les conflits plus limités comme celui de Montgomery en Alabama, mais sans stratégie pour développer l'action lorsque la lutte prendrait de l'ampleur. Le degré et la qualité de planification de ces 23 cas fut pourtant fort varié. Les planificateurs n'avaient parfois envisagé qu'une action très limitée ou temporaire, alors qu'ailleurs la force des événements entraîna l'entrée imprévue de plusieurs milliers de personnes dans la lutte, comme en Chine en 1989 et en Pologne en 1980-1989. Certains conflits commencèrent par l'emploi de méthodes relativement modérées d'action pacifique, un défilé par exemple, comme celui au palais d'hiver du tsar en janvier 1905, qui fut dispersé avec une violence extrême. Ces brutalités motivèrent un grand nombre de personnes à rejoindre la lutte en employant des méthodes nonviolentes plus fortes, comme la grève et la défiance des règlements.

Très peu de cas firent l'objet d'une planification préalable quant à la manière de commencer la lutte, de la développer et de l'étendre par la multiplication des méthodes et des résistants. L'un de ces cas est celui du Congrès national indien, qui désigna Gandhi pour planifier la lutte de 1930-1931; celui-ci prépara méticuleusement la lutte et la mena en s'appuyant sur une conception stratégique d'ensemble.

Absence générale de planification stratégique

Cependant, dans presque tous ces 23 cas, il n'y eut peu ou pas d'étude préalable de la stratégie, de la planification, de la préparation ou de la formation, ni même un examen de la gamme des méthodes possibles afin de choisir celles qui seraient le mieux adaptées au conflit. Ceux qui recouraient à la lutte nonviolente n'avaient en général qu'une connaissance approximative de la nature de la technique qu'ils envisageaient d'utiliser et ignoraient son histoire et les conditions de son efficacité.

Dans aucun de ces cas les participants n'avaient effectué une évaluation stratégique (voir le chapitre 36 et l'Annexe A concernant l'étude sur l'évaluation stratégique) des forces et faiblesses de chaque camp avant d'entrer en conflit déclaré. Ce type d'analyse, si elle avait été faite, aurait certainement aidé les planificateurs de ces luttes nonviolentes. Il aurait alors été possible d'utiliser de manière bien plus efficace les points forts des résistants et de saper les points faibles de l'adversaire. Cela aurait pu favoriser la victoire des résistants nonviolents et peut-être limiter certaines suites négatives.

Ces lacunes ne signifient pas que les résistants ou les leaders du passé aient été dans l'erreur. Il n'y avait en général pas de groupe possédant des connaissances spécialisées en lutte nonviolente qui aurait pu aider à prendre des

décisions et fournir des directives en cours de lutte. Il n'existait pas de mode d'emploi pour planifier la lutte, pas d'études qu'on aurait pu consulter sur la stratégie et les tactiques ou utiliser pour organiser la résistance, mener le conflit et maintenir la discipline. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'il y ait eu de nombreuses défaites, ou des victoires seulement partielles, ou des poussées de violence qui contribuèrent à l'échec. Avec de tels handicaps, il est remarquable que la pratique de cette technique ait été aussi répandue, victorieuse et ordonnée qu'elle l'a été.

Dans certains cas, l'absence habituelle de plan stratégique défini permettant de guider l'ensemble de la lutte ne semble pas avoir posé de problèmes sérieux. Par contre, dans d'autres cas, cette absence a contribué à des hésitations et à des actions malheureuses des résistants. À cause de l'absence de stratégie, certains mouvements ont pris des décisions irréfléchies qui provoquèrent leur affaiblissement ou leur anéantissement (Chine 1989, Russie 1905, Birmanie 1988). Dans certains cas, des groupes particuliers tentèrent d'utiliser le mouvement de lutte nonviolente pour promouvoir leur propre agenda politique, parfois au service de l'adversaire, parfois pour manipuler la situation au profit d'un groupe qui formerait une nouvelle dictature.

Parfois, l'absence de stratégie signifia simplement que le courage et les sacrifices ne permettraient pas d'atteindre les objectifs de la lutte et seraient donc vains. Il est arrivé qu'un groupe de résistants atteigne ses objectifs mais que la lutte nonviolente soit ensuite oubliée ou minimisée et qu'on accepte une explication différente pour les changements qui étaient en fait le fruit d'une lutte nonviolente. Ces cas ont appauvri notre connaissance du passé, et donc notre perception des options pour l'avenir.

Dans aucun de ces cas on n'avait prévu de plans pour consolider les acquis après la victoire et pour bloquer d'éventuelles tentatives d'imposer ensuite une nouvelle forme d'oppression. On en a vu l'impact le plus marquant et le plus grave en Birmanie en 1988.

Les adversaires

Dans les 23 cas étudiés, aucun des adversaires ne peut être décrit comme une cible « molle » ou « facile » pour le groupe de résistance nonviolente. Nombreux furent les adversaires qui démontrèrent clairement qu'ils étaient prêts à brutaliser, emprisonner, et souvent à tuer ceux qui les défiaient.

Il est difficile de faire une évaluation juste du potentiel de la lutte nonviolente sans d'abord mettre de côté les assertions simplistes que cette technique réussit d'habitude même si les chances sont contre elle, ou au contraire, qu'elle n'a aucune chance contre des régimes impitoyables. Les situations de conflit sont toujours bien plus complexes que cela ; la nature des adversaires et leur situation, leurs objectifs et leurs ressources sont des facteurs importants pour déterminer la façon dont va évoluer le conflit.

La situation du groupe ou du régime adverse est primordiale. Des régimes sont plus ou moins autonomes, d'autres sont sous influence d'une puissance militaire étrangère ou en dépendent. En Pologne, dans les années 1980, le régime communiste bénéficiait de la présence de l'armée d'occupation soviétique.

Les bons analystes et planificateurs stratégiques étudieront donc avec soin les conditions de faiblesse et les conflits dans les rangs de l'adversaire. Des actions de résistance mal choisies, surtout les options violentes, risquent de renforcer l'adversaire. Les bons stratèges prévoiront plutôt des actions qui aggraveront les faiblesses de l'adversaire pour aider les résistants à atteindre leurs objectifs.

Les régimes qui bénéficient du fort soutien d'une puissance étrangère militaire et politique sont particulièrement vulnérables lorsque ce régime extérieur ne peut plus ou ne veut plus soutenir un gouvernement impopulaire. C'est sous cet angle qu'on a analysé la situation des régimes communistes de la fin des années 1980 et du début des années 1990, qui avaient longtemps eu le soutien de l'Union Soviétique, comme la Lettonie en 1991. L'analyse détaillée de ce facteur peut être instructive dans certains cas.

Réussites et échecs

Si on évalue les cas d'après le critère rigoureux de l'atteinte ou non des objectifs, on constate plusieurs vraies victoires : Allemagne 1920, Norvège 1942, Berlin 1943, Guatemala 1944, Philippines 1986, Tchécoslovaquie 1989, Lettonie 1991, Thaïlande 1992, Union soviétique 1991 et Serbie 2000. En Afrique du Sud et en Argentine, les actions du groupe de lutte ont contribué à des changements majeurs, mais elles ne furent nullement les seuls facteurs, ni même des facteurs importants, dans la chute de ces régimes. En Pologne, il y eut des alternances entre réussite et échec, puis réussite à nouveau. Le boycott des bus de Montgomery en Alabama fut un succès, mais l'intervention de la Cour suprême des États-Unis facilita beaucoup la fin de la ségrégation dans les transports publics. Dans certains cas, tels l'Empire russe, la violence porta un coup fatal à la révolution de 1905 qui était sur le point de réussir, et par conséquent le régime tsariste survécut encore 12 ans. Il y eut aussi quelques réussites partielles. En 1971-1972, par exemple, en Namibie, les grévistes n'ont pas atteint leurs objectifs, mais ils ont obtenu plus qu'on aurait pu l'espérer.

Il y eut aussi de vraies défaites, notamment en Chine en 1989 et en Russie en 1905. Certains estiment que l'Inde en 1930-1931 fut une demi-réussite, car les Britanniques furent obligés de négocier avec les Indiens. D'autres pensent que l'accord final fut une défaite, au vu des conditions défavorables que Gandhi aurait peut-être pu refuser, épaulé par une mobilisation de masse. Il faudrait analyser cette question d'après la perception de l'époque quant à la capacité de résistance présente et future des Indiens.

Par ailleurs, des luttes qui échouèrent à atteindre leurs objectifs semblent néanmoins avoir contribué au succès de campagnes ultérieures, comme la

résistance tchèque et slovaque lors de l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie en 1968 en lien avec l'effondrement du régime communiste en 1989. Ce phénomène mérite d'être étudié avec soin.

Pertes humaines

En 1955-1956, à Montgomery, les maisons de trois leaders furent détruites, mais personne ne perdit la vie. Lors des grèves et des boycotts du raisin en Californie, la répression fut sévère mais ne tua personne. Dans d'autres cas, par contre, quelques résistants trouvèrent la mort à cause de la répression visant les activités de lutte nonviolente ou d'autres incidents lors des troubles. En Birmanie, plus de 1 000 personnes furent tuées en 1988, peut-être bien plus. En Chine, il y eut des milliers de victimes en 1989.

Parfois le nombre de blessés et de morts, bien qu'important, fut remarquablement faible compte tenu des enjeux et du type de régime politique. Par rapport aux cas de lutte violente pour des enjeux similaires contre des adversaires comparables, le nombre de victimes semble vraiment réduit. Parfois aussi, des milliers de personnes furent abattues dans les rues. Dans certains cas, comme en Chine en 1989, le mouvement s'est désintégré peu après un massacre de ce genre. En d'autres occasions, la résistance a réagi en s'amplifiant rapidement jusqu'à devenir un mouvement révolutionnaire de masse menaçant de faire tomber le régime, comme en Russie en 1905.

Parfois encore, la répression fut si extrême qu'elle semble avoir eu pour but de provoquer des réactions violentes de la part des résistants ou en leur nom. La violence des résistants aurait alors permis au régime de justifier une répression violente de la résistance en retour. Dans certains cas, dont les grèves de travailleurs, des agents provocateurs au service de l'adversaire ont incité à la violence. Ce ne fut pas très courant, selon les sources dont nous disposons, mais c'est confirmé pour le Guatemala en 1944.

Impact sur les troupes de l'adversaire

Dans la plupart de ces cas, les résistants nonviolents durent affronter des policiers ou des soldats capables d'une très grande violence. Dans certains cas, les troupes ayant reçu l'ordre de réprimer des résistants nonviolents l'ont exécuté sans états d'âme.

Dans d'autres cas, la police et l'armée furent délibérément inefficaces, et leurs actions allèrent parfois jusqu'à favoriser les résistants. Lors du soulèvement de 1930-1931 en Inde, à Dharamsana, les soldats indiens sous commandement britannique rossaient allègrement les pillards nonviolents mais se calmaient lorsque leurs officiers ne regardaient pas. Fin 1905, les soldats de l'armée impériale russe étaient au bord de la mutinerie lorsque la violence du soulèvement de Moscou les motiva à obéir à nouveau. En 1968, les policiers tchécoslovaques ont livré en voiture de police des journaux de la résistance dans des quartiers de Prague. En Chine, en 1989, près de 1000 soldats refusèrent

de tirer sur les étudiants de la place Tienanmen ; mais la plupart des soldats suivirent les ordres, malgré les efforts des manifestants et de la population pour entrer en contact avec eux à Pékin. Aux Philippines, en 1986, les unités militaires qui avaient reçu l'ordre d'attaquer les soldats rebelles changèrent de camp et se joignirent aux résistants. Lors du coup d'État conservateur de 1991 en Union soviétique, quelques unités du KGB et de l'armée soviétique refusèrent d'attaquer les résistants nonviolents. En Serbie, en 2000, le groupe Otpor (résistance) avait établi des contacts importants avec des policiers, des soldats et des officiers avant les élections d'octobre, prévoyant que ces agents de la répression ne seraient pas disposés à aider le gouvernement lorsque viendrait le temps de la lutte nonviolente décisive pour renverser le régime de Milošević. Les policiers et soldats approchés ainsi furent nombreux à fournir par la suite des informations et à apporter leur soutien à la résistance.

Tirer les leçons de ces cas

Il y a beaucoup à apprendre de ces expériences. Elles montrent tout d'abord que la résistance est possible dans une vaste gamme de situations et de conflits, même très difficiles et répressifs. Ces luttes nous éclairent aussi sur une bonne partie des possibilités d'utilisation de cette technique générale d'action pour des conflits graves, et pour identifier les problèmes à résoudre.

Certaines des actions spécifiques de ces conflits donneront des idées d'actions futures, d'autres événements serviront de mise en garde pour éviter certaines actions. Nous avons décrit ces cas pour montrer entre autres la réalité de la lutte nonviolente dans un monde livré à la violence et à l'oppression, et que des gens ont lutté par leurs propres moyens pour donner forme à leur avenir. Il ne faut cependant pas prendre ces cas pour des modèles à imiter point par point. Aucun d'eux n'est parfait.

Ces chapitres, comme d'autres comptes rendus et études de cas du siècle dernier et plus anciens, aideront les chercheurs à voir l'intérêt de mener des études de fond pour combler les lacunes actuelles dans nos connaissances sur les luttes des décennies et des siècles passés.

Par ailleurs, une étude comparative de ces cas donnera un bon aperçu du fonctionnement de la lutte nonviolente. Sans être définitifs, ces aperçus peuvent donner corps à des interprétations importantes sur le fonctionnement de la lutte nonviolente, tout en réfutant quelques assertions sur ses conditions (comme d'affirmer par exemple qu'il lui faut un leader charismatique ou une base religieuse) et sur ses limites (qu'elle ne peut réussir face à une répression sévère), qui semblent très discutables au vu de ces expériences.

Le développement de la technique de lutte nonviolente aura beaucoup à gagner d'une meilleure compréhension des applications de cette technique au xx^e siècle. Nous devons essayer de comprendre comment ces applications antérieures furent menées et quelles furent leurs points faibles et forts. Quelles leçons peut-on en tirer pour les luttes à venir ?

Le fait que la population apprenne à employer efficacement cette technique alternative constitue l'un des facteurs importants qui va influencer sur le développement et l'application future de la lutte nonviolente. Cela sera d'autant plus possible si les gens comprennent mieux comment cette technique opère réellement lors de conflits déclarés.

Vers une efficacité croissante ?

Une nouvelle possibilité se fait jour, si nous comprenons mieux ce type de conflit. En apprenant quels facteurs l'ont aidé à être efficace, lorsqu'il le fut, nous pouvons voir s'il est possible d'augmenter l'efficacité des luttes nonviolentes du futur, et de quelle manière.

Nous essayons à présent de mieux comprendre la nature de cette technique, ses exigences, ses principes stratégiques et son potentiel de développement. Comment peut-on éviter ses points faibles ou les compenser ? Comment peut-on augmenter ses forces et capacités ? Comment affiner l'action nonviolente, la rendre plus efficace et l'appliquer à la place de la violence pour résoudre des problèmes complexes ? Comment utiliser cette technique dans les types de conflits où l'on suppose souvent que seule la violence serait indiquée ?

Le développement de la lutte nonviolente sera grandement facilité par une meilleure compréhension des applications de cette technique au xx^e siècle. Il semble que dans les très rares cas où il y eut une planification stratégique, comme en Inde et en Serbie, cette planification a augmenté l'efficacité de la lutte. On peut donc en conclure qu'une meilleure planification stratégique donnera de meilleures chances de réussite à l'avenir.

Grâce aux progrès effectués ces dernières décennies dans la pratique de la lutte nonviolente, dans les travaux des chercheurs et dans le développement stratégique permanent de cette technique, nous pouvons à présent porter l'efficacité de la lutte nonviolente au-delà de la pratique du passé.

Cette puissance accrue viendra non seulement d'une action courageuse et disciplinée, mais aussi d'une planification attentive fondée sur une réelle compréhension de la dynamique et des exigences de la lutte nonviolente et, surtout, sur la qualité rare d'une habile planification stratégique.

Toutefois, avant d'explorer plus avant la stratégie, il faut tout d'abord comprendre la dynamique de l'action nonviolente : comment elle fonctionne. C'est le sujet de la prochaine partie de ce livre.

TROISIÈME PARTIE

LA DYNAMIQUE DE LA LUTTE
NONVIOLENTE

Cette troisième partie propose un résumé relativement bref du fonctionnement ou, si l'on préfère, de la dynamique de la lutte nonviolente appliquée dans les conflits¹. Quiconque souhaite comprendre ou utiliser la lutte nonviolente doit en comprendre la dynamique. L'application de cette technique produit un processus fluide, changeant et interactif, jamais statique. Le fonctionnement de la technique est aussi très complexe.

Les personnes ou les groupes qui s'intéressent sérieusement au fonctionnement de cette technique pourront consulter avec profit l'étude plus détaillée de Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, troisième partie, *The Dynamics of Nonviolent Action*². Cet ouvrage et le résumé qui en est présenté ici concernent des cas et analyses du xx^e siècle. Ils traitent peu de l'importance et de l'application de la stratégie. Les chapitres de la quatrième partie du présent ouvrage sont consacrés exclusivement à l'effet que la planification stratégique peut avoir pour améliorer l'efficacité future de cette technique, telle qu'elle sera développée et pratiquée au XXI^e siècle. Mais nous devons, avant de parler de stratégie, examiner plus en profondeur la dynamique de cette technique. Comment fonctionne-t-elle lors des conflits ?

-
1. Les chapitres de cette troisième partie empruntent beaucoup au condensé extrême de *The Politics of Nonviolent Action* préparé par Jaime Gonzales Bernal et publié en espagnol au Mexique sous le titre *La lucha política nonviolenta, criterios y técnicas* (édition hors commerce, 1987, Santiago [Chili], Ediciones ChileAmérica CESOC, 1988; édition révisée et augmentée avec une nouvelle traduction, Miami, Hermanos al Rescate, 1988). Cette troisième partie est cependant un texte nouvellement révisé.
 2. Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, troisième partie, *The Dynamics of Nonviolent Action*, Boston, Porter Sargent, 1973.

Poser les fondements de l'action nonviolente

Affronter le pouvoir de l'adversaire

Les résistants nonviolents opposent leur pouvoir à celui de leurs adversaires. La technique de l'action nonviolente contrôle et manie le pouvoir en utilisant des méthodes psychologiques, sociales, économiques et politiques.

L'adversaire est souvent un gouvernement ou un groupe soutenu par les tribunaux, la police, les prisons et les forces armées de l'État. Les groupes utilisant la lutte nonviolente refusent sagement d'affronter leurs adversaires avec des armes violentes, domaine où ces derniers ont un avantage écrasant. Au lieu de cela, en termes stratégiques, le groupe de lutte nonviolente s'oppose au pouvoir violent de l'adversaire de manière *indirecte*, par des moyens qui donnent l'avantage aux résistants. Il s'ensuit un conflit asymétrique, les deux camps combattant avec des moyens différents.

La lutte nonviolente opère en affaiblissant l'adversaire, en le coupant des institutions et des groupes qui lui fournissent son pouvoir, ce qui le prive de l'utilisation effective de ses forces, et parfois en atténuant sa volonté d'utiliser les capacités dont il dispose. La diminution ou la suppression des sources du pouvoir de l'adversaire vise à réduire ou détruire sa capacité à poursuivre la lutte.

Origines sociétales des changements de pouvoir

Le pouvoir du groupe de lutte nonviolente et de son adversaire est variable. Les fluctuations du pouvoir des groupes en lice dans ces situations conflictuelles sont en général plus extrêmes, se produisent plus rapidement et peuvent avoir des conséquences plus diverses que les variations de pouvoir lors d'un conflit où les deux camps recourent à la violence. Le groupe de lutte nonviolente peut aussi contribuer par ses actions et son comportement à augmenter ou diminuer le pouvoir relatif du *groupe de l'adversaire*.

La première source de fluctuation du pouvoir dans chaque camp est que la force des dirigeants de la résistance comme de ses adversaires dépend du

niveau et de la qualité du soutien et de la participation qu'ils reçoivent de leur groupe ou des instances et agences de répression qu'ils contrôlent. Les bureaucrates et agents de répression de l'adversaire seront plus enclins à limiter leur efficacité et leur coopération avec leurs supérieurs si les résistants utilisent des moyens nonviolents plutôt que l'action violente.

La deuxième source de fluctuation du pouvoir des deux groupes est le niveau de sympathie et de soutien que le public accorde aux résistants nonviolents ou à l'adversaire, ainsi qu'à leurs méthodes et actions respectives. Les résistants bénéficieront sans doute d'un meilleur soutien si le mouvement est nonviolent plutôt que s'il est violent.

La troisième source de fluctuation du pouvoir des deux camps réside dans l'opinion et le soutien pratique des communautés nationales et internationales. L'opinion publique et le soutien extérieur peuvent contribuer à renforcer ou affaiblir chaque groupe, bien qu'on ne puisse bien évidemment pas compter sur eux comme force majeure pour obtenir un changement.

Risques et variations de l'action nonviolente

Comme tout type de conflit, la lutte nonviolente comporte des risques. La défaite en est un. L'utilisation de cette technique n'est pas une garantie de succès. Il y a d'autres risques, comme l'insécurité et les dangers encourus par les résistants. La répression est une réaction probable lorsque la résistance menace sérieusement l'ordre établi. Au cours des luttes nonviolentes, les résistants peuvent être blessés, subir des pertes économiques, être emprisonnés, voire tués. L'histoire montre pourtant que ces risques sont bien moindres dans les luttes nonviolentes que dans les luttes où les deux camps utilisent la violence. Dans les situations explosives, on risque aussi une éruption de violence de la part de gens exaspérés, ce qui peut nuire gravement au mouvement de lutte nonviolente. Des dictatures extrêmes agissent parfois avec une sévérité délibérée contre des innocents pour forcer par la peur les autres à obéir. Les Chinois disent : « Tuer le poulet pour faire peur au singe ». Pourtant, ne rien faire dans une situation d'oppression équivaut à inviter à l'adversaire à poursuivre ses violences et le groupe dominé à y recourir à son tour.

Nous l'avons vu dans les cas qui précèdent, il y a une très grande diversité parmi les mouvements de lutte nonviolente. Chaque cas est différent. Cependant, pour faciliter l'analyse des dynamiques de l'action nonviolente dans ce chapitre et les suivants, nous partirons de ces suppositions :

- Les méthodes des trois types sont employées : protestation et persuasion, non-coopération et intervention, mais plus particulièrement la non-coopération.
- Un grand nombre de personnes participent, respectant pour la plupart une discipline nonviolente tout au long de la lutte.
- Le groupe de l'adversaire est le régime en place, ou il est soutenu par l'État.
- Il existe quelques libertés civiles, bien qu'elles puissent être radicalement réduites lors du conflit.

Le leadership de la lutte nonviolente

Nous supposons également ici qu'il existe un groupe de résistants dirigeant l'action. Ce n'est pas toujours le cas. Même lorsqu'un tel groupe dirigeant existe, la nonviolence ne lui est pas toujours familière. Les chefs doivent devenir des experts en lutte nonviolente. Les connaissances en la matière doivent être diffusées le plus largement possible. Lorsque la population connaît et comprend mieux les techniques nonviolentes, il devient difficile à l'adversaire de « décapiter » le mouvement en emprisonnant ou en abattant ses dirigeants. Les leaders servent de porte-parole, proposent, organisent et mettent en place des solutions aux problèmes. La direction peut être confiée à un groupe, à un comité, à une personne ou à une combinaison des trois. Dans certains cas, il a été difficile d'identifier les chefs de ce type de mouvement.

Se débarrasser de la peur

L'une des conditions de la lutte nonviolente est de supprimer ou de maîtriser la peur d'agir en toute indépendance et la crainte de la souffrance. Ceci pour plusieurs raisons :

- Lâcheté et lutte nonviolente ne font pas bon ménage. Le lâche cherche à éviter le conflit et fuit le danger, tandis que le résistant nonviolent fait face au conflit et affronte les dangers qu'il implique.
- La peur vient lorsqu'on s'estime trop faible. Les résistants nonviolents doivent avoir confiance dans leur cause, leurs principes et leurs moyens d'action.
- Supprimer la peur ou la maîtriser dépend de la confiance que nous avons dans notre capacité à agir efficacement pour produire des changements. On peut se débarrasser de la peur en plusieurs étapes. Participer à la lutte en est une.
- L'action de résistance proposée doit être proportionnelle à la bravoure des résistants, et pas plus dangereuse que ce qu'ils pourront supporter. Des militants apeurés ne peuvent entreprendre que des actions faibles.
- Pour mettre fin plus rapidement aux brutalités, il est utile de montrer que la répression violente de l'adversaire ne lui permet pas d'atteindre son objectif de stopper la résistance.
- En bref, dans cette technique de lutte, la bravoure n'est pas seulement une valeur morale, c'est une condition pratique.

Préparation de la lutte nonviolente

Toute campagne doit avant tout être planifiée et préparée avec soin. On envisagera si possible les types de préparatifs qui suivent afin d'optimiser les chances de réussite.

Investigations

Les investigations préalables concerneront plusieurs éléments. Premièrement, il faut déterminer les causes du conflit, dresser la liste des griefs, formuler les changements souhaités, donner un maximum de publicité aux causes, aux faits

et aux objectifs, et engendrer une « conscience de cause » – prise de conscience des injustices et justification du conflit à venir.

Deuxièmement, il faut enquêter sur l'adversaire, ses objectifs, ses croyances, son contexte, ses forces, ses faiblesses, les institutions qui le soutiennent, ses sources de pouvoir, ses processus de prise de décision, ses alliés et ses points faibles. Nous étudierons d'autres éléments au chapitre 36.

Planifier la stratégie d'une lutte éventuelle

En cas de négociation (éventualité envisagée ci-après), il faudra préparer avec le plus grand soin une stratégie pour un conflit éventuel avant d'entamer la négociation. Sans planification stratégique judicieuse, et sans autres types de préparatifs, il serait prématuré d'entrer sérieusement en négociation avec l'adversaire, qui ne prendra les résistants au sérieux que s'ils ont la capacité d'appuyer leurs demandes et exigences.

Les principes de la lutte nonviolente sont pour l'essentiel très simples. Mais le véritable mécanisme de cette technique est bien plus complexe que le simple fonctionnement des méthodes employées; le meilleur résultat ne viendra ni de la chance ni de la seule ténacité. Nombreux sont les conflits où la mise en application de la lutte nonviolente sera plus complexe qu'une guerre militaire conventionnelle. Si les résistants nonviolents et leurs chefs saisissent cette complexité, ils auront l'occasion d'améliorer l'efficacité de leur lutte au-delà de ce qu'elle serait s'ils ne comprenaient que les caractéristiques de base de cette technique.

En général, les chances d'atteindre l'objectif qu'on s'est fixé dépendent de l'utilisation optimale des ressources et de la puissance dont on dispose. Pour la lutte nonviolente, il faut donc un plan stratégique pour passer du présent – où l'objectif n'est pas atteint – à l'avenir – où il le sera.

Nous verrons l'importance de la planification stratégique au chapitre 35, puis nous débattons des éléments de planification stratégique aux chapitres 36 et 37. En comprenant mieux la dynamique de l'action nonviolente, en examinant de plus près la situation conflictuelle, on sera plus à même d'élaborer une stratégie adaptée à un conflit particulier. L'identification des étapes permettant de préparer des stratégies judicieuses est un phénomène nouveau, que nous verrons en détail dans la quatrième partie.

Mise au point de l'attaque

Le succès d'une campagne dépend de l'angle d'attaque. Il n'est pas bon de tenter d'atteindre plusieurs objectifs majeurs en même temps. Les dirigeants nonviolents tâcheront de concentrer l'action sur les points les plus faibles de la cause de l'adversaire, de sa politique ou de son système. Les enjeux doivent être clairs, faciles à comprendre et reconnus comme justifiés. Lors d'un conflit majeur, il sera utile pour la lutte de formuler des phases concrètes de résistance. La réussite peut dépendre d'une stratégie à long terme par étapes, permettant

d'obtenir une série d'avancées mineures qui pourront déboucher sur une victoire majeure.

Les résistants augmenteront leur capacité à atteindre des objectifs plus importants s'ils concentrent leurs forces sur un aspect précis clairement justifié du problème d'ensemble. Il faut chercher à contrôler le maillon qui garantit qu'on prendra l'ensemble de la chaîne. Si la répression qui touche les résistants nonviolents qui se concentrent sur ce point d'attaque peut de fait renforcer leur cause.

Créer une « conscience de cause »

Il est important de faire connaître dès le début les faits, problèmes et arguments du groupe de lutte nonviolente, au moyen de brochures, de tracts, de livres, d'articles, de journaux, par la radio, la télévision, des débats publics, des chansons, des slogans, des cassettes audio et vidéo, et par d'autres moyens quand c'est possible. Ce travail doit être de bonne qualité. Il ne s'agit pas d'inciter à la haine ou à l'intolérance, ni de s'aliéner le soutien d'alliés potentiels.

Cet éveil d'une « conscience de cause » peut se faire en plusieurs phases, avec des activités visant à

- faire comprendre les enjeux du conflit;
- informer la population sur l'action envisagée, les conditions de son succès et l'importance de commettre ou non certains actes;
- justifier le recours à l'action directe;
- prévenir que la lutte ne se fera pas sans difficultés ni souffrances;
- assurer qu'il vaut la peine d'encourir la répression éventuelle parce que la lutte nonviolente a plus de chances d'aboutir à un résultat favorable que tout autre type d'action;
- convaincre qu'à long terme une cause juste associée à l'emploi de cette technique garantiront la victoire.

Quantité et qualité dans l'action nonviolente

Il faut examiner en permanence le rapport entre le nombre de personnes participant au conflit et la qualité de leur participation. Le meilleur équilibre entre le nombre et la qualité varie avec la situation. Le nombre de participants est bien sûr important pour déterminer l'impact de l'action, lorsqu'on emploie une technique d'action dont l'efficacité dépend surtout du refus de consentir, de coopérer et d'obéir.

En général, la qualité est cependant plus importante que la quantité. Faire une entorse aux principes pour avoir un plus grand nombre de participants risque d'être contre-productif et d'affaiblir le mouvement. Pour allier qualité et quantité, un mouvement fort doit maintenir un haut niveau de comportement nonviolent. La vraie force de la résistance dépend de facteurs tels que l'audace, la discipline et la ténacité malgré la répression, et aussi du choix intelligent de stratégie, de tactiques et de méthodes d'action.

Organiser le mouvement

La lutte nonviolente peut être menée par une ou plusieurs organisations existantes. Il faudra parfois créer une nouvelle organisation, qui devra être efficace, honnête, capable d'opérer avec une discipline volontaire et avoir une communication interne efficace. Elle doit aussi avoir prévu à l'avance les moyens de communiquer avec sa base, au cas où l'adversaire viendrait à couper ou bloquer les lignes de communication.

Le travail d'organisation doit porter sur :

- *Le public*: rendre publics les faits et revendications; éveiller la sympathie; diffuser des informations concrètes sur la nature et les besoins de la lutte nonviolente.
- *Les volontaires*: recruter, former et incorporer des participants dans le mouvement; promouvoir l'engagement.
- *Les chefs*: prévoir des remplaçants pour les chefs du mouvement qui seraient arrêtés; mettre en place les procédures pour choisir de nouveaux chefs; leur fournir des renseignements.
- *Le mouvement en général*: maintenir le moral et la discipline; préparer les participants à agir sans chefs en cas de répression sévère; maintenir les lignes de communication.

Franchise et clandestinité dans la lutte nonviolente

Le secret, le mensonge et la conspiration posent de vrais problèmes à un mouvement qui utilise la lutte nonviolente. Sous une dictature politique, la clandestinité sera parfois nécessaire. Elle peut poser un risque sérieux dans d'autres cas.

On soutient souvent que les luttes nonviolentes doivent choisir la clandestinité pour surprendre l'adversaire avant qu'il ait pu se préparer à contrer les actions de la résistance. Cet argument est sujet à caution. D'une part, les organisations de résistance ont de tout temps été infiltrées avec succès par des espions et informateurs. D'autre part, la technologie actuelle des communications rend très difficile le maintien du secret. De plus, un adversaire qui sait à l'avance qu'une manifestation se prépare, par exemple, aura plus de temps pour étudier la manière d'y répondre. Cela réduira le risque de brutalités et de meurtres commis par la police et l'armée si elles n'ont pas reçu d'instructions précises sur leur ligne d'action. Enfin, et c'est le plus important, ce n'est pas la surprise mais l'utilisation par un mouvement de la lutte nonviolente qui contribue aux difficultés qu'aura l'adversaire à gérer ce type de résistance, par rapport à une résistance violente.

L'efficacité de la lutte nonviolente dépend de la nature même de cette technique, du choix des stratégies de résistance, de l'habileté des résistants, de leur courage et de leur discipline.

Un autre risque que comporte la clandestinité est la raison de son utilisation. On entre souvent en clandestinité par peur – ce qui contribue à la peur,

que l'on doit justement oublier ou maîtriser pour que la lutte nonviolente puisse opérer efficacement.

La discussion qui suit postule que la lutte a lieu dans un système politique qui respecte la plupart des libertés civiles. Si ce n'est pas le cas, il faudra déterminer avec précision quelles connaissances et activités doivent rester secrètes ou peuvent être révélées.

La lutte nonviolente s'appuie sur la bravoure et sur la discipline. La franchise – dire la vérité à l'adversaire et au public au sujet de ses intentions et de ses plans – peut être corollaire des impératifs de l'audace et de la discipline nonviolente.

La franchise permet de se libérer de la crainte d'être arrêté, de voir les secrets divulgués et la résistance se désintégrer, ou d'être soi-même emprisonné. Un mouvement de masse doit être visible. Un mouvement de résistance qui reste clandestin ne peut impliquer un grand nombre de participants, car le secret exige que les plans ne soient connus que de quelques personnes de confiance. De plus, la discipline nonviolente sera plus réelle au grand jour qu'en secret. La clandestinité restreint la taille du mouvement, lequel risque de recourir à la violence pour réduire au silence ceux qu'il suspecte de révéler des secrets à l'adversaire.

La clandestinité contribue aussi à la paranoïa au sein du mouvement, une paranoïa qui aura tendance à s'accroître avec le temps. Elle a souvent des conséquences désastreuses lorsque des différends éclatent sous prétexte que quelqu'un aurait dévoilé des secrets. Une faction risque d'en accuser une autre d'être à la solde de l'adversaire. Un mouvement paranoïaque ne peut opérer efficacement comme mouvement de résistance.

Dans une lutte pour gagner la liberté, il est nécessaire de se comporter en hommes libres. Jawaharlal Nehru (futur premier ministre de l'Inde, qui prônait auparavant la rébellion violente) décrit la libération psychologique ressentie lorsqu'on agit ouvertement et sans secrets, d'après son expérience des luttes indiennes pour l'indépendance :

Par-dessus tout, nous avions un sentiment de liberté et nous étions fiers de cette liberté. Le vieux sentiment d'oppression et de frustration avait complètement disparu. C'en était fini des chuchotements, de la phraséologie légale détournée pour éviter d'être inquiétés par les autorités. Nous disions ce que nous pensions et le criions du haut des toits. Qui se souciait des conséquences ? La prison ? Nous l'espérions ; elle renforcerait encore notre cause. Les innombrables espions et agents secrets qui gravitaient autour de nous et nous suivaient partout devinrent des individus plutôt pitoyables, car ils n'avaient pas de secrets à découvrir. Toutes nos cartes étaient en permanence sur la table¹.

1. Jawaharlal Nehru, *Autobiographie*, Londres, The Bodley Head, 1953, p. 69.

Effets de la transparence sur l'adversaire

Agir au grand jour aidera (mais pas à coup sûr) l'adversaire à comprendre les motivations, les objectifs, les intentions et les plans du groupe de lutte nonviolente. On pourra multiplier les contacts directs avec l'adversaire afin d'éviter ou de dissiper les malentendus qui affecteraient gravement le déroulement du conflit. Dans certaines situations, en informant à l'avance les officiels du camp adverse d'une manifestation, par exemple, non seulement on peut diminuer les risques de brutalités policières ou militaires, mais ce geste pourra en plus être interprété comme *fair-play* et chevaleresque.

Révéler des informations normalement tenues secrètes peut être interprété de deux façons par l'adversaire: il peut penser qu'on lui cache quelque-chose de plus important, ou son respect peut augmenter devant la sincérité du groupe. L'adversaire peut estimer qu'en révélant leurs plans, les résistants montrent leur faiblesse et leur incompétence, ou au contraire que c'est le signe d'un mouvement exceptionnellement puissant, capable de triompher sans entrer en clandestinité.

Négociation

Si les conditions politiques le permettent, le groupe de lutte nonviolente ne doit négliger aucun effort, ostensiblement, pour négocier un accord avant de passer à l'action directe. Cette démarche rehausse la position morale du groupe. Les négociations peuvent aussi placer l'adversaire en mauvaise posture aux yeux de nombreuses personnes et groupes, tout en apportant sympathie et soutien au groupe de lutte nonviolent.

Les résistants devront préparer les négociations pour voir quels sont les objectifs majeurs sur lesquels ils doivent rester fermes et quels sont les points sur lesquels les négociateurs pourront être flexibles ou faire des concessions. Une fois les revendications énoncées, il vaut mieux en général ne pas les changer.

Les mots et les appels à la morale ont d'habitude bien moins d'influence sur les résultats des négociations que la force des résistants nonviolents. L'adversaire doit réfléchir à ce que les résistants peuvent faire, hormis une lutte ouverte, s'ils n'obtiennent pas une solution satisfaisante au conflit. Les résistants potentiels doivent être relativement forts et bien organisés s'ils veulent être efficaces lors de négociations comme en cas de lutte ouverte; plus ils seront organisés, plus ils seront forts, et meilleurs seront les résultats. L'objectif n'est toutefois pas de faire de la surenchère ou du bluff politique.

Il est peu probable que le conflit trouve sa résolution à ce stade. Il est important et réaliste de se préparer à la lutte nonviolente pendant les négociations. Les négociations ne sont pas un substitut à la lutte ouverte. Dans cette situation, la détermination et la capacité de lutter sont une condition préalable à des négociations efficaces. Selon Gandhi, l'armée nonviolente doit être si bien

préparée que la guerre nonviolente ne sera pas nécessaire. On ne doit pas exiger de l'adversaire de simples promesses, il doit aussi donner des garanties préalables que ces promesses seront tenues.

On ne doit cependant pas s'attendre à des miracles. On ne résoudra pas des problèmes graves uniquement par la négociation et le dialogue. Il faudra souvent des changements fondamentaux dans les rapports de forces pour satisfaire des revendications importantes. Une capacité de lutte nonviolente efficace donnera du poids aux paroles lors des négociations. Si ces arguments renforcés ne suffisent pas à pousser l'adversaire à accepter les changements demandés, la lutte réelle devient inéluctable.

La stratégie de base étant déterminée, si les négociations avec l'adversaire semblent ne pas pouvoir aboutir, il faudra achever les préparatifs organisationnels pour le conflit imminent.

Parfois, un ultimatum

Dans certaines luttes nonviolentes, mais pas toutes, l'étape suivante pourra être de lancer un ultimatum à l'adversaire. L'ultimatum stipule les revendications minimales et annonce l'intention de résister. Le groupe de lutte nonviolente propose d'annuler le projet de résistance si l'adversaire donne satisfaction aux revendications (du moins sur l'essentiel) dans un délai imparti. Si parvenir à un changement négocié se révèle impossible, la lutte nonviolente sera lancée. Le groupe de lutte nonviolente doit être capable d'exécuter l'action annoncée.

L'ultimatum sert à influencer l'adversaire, à informer le public, à stimuler le moral du groupe de revendication et à augmenter la volonté d'agir de ses membres. Les ultimatums étaient courants dans les luttes dirigées ou inspirées par Mohandas Gandhi, et les grèves du travail l'utilisent fréquemment.

L'ultimatum sert aussi à montrer que le groupe de lutte nonviolente fait un dernier effort pour parvenir à une solution pacifique. Ceci peut conférer à la lutte une aura défensive, alors même que le groupe s'apprête à lancer une grande offensive nonviolente.

Dans la plupart des cas, il n'y aura cependant pas d'ultimatum. Les résistants nonviolents ne doivent pas s'attendre à ce qu'un ultimatum ou une déclaration entraîne la capitulation de l'adversaire. Celui-ci risque de recevoir ce type de message comme un défi injustifié à son autorité, une attitude foncièrement inacceptable de la part de subordonnés. Il peut donc se fâcher, rompre les négociations en cours ou déclarer que le message aurait dû être adressé directement à un obscur officiel. Il peut aussi simplement accuser réception de l'ultimatum, ou l'ignorer totalement.

Dans ce cas, il est temps de passer à l'action.

CHAPITRE 30

Le défi appelle la répression

L'orage éclate

L'heure de l'action est aussi le moment d'avoir confiance en soi et de poursuivre le renforcement interne. Les résistants doivent s'organiser, agir et mobiliser des tiers. L'action nonviolente tend à mobiliser la puissance des gens concernés par les revendications et leur donne la capacité d'exercer un contrôle sur leur vie et la société. Elle les aide à gagner en assurance et augmente leur force. La devise des résistants pourrait être : « Comptez sur vous-mêmes ». Pour être efficace, la lutte nonviolente doit mettre fin à la soumission et à la passivité.

Pour optimiser l'efficacité de la lutte nonviolente qu'on prépare, il faut adopter une stratégie solide, adaptée au conflit concerné. La stratégie choisie pour la lutte, les méthodes sélectionnées pour le conflit varient beaucoup d'un conflit à l'autre. Nous verrons dans la quatrième partie le processus de planification de la stratégie.

Lorsqu'on lance la lutte nonviolente, des conflits de fond – souvent latents – émergent entre l'adversaire et le groupe de revendication. Il s'ensuit une période de « discordes et de tensions créatives¹ » qui permet d'aborder les questions liées à ces conflits sous-jacents et de procéder aux changements nécessaires à leur résolution.

Les tenants de la lutte nonviolente approuvent Frederick Douglass, l'adversaire afro-américain de l'esclavage, qui écrit avec éloquence au XIX^e siècle :

Ceux qui prétendent favoriser la liberté tout en désapprouvant l'agitation sont des hommes qui veulent des récoltes sans avoir labouré le sol. Ils veulent la pluie sans le tonnerre et la foudre. Ils veulent l'océan sans le grondement terrible de ses vagues immenses. La lutte peut être morale ; ou elle peut être physique ; elle peut aussi être morale et physique. Mais ce sera une lutte. Le pouvoir ne cède rien sans pressions. Il ne l'a jamais fait et ne le fera jamais².

1. « *Creative conflict and tension* », selon les termes de James Farmer, militant afro-américain pour les droits civiques.
2. Cité par James Farmer, dans *Freedom – When?*, New York, Random House, 1965, p. 7.

La lutte amènera des changements au sein du groupe de revendication – la population dont les griefs sont l'enjeu du conflit. Certains changements seront d'ordre psychologique – un éclatement de la conformité, du désespoir, de l'inertie, de l'impuissance et de la passivité, davantage de dignité, de confiance en soi et en son pouvoir. D'autres changements interviennent dans un registre plus directement social et politique: apprendre comment agir ensemble pour atteindre des objectifs.

Le refus du consentement, de la coopération et de la soumission pose un défi au système parce que ces actions peuvent affaiblir les sources du pouvoir de l'adversaire. À quel point ce refus y parviendra dépend de la qualité de l'action, du nombre de résistants et de leur persistance face à la répression. L'environnement social et politique a aussi son importance, par exemple le niveau de non-conformisme que le système peut tolérer, les attitudes envers le régime et les perspectives d'expansion de la résistance.

L'issue finale du défi sera déterminée par l'équilibre entre le sérieux du défi et le niveau de soutien apporté à chaque camp par l'environnement social et politique. Les efforts de l'adversaire ont bien sûr aussi leur importance, mais ils ne seront pas décisifs par eux-mêmes. Prenons la répression, par exemple: pour être efficace, la répression doit produire la soumission. Or elle n'y parvient que si les résistants potentiels se laissent impressionner et choisissent de se soumettre. Il arrive même que la répression augmente la résistance, comme nous le verrons au chapitre suivant.

Polarisation initiale suivie d'un déplacement du pouvoir

L'entrée en lutte nonviolente va presque toujours accentuer le conflit. Les groupes en conflit vont mieux se définir, les gens qui étaient neutres vont choisir leur camp. Les personnes et groupes qui soutenaient l'adversaire tendront à se rapprocher de lui et à renforcer leur soutien. Dans l'autre camp, ceux qui soutenaient le groupe nonviolent auront tendance à s'en rapprocher. L'instabilité et l'incertitude quant à la force des adversaires semblent être une constante au début de toute forme de conflit déclaré.

La période initiale de polarisation aura une durée variable. Au cours de cette période, les résistants nonviolents doivent se comporter avec la plus grande prudence, car leur comportement influencera le niveau de soutien qu'eux-mêmes et leur adversaire obtiendront. Au début, le groupe de revendication sera en moins bonne posture qu'avant s'il doit affronter la répression qui s'ajoute au problème d'origine.

Si on la gère correctement, cette situation ne sera que temporaire. Les campagnes nonviolentes réussies renforcent la solidarité entre les résistants nonviolents, augmentent le soutien aux revendications, tout en affaiblissant, voire en désintégrant le soutien apporté à l'adversaire. Les résistants nonviolents chercheront constamment à augmenter leurs forces (numérique et autres),

non seulement chez leurs partisans habituels et les tiers, mais aussi dans les rangs mêmes de l'adversaire.

Pendant la campagne, les forces respectives des deux groupes en conflit seront donc soumises à des changements constants, tant relatifs qu'absolus. Ces changements peuvent être profonds et soudains.

Cette situation très dynamique et évolutive implique que les actes spécifiques d'une lutte nonviolente pourront avoir de grandes répercussions sur le pouvoir de chaque camp. Il faut donc choisir et évaluer à l'avance toute action même limitée de résistance, selon l'influence plus large qu'elle pourra avoir sur l'ensemble du conflit. Le comportement des résistants nonviolents peut influencer leur force mais aussi affecter celle de leurs adversaires. Le comportement du groupe nonviolent aura également une influence sur le soutien apporté par les tiers à chaque camp au cours du conflit.

On se méfiera des « succès » à court terme qui risquent d'affaiblir la résistance générale et de renforcer l'adversaire. Par contre, l'amélioration de la force relative des résistants après la polarisation initiale aura une grande importance pour déterminer le déroulement ultérieur de la lutte et son résultat final.

Le problème initial de l'adversaire

L'action nonviolente pose un problème initial à l'adversaire du fait qu'elle perturbe le statu quo par des moyens qui l'obligent à réagir à ce défi. Le type de perturbation nonviolente sera variable, de même que son étendue et sa gravité. La tolérance et les réactions de l'adversaire (au niveau psychologique et en termes de contre-mesures) peuvent être très variables et changer en cours de conflit. Le niveau de dissension que l'adversaire est prêt à tolérer dépendra du niveau de démocratie ou de non-démocratie de la société. Une société démocratique sera plus tolérante qu'une société non démocratique, même si ce n'est pas toujours le cas. L'action nonviolente tend aussi à engendrer et à aggraver des conflits dans le camp adverse, lorsqu'il s'agit de choisir les contre-mesures afin de répondre à un défi nonviolent.

Les résistants nonviolents doivent prévenir et rectifier les idées fausses au sujet de leurs intentions et activités. Ces idées fausses peuvent provoquer chez l'adversaire des réactions néfastes pour les deux camps.

Face à l'action nonviolente, l'adversaire et ses officiels sont parfois désorientés, surtout s'ils sont surpris ou déconcertés par l'action nonviolente. Il peut aussi y avoir confusion si la résistance ébranle leur vision du monde. Cette perception est étayée par les idées reçues sur la réalité politique, ou par une idéologie ou une doctrine officielle. L'adversaire estime peut-être que l'État et la violence constituent les forces politiques principales. Sa confusion peut provenir d'autres sources, comme un excès d'optimisme et une certaine vanité. Cette confusion n'est pas nécessairement une bonne chose pour le groupe nonviolent ou pour ses objectifs.

Il n'est pas rare que l'adversaire réagisse de façon émotionnelle au défi nonviolent, qu'il considère comme un affront, une indignité, un comportement offensif, un rejet de son autorité et de sa position. Ces aspects du défi peuvent lui sembler plus importants que les enjeux réels. Il peut alors tenter d'obtenir une reconnaissance verbale de son autorité et de sa position, ou exiger l'arrêt de la campagne nonviolente, ou les deux, avant de consentir à de nouvelles négociations.

Dans d'autres cas, l'adversaire sera moins soucieux des défis à sa dignité ou à son autorité que des enjeux immédiats. Un adversaire qui reconnaît le pouvoir de l'action nonviolente sera porté à faire des concessions limitées dans l'espoir de mettre fin au défi. Il arrive aussi qu'il ne fasse des concessions majeures qu'au terme d'une longue période de lutte, après avoir subi et admis le pouvoir bien réel du mouvement.

Parfois, l'adversaire pense sincèrement que faire des concessions ou des compromis, ou admettre sa défaite, constituerait une entorse inadmissible à sa mission ou à son devoir. Plus grave encore, il peut redouter qu'en lâchant du lest sur des questions spécifiques, il finira par devoir capituler totalement. Il deviendra alors d'autant plus difficile aux résistants d'atteindre leur but.

L'adversaire peut tenter d'utiliser des mesures psychologiques plutôt que la répression pour amener les résistants nonviolents à se soumettre et à se retirer de la lutte. Il peut transmettre des messages du genre : « Non seulement vous ne pourrez pas gagner, mais vous perdez déjà vos forces. » Il peut aussi répandre de fausses rumeurs sur le mouvement, ses intentions et ses leaders. Il tentera de diviser les groupes qui soutiennent le mouvement, ou de monter les chefs de la résistance les uns contre les autres. Il pourra aussi lancer une contre-attaque sur les enjeux concernés, en essayant de justifier sa politique et de démontrer que les revendications du groupe nonviolent ne sont pas justifiées. Ces efforts visent à réduire le soutien que le groupe nonviolent peut mobiliser et conserver.

La répression

Lorsque l'adversaire est l'État, ou qu'il bénéficie du soutien de ce dernier, les châtiments impliqueront sans doute de la répression appliquée par la police, le système pénitentiaire et les forces armées.

La résistance nonviolente se heurte souvent à la répression lorsque l'adversaire ne souhaite pas ou ne peut pas satisfaire les revendications des résistants. La répression ne signifie pas que les résistants sont faibles ou qu'ils vont perdre. *Par la répression, l'adversaire admet le sérieux du défi que lui pose la résistance.*

La sévérité de la répression sera parfois proportionnelle à la gravité du défi nonviolent, mais ce n'est pas une règle établie.

L'adversaire se doit parfois de mettre fin au défi qui lui est lancé, même si c'est d'une manière largement symbolique. Dans d'autres situations, par contre, si la lutte nonviolente se généralise ou s'amplifie, l'adversaire subira une forte

pression pour venir à bout de la résistance, surtout dans un système qui ne tolère pas de désaccords majeurs.

L'impact que l'entrée en lutte nonviolente aura sur l'adversaire dépend en grande partie de la stratégie des résistants et des méthodes spécifiques qu'ils choisiront. Leur compétence et l'échelle sur laquelle cette stratégie et ces méthodes seront déployées constituent un autre facteur crucial. Si la stratégie est mauvaise, voire absente, si l'on choisit des méthodes faibles, ou si seul un petit groupe de résistants se présente pour appliquer des méthodes fortes alors qu'il faudrait y employer un grand nombre de résistants, ou encore si les effectifs sont nombreux mais qu'ils entrent en action de manière confuse et incompétente, alors l'action sera faible et ne posera pas un véritable défi à l'adversaire.

La politique et l'autorité de l'adversaire ne seront pas vraiment menacées par un boycott économique soutenu par 10 % de la population seulement, par une grève suivie par une faible minorité de travailleurs, ou par une campagne de non-coopération politique appuyée par les actions d'un groupuscule doctrinaire. L'éventualité d'une répression dure et massive en sera diminuée d'autant. On ne peut toutefois écarter les risques d'une répression sévère, si l'adversaire cherche à instiller la peur d'une répression future.

Au contraire, une action sera forte si c'est un boycott économique soutenu par 90 % de la population, ou si c'est une grève et que 98 % des travailleurs essentiels quittent le travail. Dans le même ordre d'idées, l'adversaire sera fortement menacé par une lutte de défiance politique où la majorité de la population désobéit aux ordres du régime et où de nombreux fonctionnaires, policiers ou militaires refusent d'obéir aux ordres. On peut bien sûr s'attendre en ce cas à une répression sévère.

La répression vise à mettre un terme à la protestation, à la non-coopération et à la défiance. C'est le pouvoir de la lutte nonviolente bien appliquée qui déclenche la répression du pouvoir en place, lequel cherche à maintenir ses positions tout en s'efforçant de contrôler et de bloquer le groupe de lutte nonviolente pour l'empêcher d'atteindre ses objectifs.

Les types de répression

Les résistants nonviolents qui connaissent bien cette technique ne seront pas surpris par la répression infligée par l'adversaire. La liberté n'est pas gratuite. Il faut en payer le prix.

Soyons clair : des résistants nonviolents peuvent subir une répression sévère. Mais les mouvements de résistance violente encourent une répression bien plus dure, infligeant bien plus de pertes et de destructions. Ce n'est pas qu'une résistance violente pose une plus grande menace à l'adversaire, mais plutôt qu'une répression violente provoquera moins de réactions négatives si elle vise des résistants violents plutôt que des résistants nonviolents et disciplinés. Même la soumission passive n'est pas un gage de sécurité sous des régimes totalitaires ou dictatoriaux. Ceux-ci cherchent à inspirer la peur par l'exemple d'une

répression brutale, qu'elle vise des résistants ou des gens qui n'ont rien fait. La peur cherche à provoquer une soumission compulsive.

Lorsque l'adversaire a décidé d'employer la répression, il faut se poser les questions suivantes :

- Quels moyens de répression va-t-il utiliser ?
- Cette répression aidera-t-elle l'adversaire à atteindre ses objectifs ?
- Comment le groupe nonviolent et les autres réagiront-ils à la répression ?

Certaines des mesures répressives de l'adversaire seront officielles. Dans d'autres cas, la répression sera encouragée de manière officieuse, par exemple en créant des forces paramilitaires illégales ou des escadrons de la mort. Parfois ce seront des menaces. Ou encore, la répression visera directement les résistants, sans préavis. Certains modes de répression font appel à des actions policières ou militaires. Il peut y avoir d'autres réactions au défi nonviolent, comme des moyens plus indirects de contrôle et de manipulation, voire des contre-mesures nonviolentes.

Les résistants nonviolents peuvent s'attendre à diverses formes de sanctions ou punitions, avec une intensité et des objectifs variables :

- **Contrôle des communications et de l'information**, du type censure, rapports mensongers ou blocage des contacts.
- **Pressions psychologiques**, telles que agressions verbales, ostracisme, incitation à changer de camp, menaces ou représailles contre les familles des résistants.
- **Confiscations**, incluant la saisie de biens, de fonds, de livres, d'enregistrements, de correspondance, de bureaux ou de matériel.
- **Sanctions économiques**, amendes, boycotts économiques, licenciements, mise sur une liste noire, coupure d'eau et d'électricité, autres mesures du même type.
- **Interdictions et restrictions** de certaines activités ou organisations, de rassemblements publics ou de réunions, couvre-feux, injonctions des tribunaux, autres mesures du même type.
- **Arrestations et emprisonnements** pour des accusations graves ou bénignes, harcèlement judiciaire sur des accusations sans rapport ou fabriquées, arrestation de négociateurs, de délégations ou de leaders, prolongation des peines de prison.
- **Restrictions exceptionnelles**, incluant de nouvelles lois ou décrets, la suspension de l'*habeas corpus* et d'autres droits, l'instauration de la loi martiale ou de l'état d'urgence, la mobilisation de forces spéciales militaires ou policières. Il peut aussi y avoir des procès pour des accusations plus graves de conspiration, d'incitation à la rébellion, de rébellion ou de trahison. Les résistants nonviolents peuvent être enrôlés de force dans l'armée ou traduits en cour martiale. Il peut y avoir des déportations en masse; des individus peuvent aussi être exilés, détenus sans procès ou envoyés en camps de concentration.
- **Violence physique directe**, variable en forme et en intensité, planifiée ou improvisée. Elle aura tendance à augmenter si le mouvement de lutte nonviolente prend de l'ampleur ou si une répression antérieure n'a pas permis d'obtenir la soumission escomptée. L'adversaire peut employer d'autres contre-mesures, dont les « disparitions », les assassinats, les exécutions officielles et les massacres.

Rendre la répression inefficace

Face à la violence physique directe, la clé du succès des résistants réside dans leur refus de se soumettre tout en maintenant leur discipline.

Les moyens de répression de l'adversaire sont en général plus adaptés pour contrer une opposition violente qu'une lutte nonviolente. La répression tend à perdre de sa capacité à imposer la soumission lorsqu'elle vise des résistants nonviolents qui ne sont pas intimidés par cette répression. Sans la peur de la prison, l'emprisonnement perd son efficacité à dissuader certains comportements. Les résistants peuvent donc défier ouvertement les lois et demander à être emprisonnés, ils peuvent même défier l'adversaire à agir pour le pire. Si le nombre de personnes en action de défiance devient important, l'application de la loi devient impossible et la répression inefficace. Ce seuil de participation dépend de chaque situation.

Persister

Face à la répression, les résistants nonviolents n'ont qu'une seule option acceptable : pour vaincre, ils doivent persister dans leurs actions et refuser de se soumettre ou de battre en retraite. *S'ils donnent le moindre signe que la répression affaiblit le mouvement, les résistants indiquent à l'adversaire qu'il obtiendra leur soumission en renforçant la répression.*

L'absence de peur ou sa maîtrise délibérée sera particulièrement importante à ce stade de la lutte. La fermeté face à la répression permettra à la non-coopération de masse de produire ses effets coercitifs. La persistance peut aussi contribuer à attirer la sympathie sur les résistants nonviolents en position de défiance. Il est essentiel que les leaders de la lutte nonviolente soient courageux, soient perçus comme tels et qu'ils ne plient pas face à la répression et aux menaces de châtements.

Par leur nature, certaines méthodes de lutte nonviolente rendent parfois la répression plus difficile à gérer pour l'adversaire, tout en évitant d'attirer des brutalités extrêmes. Il sera par exemple préférable de ne pas défiler dans les rues, face à un adversaire prêt à tirer ; il vaudra mieux en ce cas que chacun se cantonne chez soi pendant 24 heures pour paralyser la ville.

Aucun changement de tactique ou de méthode ne devra cependant venir altérer la réponse fondamentale à la répression : une lutte courageuse, implacable et disciplinée.

Faire face à la répression

Pour affronter la répression avec persistance et courage, les résistants nonviolents doivent être prêts à subir sans broncher les punitions de l'adversaire.

Toutes les souffrances ne sont pas les mêmes et n'ont pas les mêmes effets. La souffrance de résistants courageux aura des conséquences très différentes de celle de gens soumis.

Avant d'entamer une lutte nonviolente, on doit évaluer le degré de souffrance que les volontaires sont prêts à endurer, et s'ils seront capables de défier avec fermeté la répression de l'adversaire. Mieux vaut ne pas entreprendre une action audacieuse si elle risque d'attirer une réponse répressive que les résistants nonviolents ne sont pas prêts à supporter. On choisira plutôt des méthodes d'action qui ne transforment pas les résistants en cibles, si l'on dispose d'autres méthodes plus efficaces et moins provocantes. Les méthodes d'action doivent être choisies selon le niveau de répression que les résistants sont prêts à subir pour cette action. Il faut bien comprendre qu'on doit choisir uniquement des méthodes qui contribuent vraiment à mettre en pratique la stratégie choisie pour mener la lutte. Nous étudierons cet aspect au chapitre 36.

La persistance des résistants aura plusieurs effets, dont les suivants :

- L'effet numérique d'une foule de sujets défiants qui refusent d'obéir malgré la répression limitera la capacité de l'adversaire à contrôler la situation et à maintenir sa politique.
- La persistance nonviolente malgré la répression peut avoir des répercussions psychologiques ou qualitatives sur l'adversaire, ses partisans et les tiers.

Dans certains cas de lutte nonviolente, la répression sera relativement légère ou modérée. Dans d'autres, elle sera brutale. Le groupe nonviolent doit être prêt pour ces deux scénarios.

Faire face aux brutalités

La brutalité peut avoir trois origines : 1) le régime recourt habituellement à la terreur ; 2) un régime non tyrannique décide que seule une action radicale matraquera les résistants ; ou 3) sans ordres du régime, des membres des forces armées, de la police, voire du public, se livrent de manière indépendante à des brutalités.

Il est important de se rappeler que des résistants nonviolents sont parfois battus, tués et massacrés. Plus un régime est dictatorial, plus il y a de risque que des résistants nonviolents subissent des brutalités. Tout régime qui dépend un tant soit peu de la violence est susceptible d'y recourir lorsqu'il est défié de manière nonviolente. Les résistants doivent déterminer comment ils pourront y répondre, selon les critères d'efficacité de la technique nonviolente.

Dans les situations de crise, les résistants bien informés ne seront pas surpris par les brutalités infligées au groupe nonviolent. Pour eux, arrêter l'action ou recourir à la violence aurait des conséquences sérieuses, néfastes pour la lutte. Pour rester efficaces, les résistants doivent persister en dépit des brutalités et des souffrances et conserver leur audace, leur discipline nonviolente et leur fermeté. Il faudra peut-être un certain temps et beaucoup de souffrance avant que l'adversaire réalise que sa brutalité ne matraquera pas le mouvement. Ce prix élevé sera parfois un mal nécessaire pour atteindre des objectifs fondamentaux.

Toutefois, les chefs d'une lutte nonviolente ne doivent en aucun cas exiger que les résistants subissent des souffrances ou s'exposent sciemment à des brutalités dépassant leur capacité de les supporter. Chaque action doit servir un but stratégique. Si on s'est lancé dans une direction imprudente, il ne faut pas s'y enfermer par dogmatisme ou entêtement. Mais il ne faut pas battre en retraite s'il s'agit de tenir bon ou de lancer une action encore plus audacieuse – malgré les brutalités.

Parfois, un petit groupe de résistants peut mener une action planifiée, audacieuse et risquée, pour motiver une répression intense par l'adversaire. Cette action risquée, en démontrant que les résistants gardent initiative, courage et persistance face au danger, peut améliorer le moral des résistants et diminuer leur crainte de la répression. Lorsque cela se produit, la répression sévère touche en général les volontaires seulement et non la population, comme dans certains cas de guerres de guérilla.

L'intervention d'un ou de plusieurs mécanismes de changement va parfois atténuer ou stopper les brutalités, comme nous le verrons au chapitre 32. La brutalité diminuera également si l'adversaire constate que sa répression se retourne contre lui, en aliénant ses partisans et en augmentant la résistance. Lorsque cela se produit, il s'aperçoit que la répression extrême et les brutalités sont contre-productives et doivent être limitées. La répression atteint parfois son paroxysme juste avant la capitulation de l'adversaire. Il arrive aussi que la pire répression vienne de membres extrémistes du groupe de l'adversaire, juste après que leurs dirigeants ont donné satisfaction aux revendications des résistants.

Défier la répression de l'adversaire n'a bien sûr pas pour but de s'attirer les foudres de sa répression. Le but est de poursuivre la résistance, en particulier la non-coopération, qui a la capacité de couper les sources de pouvoir de l'adversaire, comme nous l'avons vu au chapitre 2, en utilisant les méthodes de la lutte nonviolente décrites au chapitre 4. Si une campagne de non-coopération politique ou une grève massive s'effondre dès les premières arrestations, passages à tabac ou morts, la résistance n'aura pas le temps d'avoir de l'effet. Tous les sacrifices auront été consentis en vain.

Si par contre la répression de l'adversaire échoue et que les résistants persistent, la non-coopération massive a le potentiel d'atteindre les objectifs de la lutte, voire de désintégrer le système oppressif.

Les tenants de la lutte armée savent bien que toute lutte implique un prix à payer. L'une des différences principales entre les conflits militaires et les luttes nonviolentes est que pour les conflits nonviolents, presque sans exception, le coût – en pertes humaines, blessés et destructions – n'est supporté que par les acteurs de la lutte et par les non-participants. De plus, les pertes et destructions subies par les résistants sont presque toujours bien moindres dans les luttes nonviolentes qu'en cas de conflit violent.

Les luttes nonviolentes ont en général de meilleures chances de succès et encourrent moins de répression que les conflits violents, et les personnes ne participant pas à la lutte en pâtissent moins. C'est un tableau bien différent dans les guerres de guérilla, les guerres conventionnelles et les autres types de conflits violents. Dans les conflits violents, les civils non participants paient souvent de leur vie et de leur souffrance les conséquences du combat violent engagé et mené par d'autres.

Il reste toutefois qu'une lutte nonviolente sérieuse sera très probablement en butte à la répression— mais la résistance ne doit pas s'arrêter pour autant.

CHAPITRE 31

Solidarité et discipline pour combattre la répression

La solidarité est nécessaire

Face à la répression, les résistants nonviolents doivent faire front commun, pour maintenir leur discipline nonviolente, leur solidarité interne, leur moral, et pour poursuivre la lutte.

Dans les phases initiales de la lutte, les résistants s'identifieront sans doute avec l'ensemble de la population affectée par l'injustice (le « groupe de revendication »). Ils obtiendront rarement la participation unanime du groupe de revendication à la lutte nonviolente. Le nombre de ceux qui participeront directement ou soutiendront les résistants varie d'un conflit à l'autre. Il est toutefois essentiel que tous les participants à la lutte construisent et maintiennent une relation de solidarité entre eux, en y travaillant de façon délibérée. Cette solidarité renforcera leur moral et leur capacité d'agir efficacement.

Il est crucial de garder le moral durant les luttes nonviolentes. On y parvient par quatre moyens principaux.

A. Maintenir le lien et la solidarité

Les participants doivent sentir constamment qu'ils appartiennent à un mouvement bien plus vaste qui leur apporte soutien et force, personnellement, pour continuer leur résistance. Ils doivent sentir que d'autres poursuivent le même but, en solidarité avec eux. Les contacts réguliers et les démonstrations de « communauté » faciliteront l'expression de ce sentiment. Ce pourront être des rassemblements de masse, des manifestations, des chants, des défilés ou des symboles d'unité; ou encore une philosophie partagée, s'il y en a une, et des lignes de communication ouvertes entre militants, leaders et groupes de soutien.

B. Stimuler la motivation à poursuivre la lutte

On s'efforcera de renforcer la détermination à poursuivre la lutte. Les participants doivent être convaincus que leur action est justifiée, que les objectifs en

valent la peine et que les moyens d'action ont été choisis avec soin. Le moral des résistants sera meilleur s'ils comprennent bien la technique et s'ils peuvent faire le lien entre les buts et moyens de la lutte, d'une part, et les valeurs acceptées par la population, d'autre part.

C. Réduire les motifs de capitulation

Pour éviter que les participants se découragent et se fatiguent, il faut dès le début du conflit prendre des mesures pour prévenir ou atténuer ces sentiments. Au minimum, les participants de la première heure doivent continuer à soutenir la lutte. Il sera utile d'imaginer des moyens spécifiques pour maintenir leur moral, par exemple un divertissement ou un spectacle. Lorsque les résistants nonviolents manquent de nourriture, de logement, d'argent, etc. parce qu'ils participent à la lutte, on fera le maximum pour leur en fournir.

Les leaders interprètent parfois les souffrances subies au cours de la lutte nonviolente, de façon à les rendre plus supportables. Un leader de la résistance sud-africaine incitait les gens à souffrir pour la cause de la justice, puisqu'ils « souffraient déjà chaque jour, pour rien¹ ».

D. Restrictions ou sanctions

Ces pressions, destinées à entretenir le soutien à la lutte nonviolente, sont très différentes des punitions pour indiscipline appliquées en temps de guerre, comme les emprisonnements ou les exécutions. Dans les luttes nonviolentes, la persuasion verbale suffit parfois à renforcer la participation. Lorsque la persuasion échoue, on peut employer d'autres méthodes : veilles, prières publiques, piquets de grève, amendes, publication du nom des renégats, exclusion temporaire, boycotts sociaux, boycotts économiques, jeûnes, interpellation nonviolente. Pas question de recourir à l'intimidation ou aux menaces physiques.

Si le moral et la détermination des résistants restent bons, la répression de l'adversaire aura échoué. Pour y parvenir, les résistants doivent maintenir leur discipline nonviolente.

Inhiber la répression

L'adversaire aura du mal à contrôler le mouvement, en partie parce que les moyens de répression applicables à une lutte nonviolente sont en général plus limités que ceux qu'il utiliserait contre une résistance violente. Il aura du mal à justifier des brutalités et une répression sévère envers des résistants nonviolents; en agissant ainsi, il risque même d'affaiblir sa position, comme nous le verrons au prochain chapitre.

1. Leo Kuper, *Passive Resistance in South Africa*, New Haven, Yale University Press, 1957, p. 112-113.

Tous les régimes n'auront pas la même volonté de défier l'opinion internationale – ou intérieure. Cela dépend de divers facteurs : le type de régime ; s'il croit pouvoir garder le secret sur certains événements ; à quel point il se sent menacé ; son niveau de dépendance envers le monde extérieur ; et si l'opinion hostile au régime se traduira en aide au groupe de lutte nonviolente et en actions contre l'adversaire.

Tout porte à croire que la discipline nonviolente face à la répression tend à limiter la répression à venir et à poser de sérieux problèmes à l'adversaire.

L'adversaire préfère la violence

L'adversaire cherche parfois à réduire les difficultés liées à la répression d'un mouvement de résistance nonviolente en l'accusant à tort de violence ou en exagérant publiquement toute violence qui se produirait. Il peut même tenter de provoquer des violences et de briser la discipline nonviolente des résistants. On estime souvent qu'une résistance violente « justifie » une répression violente. L'adversaire peut provoquer la violence en infligeant une répression sévère ou en employant des espions ou agents provocateurs. Ces actes, s'ils viennent à être divulgués au public, peuvent nuire énormément à l'adversaire, en sapant sa base de soutien habituelle et sa position de pouvoir. Une résistance nonviolente disciplinée aidera à identifier ces agents.

Un comportement nonviolent est nécessaire

La dynamique de la technique d'action nonviolente fait obligation aux volontaires de maintenir une discipline nonviolente. La discipline nonviolente n'est pas un terme pompeux de moraliste ou de pacifiste. Le comportement nonviolent est nécessaire au bon fonctionnement de cette technique.

Un comportement nonviolent contribue à obtenir des résultats positifs, comme 1) s'attirer sympathie et soutien, 2) limiter les pertes, 3) susciter du mécontentement, voire des mutineries dans les rangs de l'adversaire, ou 4) maximiser la participation à la lutte nonviolente.

Comment la violence affaiblit le mouvement

Une violence des résistants affaiblirait un mouvement de lutte nonviolente en perturbant sa discipline nonviolente, ce qui risque d'entraîner ces résistants vers la violence, et par conséquent de détruire le mouvement. La violence de la résistance déplace l'attention sur la violence elle-même, et l'éloigne des enjeux, du courage des résistants ou de la violence de l'adversaire, en général bien pire. L'usage de la violence par les résistants ou des membres du groupe de revendication aura pour effet probable de permettre à l'adversaire de donner libre-cours à une répression disproportionnée, tout en les privant du capital de sympathie dont ils peuvent bénéficier dans les rangs de l'adversaire. Pour réussir, une lutte nonviolente ne doit employer que des « armes » nonviolentes.

Sabotage et action nonviolente

Le sabotage – compris ici comme « des actes de démolition et de destruction de biens » – n'est *pas* compatible avec la lutte nonviolente. La dynamique et les mécanismes du sabotage diffèrent de ceux de la lutte nonviolente. Le sabotage :

- risque de faire des victimes collatérales chez les employés de l'adversaire ou parmi les passants ;
- implique d'être prêt à utiliser la violence physique contre des personnes qui découvrirait le projet et tenteraient de le révéler ou de le faire échouer ;
- exige le secret dans la planification et l'exécution des missions ;
- n'implique que quelques personnes pour mettre le projet à exécution, ce qui limite le nombre de résistants opérationnels² ;
- dénote un manque de confiance envers le potentiel de la lutte nonviolente, ce qui peut atténuer la volonté des résistants d'utiliser cette technique ;
- est une action matérielle-physique, et non humaine-sociale, ce qui implique un changement conceptuel fondamental sur la meilleure manière de mener la lutte ;
- tente de miner l'adversaire en détruisant ses biens, et non en lui retirant le consentement de la population, ce qui peut affaiblir l'approche fondamentale de la lutte nonviolente ;
- crée un climat délétère, l'existence de victimes collatérales entraînant une perte relative de sympathie et de soutien pour la lutte nonviolente et pour le mouvement des résistants dans son ensemble ; et
- attire souvent une répression disproportionnée. Cette répression provoquée par le sabotage a peu de chances d'affaiblir la position de pouvoir de l'adversaire ou d'apporter du soutien aux résistants.

Autres facteurs d'une dérive vers la violence

L'une des façons dont la lutte nonviolente glisse vers la violence se produit lorsque des résistants se préparent à son éventualité. Ces préparatifs risquent d'attirer vers la violence des résistants ou des membres du groupe de revendication, surtout lors d'une crise où on a déjà employé un certain degré de violence contre l'adversaire.

La discipline est nécessaire

La discipline est cruciale, surtout lorsqu'on redoute des flambées de violence et si les participants manquent d'expérience avec la technique nonviolente.

2. Certaines méthodes de l'intervention nonviolente aussi n'ont besoin que de quelques personnes pour les appliquer. Mais leur usage se fait principalement dans le cadre d'une lutte plus vaste, où de nombreux résistants appliquent les méthodes de non-coopération et de protestation. Les actes de sabotage, quant à eux, ne sont en général pas commis en lien avec une résistance populaire de masse, et peuvent contribuer à affaiblir cette résistance, puisque l'on fait confiance à des actes de démolition et de destruction. Cette érosion de la confiance risque d'entraîner une augmentation délibérée des actes de sabotage, ce qui peut accroître le risque d'un glissement général vers un conflit violent de ce type.

Pour respecter cette discipline, les résistants doivent suivre des normes minimales de comportement adaptées à la situation. Le manque de discipline entrave ou bloque l'utilisation efficace de cette technique.

La discipline vise à maintenir la participation à la lutte et à refuser de succomber à la peur, tout en gardant un comportement nonviolent. La discipline, c'est aussi suivre les plans et les instructions. Elle permet d'affronter une répression sévère et d'en réduire l'impact. Elle confère aussi au mouvement le respect des tiers, de la population et même parfois de l'adversaire.

Promouvoir la discipline nonviolente

L'action nonviolente opère presque toujours dans une situation conflictuelle tendue. Il est néanmoins possible de prévenir la violence et de maintenir la discipline. Tension et agressivité peuvent être canalisées de manière disciplinée et nonviolente.

Les participants à l'action nonviolente adhèrent parfois à cette discipline de manière intuitive ou d'un commun accord, sans démarche formelle pour la promouvoir. Dans l'action nonviolente, il s'agit avant tout d'autodiscipline. On devra toutefois la promouvoir activement lors de situations dangereuses ou risquées. Pour affronter directement une attaque violente, il faudra agir avec discipline et sans violence. Il existe plusieurs moyens d'encourager la discipline, qui ne seront efficaces que dans la mesure où ils renforcent la volonté ou la conscience de chaque résistant. On peut favoriser la discipline par des instructions, des appels et promesses, des brochures appelant à la discipline, en nommant des responsables, etc.

Dans les situations violentes, des chefs de résistance ont parfois suspendu ou annulé une campagne nonviolente. D'autres ont lancé une lutte nonviolente plus forte, pour fournir aux résistants des moyens nonviolents d'exprimer leur hostilité et leur frustration. Face à une attaque violente, une discipline rigoureuse permettra d'éviter une réaction violente et la déroute. Si les responsables veulent éviter l'affrontement physique, il peuvent déplacer le groupe nonviolent, le disperser ou passer à des modes d'action plus simples et moins provocants. Certaines formes d'action nonviolente, comme une manifestation bien visible, peuvent aider à canaliser les émotions, tout en évitant la violence.

Entretenir le moral aide à obtenir et faire observer la discipline nonviolente. Le moral des résistants s'améliore s'ils sentent qu'ils disposent d'une source de puissance qui échappe à l'adversaire. Il existe plusieurs sources de puissance, comme la technique d'action qu'ils ont choisie, le bien-fondé de leur cause, la certitude de leur victoire ou le soutien d'amis puissants. Mais on aura souvent besoin de moyens additionnels pour assurer la discipline. Les résistants et le groupe de revendication doivent bien comprendre *pourquoi* la campagne doit rester strictement nonviolente.

On obtiendra et on maintiendra une discipline nonviolente grâce à une gestion avisée et à des stratégies, des tactiques et des méthodes choisies avec

soin et appliquées selon des plans bien formulés. La formation des participants de base et spécialisés sera un autre élément favorable. Les moyens sont variés : groupes d'étude, ateliers, séminaires, jeux de rôles, etc. On a souvent recours aussi aux discours, messages et appels sur le terrain pour prévenir les incidents violents et promouvoir la discipline.

Une organisation et une communication efficaces auront aussi un effet positif sur la discipline nonviolente. Des chaînes de commandement et de communication bien définies permettent de donner des instructions générales et spécifiques de comportement. Un service d'ordre gardera les manifestations disciplinées et nonviolentes. On peut aussi s'engager à respecter une discipline nonviolente.

Que l'on s'attende ou non à des arrestations des leaders, il faut choisir à l'avance d'autres personnes aptes à les remplacer dans leurs fonctions et à maintenir la discipline nonviolente. Au cas où des chefs connus seraient arrêtés, cette disposition permet de diluer la chaîne de commandement. Dans de rares cas où des effectifs très importants de lutte nonviolente cherchent à obtenir l'indépendance ou à renverser une dictature, les activités et organisations de résistance deviennent fortes au point de prendre les caractéristiques d'un gouvernement parallèle, ce qui aide à maintenir la discipline nonviolente. S'il y a risque de violence, on pourra la prévenir par des interventions nonviolentes plus actives.

L'inefficacité de la répression

Si les résistants nonviolents restent audacieux, disciplinés et persistants, les tentatives de l'adversaire pour les soumettre ont de fortes chances d'échouer.

Arrêter les leaders et interdire leurs organisations ne suffira pas à mettre fin à la résistance ni à paralyser le mouvement si ce dernier est fort et ses participants libérés de la peur. Cette répression échouera probablement à écraser un mouvement dans les conditions suivantes :

- Un vaste programme intensif d'éducation à la lutte nonviolente a été mis en place.
- Les participants ont une expérience sérieuse de cette technique.
- Ils ont suivi une formation préalable, et un manuel de résistance nonviolente a été largement diffusé.
- Des niveaux de commandement successifs ont été établis à l'avance.
- Les premiers leaders donnent l'exemple d'une action sans peur, malgré les risques d'arrestation ou de répression grave.

Ces préparatifs peuvent entraîner une décentralisation du commandement, une meilleure assurance des résistants et l'adhésion à la discipline nonviolente.

Les mesures répressives peuvent même devenir de nouveaux points de résistance, sans accroître les exigences initiales du groupe de résistance. Certains aspects de la répression pourront servir de nouveaux motifs de

désobéissance civile et de non-coopération politique, alimentant la lutte du groupe pour atteindre ses objectifs initiaux.

Dans cette situation, même une intensification de la répression sera sans effet; elle peut même aggraver les problèmes de l'adversaire et éroder encore plus son pouvoir. Il verra s'affaiblir son contrôle de la situation – et même sa capacité à rester en place, si on a choisi des méthodes de non-coopération adaptées au conflit, appliquées avec intensité, force et persistance. La répression, loin d'aider l'adversaire à rétablir son contrôle, peut même déclencher contre lui la force additionnelle du jiu-jitsu politique.

Non-coopération et jiu-jitsu politique

Une situation de conflit asymétrique

Les difficultés qu'éprouve l'adversaire à gérer la lutte nonviolente viennent principalement de la dynamique spéciale de cette technique, que nous avons étudiée dans cette troisième partie. La force principale des méthodes de protestation, de non-coopération et d'intervention nonviolente, provient de l'effet de levier qu'elles produisent de par leur nature intrinsèque, comme nous le verrons ici.

Par ailleurs, dans certaines conditions, l'impact d'une lutte nonviolente disciplinée qui a été contrée par une répression sévère pourra être renforcé par un processus qu'on appelle le jiu-jitsu politique. Ce processus mérite qu'on s'y attarde, et nous en débattons en détail après avoir examiné les processus à l'œuvre dans la majorité des luttes nonviolentes où le jiu-jitsu politique n'intervient pas.

Les « armes » de la lutte nonviolente¹

Pour être efficaces, les résistants doivent appliquer uniquement *leur propre* système d'armes. Ces « armes », ou méthodes spécifiques d'opposition et de pression, sont capables de changer les relations de pouvoir sociales, économiques ou politiques que l'on vise. Ces méthodes sont multiples. Nous allons passer en revue les trois catégories décrites au chapitre 4, en accordant une attention toute particulière à l'impact potentiel de la non-coopération.

Protestation nonviolente et persuasion

La catégorie protestation nonviolente et persuasion consiste en des actes surtout symboliques d'opposition pacifique ou d'efforts de persuasion, au-delà de l'expression verbale mais en-deçà de la non-coopération ou de l'intervention

1. La discussion qui suit, sur les méthodes de l'action nonviolente – et sur la non-coopération en particulier – s'appuie sur Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, Boston, Porter Sargent, 1973, p. 109-445.

nonviolente. Ces méthodes incluent les défilés, veilles, piquets de grève, affiches, enseignements, veillées funèbres et rassemblements de protestation.

Leur utilisation peut servir simplement à montrer que les résistants sont *contre* quelque chose. Un piquet de grève par exemple exprimera qu'on s'oppose à une loi qui interdit la diffusion de certains ouvrages. Les méthodes de cette catégorie peuvent aussi servir à montrer qu'on est *pour* quelque chose. Ce pourra être un groupe qui soutient un projet de loi sur la propreté de l'air. La protestation nonviolente et la persuasion peuvent aussi exprimer des sentiments personnels profonds ou la condamnation morale d'une question sociale ou politique. Par exemple, une veille le jour anniversaire d'Hiroshima servira à exprimer le repentir pour le bombardement étatsunien de cette ville japonaise le 6 août 1945. L'objet de la protestation des manifestants nonviolents peut être un acte, une loi, une politique, une situation d'ensemble, ou encore un régime ou système dans son intégralité.

L'acte de protestation cherche d'abord à influencer *l'adversaire* – en attirant l'attention du public sur un problème – dans l'espoir de le convaincre d'accepter une proposition de changement. La protestation sert aussi à prévenir l'adversaire que le ressentiment sur un problème est profond et général, et qu'une action plus radicale sera engagée si les manifestants n'obtiennent pas gain de cause. L'action peut également influencer le *groupe de revendication* – les gens directement affectés par le problème – pour les pousser à l'action, par exemple en participant à une grève ou à un boycott économique.

On conjugue parfois une méthode de protestation nonviolente et de persuasion, comme un pèlerinage, à une autre activité, comme collecter des fonds pour les victimes d'une famine. Par ailleurs, fraterniser dans le contexte de la résistance pourra servir par la suite à pousser les soldats d'une armée d'occupation à se mutiner.

Les méthodes de protestation nonviolente et de persuasion, sauf lorsqu'elles sont associées à d'autres méthodes, restent en général l'expression d'un point de vue, ou une démarche pour influencer des tiers à accepter un point de vue ou à mener une action spécifique. Cette démarche est distincte des pressions sociales, économiques ou politiques imposées par la non-coopération ou l'intervention nonviolente.

Dans certaines situations politiques, des formes de protestation nonviolente comme les manifestations sont illégales. Dans ces conditions, ces méthodes seront amalgamées à de la désobéissance civile et éventuellement à d'autres formes de non-coopération.

Les méthodes de protestation nonviolente et de persuasion ont un impact très variable. De plus, une méthode qui est devenue courante aura peut-être moins d'impact qu'une méthode rare ou inconnue jusque-là. Son impact dépend aussi des conditions politiques là où la méthode est employée. Dans un contexte de dictature, un acte de protestation nonviolente et de persuasion sera moins réalisable, plus dangereux et plus rare. Un acte interdit ou moins

fréquent peut donc être plus spectaculaire et attirer plus d'attention que s'il était courant ou acceptable. Des manifestations de protestation et de persuasion peuvent précéder ou accompagner des actes de non-coopération ou d'intervention nonviolente, ou être organisées en l'absence de ces derniers.

Les méthodes de non-coopération

La non-coopération est la deuxième grande catégorie de méthodes d'action nonviolente, et la plus large. La très grande majorité de ces méthodes implique une non-coopération avec l'adversaire.

Les nombreuses méthodes de non-coopération sont des actes de restriction, d'arrêt ou de refus délibéré d'une coopération sociale, économique ou politique avec une personne, une activité, une politique, une institution ou un régime que les résistants affrontent dans le conflit. Les résistants peuvent réduire ou cesser leur coopération habituelle, refuser de nouvelles formes d'assistance, ou les deux à la fois. La non-coopération peut être spontanée ou planifiée, légale ou illégale.

Dans certaines formes de non-coopération, les gens ignorent totalement les membres du groupe adverse, regardant à travers eux comme s'ils n'existaient pas. Dans d'autres formes, ils refusent d'acheter certains produits, ou cessent le travail. Les résistants peuvent enfreindre des lois qu'ils estiment immorales, refuser de disperser une manifestation ou de payer leurs impôts.

En employant les méthodes de cette catégorie, les résistants pourront souvent utiliser leurs fonctions habituelles comme moyen de résistance. Les consommateurs par exemple peuvent refuser d'acheter, les travailleurs de travailler, les citoyens peuvent désobéir aux ordres ou pratiquer la désobéissance civile, les fonctionnaires peuvent retarder ou ignorer des instructions et ordres illégitimes, les policiers et magistrats peuvent refuser d'appliquer des décrets illégitimes, et ainsi de suite pour mille autres fonctions et activités.

La non-coopération à grande échelle ou sur des points vitaux ralentit ou stoppe le fonctionnement normal d'une unité, d'une institution, d'un gouvernement ou d'une société. Dans des applications vraiment extrêmes de non-coopération étendue et déterminée, même un régime très répressif peut finir par se désintégrer. La non-coopération peut avoir cet impact en refusant ou en limitant à grande échelle et avec persistance les sources du pouvoir politique que nous avons défini au chapitre 2.

Les niveaux de non-coopération et ses formes précises sont très variables. La non-coopération comporte trois sous-catégories : la non-coopération sociale, la non-coopération économique (boycotts économiques et grèves) et la non-coopération politique.

La non-coopération sociale

Ces méthodes impliquent de refuser de poursuivre des relations sociales normales, à titre personnel ou général, avec des personnes ou groupes dont on

estime qu'ils ont commis un tort ou une injustice. Ce peut être aussi le refus de se conformer à des modes de comportement ou à des pratiques sociales. Ces méthodes comprennent l'ostracisme, la non-coopération à des événements sociaux, des coutumes ou des institutions, ou encore le retrait du système social pour marquer son opposition. L'impact de ces méthodes dépend de l'importance qu'avaient auparavant ces relations sociales.

La non-coopération économique

Les formes économiques de non-coopération sont bien plus nombreuses que les formes de non-coopération sociale. La non-coopération économique consiste en la suspension des relations économiques. La première sous-catégorie de non-coopération économique est formée par les *boycotts économiques* – le refus de poursuivre ou d'entamer certaines relations économiques, en particulier l'achat, la vente ou l'utilisation de marchandises et de services.

Les boycotts économiques peuvent être spontanés ou initiés par un groupe particulier. Dans un cas comme dans l'autre, ils deviennent en général une démarche concertée pour stopper la coopération économique et y inciter la population, en refusant toute relation commerciale avec un individu, un groupe ou un pays.

Les boycotts économiques sont le fait aussi bien de consommateurs, d'ouvriers et producteurs, d'intermédiaires, de propriétaires et de directeurs, de financiers et de gouvernements. Les enjeux d'un boycott économique sont en général économiques, mais pas toujours. Ils peuvent aussi être politiques. Les motifs et objectifs des boycotts économiques vont de l'économique au politique et du social au culturel.

La deuxième sous-catégorie de non-coopération économique est la *grève* sous ses divers aspects, qui consiste à limiter ou suspendre le travail. La grève est un refus de poursuivre la coopération économique par le travail. C'est une suspension du travail collective, délibérée et normalement temporaire, pour faire pression sur des tiers dans la même unité économique, politique et parfois sociale ou culturelle. La grève vise à produire un changement dans les relations entre les groupes en conflit, en général satisfaire certaines revendications des grévistes comme condition préalable à leur reprise du travail.

La nature collective de la grève confère à ce type de non-coopération ses caractéristiques et son pouvoir. Les grèves sont liées aux organisations industrielles modernes. Mais elles touchent aussi les sociétés agricoles et d'autres situations. Les grèves sont possibles partout où des gens travaillent pour d'autres.

Les grèves sont presque toujours spécifiques, en ce sens qu'elles concernent un enjeu important pour les grévistes. En théorie, n'importe quel nombre de travailleurs peut se regrouper pour lancer une grève, mais en pratique le nombre de grévistes doit être suffisamment conséquent pour perturber sérieusement ou stopper complètement les opérations d'au moins une unité écono-

mique. Comme pour la violence et les formes alternatives et puissantes d'action nonviolente, la menace d'une grève suivie peut suffire à obtenir des concessions du groupe adverse. Les grèves peuvent être spontanées ou planifiées.

Les types de grèves sont très variés : grèves symboliques, agricoles, grèves de groupes spéciaux, grèves ordinaires de l'industrie, grèves limitées, grèves étendues à plusieurs industries, combinaisons de grèves et de fermetures économiques. Les grèves peuvent paralyser une seule usine ou l'économie de tout un pays.

La non-coopération politique

Les méthodes de non-coopération politique consistent à refuser de poursuivre les formes habituelles de participation politique, dans les conditions en vigueur. On y réfère parfois sous le terme de boycotts politiques. Les méthodes de cette catégorie peuvent être employées par des particuliers ou de petits groupes. Néanmoins, la non-coopération politique implique en général un grand nombre de participants qui suspendent d'un commun accord, de manière concertée et en général temporaire, l'obéissance, la coopération et l'attitude politique qui leur sont habituelles. La non-coopération politique peut aussi être le fait d'employés du gouvernement, voire d'un gouvernement lui-même.

L'objectif de la non-coopération politique peut être simplement de protester, ou de se démarquer d'une position qu'on estime répréhensible moralement ou politiquement, sans trop se soucier des conséquences. Mais les actes de non-coopération politique sont plus souvent destinés à exercer une pression sur un gouvernement, ou sur un groupe illégitime qui tente de prendre le contrôle de l'appareil d'État. La non-coopération politique peut avoir pour but d'atteindre un objectif limité ou d'obtenir un changement de politique gouvernementale. Elle peut aussi viser à changer la nature ou la composition du gouvernement, voire à le désintégrer. Lorsque la non-coopération politique est appliquée contre des usurpateurs internes, comme lors d'un coup d'État, elle a pour but de défendre et de rétablir le gouvernement légitime.

La portée politique de ces méthodes augmente proportionnellement au nombre de participants et à l'importance de leur coopération pour le fonctionnement du système politique. Dans les luttes sur le terrain, cette catégorie de méthodes est souvent combinée avec d'autres formes d'action nonviolente.

La non-coopération politique peut revêtir une multitude d'aspects liés à la situation. Tous ont en commun la volonté de ne pas aider l'adversaire, en effectuant ou en cessant certains actes politiques.

La non-coopération politique inclut le rejet de l'autorité, la non-coopération des citoyens avec le gouvernement, les alternatives citoyennes à l'obéissance, des actions par du personnel gouvernemental, ou une action gouvernementale intérieure ou internationale.

L'intervention nonviolente

Dans les méthodes d'intervention nonviolente, les résistants prennent plus l'initiative qu'avec les méthodes de protestation nonviolente et de persuasion ou les méthodes de non-coopération. On peut employer les méthodes d'intervention nonviolente de manière défensive – pour repousser une attaque de l'adversaire tout en conservant l'initiative, des modes de comportement, des institutions, etc. – ou offensive – pour porter la lutte des résistants dans les rangs de l'adversaire, même en l'absence d'une provocation directe. Les méthodes d'intervention nonviolente sont en général plus risquées pour les participants que les méthodes de protestation nonviolente et de persuasion ou la non-coopération. De plus, la plupart des méthodes d'intervention nonviolente, de par leur nature, ne peuvent être pratiquées que par un nombre limité de personnes, sur une courte durée. Cela est dû en partie au mode d'action lui-même, mais aussi au fait que les participants doivent faire preuve de plus de courage et de discipline qu'en temps normal face à la répression, qui sera plus sévère qu'envers des grévistes par exemple.

L'intervention nonviolente peut être psychologique, physique, sociale, économique et politique. Ses diverses formes auront des impacts différents. L'intervention psychologique (comme un jeûne) aura un impact politique. Une intervention physique (comme un *sit-in* dans la rue ou dans un bureau) peut aussi être une démonstration politique. L'intervention sociale (par exemple, instaurer des relations qui défient la ségrégation entre groupes raciaux ou ethniques) peut avoir des conséquences psychologiques ou politiques.

Ces méthodes peuvent perturber, voire détruire des modes de comportement, des politiques, des relations ou des institutions en place que l'on estime inacceptables. Elles peuvent aussi instaurer de nouveaux modes de comportement, de nouvelles politiques, relations ou institutions que l'on préfère.

Certaines méthodes d'intervention nonviolente, comparées aux méthodes de protestation nonviolente et de persuasion et à celles de non-coopération, remettent en question le statu quo de façon plus directe et immédiate. Par exemple, un *sit-in* dans un restaurant perturbera plus immédiatement et totalement le service qu'un piquet de grève ou un boycott de consommateurs, même si ces deux types d'action ont pour objectif commun de mettre fin à une discrimination raciale. Bien que l'intervention nonviolente pose un défi plus direct, le succès ne sera pas nécessairement plus rapide, en partie parce que la première conséquence sera une répression plus sévère – ce qui bien sûr n'équivaut pas à une défaite. Persister dans l'intervention sera sans doute nécessaire, et plus risqué pour les résistants. S'ils ne sont pas prêts à payer ce prix, l'action risque de prendre fin rapidement. La victoire viendra peut-être plus vite (mais pas toujours) avec les méthodes de cette catégorie en persistant ou en mobilisant plus de participants, qu'avec les méthodes de protestation et de non-coopération, parce que l'adversaire aura plus de mal à tolérer ou à supporter longtemps les effets perturbateurs de l'intervention.

Dans la plupart des cas, l'emploi des méthodes d'intervention nonviolente peut amener un changement par les mécanismes du compromis ou de coercition nonviolente, sans que l'adversaire soit convaincu qu'il devrait changer de politique sur cette question. Toutefois, certaines de ces méthodes (en particulier celles que l'on classe dans l'intervention psychologique, comme le jeûne) peuvent contribuer à convaincre l'adversaire, ou au moins ébranler ses certitudes sur la validité de ses conceptions et de sa politique. Nous verrons au chapitre suivant ces mécanismes de retournement, de compromis, de coercition nonviolente et de désintégration.

L'impact prédominant de la non-coopération

Cette description des catégories de méthodes de lutte nonviolente montre que les pressions exercées par chaque catégorie opèrent même lorsque le jiu-jitsu politique n'est pas un facteur significatif du conflit.

De plus, un adversaire déterminé et puissant supportera plus facilement les pressions persuasives et morales des méthodes de protestation nonviolente et de persuasion et les méthodes plus provocatrices de l'intervention nonviolente, que l'effet soutenu qu'auront des applications économiques et politiques puissantes de la non-coopération.

La non-coopération exerce son pouvoir différemment selon la situation conflictuelle, la stratégie sélectionnée par les résistants et les formes de pression qu'ils auront choisi d'appliquer. L'adversaire aura cependant un très grave problème si

- les schémas sociaux, économiques ou politiques et les institutions ne peuvent plus fonctionner comme auparavant ;
- les personnes, groupes et institutions nécessaires au fonctionnement du système, à l'exécution des politiques et des plans de l'adversaire, et à l'application des règles, refusent d'obéir ;
- les nouveaux programmes, les nouvelles politiques et structures de l'adversaire restent lettre morte ;
- les sources du pouvoir de l'adversaire sont affaiblies ou coupées ; et
- ces conditions perdurent malgré la répression et les représailles.

Les résistants se retrouvent alors dans une forte position de pouvoir. Tant que la non-coopération peut persister et tant que les résistants restent forts et capables de supporter les représailles pour leur défiance, ils ont une excellente chance d'atteindre leurs objectifs.

Le jiu-jitsu politique

L'action nonviolente opère comme si elle était conçue spécialement pour être utilisée contre des adversaires qui ont la capacité et la volonté d'employer une répression violente. La lutte nonviolente contre une répression violente engendre une situation de conflit spéciale, asymétrique. Dans cette situation, la répression ne réussira pas nécessairement à étouffer la résistance.

Dans certains conflits nonviolents, mais pas dans tous, les résistants nonviolents peuvent utiliser cette asymétrie à un niveau politique, à la façon de l'art martial japonais du jiu-jitsu. Dans le jiu-jitsu traditionnel, la poussée violente de l'adversaire n'est pas contrée par un blocage physique ou par une contre-poussée. Au lieu de cela, la personne attaquée tire l'adversaire vers l'avant, dans la direction même que l'attaquant avait prise pour frapper. L'adversaire perd alors l'équilibre et tombe en avant à cause de l'accélération de son élan.

De la même manière, dans le jiu-jitsu politique, l'attaque violente de l'adversaire n'est pas contrée par une contre-violence mais par une défiance nonviolente. Sa répression violente peut alors rebondir contre sa propre position, affaiblir son pouvoir et renforcer les résistants. Elle peut aussi monter des tiers contre lui, susciter une opposition parmi ses partisans, jusqu'à en pousser certains dans le camp des résistants.

Rien de tout cela n'est garanti. L'issue de la lutte dépend de divers facteurs importants, comme pour un conflit militaire. Cependant, les conséquences potentielles de l'opération du jiu-jitsu politique sont si importantes que ce processus mérite d'être bien compris. Dans un conflit réel, il peut être judicieux de faciliter ce processus.

Pour que les changements évoqués plus haut se produisent, les résistants nonviolents doivent refuser la violence, car dans ce domaine l'adversaire est le plus fort. L'usage de la violence rendra probablement ces changements de pouvoir bien plus ardues. Plutôt que de céder à la violence, les résistants doivent continuer à n'utiliser que leurs armes nonviolentes, avec lesquelles ils sont les plus forts. Cette persistance peut augmenter leur pouvoir.

Utiliser le pouvoir de l'adversaire pour l'affaiblir

Un adversaire qui inflige une répression brutale à des résistants strictement nonviolents se montre sous son pire aspect, ce qui peut entraîner des changements d'opinion, puis d'actions, voire une modification des rapports de pouvoir en faveur du groupe de résistance nonviolente. Ces changements sont liés à la perte de soutien pour l'adversaire au profit du groupe nonviolent. En maintenant leur discipline nonviolente, les résistants font rebondir la répression de l'adversaire et le déstabilisent politiquement.

Le jiu-jitsu politique ne fonctionne que dans certains cas où des résistants clairement nonviolents et courageux sont victimes de violences majeures. Parfois, le jiu-jitsu politique n'opère pas du tout, ou ne fonctionne que d'une ou deux des trois manières possibles. Même alors, le jiu-jitsu politique n'opère parfois qu'en partie et non comme facteur déterminant pour l'issue du conflit.

Le jiu-jitsu politique opère auprès de trois grands groupes :

- Le groupe de revendication d'ensemble, y compris le groupe des résistants nonviolents, d'habitude plus restreint ;

- Les partisans habituels de l'adversaire, à divers degrés : population, fonctionnaires, administrateurs et agents de la force publique de l'adversaire, voire au plus haut niveau de ses officiels ;
- Les tiers non impliqués, au niveau local ou mondial.

Augmenter le soutien et la participation du groupe de revendication

Une répression dure a souvent un effet d'intimidation sur les résistants nonviolents. Par exemple, à Pékin, la nuit du 4 au 5 juin 1989, après le massacre de la place Tiananmen, les quelques actes de défiance populaire, comme tenter de bloquer les carrefours, furent trop limités pour devenir une lutte plus étendue qui aurait employé des formes de non-coopération généralisées et tenaces. Mais ces réactions limitées face à une répression grave ne sont pas un cas de figure universel des luttes nonviolentes. Le même type de massacre, le 9 janvier 1905 à Saint-Petersbourg, déclencha une révolution à grande échelle qui aurait été impossible auparavant². Il serait utile d'examiner les conditions dans lesquelles ces réactions différentes se produisent.

Une répression sévère infligée à des résistants nonviolents et courageux motive parfois un plus grand nombre de membres du groupe de revendication à rejoindre la résistance active. On a vu des exemples de cette augmentation du nombre de résistants durant la résistance norvégienne à l'occupation nazie, pendant les luttes pour les droits civiques aux États-Unis, au Salvador en 1944 dans la lutte contre la dictature et dans les luttes d'indépendance de l'Inde contre l'Empire britannique.

La répression peut légitimer le mouvement de résistance parce qu'il « approfondit l'injustice » et « révèle la vraie nature de l'adversaire ». La résistance peut s'en trouver renforcée de deux manières. La détermination des résistants nonviolents pourra s'intensifier, et ils voudront peut-être s'engager dans des actions plus extrêmes et dangereuses. Les enjeux de la résistance peuvent aussi se multiplier. D'autre part, des membres de l'ensemble du groupe de revendication vont peut-être décider qu'ils ne peuvent plus se contenter d'observer les événements et qu'ils doivent participer directement à la résistance. Ce processus viendra grossir les rangs des résistants.

La répression ne produira pas ces effets dans chaque cas. Néanmoins, le comportement qui a le plus de chances d'obtenir l'effet de jiu-jitsu politique est celui-là même que les résistants doivent adopter s'ils veulent gagner. C'est-à-dire que les résistants doivent endurer la répression, maintenir leur résistance et leur discipline nonviolente, tout en suivant le plan stratégique élaboré pour le conflit. Les résistants changeront parfois de méthodes spécifiques, mais sans que la résistance s'effondre, et sans recourir à la violence.

2. Voir citations et références dans Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, *op. cit.*, p. 679-680.

Susciter dissidence et opposition dans les rangs de l'adversaire

Une répression extrême infligée à des résistants violents n'entraînera sans doute ni protestation ni opposition dans les rangs de l'adversaire, qui estimeront souvent que la sévérité de la répression est nécessaire et justifiée. Par contre, une répression extrême exercée contre des résistants nonviolents aura plus de chances d'éveiller une opposition au sein du groupe adverse. Une répression dure contre des résistants nonviolents sera perçue comme déraisonnable, inacceptable, inhumaine ou nuisible à la société de l'adversaire.

Face à des résistants nonviolents, il est bien plus aisé pour des membres de l'autre camp de conseiller la retenue ou de recommander des mesures autres que la répression en cours, voire d'exprimer leur désaccord avec la politique en question. Une répression sévère peut apparaître comme un prix trop élevé à payer pour continuer à rejeter les revendications du groupe nonviolent.

On prétend souvent que l'impact des luttes nonviolentes en Inde dans les années 1920, 1930 et 1940 a été plus fort parce que les Britanniques étaient des «gentlemen». Une partie de la population britannique aurait donc protesté contre la brutalité et les exécutions de résistants indiens nonviolents. Cet argument ne tient pas. Dans les années 1950, le peuple britannique dans sa grande majorité n'a pas protesté contre la répression sévère des Mau Mau au Kenya sous domination britannique, ni pendant la Seconde Guerre mondiale contre le bombardement intensif des quartiers résidentiels allemands. Le fait que les Indiens aient choisi la lutte nonviolente plutôt que la violence a grandement facilité les protestations en Grande-Bretagne contre la répression sévère. Lors de la visite de Gandhi en Angleterre en 1931, il fut bien accueilli par la foule des ouvriers du textile au Lancashire, alors même que leur travail avait beaucoup souffert du boycott indien des tissus britanniques et étrangers.

L'impact que la répression de résistants nonviolents aura sur les membres du groupe de l'adversaire pourra prendre divers aspects.

A. Remettre en question la répression et la cause qu'elle défend

Dans une situation de conflit asymétrique – répression violente contre lutte nonviolente – certains membres de la population de l'adversaire et de ses partisans habituels sont susceptibles de commencer à remettre en question la répression violente infligée à des résistants nonviolents, tout en réexaminant les enjeux du conflit. Les membres du groupe de l'adversaire peuvent avoir les réactions suivantes :

- estimer que la répression et les violences sont démesurées et qu'il serait préférable de faire des concessions plutôt que de continuer la répression ;
- changer d'opinion sur la nature du régime de l'adversaire, les persuadant parfois qu'il faut procéder à des modifications internes importantes ;
- éprouver une sympathie active pour le groupe nonviolent et sa cause ;
- apporter une aide positive à la cause du groupe de revendication et aider les résistants nonviolents.

B. Défections dans les rangs de l'adversaire

Révoltés par la brutalité de la répression infligée à de courageux résistants nonviolents, des membres du gouvernement, de la police ou des forces armées de l'adversaire peuvent remettre en question la cause de ce dernier et les moyens qu'il emploie pour contrôler les résistants. Il peut en résulter une gêne, des désaccords, voire des défections et un refus d'obéir dans les rangs de l'adversaire³.

C. Mutineries

Les défections affectent parfois les rangs des policiers et militaires chargés d'infliger la répression. Ils peuvent devenir délibérément inefficaces pour exécuter les ordres, voire se mutiner. Désobéissance et désertions sont parfois le fait d'individus, mais on a vu des unités militaires désertir en masse ou même rejoindre la cause des résistants nonviolents.

D. Scissions dans le régime de l'adversaire

Les brutalités infligées aux résistants nonviolents peuvent aussi diviser le régime de l'adversaire en factions opposées en termes de politiques, de moyens de contrôle et de problèmes de conscience. Des personnes ou des groupes dont les rivalités personnelles couvaient depuis longtemps peuvent alors exprimer ces rivalités en marquant leur différence par le biais de divergences politiques légitimes.

Rallier des tiers non impliqués

La répression exercée contre des résistants nonviolents peut aussi attirer l'attention du public et même de l'étranger sur la lutte et susciter un fort courant de sympathie en leur faveur. Cette mise sous les projecteurs oblige l'adversaire à expliquer et justifier sa politique.

Toutefois une « opinion publique » favorable aux résistants ne suffira pas à elle seule à leur assurer la victoire. Le groupe nonviolent ne doit pas attendre ces changements d'opinion et de soutien, et encore moins que l'adversaire cède simplement à cause d'eux. Par exemple, le massacre de la place Tienanmen en juin 1989 a provoqué un scandale international, mais les officiels chinois ont refusé pendant des années d'admettre qu'ils avaient commis des erreurs.

3. Certains résistants nonviolents, conscients qu'une répression brutale posera de graves problèmes à l'adversaire, lancent délibérément des actions provocatrices dans l'espoir que la brutalité de la répression va susciter des désertions dans les rangs de l'adversaire. Le groupe nonviolent peut aussi demander directement le soutien des membres du camp opposé. Cela peut engendrer de nouvelles dissensions ou en aggraver d'anciennes. Par contraste, une violence des résistants renforce en général l'unité du groupe de l'adversaire. C'est un principe stratégique élémentaire de ne pas unir les adversaires contre vous. Il est judicieux d'agir de façon à aggraver les problèmes internes et divisions parmi les adversaires, tout en gagnant éventuellement de la tolérance – voire du soutien – en votre faveur.

Un adversaire déterminé aura tendance à ignorer une opinion hostile tant qu'elle n'entraîne pas de changements dans les rapports de forces ou qu'elle ne le menace pas. Mais quand l'indignation internationale se traduit en actions concrètes, comme la suppression de crédits, l'arrêt des approvisionnements ou l'imposition de sanctions économiques et diplomatiques, elle acquiert un tout autre poids, et l'adversaire éprouvera de bien plus grandes difficultés s'il n'en tient pas compte.

Une opinion publique favorable aux résistants nonviolents peut être une force de soutien puissante, mais elle ne saurait remplacer la capacité de lutte nonviolente mobilisée par les résistants nonviolents et le groupe de revendication.

Facteurs déterminant l'impact de l'opinion des tiers

Quatre groupes de facteurs détermineront si l'adversaire est affecté ou non par des changements d'opinion de tiers :

1) *Les tiers sont-ils « nationaux » ou internationaux ?* L'impact sera très différent selon que le changement d'opinion et les actions qui en découlent concernent des tiers internes ou étrangers. Les dissensions et oppositions internes à la répression posent en général un problème plus sérieux et immédiat que l'opposition internationale. Cette dernière prendra plus longtemps avant d'avoir un impact, que l'adversaire peut anticiper, ce qui lui laisse le temps d'écraser la résistance tandis que l'opposition internationale s'étiole. Il faudrait cependant procéder à une analyse au cas par cas.

2) *La nature de l'adversaire et de la situation conflictuelle.* Les adversaires visés par la lutte nonviolente ne sont pas tous pareils. Certains sont plus sensibles que d'autres à l'opinion publique. On se posera les questions suivantes : le régime est-il autoritaire ou démocratique ? Quelle est son idéologie et qui sont les résistants et le groupe de revendication ? Quelle est l'attitude du régime face à la résistance ? Quelle importance le régime attache-t-il aux enjeux concernés ? Comment l'adversaire perçoit-il le rôle de la répression ? Dans quel type de système social les événements se déroulent-ils ? L'adversaire est-il sensible à l'opinion de tiers, ou dépend-il d'eux à quelque niveau que ce soit ?

3) *Les actions qui découlent des changements d'opinion.* Une fois qu'on a obtenu que des tiers changent d'opinion, qui entrera en action contre le régime de l'adversaire et quel type d'action sera engagé ?

Les actions de tiers peuvent prendre la forme de protestations, de déclarations publiques, de manifestations, d'actions diplomatiques, de sanctions économiques, etc. Elles doivent être vues comme complémentaires à la résistance interne, mais jamais comme les actions principales de la lutte. La proportion de succès des cas d'action internationale nonviolente, surtout du fait de tiers, est infime. Les actions de tiers sont en général symboliques, donc faibles. Les formes plus substantielles d'action de soutien, en particulier chez des tiers étrangers, se limitent en général à des sanctions économiques. Par

ailleurs l'aide technique apportée à la résistance interne contre un régime oppressif a presque toujours été non-existante, mais cela pourrait changer.

L'action internationale ne peut se substituer à l'action interne du groupe de revendication. La nature même de la technique nonviolente implique que c'est le groupe de revendication directement affecté par la politique de l'adversaire qui doit subir le choc frontal de la lutte.

4) *Les changements d'opinion de tiers qui deviennent favorables à la cause du groupe nonviolent.* Ces changements peuvent aider les résistants en renforçant leur moral et en les encourageant à persister jusqu'à la victoire. Ils peuvent aussi contribuer à saper le moral dans les rangs de l'adversaire.

L'avenir du soutien des tiers

Le soutien des tiers et de l'étranger a eu en général un usage limité et inefficace. On pourrait envisager à l'avenir de nouvelles formes de soutien, comme fournir des ouvrages et des manuels sur la lutte nonviolente, prodiguer des conseils de base sur la planification stratégique pour l'action nonviolente, offrir des installations ou des services d'imprimerie, mettre à disposition des installations et du matériel de radiodiffusion, fournir des bases de préparation et des centres d'étude et de formation sur ce type de lutte.

Une répression moins sévère et des contre-mesures nonviolentes ?

En choisissant de combattre avec une technique qui rend possible le jiu-jitsu politique, les résistants nonviolents déclenchent des forces qui peuvent être plus difficiles à combattre pour l'adversaire que la violence.

L'adversaire, au vu des risques qu'une répression sévère lui fait courir, peut expérimenter des mesures de contrôle moins dures, il peut même chercher à modérer sa violence. Il peut aussi employer des contre-mesures nonviolentes. Les exemples de recours à ce type de contre-mesures semblent indiquer qu'on pourrait évoluer vers une situation de conflit où *les deux camps* s'appuient sur l'action nonviolente comme sanction ultime.

En résumé : modifier les relations de pouvoir

On observe une fluctuation constante du pouvoir dans chaque camp lors d'un conflit impliquant l'usage d'action nonviolente. C'est la conséquence parfois du jiu-jitsu politique, parfois d'autres forces libérées par cette technique. Les changements induits par le jiu-jitsu politique ne deviennent parfois évidents qu'après coup.

La restriction ou le refus du soutien à l'adversaire et aux résistants nonviolents affectera les sources de pouvoir dont dispose chaque camp. Ces fluctuations de pouvoir peuvent être extrêmes.

L'exploitation ou non de ce potentiel dépend des circonstances et du comportement des participants. Plusieurs facteurs sont liés aux résistants

nonviolents, entre autres leur degré de discipline nonviolente, leur persistance et leurs choix stratégiques et tactiques.

Nous l'avons noté plus haut, le jiu-jitsu politique n'opère pas dans toutes les luttes nonviolentes. Il existe toutefois d'autres moyens de modifier les relations de pouvoir par la lutte nonviolente. Même en l'absence de répression extrême ou de jiu-jitsu politique, les méthodes de protestation nonviolente et de persuasion, de non-coopération et d'intervention nonviolente peuvent exercer un pouvoir significatif, si elles sont bien appliquées.

Quatre chemins vers la victoire

La lutte nonviolente ne peut réussir que lorsque les conditions nécessaires existent ou ont été créées. Créer ces conditions par des actes délibérés est plus souvent qu'on le croit à la portée des résistants.

On distingue quatre processus ou mécanismes de base qui peuvent fournir la clé du succès : le retournement, le compromis, la coercition nonviolente et la désintégration.

Le retournement

Pour reprendre les termes de Georges Lakey, on entend par retournement le fait que « l'adversaire, à cause des actions d'un groupe ou d'une personne en lutte nonviolente, adopte un nouveau point de vue qui concorde avec les objectifs de l'acteur nonviolent¹ ». Ce mécanisme peut être influencé par le raisonnement, l'argumentation, les émotions, les convictions, les attitudes et l'éthique.

Dans la lutte nonviolente, le retournement de l'adversaire vise donc à libérer non seulement le groupe subordonné, mais aussi les adversaires eux-mêmes, qu'on estime être prisonniers de leur système et de leur politique. Les partisans de ce mécanisme disent souvent que le groupe de lutte nonviolente, par son attitude et ses actions, cherche à séparer « le mal » de « celui qui fait le mal », à supprimer « le mal » tout en sauvant « celui qui fait le mal ».

On estime souvent que la souffrance personnelle aide à déclencher le retournement. Des praticiens de la lutte nonviolente pensent que la souffrance personnelle est nécessaire pour neutraliser ou paralyser la répression de l'adversaire, mais qu'elle peut aussi être le meilleur moyen de le retourner. Certains affirment que la souffrance attaque les rationalisations et l'emporte sur l'indifférence. La souffrance n'est plus alors un simple risque, elle devient aussi une arme.

1. Georges Lakey, « The Sociological Mechanisms of Nonviolent Struggle », *Peace Research Reviews*, vol. II, n° 6, décembre 1968, p. 12.

Plus la « distance sociale » – le niveau d'éloignement du « sentiment de camaraderie », de compréhension réciproque et d'empathie – entre les groupes opposés est grande, plus le retournement sera difficile. Plus cette distance est réduite, plus le retournement deviendra possible. Les résistants nonviolents qui cherchent à retourner leurs adversaires s'efforceront de diminuer ou d'effacer la distance sociale entre les groupes en conflit, afin de faciliter ce mécanisme.

Le retournement résulte parfois d'un changement rationnel ou émotionnel des idées et opinions des adversaires. La nature précise de ces changements sera différente selon les individus et les événements, et la durée du processus. Le retournement peut entraîner diverses modifications dans le comportement des adversaires, dans leurs convictions, leurs sentiments et leur vision du monde. Chacun réagit différemment aux tentatives de retournement.

De nombreux facteurs influent sur le retournement : la gravité du conflit des intérêts et la distance sociale entre les groupes opposés, la personnalité des adversaires, les convictions et normes qui rapprochent ou séparent les deux groupes, et le rôle des tiers.

Si le groupe de lutte nonviolente cherche délibérément à obtenir un changement en « retournant » ses adversaires, il peut faciliter le mécanisme en s'abstenant de manifester de la violence et de l'hostilité, tentant plutôt de gagner leur confiance par sa franchise, en ne cachant pas ses intentions, en faisant preuve d'esprit chevaleresque, en restant présentable et correct, en évitant d'humilier ses adversaires, en consentant des sacrifices visibles, en effectuant un travail constructif, en démontrant qu'il a confiance en l'adversaire, ou en favorisant une empathie réciproque.

Pour diverses raisons, lorsque les facteurs influents décrits ci-dessus font défaut, les efforts de retournement peuvent n'avoir qu'un succès partiel ou échouer complètement. Certains individus ou groupes seront particulièrement rétifs au retournement. Nombreux sont les praticiens de la lutte nonviolente qui rejettent le retournement, l'estimant impossible ou irréaliste. Si le retournement échoue, ou si on ne le tente pas, la lutte nonviolente offre trois autres mécanismes de changement.

Le compromis

Avec le compromis, l'adversaire n'est ni retourné, ni contraint de façon nonviolente. Sans qu'il ait changé fondamentalement d'opinion sur les problèmes en jeu, il se résout à satisfaire une partie au moins des revendications des résistants nonviolents. Il décide de céder sur un point plutôt que de risquer une issue encore moins favorable. Les influences en jeu sont les mêmes qui auraient pu entraîner un retournement ou une coercition nonviolente. Le compromis se produit lorsque l'adversaire a encore le choix. Toutefois, le conflit a modifié la situation sociale à tel point que l'adversaire est obligé d'accepter certains changements. Les facteurs suivants amènent le compromis :

- La répression violente ne semble plus adaptée.
- L'adversaire croit supprimer une difficulté en accédant à quelques demandes des résistants, ou à toutes.
- L'adversaire s'aligne sur l'opposition au sein de son propre groupe, pour empêcher que cette opposition prenne de l'ampleur.
- L'adversaire agit pour minimiser les pertes économiques qui le menacent.
- L'adversaire s'incline élégamment devant l'inévitable, évitant l'humiliation de la défaite tout en espérant sauver ce qui peut encore l'être. Il peut aussi agir pour éviter que la population comprenne à quel point elle peut exercer du pouvoir.

La coercition nonviolente et la désintégration

Avec la coercition nonviolente, l'adversaire n'est pas retourné et il ne décide pas non plus de donner satisfaction aux revendications. Ici, c'est l'évolution des forces sociales et des relations de pouvoir qui produit les changements voulus par les résistants, contre la volonté de l'adversaire, alors que ce dernier campe encore sur ses positions (à supposer que les changements voulus ne prévoient pas la mise à pied d'officiels du gouvernement ni la désintégration du régime).

Pour résumer, la coercition nonviolente peut se produire de trois manières :

- La défiance devient si répandue et massive que l'adversaire ne peut plus l'endiguer par la répression ou d'autres moyens.
- À cause de la non-coopération et de la défiance, le système social, économique et politique ne peut plus fonctionner tant que les revendications des résistants ne seront pas satisfaites.
- La capacité même de l'adversaire à appliquer la répression est sapée ou dissoute, parce que ses propres forces répressives (policiers ou militaires) perdent de leur fiabilité ou se désintègrent.

Dans chacun de ces cas, l'adversaire, bien que décidé à ne pas céder aux exigences des résistants, constate qu'il lui est impossible de défendre ou d'imposer sa politique ou son système insupportables.

La coercition ne se limite pas aux effets de la violence physique ou à la menace de l'employer. Les facteurs-clé de la coercition sont les suivants :

- si l'adversaire voit sa volonté bloquée malgré tous ses efforts pour l'imposer.
- si l'adversaire a la capacité d'imposer sa volonté.

La coercition est l'utilisation de la force physique ou non physique pour imposer ou empêcher une action.

Une non-coopération générale peut entraîner une coercition nonviolente si efficace qu'elle paralyse temporairement le pouvoir de l'adversaire. Le concept de désintégration pousse le processus encore plus loin.

La désintégration survient lorsqu'on applique plus fortement les forces qui produisent la coercition nonviolente. Toutefois, ces forces agissent de façon plus extrême dans la désintégration, ce qui amène un effondrement du groupe

ou du régime de l'adversaire. Il ne reste plus d'instance cohérente capable ne serait-ce que de reconnaître la défaite. Le pouvoir de l'adversaire a été dissous.

Le pouvoir de la coercition et de la désintégration provient de la capacité qu'a la lutte nonviolente de couper les sources du pouvoir de l'adversaire, comme nous l'avons vu au chapitre 2. Cette technique devient capable de coercition ou de désintégration lorsque ceux qui l'appliquent résolument refusent ou suppriment les sources de pouvoir nécessaires à l'adversaire dans les domaines suivants :

- 1) *L'autorité* : la simple application de la lutte nonviolente peut montrer à quel point l'adversaire a perdu de son autorité, qu'elle s'effondre encore plus. L'autorité de l'adversaire peut s'affaiblir, voire se dissoudre. De plus, les gens qui rejettent l'autorité de l'adversaire peuvent alors, dans des situations extrêmes, transférer leur loyauté vers une entité rivale, comme un gouvernement parallèle.
- 2) *Les ressources humaines* : la non-coopération nonviolente et la désobéissance peuvent priver l'adversaire des ressources humaines nécessaires à son pouvoir. Celles-ci comprennent la population, le groupe de revendication et les résistants nonviolents. Il en résulte pour l'adversaire une multiplication des problèmes de maintien de l'ordre et une diminution de sa capacité à exercer le pouvoir. Une non-coopération tenace et générale peut paralyser le système.
- 3) *Compétences et connaissances* : le refus de coopérer aura sur le pouvoir de l'adversaire un impact tout-à-fait disproportionné par rapport au nombre de participants, lorsqu'il s'agit de personnel crucial, techniciens, officiers, administrateurs, etc. La lutte nonviolente tendra tout particulièrement à aggraver les conflits internes du régime de l'adversaire, en réduisant la somme disponible de compétences, de connaissances, de discernement, d'énergie, etc., qui lui sont nécessaires pour faire face au défi.
- 4) *Facteurs intangibles* : la lutte nonviolente peut ébranler les habitudes d'obéissance et remettre en question les convictions politiques et les dogmes officiels. La résistance et la désobéissance peuvent refléter des changements antérieurs d'attitudes et de convictions, elles peuvent aussi éroder un peu plus l'habitude d'obéir sans se poser de questions, et développer la capacité consciente de choisir d'obéir ou non.
- 5) *Ressources matérielles* : la résistance nonviolente peut réguler la quantité de ressources matérielles dont dispose l'adversaire. Ces ressources sont les transports et communications, les ressources économiques et financières, les matières premières, etc. Parmi les 198 méthodes de lutte nonviolente, 61 ont un caractère directement économique : les boycotts, grèves et diverses méthodes d'intervention. D'autres méthodes peuvent avoir des conséquences économiques indirectes.
- 6) *Sanctions* : la lutte nonviolente peut même diminuer ou supprimer la capacité de l'adversaire à imposer des sanctions contre la résistance. Ceux qui sont chargés d'appliquer les sanctions – policiers et militaires – peuvent exécuter les ordres de façon inefficace, ou dans des cas extrêmes aller jusqu'à les ignorer ou y désobéir complètement. Ce laxisme ou cette désobéissance sont plus envisageables contre une résistance nonviolente que violente. La perte de fiabilité des sanctions, ou même leur arrêt suite à des mutineries, aura un impact sérieux sur la position de pouvoir de l'adversaire.

Les facteurs qui engendrent la coercition nonviolente et la désintégration se présentent dans des combinaisons et des proportions différentes. La contribution de chaque facteur dépend du degré auquel il régule une ou plusieurs sources du pouvoir de l'adversaire. La coercition nonviolente et la désintégration seront facilitées lorsque

- Les résistants nonviolents sont en grand nombre ;
- L'adversaire dépend des résistants pour les sources de son pouvoir ;
- Le ou les groupes qui refusent d'aider l'adversaire lui fournissent en temps normal une assistance significative ;
- Le groupe de lutte nonviolente maîtrise les compétences pour appliquer la technique de lutte nonviolente ;
- On peut maintenir suffisamment longtemps la défiance et la non-coopération ;
- L'adversaire dépend, pour certains services et approvisionnements, de tiers qui soutiennent le groupe de lutte nonviolente ;
- Les moyens de contrôle et de répression de l'adversaire se révèlent inefficaces ou insuffisants face à une défiance massive ;
- Il existe dans les rangs de l'adversaire une opposition à ses méthodes ou à sa répression. On tiendra compte du nombre de dissidents, de l'intensité de leur désaccord et du type d'action qu'ils emploient, comme les grèves ou mutineries.

Une lutte nonviolente appliquée avec compétence peut offrir de meilleures chances de succès que la violence politique employée dans les mêmes circonstances. On ne peut bien sûr garantir la victoire. Des changements se produiront, en mieux ou en pire. Comme dans tout conflit, l'issue est un mélange de défaite et de victoire, dans des proportions variables.

CHAPITRE 34

La redistribution du pouvoir

Quelles sont les conséquences du succès ?

On entend des assertions très différentes sur les conséquences des luttes nonviolentes réussies. Certains critiques ont affirmé à la légère que le chaos s'ensuit, et non une société plus libre ou plus juste. D'autres suggèrent que la chute d'un système où régnait l'ordre sera suivie par une nouvelle dictature. Ces éventualités ont peu de chances de se produire avec une lutte nonviolente disciplinée, surtout si elle a été au moins en partie victorieuse.

La résistance nonviolente *disciplinée* n'est ni chaotique ni désordonnée. L'action nonviolente efficace implique l'autodiscipline, la discipline du groupe et l'ordre. En fait, plus la discipline est évidente dans l'action nonviolente, plus efficace sera la lutte et moins il y aura de risque de désordres et de chaos futurs.

Il est vrai que plusieurs cas de lutte nonviolente furent suivis d'une nouvelle dictature. Comme nous l'avons noté, il arrive qu'un groupe autoritaire ou dictatorial cherche, pour une raison ou une autre, à exploiter la période instable de transition en prenant le contrôle de l'État. Les bons stratèges et dirigeants de la lutte nonviolente doivent anticiper ce risque et donc préparer et publier des plans de non-coopération massive pour dissuader et vaincre ces tentatives d'usurpation.

Tout indique que les conséquences à long terme de la lutte nonviolente ne sont ni le chaos ni la dictature. La technique de lutte nonviolente, si on l'applique de manière un tant soit peu compétente, aura des effets durables importants sur le groupe de lutte nonviolente et sur la répartition du pouvoir entre les adversaires du conflit et à l'intérieur du système en général.

Les effets sur le groupe de lutte nonviolente

La technique d'action nonviolente crée des changements chez ses participants. La force des résistants nonviolents va augmenter tout au long de la lutte. Le pouvoir devient donc mieux réparti dans la société, au lieu de rester concentré aux mains d'une élite oppressive.

La participation à la lutte nonviolente implique de cesser la soumission passive à la volonté de l'adversaire, et elle favorise cette attitude. Elle aide aussi une population trop souvent soumise à surmonter son manque de confiance en soi, sa mauvaise estime de soi, son impression d'être démunie et inférieure, sa crainte des responsabilités ou son désir d'être dominée. Lors des luttes nonviolentes réussies, ces sentiments ont tendance à faire place à leurs contraires.

La lutte nonviolente produit des changements chez l'adversaire, mais plus encore en renforçant les anciens subordonnés qui ont appris à utiliser cette technique. À ceux-ci, cette expérience enseigne qu'en agissant en commun avec d'autres qui partagent leurs revendications, ils peuvent avoir un impact majeur pour améliorer leur situation. Participer à une lutte nonviolente leur montre que des gens qui étaient faibles peuvent devenir forts.

Les exemples d'action nonviolente indiquent aussi que la participation tend à rendre les résistants plus audacieux. Ils devront au début apprendre à contrôler leur peur et leur colère. Plus tard, la peur peut disparaître. Comprenant qu'ils peuvent rester fermes face à la répression, ils se sentent souvent libérés de leur peur. En atténuant ou en supprimant leur peur, les résistants nonviolents réduisent, voire suppriment l'une des sources principales du pouvoir de l'adversaire : la peur de la punition. Cela affaiblit l'adversaire tout en renforçant à long terme la capacité du groupe de revendication à rester hors d'atteinte de l'oppression d'éventuels adversaires.

Jawaharlal Nehru, qui ne fut jamais un adepte de la non-violence éthique, écrit que le peuple indien, en participant à la non-coopération, eut « un formidable sentiment de libération, [...] [le sentiment] de se débarrasser d'un grand poids, un nouveau sentiment de liberté. La crainte qui les avait bridés passait à l'arrière-plan, ils se redressaient et relevaient la tête¹ ». Ce constat vaut pour des luttes très différentes dans d'autres régions du monde.

Les systèmes hiérarchiques existent en partie parce que les subordonnés, se considérant inférieurs, se soumettent. Il y a donc deux étapes à franchir pour défier le système hiérarchique et y mettre fin : faire en sorte que les membres du groupe subordonné se voient comme des êtres humains à part entière qui ne sont inférieurs à personne ; et faire en sorte qu'ils se comportent d'une manière correspondant à cette meilleure opinion d'eux-mêmes. Ils apprendront qu'ils sont capables de résister et d'exercer un pouvoir significatif pour résoudre les problèmes qu'ils affrontent.

Malgré les épreuves de la lutte, les résistants peuvent éprouver de la satisfaction dans cette expérience. On l'a noté dans plusieurs conflits, dont la grève de février 1941 en faveur des juifs d'Amsterdam, pendant l'occupation nazie :

1. Jawaharlal Nehru, *An Autobiography*, Londres, The Bodley Head, 1953, p. 69.

Pour ceux qui y prirent part, la grève apporta un soulagement parce qu'elle indiquait un rejet actif du régime allemand. [...] Dans la grève, la population laborieuse avait découvert sa propre identité dans le défi à la puissance de l'occupant².

Participer peut favoriser une nouvelle ardeur, un sentiment plus grand de sa propre valeur, et l'espoir pour l'avenir.

L'efficacité de l'action nonviolente augmente lorsque les résistants et le groupe de revendication sont très unis. La violence exclut en général certains participants pour raisons d'âge, de sexe, de condition physique, de convictions ou d'antipathie. L'action nonviolente semble au contraire favoriser l'unité interne et attirer des participants plus hétérogènes, de tous les horizons sociaux. On a pu constater cette amélioration dans les mouvements syndicaux, comme le notait le sociologue E.T. Hiller : le conflit « solidifie le groupe ». « S'ils sont attaqués, les grévistes perçoivent l'identité de leurs intérêts³. »

Le refus de coopérer avec l'adversaire et son système ne mène pas nécessairement à la confusion et à la désorganisation. Il tend plutôt à produire une meilleure coopération au sein du groupe de revendication, en particulier parmi les résistants. Le mouvement contre l'adversaire a besoin d'organisation, de coopération et d'un soutien mutuel à l'intérieur du groupe de revendication, afin de répondre aux besoins sociaux et de maintenir l'ordre social. Le boycott de certaines institutions implique qu'il faille en renforcer d'autres ou en créer de nouvelles. Les boycotts économiques, par exemple, devront prévoir des sources alternatives pour répondre aux besoins économiques. La non-coopération politique massive implique de mettre en place des institutions sociales et politiques alternatives, pouvant dans les cas extrêmes déboucher sur un gouvernement parallèle. Ce fut clairement le cas lors de la résistance hongroise contre le régime autrichien au XIX^e siècle⁴.

Lorsque l'action nonviolente est employée avec un tant soit peu d'efficacité, cette technique va s'étendre. Les mêmes personnes pourront y recourir plus tard dans d'autres circonstances, et d'autres suivront l'exemple pour affronter leurs propres problèmes. La violence aussi peut être contagieuse, mais avec des conséquences bien différentes. La révolution russe de 1905 a vu bien des exemples de grèves et d'autres méthodes de lutte se propageant par imitation. Le succès relatif des grèves du début de l'année 1905 a favorisé l'expansion des organisations syndicales et de nouvelles grèves. De même, des succès politiques limités ont parfois poussé des résistants à viser des objectifs plus importants⁵.

2. Werner Warmbrumm, *The Dutch Under German Occupation, 1940-1945*, Palo Alto, Stanford University Press, 1963, p. 111.

3. E.T. Hiller, *The Strike*, Chicago, University of Chicago Press, 1928, p. 30 et 90.

4. Arthur Griffith, *The Resurrection of Hungary: A Parallel for Ireland*, troisième édition, Dublin, Wheland & Son, 1918, p. 170.

5. Sidney Harcave, *First Blood: The Russian Revolution of 1905*, New York, Macmillan, 1964, p. 77, 79-81, 134, 143-144, 171, 176-177 et 215.

Si les effets de la lutte nonviolente sur l'adversaire sont très importants, ils le sont encore plus pour les résistants nonviolents eux-mêmes, et ce, à long terme et avec une portée considérable. Des gens forts qui ont appris à résister efficacement ne se laisseront pas facilement opprimer. Ce renforcement du groupe de revendication finira par modifier de façon durable les relations de pouvoir.

La diffusion du pouvoir et la technique nonviolente

Pour être libre, une société a besoin de groupes sociaux et d'institutions capables d'agir en toute indépendance et d'exercer le pouvoir de plein droit, afin de contrôler le gouvernement en place ou encore le régime d'usurpateurs intérieurs ou étrangers. Si ces groupes et institutions sont faibles, il faudra les renforcer. S'ils n'existent pas, il faudra les créer pour contrôler des dirigeants qui ne veulent pas être contrôlés.

Sur ce point, les questions d'organisation sociale et de technique politique se rejoignent. Il peut y avoir un rapport de cause à effet entre la concentration ou la diffusion relative du pouvoir dans la société et la technique de lutte – violence politique ou action nonviolente – sur laquelle on s'appuie pour changer ou préserver le système social. Le choix entre la violence politique et la technique de lutte nonviolente, comme sanction ultime de la société, décidera donc de la capacité future de cette société à exercer un contrôle populaire sur tout dirigeant en place ou potentiel.

Il est communément admis que les révolutions et les guerres violentes sont accompagnées et suivies d'une propension à la croissance et à la centralisation du pouvoir absolu de l'État. Les évolutions technologiques des armements et des transports militaires et la fin de la distinction entre les cibles et victimes militaires et civiles ont accentué cette tendance. Nous l'avons vu au chapitre 2, lorsqu'une clique autoproclamée exerce sur les institutions de guerre un contrôle centralisé, celui-ci peut ensuite s'appliquer contre l'ancien gouvernement et la population, afin de prendre le contrôle politique et de le conserver. La violence politique contribue souvent à détruire les institutions sociales indépendantes. La population d'une société qui a recouru à une grande violence sera donc moins apte à résister à des oppresseurs intérieurs et étrangers qu'une société qui a utilisé des méthodes nonviolentes de lutte et qui possède encore des institutions indépendantes fortes.

La lutte nonviolente a donc des effets à long terme différents de ceux de la lutte violente sur la répartition du pouvoir au sein de la société. La technique nonviolente n'a pas les effets centralisateurs de la violence politique. Il semble au contraire qu'une application à grande échelle de la lutte nonviolente organisée renforce la possibilité d'un meilleur contrôle populaire, parce que ce type de lutte contribue à mieux répartir le pouvoir dans toutes les strates de la société. Les gens apprennent comment s'organiser et comment mener la résistance face à des adversaires identifiés. La population acquiert une plus

grande liberté d'action qui lui permettra d'éviter les dictatures et d'obtenir plus de démocratie.

L'utilisation étendue de l'action nonviolente au lieu de la violence politique tend à diffuser le pouvoir au sein de la population. Ceux qui emploient cette technique deviennent plus autonomes en développant leur aptitude à diriger et en améliorant leurs capacités d'appliquer un moyen de lutte efficace. Par ailleurs, après une lutte de ce type, le pouvoir des gouvernements sera plus encadré et la population aura développé des réserves d'aptitude à la lutte nonviolente pour contrer de nouvelles menaces éventuelles.

Le leadership d'une lutte nonviolente est en général plus démocratique, il n'a pas recours à la violence pour maintenir la cohésion du groupe, il dépend de la reconnaissance de son autorité morale, de son discernement politique et stratégique et du soutien populaire. De plus, et cela peut se révéler crucial, les chefs d'une lutte nonviolente sont interchangeables et peuvent être temporaires. Il y a deux raisons principales à cela : les leaders sont souvent arrêtés ou tués, et la résistance a donc besoin que ses participants soient plus autonomes. Pour être efficaces dans des conditions extrêmes de répression, les résistants doivent être capables d'agir sans le secours d'un comité directeur. Cette situation peut modifier le type de direction qui se structure et sera acceptée lors des luttes nonviolentes, par comparaison avec les conflits violents. Les leaders de luttes nonviolentes réussies risquent moins de devenir des tyrans que ceux des luttes violentes victorieuses, parce que la technique nonviolente a tendance à augmenter l'autonomie de la population et à renforcer la société civile.

Les dirigeants de luttes violentes peuvent mettre en place un contrôle centralisé pour deux raisons. Tout d'abord, ils sont ainsi à même de réguler et de répartir l'approvisionnement en armes et en munitions parmi les combattants et la population. Ensuite, ils commandent l'application de la violence, même contre la population. Par contraste, cela est impossible aux dirigeants d'une lutte nonviolente, parce que les armes de l'action nonviolente ne sont pas matérielles.

Après une lutte violente réussie, l'État, avec son pouvoir de répression, sera sans doute plus puissant qu'avant la lutte. Cette situation sera peu probable dans le cas de luttes nonviolentes, où la capacité des gens à organiser une lutte populaire aura augmenté. Les institutions sociales indépendantes sortent renforcées par leur rôle dans la résistance. Elles seront donc plus aptes à fonctionner efficacement à l'avenir, en temps de paix comme en cas de crise.

La lutte nonviolente aide les gens à devenir libres, organisés et disciplinés, courageux, capables de bâtir une démocratie et de la défendre au besoin. Ces gens auront acquis une meilleure confiance dans leur capacité d'agir efficacement à l'avenir.

Un peuple qui garde en mémoire qu'il a mené à bien une lutte indépendante sera sans doute traité avec plus d'égards par ses dirigeants, qui seront conscients du fait que ce peuple est capable de résister pour défendre ses droits.

Il ne faut pourtant pas en conclure qu'une lutte nonviolente visant des buts précis va nécessairement atteindre ces buts et en plus résoudre des problèmes qui n'étaient même pas contestés au cours du conflit. Une seule campagne nonviolente ne suffira pas à empêcher l'utilisation ultérieure de la violence dans la société ou dans le système politique. Par contre, l'action nonviolente viendra probablement supplanter la violence, s'y substituant pour toute une série d'objectifs spécifiques, si et quand on estime qu'il est souhaitable et efficace de procéder à cette substitution.

Les capacités développées pour réussir une lutte nonviolente pourront servir à défendre les objectifs atteints contre des menaces futures, si la population choisit d'utiliser ces capacités. Les acquis de la lutte nonviolente peuvent donc être relativement durables et être préservés sans recours à la violence.

C'est là bien sûr une tendance et non un processus garanti. À l'issue d'une lutte nonviolente réussie, le pouvoir sera plus diffus au sein de la population, apportant aux gens une meilleure capacité de contrôle que jamais sur leur avenir politique. Toutefois, cela ne se produira pas dans toutes les situations. L'expérience du pouvoir populaire peut être minimisée, même dans la mémoire du peuple, et se perdre si les gens retombent dans leurs habitudes et convictions antérieures de soumission. Lequel de ces scénarios va se produire, et jusqu'à quel point, cela dépendra du déroulement de la lutte nonviolente, des choix et des événements qui s'ensuivront. Cependant, l'expérience de l'utilisation efficace de l'action nonviolente fournit au peuple la possibilité et la capacité d'appliquer les armes nonviolentes qu'il connaît, si telle est sa volonté.

Tous ces éléments indiquent que l'action nonviolente et la violence politique peuvent contribuer à engendrer des types de société très différents. Il convient d'étudier avec soin cette possibilité.

Toutefois, ces caractéristiques ne suffisent pas à garantir qu'une lutte nonviolente victorieuse empêchera toute forme, présente ou nouvelle, d'injustice sociale, économique ou politique. Ces caractéristiques ne garantissent pas non plus qu'une démocratie dynamique et durable viendra remplacer un gouvernement oppressif vaincu par une lutte nonviolente.

Dans plusieurs cas visant un changement politique majeur, un groupe dictatorial a pris le contrôle de l'État alors même qu'un groupe de lutte nonviolente approchait de la victoire, comme en Birmanie en 1988, ou durant la transition du pouvoir entre l'ancien et le nouveau régime, comme dans l'Empire russe en 1917.

Il est donc important de prévoir comment les nouveaux rapports s'établiront après la victoire et, dans les cas où l'objectif est un changement politique majeur, d'élaborer avec soin la nouvelle structure démocratique. Il est nécessaire de renforcer les institutions indépendantes de la société. Il est aussi crucial d'augmenter la capacité de la population à résister à des oppresseurs ou à des dictateurs potentiels. Il faut pour cela diffuser dans la population une compréhension générale de la lutte nonviolente et la connaissance des stratégies

spécifiques qui lui permettront de défendre les relations et les libertés nouvellement acquises.

Les utilisations futures et l'efficacité de la lutte nonviolente dépendent en partie de l'approfondissement des connaissances sur sa nature, du perfectionnement des compétences pour appliquer cette technique en situation de crise, d'une amélioration de la vision stratégique et de la diffusion de ces connaissances dans toute la société. Nombreux sont ceux qui auront un rôle à jouer pour le développement de ces capacités.

QUATRIÈME PARTIE

PRÉPARER L'AVENIR

INTRODUCTION À LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Il est primordial de connaître l'histoire des pratiques de la lutte nonviolente et de comprendre les processus qui ont opéré dans ces événements. Cela nous aidera à comprendre ce qui est arrivé dans le passé et à réfléchir à ce qui pourrait bien arriver dans le futur.

Toutefois, cette connaissance et cette compréhension ne nous indiquent pas ce qu'il faudrait faire pour rendre ce type de défense plus efficace à l'avenir qu'il ne l'a été dans le passé. Si l'on considère la gravité des conflits actuels dans diverses parties du monde et si l'on songe à leurs formes futures possibles en termes d'oppression, de domination, et d'exploitation, il est hautement souhaitable que les gens qui décident de s'opposer à ces systèmes disposent de nouvelles données sur les moyens d'appliquer cette technique encore plus efficacement qu'elle ne l'a été dans le passé.

L'une des compétences essentielles qui contribuera à rendre cette technique plus efficace à l'avenir est la capacité d'élaborer des stratégies pour mener ce type de lutte dans diverses situations de conflit.

Bien sûr, les types de situations conflictuelles et la nature des revendications varient beaucoup. Les conflits peuvent être de tous types: exploitation des paysans, occupation par une armée étrangère, tentative de coup d'État, conflits ethniques, ségrégation raciale, discrimination religieuse ou dictature extrême. De plus, même dans chacune de ces catégories, chaque conflit sera différent des autres.

Toutefois, c'est la capacité d'élaborer des stratégies pour mener la lutte qui optimisera l'efficacité des efforts futurs et permettra d'appliquer habilement ces nouvelles stratégies.

Au chapitre 35, nous montrerons comment rendre cette technique plus efficace qu'elle ne l'a été dans le passé. Ce chapitre présente la planification stratégique et identifie les facteurs qui influent sur la réussite d'une lutte nonviolente.

Au chapitre 36, nous montrerons l'importance de savoir évaluer précisément la situation de conflit, avant de proposer certains outils pour y parvenir. Nous présenterons les grandes catégories de réflexion stratégique, depuis la stratégie générale jusqu'aux méthodes individuelles. Nous concluons ce chapitre avec l'élaboration d'un plan stratégique préalable à la lutte.

Le chapitre 37 indique comment surmonter divers problèmes qui se posent au cours de la lutte : définir les objectifs, renforcer les résistants, définir le rôle des responsables, déterminer les moyens de saper les sources du pouvoir de l'adversaire et choisir les méthodes pour mener la lutte pendant le déroulement du conflit, entre autres la manière de persister malgré la répression.

Le chapitre 38 étudie les éléments-clés du déroulement de la lutte : préparer la population à la lutte, conserver l'élan, suivre attentivement le conflit et le mener à sa conclusion.

Enfin, le chapitre 39 présente les applications potentielles de cette technique pour supplanter la violence dans plusieurs domaines d'importance : démanteler des dictatures, assurer la défense de la nation, mettre fin à l'oppression de groupes rejetés, supprimer des injustices sociales et économiques, favoriser les pratiques démocratiques et les droits de l'Homme, empêcher l'établissement de dictatures et prévenir les génocides. Ces discussions ne sont bien sûr qu'une introduction à des sujets qui devront faire l'objet d'études plus poussées, alors que nous entrons dans une nouvelle phase du développement historique et de la pratique de cette solution alternative aussi bien à la passivité qu'à la violence.

Rendre la lutte nonviolente plus efficace

Succès et défaite d'une lutte nonviolente

Les luttes menées au moyen de l'action nonviolente ont eu dans le passé bien plus d'efficacité qu'on le croit en général. Ceci est démontré par les divers exemples décrits aux chapitres précédents, qui ne constituent qu'un échantillon des applications de cette technique au xx^e siècle.

La lutte nonviolente n'est pas magique. Elle réussit parfois à atteindre ses objectifs, et parfois elle y échoue. En termes d'effets politiques immédiats, la défaite est toujours possible, comme à la guerre ou dans d'autres actions violentes. On entend ici par *défaite* le fait d'échouer à atteindre les objectifs de la lutte. Le *succès* signifie que les objectifs de la lutte ont été atteints. Un conflit nonviolent peut se terminer par un mélange de succès et de défaite, lorsque les objectifs sont en partie atteints et en partie non atteints. C'est le cas aussi pour les luttes recourant à la violence.

Le niveau d'efficacité de la lutte nonviolente doit bien sûr être comparé au niveau d'efficacité de la lutte violente *dans la réalisation des objectifs déclarés pour lesquels on l'a utilisée*, et pas simplement par le fait d'avoir écrasé l'adversaire. Trop souvent, lorsqu'on parle d'efficacité, on pose comme une évidence que la violence constitue la force la plus puissante et la plus efficace possible pour atteindre les objectifs fixés. C'est faux. Si l'on évalue dans quelle mesure les objectifs initiaux du conflit ont été atteints, on verra que l'efficacité de la lutte violente est souvent très limitée, et que celle de la lutte nonviolente est souvent plus grande qu'on le suppose en général. Ceci, en dépit du fait que les luttes nonviolentes du passé furent en général improvisées ou n'avaient bénéficié que d'un minimum de planification et de préparatifs.

En finir avec les explications simplistes

Lorsqu'on étudie les moyens de rendre la lutte nonviolente plus efficace, il faut absolument rejeter les explications simplistes et les mauvaises excuses justifiant les échecs. Certains affirment que le but déclaré est bien moins important que

le fait que les résistants se sentent bien dans leur action, que le fait de s'abstenir de toute violence est suffisant, ou que le plus important est que les résistants soient prêts à mourir. Se sentir bien, refuser la violence ou être prêt à mourir ne change pas le fait qu'on a échoué si on n'a pas atteint les objectifs de la lutte.

On trouve aussi beaucoup d'aprioris sur ce qui est nécessaire au succès d'une action nonviolente. Parmi ces idées fausses, il y a le postulat qu'elle ne peut réussir que face à un adversaire démocratique, voire non violent. Certains prétendent que le succès dépend du soutien international, de l'aide des médias, qu'il faudra attendre bien plus longtemps qu'avec une action violente, ou encore qu'il faut un « environnement nonviolent ». Toutes ces propositions sont inexactes.

D'aucuns disent que si un groupe utilise l'action nonviolente, l'adversaire répondra normalement de façon nonviolente aussi. En cas de réaction violente, on présume que quelque-chose a mal tourné. Là encore, c'est une erreur. Le groupe ou régime auquel on s'oppose dépend souvent de la violence pour maintenir sa position et ses pratiques. Lorsque l'adversaire répond à un défi nonviolent par une répression violente, c'est en général un signe que le mouvement nonviolent menace le statu quo. L'action nonviolente est une technique employée pour combattre des adversaires violents.

Conditions de la lutte

Il ne faut pas confondre les éléments de la situation qui peuvent être utiles pour appliquer la lutte nonviolente avec les éléments indispensables sans lesquels la lutte sera vouée à l'échec. Il existe des conditions favorables et défavorables, internes et externes, à la pratique de la lutte nonviolente. Toutefois il n'est pas absolument nécessaire que les conditions soient favorables. Quelques luttes nonviolentes ont été couronnées de succès malgré de très mauvaises conditions, parce que le groupe de lutte a su compenser ces conditions défavorables en développant ses forces et ses compétences.

Il n'y a cependant pas de substitut à la force véritable dans la lutte nonviolente. Si les participants à une lutte nonviolente n'ont pas encore la force, la détermination et la capacité d'agir utilement contre leurs adversaires, alors la simple acceptation verbale d'une lutte nonviolente ne suffira pas à les sauver. C'est par un effort délibéré qu'on développera cette force, cette compétence et cette capacité d'agir intelligemment.

Si le groupe potentiel de lutte nonviolente ne dispose pas dans l'immédiat de ces caractéristiques, il devra se contenter pour l'instant de campagnes limitées, sans grands risques, visant des objectifs à court terme relativement faciles. Il devra dédier le gros de ses efforts à construire à l'interne ses propres capacités. Le groupe devra attendre d'être assez fort, déterminé et compétent avant de tenter une escalade stratégique de la lutte pour atteindre ses objectifs à long terme.

Facteurs influençant l'issue de la lutte

De nombreux facteurs détermineront l'issue d'une lutte nonviolente¹. Certains de ces facteurs sont liés à la « situation sociale », d'autres au groupe de l'adversaire, d'autres encore à des tiers, et de nombreux autres au groupe de lutte nonviolente. Ce dernier peut influencer nombre de ces facteurs, mais pas tous.

1) Facteurs liés à la situation sociale. Par exemple, la profondeur de l'antagonisme entre les deux groupes, la distance sociale entre eux, les croyances et normes communes aux deux groupes, et la présence de groupes sociaux et d'institutions significatifs au sein de la population qui résiste.

2) Facteurs associés au groupe ou au régime de l'adversaire. Dans quelle mesure l'adversaire dépend de ceux qui ne coopèrent pas pour ses sources de pouvoir, et le degré de désobéissance qu'il peut tolérer. Ces facteurs comprennent aussi le niveau de conviction de l'adversaire et de ses partisans dans leurs opinions et méthodes et dans le bien-fondé de la répression ou d'autres sanctions contre les résistants nonviolents.

Parmi les autres facteurs associés au groupe ou au régime de l'adversaire, on relèvera : les moyens de contrôle et de répression que l'adversaire est susceptible d'utiliser ; le degré d'obéissance des agents chargés de la répression, le niveau de solidarité dans les rangs de l'adversaire ; le niveau de loyauté parmi ses bureaucrates, sa police et ses forces armées ; l'appui de l'ensemble de la population de l'adversaire envers ses méthodes et sa répression ; et l'évaluation que fait l'adversaire du déroulement futur du mouvement de lutte et de ses conséquences.

3) Facteurs associés à des tiers. Dans quelle mesure les tiers éprouvent de la sympathie envers l'adversaire, ou envers le groupe de lutte nonviolente, et à quel point les opinions et le bon vouloir des tiers sont importants pour les deux camps ? Ces facteurs comprennent aussi la motivation des tiers à se mobiliser pour soutenir activement l'un ou l'autre camp, ou pour refuser de coopérer avec l'un des deux.

4) Facteurs associés au groupe de lutte nonviolente. Cette catégorie regroupe les facteurs les plus significatifs, car c'est sur ceux-là que le groupe de lutte nonviolente peut exercer le plus d'influence. Ils comprennent : la capacité à s'organiser ou agir spontanément en obéissant aux exigences de la lutte nonviolente ; le degré auquel les résistants et le groupe de revendication sont convaincus que leur cause est juste ; et le degré auquel ces groupes font confiance à la lutte nonviolente. Également importants : les types de méthodes nonviolentes choisies par le groupe de lutte nonviolente, et la capacité de ce groupe à appliquer ces méthodes ; la solidité de la stratégie et des tactiques choisies ou acceptées par le groupe de lutte nonviolente ; et la capacité des

1. Tiré de l'ouvrage de Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, p. 815-817.

membres à répondre aux exigences que le groupe de lutte nonviolente leur impose.

Par ailleurs, la capacité relative des résistants à pratiquer la lutte nonviolente est importante, de même que la faculté du groupe d'agir avec discipline pour exécuter les plans. Le nombre de participants aux actions sera important dans certains cas, dont ceux qui dépendent de la non-coopération, où il faut des effectifs suffisants pour être efficace et compatible soient compatibles avec les conditions d'utilisation du mécanisme de changement retenu.

Il sera très important de savoir si le groupe général de revendication soutient le groupe de lutte nonviolente ou entrave ses actions. La sévérité de la répression, de la terreur peut-être, imposée par l'adversaire est importante car elle fait contrepoids à la capacité des membres du groupe de lutte à persister dans la résistance. Il faudra aussi estimer combien de temps les résistants seront déterminés et capables de poursuivre la lutte, leur capacité à rester nonviolents dans cette lutte et leur capacité à agir au grand jour, dans des circonstances normales.

Il existe d'autres facteurs, comme la présence de leaders efficaces, ou la capacité du groupe à suivre avec discipline une stratégie judicieuse, même en l'absence d'un groupe de responsables clairement identifiable; ou bien l'aptitude des résistants à susciter sympathie et soutien dans les rangs de l'adversaire; ou encore le niveau de contrôle que le groupe de lutte nonviolente exerce sur ses propres sources de pouvoir.

Augmenter les chances de succès

La plupart des facteurs opérant dans le conflit, hormis quelques-uns liés à la situation sociale, sont susceptibles de changer, parfois de manière radicale, au cours de la lutte nonviolente. Ces changements entraîneront un renforcement ou un affaiblissement du pouvoir de l'adversaire et du groupe de lutte nonviolente. Si ces modifications augmentent de manière significative le pouvoir de l'adversaire tout en diminuant celui du groupe de lutte nonviolente, l'adversaire aura des chances de gagner. Si par contre on sape le pouvoir de l'adversaire en restreignant ses sources de pouvoir, tout en augmentant le pouvoir du groupe de lutte nonviolente, c'est ce dernier qui verra se multiplier ses chances de réussite.

Les actions du groupe de lutte nonviolente auront une influence directe ou indirecte sur ces changements. Ces actions devront donc être planifiés et conduites avec le plus grand soin, en tenant compte des ces qualités essentielles: compétence, force, discipline, stratégie judicieuse et persistance.

Parmi la liste de facteurs que le groupe de lutte nonviolente a le potentiel de contrôler, voici les cinq plus importants: 1) la volonté d'agir; 2) la force du groupe de lutte (y compris sa persistance, ses effectifs et son organisation); 3) la connaissance de la lutte nonviolente; 4) le choix de bons plans stratégiques; et 5) la mise en pratique compétente et disciplinée des plans stratégiques sélectionnés.

Une population qui souhaite améliorer sa capacité d'atteindre des objectifs importants aura tout intérêt à se perfectionner dans ces cinq domaines. Si seuls les trois premiers sont présents, sans plans stratégiques sérieux, les chances de succès seront faibles. Malgré toute la bonne volonté d'agir d'un groupe fort, l'action aura peu d'impact si on ne sait quoi faire ni comment le faire.

Toutefois, la seule connaissance de la lutte nonviolente ne suffit pas non plus, si on ne sait pas comment l'appliquer efficacement. Il est primordial d'élaborer et d'appliquer des stratégies intelligentes pour augmenter l'efficacité de cette technique.

Planification vouée à l'échec

Certaines tentatives d'appliquer la lutte nonviolente réussissent bien mieux que d'autres. Comme nous l'avons constaté, divers facteurs contribuent à déterminer si une tentative particulière va échouer ou réussir.

La réussite ne doit pas dépendre du hasard. Les résistants peuvent prendre des mesures délibérées pour augmenter leurs chances d'atteindre leurs objectifs. La première consiste à utiliser les ressources et actions disponibles de manière à augmenter leur efficacité dans le conflit. C'est ici qu'intervient la planification stratégique.

Malheureusement, cette planification a rarement reçu l'attention qu'elle méritait dans les luttes nonviolentes. Ceux qui préparent ces conflits oublient souvent qu'il est crucial de dresser des plans exhaustifs avant de passer à l'action. Les uns s'imaginent naïvement qu'il leur suffit de clamer leur but avec force et fermeté pendant assez longtemps pour atteindre leurs objectifs. Les autres estiment que s'ils restent fidèles à leurs principes et idéaux et les proclament face à l'adversité, ils feront là tout ce qui est en leur pouvoir pour atteindre leurs objectifs. D'autres encore pensent qu'ils ne peuvent rien faire de mieux qu'agir avec courage, prêts à se sacrifier. D'autres enfin se contentent de reproduire le type d'action qu'ils ont utilisé dans le passé, ou qu'ils estiment conforme à leur idéologie, en espérant qu'ils finiront par réussir.

Proclamer ses buts, rester fidèle à ses idéaux et faire preuve de persistance, tout cela est bien beau, mais cela ne suffira pas à atteindre des objectifs significatifs. Reproduire des actions qui ont échoué dans le passé équivaudra souvent à renouer avec l'échec. La technique de l'action nonviolente possède des caractéristiques spéciales et des facteurs importants qui contribuent à son efficacité, comme nous l'avons vu plus haut.

Dans les situations de conflit, les participants se laissent souvent distraire de leur but principal en se concentrant sur des questions mineures, réagissant à toutes les initiatives de l'adversaire et visant seulement des actions à court terme. Ils n'essayeront parfois même pas d'élaborer un plan pour atteindre leur but, parce qu'au fond ils ne croient pas vraiment à leurs chances de succès. Malgré l'image qu'ils peuvent présenter, ces gens s'estiment faibles, victimes impuissantes de forces insurmontables. Ils croient donc que le mieux qu'ils

puissent faire est de protester et de témoigner, voire de mourir, sûrs de leur bon droit. En conséquence, ils n'essayaient même pas d'aborder la lutte sous un angle stratégique.

Ceci crée une « prophétie autoréalisatrice ». Quelqu'un qui ne croit pas qu'il peut réussir, et ne prend aucune mesure pour augmenter ses chances de réussite, aura toutes les chances d'échouer.

Conséquences d'un manque de planification

Dans le passé, la plupart des luttes nonviolentes furent improvisées sans planification préalable. L'étendue et l'impact de certains de ces conflits ont augmenté bien au-delà des attentes initiales, au point que les participants n'étaient pas prêts pour la suite. Ce fut le cas entre autres pour la révolution russe de 1905 et la lutte chinoise pour la démocratie en 1989. Dans beaucoup de conflits du passé, les groupes impliqués ont vu qu'ils devaient planifier leur action mais l'ont fait de façon très limitée, à court terme ou au niveau tactique. Dans la plupart des cas, ces groupes n'ont pas essayé d'élaborer un plan d'action plus vaste, à plus long terme ou stratégique.

La spontanéité et l'improvisation ont certains avantages mais aussi de sérieux inconvénients. Bien souvent, les résistants marquent un point et ne savent pas quoi faire dans la foulée. Dans certains conflits, des résistants qui n'ont pas anticipé correctement la brutalité de leur adversaire risquent de subir des revers graves menant à l'effondrement de leur mouvement. Lorsqu'on s'en remet au hasard pour des décisions cruciales, à cause d'un manque de planification adéquate, les conséquences peuvent être désastreuses.

Ce manque de planification a pour résultat de diminuer radicalement, voire d'éliminer entièrement les chances de succès dans la lutte. L'absence d'un plan d'action stratégique méticuleux expose aux situations suivantes :

- Les énergies risquent d'être détournées vers des questions mineures, et appliquées inefficacement.
- On risque de tenter des modes d'action que les résistants ne sauront pas appliquer efficacement.
- Certains atouts du groupe nonviolent risquent d'être inutilisés.
- Les initiatives de l'adversaire détermineront la suite des événements.
- Les résistants seront désorientés car ils ne sauront pas quoi faire.
- l'affaiblissement de leur camp va les démoraliser et entraîner des effets négatifs sur leurs efforts pour atteindre leur but.

En bref, les forces du groupe sont dispersées ou leur impact est minimisé. On fait des sacrifices en vain et la cause n'avance pas.

Au lieu d'aider la lutte, un méli-mélo d'activités va l'entraver en débouchant sur des actions dispersées et désorganisées, ou pire, en affaiblissant le mouvement. Au contraire, une action dirigée selon un plan permet de concentrer les forces pour avancer dans une direction déterminée jusqu'aux objectifs qu'on s'est fixés.

La planification à long terme est aussi importante pour une autre raison. Un mouvement qui atteint son but initial, comme renverser une dictature ou un régime oppressif, risque de contribuer à l'émergence d'une nouvelle oppression s'il n'a pas planifié la transition vers un meilleur système.

Planification stratégique

La planification à court terme, ou tactique, s'est souvent révélée utile et a contribué au succès lorsqu'on l'a employée dans certains conflits utilisant des méthodes nonviolentes. Cependant la planification stratégique à long terme de l'ensemble du conflit offre des avantages supplémentaires distincts : elle permet au groupe de lutte nonviolente de trouver les moyens les plus efficaces pour mettre fin à l'oppression, d'évaluer à quel moment la situation politique et le sentiment populaire sont mûrs pour l'action, et de décider comment lancer la campagne nonviolente et la développer pendant son déroulement, tout en répondant à la répression et aux autres contre-mesures de l'adversaire.

Grâce à la planification stratégique, le groupe de lutte nonviolente devient plus fort parce qu'il sait où il veut aller et qu'il est conscient des problèmes, événements et réactions que les résistants vont rencontrer.

Planifier devient d'autant plus important que le but sera important – ou que les conséquences d'un échec seront graves. La planification stratégique optimise l'emploi des ressources disponibles. Ceci est important en particulier pour un mouvement qui a de nobles desseins mais peu de ressources matérielles, et dont les partisans seront exposés au danger pendant le conflit. L'adversaire, par contraste, dispose souvent de ressources matérielles abondantes, d'une puissance d'organisation et de la capacité de commettre des brutalités.

Le terme *stratégie* s'applique en général aux conflits armés. Depuis des siècles, les officiers appliquent la planification stratégique aux campagnes militaires. Des penseurs importants comme Sun Tzu, Carl von Clausewitz et Sir Basil Liddell Hart ont analysé et perfectionné la stratégie militaire conventionnelle. Mao Tsé-Toung et Ernesto « Che » Guevara, entre autres, ont fait de même pour la guérilla. Que ce soit pour une guerre conventionnelle ou pour une guérilla, l'utilisation d'une stratégie perfectionnée est une condition fondamentale du succès.

De la même façon qu'une lutte militaire a besoin pour être efficace de stratégie, de planification et d'exécution judicieuses, l'action nonviolente n'est jamais aussi efficace que lorsqu'elle s'appuie sur une planification stratégique solide. Toutefois, la formulation et l'application de la stratégie dans des luttes nonviolentes à grande échelle sont plus complexes que pour des conflits armés, car les facteurs de succès et d'échec sont plus nombreux dans les premières que dans les seconds. Dans les luttes nonviolentes d'importance, c'est l'ensemble de la population et les multiples institutions de la société qui peuvent devenir des combattants, pas seulement les forces armées. De bonnes stratégies décupleront l'efficacité de ces gens et de ces institutions.

La force absolue et relative de l'adversaire et du groupe de lutte nonviolente peut varier beaucoup et rapidement au cours du conflit. Les actions et le comportement du groupe de lutte nonviolente peuvent avoir des effets inattendus, bien au-delà de l'instant et de l'endroit où ils se produisent. Ces fluctuations des forces dans les deux camps peuvent être plus extrêmes dans les luttes nonviolentes que dans les conflits violents. Il faudra donc planifier avec le plus grand soin les actions même limitées et le comportement des résistants durant le conflit.

Niveaux de stratégie

Pour élaborer un plan stratégique, il faut savoir qu'il y a quatre niveaux de stratégie². Nous avons déjà présenté très brièvement la stratégie générale et la stratégie. Il est nécessaire à présent de les examiner de plus près. La *stratégie générale* se situe au niveau le plus fondamental. Viennent ensuite la *stratégie*, puis les *tactiques* et les *méthodes*.

La *stratégie générale* est ce qu'on pourrait appeler le concept d'ensemble pour la conduite du conflit. C'est la vision d'ensemble qui sert à coordonner et à diriger toutes les ressources du groupe de lutte afin d'atteindre les objectifs de la lutte.

La *stratégie* est similaire mais s'applique à des phases plus limitées de la lutte globale, comme des campagnes pour atteindre des objectifs précis. La stratégie permet d'exploiter une situation avantageuse, de décider quand agir et d'organiser des engagements plus limités dans le cadre de la stratégie adoptée.

La *tactique* concerne les plans élaborés pour des engagements encore plus limités d'après la stratégie choisie – limités en importance, en nombre de participants, en durée ou du point de vue des enjeux. La tactique renvoie à la manière dont un groupe appliquera les méthodes choisies et agira lors d'engagements particuliers avec l'adversaire.

Les *méthodes*, dans l'action nonviolente, sont les nombreuses formes d'action évoquées au chapitre 4, comme les piquets de grève, les boycotts sociaux ou de consommateurs, les grèves générales, la désobéissance civile, les *sit-in* et les gouvernements parallèles. Lors du choix des méthodes, on tiendra compte entre autres des mécanismes par lesquels on compte effectuer le changement (retournement, compromis, coercition nonviolente ou désintégration), du niveau de contrôle exercé par les résistants sur les sources du pouvoir de l'adversaire, et du statut, des forces, faiblesses et sources de pouvoir des résistants.

La lutte nonviolente d'ensemble sera très affaiblie si un seul des quatre niveaux de stratégie est mal conçu ou développé ou, pire encore, absent. À

2. Définitions d'après un mémoire non publié de Robert Helvey, Bruce Jenkins et Gene Sharp, Albert Einstein Institution.

défaut d'une vision d'ensemble, on risque d'oublier de préparer des mesures efficaces pour atteindre les objectifs, ou d'être incapable de les préparer.

Les choix de la stratégie générale, des stratégies d'exécution, des tactiques et des méthodes à employer détermineront la direction globale et la dynamique du conflit pendant toute sa durée. Le chapitre suivant examinera plus en détail ces quatre niveaux de stratégie.

L'exécution d'une stratégie requiert des actions de soutien judicieuses, que l'on devra planifier et préparer avec soin. Ces actions relèvent du travail logistique. La *logistique* comprend toute une gamme d'actions de soutien détaillées pour mener une lutte, comme les finances, les transports, les communications et le ravitaillement.

Avantages des stratégies judicieuses

La formulation et l'exécution de stratégies capables de guider les actions des résistants permettront de concentrer leurs forces et leurs actions sur le but souhaité, d'aggraver les points faibles de l'adversaire, de renforcer les résistants, de réduire les pertes humaines et matérielles et de s'assurer que les sacrifices servent le but principal.

Pour augmenter les chances de succès, les stratèges de la lutte nonviolente devront non seulement formuler une stratégie générale et des stratégies adaptées à chaque campagne, mais aussi élaborer un *plan d'action stratégique complet* pour appliquer ces stratégies de manière concrète. Le plan stratégique devra être capable de renforcer les capacités de la population, d'affaiblir puis de détruire l'oppression et de construire une meilleure société. Pour élaborer ce plan d'action stratégique, il faudra évaluer avec soin la situation et les options pour une action efficace.

Le plan d'action stratégique trace dans leurs grandes lignes les mesures concrètes que les résistants devront prendre pour appliquer la stratégie générale et les stratégies spécifiques afin d'atteindre les objectifs qu'ils ont choisis. C'est le guide opérationnel de l'action. Il détermine les tâches à accomplir aux quatre niveaux de stratégie et les responsables de leur application. Nous étudierons en détail aux chapitres 36 et 37 les facteurs qui interviennent dans la préparation et le choix d'une stratégie générale, des stratégies, des tactiques et des méthodes.

On ne saurait trop rappeler l'importance de la planification stratégique. C'est la clé pour rendre plus efficace l'utilisation de la lutte nonviolente par les mouvements sociaux et politiques.

CHAPITRE 36

Premières étapes de la planification stratégique

Une tâche importante mais difficile

Élaborer des stratégies solides est l'une des conditions essentielles d'une campagne efficace. Lorsque la stratégie générale, les stratégies, les tactiques et les méthodes ont été choisies à l'avance, elles donneront forme à la direction et à la conduite générale de la lutte pendant toute sa durée.

Une bonne stratégie visera à atteindre les objectifs de la lutte d'ensemble aussi bien que les objectifs des campagnes spécifiques, en mobilisant efficacement les forces populaires contre l'adversaire. Dans la plupart des conflits majeurs, les stratégies judicieuses devront aussi inclure les moyens de saper les sources du pouvoir de l'adversaire.

La conception stratégique d'ensemble – pour la stratégie générale et les stratégies de campagnes spécifiques – devra clarifier le ou les objectifs, indiquer comment la lutte doit commencer, déterminer quelles pressions et méthodes il faudra employer pour atteindre les objectifs à long terme, et diriger les actions visant à atteindre les éventuels objectifs intermédiaires. Les stratégies de campagnes spécifiques devront aussi indiquer comment la lutte peut s'étendre et progresser malgré la répression, en mobilisant et en appliquant de manière efficace les ressources des résistants.

« Planifier une stratégie » signifie élaborer une ligne de conduite destinée à faciliter le passage de la situation présente à une situation future souhaitée. Pour atteindre cet objectif, le plan comportera en général une série de campagnes par étapes, ainsi que d'autres activités destinées à renforcer la population et la société lésée et à affaiblir l'adversaire.

Les stratégies éviteront les plans trop ambitieux tout autant que les plans trop timorés. Un développement stratégique judicieux permettra une bonne interaction entre les tactiques et les méthodes spécifiques pour appliquer la stratégie et augmenter les chances de victoire. Une bonne vision stratégique est nécessaire pour effectuer efficacement la transition entre les diverses phases et méthodes du conflit. Les stratégies indiquent de quelle manière la lutte devra déboucher sur la victoire et comment on la conclura.

L'élaboration de plans stratégiques pour mener une lutte majeure est une tâche ardue et complexe. Ce chapitre et les deux suivants prétendent seulement aider à une compréhension de base de cette tâche et donner quelques indications à ceux qui reconnaissent la nécessité de préparatifs responsables.

Nous allons à présent nous concentrer sur deux éléments importants à considérer au début de la planification stratégique. Le premier est la préparation d'une évaluation stratégique, qui exposera plus clairement quelle est la situation dans laquelle le conflit va se dérouler. Le deuxième consiste à examiner les niveaux de stratégie pour déterminer comment ils pourront être affinés au cours du conflit.

PRÉPARER UNE ÉVALUATION STRATÉGIQUE¹

On ne peut élaborer une stratégie que dans le contexte d'un conflit spécifique, avec son cadre et ses circonstances. Pour toute planification stratégique, il faut donc que les stratèges aient une compréhension approfondie de l'ensemble de la situation conflictuelle. On doit donc étudier avec soin le contexte général du conflit, en tenant compte des facteurs physiques, géographiques, climatiques, historiques, gouvernementaux, militaires, culturels, sociaux, politiques, psychologiques, économiques et internationaux. L'identification et l'analyse de ces facteurs avant d'élaborer une stratégie constitue une *évaluation stratégique*².

À son niveau le plus élémentaire, une évaluation stratégique consiste à évaluer et comparer les forces et faiblesses du groupe de lutte nonviolente et de ses adversaires, par rapport au contexte général (au point de vue social, historique, politique et économique) de la société où se déroule le conflit. L'évaluation stratégique devra au minimum analyser les questions suivantes : la situation générale du conflit, les enjeux, les objectifs de chaque camp, le groupe de l'adversaire, le groupe de lutte nonviolente, les tiers et l'équilibre des dépendances entre les groupes opposés.

Examiner les enjeux et les objectifs

Tout d'abord, les planificateurs stratégiques devront examiner les enjeux en se plaçant du point de vue tant des résistants potentiels que de l'adversaire. Quels sont les grands enjeux, dans l'esprit de chaque camp, et quelle est leur importance dans le conflit imminent ?

Tous les enjeux n'ont pas la même importance. Certains paraissent primordiaux pour un camp ou l'autre, d'autres peuvent sembler moins prioritaires. Il est important de déterminer si des enjeux sont considérés ou non comme « non négociables » par l'un ou l'autre camp, c'est-à-dire si les partisans d'un

1. Cette section doit beaucoup aux réflexions et à l'analyse de Robert Helvey.
2. On trouvera en Annexe A un plan pour réaliser une évaluation stratégique.

des groupes pensent – à tort ou à raison – qu'ils sont essentiels. Ces enjeux toucheront souvent des convictions quant à la nature de leur société, à leur religion, à leurs principes politiques fondamentaux ou à ce qu'ils estiment nécessaire à la survie de leur peuple.

La nature des problèmes en jeu et l'importance que chaque camp y attache auront un impact fondamental sur l'élaboration des stratégies pour la résistance imminente. Les stratèges doivent donc déterminer avec clarté et précision les enjeux du conflit du point de vue de l'adversaire et du groupe potentiel de lutte nonviolente.

Il est important de faire la distinction entre les grands enjeux du conflit et les objectifs plus précis d'une campagne particulière. Les enjeux sont plus généraux. Dans un conflit du travail par exemple, ce seront les salaires, les conditions de travail et le droit au respect. Mais dans une grève en particulier, les objectifs seront plus ciblés, comme une demande d'augmentation, la mise en place de certaines mesures de sécurité, une assurance médicale ou la garantie de l'emploi.

Dans un conflit, chaque camp aura des objectifs immédiats, mais aussi des objectifs à long terme qu'il n'admettra peut-être pas au début. Les planificateurs stratégiques doivent évaluer précisément quels sont les objectifs de chaque camp et dans quelle mesure ces objectifs peuvent être compatibles ou incompatibles.

La situation générale du conflit

Toute évaluation stratégique doit inclure une étude détaillée de la situation générale du conflit où va se dérouler la lutte nonviolente. On doit examiner avec soin chaque facteur qui pourrait avoir un impact soit sur l'adversaire, soit sur le groupe de lutte nonviolente. On notera le terrain et la géographie, l'infrastructure des transports, les réseaux de communications, le climat et les conditions météorologiques, les systèmes politique, judiciaire et économique dans le pays ou la région du conflit, les données démographiques, les formes et niveaux de stratification sociale et économique. Il sera aussi très utile de prendre en compte la disponibilité et le contrôle des ressources économiques et de première nécessité, et le statut de la société civile indépendante.

Il est important d'examiner aussi la situation politique d'ensemble au moment où va se dérouler la lutte. Existe-t-il des contrôles spéciaux en vigueur, comme une loi martiale ou d'autres mesures sévères de répression ? Quelles sont les tendances politiques et économiques du moment ?

La situation et les capacités des parties en cause

Il est extrêmement important d'avoir une connaissance complète et détaillée de toutes les parties impliquées dans le conflit imminent. Cette connaissance concerne les capacités réelles plutôt que les déclarations d'intentions de chaque groupe ou de simples suppositions sur leurs situations respectives. L'évaluation

stratégique est un document de planification interne, pas un outil de propagande. Une perception inexacte ou exagérée des forces, des faiblesses et des capacités des groupes en lice débouchera sur des stratégies inadaptées, voire entraîner la défaite.

Il faut étudier les données démographiques des partisans et sympathisants de chaque camp. Cette étude portera entre autres sur les tranches d'âges, le sexe, le taux d'alphabétisation et le niveau d'instruction, le taux de croissance de la population, la répartition géographique et les classes socioéconomiques. Les deux camps sont-ils séparés par des barrières géographiques, culturelles, ethniques ou économiques ?

On devra aussi connaître les « systèmes » politiques, sociaux, culturels et économiques dans lesquels chaque camp évolue. Quels sont les soutiens de ces systèmes, dans quelle mesure sont-ils indépendants ou dépendants de l'autre camp ? Les soutiens de ces systèmes sont-ils indépendants de la structure de l'État ? La structure étatique elle-même est-elle contrôlée ou utilisée par l'adversaire, ou les deux camps sont-ils indépendants de l'État ?

Il faudra aussi identifier les sources du pouvoir de l'adversaire et les institutions qui lui servent de « piliers de soutien » en fournissant ces sources de pouvoir³. Les piliers de soutien sont les institutions et secteurs de la société qui fournissent au régime (ou à tout autre groupe qui détient du pouvoir) les sources de pouvoir nécessaires au maintien et à l'expansion de sa capacité de puissance. On y trouve : les leaders moraux et religieux qui lui confèrent autorité et légitimité ; les groupes syndicaux, commerciaux et financiers qui fournissent les ressources économiques et matérielles ; les fonctionnaires, administrateurs, bureaucrates et techniciens qui apportent les ressources humaines et les compétences spéciales ; la police, les prisons et les forces armées qui donnent la capacité d'appliquer les sanctions (dont la répression) contre la population.

On devra procéder à la même analyse pour le groupe de lutte nonviolente et pour le groupe de revendication (le secteur de population plus vaste qui souffre des méthodes et actions de l'adversaire, et au nom duquel la lutte va être engagée). Quelles sont les sources de pouvoir de ces groupes et les institutions qui leur servent de piliers de soutien ?

Une partie du processus de planification stratégique consiste à déterminer, d'après ces informations, le meilleur moyen de renforcer (ou de créer) les piliers de soutien du groupe de lutte nonviolente, tout en affaiblissant ceux de l'adversaire.

Il faudra aussi évaluer et comparer la « puissance de lutte » relative de chaque camp. En ce qui concerne l'adversaire, cela signifie qu'il est important de connaître l'étendue et la fiabilité de son administration, de ses capacités militaires, de ses forces de police et de renseignement, ainsi que le niveau de

3. Le terme *piliers de soutien* a été inventé par Robert Helvey.

soutien que lui apportent sa population et ses institutions. Il est essentiel d'identifier aussi les faiblesses et vulnérabilités du groupe adverse. Est-il bien uni? Existe-t-il des luttes de pouvoir ou des rivalités entre ses dirigeants? Y a-t-il des organisations ou des institutions qui soutiendraient en temps normal l'adversaire mais qu'on pourrait cibler pour qu'ils transfèrent leur loyauté ou désorganisent l'adversaire?

Pour ce qui est des résistants, il est important de connaître leur capacité à mener la lutte nonviolente. Ceci inclut leur connaissance de cette technique, leur expérience de ce type d'action, la pertinence et la nature de leurs préparatifs. Quel est le niveau de soutien actuel et potentiel que les résistants reçoivent du groupe général de revendication? Quel soutien les résistants potentiels reçoivent-ils d'autres groupes, institutions et réseaux de contact au sein de la population? Lesquels peuvent apporter une aide réelle? Existe-t-il des conflits internes significatifs, comme des rivalités, des luttes de pouvoir ou des désaccords idéologiques à l'intérieur du groupe général de revendication ou du groupe de lutte nonviolente, ou entre les deux?

D'autres questions ont aussi leur importance. Quel est le degré de soutien dont jouit l'adversaire parmi ses alliés internes et externes? À quel point les adversaires probables comprennent-ils la lutte nonviolente? Existe-t-il un potentiel de sympathie et de soutien pour l'adversaire au sein de la population générale qui résiste? Quel rôle jouent les facteurs sociaux, de classes, de race et de religion?

De quels accès à l'information disposent les membres du groupe de résistance? Quels sont leurs alliés internes et externes? Quelle est l'étendue de leur solidarité sociale et de leur soutien interne? Quelles sont leurs ressources économiques? Quel est leur niveau d'expertise stratégique? Et le niveau de compétence des stratèges et dirigeants du groupe? La compétence stratégique est-elle concentrée dans le groupe dirigeant, ou est-elle plutôt répartie dans l'ensemble des résistants potentiels? (Ce dernier cas étant très rare.) Y a-t-il des menaces des menaces qui pèsent sur la force organisationnelle des résistants?

Les tiers

Il est important aussi d'évaluer le rôle que pourront jouer les tiers au profit de chaque camp au cours d'un conflit. Ces rôles potentiels sont d'aider au point de vue des relations publiques, d'apporter une assistance ou d'exercer des pressions diplomatiques, de fournir un soutien financier, d'exercer des pressions économiques et d'apporter à l'un ou l'autre camp une assistance pédagogique et technique. Les tiers peuvent aussi fournir une assistance policière et militaire (rarement au profit du groupe de lutte nonviolente), mettre à disposition des zones protégées et aider à diffuser la connaissance de la lutte nonviolente. Les stratèges de la résistance auront tout intérêt à avoir des renseignements précis et des projections raisonnables sur les tiers probables et leurs actions éventuelles au cours du conflit qui se prépare.

L'équilibre des dépendances

Une bonne évaluation stratégique devra examiner l'«équilibre des dépendances» qui existe entre les parties en conflit. Dans quelle mesure l'adversaire contrôle-t-il ou peut-il contrôler les ressources économiques et les ressources nécessaires à la survie du groupe de résistance potentiel (carburant, eau, nourriture, etc.)? De même, dans quelle mesure le groupe de lutte nonviolente contrôle-t-il ou peut-il contrôler les ressources économiques et les ressources vitales du groupe de l'adversaire? Ces éléments indiqueront le niveau de dépendance réelle ou potentielle de chaque groupe envers l'autre pour répondre à leurs besoins reconnus. Ceci peut se révéler crucial pour une lutte nonviolente, et aidera à déterminer quelles méthodes seront les plus efficaces pour planifier la lutte.

À quel moment lancer la lutte

Les facteurs détaillés ci-dessus donnent seulement un aperçu du type de facteur qu'il faudra identifier lors de l'évaluation stratégique préalable à l'élaboration d'une stratégie. Une fois terminée, l'évaluation stratégique de la situation conflictuelle et des capacités des forces en présence sert de base au groupe de lutte nonviolente pour formuler une stratégie générale et élaborer des stratégies adaptées à chaque campagne.

Si l'évaluation stratégique révèle que le groupe de lutte nonviolente est trop faible pour engager une lutte majeure contre ses adversaires probables, il devra éviter à ce stade d'engager une lutte qui requiert des forces importantes. Dans un mouvement de lutte nonviolente, il n'existe ni substitut à la force, ni raccourci pour l'acquérir. Si le groupe est plus faible que prévu, on se contentera au début d'actions limitées, qui peuvent être efficaces sans demander beaucoup de forces (nous en discutons plus loin), ou alors on attendra d'avoir renforcé le groupe avant d'engager des actions plus ambitieuses. Il faudra bien sûr consacrer des efforts majeurs au renforcement de la population qui est la première affectée par les revendications, et au développement de sa capacité à mener une lutte efficace.

C'est l'évaluation stratégique qui permet de clarifier cela ainsi que d'autres décisions à prendre au cours de la lutte. Malgré son importance capitale, l'évaluation stratégique n'est pourtant pas la seule chose à prendre en ligne de compte lors de la planification stratégique. Il est très important d'avoir une connaissance complète et approfondie de cette technique de lutte nonviolente. Tout au long du processus de planification, on doit tenir compte d'autres facteurs significatifs pour rendre la lutte nonviolente aussi efficace que possible. Nous présenterons nombre de ces directives stratégiques au chapitre 37.

NIVEAUX DE STRATÉGIE

Une fois qu'on a rassemblé des informations grâce à l'évaluation stratégique, et compte tenu des objectifs du groupe de lutte nonviolente, quelle conception d'ensemble permettra de mener la lutte et d'atteindre les objectifs? Pour le savoir, il faut identifier entre autres le mécanisme de changement sur lequel la lutte nonviolente va s'appuyer et déterminer s'il faudra envisager une seule campagne ou plusieurs. C'est ici qu'intervient la réflexion stratégique.

La stratégie est la conception du meilleur moyen d'agir pour atteindre ses objectifs au cours d'un conflit. Elle permet de décider quand et comment se battre, et comment avoir une efficacité maximum pour obtenir certains résultats. La stratégie est le plan qui permet de répartir, d'adapter et d'appliquer les moyens disponibles pour atteindre les objectifs souhaités.

Nous l'avons vu précédemment, il y a quatre niveaux de stratégie: la stratégie générale, la stratégie, la tactique, et les méthodes spécifiques⁴. La plus fondamentale est la stratégie générale. Vient ensuite la stratégie destinée à des campagnes plus limitées, suivie de la tactique et des méthodes employées pour mettre à exécution les stratégies de campagne. Il est essentiel de bien comprendre ces quatre éléments et ce qui les différencie entre eux si l'on veut élaborer des stratégies pour un conflit particulier.

Nous savons bien sûr qu'il n'y a pas une stratégie unique applicable à tous les cas de figure de la lutte nonviolente. Il n'existe pas de modèle universel applicable à tous les conflits, et on ne pourrait en élaborer un. Chaque situation est différente, souvent de manière radicale. Nous pouvons cependant énoncer des directives générales pour planifier les stratégies, en tenant compte des facteurs évoqués ci-dessus. Les planificateurs de la stratégie générale d'un conflit devront comprendre en profondeur non seulement la situation conflictuelle, mais aussi la technique de la lutte nonviolente et les principes généraux de stratégie. Nous en aborderons certains au chapitre 37.

La stratégie générale

La stratégie générale est le concept de référence pour la conduite de la lutte. Elle sert à coordonner et à diriger toutes les ressources appropriées dont on dispose (économiques, humaines, morales, etc.) dans la population ou le groupe pour atteindre ses objectifs. C'est un plan d'ensemble pour mener la lutte, qui permet de prévoir comment cette lutte devra se dérouler dans sa totalité. Comment pourra-t-on gagner? Comment pourra-t-on effectuer le changement souhaité?

La stratégie générale prend en compte le bien-fondé de la cause du groupe de lutte nonviolente, l'évaluation et l'utilisation de pressions et influences autres

4. Ces définitions proviennent d'un mémoire non publié de Robert Helvey, Bruce Jenkins et Gene Sharp, Albert Einstein Institution.

que la technique de lutte, et la décision sur les conditions qui autoriseront le recours à la lutte ouverte.

La stratégie générale inclut le choix crucial de la technique de lutte, ou la sanction ultime, qui sera employée comme levier lors de menaces réelles ou implicites au cours des négociations, et utilisée plus tard en cas de confrontation ouverte entre les forces. Dans ce cas-ci, la technique employée sera la lutte nonviolente. La stratégie générale choisie servira aussi de base pour élaborer les stratégies qui serviront à mener le conflit au cours de campagnes plus limitées, visant des objectifs distincts.

La lutte nonviolente sera parfois associée à d'autres moyens d'action nonviolents, qui ne menacent donc pas l'application de cette technique. Recherche de renseignements, publicité, formation du public, appels à l'adversaire, négociations ou campagnes électorales dans certains cas, viendront souvent renforcer une lutte nonviolente. Ces moyens sont fréquemment employés de pair avec des boycotts économiques et des grèves du travail. Des procès ou autres actions juridiques viennent parfois étayer une action nonviolente, comme dans le cas du boycott des bus de Montgomery, en Alabama.

La stratégie générale étudie aussi de quelle manière la lutte aidera à réaliser les objectifs pour lesquels on a engagé le combat, et elle permet de faire des projections sur les conséquences du conflit à long terme.

La stratégie générale d'une lutte nonviolente doit s'efforcer de mettre fin à la situation que l'on rejette, mais aussi de mettre en place quelque-chose de neuf pour la remplacer. Par exemple, une stratégie dont le seul objectif serait de supprimer une dictature risque fort de favoriser l'avènement d'une nouvelle dictature. Il serait plus judicieux de changer le système de domination et de mettre en place un meilleur système politique permettant plus de liberté et de contrôles démocratiques.

La stratégie générale indique dans les grandes lignes la manière dont le groupe de lutte nonviolente doit mener le combat. Ceci englobe la situation présente et son évolution vers une situation future où les objectifs auront été atteints. Quels moyens généraux de pression et d'action permettront d'obtenir ce résultat? Quelle sera la force principale de la lutte nonviolente contre l'adversaire? Fera-t-on pression en provoquant des pertes économiques? En sapant la légitimité de l'adversaire? Par une paralysie politique? Fera-t-on appel à des pressions internationales? Utilisera-t-on d'autres moyens de pression?

Et surtout, le groupe de lutte nonviolente est-il capable d'affaiblir ou de supprimer toutes les sources de pouvoir de l'adversaire? Ces sources comprennent l'autorité (ou légitimité), les ressources humaines, les compétences et connaissances, les facteurs intangibles, les ressources matérielles et les sanctions. Dans des luttes contre des régimes très répressifs, il est crucial d'affaiblir ou de couper ces sources de pouvoir en attaquant leurs piliers de soutien, ce qui peut provoquer l'effondrement du pouvoir de ces régimes.

Des résistants assez forts et nombreux qui concentrent leur non-coopération sur ces sources pourront affaiblir ou désintégrer le plus dur des régimes. La lutte serbe d'octobre 2000 en est un bon exemple.

Au début du conflit, le groupe de lutte nonviolente n'aura sans doute pas la capacité de neutraliser ou de couper entièrement les sources du pouvoir de l'adversaire. Les résultats de l'évaluation stratégique aideront à déterminer si le groupe est capable d'exercer les pressions nécessaires avec suffisamment de force pour atteindre ses objectifs en une seule campagne, ou s'il doit prévoir une série de campagnes plus limitées. Ce calcul, dont nous débattons au chapitre 37, est un élément nécessaire de la stratégie générale.

La stratégie

Il est très important de concevoir des stratégies ciblées pour des campagnes aux objectifs plus limités. Les stratégies de campagne indiquent comment gérer des conflits spécifiques dans le cadre de la lutte d'ensemble et de la stratégie générale. Elles décrivent la manière dont chaque campagne va se dérouler, et comment leurs divers éléments viendront s'imbriquer au mieux pour atteindre les objectifs. La stratégie s'occupe aussi d'allouer les tâches à des groupes précis et de répartir les ressources entre eux pour qu'ils les utilisent au cours du conflit. Des stratégies de campagne solides aideront à guider la lutte en construisant, à partir du cadre de la stratégie générale, une conception méthodique qui déterminera les aspects spécifiques de la lutte.

Bien qu'elles soient liées, l'élaboration d'une stratégie générale et la formulation de stratégies de campagne sont deux processus distincts. Ce n'est qu'après avoir déterminé la stratégie générale qu'on pourra développer pleinement les stratégies de campagne. On concevra ces stratégies de campagne pour atteindre et renforcer les objectifs stratégiques généraux. Divers facteurs interviennent dans la formulation des stratégies de campagne : exploiter une situation avantageuse, décider quand lancer une campagne, quel schéma global concevoir pour des engagements plus limités qui mèneront au succès dans le cadre de la stratégie.

Les cibles des stratégies de campagne reflètent souvent les questions ou revendications décrites dans la stratégie générale. Si le conflit est surtout d'ordre économique et si la stratégie générale choisie prescrit d'utiliser en priorité des pressions économiques, alors les stratégies de campagne particulières se concentreront d'abord sur des cibles économiques, exerçant des pressions au moyen de grèves du travail et de boycotts économiques. Si la stratégie générale vise plutôt à obtenir la liberté politique, à s'opposer à un régime dictatorial ou à défendre la liberté d'expression, les stratégies de campagne particulières se concentreront sur des symboles de ces problèmes, en recourant à des méthodes adaptées comme diffuser des textes interdits, exercer sa liberté de parole malgré l'interdit ou d'autres méthodes qui mettent

en évidence la nature extrême du régime autocratique ou les violations des droits de l'Homme et des libertés civiles.

Cela ne signifie pas que les luttes pour des enjeux économiques doivent se cantonner à des pressions économiques, ou qu'on n'emploiera que des pressions politiques dans les cas de luttes à prédominance politique. La non-coopération économique sera efficace dans certains cas pour forcer des changements politiques, voire un changement de régime. Mais il est utile, en planifiant des stratégies de campagne, de choisir des enjeux et des cibles facilement identifiables, correspondant aux revendications identifiées dans la stratégie générale.

Les tactiques

Les stratégies de campagne visant un objectif limité déterminent les plans et les méthodes d'action plus modestes, les *tactiques* qui seront employées pour atteindre le but principal. Une bonne stratégie est sans effet si elle n'est pas activée par des tactiques solides. Toutefois, la sélection et l'application compétente des tactiques ne pourra compenser une stratégie d'ensemble déficiente. Le choix des tactiques pour appliquer une stratégie prendra en considération divers fronts, groupes, durées et méthodes.

Une tactique est un plan d'action limité qui conçoit la meilleure manière d'utiliser les moyens de lutte disponibles dans une phase restreinte du conflit, afin d'atteindre un objectif limité dans le cadre d'une stratégie de campagne plus vaste. Pour être plus efficace, on choisira des tactiques et des méthodes qui aident réellement à mettre en œuvre la stratégie et contribuent à réaliser les conditions de son succès.

La tactique prescrit comment appliquer les méthodes d'action choisies ou comment des groupes de résistants agiront dans une situation donnée. Par exemple, dans une lutte ouvrière où les travailleurs sont en grève pour la reconnaissance des syndicats, des augmentations de salaires ou de meilleures conditions de travail, la tactique déterminera le moment de la grève, les moyens pour persuader les ouvriers d'y participer, les actions pour dissuader les briseurs de grève, soutenir financièrement les grévistes et gagner la sympathie et le soutien du public, et la nature des contacts avec les propriétaires de l'usine.

La tactique englobe donc les plans pour mener des engagements plus limités dans le cadre de la stratégie générale – limités en importance, en nombre de participants, en durée ou en termes d'enjeux. Elle détermine comment un groupe agira lors d'une rencontre particulière avec l'adversaire.

La tactique s'ajuste à la stratégie de campagne, comme celle-ci s'ajuste à la stratégie générale. Les tactiques concernent toujours la lutte, alors que la stratégie implique des considérations plus larges, en plus des méthodes de lutte. On ne peut cerner une tactique particulière qu'en la rapportant aux méthodes qu'elle emploie dans le cadre de la stratégie plus vaste d'une campagne.

Les méthodes

Pour obtenir les meilleurs résultats et l'application la plus efficace des stratégies, il faudra choisir avec soin les « armes » nonviolentes, les méthodes spécifiques. Dans le passé, de nombreux conflits ont commencé par le choix des méthodes d'action, plutôt qu'en développant des plans à long terme pour gérer le conflit. C'est à éviter. Une démarche plus judicieuse consiste à élaborer d'abord la stratégie générale, puis une stratégie pour une campagne individuelle. Ensuite seulement les planificateurs choisiront les tactiques et méthodes d'action les plus appropriées. On trouvera au chapitre 4 une liste non exhaustive des méthodes disponibles⁵.

Passons en revue les caractéristiques des trois principales catégories de méthodes :

- **Protestation et persuasion.** Méthodes incluant les veilles, parades, pétitions, piquets, abandons de poste. Ces actes surtout symboliques visent à faire prendre conscience du désaccord.
- **Non-coopération.** Ces méthodes incluent les boycotts sociaux, économiques, les grèves et bien d'autres formes de non-coopération politique, y compris le refus d'occuper des postes gouvernementaux, la désobéissance civile et la mutinerie. Les méthodes de non-coopération, largement appliquées, vont semer le désordre dans le fonctionnement normal et l'efficacité du système politique et économique de l'adversaire. Dans des cas extrêmes, ces méthodes peuvent menacer l'existence du régime.
- **Intervention.** Méthodes incluant les grèves de la faim, les *sit-in*, les obstructions nonviolentes, la création ou le renforcement d'institutions alternatives ou d'un gouvernement parallèle. Elles ont certaines des qualités des deux catégories précédentes, mais y ajoutent un défi direct au régime de l'adversaire. En semant le désordre à divers niveaux, elles produisent – sans garantie – un plus grand impact avec des effectifs plus restreints, à condition de conserver courage et discipline malgré la répression.

Dans la plupart des conflits graves, les méthodes de non-coopération sont particulièrement importantes, car elles menacent la capacité de fonctionnement du système. Leur sélection et leur application nécessitent des compétences. L'avantage de ces méthodes de non-coopération est qu'en les appliquant assez longtemps, elles peuvent être coercitives au point d'entraîner une désintégration du régime de l'adversaire.

Pour être efficaces, les méthodes de non-coopération exigent beaucoup de temps et de participants. Au contraire, de nombreuses méthodes d'intervention nonviolente sont applicables par des effectifs réduits. Ces méthodes requièrent cependant une grande discipline ou une préparation sérieuse pour

5. On trouvera des définitions complètes des méthodes, illustrées d'exemples historiques, dans l'ouvrage de Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, deuxième partie, *The Methods of Nonviolent Action*. Bien sûr, de nombreuses autres méthodes existent ou peuvent être développées.

être employées efficacement, et certaines ne pourront être utilisées que sur de courtes durées. Certaines méthodes d'intervention nonviolente peuvent aussi entraîner une répression particulièrement sévère. Quelques méthodes d'intervention nonviolente, comme l'établissement d'un gouvernement parallèle, nécessitent un soutien de masse.

Il est fréquent qu'on puisse combiner efficacement au cours d'une même campagne des méthodes qui appliquent des pressions différentes et emploient des mécanismes différents. Il n'y a pas de règles toutes faites, mais une combinaison efficace des méthodes exige une planification stratégique avisée.

Dans la plupart des luttes, on emploie plusieurs méthodes. Dans ce cas, chaque aspect devient crucial; dans quel ordre on applique les méthodes, de quelle manière on les associe, comment elles influencent l'application d'autres méthodes, et comment elles contribuent à la lutte dans son ensemble.

Il est parfois relativement simple de combiner des méthodes, surtout pour une action locale ou limitée. Les boycotts économiques, par exemple, ont parfois servi à soutenir des *sit-in* contre la discrimination raciale, et les piquets de grève viennent couramment renforcer les grèves. Cependant, en cas de grève générale pour soutenir une mutinerie de troupes gouvernementales ou pour s'y opposer, la situation devient plus compliquée, car on devra sans doute recourir à un plus grand nombre de méthodes.

Pour planifier une lutte nonviolente, il faut se familiariser avec toute la gamme de méthodes d'actions nonviolentes disponibles, pour choisir les plus adaptées. L'impact des diverses méthodes varie beaucoup, même en présumant qu'elles sont appliquées avec compétence. Le jeûne de protestation d'une personnalité en vue aura par exemple un tout autre effet que l'obstruction bureaucratique de fonctionnaires anonymes. L'effet d'un jeûne ou d'une obstruction bureaucratique, à son tour, sera très différent de l'effet d'une grève générale largement suivie, ou du refus par la police de localiser et d'arrêter des dissidents politiques. On choisira des méthodes différentes selon les diverses situations, objectifs et stratégies.

Le choix des méthodes

Chaque stratégie requiert de bien choisir les méthodes de lutte nonviolente à employer, puis de les appliquer à bon escient. Les méthodes principales devront avoir un rapport direct avec les objectifs de la campagne ou de la lutte dans son ensemble, et jouer un rôle déterminant pour atteindre ces objectifs.

Le nombre de méthodes appliquées dans un conflit varie entre une et plusieurs dizaines. Les méthodes choisies doivent correspondre aux enjeux, au mécanisme de changement souhaité, aux capacités de la population qui doit les appliquer et à la stratégie de campagne sélectionnée. Il y a d'autres facteurs à prendre en compte lors du choix des méthodes: la situation, les objectifs du groupe de lutte nonviolente et de l'adversaire, les caractéristiques du groupe

de résistance et du groupe de l'adversaire, la répression qu'on encourt et le déroulement prévisible de la lutte.

Il convient à ce stade de se poser quelques questions. Tout d'abord, les méthodes qu'on envisage vont-elles contribuer à la mise en œuvre de la stratégie générale et de la stratégie de campagne particulière? Ces méthodes vont-elles exercer sur l'adversaire le type de pression qu'on estime nécessaire à la réussite de la lutte? Si par exemple la stratégie détermine que les pressions économiques sont primordiales, il faudra sans doute privilégier des méthodes économiques, comme des grèves et des boycotts économiques. Si par contre l'objectif stratégique est de saper la capacité de gouverner de l'adversaire, ce sont les méthodes de non-coopération politique qui auront le plus de chances d'affaiblir ou de couper les sources de pouvoir du régime, en attaquant ses piliers de soutien.

Si les méthodes envisagées ne mettent pas directement en œuvre les stratégies de campagne et n'exercent pas directement les pressions qu'on estime nécessaires, est-ce qu'au moins elles facilitent l'application d'autres méthodes qui vont exercer ces pressions, par exemple en renforçant le moral de la résistance et en minant celui de l'adversaire? Si par exemple le plan stratégique a déterminé qu'une grève des travailleurs est la méthode principale, on pourra renforcer la grève par des méthodes de soutien secondaires comme des piquets de grève ou un boycott économique.

On choisira aussi les méthodes à employer en tenant compte de leurs chances d'amener le changement par le mécanisme de lutte nonviolente choisi: retournement, compromis, coercition nonviolente ou désintégration, comme nous l'avons décrit aux chapitres 32 et 33. Par exemple, un jeûne prolongé peut éveiller un sentiment de sympathie dans la population et créer une certaine publicité. Par contre une grève générale, un abandon de poste par des fonctionnaires ou une mutinerie militaire peuvent paralyser le régime, produisant une coercition nonviolente. Les méthodes doivent correspondre aux mécanismes.

Le type de répression et les autres contre-mesures auxquelles on peut s'attendre sont aussi un facteur important dans le choix des méthodes. Quel degré de répression pourront endurer la population générale, les résistants et les leaders tout en poursuivant leur résistance et leur défiance?

Le nombre de résistants disponibles a aussi son importance dans le choix des méthodes et des mécanismes. Il ne serait évidemment guère judicieux d'appeler à la grève générale si l'on n'a qu'une vingtaine de participants convaincus. Avec une méthode différente par contre, ces 20 personnes, selon leur statut, pourront attirer l'attention sur les revendications et exercer une forte pression psychologique et morale qui peut entraîner une action plus puissante. Cette action à petite échelle exigera cependant des participants un comportement exemplaire.

Il faut aussi évaluer les effets produits par certaines méthodes sur le progrès du mouvement. Vont-elles contribuer au développement graduel de la lutte, à

des changements dans les attitudes et les rapports de forces, à une modification du soutien pour chaque camp et à l'application ultérieure significative de méthodes nonviolentes plus fortes ?

En choisissant les méthodes, n'oublions pas qu'il est plus facile d'obtenir que les gens refusent de faire ce que les autorités leur ont ordonné de faire, plutôt que de les pousser à faire quelque-chose qu'ils ne feraient pas en temps normal. C'est particulièrement vrai en cas d'action très risquée ou prohibée.

Au cours de la lutte

Il faut choisir des méthodes pour commencer la lutte. Elles peuvent être symboliques ou plus ambitieuses, comme de lancer une grève. En tout début de campagne, les stratèges de la lutte nonviolente peuvent utiliser délibérément des méthodes modérées afin de tester, par la réaction de la population, si celle-ci sera prête à tenter des méthodes plus fortes, et si elle acceptera de subir une répression plus sévère comme rançon du succès.

Une fois la lutte en cours, il faudra réexaminer la stratégie choisie pour déterminer s'il faut appliquer des méthodes supplémentaires ou différentes. Est-ce qu'en utilisant un petit nombre de méthodes on met en péril le succès de la lutte, ou cette restriction est-elle nécessaire pour concentrer la pression sur l'adversaire ? Les résistants peuvent-ils survivre aux pressions et à la répression de l'adversaire tandis qu'ils concentrent leur action sur les quelques points précis ? Faut-il envisager un changement de méthodes pour maintenir la flexibilité de la lutte en expansion ?

D'autres questions se posent. Est-ce que les méthodes vont aider à prendre ou à conserver l'initiative dans le conflit ? Si on envisage une application plus large des méthodes, vont-elles effectivement s'étendre ? Si les méthodes exigent une formation ou une préparation spéciale pour être employées par des groupes restreints, ces préparatifs sont-ils réalisables ? Si un grand nombre de personnes est appelé à utiliser ces méthodes, peut-on les reproduire à grande échelle sans formation ou préparation spéciale ?

Passer d'un niveau d'action à un autre – comme d'une protestation symbolique à la non-coopération, et de la non-coopération à l'intervention – peut induire une augmentation graduelle du risque de répression. Par contre, choisir la non-coopération plutôt que l'intervention peut amener une situation conflictuelle relativement moins explosive et dangereuse, et une répression relativement moins sévère. Ces rapports entre les types de méthodes et la sévérité de la répression ne s'appliquent pas à toutes les situations ni contre n'importe quel adversaire. Il arrive que des méthodes très modérées se heurtent à une répression brutale, en particulier si l'adversaire est un régime qui ne peut tolérer l'expression publique de désaccord et d'opposition.

Dans une lutte prolongée, il est très important de prévoir des phases. Le choix des objectifs, la sélection et le séquençement des méthodes sont peut-être les facteurs les plus importants pour planifier ces phases. On appliquera

souvent des actions plus modérées pour préparer l'utilisation ultérieure de méthodes plus fortes. Il faut choisir avec soin le moment où on passera à une nouvelle étape de la lutte. Ces changements de méthodes aideront à éviter les situations statiques et à conserver l'initiative.

Le plan stratégique

Le plan stratégique dresse concrètement les grandes lignes de la mise en œuvre d'une stratégie. Pour les éléments stratégiques de chaque campagne, le plan stratégique doit répondre à ces questions : qui, quoi, quand, où, et comment.

Dans le cas de luttes peu étendues ou très limitées, ce plan stratégique n'existera souvent qu'au niveau tactique. Par exemple, dans une lutte ouvrière limitée dont l'objectif principal se confond avec l'objectif de la campagne (un contrat qui inclut de meilleurs avantages et salaires) et qui implique une ou deux méthodes seulement et une seule campagne (une grève conventionnelle après l'échec des négociations collectives), le plan stratégique indiquera en détail quand la grève doit commencer, qui y prendra part et quels seront leurs rôles, où se trouveront les piquets de grève, et quelle logistique prévoir pour l'approvisionnement en nourriture, en argent et en autres besoins matériels pour les familles des grévistes. Dans ce cas, la préparation d'un plan stratégique ne sera pas nécessairement distincte de la planification du choix des tactiques et des méthodes pour la mise en œuvre de la stratégie de campagne.

Dans une lutte plus vaste et plus complexe, en revanche, le plan stratégique pourra exister à des niveaux multiples. Dans les rares luttes où il est possible de planifier concrètement des campagnes multiples destinées à opérer simultanément ou par courtes étapes successives, le plan stratégique devra spécifier la séquence des campagnes et le moment auquel chacune doit commencer, en s'appuyant sur leurs liens stratégiques entre chacune d'elles. Il identifiera aussi toutes les subdivisions à l'intérieur de chaque campagne.

Par exemple, dans une lutte générale des travailleurs contre une entreprise ou une industrie, si le groupe de travailleurs dispose d'une force peu commune et de la sympathie du public, la lutte pourra inclure, en plus de la grève, une campagne de boycott de tous les produits de cette entreprise ou industrie. La stratégie de campagne pourra alors identifier le besoin de promouvoir et d'imposer le boycott par diverses actions, depuis les boycotts primaires et secondaires jusqu'au blocage des exportations du produit, en passant par les piquets de grève devant les magasins et les manifestations de solidarité. Le plan stratégique, avec ses tactiques et méthodes d'exécution, éclaire les zones floues, déterminant les magasins à cibler par des piquets de grève, où et quand organiser des manifestations, quel type de publicité on recherchera pour les boycotts primaires et secondaires, et à quels groupes on s'adressera pour empêcher l'exportation du produit.

Bien qu'il soit ici question de la sélection des méthodes, certains de ces choix particuliers peuvent se faire au-dessus du niveau de planification tac-

tique, laquelle – tout en relevant du plan stratégique – fait référence tout particulièrement à la planification logistique et opérationnelle concrète de chaque action distincte au cours de la campagne.

Pour résumer, le plan stratégique sert de guide opérationnel de référence pour l'action. C'est le plan pour l'application concrète et la mise en œuvre de la stratégie. Les plans stratégiques comportent en général quatre phases :

- Préparer le conflit.
- Lancer l'action pour atteindre les objectifs.
- Développer la lutte en cours.
- Après la réussite, consolider les acquis.

Dans chaque phase, le plan stratégique doit suivre les stratégies de campagne pour identifier les tâches spécifiques à exécuter aux divers niveaux stratégiques, ainsi que les personnes ou groupes qui s'en chargeront. Nous avons vu plus haut que le plan tactique est un élément important du plan stratégique ; ce plan tactique doit identifier en détail les tâches nécessaires pour exécuter avec succès chaque action individuelle d'une campagne.

Les stratégies garderont à l'esprit que lors de luttes complexes, y compris contre des régimes répressifs, il est en général très difficile, voire impossible, avant le début de la lutte, de planifier la mise en œuvre concrète de la stratégie générale, de la première campagne à la dernière. Dans ces cas-là, le plan stratégique devra être aussi concret et précis que possible pour mettre en œuvre la stratégie lors de la campagne initiale, mais il sera forcément imprécis en ce qui concerne les campagnes suivantes. La raison en est que les objectifs limités des campagnes ultérieures, leurs stratégies, leur chronologie et les activités tactiques dépendront en grande partie des changements dans la situation conflictuelle qui se produiront au cours de la première phase de la lutte. Les stratèges devront donc surveiller de près l'évolution de la lutte et élaborer en conséquence, tout au long du conflit, des plans stratégiques concrets pour les campagnes ultérieures.

Nous débattons au chapitre 38 d'autres directives permettant de réagir et de s'adapter aux changements en cours de conflit. Auparavant, il est important de rendre compte de l'expertise en planification stratégique qui a été obtenue à partir des expériences et des analyses du passé, qui peuvent contribuer à une meilleure efficacité de la planification stratégique des luttes nonviolentes. Ce sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE 37

Quelques directives stratégiques

L'application efficace de la technique de la lutte nonviolente demande le plus grand soin, une réflexion approfondie, une action compétente et de la force. On accordera une attention particulière aux éléments exposés dans ce chapitre concernant l'élaboration de stratégies pertinentes pour des luttes nonviolentes plus efficaces.

Ces directives et suggestions s'appuient sur la compréhension des mécanismes de la lutte nonviolente, sur les leçons tirées des applications antérieures de cette technique et sur des principes stratégiques de base.

Compréhension de la lutte nonviolente

L'analyse des sources du pouvoir politique, développée au chapitre 2, est peut-être le plus important pour comprendre la lutte nonviolente. Lors de conflits graves avec des régimes répressifs, on peut élaborer des stratégies particulières pour cibler, affaiblir et supprimer les sources du pouvoir de l'adversaire. Ce ciblage peut être un facteur capital pour rendre la lutte nonviolente efficace contre des régimes très répressifs. Nous allons en discuter plus en détail.

Pour élaborer des stratégies et des tactiques avisées de lutte nonviolente, il faut bien comprendre la dynamique et les mécanismes de cette lutte, tels que nous les présentons aux chapitres 29 à 34, et plus à fond dans *The Politics of Nonviolent Action*¹. Cette connaissance permet de mieux comprendre plusieurs autres éléments de la pratique efficace de cette technique, entre autres le maintien de la discipline nonviolente.

La lutte nonviolente vise à atténuer la peur de l'adversaire et de sa répression violente, et elle tend à produire cet effet. Contrôler ou supprimer cette peur est un élément crucial pour détruire le contrôle que l'adversaire exerce sur la

1. Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, Boston, Massachusetts : Porter Sargent, 1973. Édité aussi en trois volumes (édition brochée), *Power and Struggle*, *The Methods of Nonviolent Action*, et *The Dynamics of Nonviolent Action*.

population et sur les résistants potentiels. Une autre caractéristique majeure du fonctionnement de la lutte nonviolente est que les capacités de pouvoir des deux camps ne sont pas immuables. La puissance réelle et relative de la population en résistance et celle de l'adversaire peuvent fluctuer beaucoup au cours des luttes nonviolentes. Comparées aux modifications de la force des adversaires dans un conflit armé, ces fluctuations de la puissance des résistants et de leurs adversaires dans les conflits nonviolents, lorsqu'elles ont lieu, risquent d'être plus radicales, de survenir plus rapidement, et d'avoir des conséquences plus significatives. La raison en est que les stratégies, tactiques, méthodes et comportements plus variés des deux groupes auront potentiellement des effets bien au-delà du moment et du lieu où ils se produisent. Certains types de comportement – violence, destruction de biens, actes provocateurs nonviolents mal choisis – peuvent avoir des conséquences imprévues ou non souhaitées. Le nombre de résistants et les formes de leur résistance peuvent augmenter ou diminuer, parfois lentement, parfois rapidement et de façon extrême. Le pouvoir de l'adversaire peut lui aussi fluctuer, là encore lentement ou rapidement. Le groupe nonviolent peut, par ses actions et son comportement, contribuer à l'augmentation ou à la diminution du pouvoir de l'adversaire, et ce, dans une bien plus large mesure que dans les conflits armés.

En préparant des stratégies, il faut s'efforcer de choisir des plans et des actions qui facilitent l'activation de la dynamique et des mécanismes de cette technique. Il faut aussi rejeter les propositions d'action qui, si on les appliquait, perturberaient les facteurs mêmes qui font l'efficacité de cette technique de lutte.

L'autonomie et l'aide des tiers²

Il existe un principe de base essentiel à la planification des campagnes de lutte nonviolente : planifiez votre lutte de sorte que la victoire devienne possible en ne dépendant que de vous-mêmes. C'était le message de Charles Stewart Parnell aux paysans irlandais en grève des loyers des terres en 1879-1880 : « Ne comptez que sur vous-mêmes » et sur personne d'autre³.

Dans la mesure où une lutte nonviolente forte est planifiée ou déjà en cours, il n'y a pas de mal à vouloir obtenir de tiers une aide limitée et nonviolente. Toutefois il ne faut rechercher la manière de gagner le combat qu'en se basant sur les capacités et actions de son propre groupe. En ce cas, même sans aucune aide extérieure, on peut encore l'emporter avec une planification stratégique solide et des résistants forts. Si par contre on a confié la responsabilité de la victoire ou de la défaite à des tiers, la lutte échouera si ces derniers ne suivent

2. Les tiers sont des groupes autres que le groupe de lutte nonviolente ou celui de l'adversaire. Il peut s'agir de groupes appartenant à la société dans laquelle se déroule le conflit, ou de groupes extérieurs à cette société.

3. Patrick Sarsfield O'Hegarty, *A History of Ireland Under the Union 1880-1992* (Londres : Methuen Press, 1952), p. 490-491.

pas. Dans tous les cas, on aura plus de chance d'obtenir un soutien externe si la lutte est menée par la population concernée et que celle-ci agit en estimant que la victoire ou l'échec sera le fruit de ses seuls efforts.

Malgré le danger de compter sur le soutien de tiers qui ont leurs propres intérêts et objectifs, ce soutien peut se révéler très utile. Les tiers peuvent avoir des motifs divers, parfois liés aux objectifs des résistants et au choix d'une lutte nonviolente. Il arrive aussi que les tiers escomptent d'éventuelles retombées économiques ou politiques une fois que les résistants nonviolents auront réussi à déloger un régime répressif. (Bien entendu, des retombées économiques à court terme peuvent aussi motiver fortement des tiers à se ranger aux côtés de l'adversaire et à refuser de soutenir les résistants.)

Les résistants nonviolents doivent cultiver les soutiens externes avant le début de la lutte et au cours de celle-ci. Ils peuvent rechercher divers types d'aide : ressources matérielles, bases d'opérations protégées, non-ingérence, reconnaissance de la légitimité de l'objectif et approbation des moyens employés par la résistance nonviolente. Des tiers très motivés peuvent appliquer des sanctions économiques et des pressions diplomatiques contre l'adversaire, voire tenter de l'isoler sur la scène internationale. Toutefois la mise en garde reste valable au sujet de la dépendance envers les tiers. Le mouvement de résistance doit être capable de poursuivre le combat efficacement même si cette aide extérieure ne se matérialise pas ou disparaît.

Une seule lutte ou plusieurs campagnes ?

En s'appuyant sur les résultats de l'évaluation stratégique, il est essentiel de déterminer si on peut atteindre ses objectifs en une seule lutte concentrant toutes les forces. Si une lutte unique a de fortes chances de réussir, il faudra élaborer une stratégie solide qui puisse réaliser cet objectif de manière réaliste.

Il faut procéder prudemment pour évaluer si une campagne unique a des chances d'atteindre les objectifs. Il faudra tenir compte des caractéristiques et des exigences de la lutte nonviolente, et procéder avec soin à une évaluation stratégique des capacités de l'adversaire et des résistants potentiels, comme nous l'avons vu au chapitre 36.

Il faut toutefois admettre que dans un conflit majeur avec des adversaires puissants, la lutte nonviolente atteint rarement l'intégralité de ses objectifs en une seule campagne.

Voici une liste non exhaustive des conditions préalables au succès d'une lutte unique :

- L'adversaire a perdu énormément de légitimité, que cette perte soit déjà manifeste ou non.
- L'adversaire dépend beaucoup, en termes politiques, économiques ou autres, d'une population susceptible de lui retirer sa coopération.
- La population possède ou organise des groupes et des institutions échappant au contrôle de l'adversaire.

- Les groupes et des institutions qui servent de « piliers de soutien » à l'adversaire en lui fournissant ses sources vitales de pouvoir sont instables et peu fidèles aux dirigeants de l'adversaire.
- Le contrôle de l'adversaire sur la population générale n'est pas complètement efficace.
- La population – et en particulier les groupes plus susceptibles de résister – a vécu auparavant une expérience réussie de lutte nonviolente ou a reçu des conseils compétents pour élaborer des actions de résistance et comprendre les rôles à jouer.
- Les enjeux visés par la lutte jouissent d'un vaste soutien populaire.
- La lutte a fait l'objet d'une stratégie générale judicieuse, soutenue par les actions de résistance préconisées, menée par des groupes et institutions populaires, y compris ceux qui ont servi de piliers de soutien à l'adversaire.
- De nombreux fonctionnaires, policiers et militaires de l'adversaire ont une loyauté et un soutien actif vacillants à son égard.

Dans un conflit à grande échelle contre un gouvernement ou un régime, le groupe de lutte n'aura généralement pas, au début du conflit, la capacité de couper les sources du pouvoir de l'adversaire pour abattre son régime. Si toutefois on tentait d'atteindre les objectifs de la lutte en une seule campagne, il faudra prévoir un plan de secours, au cas où cette campagne échouerait. Si une lutte unique échoue, l'adversaire risque non seulement de survivre au plan institutionnel, mais il en sortira relativement renforcé. Les résistants auront en conséquence subi un revers sérieux, au point de vue tant de son moral que de sa capacité de résistance.

Il sera donc en général plus sage de se préparer au début pour plusieurs campagnes avec des objectifs limités. Elles devront être compatibles avec l'objectif général et favoriser son atteinte. Il ne s'agit pas d'avoir des objectifs modérés, mais plutôt de concentrer ses forces sur les points faibles de l'adversaire afin d'atteindre des objectifs correspondant aux capacités des résistants. Leur capacité de mener une lutte nonviolente efficace va augmenter à mesure qu'ils atteindront des objectifs limités tout en s'efforçant de renforcer le groupe de revendication et la population en résistance.

Déterminer les objectifs

Les objectifs des campagnes particulières doivent être formulés avec soin et rester compatibles avec les objectifs généraux des résistants dans le conflit. Chaque campagne à objectifs limités fera l'objet de stratégies spécifiques concertées et d'actions expertes qui lui permettront de contribuer à atteindre les objectifs principaux plus larges, comme nous le verrons plus loin.

Les objectifs de la lutte générale et des campagnes qui la composent doivent être formulés en termes clairs, compréhensibles et d'usage courant. Il ne faut pas les exprimer par des platitudes vagues comme « paix », « liberté » ou « justice ». Ils doivent être concrets et précis, toujours reliés à la revendication générale. En Inde, par exemple, dans les années 1930-1940, alors que le but

général des nationalistes opposés à l'Empire britannique était l'indépendance du pays, les objectifs spécifiques que M.K.Gandhi formula pour la campagne de 1930-1931 consistaient en 11 exigences limitées et concrètes qui, selon lui, ouvriraient la voie de l'autogouvernement de l'Inde.

La terminologie employée lorsqu'on énonce les objectifs ne doit pas prêter à des interprétations trop larges. Une terminologie appropriée permettra de mieux évaluer si les objectifs d'une campagne spécifique ou de la lutte d'ensemble ont été réellement atteints. Les objectifs ne doivent pas non plus être trop détaillés: pour certaines luttes, « un Parlement librement élu » serait un objectif valable, mais il est inutile d'aller jusqu'à préciser que ce Parlement devrait compter 537 députés.

Pour une campagne limitée, il est bon de désigner un enjeu offrant un bon angle d'attaque. La clé est de choisir un enjeu qui symbolise la revendication générale ou représente un aspect précis du problème d'ensemble, le point qui est le plus difficile à défendre pour l'adversaire et semble presque impossible à justifier. Cet objectif initial sera alors celui pour lequel le groupe de lutte nonviolente recevra le maximum de soutien. Il devra aussi être à la portée des résistants, ou susceptible d'être concédé par l'adversaire.

Un mauvais choix d'objectif dans une campagne limitée détourne l'attention des grands objectifs de la stratégie générale. Si l'objectif est bien choisi, par contre, il favorisera le soutien du public, des tiers, voire de quelques individus ou groupes dans les rangs de l'adversaire.

Il est souvent très utile que les objectifs de ce type de campagne limitée concernent des aspects particulièrement déplorable de la situation générale décrite par les résistants. Si par exemple il n'est pas possible de mettre fin à la discrimination raciale en une seule lutte, on pourra lancer des campagnes spécifiques – comme aux États-Unis dans les années 1950 et 1960 – contre certaines pratiques discriminatoires, comme la ségrégation dans les bus et dans les restaurants, la discrimination à l'emploi et les restrictions de vote.

À titre d'exemple, une campagne limitée dans le cadre de la lutte contre une dictature pourra porter sur la défense d'une publication que le régime tente d'interdire, défier la censure ou les atteintes à la liberté religieuse, défendre l'indépendance des institutions sociales ou religieuses, fonder de nouvelles organisations indépendantes (par exemple un syndicat) ou faire campagne contre des élections truquées. Les objectifs particuliers peuvent aussi concerner des questions vitales au niveau social, économique ou politique, choisies à cause de leur rôle crucial pour empêcher l'adversaire de contrôler le système social et politique, pour l'empêcher d'atteindre ses objectifs ou pour miner ses piliers de soutien.

En cas de lutte contre une occupation étrangère armée, on pourra employer ce genre de stratégie de résistance sélective appliquée à des objectifs particuliers. Les campagnes pourront viser à rejeter la légitimité du régime d'occupation ou à refuser de coopérer avec l'un de ses aspects. Dans ce type de lutte,

une composante essentielle est de bloquer la mise en place de l'occupation et du contrôle effectif de la société. Les stratégies de résistance peuvent aussi chercher à empêcher un agresseur d'atteindre un ou plusieurs de ses objectifs. La résistance s'efforcera par exemple de priver les assaillants d'une cible économique particulière, ou les empêchera d'utiliser le système éducatif, la presse, la radio ou la télévision pour endoctriner la population dans le sens de leur idéologie.

Une fois qu'ils ont choisi le ou les points de l'attaque concentrée, les résistants ne devront pas dévier vers un mode d'action moins efficace ou vers des questions insolubles. Le succès initial dans des domaines limités augmentera l'aplomb des résistants et leur capacité à progresser efficacement vers la réalisation plus complète de leurs objectifs.

La lutte nonviolente qui se prépare sera plus efficace si les enjeux et objectifs défendus par le groupe de lutte nonviolente semblent plus valables que ceux du groupe adverse. Les enjeux et objectifs déclarés influenceront le soutien accordé à la résistance par la population affectée et peut-être même par des membres du clan adverse et par des tiers. Il faut maintenir des objectifs clairement déclarés et des revendications reconnues tout au long des fluctuations de la lutte, tant que les revendications restent valables et que les objectifs sont toujours pertinents, justifiables et réalistes.

Renforcer la population et les résistants

Tout en affaiblissant le pouvoir de l'adversaire par la non-coopération et la désobéissance, il faut mobiliser la capacité de pouvoir de la population. Ces gens et institutions ont pu sembler faibles et démunis face aux capacités d'organisation et de répression de l'adversaire. Il est crucial pour l'issue du conflit de transformer ce potentiel de pouvoir de la population concernée en un pouvoir effectif qu'on pourra utiliser dans la lutte.

Du côté des résistants, il faudra élaborer la stratégie générale et les stratégies particulières de campagne pour que les résistants et la population deviennent plus forts au cours de la lutte qu'ils ne l'étaient auparavant. Il est possible de calculer leur pouvoir en déterminant s'ils ont des groupes et organismes indépendants, s'ils sont capables d'employer la lutte nonviolente malgré la répression et s'ils se montrent compétents dans l'utilisation de cette technique de lutte.

Rien ne peut remplacer la force réelle d'une population qui résiste. Si les participants sont faibles lorsqu'ils entament la lutte et qu'ils le restent au cours du conflit, ils échoueront certainement. Dans un conflit à grande échelle, il est nécessaire de mobiliser une capacité de lutte suffisante pour submerger l'adversaire sous une résistance massive et pour lui couper ses sources de pouvoir.

Les résistants devront au minimum être capables de forcer l'adversaire à accepter un compromis sur des questions non essentielles. Ils devront donc être capables de diriger et de coordonner leurs forces pour poursuivre le

combat en dépit des difficultés. On s'appliquera à renforcer les résistants et la population pour que l'adversaire ne puisse plus les dominer.

On peut élaborer une série de campagnes par phases pour renforcer la population lésée tout en affaiblissant le régime de l'adversaire. Ces campagnes par phases peuvent apporter à la population l'expérience de la lutte nonviolente. Cette solution, si elle est planifiée et conduite habilement, peut offrir une série de victoires à la population qui résiste. Cela pourra augmenter sa compétence dans la conduite de ce type de lutte, lui donner l'expérience de la planification stratégique et lui donner plus d'assurance, de même qu'aux résistants.

Renforcer les institutions

En règle générale, l'oppression politique se produit lorsque la société civile – à savoir une société composée d'institutions indépendantes solides – est faible. Les régimes répressifs en place cherchent en général à détruire l'indépendance des institutions sociales, économiques et politiques qui échappent au contrôle de l'État ou du parti. Il devient très difficile d'organiser une résistance sociétale lorsque les institutions indépendantes sont affaiblies ou détruites. La force ou la faiblesse de ces institutions est importante pour planifier la stratégie d'une lutte nonviolente. Les groupes et institutions de la société peuvent être les bases organisationnelles à partir desquelles sera menée la lutte nonviolente. Les individus peuvent témoigner ou participer, mais seuls les groupes peuvent résister efficacement.

Les institutions de la société civile sont en général composées de groupes organisés qui ne sont ni contrôlés verticalement ni absorbés par la catégorie de la société politique qui est régulée par l'État. Les exemples de groupes de la société civile abondent : clubs sportifs, associations de jardinage, syndicats et groupements professionnels, institutions religieuses, mouvements sociaux organisés et tous types d'organisations non gouvernementales. Les groupes peuvent exister au niveau local, régional ou national.

Il existe d'autres institutions indépendantes significatives, comme les petites agences du gouvernement, les mairies, les écoles, les services fiscaux, des éléments du corps législatif, exécutif, judiciaire. Il peut s'agir d'institutions existantes passées sous le contrôle de forces indépendantes, ou de nouvelles structures créées pour remplacer celles contrôlées par l'adversaire.

On voit donc que le fait de conserver et renforcer les groupes et organismes indépendants améliore beaucoup la capacité à mener une résistance efficace. Les planificateurs stratégiques devront étudier avec soin la situation de ces structures, car elle déterminera en partie la capacité de la population à mener à bien une lutte nonviolente.

Si ces groupes et organismes sociaux indépendants sont faibles ou rares, il peut être nécessaire de créer de nouveaux groupes ou de nouvelles institutions pour préparer une résistance future. On pourra aussi transformer certains de ces groupes ou organismes *dépendants* en organisations plus libres de

leurs mouvements, en groupes capables de jouer un rôle capital dans des luttes ultérieures. La création et la consolidation de ces institutions peuvent augmenter sérieusement la capacité future de lutte nonviolente et améliorer son efficacité.

Le rôle des leaders

Les leaders sont les personnes qui prennent les décisions les plus importantes pour mener la lutte et qui servent personnellement de points de ralliement pour les partisans au cours du conflit.

Les planificateurs d'une résistance devront étudier les différents modèles de direction, depuis les modèles hautement centralisés et charismatiques jusqu'aux structures en comités avec pleine participation du groupe. Il faudra évaluer les avantages et inconvénients de chaque modèle en tenant compte des circonstances. Les leaders sont toujours susceptibles d'être attaqués, discrédités, arrêtés ou assassinés. Il faudra donc prévoir des remplaçants et un ordre de succession des leaders.

On notera également que qu'au cours de luttes principalement nonviolentes, comme la révolution russe de 1905, il fut souvent difficile voire impossible à diverses étapes d'identifier les leaders, si tant est qu'il y en eût, sauf localement et à titre temporaire. Il convient d'étudier la possibilité qu'avec une large diffusion des connaissances sur la lutte nonviolente, y compris ses dynamiques et besoins, on aura moins besoin de leaders identifiables.

Il faudra prendre des mesures pour réduire les dommages causés au mouvement si l'adversaire élimine des dirigeants de la résistance. Entre autres mesures, bien avant le début du conflit, on diffusera largement le plan d'opérations de la lutte au sein de la population résistante. Il sera parfois utile de mettre en place une structure de lutte nonviolente plus décentralisée (comme en Serbie en 2000).

Certaines qualités doivent être recherchées chez les leaders. Ils doivent donner l'exemple, connaître leurs troupes et s'occuper de leur bien-être, maîtriser techniques et tactiques, rechercher les responsabilités et les assumer, attribuer aux autres les lauriers de la réussite, être loyaux envers supérieurs et subordonnés, connaître l'adversaire, tirer les leçons de l'expérience de leur groupe et d'autres, maximiser les capacités de leurs subordonnés et les stimuler, et choisir les personnes les plus aptes à remplir chaque fonction.

Un point très important: les leaders devront soit bien connaître la lutte nonviolente et être capables d'effectuer une planification stratégique judicieuse, soit être assez réalistes et modestes pour s'appuyer sur des tiers possédant ces qualités de direction stratégique.

Obtenir les ressources matérielles indispensables

Au cours de la lutte, les résistants et la population auront besoin de ressources matérielles. Il est important de les identifier et de se les procurer avant d'engager

le conflit. Sans ressources matérielles, le conflit ne pourra être géré efficacement et la population risque d'être peu disposée à soutenir la lutte.

Il faut par exemple évaluer les réserves disponibles en termes de nourriture, vêtements, énergie, médicaments, communications et transports, et prévoir de sécuriser leur approvisionnement futur.

Les stratégies de la résistance devront répondre aux questions suivantes : quelles ressources seront nécessaires ? En cours de lutte, comment ces ressources et leur obtention seront-elles affectées ? Que peuvent faire les résistants et leurs partisans pour assurer leur disponibilité ? Comment les résistants peuvent-ils neutraliser ou compenser les tentatives que fera l'adversaire pour restreindre ou couper l'approvisionnement des ressources nécessaires à la résistance ? Peut-on décentraliser les approvisionnements à l'avance ou en cours de lutte, afin que les résistants soient moins vulnérables à une suppression ou à une saisie ? Peut-on développer de nouvelles méthodes pour produire ces fournitures et ressources, de sorte que l'adversaire ne pourra vaincre facilement la résistance en les contrôlant ? Existe-t-il d'autres options ou contre-mesures que la résistance peut employer pour assurer l'accès aux besoins matériels ?

Miner les sources du pouvoir de l'adversaire

Lors d'un conflit grave sur des enjeux importants, il ne faut pas croire qu'on va changer le cœur et l'esprit de l'adversaire juste parce que les gens protestent et résistent de façon nonviolente, même face à une répression brutale. Nous l'avons vu au chapitre 33 : il peut y avoir à l'occasion quelques éléments de retournement chez certains, témoins de souffrances infligées à des gens nonviolents. Cependant, dans un conflit à grande échelle portant sur des questions sans possibilité de compromis et des relations de pouvoir importantes, il serait naïf de croire que le mécanisme de retournement peut résoudre le conflit. Il faut une action plus forte.

La lutte nonviolente est très efficace lorsqu'elle arrive à miner ou à disloquer l'adversaire. Il faut en être conscient en planifiant chaque action stratégique. On doit élaborer une stratégie qui va concentrer les forces des résistants sur les points faibles des méthodes ou du système de contrôle de l'adversaire.

Le moyen le plus efficace de miner la politique ou le système de l'adversaire consiste à affaiblir ou à couper ses sources de pouvoir. Pour des campagnes relativement mineures sur des questions limitées, cette approche ne sera que partiellement nécessaire. Dans une grève, par exemple, ou un boycott économique majeur, cesser le travail ou refuser d'acheter sert à restreindre les ressources économiques de l'adversaire. Dans ces conflits, il n'est en général pas nécessaire que les résistants minent les autres sources de pouvoir de l'adversaire.

Dans des luttes politiques plus importantes, en revanche, comme lorsque l'on tente de repousser une occupation étrangère ou d'anéantir une dictature, les stratégies de la lutte nonviolente s'efforceront d'affaiblir et de supprimer

autant de sources de pouvoir que possible. Il faudra pour cela que les armes de la lutte nonviolente soient appliquées contre des cibles cruciales, principalement les « piliers de soutien » de l'adversaire qu'on aura déterminés comme étant les plus vulnérables.

Dans des conflits graves portant sur des questions sans possibilité de compromis et des rapports de pouvoir majeurs, les résistants ont l'option stratégique de restreindre ou de couper les sources de pouvoir de l'adversaire par des protestations symboliques, la non-coopération ou des interventions perturbatrices. Cette action monte en puissance lorsqu'elle implique des actes de défiance et de non-coopération commis par des organisations et des institutions. L'impact de leur résistance dépendra du niveau de dépendance de l'adversaire à leur égard.

Il sera souvent judicieux de cibler des sources spécifiques du pouvoir de l'adversaire en suivant une séquence de priorités. On peut choisir cette séquence selon certains critères, entre autres leur vulnérabilité et leur importance pour l'adversaire.

Nous avons vu au chapitre 2 que l'une des sources principales de pouvoir est l'autorité, ou légitimité. L'érosion concertée de cette source de pouvoir fut extrêmement importante en Serbie en octobre 2000. Sans autorité, l'accès aux autres sources de pouvoir devient aléatoire. La perte d'autorité peut entraîner la désintégration du pouvoir d'un régime⁴. Nous avons vu précédemment que tout gouvernement dépend de la coopération et de l'aide des citoyens ou des groupes et organisations de la société et des organes du gouvernement. Lorsque ces entités ne fournissent pas suffisamment les diverses sources de pouvoir requises, ou si elles exécutent les souhaits et ordres du régime de manière lente ou inefficace, voire si elles vont jusqu'à refuser d'aider et d'obéir, le régime perd une partie de son pouvoir.

Les gouvernements peuvent tenter de restaurer l'obéissance et la coopération en infligeant des sanctions ou punitions. Cependant les sanctions ne suffiront pas à imposer l'obéissance et la coopération tant que l'autorité du régime est remise en question. Si la désobéissance et la non-coopération populaires continuent – voire augmentent –, malgré ces sanctions le pouvoir de l'adversaire va diminuer et se dissoudre. Cet effet s'amplifie lorsque policiers et soldats refusent d'obéir aux ordres. Une autre source cruciale du pouvoir – les sanctions – aura disparu.

Dans certains conflits, on pourra entreprendre des actions spécifiques destinées à saper le moral et la fiabilité des forces armées et des fonctionnaires de l'adversaire. Il arrive que ces efforts aient un impact limité ou inexistant. Les troupes confrontées à des résistants nonviolents ont parfois perpétré des actes brutaux, comme en Chine en 1989 et en Birmanie en 1988. Parfois aussi,

4. Pour cette analyse, nous avons supposé que l'adversaire est le régime en place ou qu'il bénéficie du soutien du régime en place.

les efforts pour saper le moral des troupes ont eu une très grande influence, comme en Russie en 1991 et aux Philippines en 1986. La situation générale d'une population qui résiste de façon nonviolente sans menacer la vie des membres des forces armées suffira parfois à entamer sérieusement le moral des troupes et de la police. Ceci peut entraîner un certain laxisme dans la répression et, dans de rares cas, une désobéissance aux ordres, voire des mutineries. Sans trop compter sur l'éventualité d'une désobéissance des militaires, il peut s'avérer payant de chercher à influencer les soldats, les policiers et les fonctionnaires.

Un régime qui perd l'approbation, la coopération et l'obéissance va s'affaiblir et s'effondrer. Cela explique le phénomène du « pouvoir du peuple » et l'effondrement de dictatures lorsqu'elles se heurtent à une utilisation musclée de cette technique.

Concentrer ses forces sur les points faibles

Pour atteindre son efficacité maximale, l'action nonviolente doit se concentrer sur des cibles cruciales. On choisira ces cibles après une évaluation rigoureuse de ses propres forces, des objectifs d'ensemble et de campagnes, des objectifs et de la situation de l'adversaire, y compris ses faiblesses, et de l'importance des enjeux. Napoléon affirmait qu'on n'est jamais trop fort au moment décisif; cette maxime s'applique ici.

Les stratégies de campagne doivent être conçues de manière à employer les forces des résistants pour exploiter les vulnérabilités de l'adversaire et attaquer ses points faibles, tout en évitant de l'affronter sur ses points forts et ceux qu'il défendra le plus facilement. Ceci vaut aussi bien pour la sélection des objectifs de campagne que pour le choix des cibles tactiques visées par ces campagnes.

Il faut bien admettre que certaines luttes s'attaquent à des politiques ou à des gouvernements qui bénéficient d'un fort soutien populaire. Dans ces cas-là, les luttes concernent souvent des questions sans possibilité de compromis, et la lutte comme les objectifs de campagne ne seront peut-être pas au début acceptés par l'ensemble de la population. Les campagnes et actions devront alors viser à renforcer les résistants et à éroder le soutien accordé à l'adversaire ou à sa politique. Ces luttes mettront en général plus longtemps à aboutir, et les conditions externes ne seront pas favorables aux résistants.

Les stratèges de la lutte nonviolente, lorsqu'ils choisiront les points d'attaque pour des actions conformes à la stratégie de campagne, viseront des soutiens ou des méthodes faibles ou particulièrement vulnérables de l'adversaire. Nous avons vu qu'il faut concentrer les capacités des résistants sur les « piliers de soutien » vitaux, c'est-à-dire les groupes ou institutions qui soutiennent l'adversaire et lui fournissent ses sources de pouvoir. Il ne serait cependant guère judicieux de viser au départ les piliers de soutien les plus forts et faciles à défendre de l'adversaire. Si par exemple l'une de ses forces principales réside dans la solidarité interne, le moral et la cohésion des forces armées, on serait

sans doute mal avisé d'entamer la lutte par une tactique de campagne visant à démotiver les troupes.

Si au contraire l'adversaire dépend fortement de la vente de matières premières produites dans des mines où les partisans ou les membres du groupe de lutte nonviolente ont établi un syndicat, on aura mis à jour une vulnérabilité cruciale de l'adversaire – et une force importante des résistants. Une campagne judicieuse pourra alors exercer des pressions économiques sur l'adversaire par des grèves, des ralentissements ou d'autres mesures dans ces installations. Là encore, la clé est de viser les sources vulnérables du pouvoir de l'adversaire en concentrant les efforts sur ses piliers de soutien les plus faibles.

Cette concentration des forces est vitale. Les actions et pressions choisies permettront au groupe de lutte nonviolente d'exercer sa force, sans exposer ses points faibles. Ces moyens de pression économique n'auront guère d'effet sans le soutien des syndicats (qui doivent être structurés). Si par ailleurs le soutien et la solidarité des syndicats envers le groupe de lutte nonviolente constituent l'une des grandes forces des résistants, ce type de frappe pourra se révéler efficace contre un pilier de soutien crucial de l'adversaire. Dans un autre cas de figure, si les résistants bénéficient du soutien inconditionnel d'institutions religieuses populaires, il sera judicieux de les employer dans la lutte. Si par contre les institutions religieuses soutiennent l'adversaire, on évitera de planifier des actions qui impliqueraient leur participation à la résistance.

Ce principe s'applique aussi au choix des méthodes. On choisira des méthodes d'action nonviolente qui requièrent certaines compétences ou capacités des résistants, seulement s'ils possèdent ces compétences. Les organisateurs n'appelleront à des manifestations que s'ils sont sûrs qu'il y aura assez de participants pour arriver aux résultats voulus dans le cadre de la campagne. On n'entamera une grève de la faim que si les résistants volontaires pour employer cette méthode sont décidés à la poursuivre pendant la durée annoncée. Les boycotts de consommateurs ne seront organisés que si l'on peut les appliquer.

Toutefois ces méthodes deviennent viables si a) les résistants ont la force de les appliquer et de les maintenir malgré les contre-mesures de l'adversaire, et b) les méthodes répondent à une stratégie de campagne ciblant des piliers de soutien vulnérables de l'adversaire. Dans tous les cas, les méthodes choisies doivent relever d'un plan stratégique qui utilisera les forces des résistants contre les points faibles de l'adversaire, en se concentrant fortement sur les piliers de soutien vulnérables. Ne pas agir selon ces principes reviendrait à négliger les occasions de faire avancer la lutte, tout en exposant des faiblesses potentiellement vitales de la résistance, que l'adversaire s'empressera d'exploiter.

Déséquilibrer l'adversaire

Le mouvement de résistance doit empêcher l'adversaire de reprendre son équilibre et l'attaquer là où il n'est pas prêt à répliquer. La synchronisation et la vitesse ont leur importance, mais à la différence de certaines luttes armées, les attaques des résistants nonviolents n'ont en général *pas* besoin de l'effet de surprise pour être efficaces.

Le moment choisi pour mettre en œuvre les tactiques des résistants peut revêtir une grande importance. Il est essentiel que les stratèges et dirigeants de la résistance soient capables d'estimer à quel moment les gens auront la volonté de résister. On pourra prévoir des actions qui coïncideront avec une date particulière ou une occasion spéciale. Lorsqu'on planifie des actions qui seront menées par divers groupes, il est important de prévoir à quel moment chaque groupe interviendra. Le moment choisi pour les diverses actions de résistance aura aussi son importance à chaque étape de la lutte. Il est important par exemple de déterminer le moment opportun pour passer des actions symboliques à la non-coopération de masse, ou pour lancer une nouvelle campagne dans le cadre de la stratégie générale.

On doit pouvoir répondre par des actions de défense rapide en cas d'attaque agressive de l'adversaire. Si par exemple celui-ci tente de prendre le contrôle total du pays par une invasion ou un coup d'État, il faudra entrer en résistance avant qu'il n'ait mis en place un contrôle effectif de l'État. Il est aussi important de résister lorsqu'un régime oppressif tente de contrôler ou de supprimer les groupes et organismes sociaux indépendants afin d'étendre son contrôle sur l'appareil d'État et la société. Il faut défendre ces groupes et ces institutions pour préserver leur liberté d'action et leur capacité de résistance future.

Bloquer le contrôle de l'adversaire

Dans tout conflit à grande échelle, les résistants doivent s'efforcer de bloquer la mise en place ou le maintien du contrôle de l'adversaire. La résistance doit continuer tant qu'on n'a pas atteint le but, ou tant que le groupe de lutte nonviolente accepte de supporter la répression escomptée et de poursuivre d'autres aspects de la lutte. On procédera principalement de trois manières :

- 1) Les résistants et la population qu'ils représentent doivent a) désobéir avec défiance et refuser de coopérer avec l'adversaire, ce qui l'empêchera de les contrôler et diminuera son pouvoir, et b) disséminer à grande échelle la résistance au sein de la population et de la société. Cette diffusion de la résistance peut inclure des tactiques relativement modérées de ralentissement ou d'incompétence feinte dans certains secteurs de la population. Elle peut employer des méthodes plus fortes de défiance et de non-coopération. On devra souvent disséminer la résistance sur le terrain, quoiqu'il y aura probablement des points de convergence physiques (grandes villes ou zones industrielles) où une résistance concentrée peut produire un impact plus puissant.

- 2) En cas d'invasion ou de coup d'État, les résistants devront expressément empêcher, saboter et rendre inefficace toute collaboration avec l'adversaire. Priver l'agresseur d'un groupe de collaborateurs constitue une bonne application spécifique de la politique générale de désobéissance et de non-coopération avec l'adversaire.
- 3) Les résistants s'efforceront de saper l'efficacité des troupes, de la police et des fonctionnaires de l'adversaire. Ils tâcheront pour ce faire d'éroder leur loyauté envers leurs chefs et tenteront si possible de fomenter ressentiment, mutineries et désertions.

Défier la répression violente de l'adversaire

La lutte nonviolente peut poser de graves problèmes à beaucoup d'adversaires. À l'évidence, un régime dont le pouvoir, les privilèges et le contrôle sont menacés sera déstabilisé. Lorsque cela se produit, un adversaire puissant peut avoir recours à une répression violente. Les résistants risquent d'être frappés, emprisonnés, attaqués, enlevés, blessés, torturés ou tués.

Cette répression ne signifie pas que la résistance a échoué. En fait, la répression démontre à quel point la lutte nonviolente perturbe l'opresseur. Les pertes humaines ne sont pas plus un signe de défaite dans une lutte nonviolente que dans un conflit armé. Ces pertes sont le prix à payer lorsqu'on mène un conflit grave contre un adversaire déterminé, capable de blesser ou de tuer pour établir ou maintenir son contrôle.

Le niveau de réaction de l'adversaire peut varier du barbare et brutal au raffiné et complexe avec très peu de violence; quoi qu'il en soit, on devra toujours anticiper des réponses fortes de l'adversaire. Les résistants doivent être prêts à toute éventualité, pour ne pas se laisser surprendre par ces réactions.

Par le passé les résistants de certains mouvements ont pu s'estimer vaincus parce que leur adversaire avait exercé une répression violente à leur encontre. Si les résistants croient qu'ils ont été vaincus, c'est qu'ils l'ont été. Toutefois, la défaite n'est pas nécessairement une conséquence de la répression. Une répression sévère peut au contraire augmenter la résistance, attirer le soutien de tierces parties, et parfois même susciter la sympathie et le soutien de membres du groupe adverse.

Si on ne comprend pas la répression et qu'on n'applique pas de contre-mesures appropriées, la violence de l'adversaire risque d'entraîner des destructions et d'installer une atmosphère de terreur qui peut démoraliser la population. Les gens seront moins enclins à encourir les conséquences de leur résistance. Certains, choqués par la brutalité de la répression, par les souffrances et la mort d'amis et de membres de leur famille, voudront s'engager dans des actes violents de vengeance. Cette contre-violence ne renforcera pas la résistance. Elle ne sert pas un but stratégique et sera certainement contre-productive, en contribuant à saper l'efficacité de la lutte nonviolente, comme nous l'avons vu au chapitre 31.

À long terme, la réponse la plus efficace à une répression violente est de démontrer qu'elle n'impose pas la soumission, mais qu'au contraire elle accroît la résistance. Une résistance nonviolente qui perdure malgré une répression sévère provoque parfois une agitation dans la population de l'adversaire et pousse des tiers à s'opposer à lui. Mais il faudra sans doute passer par une période difficile avant que l'adversaire reconnaisse que sa brutalité est contre-productive, ou avant que son régime s'affaiblisse et s'effondre à cause de l'inanition politique engendrée par la suppression de ses sources de pouvoir.

Les résistants peuvent prendre des mesures pour réduire l'impact de la répression sur eux-mêmes et la population. Ils peuvent choisir des méthodes de résistance moins provocantes, en recommandant par exemple aux gens d'éviter de descendre dans la rue où il est plus facile de les abattre et de rester chez eux où ils sont des cibles moins faciles. On pourra aussi lancer des « actions-éclair », les participants se regroupant rapidement pour une opération avant de se disperser très vite avant l'arrivée des troupes ou de la police.

Pour réduire l'impact de la répression, on pourra envisager une modification de stratégie et de tactiques, par exemple en utilisant des méthodes moins risquées mais qui restent défiantes. Parfois, il sera prudent de battre temporairement en retraite, la résistance changeant alors d'aspect. On pourra intensifier les efforts pour circonvenir les policiers et les soldats de l'adversaire, et mobiliser la population. Partout où cela est possible, il est important d'aider les victimes de la répression et leurs familles, en leur apportant un soutien médical, psychologique, financier et autre. Il est essentiel que les résistants maintiennent leur solidarité et leur détermination à résister par la lutte nonviolente.

On peut aussi contrer une répression sévère en augmentant son coût pour l'adversaire. Si on ne peut éviter une répression extrêmement violente, certains stratèges conseillent de faire en sorte que ces brutalités soient commises au grand jour, sous les yeux du public, des observateurs et des journalistes. Ces brutalités doivent être rendues publiques afin de susciter la désapprobation de membres du groupe adverse et de leurs alliés, y compris les décideurs, les agents, la population et les tiers. Les collaborateurs de l'adversaire qui désapprouvent la violence de la répression peuvent finir par changer de camp. Dans certains cas, une répression extrême peut attirer des sanctions économiques et des pressions diplomatiques contre le régime qui a perpétré les brutalités.

Maintenir une discipline nonviolente

La lutte nonviolente peut être efficace contre un adversaire disposant d'une forte capacité militaire et policière, précisément parce qu'elle ne tente pas d'affronter directement ce type de pouvoir. Au lieu de cela, la lutte emploie des moyens nonviolents, ce que l'adversaire aura du mal à maîtriser. Tout acte violent de la part des résistants ou en leur nom risque d'être contre-productif, même s'il est modéré ou s'il répond à des brutalités. Dans une lutte nonviolente,

toute violence provenant des résistants renforce la capacité répressive que l'adversaire peut utiliser efficacement contre les résistants nonviolents.

Au contraire, en maintenant une discipline nonviolente face à un adversaire violent, on facilitera le fonctionnement des mécanismes de la lutte nonviolente, y compris le processus de jiu-jitsu politique décrit au chapitre 32. Il s'agit du processus suivant lequel, dans certaines luttes nonviolentes, le contraste entre la violence brutale de l'adversaire et la nonviolence persistante des résistants vient renforcer le soutien à la résistance et la participation à la lutte nonviolente, tout en diminuant les appuis de l'adversaire.

Il est important de noter que ces réactions de soutien à la résistance ne sont en aucun cas garanties et que souvent elles ne se produisent pas. Toutefois, ce processus aura bien plus de chances d'opérer si les résistants maintiennent une discipline nonviolente.

La discipline nonviolente comporte deux éléments: 1) suivre les plans stratégiques de la lutte, et 2) s'abstenir de toute violence. Si les résistants dévient du plan stratégique, la confusion qui s'ensuivra risque de détourner leur force des points où elle doit se concentrer. Rompre la discipline nonviolente et se livrer à la violence peut avoir des effets désastreux sur la lutte nonviolente et servir l'adversaire.

Si les résistants, emportés par leur enthousiasme, lancent des actions non prévues dans le plan stratégique d'origine ou décident de ne pas exécuter les actions préconisées, ils risquent de nuire gravement à l'efficacité de la lutte. Il est parfois utile d'innover, mais cela peut s'avérer dangereux. Les résistants doivent s'autodiscipliner afin d'exécuter les plans élaborés avec soin pour leur apporter la victoire.

La population et tous les résistants doivent comprendre qu'il faut vraiment s'engager pour participer à la campagne en cours. Il faut aussi élaborer des méthodes pour surmonter la peur. Il faut savoir comment répondre de façon disciplinée à une répression sévère, comprendre et accepter la logique du maintien d'une résistance nonviolente malgré les provocations et la répression.

La stratégie générale doit fournir les moyens de mener la lutte jusqu'à la victoire par des formes d'actions nonviolentes. Elle doit exclure le recours éventuel à la violence lors d'une phase ultérieure, quand la violence de la résistance servirait surtout l'adversaire. Une résistance violente permettrait à celui-ci de justifier une répression encore plus brutale du groupe de résistance, et l'aiderait à discréditer les résistants en les assimilant à des terroristes déguisés. Le fait d'envisager un recours à la violence à un stade ultérieur risque de freiner l'élaboration de formes d'actions qui seront nécessaires lors de phases critiques du conflit pour mener à la victoire. Une résistance violente peut aussi renforcer le soutien interne que la population, la police et l'armée fournissent à l'adversaire. Une lutte qui est sur le point d'aboutir doit continuer à s'appuyer sur les forces qui ont amené le conflit à ce stade. Dans le cas contraire, le déroulement du conflit risque de s'inverser, donnant la victoire finale à l'adversaire.

Si les résistants se tournent vers l'action violente, on risque de voir comme conséquences négatives une répression accrue, une augmentation du nombre de victimes, une solidarité accrue dans les rangs de l'adversaire, un meilleur moral parmi les troupes et les forces de police infligeant la répression, une perte de l'« avantage moral » des résistants, et une baisse de la sympathie et du soutien à l'étranger.

Il existe divers moyens de promouvoir la discipline nonviolente, comme les instructions et demandes verbales et écrites, les promesses et les serments, l'emploi de « commissaires » pour encadrer les manifestations, et la mise en place d'activités nonviolentes motivantes pour conserver l'initiative. On pourra aussi éviter les activités qui risquent de devenir violentes, exercer des pressions sur les participants qui s'étaient engagés à rester nonviolents, organiser des séances de mises en situation pour jouer à l'avance les actions et la répression prévue lors d'épisodes très conflictuels. On s'efforcera aussi de rehausser le moral pour susciter la participation aux activités nonviolentes. On pourra interdire aux manifestants d'apporter armes, alcool et drogues aux manifestations.

Des directives à l'action

Les directives qui précèdent ont une importance cruciale pour rendre efficace la lutte nonviolente. Cependant, pour avoir un impact sur l'issue du conflit, les plans qui s'en inspirent doivent être élaborés si possible avant la lutte, puis appliqués au cours du conflit.

Une lutte nonviolente bien préparée et planifiée sur des bases stratégiques se déroulera de façon dynamique. Il faudra pour cela agir avec habileté et réagir judicieusement aux nombreux changements et problèmes que l'on rencontrera, afin de conclure le conflit par une victoire.

Mener la lutte

Le rôle d'un plan stratégique

Les exemples de lutte nonviolente décrits dans la deuxième partie ont commencé de diverses façons. Presque toutes ont débuté sans plan stratégique pour le conflit majeur qui s'annonçait. Le cas indien de 1930-1931 fut ce qui se rapprochait le plus d'un plan stratégique ; on retrouve aussi quelques éléments de planification en Serbie en 2000.

Cet ouvrage présente une approche plus délibérée. Elle consiste à procéder à une analyse approfondie et à une élaboration stratégique avant d'entrer en lutte. La lutte aura plus de chances de réussir si on l'entame de manière délibérée, après une planification préalable. Cette planification préalable peut aussi diminuer le risque de pertes humaines, sans l'éliminer.

Une fois commencée, la lutte ne restera pas statique. Les rapports de forces vont évoluer, rapidement parfois. Le groupe de lutte nonviolente doit toujours s'efforcer de conserver l'initiative au cours du conflit, mais il peut se produire une baisse de régime ou une perte d'élan. Des problèmes et revers imprévus peuvent toujours survenir.

Les planificateurs stratégiques et les leaders du groupe de lutte nonviolente tâcheront d'anticiper les changements dans la situation conflictuelle et d'être prêts à en tenir compte au cours de la lutte. Ces changements peuvent les amener à modifier les plans tactiques pour mettre en pratique les stratégies de campagne existantes. Les modifications de la situation conflictuelle auront aussi leur importance dans le développement constant des plans stratégiques pour les prochaines campagnes dans le cadre de la stratégie générale. Il peut arriver, rarement, qu'il faille modifier les stratégies de campagnes en cours, si l'on conclut que les revers de la lutte proviennent d'une mauvaise planification stratégique plutôt que d'une mise en œuvre mal adaptée.

Ce chapitre propose quelques idées qui pourront aider les résistants à mieux appréhender ces problèmes, à mesure que la lutte évolue.

Préparer la population pour la lutte

L'efficacité de la lutte nonviolente augmentera si l'on entreprend certaines activités avant le début du conflit. On pourra par exemple améliorer le contexte social pour l'action à venir, faire connaître les principes de la lutte nonviolente aux participants potentiels, renforcer les groupes et institutions indépendants, et augmenter la capacité des résistants à employer habilement cette technique.

Dès le début, il sera important de faire connaître à la population le concept de base de la non-coopération et de la technique de lutte nonviolente. Il faudra déterminer l'étendue des connaissances en lutte nonviolente parmi les résistants potentiels. Certaines catégories de population auront peut-être besoin d'explications plus précises sur ce type de lutte. On pourra par exemple insister sur le rôle de la non-coopération et sur le fait que la violence n'a aucun rôle à jouer dans cette lutte, qu'elle est donc exclue. Divers modes de communication répondront à ce besoin : radio, cassettes audio et vidéo, tracts, dépliants, livres, dessins et histoires.

Il est important aussi d'évaluer les compétences nécessaires au cours des diverses campagnes, et si ces compétences sont déjà présentes chez les résistants potentiels. Dans le cas contraire, il sera nécessaire de préparer et de développer ces compétences.

Il faudra également faire comprendre le concept des campagnes par phases avec des objectifs limités, menées tant pour atteindre ces objectifs que pour renforcer la population et la société assujetties, tout en affaiblissant les contrôles du régime oppressif. La population doit prendre l'habitude de faire des efforts répétés et soutenus, sans s'attendre à des succès immédiats.

Dans les campagnes bien préparées, on donnera des consignes claires à la population et aux groupes chargés d'exécuter avec discipline certains actes de résistance et de défiance. On peut aussi donner à l'avance des lignes de conduite en prévision d'une crise (comme un coup d'État), accompagnées de consignes en cas d'urgence. Ces consignes pourront assigner des rôles de résistance à des groupes de population et à des institutions de la société.

L'expérience montre aussi que même sous les régimes les plus totalitaires, il a été impossible aux dictateurs de couper complètement les communications entre les résistants et la population. Sous les occupations nazies et le régime communiste, il y eut des publications et distributions illégales de bulletins d'information, de brochures et même de livres.

Faire face aux problèmes : obstacles ou défis ?

Il faut s'attendre à ce que des problèmes surviennent au cours du conflit. Comment les résistants vont-ils aborder ces problèmes et les résoudre ? Les résistants et leurs leaders doivent considérer les problèmes identifiés comme des défis et non comme des obstacles insurmontables. Sans cette attitude, il est impossible de surmonter ces difficultés.

Il est donc primordial d'apprendre à examiner les problèmes graves et à développer des moyens efficaces pour les résoudre. C'est ainsi que les problèmes seront maîtrisés, évités ou supprimés, permettant à la lutte de progresser vers ses objectifs. On sera bien avisé d'essayer de prévoir ces problèmes tout au long de la lutte et de réfléchir aux moyens de les résoudre avant qu'ils ne surviennent.

Maintenir l'élan et l'initiative

Le mouvement de résistance doit absolument conserver l'initiative et son élan au cours du conflit, afin d'appliquer avec vigueur et efficacité les stratégies adoptées. S'il n'y parvient pas, le mouvement sera gravement affaibli. Par exemple, une manifestation courageuse, disciplinée et imaginative, annoncée pour une date précise, suscitera beaucoup d'intérêt, d'attention et de soutien. Mais si, durant les semaines et mois qui suivent, il n'y a pas de nouveaux actes de résistance, le public retiendra la période de silence et de passivité et non la manifestation initiale, qui perdra donc de son impact. On renforcera par contre la lutte et les chances de réussite de la résistance si on maintient l'initiative et la bonne marche du mouvement, en organisant de nouvelles actions de protestation ou de résistance suivant la stratégie planifiée.

Le mouvement de lutte nonviolente doit lancer des actions principalement offensives, prenant et conservant l'initiative autant que possible. Si le mouvement maintient sa capacité de résistance mais ne prend pas l'initiative, il y a un danger sérieux qu'il devienne principalement réactif. Choisir quoi faire et comment le faire dépendra alors des initiatives de l'adversaire, ce qui lui donnera l'avantage. Les opérations défensives devraient se limiter à bloquer les progrès de l'adversaire pendant que l'on prépare les opérations offensives. Les leaders et stratèges devront évaluer leurs options de prises d'initiative pour les phases suivantes du conflit, sans perdre de vue la stratégie planifiée.

Même dans le cas d'une lutte principalement défensive, comme résister à une invasion étrangère ou à un coup d'État, les défenseurs doivent prendre l'initiative pour transformer la lutte en un combat dont ils sont la force motrice. Ils doivent planifier les actions offensives qu'ils pourront mener pour protéger leurs bases institutionnelles, leurs principes et leur capacité d'agir pour forcer la chute ou le retrait de l'adversaire.

Une lutte à long terme opérant selon une stratégie générale peut comporter plusieurs campagnes à objectifs limités. On améliorera l'efficacité de la lutte à long terme tout en maintenant son élan, en modifiant, entre les campagnes successives, les objectifs de campagne et les groupes de population chargés d'endosser la responsabilité de la lutte.

Dans certaines luttes à long terme, les stratégies de campagne peuvent se concentrer d'abord sur des enjeux économiques, puis sur des problèmes de liberté d'expression, ou encore sur des questions religieuses. On peut recourir à des moyens d'action entièrement différents pour chaque campagne. Chacune peut aussi requérir divers niveaux d'engagement et de risque pour des groupes

de résistance distincts. Par exemple, les enseignants pourront pour un temps endosser les responsabilités et s'exposer à la répression. À d'autres moments ce pourra être le clergé, les cheminots, les journalistes, les juges ou les étudiants qui mèneront certaines actions visant des objectifs particuliers. On pourra ensuite donner un temps de répit au groupe en première ligne de la résistance, pendant que l'on change d'enjeu spécifique ou que l'on engage un autre groupe professionnel ou géographique à jouer un rôle plus actif dans la campagne.

Si l'on a élaboré ce type de plan pour construire un mouvement de résistance de plus en plus fort, il faudra suivre de près le cours de la lutte pour déterminer si le mouvement a réellement gagné en puissance. Si le mouvement est devenu principalement réactif ou a mené des actions surtout défensives, il faudra envisager de passer à une action plus agressive. Des décisions devront être prises et appliquées en vue d'augmenter le dynamisme et l'initiative de la lutte, afin qu'elle soit plus à même d'atteindre son ou ses objectifs.

Maîtriser le déroulement du conflit

Il se produira sans doute, au cours du conflit, de nombreux changements importants dans le camp de l'adversaire comme dans celui des résistants, dans les rapports entre eux et avec les tiers. On verra surtout augmenter ou diminuer le niveau et le type de soutien dont bénéficie chaque camp dans ses propres « piliers de soutien ». Cela entraînera sans doute des modifications de la situation conflictuelle globale, telle qu'on l'avait évaluée au préalable en préparant l'évaluation stratégique (chapitre 36). La situation d'origine ne restera pas statique. Divers facteurs interviendront à mesure que les résistants essaient d'appliquer le plan stratégique ou tactique, et selon les réactions de l'adversaire. Il est donc important de suivre l'évolution du soutien de chaque camp, et de veiller à ce que les plans pour la lutte nonviolente soient effectivement et correctement appliqués.

On surveillera aussi les indicateurs plus généraux de l'impact de la lutte, comme l'évolution des groupes de résistance, de la population, des adversaires et des tiers. Il faudra se poser certaines questions importantes. Quelles sont les évolutions favorables ? Défavorables ? Quel est l'état d'esprit, le moral et la fiabilité des troupes de l'adversaire, de ses officiels et de la population affectée par le conflit ? Où en est la ténacité des résistants à ce point du conflit ? Leur nombre est-il en augmentation ou en diminution ? Au cours du conflit, qu'est-ce qui a pu influencer sur la capacité de l'adversaire à contrôler la situation conflictuelle et la population en résistance ?

Il est important d'identifier les raisons des changements de rapports de force qui se sont produits. Quelle est la tendance ? Quels facteurs ont contribué à ces changements ? Est-ce que les événements prouvent que le plan stratégique de départ était correct, ou au contraire qu'il faut le réviser ? A-t-on anticipé les contre-mesures de l'adversaire et donc préparé les réponses, ou bien les résistants doivent-ils envisager de nouvelles actions ? Qu'est-ce que cela nous

apprend sur l'opportunité de procéder à des changements sur les tactiques et méthodes à employer, voire sur l'évaluation de la stratégie choisie lors d'une analyse critique ultérieure? On pourra aussi rassembler des renseignements supplémentaires sur d'autres facteurs significatifs et évolutifs de la situation conflictuelle, comme l'utilisation de la propagande, les espions et informateurs, les mouvements des personnels-clés de l'adversaire, etc.

L'une des tâches primordiales pour l'analyse de la lutte en cours consiste à évaluer l'efficacité réelle des tactiques et des méthodes spécifiques de résistance. C'est particulièrement le cas lorsqu'on a choisi des méthodes qui font appel à la participation d'un grand nombre de résistants. On regroupe dans ces méthodes les boycotts économiques, les grèves, diverses formes de non-coopération politique, mais aussi des actions symboliques comme des défilés de protestation ou l'affichage de certains coloris ou symboles. Lorsque ces méthodes sont appliquées par un grand nombre de personnes, ce simple fait transmet un message fort et peut avoir un impact majeur sur le conflit. Si par contre un appel à une manifestation de masse rencontre très peu d'écho, la résistance aura dévoilé une faiblesse qui peut avoir des conséquences très négatives sur l'avenir de la lutte.

Les stratèges et leaders devront surveiller les forces et faiblesses de la campagne en cours afin d'évaluer les nouvelles mesures à prendre pour augmenter son efficacité et ses chances de réussite. Cette évaluation permettra de prendre des mesures pour 1) prévenir, rectifier ou compenser certains développements négatifs, ou 2) lancer de nouvelles initiatives pour augmenter la puissance de la lutte, renforcer le groupe de lutte, affaiblir l'adversaire et obtenir un meilleur soutien extérieur.

Changements de tactiques et de méthodes

Pour guider le groupe de lutte nonviolente au cours du conflit, une stratégie sérieuse a été élaborée, qui ne doit pas être considérée comme facilement remplaçable par une autre. Toutefois les plans de mise en œuvre de la stratégie sont susceptibles d'être modifiés lorsque surviennent des occasions de donner plus d'élan, ou si l'on rencontre une opposition plus vigoureuse que prévue.

À mesure que la situation évolue et que le conflit progresse, les résistants auront l'occasion de prendre des mesures qu'on avait envisagées auparavant mais sans prévoir de les appliquer à ce moment précis. Après analyse, si les nouvelles actions proposées semblent judicieuses, le mouvement doit être prêt à saisir les occasions imprévues. Ces mesures devront toutefois être en accord avec la stratégie générale et avec la stratégie de la campagne en cours.

Le mouvement doit aussi prendre garde à ne pas se laisser distraire ou disperser par des questions secondaires en lançant des actions qui ne correspondent pas à la stratégie fondamentale de la lutte.

En cours de campagne, on peut être amené à procéder à des changements qui impliquent que des groupes de la population mènent des actions spécifiques

de protestation, de non-coopération ou d'intervention. On pourra aussi changer de choix des méthodes qu'on appliquera à court terme. Ces changements de méthodes ou de groupes de méthodes peuvent servir à déplacer les responsabilités et les risques d'un groupe de résistants à un autre moins épuisé ou plus discipliné. Les changements de méthodes peuvent aussi servir à varier les types de pressions qu'on exerce sur l'adversaire, ou à compenser des faiblesses du groupe de lutte nonviolente. La diversification des tactiques et des méthodes peut aussi ajouter de la variété et de l'intérêt à la campagne – susceptible alors d'attirer des reportages des médias.

Se ménager ou accélérer ?

Si durant la lutte on s'aperçoit que les résistants n'ont pas la force et la capacité nécessaires pour persister malgré les sanctions et les souffrances, il faut en prendre acte et chercher les moyens de corriger cette faiblesse tout en poursuivant la lutte.

Si par contre on constate des faiblesses chez l'adversaire, ou si les résistants nonviolents sont plus forts que prévus, il pourra être judicieux d'accélérer la résistance et l'application de la stratégie planifiée.

Il faut suivre de près l'évolution de la situation conflictuelle pour mettre en œuvre la stratégie et les tactiques. Que fait-on lorsqu'une action tactique a réussi ? Que fait-on lorsqu'elle a échoué ? Que fait-on en cas de réussite partielle de cette action limitée ? Il faut développer et affiner la capacité de répondre à des événements imprévus ou imprévisibles. Ceci est particulièrement important pour maintenir le moral des résistants nonviolents et de leurs partisans potentiels, et pour poursuivre leurs actions de résistance. Si une action tactique échoue, il faut rectifier les plans. Dans certaines situations, il peut être utile de battre en retraite temporairement afin de préparer une nouvelle tentative plus forte.

On devra se poser d'autres questions importantes. À quel moment est-il le plus judicieux de poursuivre ou de modifier les actions en cours, afin de renforcer le pouvoir de la résistance ? Quand devra-t-on lancer de nouvelles actions, et quels objectifs limités doivent-elles viser ? Après un revers tactique, faudra-t-il tenter de renforcer les résistants et persister dans la stratégie choisie ? Comment déterminer s'il est judicieux de réévaluer et de réviser des stratégies déjà adoptées ?

Obtenir des avancées malgré les revers

Toutes les luttes n'évoluent pas sans heurts. Les leaders et stratèges de la résistance doivent être prêts à assumer leur rôle lors de situations où l'adversaire a remporté des victoires importantes et atteint certains de ses objectifs, voire tous, malgré la résistance.

Les revers ne constituent pas des défaites définitives. Si l'on n'a pas envisagé ces éventualités ni préparé les résistants à les affronter, les revers et échecs subis

au cours des campagnes spécifiques d'une stratégie générale risquent d'entraîner une démoralisation, une confusion et un effondrement de la campagne de résistance. Par contre, avec une anticipation et une préparation sérieuse, les résistants seront capables de faire face aux revers et de les surmonter avant qu'ils se transforment en débâcles.

On doit tirer des enseignements des revers. Ils permettent de chercher comment mieux élaborer des stratégies, comment améliorer la solidarité entre les résistants, maintenir leur discipline, augmenter leur aptitude à mener des actions de résistance et leur capacité à poursuivre la résistance malgré la répression et les autres contraintes.

Il est important de déterminer, en examinant l'évolution du mouvement et en analysant soigneusement les événements, si le revers provient du choix des objectifs et de la stratégie. Si ce n'est pas le cas, si l'objectif a été bien choisi et la stratégie pour l'atteindre élaborée et planifiée correctement, il ne faudra pas abandonner ou remplacer cet objectif à la légère.

Des difficultés d'ordre tactique ne devront pas nécessairement pousser à abandonner la stratégie. Il sera parfois plus judicieux de faire des modifications au niveau de la tactique. La population et le groupe de résistance étaient peut-être trop faibles et doivent être renforcés. La mise en œuvre de la stratégie et des tactiques a peut-être été mal gérée. Ou bien on a affaire à des problèmes d'organisation et de direction. Peut-être que les résistants n'avaient pas de moyens efficaces pour contrer les forces et actions de l'adversaire. Dans tous les cas, il faut identifier la nature précise des faiblesses de la résistance, et procéder aux ajustements tous les niveaux concernés.

Dans les cas où on a atteint les objectifs d'une campagne spécifique, il faut saluer ces avancées et féliciter les résistants pour leur succès. Cette reconnaissance et ces compliments motiveront les résistants à répéter ces réussites lors des stades suivants du conflit.

Amener le conflit à son terme

Aucune technique de lutte, violente ou nonviolente, ne peut garantir la victoire en toutes circonstances, quelles que soient les conditions, les forces et aptitudes des résistants, la nature et les actes de l'adversaire. Il faut bien sûr attacher toute leur importance aux conditions externes du conflit ainsi qu'à la nature et aux capacités de l'adversaire. Il existe pourtant d'autres facteurs souvent négligés, mais importants pour déterminer l'issue de la lutte, comme les aptitudes, les préparatifs, le courage, les stratégies et la persistance des résistants. Si ces qualités sont faibles ou absentes, la lutte est probablement vouée à l'échec. Si par contre ces qualités sont présentes et peuvent être renforcées, les résistants auront une chance de vaincre, même face à un adversaire sans pitié.

Tout conflit peut se terminer de trois manières : la défaite, des résultats mitigés ou la victoire. La même chose vaut pour les conflits impliquant l'usage de la lutte nonviolente.

La défaite

La défaite peut aller du simple échec à atteindre les objectifs déclarés de la lutte jusqu'à l'effondrement total du mouvement de résistance. Ce sont les mêmes critères que pour une défaite militaire, sauf qu'on évalue la lutte nonviolente en se référant à un critère rarement utilisé pour les guerres, à savoir si les objectifs ont en fin de compte été atteints.

La défaite peut provenir d'un manque de force ou de persévérance, d'une organisation ou d'une stratégie défailante. Nous l'avons déjà dit, en lutte nonviolente il n'y a pas de substitut à la force réelle.

Les conséquences de la défaite seront variées: souffrance physique, pertes humaines et économiques, angoisse, conditions détériorées ou nouvelles restrictions légales. S'il y a démoralisation et perte de confiance dans une lutte nonviolente, il y aura peu de chances que cette technique soit à nouveau employée.

Si l'échec d'une lutte nonviolente semble certain ou probable, les leaders et stratèges nonviolents devront étudier soigneusement les moyens de maîtriser cette situation. Même si le groupe de lutte nonviolente n'atteint pas ses objectifs à ce moment-là, il n'est pas obligé d'y renoncer ou d'accepter la légitimité de l'adversaire. On prendra des mesures concrètes pour pouvoir reprendre la lutte après s'être réorganisé, renforcé, et après avoir procédé à de nouvelles analyses et préparations stratégiques.

Un mouvement qui s'est révélé trop faible face à l'adversaire et qui s'est simplement désintégré aura à ce stade de bien maigres chances de sauver quoi que ce soit de la débâcle.

Si par contre la défaite n'a pas été écrasante, mais si les résistants et la population n'ont pas encore la capacité de se regrouper après leurs pertes, il vaudra mieux suspendre temporairement les opérations, en s'efforçant de sauver ce qu'on peut. Il est important de savoir comment se replier en bon ordre sur une position tenable. Cette position dépendra de la situation précise et des forces en présence.

En cas d'échec d'une lutte, il faut analyser les facteurs qui ont conduit à cette défaite. Une fois qu'ils auront été identifiés, il faudra les examiner afin de comprendre pourquoi ils se sont produits, si on peut les rectifier à l'avenir, et en ce cas de quelle manière. Cette analyse doit être minutieuse, sans s'égarer dans des explications simplistes du genre «l'adversaire était trop brutal».

On tâchera de transformer cette situation difficile en une période de regroupement et de nouveaux préparatifs. S'il reste une attitude de résistance parmi les résistants et la population, il faudra maintenir au moins de petits moyens symboliques de protestation et poursuivre un travail d'organisation même réduit. C'est ce que le philosophe norvégien Arne Næss appelle la «micro-résistance¹». À mesure que les conditions s'améliorent, les leaders et

1. Arne Næss définit la micro-résistance comme « une résistance par des individus et de petits groupes provisoires, menée de façon à ce qu'elle ne soit pas affectée, du moins directement,

stratégies survivants de la résistance devront préparer la future résistance nonviolente, encourager les gens à mener des actions limitées peu risquées et organiser par la suite des manifestations locales réduites et des actions de résistance visant des objectifs mineurs.

Les défaites ne sont pas toujours totales ou permanentes. Même si les résistants semblent vaincus, le pouvoir de l'adversaire peut avoir baissé de manière significative, malgré sa victoire. En termes militaires, c'est ce qu'on appelle une victoire à la Pyrrhus. La capacité d'organisation et l'aptitude à lutter des résistants auront progressé, même s'ils n'ont pas atteint leurs objectifs. Ces avancées serviront de base pour augmenter leur force et leur efficacité futures. Il faudra toutefois procéder à une réévaluation fondamentale de la situation, y compris faire une nouvelle évaluation stratégique.

Résultats mitigés

En pratique, bien sûr, l'issue d'un conflit n'est souvent ni une victoire totale ni un échec complet, mais un mélange des deux. Dans ce cas, le groupe de lutte nonviolente devra réévaluer la situation et déterminer ce qu'il doit faire pour atteindre les objectifs de la campagne selon les plans d'origine.

Les avancées limitées doivent être décrites précisément et bien comprises. Ce ne sont pas des défaites, ni des succès. Néanmoins, lorsque le groupe de lutte nonviolente a obtenu des avancées limitées, il est possible que l'adversaire ait lui aussi subi des revers équivalents. Il peut avoir perdu de son assurance, être affaibli et moins apte par la suite à s'opposer aux objectifs des résistants.

Si la lutte n'a pas permis d'atteindre les buts visés, sans pourtant que cela remette en question la validité de la stratégie choisie, on continuera d'appliquer celle-ci, peut-être d'une manière différente. Si toutefois on relève des dysfonctionnements dans la résistance initiale, et qu'on a identifié ces problèmes comme des facteurs empêchant d'obtenir d'autres résultats, il faudra peut-être revoir le plan stratégique de départ.

On ne pourra obtenir en une seule lutte tous les changements désirés, il sera donc prudent, dans certaines campagnes, d'arriver à une solution négociée. Parfois, le simple fait de négocier pour obtenir des avancées – et non des reculs – constitue une victoire, car cela indique une amélioration du rapport de forces. On peut parfois conclure une trêve ou un accord temporaire sans négociations ou ententes officielles.

Les résistants nonviolents peuvent accepter un compromis sur des questions secondaires, non essentielles, mais ils se garderont de céder sur l'essentiel ou d'abandonner leurs principes ou exigences de base. Les résistants doivent bien faire la différence et ne pas proclamer que des questions secondaires sont

au cas où des organisations plus importantes seraient dénoncées et détruites». Voir Adam Roberts (dir.), *Civilian Resistance as a National Defense*, Harrisburg, Stackpole Books, 1967 ; et *The Strategy of Civilian Defense*, Londres, Faber & Faber, 1967, p. 252 et 270n. Plusieurs exemples y figurent.

des principes fondamentaux ou des objectifs majeurs. On peut remettre à plus tard le respect des principes fondamentaux et la satisfaction des exigences, mais on n'y renoncera pas.

La période suivant une trêve ou une entente temporaire sera difficile. Les résistants pourront la mettre à profit pour se regrouper, renforcer leurs positions ou consolider leurs acquis. On aura une approche différente de celle qui a mené à la trêve. Il faudra une nouvelle stratégie, de nouvelles tactiques. Après une défaite, les premières actions seront brèves, mais viseront toujours à empêcher l'adversaire de dicter les actions futures des résistants. Le groupe de lutte nonviolente ne doit pas se laisser aller à la passivité et retomber dans la soumission. Les périodes de retraite, voire de défaite, doivent être transformées en occasions de reprendre des forces et de préparer des actions plus propices. Lorsqu'on a obtenu des succès limités grâce à des changements fondamentaux en fait d'attitudes, de rapports de forces et de relations, ces succès seront probablement réels et durables, et on ne pourra les éliminer facilement.

Les stratèges et leaders devront étudier les moyens de renforcer leur lutte pour passer d'une campagne ou lutte aux résultats mitigés à une nouvelle campagne capable d'atteindre tous ses objectifs. Comment peuvent-ils se remettre de leurs pertes, se regrouper, renforcer leurs partisans et préparer une nouvelle phase de la lutte ? Doivent-ils se concentrer sur un objectif particulier plus vulnérable ? Ou bien doivent-ils élargir leurs objectifs pour exploiter au mieux les forces et occasions qui se révèlent ? C'est en cette période de regroupement et de remontée en puissance que la stratégie et les tactiques vont prendre toute leur importance.

La victoire

Que ce soit pour une campagne limitée ou pour une lutte nonviolente majeure opérant selon une stratégie générale, le terme de *victoire* doit être bien compris. Dans les luttes nonviolentes, on entend par victoire l'atteinte des objectifs essentiels du groupe de lutte. Les résistants ont-ils atteint leurs objectifs ? C'est tout ce qui compte pour déclarer victoire, même si l'adversaire n'a pas officiellement admis le changement de situation.

Nous venons de voir que certaines luttes nonviolentes peuvent engendrer des résultats mitigés, entre succès et défaite. Mais on ne peut affirmer qu'une lutte a vraiment réussi simplement parce que le moral des résistants est meilleur, que la population est mieux organisée et plus apte à résister, ou que le groupe adverse est affaibli. Ces situations, si elles constituent des acquis, ne signifient pas vraiment une réussite totale.

Lorsqu'on a obtenu des avancées significatives et que la victoire est en vue, il faut redoubler de prudence. Il s'agit là d'une période cruciale et dangereuse. Le groupe de lutte nonviolente risque de devenir trop sûr de lui et imprudent. À ce stade, l'adversaire risque de faire un dernier effort pour éviter de devoir capituler. C'est à ce moment que l'effort final du groupe de lutte nonviolente

est le plus important et le plus difficile. Il y a différentes manières de conclure une campagne avec succès. On peut négocier, l'adversaire peut céder aux revendications, ou son régime peut s'effondrer.

Il arrive qu'un accord négocié entre les deux camps incorpore les objectifs atteints par le groupe de lutte nonviolente. Ces objectifs peuvent être officialisés par une décision imposée par une institution, par exemple un tribunal, comme en 1956 en Alabama, après le boycott des bus de Montgomery. On cherchera alors dans quelle mesure la résistance nonviolente a influencé directement ou indirectement cette décision. Dans certains cas extrêmes, comme un soulèvement nonviolent pour mettre fin à une dictature forte, la victoire sera la désintégration du système d'oppression. Cette désintégration peut résulter de l'action d'anciens piliers de pouvoir du régime, qui ont réduit ou coupé ses sources de pouvoir par leur non-coopération ciblée et généralisée.

Souvent, l'adversaire va nier catégoriquement que les résistants aient exercé une quelconque influence sur l'atteinte de leurs objectifs. Un adversaire vaincu fera parfois tout son possible pour ne pas perdre la face ; un adversaire puissant cherchera à empêcher que les groupes d'opposants et la population s'aperçoivent que leur pouvoir potentiel peut devenir un pouvoir réel s'ils utilisent une stratégie et des actions judicieuses. Il existe d'autres explications possibles au changement. L'adversaire pourra prétendre qu'on avait mal interprété ses idées ou ses directives, que les injustices provenaient d'une mauvaise administration ou de subordonnés malhonnêtes, ou qu'il avait lui-même prévu de faire tous ces changements. Il peut aller jusqu'à prétendre que c'est l'action du groupe de lutte nonviolente qui a freiné ces changements.

La victoire prendra des formes différentes selon les objectifs choisis, l'étendue du conflit et la nature du groupe adverse. Dans un vaste conflit contre une dictature puissante capable d'une répression impitoyable, il y a moyen de saper la dictature : la population peut refuser de reconnaître l'autorité et de se soumettre, la société peut cesser de fonctionner, les gens peuvent se mettre massivement en grève, rester chez eux, exprimer leur défiance, paralyser l'économie, les systèmes de transport et de communications ; les fonctionnaires et la police peuvent faire des grèves perlées et se montrer défiants, les soldats faire semblant d'obéir, voire se mutiner, etc. Ce type de défiance et de non-coopération, s'il est mené intelligemment par une résistance massive, finira par venir à bout des dictateurs. Les forces démocratiques peuvent triompher sans violence.

Bien sûr, les luttes nonviolentes ne se déroulent pas toujours dans ce type de contexte. Dans la plupart des cas, il ne s'agit pas d'affronter une dictature extrême. Contre un dictateur puissant, la résistance aura sans doute besoin de mener plusieurs campagnes, qui mettront plus de temps à aboutir. Malgré tout, lorsque les conditions sont propices et que le terrain a été bien préparé, une dictature peut sombrer très rapidement, comme on l'a vu en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est en 1989.

Gérer habilement la transition

Les stratégies et leaders nonviolents doivent dès le début aider les résistants à comprendre comment aborder et surmonter les problèmes qu'ils rencontreront si le mouvement est sur le point de réussir ou s'il a atteint son objectif. Ces problèmes sont variés : l'adversaire peut tenter de perturber le mouvement, de promouvoir l'idée que les succès des résistants sont en réalité à porter au crédit d'un autre groupe, il peut même tenter de prendre le contrôle du pays par un coup d'État.

Par le passé, des luttes nonviolentes qui avaient réussi en partie ou en totalité sur un objectif se sont parfois heurtées à une intervention hostile et à des troubles qui ont terni les résultats obtenus ou produit un nouveau régime répressif. Par exemple, la révolution russe antitsariste de février-mars 1917 fut suivie quelques mois plus tard par la prise de pouvoir des bolcheviks en octobre-novembre. *Idem* pour la révolution iranienne principalement nonviolente de 1979, qui fut suivie d'une dictature cléricale. On peut limiter l'éventualité de tels événements en les anticipant et en élaborant des plans de prévention.

Dans le cas d'une lutte majeure qui vise à abattre une dictature et qui y parvient, il s'ensuivra certainement une période d'incertitude politique. Les résistants doivent étudier à l'avance comment gérer la transition de la dictature vers le nouveau gouvernement provisoire à la fin de la lutte, pour mettre en place un système politique viable et amélioré. Il faudra barrer le passage à tout individu ou groupe tenté d'être le nouveau dictateur – et qui prétendra bien sûr qu'il n'en a nullement l'intention.

Il est crucial que les stratégies et leaders de la lutte nonviolente évaluent précisément la situation. Ils devront aussi consolider la victoire pour prévenir et vaincre les attaques éventuelles. Il pourrait s'agir d'attaques extérieures, comme une agression militaire ou des activités de services secrets étrangers ou de leurs collaborateurs. On s'attachera tout particulièrement à élaborer des plans pour vaincre les coups d'État² et toute tentative d'établir une nouvelle dictature. On devra aussi prévoir la façon d'affronter les dangers de la transition entre la dictature et le nouveau régime, et souligner l'importance de construire une société libre capable de déjouer de nouvelles menaces éventuelles.

Il faudra aussi faire face à d'autres problèmes durant la période de transition : comment consolider et renforcer le nouveau régime démocratique et populaire, comment persuader les militaires et les policiers de transférer leur loyauté et d'accepter le nouveau système, et comment résister aux nouvelles tentatives de mainmise sur l'État.

2. Voir Gene Sharp et Bruce Jenkins, *The Anti-Coup*, Boston, Albert Einstein Institution, 2003 ; et Gene Sharp, *Civilian-Based Defense*, Princeton, Princeton University Press, 1990 (paru en français sous le titre *La guerre civilisée : défense par actions civiles*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1995).

Il faut bien admettre que la situation sociale et politique engendrée par la chute d'une dictature ne correspondra pas à la société idéale dont rêve chaque personne et chaque groupe. Il restera des objectifs majeurs à réaliser : créer et diversifier les formes de contrôle démocratique, la liberté politique, la participation populaire, et la justice sociale et économique. À ce stade, tout ceci sera au mieux très imparfait, et au pire posera des problèmes graves demandant un maximum d'attention. La réalité restera cependant que la population aura mis fin, par une lutte nonviolente habile et courageuse, à la forme d'oppression grave caractérisée par l'ancien système politique. Ce succès ouvre la voie à des mesures supplémentaires effectives pour améliorer et enrichir la société humaine.

Développer le potentiel futur

Dans un monde témoin de nombreux conflits graves, d'oppression généralisée et de grande violence, la technique de la lutte nonviolente offre un potentiel considérable qu'on peut appliquer à une large gamme de situations avec plus de succès que jamais. L'analyse stratégique, la planification et l'action peuvent augmenter son efficacité de manière significative dans les utilisations à venir.

Les aperçus de l'importance et du développement de la lutte stratégique nonviolente exposés ici ne constituent pas un point final. Ce ne sont pas non plus les seules études de stratégie de luttes nonviolentes que les stratèges et leaders devraient consulter. Peter Ackerman et Christopher Kruegler proposent une analyse complémentaire majeure dans leur livre *Strategic Nonviolent Conflict: The Dynamics of People Power in the Twentieth Century*³. Ils présentent une analyse détaillée des 12 principes généraux du conflit stratégique nonviolent.

Robert Helvey apporte également une contribution majeure dans son ouvrage *On Strategic Nonviolent Conflict*⁴. Il passe en revue les concepts de base de cette technique de lutte, accompagnés d'analyses plus approfondies de divers éléments d'application de cette technique, dont l'évaluation stratégique, les opérations psychologiques, l'analyse stratégique, la peur, les leaders, les agents contaminants et les consultants.

Il est urgent à présent de consacrer plus d'attention et de ressources à la tâche d'affiner la lutte nonviolente, de répandre les bonnes utilisations stratégiques de cette technique pour remplacer la violence, et d'étudier les types de situations où elle peut prendre la place de la passivité aussi bien que de la violence.

3. Peter Ackerman et Christopher Kruegler, *Strategic Nonviolent Conflict: The Dynamics of People Power in the Twentieth Century*, Westport/Londres, Praeger, 1994, chapitre deux, p. 21-53.

4. Robert Helvey, *On Strategic Nonviolent Conflict: Thinking about the Fundamentals*, Boston, Albert Einstein Institution, 2004.

CHAPITRE 39

Appliquer la lutte nonviolente dans le monde moderne¹

Examen d'une technique d'émancipation des peuples

Ce livre s'est attaché jusqu'ici à examiner la nature d'une technique de lutte très importante, un moyen de gérer les conflits. C'est une technique employée depuis des siècles dans de nombreuses sociétés et cultures, dans des environnements politiques très divers. Cette technique n'est pas magique. Il arrive que les gens qui l'utilisent soient vaincus, il arrive aussi que la lutte nonviolente débouche sur un succès éclatant. Au vu des nombreux conflits graves dans le monde, de l'oppression et des dictatures extrêmes, des dangers de la soumission passive, et de la grande violence qui émaille souvent ces conflits, la technique encore sous-développée de la lutte nonviolente mérite qu'on l'étudie sérieusement.

Comme on l'a vu dans de nombreux cas improvisés du passé, elle s'est parfois montrée très puissante. Elle a déjà clairement remplacé la violence dans des cas où la passivité fut à juste titre rejetée. Les exemples d'utilisation de cette technique décrits dans la deuxième partie de cet ouvrage montrent qu'elle a été employée de façon improvisée dans des luttes visant des objectifs variés.

Ces objectifs sont aussi divers qu'obtenir la libération sociale et politique, résister à des coups d'État, mettre fin à une ségrégation raciale, gagner l'indépendance, sauver les victimes d'un génocide, abattre des dictatures, s'opposer à une occupation étrangère, améliorer la justice économique, retrouver des prisonniers politiques, former un syndicat, redresser des torts particuliers et rectifier une fraude électorale.

Les méthodes d'action nonviolente ont également été appliquées dans des buts que désapprouveraient la plupart des démocrates et des partisans de la

1. Ce chapitre s'appuie sur l'article de Gene Sharp et Bruce Jenkins, « The Power Potential of Nonviolent Struggle », dans Liliana Astra et Grazina Miniotate (dir.), *Nonviolence and Tolerance in Changing Eastern and central Europe*, Vilnius, Logos Publishers, 1996, p. 126-135.

justice sociale². Les résultats de ces conflits n'ont pas eu l'attrait moral et politique des luttes évoquées dans les exemples que nous avons étudiés, et ils ont souvent été négatifs. Il faut rappeler toutefois que l'usage de la violence pour atteindre ces mêmes objectifs aurait certainement entraîné des conséquences bien plus tragiques.

Nous avons déjà examiné dans cette partie les possibilités d'améliorer l'efficacité future de cette technique nonviolente de lutte, en apprenant comment l'appliquer plus adroitement, ce qui passe par le développement et la mise en pratique de stratégies avisées.

Nous avons vu au début de l'ouvrage qu'une bonne partie des problèmes sociaux, économiques et politiques de notre monde en perpétuel conflit sont liés au fait que certains groupes ont beaucoup plus de pouvoir que d'autres. Les groupes plus puissants utilisent souvent cet excès de pouvoir à des fins qui portent atteinte aux autres groupes, lesquels se sentent menacés, lésés ou opprimés. L'abus de pouvoir s'exerce en général par la menace ou l'emploi d'une violence organisée et de pressions bureaucratiques et économiques.

Si les membres de la tranche de population plus faible ne veulent pas se soumettre passivement, ni réagir par la violence, que peuvent-ils faire? On ne peut régler par le compromis tous les conflits dont les enjeux sont fondamentaux. Certaines questions sont trop importantes pour cela, ou sont perçues comme telles. La lutte nonviolente est une technique permettant de mener une lutte dans ce type de situation.

En troisième partie, nous avons passé en revue les caractéristiques fondamentales de la lutte, de la protestation, de la non-coopération et de l'intervention nonviolentes utilisant des méthodes psychologiques, sociales, économiques et politiques. Nous avons expliqué comment cette technique de gestion des conflits peut être pratique pour les groupes qui se sentent opprimés, dominés ou exploités par un groupe plus puissant. En appliquant habilement ces méthodes, des groupes qui étaient faibles peuvent mobiliser leur puissance potentielle en un pouvoir effectif pour défendre et promouvoir leurs principes et objectifs.

Le raisonnement de base derrière l'utilisation de la lutte nonviolente n'a rien à voir avec un rejet de la violence selon des critères religieux ou éthiques. Nous avons cependant montré que cette technique fonctionne de telle manière qu'un recours à la violence doit être écarté parce qu'il nuirait à l'efficacité de la lutte nonviolente, voire l'anéantirait.

Il existe de nombreux préjugés et stéréotypes au sujet de cette technique. Beaucoup pensent que la lutte nonviolente requiert des liens avec des systèmes religieux ou éthiques forts, ou qu'elle doit être conduite par des personnalités

2. Par exemple, les nazis organisèrent des boycotts économiques d'entreprises juives, et les ségrégationnistes américains annulèrent les prêts bancaires des militants pour les droits civiques et refusèrent de leur vendre de l'essence.

charismatiques, ou encore qu'on ne peut l'employer que contre des systèmes relativement civilisés, ou qu'elle concerne seulement des résistants qui ont atteint un niveau moral élevé. Les 23 cas d'application de cette technique au xx^e siècle que nous avons examiné en deuxième partie démontrent que ces préjugés sont pour l'essentiel non fondés.

Agir avec habileté

Ce n'est pourtant pas une technique simple. C'est un type de lutte complexe qui a été employé contre des dictatures impitoyables comme dans des sociétés relativement démocratiques. Les oppresseurs préfèrent souvent une résistance violente ; ils s'efforceront donc de provoquer les résistants pour les amener à opter pour l'action violente, contre laquelle ils savent bien réagir. Contrairement à certaines opinions, la lutte nonviolente n'emporte presque jamais la victoire en amenant l'adversaire à de meilleurs sentiments. Cette technique génère surtout des difficultés telles que l'adversaire doit au minimum accepter un compromis. Dans les cas plus extrêmes, le pouvoir de l'adversaire est désintégré – quoi qu'il fasse – simplement parce que les sources de son pouvoir ont été minées et désagrégées par la non-coopération et la défiance au point qu'il en a perdu le contrôle.

Lorsqu'une lutte nonviolente est menée de manière compétente, elle peut entraîner un changement très important qu'on ne percevra pas toujours. Une population qui était auparavant faible et donc subordonnée à un groupe plus puissant obtient un certain pouvoir, qui résulte de ce qu'elle a développé sa capacité à travailler en commun et à organiser des opérations de protestation, de boycott, de non-coopération et d'intervention. Les membres du groupe qui était faible sont devenus capables de transformer leur potentiel de pouvoir sous-exploité en une capacité de puissance mobilisée. Cela contribue aussi de manière significative à modifier les rapports de force entre les groupes en présence.

Parmi les divers moyens de renforcer l'efficacité de la lutte nonviolente, l'un des plus importants semble être d'élaborer et d'appliquer une stratégie avisée. Ceci permet de faire peser les forces du groupe de lutte nonviolente sur les points faibles de l'adversaire, afin d'affaiblir son pouvoir et d'aider le groupe en lutte à atteindre ses objectifs.

On a parlé de stratégie à propos de certains conflits du passé, mais peu d'entre eux ont fait l'objet d'une planification stratégique sérieuse. Le sens stratégique n'est pas chose courante, et il n'y avait pas de guide pour aider les responsables à rendre leur action aussi efficace que possible. Dans les chapitres qui concluent ce livre, nous avons proposé quelques perspectives et réflexions sur la planification stratégique, dans l'espoir qu'elles aideront au succès des groupes de luttes à venir. Ces meilleures perspectives de réussite augmenteront les chances d'effectuer les changements sociaux et politiques qui viendront

améliorer la vie de la population. Ces succès vont aussi élargir les possibilités d'utiliser la lutte nonviolente au lieu de la violence dans les conflits du futur.

Applications délibérées de la lutte nonviolente

Avec l'amélioration des connaissances en lutte nonviolente dans ce monde de conflits majeurs, nous pouvons à présent envisager d'adopter délibérément cette technique pour des objectifs particuliers, plutôt qu'une forme de violence.

Plusieurs types de situations conflictuelles concernent des enjeux cruciaux pour lesquels il sera avantageux d'adapter, d'adopter et d'appliquer la lutte nonviolente. Rien de surprenant à cela. Comme on l'a vu dans les cas exposés en deuxième partie, cette technique de lutte a servi, même en l'absence de planification et de préparatifs approfondis, pour miner des dictatures, vaincre des coups d'État, résister à des occupations étrangères et supprimer des oppressions sociales. La lutte nonviolente a aussi été employée dans des conflits ethniques graves, dans de nombreux conflits économiques et au cours de luttes pour des libertés sociales et religieuses.

Il reste beaucoup à faire, malgré le travail important déjà accompli pour explorer les applications futures délibérées de cette technique pour certaines situations de conflit. Nous entrons dans une ère nouvelle de développement et de pratique de la lutte nonviolente. Nous avons déjà commencé à dépasser ce qui s'est fait dans le passé. Voyons à présent quelques applications potentielles de cette technique.

Démanteler les dictatures

La lutte nonviolente offre une capacité considérable et un fort potentiel pour détruire les dictatures et faciliter la transition vers des régimes politiques démocratiques. Les dictatures ont des points faibles et des problèmes internes qui contribuent avec le temps à leur affaiblissement, à leur déclin et à leur effondrement³. Ces points faibles peuvent être délibérément aggravés par des applications ciblées de la lutte nonviolente.

L'histoire abonde en expériences de luttes nonviolentes improvisées contre des dictatures impitoyables. Citons la résistance antinazie en Norvège, au Danemark, aux Pays-Bas et jusqu'à Berlin, les luttes de libération contre la tyrannie communiste en Pologne, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie. Pensons aussi à la lutte d'octobre 2000 en Serbie pour renverser le régime de Milosevic. Ces exemples montrent clairement que la lutte nonviolente peut jouer un rôle significatif pour désintégrer les dictatures et les remplacer par des systèmes démocratiques.

3. Voir Karl W. Deutsch, « Cracks in the Monolith », dans Carl J. Friedrich (dir.), *Totalitarianism*, Cambridge, Harvard University Press, 1954, en particulier p. 313-314; Gene Sharp, « Facing Dictatorships with Confidence », dans *Social Power and Political Freedom*, Boston, Porter Sargent, 1980, p. 91-112.

La lutte nonviolente peut offrir un potentiel encore plus grand que la résistance violente pour abattre des dictatures. Elle peut aussi y parvenir avec bien moins de pertes humaines, de destructions sociales, de risques internationaux et de dangers politiques futurs. Le moins qu'on puisse faire est d'explorer cette option avec le plus grand sérieux. Pour développer cette option, il est essentiel 1) d'apprendre à identifier et à aggraver les faiblesses des dictatures, 2) d'apprendre à couper les sources de leur pouvoir, 3) de tirer les enseignements de l'expérience accumulée dans le passé par les mouvements de résistance et les soulèvements, 4) de faire des analyses stratégiques approfondies sur la manière d'accomplir le changement dans des pays spécifiques, et 5) de faire des plans et des préparatifs minutieux⁴.

Bloquer les coups d'État

Nombre de dictateurs sont arrivés au pouvoir en prenant le contrôle de l'appareil d'État par un coup d'État, y compris par une usurpation de l'exécutif. En général, il n'existe pas de remède légal dans ces cas-là, puisque les barrières constitutionnelles et juridiques ont échoué. Bien souvent, il n'y a pas non plus d'option militaire sérieuse pour s'opposer au coup d'État, parce que l'armée elle-même l'a organisé ou qu'elle lui apporte son soutien, et une guerre civile perdue d'avance contre l'armée de son propre pays est une solution peu souhaitable.

Il existe quelques exemples de non-coopération improvisée et de défiance pour vaincre des tentatives de coups d'État au xx^e siècle, comme en Allemagne en 1920 contre le putsch de Kapp, et en France, comme nous l'avons vu, contre le putsch des généraux d'Alger en 1961. Les mouvements de résistance populaire en Estonie, en Lettonie et en Lituanie, avant et pendant le coup d'État de Moscou en 1991, sont également des exemples pertinents, d'autant qu'il y eut une planification au niveau du gouvernement et un soutien populaire fort, face à des circonstances défavorables.

Il est donc essentiel de comprendre comment on peut rendre la lutte nonviolente plus efficace pour atteindre cet objectif, et comment on peut préparer cette défense et l'incorporer dans les sociétés et les systèmes politiques. La non-coopération planifiée et légalement obligatoire des citoyens, fonctionnaires, policiers et militaires d'une nation offre un potentiel certain pour créer des obstacles sérieux à la consolidation et à l'exercice effectif du

4. Gene Sharp, *From Dictatorship to Democracy: A conceptual Framework for Liberation*, Bangkok, Committee for the Restoration of Democracy in Burma, 1993 (Boston, Albert Einstein Institution, 2002 et 2003). Pour les références bibliographiques sur la résistance aux dictatures, voir Ronald M. McCarthy et Gene Sharp (dir.), *Nonviolent Action: A Research Guide*, New York/Londres, Garland Publishing, 1997, p. 337-342, 359-364, 372-374, 387-395, 447-465 et 476-490. Ces suggestions n'impliquent pas que les systèmes de gouvernement par démocratie constitutionnelle soient parfaits et n'ont pas besoin d'être améliorés, mais simplement qu'ils sont de loin préférables aux dictatures.

pouvoir par des usurpateurs, même s'ils occupent temporairement les bureaux du gouvernement.

Certains gouvernements ont commencé à étudier sérieusement le soutien au régime démocratique que peut apporter une lutte nonviolente contre des attaquants de l'intérieur. La nouvelle constitution de 1997 en Thaïlande stipule le droit des citoyens à résister aux coups d'État de manière nonviolente. La constitution thaïlandaise est une première historique, bien qu'il reste à développer des plans pour préparer et mettre en application cette défense. Une telle capacité de défense contre les coups d'État mérite et requiert qu'on développe son étude sérieuse et sa mise en application pratique. Des préparatifs pour une non-coopération et une défiance généralisées pourront aussi dissuader d'éventuelles tentatives de coup d'État⁵.

Améliorer la défense contre les agressions et les occupations étrangères

La crainte d'une agression militaire étrangère et les cas d'occupations prolongées restent de graves problèmes dans de nombreux pays. Les agresseurs sont en général militairement supérieurs; une tentative de résistance armée serait donc sans espoir et entraînerait de lourdes pertes humaines et des destructions massives, ce que l'on souhaite éviter. Ces raisons justifient amplement que l'on étudie sérieusement les moyens de se défendre par des compléments ou des alternatives viables à la résistance armée et à la guérilla.

La politique de « défense par actions civiles » (*civilian-based defense*) a été développée pour améliorer l'expérience improvisée de lutte nonviolente contre des agressions et des occupations, comme dans la Ruhr allemande en 1923, en Tchécoslovaquie en 1968-1969 et dans les pays baltes en 1990-1991. Son application demande une planification préalable, une préparation et une formation approfondies, afin d'aller au-delà de l'expérience passée et d'améliorer l'efficacité future de ce type de défense.

Pour planifier cette politique, il faut prendre en compte de nombreux éléments, entre autres les attaquants potentiels et leurs objectifs probables, la capacité des divers secteurs de la société menacée à priver les attaquants de leurs cibles, les modes de non-coopération et de défiance appropriés, les moyens d'organisation, les réponses aux brutalités probables, les moyens de saper le régime des agresseurs et les moyens de mobiliser l'aide internationale.

La défense par actions civiles offre un potentiel important aux petits États qui souhaitent préserver leur indépendance, et une méthode supplémentaire pour les pays qui doivent renforcer leur capacité totale de défense au-delà de ce qui serait possible par les seuls moyens militaires. Fin 2000 par exemple, la

5. Pour un débat plus complet sur le potentiel de la non-coopération et de la défiance préparées dans le but de vaincre des coups d'État, voir Gene Sharp et Bruce Jenkins, *The Anti-Coup*, Boston, Albert Einstein Institution, 2003. Pour d'autres références, voir Ronald M. McCarthy et Gene Sharp (dir.), *Nonviolent Action, op. cit.*, p. 652-654.

Lituanie a formellement ajouté une composante de résistance nonviolente à sa politique officielle de défense. Plusieurs autres gouvernements l'avaient déjà fait, mais avec une mise en œuvre limitée. La décision lituanienne semble plus sérieuse. Il est conseillé, pour mettre en place une composante limitée crédible de défense par actions civiles ou pour préparer son adoption complète, de se préparer avec soin et de procéder par phases successives⁶.

Mettre fin à l'oppression de groupes ethniques, religieux et raciaux

De nombreuses sociétés sont confrontées à des conflits ethniques, religieux et raciaux en tous genres. Les problèmes sont très variables et les groupes impliqués en ont souvent des perceptions différentes. Les réalités qui posent problème aux groupes de revendication peuvent concerner la justice sociale, la liberté de religion, l'égalité raciale, l'autonomie, l'indépendance politique, l'intégration réelle et le droit au respect. La violence employée par le groupe oppresseur – parfois aussi par le groupe opprimé – peut atteindre des niveaux catastrophiques.

La lutte nonviolente peut offrir un moyen d'action alternatif à des groupes qui autrement recourraient à des actions violentes comme le terrorisme ou la guérilla. L'action nonviolente peut fournir aux minorités ethniques, religieuses et raciales un moyen efficace de faire pression sur des gouvernements peu réceptifs, sur des tiers, voire même sur le groupe dominant, pour qu'ils répondent à leurs revendications. Ces pressions nonviolentes peuvent favoriser une meilleure intégration de groupes ethniques dans le système politique du pays où ils vivent, comme le mouvement pour les droits civiques aux États-Unis l'a fait dans une certaine mesure. Dans ce dernier cas, le choix de moyens nonviolents fut assez puissant pour mettre fin à la ségrégation, tout en profitant à l'ensemble de la société. Cette intégration peut fournir un cadre plus stable pour satisfaire les revendications d'un groupe dominé.

D'autres groupes, engagés dans la voie de l'autonomie ou de l'indépendance plutôt que dans celle de l'intégration, peuvent aussi recourir à la lutte nonviolente. Une lutte nonviolente délibérée et planifiée peut offrir des avantages significatifs à des groupes luttant pour l'indépendance. Même si les groupes majoritaires en position dominante sont rarement bien disposés à l'égard des mouvements d'indépendance nonviolents, il est indéniable que si ces derniers choisissent des moyens de lutte nonviolents, ce choix sera à long terme bénéfique pour toutes les parties concernées⁷.

6. Sur la défense par actions civiles, voir Gene Sharp, *Civilian-Based Defense*, *op. cit.*; Adam Roberts (dir.), *The Strategy of Civilian Defense*, Londres, Faber & Faber, 1967 (Harmondsworth/Baltimore, Penguin 1969; publié aussi sous le titre *Civilian Resistance as a National Defense*, Harrisburg, Stackpole, 1968); et Johan Jörgen Holst, *Civilian-Based Defense in a New Era*, Cambridge, Albert Einstein institution, 1990. Pour des références à d'autres ouvrages, voir Ronald M. McCarthy et Gene Sharp (dir.), *Nonviolent Action*, *op. cit.*, p. 577-582.

7. Pour des références sur l'utilisation de l'action nonviolente dans le mouvement américain pour les droits civiques, voir Ronald M. McCarthy et Gene Sharp (dir.), *Nonviolent Action*,

Mettre fin aux injustices sociales et économiques

Les populations qui s'estiment lésées au niveau social et économique sont en général plus faibles que les groupes et institutions qui les oppriment. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les membres ou les partisans du groupe qui s'estime brimé recourent parfois à la violence sous forme d'émeutes, de terrorisme ou de guérilla pour redresser leurs torts. Il arrive aussi qu'ils cherchent à gagner la faveur du gouvernement, ou à prendre le contrôle de l'État par des élections ou d'autres moyens, afin d'utiliser le pouvoir de l'État pour changer la situation structurelle.

La lutte nonviolente du groupe assujéti peut fournir un substitut à cette violence et à l'expansion du pouvoir de l'État⁸.

Il existe en fait une longue tradition de recours à des formes d'action nonviolente, comme les grèves et les boycotts économiques, pour obtenir une amélioration des salaires ou des conditions de travail. Ces méthodes, toujours utilisées, ont cependant rarement été employées pour obtenir une restructuration de la propriété et du pouvoir économiques. Il est nécessaire d'étudier attentivement le rôle potentiel de la lutte nonviolente pour effectuer des changements de propriété économique ou pour modifier les politiques et conditions économiques d'ensemble.

La lutte nonviolente peut contribuer efficacement à émanciper des gens qui n'avaient pas les moyens d'améliorer leur existence ; elle peut aussi contribuer à une répartition plus équitable du pouvoir dans la société.

Préserver et développer les pratiques démocratiques et les droits de l'Homme

L'action nonviolente peut être très efficace pour corriger la propension de toute société à centraliser le pouvoir politique et à négliger les droits de l'Homme, les libertés civiles et les pratiques démocratiques. Les sociétés qui n'ont que les apparences d'un régime démocratique sans en posséder la substance risquent de ne pas offrir de recours aux secteurs de population désavantagés ou plus faibles qui se sentent lésés.

Il est facile de bafouer les droits de l'Homme lorsque la population est trop faible pour offrir une résistance sérieuse. On ne pourra refuser ces droits à une population forte et compétente dans les formes d'action qui lui permettent d'affirmer et de défendre ses droits contre toutes menaces et attaques.

op. cit., p. 191-228. Pour un débat sur l'emploi de la lutte nonviolente dans des conflits ethniques, voir Gene Sharp, « Nonviolent Action in Acute Interethnic Conflicts », dans Eugène Weiner (dir.), *The Handbook of Interethnic Coexistence*, New York, Continuum, 1998, p. 371-381.

8. Pour des références bibliographiques sur l'utilisation des grèves de travailleurs aux États-Unis et au Canada, voir Ronald M. McCarthy et Gene Sharp (dir.), *Nonviolent Action, op. cit.*, p. 155-189, pour la Grande-Bretagne, voir p. 406-418, pour l'emploi des boycotts économiques, voir p. 508-510. Pour des références aux débats théoriques sur la révolution nonviolente, voir p. 582-583, et pour une étude plus générale des révolutions, voir p. 646-652.

L'émancipation populaire par l'action nonviolente peut limiter la centralisation du pouvoir et offrir aux groupes des possibilités constructives d'action sociale. Même si les détenteurs du pouvoir estiment que cette résistance organisée constitue une menace immédiate, l'action nonviolente pour les droits de l'Homme, les libertés civiques ou une plus large participation politique peut en fait renforcer la fibre démocratique de la société et contribuer à une plus grande stabilité⁹.

Prévenir les dictatures

Dans un passé récent, il était courant d'affirmer que la lutte nonviolente pouvait être efficace contre un adversaire démocratique mais rarement, sinon jamais, contre un régime dictatorial. On n'entend plus guère cette objection de nos jours. On en sait plus à présent sur la résistance nonviolente aux nazis et aux régimes militaires ou sur les luttes nonviolentes dans les pays communistes d'Europe centrale et de l'Est. Il est indéniable qu'il est bien plus ardu de mener des luttes efficaces dans des conditions politiques aussi dures que dans des systèmes politiques relativement modérés. Pourtant, les luttes nonviolentes en Pologne, en Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Union soviétique (contre le coup d'État de 1991) et en Serbie (en octobre 2000) ont changé le visage politique de l'Europe.

La plupart des gens souhaitent bien sûr préserver leur société d'un régime dictatorial, mais ils ne voient pas que les préparatifs de lutte nonviolente auront un effet préventif ou dissuasif. Il faut accorder la plus grande attention au rôle potentiel d'une lutte nonviolente bien préparée, dans le cadre d'un programme d'ensemble plus vaste pour prévenir les dictatures. Ce programme de prévention des dictatures doit inclure comme élément majeur des plans pour bloquer les futurs coups d'État, lesquels constituent le moyen principal de mise en place des dictatures¹⁰.

Le génocide

À la lumière des tentatives de certains gouvernements pour perpétrer des massacres de masse et commettre des génocides, nombreux sont les gens qui présumant que la lutte nonviolente est impuissante face aux tentatives de génocide. Là encore, cette affirmation est rarement soumise à un examen critique; en particulier, on se garde de comparer l'efficacité de la lutte non-

9. Pour des références sur le mouvement du vote des femmes aux États-Unis, voir Ronald M. McCarthy et Gene Sharp (dir.), *Nonviolent Action, op. cit.*, p. 132-138, et en Grande-Bretagne, p. 401-494. Pour d'autres cas d'actions visant à préserver et à étendre les pratiques démocratiques et les droits de l'Homme, voir dans *ibid.* Pour une analyse théorique de ces utilisations, voir Gene Sharp, « Popular Empowerment », dans Gene Sharp, *Social Power and Political Freedom, op. cit.*, p. 309-378.

10. Voir dans Gene Sharp et Bruce Jenkins, *The Anti-Coup, op. cit.*, les recommandations de préparatifs que gouvernements et organisations non gouvernementales peuvent entreprendre pour bloquer les coups d'État.

violente avec les effets de la soumission passive ou de la résistance violente contre la capacité d'un État ou d'un groupe à commettre un génocide. Les régimes enclins aux génocides dépendent dans certains cas non seulement de la soumission de leurs victimes, mais aussi de l'obéissance et de la coopération de leurs propres populations et assistants, comme la bureaucratie, la police et les forces armées, dont le comportement sera influencé par le comportement de la population visée.

Toutes les tentatives de génocide n'ont pas connu le même succès. Les efforts des nazis pour déporter les juifs afin de les exterminer n'ont pas eu le même résultat dans tous les pays occupés. Si certains pays ont vu une proportion élevée de déportés vers les camps, il y en eut sensiblement moins ailleurs, comme en Norvège, au Danemark, en France, en Italie et en Bulgarie, parce que certains groupes dont la coopération était nécessaire pour procéder à ces déportations refusèrent leur aide. Parfois, ce furent les victimes visées qui refusèrent de coopérer, parfois l'ensemble de la population, les gouvernements de collaborateurs ou même des officiels allemands. Tout semble indiquer que l'état de guerre a grandement facilité l'exécution de la volonté des nazis d'exterminer les juifs¹¹.

Il faudrait des études historiques et sociales majeures sur les divers types de résistance contre les tentatives de perpétrer des génocides, et sur les effets que cette résistance a eus sur les actions des régimes génocidaires. Il est important d'identifier les points cruciaux où il a été possible de freiner les tentatives de génocide, et de voir comment ces blocages ont pu fonctionner. Il serait utile aussi d'étudier l'efficacité des différents types de lutte que peuvent mener les victimes désignées d'un génocide.

Sauvegarder les peuples et cultures indigènes

Dans diverses régions du monde, les peuples indigènes sont menacés par des conflits graves constants, parce qu'ils subissent la pression d'autres sociétés qui détiennent souvent l'essentiel du pouvoir politique, économique et militaire. Les réactions violentes des populations indigènes peuvent faciliter une répression extrêmement violente, soi-disant défensive, de la part de la société qui empiète sur la population en résistance. Cette répression violente va contribuer à plus ou moins long terme à l'annihilation et au génocide de la population indigène.

11. Gerald Reitlinger, *The Final Solution: The Attempts to Exterminate the Jews of Europe 1939-1945*, New York, A. S. Barnes & Co., 1961 (1953); Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews*, Chicago, Quadrangle Books, 1961; Nora Levin, *The Holocaust: The Destruction of European Jewry 1933-1945*, New York, Schocken Books, 1973; Louis B. Lochner (dir.), *The Goebbels Diaries 1942-1943*, Garden City (NY), Doubleday & Co., 1948, p. 148 et 116; Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal* (1963), Paris, Gallimard, 1966; et Gene Sharp, *Social Power and Political Freedom, op. cit.*, chapitre 3, « The Lesson of Eichmann », p. 69-90.

L'efficacité des méthodes de non-coopération (à distinguer des autres méthodes de lutte nonviolente) n'est pas évidente si la société dominante peut se passer de la coopération de la population indigène. Leur situation est parfois similaire à celle des victimes désignées d'un génocide. Quel type de stratégie, nonviolente ou autre, sera applicable dans ces situations ?

Il peut être nécessaire de refuser de coopérer avec la société dominante pour tenter de préserver autant que possible la culture et la société de la population indigène. Toutefois, si les intrus n'ont aucun lien de dépendance envers la société indigène, la non-coopération ne sera pas un moyen très efficace de lutter contre l'intrusion. Il faudra sans doute recourir à d'autres types de méthodes visant à gagner le soutien d'une partie de la population envahissante ou celui de groupes internationaux potentiellement influents qui pourraient aider la société indigène à se défendre.

On pourra s'efforcer d'employer la lutte nonviolente, y compris la non-coopération, en même temps que d'autres moyens pacifiques pour préserver au mieux la société indigène. Ces efforts auront pour objectifs d'en préserver l'identité, la langue, les coutumes, la culture et la structure sociale. Il faudra étudier les moyens de susciter le soutien de la communauté internationale – et même celui de la population du pays intrus. Il y a beaucoup à apprendre de l'étude des cas significatifs de survie culturelle, même durant des siècles d'occupation étrangère. Dans certains cas, non seulement la langue et l'identité ont survécu, mais des nations ont connu une renaissance, des siècles après que le nom même de leur pays ait été rayé de la carte.

Lutte nonviolente au cœur d'un conflit violent

Dans certaines situations où un conflit majeur est en cours et où chaque camp est déjà engagé dans la violence, il est très difficile d'introduire utilement la lutte nonviolente. La situation est en elle-même déjà exceptionnellement difficile et potentiellement tragique. Il faudra procéder à des analyses stratégiques innovantes pour explorer les voies possibles d'amélioration de l'efficacité dans ces situations et réduire la dépendance à la violence.

Quelques problèmes et objections

On voit encore beaucoup de scepticisme à l'égard du potentiel de cette technique comme substitut à la violence, malgré l'utilisation étendue (bien qu'improvisée) de la lutte nonviolente dans les conflits passés. Certains des problèmes principaux ont trait à la faisabilité et à l'efficacité de cette technique dans des types particuliers de conflits. D'autres problèmes concernent le moment choisi, les enjeux et le type d'adversaire. Nous devons identifier certains de ces problèmes généraux et en discuter brièvement.

Normes d'évaluation

L'un des problèmes les plus répandus dans l'opinion publique à l'égard de cette technique est qu'il est rare qu'on évalue selon les mêmes normes et critères le potentiel, les mérites, les problèmes et les faiblesses respectifs de la lutte nonviolente et de la lutte armée, de même que leurs réussites et leurs échecs.

On estime souvent que les luttes nonviolentes doivent respecter des principes bien plus rigoureux que les luttes violentes. Il semble qu'il y ait un préjugé simpliste suggérant que la violence serait plus efficace pour les conflits graves, ce qui ne résulte pas toujours d'un examen rationnel et critique des faits.

Pour une lutte nonviolente, on ne mesure pas en général la « réussite » uniquement d'après l'atteinte des objectifs, mais aussi en regardant si des questions et conditions importantes qui n'étaient pas contestées dans ce conflit existent toujours après son dénouement. Par exemple, certains dénigrent les acquis des luttes nonviolentes indiennes qui contribuèrent à l'indépendance, parce que les tensions ethniques et la pauvreté subsistent sur le sous-continent depuis l'indépendance. Pourtant, lorsqu'un conflit violent a infligé à l'adversaire des destructions majeures et de nombreuses pertes humaines, ce conflit violent est souvent considéré comme une victoire, même si les buts de la lutte *n'ont pas été atteints*. Il est important d'établir des normes sérieuses pour évaluer la réussite ou l'échec des conflits, et d'appliquer ces normes de manière équitable aux luttes nonviolentes comme aux luttes violentes.

Des questions supplémentaires à étudier à l'avenir

Les chercheurs et praticiens de la lutte nonviolente devront aussi examiner d'autres problèmes et questions.

On peut décentraliser les luttes nonviolentes beaucoup plus que la plupart des luttes violentes. En cas de lutte très décentralisée, il faudra étudier les moyens de gérer malgré tout le conflit de manière disciplinée. Dans quelle mesure la décentralisation et la discipline sont-elles compatibles lorsqu'on exécute un plan stratégique ?

Si les enjeux d'un conflit sont économiques plutôt que politiques, comment peut-on appliquer au mieux la lutte nonviolente ? L'impact et le potentiel qu'aura une résistance intérieure sur des enjeux économiques est sérieusement diminué par la mondialisation de l'activité économique et des moyens de contrôle. Quel rôle la lutte nonviolente peut-elle jouer contre des institutions et des politiques économiques internationales ? La dynamique et le fonctionnement de la lutte nonviolente seront probablement plus complexes dans ce type de conflit, et méritent une étude plus approfondie.

Un nouveau stade de développement

En ce début du XXI^e siècle, nous sommes parvenus à un nouveau stade de développement de la lutte nonviolente. Il est à présent possible d'affiner cette

technique, de la rendre plus efficace, d'augmenter ses chances de succès tout en réduisant les pertes humaines, et de l'adapter pour opérer dans les types de conflits graves que nous avons identifiés.

Il faudra encore beaucoup de recherches, d'analyses, de développement de méthodes et de planification pour explorer et améliorer le potentiel de la lutte nonviolente dans les conflits graves de notre époque. Ces efforts devront aller au-delà et souvent à contre-courant des tendances dominantes dans la société moderne et de forces puissantes au niveau national et international : centralisation du pouvoir, militarisation des relations internationales, hégémonie des méthodes traditionnelles de résolution des problèmes. Ces facteurs et bien d'autres entravent l'étude méthodique du potentiel de la lutte nonviolente. Cette étude révélerait sans doute des possibilités réalistes qu'on n'a pas encore suffisamment explorées.

L'ampleur que nous pouvons donner à l'efficacité de la lutte nonviolente pour atteindre ces objectifs déterminera dans une très grande mesure à quel point les formes nonviolentes de lutte viendront supplanter la violence. L'essor futur de la lutte nonviolente contribuera à la diminution des grandes violences, tout en favorisant les pratiques démocratiques, la liberté politique et la justice sociale. C'est à nous de choisir.

ANNEXES

Préparer une évaluation stratégique pour la lutte nonviolente¹

Avant de planifier une stratégie générale pour une lutte nonviolente à long terme, ou bien des stratégies limitées pour des campagnes menées dans le cadre de cette lutte, il faut d'abord regrouper et analyser quantité de renseignements sur le contexte dans lequel le conflit va se dérouler.

Il ne suffit pas d'être familier avec la technique de la lutte nonviolente et de comprendre comment elle opère, même si cette condition préalable est primordiale. Pour rendre la lutte nonviolente aussi efficace que possible dans une situation donnée, la planification stratégique est également essentielle.

Il est impossible d'élaborer une stratégie judicieuse pour mener à bien une lutte si les planificateurs ne connaissent pas bien la « situation conflictuelle » ou le contexte dans lequel la lutte va se dérouler. Il est essentiel de connaître et de comparer les caractéristiques, les forces et faiblesses (réelles et potentielles) des parties qui vont s'affronter dans le conflit, ainsi que celles des groupes qui ne seront pas impliqués au départ. On devra aussi examiner les facteurs géographiques, sociaux, économiques, politiques, culturels, climatologiques et autres.

La préparation d'une évaluation stratégique fournira aux stratèges de la lutte nonviolente les renseignements qui renforceront leur capacité à élaborer une stratégie judicieuse, ce qui augmentera de beaucoup les chances d'atteindre leur objectif.

Ce texte propose des lignes directrices pour préparer cette évaluation stratégique. Nous expliquerons d'abord en quoi consiste une évaluation stratégique. Nous examinerons ensuite les facteurs à prendre en compte lorsqu'on rassemble les renseignements utiles pour préparer cette analyse. En conclusion,

1. Cette annexe s'appuie sur l'ouvrage de Robert Helvey, président de l'Institut Albert Einstein, *On Strategic Nonviolent Conflict: Thinking About the Fundamentals*, Boston, Albert Einstein Institution, 2004, disponible sur <www.aeinstein.org/wp-content/uploads/2013/09/OSNC.pdf>.

nous réfléchissons au rôle de l'évaluation stratégique, à ses utilisations et à ses limites.

L'importance de l'évaluation stratégique

Les stratèges militaires préparent d'habitude une évaluation stratégique avant d'élaborer leurs plans de campagnes. Les renseignements réunis par ce procédé sont aussi très utiles pour les luttes nonviolentes. À notre connaissance, il n'y a pourtant jamais eu dans le passé, lors des préparatifs de luttes nonviolentes, d'étude délibérée et approfondie de la situation conflictuelle sous la forme requise pour préparer une évaluation stratégique. Les leaders des luttes nonviolentes du passé se sont plutôt appuyés, au mieux, sur des impressions moins rigoureuses de la situation de conflit imminente. Les groupes en lutte du passé ont donc souvent été moins prêts qu'ils auraient pu l'être à élaborer une ligne de conduite leur permettant d'augmenter leurs chances de réussite. L'emploi approprié d'une évaluation stratégique les aidera à mieux se préparer, tout en réduisant le risque qu'ils négligent des faits importants lorsqu'ils planifient une lutte nonviolente.

À son niveau le plus élémentaire, une évaluation stratégique est un calcul et une comparaison des forces et faiblesses du groupe de lutte nonviolente et du groupe de ses adversaires, que nous appellerons l'« adversaire ». Dans certains conflits, l'adversaire sera le gouvernement ou un groupe spécifique du régime en place. L'adversaire peut aussi être une instance non gouvernementale, comme un établissement d'enseignement, une organisation économique, un groupe religieux, une société de transports ou un autre type d'institution. Un adversaire non gouvernemental peut avoir ou non le soutien du gouvernement, avec ses moyens de contrôle et de répression. L'identification exacte de ces relations constitue en fait l'une des premières tâches préparatoires de l'évaluation stratégique.

Les parties de l'évaluation stratégique contenant l'analyse des piliers de soutien de l'adversaire et du groupe de lutte nonviolente, ainsi que d'autres éléments politiques, seront particulièrement utiles aux personnes chargées d'élaborer la stratégie. Les responsables de la propagande verront quant à eux l'utilité des données démographiques. Les renseignements sur les unités militaires, leurs positions et capacités sont très utiles aux planificateurs des opérations pour anticiper les réactions des militaires aux mouvements de la résistance nonviolente. D'autres composantes de l'évaluation stratégique seront pertinents pour d'autres éléments de la stratégie choisie.

L'acquisition des renseignements utiles pour l'évaluation stratégique demande du temps et de l'énergie. Même si ces renseignements sont précieux, les planificateurs stratégiques ne doivent pas oublier que l'évaluation stratégique n'est pas le seul facteur important pour élaborer des stratégies et leurs plans de soutien pour la lutte à venir. Il convient donc de la garder en perspective. Les planificateurs stratégiques ne doivent pas s'enliser dans des détails

insignifiants de la situation, et garder l'évaluation stratégique dans le contexte d'autres éléments importants du développement des stratégies et de la formulation des plans pour les mettre en œuvre. À cet égard, on se rappellera le conseil de Carl von Clausewitz : « La stratégie est l'art d'utiliser la bataille pour gagner la guerre ». En d'autres termes, le stratège détermine les objectifs, la chronologie et le théâtre d'opérations des campagnes en s'appuyant en partie sur l'analyse des renseignements réunis par l'évaluation stratégique, tandis que ceux qui mèneront ces combats préparent leurs propres plans de soutien². Ces derniers s'appuieront à leur tour sur l'évaluation stratégique pour compléter leur propre évaluation de la situation. L'accent mis sur certaines sections de l'évaluation stratégique donne une indication de l'importance pour les planificateurs de déterminer la stratégie, mais aussi comment ces renseignements viendront influencer les plans de soutien.

L'évaluation stratégique de la situation conflictuelle est peut-être le document le plus fondamental pour le planificateur stratégique. Elle est le fruit d'une recherche intellectuelle minutieuse, intensive et structurée qui contribue à mieux comprendre la situation dans laquelle la lutte sera menée et à choisir les lignes de conduite les mieux à même d'atteindre les objectifs de cette lutte. Puisque le plan stratégique opérationnel repose largement sur l'évaluation stratégique, la quantité d'informations analysées et la qualité de l'analyse influenceront la qualité de la stratégie qui prend forme. Idéalement, une première version de ce document devrait faire l'objet d'un examen critique, afin que d'autres participants puissent questionner l'exactitude des faits et la qualité des analyses.

Une appréciation inexacte ou irréaliste des forces, faiblesses et capacités des groupes opposés entraînera des stratégies imprudentes qui risquent de conduire à la défaite. On est parfois obligé de faire des suppositions sur les forces en présence lorsqu'on ne peut obtenir certains faits, mais aucune hypothèse n'a la valeur d'un fait. Il importe de faire aussi peu de suppositions que possible. Si l'on doit s'en remettre à des hypothèses, on s'efforcera d'éprouver au mieux leur validité. Bien entendu, il vaut toujours bien mieux s'en tenir aux faits chaque fois que c'est possible.

Renseignements nécessaires

Les responsables de l'évaluation stratégique cherchent des renseignements solides dans six domaines :

1. La situation d'ensemble du conflit.
2. Les enjeux et objectifs des groupes en conflit.
3. L'adversaire.
4. Le groupe de lutte nonviolente.

2. *Neue Bellona* 9 (1805), p. 271. Cité dans Peter Paret (dir.), *Makers of Modern Strategy: From Machiavelli to the Nuclear Age*, Princeton, Princeton University Press, 1986, p. 190.

5. Les tiers (groupes alliés, hostiles, neutres ou non impliqués).
6. L'équilibre des dépendances.

En s'appuyant sur l'information et la compréhension offertes par cet examen, le groupe de lutte nonviolente sera mieux équipé pour élaborer des stratégies judicieuses de gestion du conflit.

L'évaluation stratégique sert des objectifs multiples. Elle est d'une aide précieuse pour déterminer les options stratégiques. Elle devient par ailleurs un document de référence important pour élaborer les plans de soutien qui mettront en œuvre les stratégies choisies. L'évaluation stratégique est également utile pour développer des méthodes et répondre aux périodes de crise; elle apporte aussi aux organisations une source d'analyse solide et réfléchie, ainsi que des données factuelles.

Dresser l'inventaire des renseignements suivants, requis pour une évaluation stratégique, est une tâche qui peut sembler intimidante – et elle l'est. Mais plutôt que de penser qu'une seule personne va tâcher de réunir et d'analyser tous ces renseignements, il vaut mieux se demander: Qui connaît tel sujet? Cette personne ou ces personnes peuvent-elles me fournir cette information? Une fois obtenus les renseignements des experts en ce domaine, on pourra inclure dans l'évaluation stratégique ce qui concerne directement le processus d'analyse.

1. La situation d'ensemble du conflit

Il est utile de dresser ici une liste détaillée de certaines des nombreuses catégories de renseignements sur la situation d'ensemble du conflit où va opérer la lutte nonviolente. Ces informations fourniront une connaissance étendue et approfondie de la situation conflictuelle. Il est recommandé de se familiariser avec tous les facteurs qui pourraient avoir un impact sur l'adversaire ou sur le groupe de lutte nonviolente. Ils devront inclure, entre autres, les renseignements suivants:

- **Terrain et géographie**
La configuration du terrain et des cours d'eau, comment ils peuvent aider ou gêner l'un ou l'autre des groupes opposés dans le conflit.
- **Transports**
Tous les moyens de transports disponibles pour chacun des groupes en lice, l'infrastructure des transports au niveau local et national, les itinéraires alternatifs et leur impact éventuel sur chaque camp.
- **Communications**
Tous les moyens disponibles, accès, étendue des contrôles, surveillance, questions de confidentialité, etc.
- **Climat et conditions météo**
Les variations saisonnières, leur impact éventuel sur les transports, les communications, la nourriture et l'agriculture, et sur l'activité des deux camps.

- **Système politique et régime de gouvernement**
Leurs caractéristiques et capacités à divers niveaux, du sommet de l'échelle jusqu'aux plus petites unités; toute variation du contrôle central ou des initiatives locales; quelle personne ou groupe contrôle l'État et les rôles ou fonctions de l'État, des partis politiques et des organisations subordonnées.
- **Système économique**
Le type d'économie, son état, la force des syndicats et le degré d'intervention de l'État dans l'économie.
- **Système judiciaire**
En particulier son degré d'indépendance à l'égard de l'État ou de l'adversaire.
- **Démographie**
Les données sur l'ensemble de la population et sur le groupe directement lié au conflit, y compris le détail par tranches d'âge, sexe, taux de natalité et de mortalité, densité de population en divers lieux, taux d'alphabétisation.
- **Strates de population**
Les classes socioéconomiques, les ethnies, les religions, les langues, les cultures, le statut des populations indigènes et immigrées, etc.; leur répartition géographique; toute variation ou différence au sein de ces groupes du point de vue satisfaction, loyautés ou intérêts économiques; tout conflit entre groupes de population différents ou au sein de ces groupes, et si l'origine de ces conflits est liée ou non à la lutte nonviolente.
- **Contrôle des ressources économiques et des besoins essentiels**
Le carburant, la nourriture, l'eau, etc., et les conséquences si un camp dépend de l'autre pour leur obtention.
- **Statut de la société civile**
L'importance et la situation des organisations non gouvernementales et de la vie sociale, y compris le degré d'organisation et d'autonomie concédé par l'État; le statut des autres aspects de la vie et de l'organisation sociale qui fonctionnent hors du contrôle du système politique et/ou du régime.

Il est par ailleurs important d'examiner la situation politique générale du moment. Existe-t-il des contrôles spéciaux, comme une loi martiale ou d'autres moyens de répression sévère? Quelles sont les tendances et mouvances politiques et économiques du moment?

2. Les enjeux et objectifs des groupes en conflit

Il est très important d'identifier ou de formuler précisément et clairement les enjeux du conflit pour l'adversaire et pour le groupe de lutte qui prend forme. Ces formulations s'appuient souvent sur les déclarations des deux camps, mais il arrive que des renseignements supplémentaires doivent être obtenus d'autres sources, d'observateurs indépendants ou d'autres groupes.

Il faut aussi identifier et reconnaître les différences d'objectifs des deux groupes. Dans quelle mesure ces objectifs sont-ils compatibles ou incompatibles? Les objectifs déclarés ne sont parfois que la partie visible du problème. Les objectifs à court terme des deux camps peuvent dissimuler des objectifs à

long terme. Les deux sont significatifs pour préparer les stratégies du groupe de lutte nonviolente.

Clarifier les objectifs est une des conditions préalables pour que le groupe de lutte nonviolente élabore ses stratégies et les plans de soutien pour mettre ces stratégies en œuvre. Si l'on prépare une évaluation stratégique sans avoir déterminé clairement les objectifs, il conviendra d'être très prudent dans l'appréciation des buts de l'adversaire et du groupe de lutte.

Les enjeux et objectifs des deux groupes opposés et le degré de priorité que chaque camp leur accorde auront des conséquences importantes sur leurs actes au cours du conflit. Ces enjeux et objectifs indiqueront en partie jusqu'où l'adversaire est déterminé à faire face aux résistants ou à les réprimer. Les enjeux et objectifs influenceront aussi sur la ténacité du groupe de lutte nonviolente et sur sa persistance à combattre malgré la répression. Par ailleurs, le niveau de soutien que l'ensemble de la population ou les groupes extérieurs à la lutte sont disposés à apporter au groupe de lutte nonviolente dépendra souvent en partie du regard qu'ils portent sur les enjeux du conflit.

3. L'adversaire

Il est vital d'avoir une connaissance complète et détaillée de l'adversaire que le groupe de lutte nonviolente s'apprête à affronter dans le conflit. Cette connaissance se focalisera sur les capacités de l'adversaire plutôt que sur ses déclarations d'intentions ou sur des hypothèses quant à ses intérêts et projets. Il faudra trouver des réponses aux questions suivantes :

- En quoi consiste son système politique ?
- Quel est son système social et culturel ?
- Quel est son système économique ?
- Ces systèmes sont-ils indépendants les uns des autres ou en relation directe ? Dépendent-ils d'une manière ou d'une autre des systèmes politiques, sociaux ou économiques du groupe de lutte nonviolente ?
- Dans quelle mesure ces divers systèmes sont-ils contrôlés par l'appareil d'État ?
- Quelle est la nature et l'importance des croyances et convictions de l'adversaire en matière de religion, de morale, d'idéologie ou de doctrine ?
- Quels sont les éléments démographiques de l'adversaire (pyramide des âges, sexe, taux de natalité et de mortalité, d'alphabétisation, niveau d'instruction, répartition géographique, etc.) ?
- Quel est le niveau de soutien que le public et les institutions apportent au système ou au régime de l'adversaire ?
- Quelle est la situation idéologique (le niveau de soutien véritable envers l'adversaire et/ou son régime, et le niveau de résistance envers ses méthodes et contrôles) ?
- À quel point l'adversaire s'appuie-t-il sur chacune de ses sources de pouvoir potentielles ?
 - Autorité ou légitimité.
 - Ressources humaines.
 - Compétences et connaissances particulières.

- Facteurs psychologiques ou idéologiques.
- Ressources matérielles.
- Capacité d'appliquer des sanctions.
- Quels sont les piliers de soutien de l'adversaire (individus, groupes et institutions) qui lui fournissent ses sources de pouvoir? Certains de ces piliers demandent un examen détaillé. Les piliers comprennent, entre autres:
 - Les leaders et groupes moraux et religieux.
 - Les organisations syndicales.
 - Les groupes d'affaires et investisseurs.
 - Les fonctionnaires et bureaucrates.
 - Les administrateurs.
 - Les techniciens.
 - La police.
 - Les prisons.
 - Les forces armées.
 - Les services de renseignements.
 - Les médias.
 - Les investisseurs étrangers.
 - Certaines classes sociales ou groupes ethniques.
- Dans quelle mesure les piliers de soutien sont-ils sous l'influence ou le contrôle réel ou potentiel de l'adversaire? Certains de ces piliers sont-ils influencés ou contrôlés par le groupe général de revendication ou par le groupe potentiel de lutte nonviolente? Quels piliers sont les plus forts et les plus durables? Quels piliers sont les plus faibles et les plus vulnérables?
- Quels sont les alliés internes de l'adversaire (à l'intérieur du pays)? Sont-ils nombreux et fiables?
- Quels sont les alliés externes de l'adversaire (à l'étranger)? Sont-ils nombreux et fiables?
- Peuvent-ils tous être considérés comme des « alliés naturels » de l'adversaire? (Si l'adversaire est un gouvernement ou un régime, on peut compter parmi eux l'armée, les services de renseignements, les fonctionnaires, le monde des affaires, les colons, les gouvernements étrangers, certains partis politiques, etc.)
- Quels sont les « ennemis naturels » de l'adversaire? (Minorités opprimées, jeunes en colère, chômeurs, travailleurs, partis politiques, classes laborieuses, moyennes ou aisées, etc.)
- Le groupe de lutte nonviolente peut-il compter sur un soutien réel ou potentiel, ou du moins sur une certaine sympathie, dans les rangs de l'adversaire?
- Quelle est la structure organisationnelle de l'adversaire (administration, unités organisationnelles, complexité, efficacité, fiabilité, degré d'initiative, niveau de centralisation des contrôles, etc.)?
- Quelle est la capacité militaire de l'adversaire? On devra obtenir les renseignements suivants:
 - Force, nombre, taille, structure, types d'unités.
 - Localisation des unités.
 - Capacités de l'adversaire à contrer la résistance, à imposer une répression et à rétablir son contrôle, et s'il a la capacité et la volonté de commettre des brutalités.

- Vitesse d'intervention des forces armées sur les lieux choisis pour des manifestations-éclair ?
- Commandants des unités importantes et leurs caractéristiques personnelles.
- Profil de personnalité de certains officiels et commandants.
- Efficacité, fiabilité et moral des troupes.
- Profil général des personnels militaires, y compris l'éducation, la classe sociale, la religion, la politique, les motivations, les groupes ethniques, les tranches d'âge, les causes de mécontentement éventuel.
- Logistique des mouvements de troupes et des opérations, localisation des lignes de ravitaillement, moyens de réapprovisionnement.
- Quelles sont les capacités de la police de l'adversaire ? (On devra obtenir les mêmes types de renseignements que pour l'armée (voir ci-dessus) en ce qui concerne la police et les autres forces de sécurité.)
- De quels services de renseignements dispose l'adversaire ? Quelles sont leurs caractéristiques, leurs activités connues et leurs ressources ?
- Quel est le niveau de compétence stratégique de l'adversaire ?
- Les dirigeants du groupe adverse sont-ils compétents ?
- Quels sont les moyens de contrôle exercés par l'adversaire ? Par exemple :
 - Censure.
 - Propriété de la radio, de la télévision et des médias imprimés.
 - Contrôle de l'éducation.
 - Moyens financiers d'influencer les comportements.
 - Contrôle de l'industrie privée et des entreprises d'État.
 - Reconnaissance internationale.
 - Contrôle des technologies de communication.
 - Contrôle de l'appareil judiciaire.
- Quelles sont les lignes de fractures politiques, les conflits internes et autres points faibles dans le camp de l'adversaire, y compris dans le groupe dirigeant et les organisations, institutions et secteurs de population qui le soutiennent ?
- Existe-t-il des organisations ou institutions qui soutiennent l'adversaire en temps normal mais qu'on pourrait cibler pour les amener à transférer leur allégeance ou désorganiser l'adversaire ?
- La direction actuelle du groupe adverse est-elle contestée ou remise en question de l'intérieur par le jeu des rivalités, les luttes de pouvoir ou pour toute autre raison ?
- Quels autres points faibles et vulnérables de l'adversaire peut-on identifier ? Entre autres :
 - Vulnérabilités et conflits internes.
 - Inaptitude à diriger ou gouverner.
 - Mauvaise opinion, ou image défavorable, au sein de la population.
 - Manque de stratèges qualifiés.
 - Faillite idéologique.
 - Crise économique.
 - Corruption.
 - Incapacité à supporter les pressions diplomatiques ou économiques étrangères.
 - Trop grande dépendance envers les moyens répressifs ou militaires comme méthode de contrôle.

4. Le groupe de lutte nonviolente (et plus largement le groupe de revendication)

Il ne suffit pas de connaître l'adversaire ; il est tout aussi important d'avoir une connaissance complète et détaillée du groupe de lutte nonviolente et du « groupe de revendication » (la tranche de population plus vaste qui souffre des méthodes et actions de l'adversaire) ainsi que de leurs sympathisants réels ou potentiels. Les intérêts et intentions du groupe de lutte nonviolente ne sont pas très utiles pour cette partie de l'évaluation stratégique (on les rappellera toutefois en étudiant les enjeux et objectifs des groupes en lice, comme décrit plus haut). On se concentrera ici uniquement sur les conditions et capacités réelles du groupe.

Il faut donc trouver des réponses détaillées aux questions suivantes à propos du groupe de lutte nonviolente :

- Quelles sont les caractéristiques démographiques du groupe de lutte nonviolente et de ses sympathisants potentiels ou réels, ainsi que celles du groupe de revendication (âge, sexe, répartition géographique, taux d'alphabétisation, niveau d'instruction, etc.) ?
- Quel est son système politique ?
- Quel est son système social et culturel ?
- Quel est son système économique ?
- Ces systèmes sont-ils indépendants les uns des autres, ou en relation directe ? Dans quelle mesure sont-ils identiques aux systèmes politiques, sociaux et économiques de l'adversaire ? Y sont-ils intégrés ou restent-ils indépendants ?
- Dans quelle mesure ces divers systèmes sont-ils contrôlés par l'appareil d'État ?
- Quelles sont la nature et l'importance des croyances et convictions du groupe de revendication et du groupe de lutte nonviolente en matière de religion, de morale, d'idéologie, de doctrine ?
- Quelle est la situation idéologique générale (le degré de soutien véritable envers le groupe de lutte nonviolente et ses idées, ses prises de position ou son programme) ?
- Quel degré de soutien réel et potentiel la population mécontente, les groupes, institutions et réseaux de contact apporteront-ils au groupe de lutte nonviolente ? Quels groupes peuvent vraiment apporter leur aide ?
- Quelles tranches de la population sont les plus susceptibles d'apporter, ou de refuser, leur soutien ou leur sympathie au groupe de lutte nonviolente pendant le conflit ?
- Quel degré de soutien réel et potentiel peut espérer la résistance de la part de tiers ou de secteurs auparavant « neutres » ?
- Qui sont les « alliés naturels » du groupe de lutte nonviolente ? Par exemple, les étudiants, les jeunes, des partis politiques, des associations, des groupes ethniques, religieux, minoritaires, etc.
- Quels sont les alliés internes et externes actuels et potentiels du groupe de lutte nonviolente ?
- Quels sont les conflits internes, rivalités, luttes de pouvoir dans le groupe de revendication et dans le groupe de lutte nonviolente (par exemple, divergences idéologiques ou objectifs à long terme différents) ? Existe-t-il des rivalités entre

des secteurs importants du groupe de revendication et le groupe de lutte nonviolente ?

- L'adversaire peut-il compter sur un soutien réel ou potentiel, ou sur une certaine sympathie, dans les rangs du groupe général de revendication ou du groupe de lutte nonviolente ?
- Quelles sont les sources de pouvoir réelles ou potentielles du groupe de lutte nonviolente ? Quelles sont les sources de pouvoir réelles ou potentielles du groupe général de revendication ?
 - Autorité ou légitimité.
 - Ressources humaines.
 - Compétences et connaissances particulières.
 - Facteurs psychologiques ou idéologiques.
 - Ressources matérielles.
 - Capacité d'appliquer des sanctions.
- Quels sont les piliers de soutien (individus, groupes et institutions) qui fournissent ces sources de pouvoir ? Certains de ces piliers demanderont un examen détaillé, entre autres :
 - Les leaders et groupes moraux et religieux.
 - Les organisations syndicales.
 - Les groupes d'affaires et investisseurs.
 - Les fonctionnaires et bureaucrates.
 - Les administrateurs.
 - Les techniciens.
 - Les médias.
 - D'autres classes sociales ou groupes ethniques dominés.
 - Organisations de jeunes ou d'étudiants.
 - D'autres institutions de la société civile.
- Dans quelle mesure ces piliers de soutien sont-ils sous l'influence, ou sous le contrôle réel ou potentiel, du groupe général de revendication ou du groupe de lutte nonviolente ? Certains de ces piliers sont-ils influencés ou contrôlés par l'adversaire ?
- Quels piliers peuvent servir à des activités de résistance ? Lesquels doivent être renforcés ? Doit-on en créer de nouveaux ?
- Quelles autres faiblesses et vulnérabilités peut-on distinguer ? Peut-t-on remédier à certaines d'entre elles par des efforts délibérés ?
- Le groupe de lutte nonviolente existe-t-il actuellement comme un mouvement ou un organisme cohérent ? Dans ce cas, quelle est sa structure organisationnelle (administration, unités organisationnelles, complexité, efficacité, fiabilité, degré d'initiative, de centralisation, etc.) ? Les dirigeants sont-ils capables et compétents ?
- Quel est le niveau de compétence stratégique du groupe de lutte nonviolente et de ses dirigeants ?
- Dans le groupe de lutte nonviolente, qui connaît la théorie, les méthodes et la dynamique pratique de la lutte nonviolente ?
- Le groupe de revendication dans son ensemble, des parties de ce groupe, ou le groupe de lutte nonviolente ont-ils une expérience antérieure d'utilisation de la lutte nonviolente ?
 - Où s'est-elle déroulée dans le passé ?
 - Quels secteurs de population furent impliqués ?

- Ces luttes furent-elles menées avec compétence ?
- Quels furent les résultats ?
- Quelles leçons peut-on tirer de ces luttes passées pour la lutte présente ?
- Les souvenirs de ces luttes sont-ils relativement exacts, ou entretient-on des mythes à leur sujet ? Quelles en sont les conséquences ?
- Quels préparatifs a-t-on déjà fait pour appliquer la lutte nonviolente dans le conflit actuel ?
- Le groupe de lutte nonviolente ou ses sympathisants disposent-ils déjà de moyens de contrôle non militaires ? Par exemple :
 - Propriété de radios, de chaînes de télévision et de médias imprimés.
 - Propriété ou contrôle de sources d'informations électroniques.
 - Contrôle de l'éducation (par l'administration des établissements scolaires, les enseignants, l'éducation alternative, etc.).
 - Contrôle d'une industrie privée.
 - Reconnaissance ou légitimité internationale.
- Quelles sont les capacités du groupe de lutte nonviolente en matière de renseignement ?
- Quelles sont les ressources économiques du groupe de lutte nonviolente ?
- Quelles sont les capacités des résistants en termes de communications ?
 - Comment sont transmises les communications ?
 - Ces moyens sont-ils sécurisés ?

Il faudra donc faire une évaluation générale de la capacité de lutte du groupe de lutte nonviolente et du groupe de revendication global, en s'appuyant en grande partie sur les renseignements ci-dessus. Les bons stratèges ne planifient pas une campagne qui exigerait des capacités de lutte dépassant les capacités existantes du groupe de lutte nonviolente. S'il est nécessaire d'augmenter la capacité de lutte, il faudra se concentrer sur les moyens requis pour obtenir cette puissance supplémentaire.

5. Les tiers

Il est très important d'évaluer les rôles potentiels des tiers à l'égard des deux camps au cours d'un conflit. On entend ici par *tiers* tout groupe, institution, ou secteur, interne ou externe, qui n'est pas impliqué au départ dans le conflit. Le rôle de ces tiers peut être, entre autres :

- Aider aux relations publiques (pour chaque camp).
- Apporter un soutien diplomatique ou exercer des pressions diplomatiques (pour chaque camp).
- Fournir une assistance financière (pour chaque camp).
- Apporter une aide policière ou militaire à l'adversaire ; une action policière ou militaire destinée à aider la lutte nonviolente risque plutôt de lui nuire.
- Fournir une aide en formation et en moyens techniques (pour chaque camp).
- Proposer des zones sécurisées (en général pour les résistants, mais parfois pour le groupe adverse).
- Appliquer des pressions économiques (pour chaque camp).
- Proposer des connaissances sur la lutte nonviolente (principalement aux résistants).

Il est aussi nécessaire d'évaluer quels groupes extérieurs au conflit sont susceptibles d'apporter leur aide à l'un ou l'autre camp, et de déterminer quels groupes servent déjà de piliers de soutien à l'un des camps. Les stratèges devront par la suite déterminer lesquels parmi ces groupes il faudra approcher en vue d'une aide future éventuelle, et quels groupes devront être déstabilisés.

6. L'équilibre des dépendances

Au moment d'élaborer des stratégies de lutte, il est important de déterminer lequel des groupes en conflit dépend de l'autre, par quels moyens et dans quelle mesure. On évaluera pour cela :

- Le degré de dépendance de l'adversaire envers la population qui résiste et envers le groupe plus large de revendication, pour subvenir à ses besoins identifiés.
- Le degré de dépendance de la population qui résiste et du groupe de revendication envers l'adversaire, pour subvenir à leurs besoins identifiés.
- Le degré d'indépendance réelle et potentielle de l'adversaire envers la population qui résiste et envers le groupe de revendication, pour subvenir à ses besoins identifiés.
- Le degré d'indépendance réelle et potentielle de la population résistante et du groupe de revendication envers l'adversaire, pour subvenir à leurs besoins identifiés.

Conclusion

Une fois que l'évaluation stratégique est prête, il faudra la mettre à jour à mesure que la situation du conflit évolue. Une évaluation stratégique bien préparée pour un conflit donné et qui tient compte de renseignements précis et complets aidera à réfléchir clairement et à prendre des décisions judicieuses sur la manière d'agir, même face à de fortes pressions et dans des circonstances difficiles. Ce document, bien structuré, permettra à l'utilisateur de trouver rapidement des renseignements d'ensemble et de détail.

L'évaluation stratégique sera d'un grand secours pour choisir les types de méthodes à utiliser au cours du conflit. Si par exemple l'adversaire dépend fortement du groupe de revendication pour subvenir à certains de ses besoins, les méthodes de non-coopération seront sans doute très efficaces. Si par contre il n'y a pas de situation de dépendance, la non-coopération aura peu de chance d'aboutir.

Si l'évaluation stratégique révèle que le groupe de lutte nonviolente n'est pas aussi fort qu'il le faudrait pour mener une lutte majeure contre l'adversaire potentiel, ce groupe ne devra pas engager à ce moment une lutte qui demande une forte puissance. Il n'y a ni substitut ni raccourci en fait de force dans un mouvement de lutte nonviolente. Si le groupe n'est pas assez fort, l'action devra au départ prendre des formes limitées, peut-être symboliques, qui peuvent avoir un certain impact sans faire appel à de grandes forces. Il faudra attendre pour mener des actions plus ambitieuses qu'on ait pris des mesures efficaces

pour renforcer le groupe de lutte nonviolente par rapport à l'adversaire. Dans cette situation, il faudra à l'évidence faire des efforts majeurs pour renforcer la population et les institutions qui sont les premières concernées par les revendications, et pour développer la capacité du groupe à mener une lutte nonviolente plus forte à l'avenir.

Il faudra tenir compte d'autres facteurs avant de préparer concrètement une stratégie pour la lutte à venir. L'un des facteurs les plus importants est bien sûr la connaissance de la technique d'action nonviolente qu'on s'apprête à utiliser. On pourra prendre des mesures délibérées pour acquérir et diffuser ce savoir.

Mais ce savoir ne suffit pas; c'est par l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies judicieuses, et pas seulement en employant les méthodes nonviolentes, que la lutte nonviolente deviendra aussi efficace que possible. La capacité d'élaborer ces stratégies repose sur une compréhension correcte du contexte global dans lequel la lutte va se dérouler. Le but premier de l'évaluation stratégique est de favoriser cette compréhension.

Avec tous ces renseignements en main, on pourra faire des plans rapidement pour exploiter les nouvelles occasions qui peuvent se présenter au cours des campagnes.

ANNEXE B

Lexique

ABSTENTION CIVIQUE: Actes de non-coopération politique.

ACTION CIVIQUE: Action nonviolente menée dans un but politique.

ACTION NONVIOLENTE: Technique générale de protestation, de résistance et d'intervention sans violence physique. Synonyme de lutte nonviolente. Cette action peut prendre diverses formes: a) des actes d'omission (les participants refusent d'exécuter des actes qu'ils font d'habitude parce que c'est la coutume ou parce qu'ils doivent les exécuter aux termes de lois ou réglementations); b) des actes de transgression (les participants commettent des actes qu'ils ne feraient pas d'habitude, que les coutumes, lois ou réglementations interdisent); c) une combinaison des deux. Cette technique fait appel à une multitude de méthodes qu'on regroupe en trois grandes catégories: la protestation nonviolente et la persuasion, la non-coopération, et l'intervention nonviolente.

ADVERSAIRE: L'adversaire dans un conflit, qu'il s'agisse d'un groupe, d'une institution, d'un régime ou d'un envahisseur.

ARMES DE LA LUTTE NONVIOLENTE: Méthodes concrètes de l'action nonviolente.

AUTONOMIE: Capacité de gérer ses propres affaires, de juger par soi-même et d'obtenir, pour soi-même, son groupe ou son organisation, l'indépendance, l'autodétermination et l'autosuffisance, y compris la capacité d'agir et de résister.

AUTORITÉ: Caractéristique qui fait que les jugements, décisions, conseils et ordres de certains individus et institutions sont acceptés volontairement comme justes, et donc exécutés par les autres, qui obéissent ou coopèrent. L'autorité est une des sources principales du pouvoir politique, mais elle n'est pas le pouvoir.

BLOCAGE ÉCONOMIQUE: Suspension des activités économiques d'une ville, d'une région ou d'un pays, à une échelle assez grande pour produire une paralysie de l'économie. Employé en général à des fins politiques.

On y parvient par une grève générale des travailleurs, tandis que les directeurs d'entreprises et d'établissements commerciaux, les professionnels et les petits commerçants ferment leurs établissements et stoppent leurs activités économiques.

BOYCOTT: Non-coopération sociale, économique ou politique.

COERCITION NONVIOLENTE: Mécanisme de changement de l'action nonviolente, où les exigences sont satisfaites contre la volonté de l'adversaire, parce qu'on l'a privé du contrôle effectif de la situation, par une vague de non-coopération et de défiance. L'adversaire reste cependant en place, et le système ne s'est pas encore désintégré.

COMPROMIS: Dans l'action nonviolente, il s'agit d'un mécanisme de changement par lequel l'adversaire décide, tant qu'il en a encore le choix, d'accepter de composer et d'accéder à certaines exigences des résistants nonviolents. On parle de compromis lorsque l'adversaire, sans changer de politique, ni être forcé par la *coercition* nonviolente, décide qu'il vaut mieux faire des concessions. Les compromis peuvent être le résultat de pressions qui, si on les avait maintenues, auraient pu entraîner le retournement, la coercition nonviolente ou la désintégration du système ou du régime de l'adversaire.

COMPÉTENCES ET CONNAISSANCES: Une source du pouvoir politique. Le pouvoir du dirigeant dépend des compétences, des connaissances et des capacités fournies par des personnes et des groupes de la société (les ressources humaines), ainsi que des liens entre ces compétences, connaissances et capacités, et le besoin qu'en a le dirigeant.

COUP D'ÉTAT: Prise de contrôle de l'appareil physique et politique de l'État par l'action d'un petit groupe. Les coups d'État visent au départ les principaux centres de commandement, de décision et d'administration du gouvernement, puis l'ensemble de l'appareil étatique. L'appropriation de l'État est considérée comme l'étape cruciale pour parvenir à contrôler la totalité du pays.

DÉFIANCE CIVIQUE: Actes forts de protestation, de résistance ou d'intervention nonviolente, à des fins politiques.

DÉFIANCE POLITIQUE: Application stratégique de la lutte nonviolente pour désintégrer une dictature et la remplacer par un système démocratique.

Cette résistance par la non-coopération et la défiance mobilise le pouvoir de la population opprimée afin de restreindre et de couper les sources du pouvoir de la dictature. Ces sources de pouvoir sont fournies par des groupes et des institutions qu'on appelle les « piliers de soutien ».

La défiance politique employée avec succès peut rendre la nation ingouvernable par une dictature en place ou future, préservant ainsi le système démocratique contre de nouvelles menaces éventuelles.

DÉSINTÉGRATION: Le quatrième mécanisme de changement de l'action nonviolente, par lequel l'adversaire n'est pas seulement forcé, mais son système ou gouvernement est désintégré et s'effondre par suite d'une non-coopération et d'une défiance de masse. La non-coopération limite ou coupe les sources de pouvoir à un point tel que le système ou le gouvernement de l'adversaire finit par se dissoudre.

DÉSŒBÉISSANCE CIVILE: Violation pacifique délibérée de certaines lois ou ordonnances, décrets ou règlements, ordres de la police ou de l'armée, etc. Il s'agit en général de lois que l'on considère comme foncièrement immorales, iniques ou

abusives. Il arrive aussi qu'on désobéisse à des lois relativement neutres pour marquer symboliquement une opposition aux méthodes générales du gouvernement.

DICTATURE: Système politique où le pouvoir est occupé par une personne ou un groupe qui affirme son droit de contrôler le système politique et la société sans respecter les limites constitutionnelles, la séparation des pouvoirs ou les possibilités que la population aurait de choisir par des élections ses gouvernants. Les libertés civiques de base n'existent pas et l'opposition est réprimée.

DYNAMIQUE (de l'action nonviolente): Processus général extrêmement complexe par lequel la lutte nonviolente atteint les objectifs qu'elle s'est fixés. Comprend l'affrontement avec les forces de l'adversaire et l'application par les résistants nonviolents des divers leviers dont ils disposent (psychologiques, sociaux, conceptuels, économiques, politiques et physiques). Ces leviers peuvent être appliqués par des moyens nombreux et divers pour affronter les moyens de contrôle et de répression de l'adversaire. En cas de succès, cette dynamique tend à produire des changements par quatre mécanismes: le *retournement*, le *compromis*, la *coercition nonviolente* et la *désintégration*.

ÉCHEC: Situation de la lutte nonviolente où le conflit prend fin sans que les résistants aient atteint leurs objectifs.

GRÈVE: Restriction ou suspension délibérée du travail, en général temporaire, afin de faire pression sur les employeurs pour atteindre un objectif économique; appliquée parfois contre le gouvernement à des fins politiques.

GRÈVE CIVIQUE: *Blocage économique* organisé pour des raisons politiques. Plus qu'une simple grève des travailleurs, elle inclut les étudiants, les professionnels, les commerçants, les employés de bureau (y compris ceux du gouvernement); les membres des classes supérieures peuvent se joindre aux grèves ou à d'autres actions de non-coopération.

GROUPE DE REVENDICATION: Segment de la population dont les revendications, défendues par les résistants nonviolents, sont des enjeux du conflit.

INSURRECTION NONVIOLENTE: Soulèvement populaire politique employant une non-coopération et une défiance de masse contre un régime en place considéré comme oppressif.

INTERVENTION NONVIOLENTE: Une vaste catégorie de méthodes d'actions nonviolentes qui, lors d'un conflit nonviolent, interfèrent directement et de manière nonviolente avec les activités et opérations du système de l'adversaire. Ces méthodes se distinguent des protestations et de la non-coopération symboliques. L'intervention est perturbante, le plus souvent physiquement (comme dans un *sit-in*) mais elle peut être aussi psychologique, sociale, économique, ou politique.

JEÛNE: Abstention délibérée, totale ou partielle, de consommer de la nourriture. Un jeûne peut être motivé par des raisons personnelles (santé, religion, pénitence, auto-purification) ou pour atteindre des objectifs sociaux ou politiques. Les jeûnes peuvent être d'une durée limitée ou non.

JIU-JITSU POLITIQUE: Processus qui peut jouer à l'occasion d'une lutte nonviolente pour modifier les relations de pouvoir. Dans le jiu-jitsu politique, les réactions négatives envers l'adversaire qui réprime des résistants nonviolents sont retour-

nées politiquement contre lui, affaiblissant sa position et renforçant celle des résistants.

Le jiu-jitsu politique ne fonctionne qu'en opposant à la répression une défiance continue, sans violence ni reddition. La répression de l'adversaire apparaît alors dans toute sa violence, favorisant un changement d'opinion chez les « spectateurs », dans le groupe de revendication général, voire chez les partisans habituels de l'adversaire.

Ces changements réduisent le soutien à l'adversaire et renforcent celui des opposants, ce qui entraîne souvent une condamnation générale de l'adversaire, de l'opposition dans ses propres rangs et davantage de résistance. Ces changements peuvent entraîner des modifications majeures dans le rapport de forces en faveur du groupe d'opposition nonviolente. Le jiu-jitsu politique ne fonctionne pas dans toutes les luttes nonviolentes. Lorsqu'il est absent, le changement du rapport de forces dépend surtout de l'étendue de la non-coopération.

LÉGITIMITÉ: Position validée par le fait qu'elle est en accord avec les fondements, les critères et les normes d'autorité de la société.

LIBERTÉ (politique): Condition politique qui laisse aux gens la liberté de choix et d'action et leur permet de participer, seuls ou en groupe, aux décisions et au fonctionnement de la société et du système politique.

LUTTE CIVILE: Lutte sociale, économique ou politique que la population civile mène au moyen de la technique d'action nonviolente.

LUTTE NONVIOLENTE: Synonyme d'action nonviolente. Ce terme désigne des formes puissantes d'action nonviolente, en particulier contre des adversaires déterminés et efficaces qui sont prêts à réagir par une répression sévère.

LUTTE STRATÉGIQUE NONVIOLENTE: Lutte nonviolente mise en œuvre selon un plan stratégique préparé en analysant la situation conflictuelle, les forces et faiblesses des groupes en lice, la nature, les capacités et les besoins de la technique d'action nonviolente, en particulier les principes stratégiques de ce type de lutte. Voir aussi: *stratégie générale, stratégie, tactique et méthodes*.

MÉCANISMES DU CHANGEMENT: Processus par lesquels on obtient des changements dans les cas réussis de lutte nonviolente. Les quatre mécanismes du changement sont le retournement, le compromis, la coercition nonviolente, et la désintégration.

MÉTHODES: Les moyens d'action spécifiques de la technique d'action nonviolente. On a identifié à ce jour près de 200 méthodes de ce type, classées en trois grandes catégories: protestation nonviolente et persuasion, non-coopération (sociale, économique, et politique) et intervention nonviolente.

MOUVEMENT DE RÉSISTANCE: Vaste réseau d'individus, de groupes informels, d'institutions et de groupes de résistance, en général reliés de manière informelle et engagés dans une résistance planifiée ou spontanée contre un gouvernement en place, un système politique, un régime d'usurpateurs, ou contre l'administration d'un occupant militaire.

NON-COOPÉRATION: Une vaste catégorie de méthodes d'action nonviolente impliquant la restriction délibérée, la cessation ou la retenue de la coopération sociale,

économique ou politique (ou une combinaison des trois), à l'encontre d'une personne, d'une activité, d'une institution ou d'un régime qu'on désapprouve.

Les méthodes de non-coopération se répartissent dans les catégories de la non-coopération sociale, la non-coopération économique (boycotts économiques et grèves) et la non-coopération politique.

NON-COOPÉRATION POLITIQUE: Refus de la coopération habituelle en termes de politique, d'obéissance ou de participation au système politique, en tout ou partie, dans les conditions en vigueur. L'action vise une réglementation particulière, une loi ou une politique, un groupe d'usurpateurs, voire un gouvernement étranger.

NON-VIOLENCE (religieuse ou éthique): Divers types de croyances et de comportements qui interdisent les actes de violence, selon des critères religieux ou éthiques. Certains systèmes de pensée bannissent non seulement la violence physique, mais aussi les pensées ou paroles hostiles. Certains courants vont jusqu'à prescrire des attitudes et comportements positifs envers l'adversaire, voire de rejeter l'idée même d'adversaire. Les tenants de cette attitude participent souvent à des luttes nonviolentes au côté de gens qui mènent ce type de lutte pour des raisons pragmatiques; ils peuvent aussi choisir de ne pas y prendre part.

OBÉISSANCE: Le fait de se conformer ou de se soumettre à un ordre ou à une loi. L'obéissance peut provenir soit du libre consentement, soit de la crainte de sanctions.

PILIERS DE SOUTIEN: Les institutions et secteurs de la société qui fournissent au régime les sources de pouvoir dont il a besoin pour maintenir et étendre sa capacité de puissance.

Par exemple, la police, les prisons, les forces armées appliquent les sanctions, les leaders moraux et religieux renforcent l'autorité (la légitimité), les groupements de travailleurs, d'affaires et d'investisseurs fournissent des ressources économiques.

PLAN STRATÉGIQUE: Projet concret pour la mise en œuvre d'une stratégie. Le plan doit répondre aux questions *qui, quoi, quand, où, et comment* pour les composantes stratégiques de chaque campagne.

Pour les luttes réduites ou très limitées, ce plan stratégique pourra n'exister avec réalisme qu'au niveau tactique. Dans ce cas, la préparation du plan stratégique ne sera pas nécessairement une phase distincte de la planification des tactiques et des méthodes pour exécuter la stratégie de la campagne.

Dans une lutte plus étendue et complexe, le plan stratégique peut en revanche exister à des niveaux multiples. Ce plan contiendra des plans tactiques plus limités, pour atteindre des objectifs mineurs qui contribuent à atteindre les objectifs d'ensemble de la stratégie choisie. Dans les rares cas de luttes où il est possible de planifier concrètement des campagnes multiples pouvant opérer simultanément ou en séquences courtes, le plan stratégique devra spécifier l'ordre de ces campagnes et le moment où chacune doit débiter, en se fondant sur leur relation stratégique. Il devra aussi identifier les subdivisions éventuelles des campagnes.

POUVOIR POLITIQUE: L'ensemble des influences et pressions disponibles pour déterminer et mettre à exécution les politiques officielles d'une société. Le pouvoir

politique peut être exercé par les institutions gouvernementales ou par des groupes et organisations en dissidence s'opposant au gouvernement. Le pouvoir politique peut être appliqué directement dans un conflit, ou il peut être conservé comme capacité de réserve pour une utilisation ultérieure.

PROTESTATION NONVIOLENTE ET PERSUASION: Une vaste catégorie de méthodes d'actions nonviolentes composée d'actes symboliques exprimant des opinions contraires ou tentant de persuader le public (par des veilles, des manifestations ou des piquets). Ces actes vont au-delà des expressions verbales d'opinion, mais sans aller jusqu'à la non-coopération (comme la grève) ou l'intervention nonviolente (comme le *sit-in*).

RÉSISTANCE CIVIQUE: Synonyme de résistance nonviolente à des fins politiques.

RESSOURCES HUMAINES: Le nombre de personnes et de groupes qui obéissent au « dirigeant » (le groupe à la tête de l'État), coopèrent avec lui ou l'aident à accomplir ses volontés. On y inclut la proportion de ces personnes ou groupes dans la population générale, et l'étendue, les formes et l'indépendance de leurs organisations.

Le pouvoir du dirigeant est affecté par la disponibilité de ces ressources humaines, qui constituent l'une des sources du pouvoir politique.

RESSOURCES MATÉRIELLES: Une autre source du pouvoir politique. Le terme s'applique aux biens, aux ressources naturelles, aux ressources financières, au système économique, aux moyens de communication et de transport. Le degré de contrôle que le dirigeant exerce, ou n'exerce pas, sur ces ressources, aide à déterminer l'étendue ou les limites de son pouvoir.

RETOURNEMENT: Changement de point de vue des adversaires visés par l'action nonviolente, au point qu'ils finissent par reconnaître que les objectifs du groupe nonviolent sont justes. C'est un des quatre mécanismes de changement de l'action nonviolente.

SANCTIONS: Punitions ou représailles, violentes ou nonviolentes, imposées soit parce que les gens n'ont pas agi comme on l'attendait ou espérait, soit parce qu'ils ont agi de manière inattendue ou interdite. Les sanctions nonviolentes sont moins susceptibles que les sanctions violentes d'être de simples réprimandes pour désobéissance, et viseront plutôt un objectif particulier. Les sanctions sont une source du pouvoir politique.

SOURCES DE POUVOIR: Les origines du pouvoir politique. Elles comprennent l'autorité, les ressources humaines, les compétences et connaissances, les facteurs intangibles, les ressources matérielles et les sanctions. Elles proviennent de la société. Chacune de ces sources dépend de l'acceptation, de la coopération et de l'obéissance de la population et des institutions sociales. Plus ces sources sont disponibles en abondance, plus le dirigeant sera puissant. Si elles sont réduites ou refusées, le pouvoir du dirigeant va s'affaiblir et s'effondrer.

SUCÈS: Atteinte de leurs objectifs essentiels par les participants d'un conflit. Succès et échecs sont donc l'un comme l'autre toujours liés aux objectifs.

STRATÉGIE: Plan pour conduire une phase majeure, ou campagne, selon la stratégie générale pour le conflit global. La stratégie est l'idée de base qui oriente la

façon dont une campagne particulière va se développer et la manière dont ses éléments distincts vont s'assembler pour contribuer au mieux à atteindre ses objectifs.

La stratégie intervient dans le cadre de la stratégie générale. À une plus petite échelle, la tactique et les méthodes d'action spécifiques serviront à appliquer la stratégie à une campagne particulière.

STRATÉGIE GÉNÉRALE: La conception la plus globale des moyens d'atteindre un objectif dans un conflit, par les modes d'action choisis. La stratégie générale sert à coordonner et à diriger l'ensemble des ressources appropriées et disponibles du groupe (humaines, politiques, économiques, morales, etc.) pour lui permettre d'atteindre ses objectifs dans un conflit.

La stratégie générale pourra se subdiviser en plusieurs stratégies plus limitées pour atteindre des objectifs particuliers dans certaines phases de la lutte générale.

TACTIQUE: Plan d'action limité d'une lutte nonviolente, fondé sur la manière d'utiliser efficacement, dans une phase restreinte du conflit, les moyens d'action disponibles pour atteindre un objectif limité. La tactique est destinée à mettre en œuvre une stratégie plus large au cours d'une phase du conflit global.

VIOLENCE: Violence physique contre d'autres êtres humains, infligeant des blessures ou la mort, ou menace d'infliger cette violence, ou tout acte dépendant de cette violence réelle ou implicite.

Les partisans de certains systèmes de pensée religieux ou éthiques ont une conception bien plus large de la violence. Ils peuvent employer ce terme pour exprimer un jugement moral ou politique, plutôt que pour décrire un comportement. Par contraste, la définition proposée ici pour l'action et la lutte nonviolentes permet à des personnes ou à des groupes qui ne partagent pas cette conception d'une non-violence morale d'envisager une lutte nonviolente pour des raisons pragmatiques.

Préparer des traductions sur la lutte nonviolente¹

Le besoin de traductions

La lutte nonviolente a été largement pratiquée sous des formes improvisées, elle a obtenu des succès significatifs, et pourtant elle reste assez peu connue. Les connaissances sur la manière de l'utiliser ont été très limitées, et dans la plupart des langues peu d'ouvrages substantiels sur son fonctionnement ont été publiés sur la question.

Nous savons par expérience qu'une connaissance de la lutte nonviolente améliorée par des publications peut s'avérer très utile aux groupes qui envisagent d'employer cette technique ou se préparent à l'appliquer dans un conflit à venir.

La connaissance de la nature et de l'usage de la lutte nonviolente est un potentiel de pouvoir. Savoir comment agir, organiser et transformer habilement ce potentiel de pouvoir en pouvoir effectif peut permettre à des gens qui étaient faibles de participer aux décisions sur leur propre vie et leur propre société.

Sans connaissance préalable de la lutte nonviolente, il est toutefois peu probable que cette technique soit choisie de préférence à la violence. Ses chances de succès sont très réduites si elle est appliquée sans connaissance véritable.

Ces dernières années ont vu la publication de plusieurs études importantes sur la lutte nonviolente. Des gens compétents en anglais ont pu constater que les concepts véhiculés par les nouveaux ouvrages écrits dans cette langue peuvent se révéler très utiles lorsque leur peuple était plongé dans un conflit grave. Certains ont donc recommandé qu'une partie de ces publications soit traduite dans leur propre langue.

La qualité et la clarté de ces traductions déterminera bien souvent dans quelle mesure les concepts et phénomènes évoqués dans un texte en anglais

1. Ces notes sur les traductions s'appuient en grande partie sur l'expérience et les perceptions de Bruce Jenkins, Djamila Raqib et Hardy Merriman de l'Institut Albert Einstein.

seront transmis et compris précisément par les lecteurs de la traduction. Des traductions précises et claires permettent au lecteur de comprendre correctement les informations, les idées et analyses communiquées par l'auteur original. À l'inverse, des traductions erronées peuvent avoir des conséquences désastreuses. C'est particulièrement vrai dans le domaine de la lutte nonviolente, qui est comprise de manière très approximative et souvent confondue avec d'autres phénomènes. Il est donc important de proposer des lignes directrices, que nous allons détailler ici, pour aider à préparer et à effectuer des traductions d'ouvrages sur la lutte nonviolente².

Phases préparatoires d'une traduction

- Choisir un texte utile à traduire, sans perdre de vue la situation dans laquelle il servira et les ressources disponibles pour effectuer et diffuser la traduction.
- Vérifier s'il faut une autorisation pour faire la traduction et la diffuser, et, le cas échéant, obtenir cette autorisation. Si possible, prévenir l'auteur avant de commencer la traduction.
- Prévoir la façon dont la traduction finale sera publiée et diffusée.
- S'assurer que le texte ne subit pas d'altérations en cours de traduction.
- Étudier les questions de terminologie. Vérifier que les termes employés dans la traduction transmettent le sens original du texte.
- Réunir l'équipe de traduction. Sélectionner des personnes compétentes pour les fonctions de responsable de projet, traducteur et relecteur.
- Au besoin, préparer des contrats.
- Prévoir les problèmes liés au travail et se préparer à les surmonter.
- Effectuer la traduction, les évaluations et les corrections.
- Publier et diffuser la traduction.

Phase 1. Choisir un texte utile à traduire, sans perdre de vue la situation dans laquelle il servira et les ressources disponibles pour effectuer et diffuser la traduction

Ce n'est qu'après une évaluation attentive que l'on choisira la publication qui sera traduite et diffusée. Dans le cas contraire on risque de faire des choix sérieusement erronés.

Il est arrivé qu'on choisisse de traduire un texte juste parce que la publication anglaise était connue. Pourtant le livre choisi peut avoir un intérêt général, être extrêmement long et difficile à traduire et/ou ne pas bien correspondre à la situation particulière. La traduction et la publication d'un livre trop long peut prendre tellement de temps qu'elle ne sera jamais finie, ou qu'elle ne sera terminée que longtemps après la fin de la crise politique qui a suscité l'intérêt pour la lutte nonviolente. Toutefois, la traduction d'un livre qui est un classique dans le domaine, même s'il est extrêmement long, peut être

2. L'Institut Albert Einstein a développé un ensemble de procédures-type pour faciliter la traduction de l'anglais vers d'autres langues. Ces procédures furent élaborées au départ par Bruce Jenkins. Les présentes recommandations suivent fidèlement ces procédures.

entièrement justifiée s'il n'y a pas urgence et si l'on dispose de ressources suffisantes et du parrainage d'une institution.

On devra toujours envisager sérieusement la possibilité de traduire un ouvrage plus court et plus simple s'il se rapporte au type de problème que l'on rencontre. La traduction pourra être plus rapide, moins coûteuse à effectuer et à publier, et plus facile à diffuser. Elle aura aussi plus de chances d'être lue.

Phase 2. Vérifier s'il faut une autorisation pour faire la traduction et la diffuser, et, le cas échéant, obtenir cette autorisation. Si possible, prévenir l'auteur avant de commencer la traduction

Les personnes et groupes qui souhaitent traduire un ouvrage sur la lutte nonviolente devront contacter l'auteur ou l'éditeur avant de commencer la traduction. Afin d'éviter que le texte soit modifié, la publication peut être déjà protégée par des droits d'auteur; on devra donc demander l'autorisation de l'auteur ou de l'éditeur pour obtenir les droits de traduction et de publication. Ces vérifications préalables éviteront aussi dans certains cas que la traduction soit effectuée deux fois. Il se peut que le texte ait déjà été traduit, ou qu'une traduction soit en cours.

Phase 3. Prévoir la façon dont la traduction finale sera publiée et diffusée

Les traductions de qualité demandent beaucoup de temps, de connaissances et de compétences. La durée de préparation d'une traduction dépend du texte original, de sa longueur, de la densité et de la difficulté de l'écriture, du temps dont disposent le traducteur et l'évaluateur, de leurs habitudes de travail et de leur capacité à se concentrer sur cette tâche malgré les pressions et distractions. Une supervision compétente peut réduire le temps requis pour mener la traduction à terme.

Dès les premières phases du travail, il faut prendre des dispositions pour publier et diffuser la traduction. Ce sera possible sans grandes difficultés dans certains pays. Les options de publication sont variées: brochure, livre, cassette, émission de radio ou site internet. La diffusion est possible même dans des situations répressives, à l'instar des publications illégales qui purent circuler aux Pays-Bas et en Norvège durant la Seconde Guerre mondiale, et en Union soviétique lorsque la répression était sévère.

Dans les cas les plus graves, il faudra peut-être imprimer l'ouvrage dans un autre pays, ou le placer sur un site internet étranger. Il existe des moyens imaginatifs de faire imprimer un ouvrage à l'extérieur puis de l'acheminer et de le distribuer dans le pays de destination. Toutes ces démarches peuvent requérir un soutien financier supplémentaire. En cas de répression grave, les groupes de résistance manquent souvent de fonds pour payer les frais d'impression là où c'est possible; une aide financière externe sera donc la bienvenue.

En pensant à l'avance à l'utilité d'une traduction spécifique et en agissant rapidement pour la faire à temps, on évitera le genre d'expérience vécue par

l'un des leaders des manifestations de la place Tienanmen. Des années plus tard, découvrant une nouvelle publication en anglais sur la lutte nonviolente contre les dictatures, il s'exclama : « Mais pourquoi on ne savait pas ça en 1989 ? »

Les traductions sont parfois préparées par des exilés et des alliés extérieurs. Les dissidents et résistants à l'intérieur du pays sont souvent préoccupés par leur situation immédiate. Qu'elles soient effectuées à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, les traductions pourront donc être mises à la disposition des gens qui subissent la situation extrême.

Nous savons d'expérience que même lorsqu'une bonne traduction a été préparée, et qu'elle serait très utile au point de vue pratique, il sera parfois impossible de la publier sans fournir une aide financière à l'éditeur. Les publications sur la lutte nonviolente sont souvent requises dans des pays qui connaissent de gros problèmes économiques aussi bien que politiques et sociaux, et les éditeurs motivés n'ont pas toujours les moyens de prendre un risque financier. Bien avant la fin de la traduction, quelqu'un aura passé en revue les moyens d'imprimer et de diffuser le texte final. Bien sûr, on aura bien du mal à obtenir une aide financière conséquente pour l'impression et l'édition si l'on ne peut présenter une traduction terminée.

N'oublions pas cependant que, dans le passé, malgré des circonstances très difficiles, des résistants ont trouvé le moyen de publier et diffuser des nouvelles de la résistance, voire des journaux, sans aide financière extérieure, comme ce fut le cas dans plusieurs pays occupés par les nazis.

Phase 4. S'assurer que le texte ne subit pas d'altération en cours de traduction

Pour l'exactitude du texte, il ne faut pas y apporter de modifications, ne rien ajouter ou supprimer. Il faudra aussi s'efforcer de préserver au mieux le sens original exact du texte³.

Phase 5 : Étudier les questions de terminologie

Les traductions de qualité des nouveaux ouvrages sur la lutte nonviolente sont très importantes, car elles véhiculent des concepts, des connaissances et des perceptions qui n'étaient pas familiers ou facilement partagés auparavant. Les traductions minutieuses aideront donc le groupe à envisager quel type d'action entreprendre, et pourront aussi l'aider à planifier cette action.

Quelles que soient les conditions dans lesquelles le travail de traduction est effectué, la traduction en elle-même sera une tâche difficile. L'une des raisons principales en est que le phénomène général de la gestion des conflits par des moyens autres que la violence a rarement fait l'objet d'études et d'analyses approfondies. L'étude de ce domaine fait appel à l'emploi d'un vocabulaire

3. Dans certains cas rares, on pourra cependant rectifier des statistiques du texte original qui sont devenues obsolètes au moment de la traduction, à condition d'obtenir l'autorisation de l'auteur ou de l'éditeur d'origine. En aucun cas on ne devra procéder à des changements plus importants du texte ou à des remaniements.

spécialement adapté. On étudiera avec soin comment les termes et concepts appropriés et importants en anglais seront traduits vers l'autre langue afin que les nouveaux lecteurs comprennent leur signification exacte.

La terminologie pour les concepts importants, les idées et types d'action de cette technique est rarement développée, voire inexistante dans la langue cible. Jusqu'aux années 1950, c'était le cas aussi en anglais, qui a connu une grande amélioration terminologique au cours des 30 dernières années⁴. Il y a encore à ce jour de quoi améliorer la terminologie en anglais et clarifier les concepts.

Dans le domaine de l'action nonviolente, certains termes anglais ne sont pas évidents à traduire. D'autres termes sembleront parfois avoir des équivalents étrangers exacts, mais qui ne le seront pas vraiment. On a vu par exemple le terme *action nonviolente* traduit incorrectement dans la langue cible en l'équivalent de *résistance passive*, alors que l'action nonviolente peut être extrêmement active. Ou encore, l'*action nonviolente* a souvent été traduite par l'équivalent de *non-violence*, ce qui là encore est inexact parce que la non-violence présuppose des croyances éthiques, morales ou religieuses (alors qu'en réalité l'action nonviolente a été largement pratiquée pour des raisons pragmatiques par des non-croyants). La confusion courante entre action nonviolente (ou lutte nonviolente) et « non-violence » peut être lourde de conséquences.

Ces convictions de « non-violence » ont leurs mérites, mais elles sont un phénomène différent de la lutte nonviolente pragmatique. Lorsque le terme d'*action nonviolente* est ainsi traduit de manière erronée, cette technique peut être rejetée à la légère par des gens et des groupes qui s'estiment réalistes. Ceux qui travaillent sur les traductions doivent bien saisir ces différences.

Il existe d'autres problèmes de terminologie. La langue d'arrivée n'a peut-être pas d'équivalent direct pour les termes comme *action nonviolente*, qui ne sont pas d'usage courant, si même ils existent. On devra alors inventer de nouveaux termes et les introduire dans certaines traductions. En Birmanie par exemple, on a inventé le terme de *défiance politique*, parce que tout ce qui se rapporte à la « non-violence » avait une connotation de passivité et de naïveté⁵.

L'expérience montre en particulier qu'il règne une certaine confusion lors de la traduction des termes anglais décrivant des méthodes spécifiques d'action nonviolente, comme le jeûne et les formes de non-coopération. Cette confusion provient des efforts pour traduire littéralement les mots employés en anglais pour définir chacune des 198 méthodes. (Bien entendu, il existe bien d'autres méthodes au-delà de ces 198.)

Certains des noms de méthodes proviennent d'ouvrages antérieurs, comme des études sur des grèves ou des boycotts économiques qui désignent des types

4. On a commencé à développer un vocabulaire amélioré dans d'autres langues ces dernières années, notamment en allemand et en français.

5. Le terme fut inventé par Robert Helvey en Birmanie, au Quartier Général du mouvement de résistance Karen de Manerplaw.

particuliers de ces méthodes. Lorsque la langue cible comporte des noms comparables pour désigner exactement les mêmes formes d'action, on choisira ces termes pour la traduction.

Toutefois dans le texte anglais, les noms de certaines autres méthodes mentionnées sont peut-être nouveaux, et peuvent perdre leur sens dans une traduction littérale, comme les termes *lightning strike* (« grève-éclair »), *mill-in* (« tourner en rond »), et *Lysistratic nonaction* (« non-action lysistratique », grève conjugale des épouses). Même si l'action évoquée a été pratiquée auparavant, on peut chercher en vain à traduire le terme anglais par un équivalent littéral. On le traduira donc à partir de la définition de la forme d'action (ou dans d'autres cas à partir du concept) et non en reproduisant littéralement le nom anglais⁶.

Phase 6. Réunir l'équipe de traduction

On croit souvent que pour traduire vers une autre langue des textes en anglais sur la lutte nonviolente, il suffit de confier la tâche à une personne bilingue (de préférence expérimentée en traduction) et d'accepter la traduction remise. Ce n'est pas le cas ici.

L'expérience montre aussi qu'il ne faut jamais répartir un texte entre plus d'un traducteur et un relecteur. Cela semble accélérer le processus, mais peut donner au final une mauvaise traduction qui comporte des termes et des styles d'écriture différents. Ces problèmes ont déjà conduit à l'abandon de coûteuses traductions.

Le responsable du projet

Les traductions de qualité demandent beaucoup de temps, de connaissances et de compétences. Il n'est pas évident de préparer une traduction de qualité dans ce domaine sans conseils ni supervision. Ces fonctions de direction et de supervision seront assignées à un chef de projet compétent. Cette personne devra bien sûr avoir une bonne compréhension de la lutte nonviolente, mais il est aussi souhaitable qu'elle ait une expérience préalable en gestion de traduction, ou au minimum qu'elle ait effectué des traductions. La connaissance d'au moins une autre langue que l'anglais et la langue cible, sans être essentielle, sera un atout supplémentaire pour le chef de projet. Il n'est pas nécessaire qu'il maîtrise la langue cible.

Un bon chef de projet peut beaucoup contribuer à la bonne marche de la traduction en participant au choix du traducteur et du relecteur.

6. Ces problèmes montrent bien qu'on ne doit jamais traduire les noms de méthodes à partir de simples listes de méthodes. Le traducteur devra toujours consulter la définition et la description de la méthode spécifique dans l'ouvrage de Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, deuxième partie, *The Methods of Nonviolent Action*, Boston : Porter Sargent, 1973 et éditions ultérieures.

Le responsable du projet suivra aussi les échanges des brouillons de traduction et des commentaires d'évaluation ; il aidera également à maintenir une certaine vitesse d'exécution.

Le traducteur

Les traducteurs (même les plus expérimentés) n'auront bien sûr pas tous les mêmes compétences pour effectuer des traductions dans ce domaine particulier. Avant d'en choisir un, il faudra donc tester et évaluer les candidats aux postes de traducteur et d'évaluateur s'ils n'ont pas déjà travaillé avec succès à des traductions sur la lutte nonviolente. Une expérience dans la traduction sur la non-violence morale ou éthique n'est absolument pas un avantage, car ces écrits mettent l'accent sur des croyances, tandis que les ouvrages sur la lutte nonviolente se concentrent sur des formes d'action au cours d'un conflit. Les concepts et la terminologie des deux domaines sont différents. Une traduction qui négligerait de refléter cette différence peut prêter à confusion et générer de sérieux problèmes.

Hormis de très rares exceptions, le traducteur devra toujours traduire vers sa langue maternelle. Par exemple, on ne confiera pas à quelqu'un dont la langue maternelle est l'anglais une traduction vers l'arabe, même s'il parle cette langue couramment. Seul un traducteur traduisant vers sa langue maternelle, sauf exception, peut vraiment saisir toutes les idiosyncrasies et subtilités de la langue cible.

Il faut évaluer les candidats sur leur maîtrise de l'anglais et de la langue cible. On pourra aussi évaluer leurs connaissances générales dans le domaine et leur compréhension des termes et concepts décrits dans le texte choisi.

Un bon moyen de tester et d'évaluer les traducteurs et évaluateurs potentiels consiste à confier à titre d'essai à deux ou trois candidats qualifiés la traduction vers la langue cible de quelques pages idoines du texte prévu, ainsi qu'une trentaine de termes-clés. Ces termes devront communiquer des concepts de l'action nonviolente et apparaître dans l'ouvrage à traduire. Ces essais seront ensuite évalués et comparés par quelqu'un de très compétent mais qui n'est pas disponible pour faire la traduction. Ce procédé de traductions d'essai, bien qu'il ajoute à la charge de travail du chef de projet et des candidats, évitera certains problèmes par la suite⁷.

Le relecteur

On pourra sélectionner le relecteur de la même manière que le traducteur, en testant le candidat sur son aptitude à effectuer une traduction et à évaluer la traduction d'essai d'un tiers. Le relecteur devrait être capable de produire

7. On trouvera en note supplémentaire à cette annexe une liste des termes-clés potentiels pour les traductions. Certains de ces termes peuvent varier selon le texte traduit. Cependant les concepts centraux d'*action nonviolente*, de *non-coopération* et quelques autres seront communs à toutes les traductions.

lui-même une bonne traduction ; c'est quelqu'un qu'on aurait pu choisir comme traducteur en d'autres circonstances.

La première responsabilité du relecteur est de réviser minutieusement la traduction d'essai et d'apporter ses commentaires et critiques au traducteur. En plus des commentaires d'ordre général, le relecteur peut relever des problèmes particuliers et recommander des modifications au traducteur. L'évaluation devrait toujours se faire par écrit, quitte à être complétée par des discussions avec le responsable du projet.

L'expérience montre qu'il est souhaitable que le traducteur et le relecteur ne se connaissent pas personnellement. Traduction et révision devraient transiter par le responsable du projet. Au minimum, traducteur et relecteur ne devraient pas collaborer directement. L'intérêt d'avoir un relecteur, c'est que cette personne est indépendante du traducteur, et qu'elle pourra donc évaluer plus objectivement les premiers jets de la traduction proposée.

Phase 7. Au besoin, préparer des contrats

Dans certains cas, le processus de traduction sera facilité par la signature de contrats en bonne et due forme entre le bailleur de fonds, le traducteur et le relecteur, couvrant la préparation et l'exécution de la traduction de qualité d'un texte spécifique. Les clauses du contrat devront être claires et se rapporter à la tâche spécifique. Les contrats peuvent stipuler les dates d'achèvement de parties de la traduction et d'évaluation du premier jet, l'obligation pour le traducteur de tenir compte des remarques du relecteur, la nécessité de coopérer avec le responsable du projet, les conditions dans lesquelles le traducteur ou le relecteur peuvent être congédiés, ainsi que les dispositions financières.

Les contrats du relecteur et du traducteur devraient comporter des clauses prévoyant des bonus financiers pour encourager la qualité et la rapidité de la traduction. On pourra à l'inverse envisager des pénalités financières et l'annulation du contrat s'il s'avère que le premier jet de la traduction est de mauvaise qualité ou que le travail prend trop de retard.

Il arrive qu'un traducteur de haut niveau et un relecteur acceptent de travailler sans contrepartie financière. Les bénévoles peuvent être très utiles pour préparer la traduction et évaluer ses premiers jets, à condition qu'ils soient compétents, très dévoués au projet et capables d'agir sans trop de délais.

L'expérience nous a appris que le coût d'une bonne traduction d'un même texte varie beaucoup selon la langue cible, la situation et les personnes concernées.

Phase 8. Prévoir les problèmes liés au travail, et être prêt à les surmonter

Phase 9. Effectuer la traduction, les évaluations et les corrections

Une fois qu'on a sélectionné le traducteur et le relecteur, la traduction commence, sous la supervision générale du responsable de projet.

Le traducteur commence par une section ou un chapitre important du texte.

Ce premier jet est soumis au responsable du projet, qui le transmet ensuite au relecteur.

Le relecteur examine cette ébauche et fait part de ses commentaires au chef de projet, qui les transmet au traducteur. Le chef de projet discute alors de l'évaluation avec le traducteur. Ce dernier étudie attentivement l'évaluation. Le traducteur doit apporter toute son attention aux suggestions du relecteur, et inclure les modifications proposées lorsqu'elles sont acceptées comme justifiées, puis discuter de l'évaluation avec le chef de projet.

En cas de désaccord majeur entre la version initiale du traducteur et le rapport de d'évaluation du relecteur, et si le responsable du projet n'arrive pas à les départager, il conviendra de remplacer soit le traducteur soit le relecteur, selon l'appréciation du chef de projet. S'il s'agissait d'une traduction payée, le traducteur ou le relecteur congédié devra recevoir une compensation modeste mais équitable pour ses peines. On cherchera ensuite un remplaçant. En cas de divergences mineures, le traducteur poursuit la traduction complète du texte, tout en tenant compte des remarques du relecteur. Pour ces divergences mineures, le jugement du traducteur devrait prévaloir.

S'il est disponible, on pourra contacter l'auteur du texte anglais pour obtenir des clarifications ou des suggestions au cours du travail de traduction.

Une fois que l'intégralité du texte est traduite, le relecteur passe en revue l'ensemble du texte dans la langue cible et transmet au responsable du projet ses derniers commentaires destinés au traducteur.

Une fois que le traducteur a pris connaissance de ces commentaires et procédé aux rectifications éventuellement requises, la version finale du texte est approuvée, et on peut considérer que l'article ou le livre traduit est définitif et prêt à être imprimé ou diffusé de quelque autre manière.

Phase 10. Publier et diffuser la traduction

Lorsque la traduction a trouvé sa forme finale, elle est prête à être publiée sous l'une des diverses formes évoquées en phase 3. La prochaine étape est la diffusion.

Félicitations!

Les traductions de bonne qualité peuvent contribuer de manière très significative à la pratique efficace de la lutte nonviolente. Elles méritent notre attention et notre soutien. Cela est rendu possible par la préparation d'une bonne traduction.

Liste des termes-clés recommandés pour les traductions⁸

- Action nonviolente – *Nonviolent action*
- Adversaire – *Opponents*
- Armes de la lutte nonviolente – *Nonviolent weapons*
- Autonomie – *Self-reliance*
- Autorité – *Authority*
- Boycott – *Boycott*
- Coercition nonviolente – *Nonviolent coercion*
- Compromis – *Accommodation*
- Coup d’État – *Coup d’État*
- Défiance politique – *Political defiance*
- Désintégration – *Desintegration*
- Désobéissance civile – *Civil disobedience*
- Dictature – *Dictatorship*
- Dynamique (de l’action nonviolente) – *Dynamics (of nonviolent action)*
- Échec – *Failure*
- Grève – *Strike*
- Intervention nonviolente – *Nonviolent intervention*
- Jeûne – *Fast*
- Jiu-jitsu politique – *Political ju-jitsu*
- Légitimité – *Legitimacy*
- Liberté (politique) – *Freedom (political)*
- Lutte civile – *Civilian struggle*
- Lutte nonviolente – *Nonviolent struggle*
- Lutte stratégique nonviolente – *Strategic nonviolent struggle*
- Mécanismes de changement – *Mechanisms of change*
- Méthodes – *Methods*
- Mouvement de résistance – *Resistance movement*
- Non-coopération – *Noncooperation*
- Non-coopération politique – *Political noncooperation*
- Non-violence (religieuse ou éthique) – *Nonviolence (religious, etc.)*
- Obéissance – *Obedience*
- Piliers de soutien – *Pillars of support*
- Plan stratégique – *Strategic plan*
- Pouvoir politique – *political power*
- Protestation nonviolente et persuasion – *Nonviolent protest and persuasion*
- Sanctions – *Sanctions*
- Sources de pouvoir – *Sources of power*
- Succès – *Success*
- Stratégie – *Strategy*
- Stratégie générale – *Grand strategy*
- Tactique – *Tactic*
- Violence – *Violence*

8. [NdT] On trouvera la définition de ces termes dans l’annexe B (lexique).

ANNEXE D

D'autres ouvrages de référence

Cette petite liste d'ouvrages aidera à planifier une lutte stratégique nonviolente.

Livres

ACKERMAN, Peter et Jack DUVALL. *A Force More Powerful*, New York, St Martin's Press, 2000.

ACKERMAN, Peter et Christopher KRUEGLER. *Strategic Nonviolent Conflict: The Dynamics of People Power in the Twentieth Century*, Westport/Londres, Praeger, 1994.

HELVEY, Robert. *On Strategic Nonviolent Conflict: Thinking About the Fundamentals*, Boston, Albert Einstein Institution, 2004.

SHARP, Gene (avec Bruce JENKINS). *La guerre civilisée. La défense par actions civiles [Civilian-Based Defense: A Post-Military Weapons System]*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1995.

SHARP, Gene. *The Politics of Nonviolent Action*, Boston, Porter Sargent, 1973. disponible uniquement en trois volumes brochés : *Power and Struggle*, *The Methods of Nonviolent Action* et *The Dynamics of Nonviolent Action*.

SHARP, Gene. *Social Power and Political Freedom*, Boston, Porter Sargent, 1980.

Monographies

SHARP, Gene et Bruce JENKINS. *L'Anti-coup d'État [The Anti-Coup]*, Paris, L'Harmattan, 2009.

SHARP, Gene. *De la dictature à la démocratie: un cadre conceptuel pour la libération [From Dictatorship to Democracy: Conceptual Framework for Liberation]*, Paris, L'Harmattan, 2009.

SHARP, Gene. *La force sans la violence [These are Realistic Alternatives]*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Guides de recherche

MCCARTHY, Ronald et Gene SHARP (avec Brad BENNETT). *Nonviolent Action: A Research Guide*, New York, Garland Publishing, 1994.

POWERS, Roger S. et William B. VOGLE (dir.). *Protest, Power, and Change*, New York/Londres, Garland Publishing, 1997.

Articles d'encyclopédie

- SHARP, Gene. « Civil Disobedience » et « Nonviolent Action », dans Joel KRIEGER (dir.), *The Oxford Companion to the Politics of the World*, seconde édition, Oxford/New York, Oxford University Press, 2001, p. 137-138 et 603-605.
- SHARP, Gene. « Nonviolent Action », dans Lester Kurtz (dir.), *The Encyclopedia of Violence, Peace, and Conflict*, vol. 2, San Diego, Academic Press, 1999.
- SHARP, Gene. « Nonviolent Struggle and the Media », dans *Encyclopedia of International Media and Communication*, vol. 3, San Diego, Academic Press, Elsevier Science [USA], 2003, p. 360-370.

Références des études de cas

Chapitre 5 (Russie, 1905)

- Fischer, Louis, *The Life of Lenin*, New York/Londres, Harper & Row/Collier-Macmillan, 1963.
- Harcave, Sidney, *First Blood: The Russian Revolution of 1905*, New York, Macmillan, 1964.
- Keep, J.L.H., *The Rise of Social Democracy in Russia*, Oxford, Clarendon Press, 1963.
- Lénine, V.I., « Que faire ? », « Conférence sur la révolution de 1905 » et « Les leçons du soulèvement de Moscou », dans *Œuvres choisies*, vol. I, New York/Moscou, International Publishers/Progress Publishers, 1967.
- Lénine, V.I., « Le boycott de la douma Bulygine et l'insurrection », dans *Œuvres choisies*, vol. III, *The Revolution of 1905-1907*, Moscou/Leningrad, Cooperative Publishing Society of Foreign Workers in the U.S.S.R., 1934[?].
- Lénine, V.I., « Révolution et contre-révolution », dans Lénine, *Collected Works*, vol. 13, *Juin 1907-avril 1908*, Moscou, Maison d'édition en langues étrangères, 1962.
- Nevinson, Henry W., *The Dawn in Russia or Scenes of the Russian Revolution*, Londres/New York, Harper & Bros., 1906.
- Prawdin, Michael, *The Unmentionable Nechaev, A Key to Bolchevism*, Londres, George Allen and Unwin, 1961.
- Schwartz, Solomon M., *The Russian Revolution of 1905*, Chicago, University of Chicago Press, 1967 (en particulier les pages 129 à 195).
- Seton-Watson, Hugh, *The Decline of Imperial Russia, 1855-1914*, Londres/New York, Methuen & Co/Frederick A. Praeger, 1952.
- Ulam, Adam, *The Bolsheviks*, New York/Londres, Macmillan/Collier-Macmillan, 1965.
- Yarmolinsky, Avrahm, *Road to Revolution*, New York, Macmillan, 1959 (Londres, Cassell, 1957). 1931.

Chapitre 6 (Allemagne, 1920)

- Crook, Wilfred Harris, *The General Strike: A Study of Labor's Tragic Weapon in Theory and Practice*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1931, p. 496-527.
- Eyck, Erich, *A History of the Weimar Republic*, vol. 1, Cambridge, Harvard University Press, 1962, p. 129-160.
- Goodspeed, Donald James, *The Conspirators: A Study of the Coup d'État*, New York, The Viking Press, 1961, p. 108-143 et 211-213.

Halperin, S. William, *Germany Tried Democracy: A Political History of the Reich from 1918 to 1933*, New York, Thomas Y. Crowell Co., 1946, p. 168-188.

Wheeler-Bennett, John W., *The Nemesis of Power: The German Army in Politics 1918-1945*, New York, St. Martin's Press, 1954, p. 60-82.

Chapitre 7 (Inde, 1930-1931)

Gopal, Sarvepalli, *The Viceroyalty of Lord Irwin 1926-1931*, Londres, Oxford University Press, 1957, p. 54-122.

Sharp, Gene, *Gandhi Wields the Weapon of Moral Power*, Ahmedabad, Navajivan, 1957.

Chapitre 8 (Frontière du nord-ouest de l'Inde, 1930-1934)

Banerjee, Mukulila, *The Pathan Unarmed*, Oxford/Karachi, Oxford University Press, 2000.

Dupree, Louis, *Afghanistan*, Londres, Oxford University Press, 1997 [1973].

Fraser-Tytler, W.K., *Afghanistan: A Study of Political Development in Central Asia and Southern Asia*, Londres, Oxford University Press, 1950.

Ghaffar Khan et Abdul Khan, *Zama Zindagio Jiddo Jihad*, Kaboul, Pashtu Academy, 1969 (en pachtoun).

Habibi, Abdul Hai, *Tarikh Mukhtasari Afghanistan (Histoire concise de l'Afghanistan)*, Kaboul, 1965 (en persan).

Janson, Erland, *India, Pakistan and Pashtunistan: Nationalist Movements in the NWFP, 1939-47*, Stockholm, Almqvist and Wiksell International, 1981.

Pyarelal [Nair], *A Pilgrimage for Peace: Gandhi and Frontier, Gandhi among N.W.F.P. Pathans*, Ahmedabad, Navjivan, 1950.

Rittenberg, Stephen Alan, *Ethnicity, Nationalism, and the Pashtuns*, Durham, Carolina Academic Press, 1988.

Shah, S.W.A., *Ethnicity, Islam and Nationalism: Muslim Politics in the North West Frontier Province 1937-47*, Oxford/Karachi, Oxford University Press, 1999.

Sharp, Gene, *Gandhi as a Political Strategist*, Boston, Porter Sargent, 1979.

Sharp, Gene, *Gandhi Wields the Weapon of Moral Power*, Ahmedabad, Navjivan, 1960.

Tendulkar, D.G., *Abdul Ghaffar Khan*, New Delhi, Gandhi Peace Foundation, 1967.

Yunus, Mohammad, *Frontier Speaks*, Mumbai, Hind Kitabs (livres sur l'Inde) Ltd., 1947.

Chapitre 9 (Norvège, 1942)

La description des événements de ce chapitre provient surtout d'entretiens réalisés en 1957 avec Hakon Holmboe, l'un des enseignants qui y participa, ainsi que de plusieurs ouvrages publiés en Norvège. Gene Sharp en a publié une version plus longue sous le titre *Tyranny Could Not Quell Them!* (Londres, Peace News, 1958 et réimpressions).

Sources norvégiennes:

Amundsen, Sverre S. (dir.), *Kirkenes Ferda*, 1942 (Oslo, J. W. Cappelens Forlag, 1946).

Jensen, Magnus, « Kampen om Skolen », dans Sverre Steen (dir.), *Norges Krig*, Oslo, Glydendal Norsk Forlag, 1947-50, vol. III, p. 13-105.

Chapitre 10 (Allemagne, 1943)

Ce compte rendu provient d'une étude originale et d'un document préparé par Nathan Stoltzfus. Pour de plus amples détails, voir :

Stoltzfus, Nathan, *Resistance of the Heart: Inter-marriage and the Rosenstrasse Protest in Nazi Germany*, New York/Londres, W.W. Norton, 1996.

Chapitre 11 (Guatemala, 1944)

Joshua Paulson a rédigé ce compte rendu d'après les recherches de Christina Clamp présentées dans « The Overthrow of Jorge Ubico: A case of Nonviolent Action in Guatemala », manuscrit non publié, Friends World College, 1976.

Les autres sources de ce chapitre sont :

Rosenthal, Mario, *Guatemala: The Story of an Emergent Latin American Democracy*, New York, Twayne Publishers, Inc., 1962, p. 191-222.

Schneider, Ronald, *Communism in Guatemala: 1944-1954*, New York, Praeger Publishers, 1959, p. 1-19.

Silvert, K.H., *A Study in Government: Guatemala*, New Orleans, Middle American Research Institute, Tulane University, 1954, p. 1-7.

Chapitre 12 (Montgomery, États-Unis, 1955-1956)

Garow, David J. (dir.), *The Walking City: The Montgomery Bus Boycott, 1955-1956*, Brooklyn, Carlson Publishing, 1989.

King, Jr., Martin Luther, *Stride Toward Freedom: The Montgomery Story*, New York, Harper and Row, 1958.

Reddick, L.D., *Crusader Without Violence: A Biography of Martin Luther King, Jr.*, New York, Harper & Brothers, 1959, p. 108-145.

Robinson, Jo Ann Gibson, *The Montgomery Bus Boycott and the Women Who Started It*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1989.

Chapitre 13 (France, 1961)**Toutes les citations proviennent de cette source :**

Roberts, Adam, « Civil Resistance to Military Coups », *Journal of Peace Research* (Oslo), vol. XII, n°1, 1975, p. 19-36.

Chapitre 14 (Californie, 1965-1970)

Del Castillo, Griswold, Richard et Richard A. Garcia, *César Chavez: A Triumph of Spirit*, Norman, The University of Oklahoma Press, 1995, p. 41-59.

Dunne, John Gregory, *Delano*, édition révisée, New York, Farrar, Strauss & Giroux, 1971.

Ferris, Susan et Ricardo Sandoval, *The Fight for the Fields: Cesar Chavez and the Farmworkers Movement*, New York, Harcourt Brace and Co., 1997, p. 82-157.

Jenkins, J. Craig, *The Politics of Insurgency: The Farm Worker Movement in the 1960s*, New York, Columbia University Press, 1985, p. 131-174.

Levy, Jacques, *Cesar Chavez, Autobiography of La Causa*, New York, W.W. Norton, 1975, p. 182-328.

Mooney, Patrick H. et Theo J. Majka, *Farmers' and Farm Workers' Movements: Social Protests in American Agriculture*, New York, Twain Publishers, 1995, p. 150-183.

United Farm Workers (UFW) : <www.ufw.org>.

Chapitre 15 (Tchécoslovaquie, 1968-1969)

L'exposé de ce chapitre s'appuie en partie sur le travail préparé par Carl Horne et Christopher A. Miller. Il est fondé principalement sur les sources suivantes :

Littel, Robert (dir.), *The Czech Black Book*, New York, Frederick A. Praeger, 1969.

Remington, Robin Alison (dir.), *Winter in Prague*, Cambridge, MIT Press, 1969.

Schwartz, Harry, *Prague's 200 Days*, New York, Frederick A. Praeger, 1969.

Weschberg, Joseph, *The Voices*, Garden City (NY), Doubleday, 1969.

Windsor, Philip et Adam Roberts, *Czechoslovakia 1968*, New York, Columbia University Press, 1969.

D'autres sources proviennent d'articles parus à l'époque dans le *New York Times*, *The Observer* de Londres et le *Sunday Times* de Londres.

Chapitre 16 (Namibie, 1971-1972)

Ce compte rendu s'appuie sur un rapport rédigé en 1976 par Curt Goering, d'après un manuscrit de recherche non publié de Suzanne Wedel et Curt Goering. Nous avons puisé dans des documents réunis par le Comité américain sur l'Afrique, mis à notre disposition par M. Georges Houser, son secrétaire exécutif à l'époque.

Ces sources comportent des numéros des publications suivantes, parues fin 1971 et début 1972 : *African Affairs*; *Africa Confidential*; *African Diary*; *African Digest*; *African Studies Review*; *Africa Today*; *Anti-Apartheid News*; *Cape Times*; *Christian Science Monitor*; *Financial Mail*; *Financial Times*; *Fortune Multinational Report*; *The Guardian* (Londres); *Johannesburg Star*; *Keesings Contemporary Archives*; *The Times* (Londres); *New Statesman*; *The New York Times*; *The Observer* (Londres); *Rand Daily Mail*; *Republic of South Africa Gazette*; *SABC-Survey/Current Affairs*; *Sechaba*; *United Nations Monthly Chronicle*; *Virginia Weekly*; *The Wall Street Journal*; *The Washington Post*; *Windhoek Advertiser*; et *X-Ray*.

Nous avons aussi consulté les notes et bulletins d'information émis par le Bureau africain, le Comité américain sur l'Afrique et le Comité des amis de l'Afrique, ainsi que les bulletins de « Faits sur la Namibie », « Guerrilheiro » et le « Bulletin du Comité pour la liberté au Mozambique, en Angola et en Guinée ». Un manuscrit non publié de George Houser a également fourni d'importantes données contextuelles.

Nous avons utilisé d'autres sources, dont divers documents, télégrammes, enregistrements de rapports téléphoniques, de discours, des rapports écrits et communiqués de presse émanant d'un grand nombre d'organisations, de personnes, d'instances religieuses, de dossiers de tribunaux et d'officiels du gouvernement.

Chapitre 17 (Argentine, 1977-1983)

Bouvard, Marguerite Guzman, *Revolutionizing Motherhood: The Mothers of the Plaza de Mayo*, Wilmington, Scholarly resources, Inc., 1994.

Fisher, Jo, *Mothers of the Disappeared*, Boston, South End Press, 1989.

Simpson, John et Jana Bennett, *The Disappeared and the Mothers of the Plaza*, New York, St Martin's Press, 1985.

Chapitre 18 (Pologne, 1980-1989)

- Ash, Timothy Garton, *The Polish Revolution: Solidarity 1980-1982*, Londres, Jonathan Cape, 1983.
- Berned, Ivan T., *Central and Eastern Europe, 1944-1993*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 254-266.
- Castle, Marjorie, « The Final Crisis of the People's Republic of Poland », dans Jane Leftwich Curry et Luba Fajfer (dir.), *Poland's Permanent Revolution: People vs. Elites, 1956-1990*, Washington (DC), American University Press, 1996, p. 211-241.
- Curry, Jane Leftwich, « The Solidarity Crisis, 1980-81: The Near Death of Communism », dans Jane Leftwich Curry et Luba Fajfer (dir.), *Poland's Permanent Revolution: People vs. Elites, 1956-1990*, Washington (DC), American University Press, 1996, p. 167-209.
- Curry, Jane Leftwich et Luba Fajfer (dir.), *Poland's Permanent Revolution: People vs. Elites, 1956-1990*, Washington (DC), American University Press, 1996.
- Curry, Jane Leftwich et Luba Fajfer, « The Never-Ending Crises », dans Jane Leftwich Curry et Luba Fajfer (dir.), *Poland's Permanent Revolution: People vs. Elites, 1956-1990*, Washington (DC), American University Press, 1996, p. 243-260.
- Ekiert, Grzegorz, *The State Against Society: Political Crises and their Aftermath in East Central Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1996, p. 257-304.
- Kaufman, Michael, *Mad Dreams, Saving Graces: Poland, a Nation into Conspiracy*, New York, Random House, 1989, p. 79-100 et 231-267.
- Kaminski, Bartłomiej, *The Collapse of State Socialism, The Case of Poland*, Princeton, Princeton University Press, 1991, p. 138-161 et 213-236.
- Kemp-Welch, Anthony, *The Birth of Solidarity*, New York, St Martin's Press, 1991, p. 200-224.
- MacDonald, Oliver (dir.), *The Polish August: Documents from the Beginnings of the Polish Workers' Rebellion*, Seattle, Left Bank Books, 1981.
- Malcher, George C., *Poland's Politicized Army, Communists in Uniform*, New York, Praeger Publishers, 1984, p. 209-222.
- Potel, Jean-Yves, *The Promises of Solidarity: Inside the Polish Workers' Struggle, 1980-1982*, New York, Praeger Publishers, 1982.
- Taras, Raymond, *Consolidating Democracy in Poland*, Boulder, Westview Press, 1995, p. 113-160.
- Walesa, Lech, *A Way of Hope*, New York, Henry Holt and Co., 1987.
- Ost, *Solidarity and the Politics of Antipolitics*, Philadelphie, Temple University Press, 1990.

Chapitre 19 (Afrique du Sud, 1984-1987)

- Bot, Monica, *School Boycotts 1984: The Crisis in African Education*, Durban, Indicator Project South Africa, 1985.
- Hyslop, Jonathan, « School Student Movements and State Education Policy », dans William Cobbett et Robin Cohen (dir.), *Popular Struggles in South Africa*, Londres, Africa World Press, Inc., 1988, p. 183-209.

Chapitre 20 (Philippines, 1986)

- Aguirre, Col. Alexander P., *A People's Revolution of Our Time: February 22-25, 1986*, Quezon City, Pan-Service Master Consultants, 1986, p. 1-40, Annexes.

- Johnson, Bryan, *Four Days of Courage: The Untold Story of the Fall of Marcos*, Toronto, McClelland and Stewart, 1987.
- Komisar, Lucy, *Corazon Aquino: The Story of a Revolution*, New York, George Braziller, Inc., 1987, p. 93-123.
- Lande, Carl H., « The Political Crisis », dans John Bresnan (dir.), *Crisis in the Philippines: The Marcos Era and Beyond*, Princeton, Princeton University Press, 1986, p. 114-144.
- University of Santo Tomas Social Research Center, *The Philippine Revolution and the Involvement of the Church*, Manille, Social Research Center, Université de Santo Tomas, 1986, p. 7-34, 75-83.
- Yap, Miguela G., *The Making of Cory*, Quezon City, New Day Publishers, 1987, p. 96-194.

Chapitre 21 (Birmanie, 1988-1990)

- Aung San Suu Kyi, *Freedom from Fear and Other Writings*, New York, Penguin Books, 1991.
- Fink, Christina, *Living Silence*, New York, Palgrave Books, 2001, p. 214-216.
- Freedholm, Michael, *Burma: Ethnicity and Insurgency*, Westport (CT), Praeger, 1993, p. 58-72.
- Lintner, Bertil, *Outrage: Burma's Struggle for Democracy*, 2^e éd., Londres, White Lotus, 1990.

Chapitre 22 (Chine, 1989)

- Byrnes, Michael T., « The Death of a People's Army », dans George Hicks (dir.), *The Broken Mirror: Chinas after Tiananmen*, Chicago, St James Press, 1990, p. 132-151.
- Calhoun, Craig, *Neither Gods nor Emperors: Students and the Struggle for Democracy in China*, Berkeley, University of California Press, 1994.
- Cheng, Joseph Y.S., « A Chronology of Selected Documents and Statements », dans George Hicks (dir.), *The Broken Mirror: Chinas after Tiananmen*, Chicago, St James Press, 1990, p. 475-496.
- Chu-yuan Cheng, *Behind the Tiananmen Massacre: Social, Political and Economic Ferment in China*, Boulder, Westview Press, 1990.
- Des Forges, Roger V. et al., *Chinese Democracy and the Crisis of 1989: Chinese and American Reflections*, Albany, State University of New York, 1993.
- Han Minzhu (dir.), *Cries for Democracy: Writings and Speeches from the 1989 Chinese Democracy Movement*, Princeton, Princeton University Press, 1990.
- Hicks George (dir.), *The Broken Mirror: China after Tiananmen*, Chicago, St James Press, 1990.
- Khu, Josephine M.T., « Student Organization in the Movement », dans Roger V. Des Forges et al., *Chinese Democracy and the Crisis of 1989: Chinese and American Reflections*, Albany, State University of New York, 1993, p. 161-175.
- Landsberger, Stefan R., « Chronology of the 1989 Student Demonstrations », dans Tony Saich (dir.), *The Chinese People's Movement: Perspectives on Spring 1989*, Armonk (NY), M.E. Sharpe, Inc., 1990, p. 164-189.
- Niming, Frank, « Learning How to Protest », dans Tony Saich (dir.), *The Chinese People's Movement: Perspectives on Spring 1989*, Armonk (NY), M.E. Sharpe, Inc., 1990, p. 83-105.

- Saich, Tony, « When Worlds Collide: The Pékin People's Movement of 1989 », dans Tony Saich (dir.), *The Chinese People's Movement: Perspectives on Spring 1989*, Armonk (NY), M.E. Sharpe, Inc., 1990, p. 25-49.
- Saich, Tony (dir.), *The Chinese People's Movement: Perspectives on Spring 1989*, Armonk (NY), M.E. Sharpe, Inc., 1990.
- Scobell, Andrew, « Why the People's Army fired on the People », dans Roger V. Des Forges *et al.*, *Chinese Democracy and the Crisis of 1989: Chinese and American Reflections*, Albany, State University of New York, 1993, p. 191-221.
- Simmie, Scott and Bob Nixon, *Tiananmen Square*, Vancouver, Douglas and McIntyre, 1989.
- Unger, Jonathan (dir.), *The Pro-Democracy Protests in China: Reports from the Provinces*, Armonk (NY), M.E. Sharpe, Inc., 1991.
- Woei Lien Chong, « Petitioners, Popperians, and Hunger Strikers: The Uncoordinated Efforts of the 1989 Chinese Democratic Movement », dans Tony Saich (dir.), *The Chinese People's Movement: Perspectives on Spring 1989*, Armonk (NY), M.E. Sharpe, Inc., 1990, p. 106-125.
- Zhang Liang (comp.), *The Tiananmen Papers: The Chinese Leadership's Decision to Use Force Against Their Own People – In Their Own Words*, New York, Public Affairs, 2001.

Ce chapitre s'appuie aussi sur les témoignages oculaires de Bruce Jenkins et de Gene Sharp, et sur des documents déclassifiés du gouvernement étatsunien, disponibles sur le site de la National Security Archive, <www.seas.gwu.edu/nsarchive/NSAEBB:NSAEBB16/documents/index.html>.

Chapitre 23 (Tchécoslovaquie, 1989)

- Ash, Timothy Garton, *The Magic Lantern*, New York, Random House, 1990, p. 78-130.
- Berend, Ivan T., *Central and Eastern Europe, 1944-1993: Detour From the Periphery to the Periphery*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 277-284.
- Pour l'opposition au gouvernement Husak avant 1989, voir:
- Havel, Vaclav, *Disturbing the Peace: A Conversations with Karel Hvizdala*, New York, Alfred A. Knopf, 1990.
- Renner, Hans, *A History of Czechoslovakia since 1945*, New York, Routledge, 1989, p. 118-161.

Chapitre 24 (Lettonie, 1991)

Ce chapitre a été rédigé par Joshua Paulson d'après Olgerts Eglitis, *Nonviolent Action in the Liberation of Latvia*, Cambridge, Albert Einstein Institution, Monograph Series, 1993.

Cette source fut complétée par une entrevue avec Gene Sharp et une relecture du texte par Bruce Jenkins. On pourra aussi se reporter au compte rendu de la conférence qui s'est tenue à Riga le 19 janvier 2001 pour marquer le dixième anniversaire de l'indépendance, publié par Tālava Jundzaks éditions, *Janvāra barikādes kā tautas pretestības forma totalitārajām režīmām un tās mācības*, Riga, Latvijas Zinātņu Akadēmija, 2001.

Chapitre 25 (URSS, 1991)

- Brown, Archie, *The Gorbachev Factor*, New York, Oxford University Press, 1996, p. 252-305.
- Dunlop, John B., *The Rise of Russia and the Fall of the Soviet Empire*, Princeton, Princeton University Press, 1993, p. 186-225.
- Gorbachev, Mikhail, *The August Coup: The Truth and the Lessons*, New York, Harper Collins, 1991.
- Kagarlitsky, Boris, *The Disintegration of the Monolith*, New York, Verso, 1992, p. 133-138.
- Khasbulatov, Ruslan, *The Struggle for Russia: Power and Change in the Democratic Revolution*, New York, Routledge, 1993, p. 139-169.
- Palazchenko, Pavel, *My Years with Gorbachev and Shevardnadze: The Memoir of a Soviet Interpreter*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1997, p. 299-342.
- Remnick, David, *Lenin's Tomb: The Last Days of the Soviet Empire*, New York, Random House, 1993, p. 433-490.

Chapitre 26 (Thaïlande, 1992)

- Callahan, William A., *Imagining Democracy: Reading "The Events of May" in Thailand*, Singapour/Londres, ISEAS, 1998.
- Iacopino, Vincent, "Bloody May": *Excessive Use of Lethal Force in Bangkok: The Events of May 17-20, 1992*, New York, Physicians For Human Rights and Human Rights Watch, 1992.
- McCargo, Duncan, *Chamlong Srimuang and the New Thai Politics*, New York, St Martin's Press, 1997.
- Paisal Sridaradhanya (dir.), *Catalyst for Change: Uprising in May*, Bangkok, Post Publishing, 1992.
- Suthy Prasartset, « The Rise of NGOs as Critical Social Movement in Thailand », dans *Thai NGOs: The Continuing Struggle for Democracy*, Bangkok, Edison Press Products Co., Ltd., 1995.

Chapitre 27 (Serbie, 1996-2000)

Nous avons puisé nos informations dans les revues et journaux suivants : *The New York Times*, (24 septembre-17 octobre 2000) ; *The Boston Globe* (28 septembre-19 octobre 2000) ; *TIME* (16 octobre 2000) ; *Newsweek* (16 octobre 2000) ; *The New York Times Magazine* (26 novembre 2000) ; ABCnews.com ; de nombreux documents et articles en ligne réimprimés à partir de <www.otpor.net> ; la orrespondance entre Srdja Popovic et Robert Helvey ; divers documents d'Otpor, et des notes d'entretiens fournies par Steven York ; le tout complété par des entretiens réalisés à Belgrade entre Christopher A. Miller et Gene Sharp en mai 2001.

Nos remerciements pour ses corrections et commentaires à Velimir Curgus Kazimir, du Fund for an Open Society Yugoslavia (Fonds pour une société ouverte en Yougoslavie).

L'auteur

Gene Sharp est chercheur principal à l'Institut Albert Einstein de Boston, au Massachusetts. À partir de 1965, il a été chercheur au Centre pour les affaires internationales de l'Université Harvard, pendant près de 30 ans. Il est professeur émérite de science politique à l'Université du Massachusetts à Dartmouth.

On a appelé le professeur Sharp « le Clausewitz de la guerre nonviolente » et « le Machiavel de la nonviolence ». Il a fondé l'Institut Albert Einstein en 1983 pour promouvoir la recherche, l'étude des méthodes et la formation sur les utilisations stratégiques de la lutte nonviolente contre les dictatures, les guerres, les génocides et l'oppression.

Docteur en science politique de l'Université d'Oxford (1968), il est aussi titulaire d'une maîtrise de sociologie (1951) et d'une licence de sciences sociales (1949) de l'Université de l'Ohio. Il a obtenu deux doctorats *honoris causa* et d'autres distinctions.

Il a vécu 10 ans en Angleterre et en Norvège. Il a poursuivi des études avancées à l'Université d'Oxford et, en Norvège, il a enseigné à l'Université d'Oslo et à l'Institut des recherches sociales.

Le professeur Sharp a écrit plusieurs livres et de nombreuses publications sur la lutte nonviolente, le pouvoir, les problèmes politiques, les luttes de libération, les dictatures et les politiques de défense. Ses ouvrages sont traduits en 32 langues.

Ses principaux ouvrages sont *The Politics of Nonviolent Action* (1973; introduction de Thomas C.Schelling), *Making Europe Unconquerable* (1985; introduction de Georges F.Kennan), *Civilian-Based Defense*, 1990; (édition française 1995 *La guerre civilisée*, PUG), *Social Power and Political Freedom* (1980; introduction du sénateur Mark O.Hatfield) et *Gandhi as a Political Strategist* (1979 et 1999; introduction de Coretta Scott King et préface de Federico Mayor). Le Dalai Lama a préfacé le livre de Sharp *The Power and Practice of Nonviolent Struggle* (en tibétain; 1999).

Son premier ouvrage, *Gandhi Wields the Weapon of Moral Power* (1960), était accompagné d'une préface d'Albert Einstein et d'une introduction de Bharatan Kumarappa. Sharp est aussi coauteur de *Resistance, Politics, and the*

American Struggle for Independence (1986) et de *Nonviolent Action: A Research Guide* (1997). Il a aussi contribué à plusieurs encyclopédies.

Il a publié récemment quelques textes plus courts, dont « De la dictature à la démocratie » (disponible en 12 langues, 1993, 2002 et 2003), « L'anti-coup d'État » (coauteur, 2003) et « Il existe des alternatives réalistes » (2003).

Gene Sharp a rédigé des présentations simplifiées sur la nature de la lutte nonviolente et ses applications contre les dictatures et les coups d'État. Il a dirigé des ateliers et tenu des consultations sur la lutte stratégique nonviolente, au niveau international, dans des situations de crise grave.

Il reste convaincu qu'une lutte nonviolente pragmatique, planifiée de manière stratégique, peut devenir dans les conflits un moyen très efficace de supprimer les oppressions, et qu'elle peut remplacer la violence.

Index

Faites circuler nos livres.
Discutez-en avec d'autres personnes.

Si vous avez des commentaires, faites-les-nous parvenir ;
nous les communiquerons avec plaisir aux auteur.e.s
et à notre comité éditorial.

écosociété

LES ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ
C.P. 32 052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5
ecosociete@ecosociete.org
www.ecosociete.org

NOS DIFFUSEURS

CANADA
Diffusion Dimedia inc.
Tél. : (514) 336-3941
general@dimedia.qc.ca

FRANCE ET BELGIQUE
DG Diffusion
Tél. : 05 61 000 999
dg@dgdifffusion.com

SUISSE
Servidis S.A
Tél. : 022 960 95 25
commandes@servidis.ch